



Digitized by the Internet Archive
in 2022 with funding from
University of Toronto

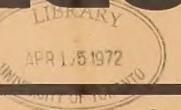
<https://archive.org/details/31761115525602>

contact



Canadian
International
Development
Agency

Agence
canadienne de
développement
international



FEBRUARY/FÉVRIER 1972

1



*Relief work continues in refugee camps
and in East Bengal.*

UNICEF/P. IGNATIEFF

*Les secours continuent d'arriver dans les
camps de réfugiés et au Bangladesh oriental.*

UNICEF/P. IGNATIEFF

Pour établir contact

Sous le nom de CONTACT, l'Agence canadienne de développement international publiera régulièrement en français et en anglais un bulletin qui vous tiendra au courant des derniers développements dans le domaine de la coopération canadienne au développement international.

Cette publication mettra l'accent sur les faits qui vont marquer la coopération canadienne tels les déclarations ou les engagements au niveau de la philosophie de l'aide ou de son orientation, les nouveaux projets, l'état d'avancement des projets en cours, les statistiques, l'envoi de secours d'urgence, les conférences et rencontres sur le développement, les occasions d'investissements à l'étranger ou même les affectations outre-mer.

CONTACT, le nouveau magazine de "Coopération-Canada", "Dossiers", et d'autres publications formeront le corps des nouveaux moyens mis en oeuvre par l'ACDI pour informer le public et examiner les idées mises de l'avant dans le domaine sans cesse changeant du développement international. CONTACT sera disponible à la Direction de l'information de l'ACDI, 122, rue Bank, Ottawa K1A OG4.

Nous espérons que ces nouvelles publications, par leur contenu, stimuleront l'intérêt grandissant du public pour la cause du développement et contribueront à provoquer chez chaque Canadien une participation plus sentie à la tâche de la coopération internationale qui est, en fait, la construction d'un monde meilleur.

Rene Montpetit
Directeur général des
Communications
Agence canadienne de
développement international

Visite de MM. Gérin-Lajoie et Michaud dans 7 pays de l'Afrique de l'Ouest

Paul Gérin-Lajoie, président de l'Agence canadienne de développement international, et M. Yves Michaud, Commissaire général à la coopération du Ministère des Affaires intergouvernementales du Québec, effectuent présentement et jusqu'au 15 février une visite dans 7 pays de l'Afrique de l'Ouest.

Banque africaine de développement, les Nations unies, de même que des coopérants canadiens déjà à l'oeuvre en Afrique de l'Ouest. MM. Gérin-Lajoie et Michaud sont accompagnés pendant cette visite par:

M. Michel Dupuy, Sous-Secrétaire d'Etat adjoint aux Affaires extérieures;

M. Maurice Mercier, Sous-Ministre adjoint du Ministère de l'Education du Québec;

M. René Montpetit, Directeur général des Communications de l'ACDI;

M. Pierre Garceau, Coordonnateur, Afrique francophone, ACDI;

M. Georges Proulx, Directeur de la programmation, Afrique francophone, ACDI;

M. André Mailhot, Adjoint spécial, Cabinet du Président, ACDI;

M. Robert Elliott, Division des Relations internationales, Ministère des Affaires intergouvernementales du Québec;

Establishing contact

Contact is a new publication which will be issued regularly by the Canadian International Development Agency, in English and French, to tell you about Canada's cooperation with the developing countries that make up most of our world.

The emphasis will be on "hard news" items — new CIDA projects, progress reports, policy statements, important statistics, accounts of emergency relief work and development conferences, information on business opportunities and overseas postings.

Along with CIDA's new magazine Cooperation Canada, Dossier, and other publications, Contact is part of a series of new information materials being developed.

opend to communicate news about CIDA and to explore ideas in the fast-changing field of international development. Contact is available on request from the Information Division, CIDA, 122 Bank St., Ottawa K1A OG4.

The goal of our expanded information program is to encourage a growing public awareness of urgent development issues, and a deepening personal involvement in Canada's contribution toward building a better world. I hope you will find Contact useful.

René Montpetit,
Director General,
Communications Branch,
Canadian International
Development Agency.

VISIT TO AFRICA

In developing its West Africa program, CIDA has enjoyed the benefit of important cooperation with the Government of Quebec, notably in the field of education. This cooperation is reflected in an agreement associating the governments of Canada and Quebec in the integrated development effort in the RIF region of Morocco, within the framework of the DERRO-Tetouan project.

The purpose of the trip is to familiarize the representatives of the two governments with problems faced by West African countries after a decade of independence, and to permit a survey of progress on various projects in these countries.

During the visit, which will take them to Senegal, Dahomey, Togo, Mali, Ivory Coast, Niger and Morocco, Mr. Gérin-Lajoie and Mr. Michaud will meet with Chiefs of State, government representatives, members of such organizations for international cooperation as the African Development Bank and the UN, and with Canadians already working in West Africa.

Help for refugees

The Canadian public had contributed \$1 million to help East Bengal refugees, according to a report from the Combined Appeal Pakistan Relief. This total includes donations from the Canadian Red Cross Society, contributions received directly by CAPR, and funds channelled through the eight other participating agencies.

TUNIS-KORBA

Isla, and is part of the country's development plan.

The line and the two stations it required have been constructed by Asselin, Benoit, Boucher, Ducharme and Lapointe of Montreal, and the Société Tunisienne d'Électricité et de Gaz.

Tunisia provided \$600,000 for the project, mainly to meet the cost of local manpower used in erecting about 175 towers for the line. The Canadian loan was used to purchase essential materials in Canada.

CIDA in 1971 — statistics

Disbursements of Canadian government funds for international development continued to accelerate in 1971. CIDA statistics for the year ending December 31 show increases in all major categories, over records set in 1970, with notable growth in the Francophone Africa, Latin America and Non-Governmental Organizations Programs.

| | 1970 | 1971 |
|-------------------------------|---------------|---------------|
| Grants-economic and technical | \$ 64,340,000 | \$ 65,542,000 |
| Loans-economic | 118,140,000 | 138,501,000 |
| Total bilateral assistance | 292,545,000 | 306,533,000 |
| Total multilateral assistance | 25,748,000 | 31,698,000 |
| Total CIDA actual | 320,730,000 | 340,705,000 |

Accroissement des déboursés

Les déboursés du Gouvernement canadien au chapitre de la coopération internationale ont continué de s'accroître en 1971. Les statistiques de l'ACDI pour l'année se terminant le 31 décembre 1971 révèlent une augmentation dans tous les secteurs principaux, par rapport à l'année 1970, et une croissance remarquable des programmes en Afrique francophone, en Amérique latine de même que dans le secteur des organismes non-gouvernementaux.

1970 1971

| Subventions à l'assistance économique et technique | \$ 64,340,000 | \$ 65,542,000 |
|--|---------------|---------------|
| Aide à l'assistance économique | 118,140,000 | 138,501,000 |
| Aide bilatérale | 292,545,000 | 306,533,000 |
| Aide multilatérale | 25,748,000 | 31,698,000 |
| Total des déboursés | 320,730,000 | 340,705,000 |

ILO Photo



The first transformer for the Tunis-Korba transmission project en route to a power station.

Inauguration de la ligne TUNIS-KORBA

Le 22 septembre 1971, le Secrétaire parlementaire du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, M. André Ouellet, inaugure, en compagnie de représentants du Gouvernement tunisien, la ligne de haute tension reliant, sur 42 kilomètres, Tunis à Korba, dans la région du Cap Bon.

En 1964 à la suite de la signature, par les deux gouvernements, d'un accord de coopération. L'assistance canadienne se limitait alors à l'envoi de coopérants en éducation.

En 1965-1967, le nombre des coopérants qui atteignait alors 46, fut plus que doublé par l'arrivée d'un groupe de 50 experts qui venaient entreprendre le projet quinquennal de formation de personnel pour l'Institut pédagogique de Tunis, et ce nombre n'a cessé d'augmenter depuis.

On comptait en Tunisie quelque 130 coopérants canadiens sous contrat avec l'ACDI en octobre 1971, sans compter les coopérants de SUCI et d'autres agences privées bénévoles canadiennes.

L'assistance canadienne au développement de la Tunisie est passée de \$1,200,000 qu'il était en 1966-1967, à plus de 12 millions de dollars pour le présent exercice financier.

La Canada et la Tunisie se sont donné un précieux instrument pour le développement de leurs relations en mettant sur pied, il y a trois ans, la Commission mixte Canado-Tunisienne. Cette Commission, qui a tenu sa dernière séance à Tunis, en septembre dernier, permet à chacun des partenaires de s'informer des positions de l'autre sur les grandes questions politiques, d'évaluer la marche des relations au cours de l'année écoulée et de mettre au point de nouveaux projets de collaboration.

Jacques Gérin becomes Vice-President, Bilateral Programs. He was formerly Vice-President (Operations).

Marc D. Baudoin, Canada's former ambassador to the Democratic Republic of the Congo, is Vice-President, Special Programs.

Mr. Gérin-Lajoie explained that the changes, aimed at developing an increasingly effective program of development assistance, will recognize at vice-presidential level the policy analysis function and the three major streams of CIDA activity: multilateral, bilateral and special programs.

They involve the creation of two new branches — the Policy Branch, which emphasizes the importance of devising a long-term strategy for the CIDA program and its administration, and the Bilateral Programs Branch, which brings together under a single responsibility the program development and project management functions.

The three program branches will be under the immediate direction of CIDA's Executive Vice-President, Donald D. Tansley.

Paul Gérin-Lajoie, President of CIDA, also named René Montpetit Director General of Com-

Kenia has launched a National Industrial Vocational Training School to assist Kenyan firms and the International Labour Organization to train the skilled manpower needed for industrialization. At a pilot centre in Nairobi, trainees Patrick Kaman and Peter Carter, both from Aigcourt, Ontario, unpack new equipment while Peter's father, ILO Project Manager Raymond Carter, looks on.

ILO Photo

Grâce au Programme des Nations Unies pour le Développement et la Fédération Internationale du Travail, le Kenya a mis sur pied un Programme national d'entraînement des travailleurs et industrielles, afin de fournir la main-d'œuvre nécessaire à l'industrialisation du pays. Dans un centre pilote à Nairobi, Patrick Kaman et Peter Carter, deux stagiaires aigourds Peter Carter, un coordinateur d'Aigcourt en Ontario, à déballer de nouveaux appareils sous l'œil de M. Raymond Carter, le Directeur de projet.

ILO Photo



Can you help?

Many developing countries still lack highly-trained individuals in a number of technical and professional fields. CIDA is helping by making available the services of qualified Canadians, usually on two-year contracts, to assist in programs which these countries have selected as priorities for development.

Experts are sent to various countries in Asia, Africa, Latin America and the Caribbean. At present there is a substantial demand for experts in such fields

CIDA appointments

A realignment of CIDA's structure has been carried out in recent months, involving the appointment of four vice-presidents, a director general, and a director.

Harry J. Hodder is now Vice-President, Policy. He was formerly Director of Multilateral Institutions Division.

Fergus J. Chambers becomes Vice-President, Multilateral Programs. Mr. Chambers was formerly Director General of Planning Division.

Mr. Gérin-Lajoie a également nommé M. René Montpetit au poste nouveau de directeur général des

communications, with responsibility for the Information Division, Briefing Centre and Library. He was formerly Director of Information for the National Research Council.

Nell Overend, former Director of the Asia Section of Planning Division, has been named Director of the Asia Section of Planning Division, has been named Director of the Vice-President, Bilateral Programs.

Mr. Gérin-Lajoie a également nommé M. René Montpetit au poste nouveau de directeur général des

Jacques Gérin becomes Vice-President, Bilateral Programs. He was formerly Vice-President (Operations).

Marc D. Baudoin, Canada's former ambassador to the Democratic Republic of the Congo, is Vice-President, Special Programs.

The three program branches will be under the immediate direction of CIDA's Executive Vice-President, Donald D. Tansley.

Paul Gérin-Lajoie, President of CIDA, also named René Montpetit Director General of Com-

as economics, taxation, national fiscal policy, public administration, transportation, technical and vocational instruction, social medicine, translation services, handicrafts, export promotion, hotel management, and national statistics.

Candidates for CIDA assignments must be Canadian citizens with appropriate academic and professional qualifications, and several years of practical experience in their fields.

M. Harry J. Hodder a été nommé vice-président Bureau des opérations. Il dirigeait jusqu'à la Direction de la programmation, Programmes multilatéraux. M. Fergus J. Chambers devient vice-président, Programmes multilatéraux. Il était à la tête de la Direction de la planification.

Enfin, M. Neil Overend a été nommé directeur de la Programmation, sous l'autorité directe du vice-président, Programmes bilatéraux. M. Overend dirigeait jusqu'à maintenant la Section asiatique de la Direction de la programmation.

M. Jacques Génin assume les responsabilités nouvelles de vice-président, Programmes bilatéraux. Il était déjà vice-président (Opérations).

Marc Baudoin a été nommé vice-président, Programmes spéciaux. M. Baudoin a été ambassadeur du Canada auprès de la République démocratique du Congo.

Les trois directions générales concernant les programmes relèveront directement du vice-président exécutif de l'Agence, M. Donald D. Tansley.

M. Gérin-Lajoie a également nommé M. René Montpetit au poste nouveau de directeur général des

communications, avec autorité les fonctions de programmation et de mise en œuvre des projets.

organismes faisant partie de ce groupe.

Afin d'aider aux activités présentées en cours dans les camps et chez les réfugiés qui réintègrent leur patrie, le Gouvernement canadien a alloué récemment des sommes supplémentaires: \$2 millions ont été accordés au Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés et \$3 millions (dont la moitié avait été versée à la mi-janvier) ont été consentis pour aider aux efforts des diverses organisations bénévoles œuvrant dans le but d'achever les huit autres

IDRC grants

As part of its Human Resources Development Program, the International Development Research Centre is offering ten one-year research grants to professional practitioners wishing to enter the field of International development or improve skills they are already applying in this field.

Each grant provides for a stipend of up to \$15,000 (depending upon other sources of income), plus allowances for travel, research or training costs.

Candidates must be Canadian citizens or landed immigrants with a minimum of three years' residence in Canada. They should have good professional standing, approximately ten years of experience, and possess demonstrated expertise applicable to the problems of developing countries.



Paul Hoffman à la retraite

Les pays nantis devraient investir beaucoup plus d'argent dans l'avenir de l'humanité. C'est ce que déclarait M. Paul Hoffman, directeur

BOURSES

Dans le cadre de son programme de développement des ressources humaines, le Centre de Recherches pour le Développement International offre dix bourses, chacune d'une durée d'un an, à des praticiens professionnels qui désirent diriger vers le domaine du développement international ou améliorer leurs connaissances qu'il y apportent déjà.

Les formules de demande de bourses et des informations à ce sujet ont été envoyées à tous les coopérants canadiens à l'étranger. Les formulaires de demande de bourses doivent être renvoyées avant le premier mars 1972. Les noms des boursiers seront annoncés le premier mai 1972.

Veuillez adresser vos demandes de renseignements à: Bourses d'associés de recherche, Centre de Recherches pour le Développement International, Caisse Postale 8500, Ottawa, Canada K1G 3H9

Hydro in Ecuador

Canada is helping to finance the Pisayambo hydroelectric project, Ecuador's first step toward a nationwide electric power system. Canadian-made heavy equipment, including a turbine, generators, substations, and conductors and steel towers for transmission lines to Quito and Latacunga, will be purchased with \$18.9 million toward engineering studies, design and construction costs.

Since 1964 Canada has provided \$7.4 million for the IDB to use in support of development projects in Latin America, including \$3,860,000 for the Guayas River Basin Study, also in Ecuador. A comprehensive plan for integrated economic development, the Guayas study covers irrigation, flood control, hydroelectric power, forestry and agricultural projects and will help Ecuador's 6 million people tap the potential wealth of a promising region.

The project, located in northern Ecuador, includes construction of an earth dam 40 meters high and a reservoir that will control the Lake Pisayambo water basin. It will be carried out by an agency in Ecuador's Ministry of Natural Resources and Tourism at an estimated total cost of US \$41.2

IVORY COAST

CIDA and the University of Montreal signed a \$250,000 contract December 30 for an educational project—the "twinning" of U. of M.'s International Centre of Comparative Criminology with the Institut de Criminologie d'Abidjan, the University of Abidjan, sous la direction du Dr Denis Szabo, à l'Institut de Criminologie de l'Université de Montréal, à l'Institut de Criminologie d'Abidjan dans le but de fournir l'assistance technique nécessaire au démarquage et au développement de cette dernière et nouvelle institution.

Pour atteindre l'objectif visé, le projet qui s'échelonne sur trois ans comprendra entre autres:

— L'organisation tant au Canada qu'en Côte d'Ivoire de séminaires de préparation, de recherches et d'évaluation dans le but de définir les besoins du programme et d'en déterminer l'orientation.

— L'organisation de stages de formation pratique au Canada pour des enseignants ivoiriens de l'Institut de Criminologie d'Abidjan.

— Le octroi de bourses à Abidjan pour Africains de diverses pays francophones et à Montréal pour des étudiants ivoiriens s'intéressant à la criminologie.

— L'établissement de projets de recherches conjoints afin de fournir les éléments nécessaires à l'organisation et à la réalisation du programme d'enseignement et de formation.

— L'établissement de projets de recherches conjoints afin de fournir les éléments nécessaires à l'organisation et à la réalisation du programme d'enseignement et de formation.

relay of State for Cooperation, Mai Malgana, will prepare submissions from Niger to North American private and governmental agencies for international cooperation.

Woodrow Lloyd, former Premier of Saskatchewan, will serve for two years in Seoul as resident representative in Korea for the United Nations Development Program.

The richer countries should invest much more money in the world's future, said Paul Hoffman, Administrator of the United Nations Development Program, on January 6 during his farewell visit to Ottawa. "What's good for the world is good for Canada," he commented, noting that the developing countries can be major customers for our products only if they receive substantial economic assistance.

Woodrow Lloyd, ancien premier ministre de la Saskatchewan, passera deux ans à Séoul, comme représentant résident, en Corée, du Programme des Nations Unies pour le développement.

Professor Jacques Henri of the University of Ottawa has undertaken an 18-month CIDA assignment as adviser to Niger's Sec-

ECHOS

La médaille d'or Vanier, décernée annuellement pour contribution éminente à l'administration publique au Canada, fut remise, en novembre dernier, par le Gouverneur général au Dr T. H. McLeod, CIDA special adviser on university affairs and public administration. Dr. McLeod, now on loan to CIDA from the University of Saskatchewan, has served on advisory teams in Iran and Turkey and helped plan the University of Botswana, Lesotho and Swaziland.

Dr. Robert McClure, former moderator of the United Church, will spend the next two years of his retirement providing surgery, working with leprosy patients and planning family planning at the only mission hospital in North Borneo. Dr. McClure has defined retirement as "doing what you want, rather than what you have to do."

Professor Jacques Henri of the University of Ottawa has undertaken an 18-month CIDA assignment as adviser to Niger's Sec-

retary of State for Cooperation, Mai Malgana, and will prepare submissions from Niger to North American private and governmental agencies for international cooperation.

Woodrow Lloyd, former Premier of Saskatchewan, will serve for two years in Seoul as resident representative in Korea for the United Nations Development Program.

The richer countries should invest much more money in the world's future, said Paul Hoffman, Administrator of the United Nations Development Program, on January 6 during his farewell visit to Ottawa. "What's good for the world is good for Canada," he commented, noting that the developing countries can be major customers for our products only if they receive substantial economic assistance.

Woodrow Lloyd, ancien premier ministre de la Saskatchewan, passera deux ans à Séoul, comme représentant résident, en Corée, du Programme des Nations Unies pour le développement.

Le Centre d'apprentissage interculturel

Si le tiers monde présente quelque intérêt pour vous, il se pourrait bien que vous ayez la chance de visiter le Centre d'apprentissage interculturel, ou même de recevoir sa visite.

Le Centre qui opère depuis trois ans à l'Université Western Ontario, s'appuie sur une installation informatique faisant appel à des auteurs médicaux et à un calculateur et les Canadiens qui vont travailler en Afrique peuvent utiliser ses services.

Sur le plan de l'innovation et de l'apprentissage, le Centre peut se comparer à un "self-service" où l'on prend soin-même ce qui fait son affaire ou encore à la bibliothèque d'une petite ville. Le calculateur joue ici le rôle de la bibliothécaire qui vous indique où trouver le renseignement désiré.

Le Centre était à Toronto, du 5 au 23 janvier, et sera à Halifax, au Nova Scotia Technical College Library, du 31 janvier au 13 février, puis ensuite à Montréal, au Negro Community Centre, 2035, rue Dorval, du 21 février au 10 mars.

Le Centre visitera aussi les villes suivantes: (Winnipeg, du 20 mars au 3 avril) (Muriel Stanbrook, 926-145 Colony St., 786-6521); (Saskatoon, du 10 avril au 23 avril) (Ann Coxworth, 1332-10th St. East, 343-9281); (Calgary, du 29 au 15 mai) (Debra Ransom, CDIDS, P.O. Box 6718, 266-1691); et Vancouver, du 20 Juin au 2 (Mike Wicks, CUSO, 311-119 W. Pender St., 681-9031).

Aux personnes désireuses de mieux comprendre le processus de développement, qu'il s'agisse de l'appliquer au tiers monde ou au Canada, le Centre offre les scours de toute une gamme de films, de diapositives, de disques de rubans sonores, de livres de bandes magnétoscopiques, et d'objets d'artisanat. A l'encontre des institutions traditionnelles, le Centre ne possède pas de personnel nommé et n'offre pas non plus de

enseignement régulier. Entièrement orienté vers l'individu qui apprend ou qui désire obtenir un renseignement précis, le Centre offre aussi une perspective interculturelle en donnant la possibilité d'examiner le problème du point de vue des autres.

Le Centre a maintenant entrepris une tournée du pays. Commandé par SUCO et l'ACDI, une réplique itinérante du Centre était à Ottawa, à la fin de décembre 1971, et plus de mille personnes ont pu profiter des services qu'il offre.

Le Centre était à Toronto, du 5 au 23 janvier, et sera à Halifax, au Nova Scotia Technical College Library, du 31 janvier au 13 février,

puis ensuite à Montréal, au Negro Community Centre, 2035, rue Dorval, du 21 février au 10 mars.

Le Centre visitera aussi les villes suivantes: (Winnipeg, du 20 mars au 3 avril) (Muriel Stanbrook, 926-145 Colony St., 786-6521); (Saskatoon, du 10 avril au 23 avril) (Ann Coxworth, 1332-10th St. East, 343-9281); (Calgary, du 29 au 15 mai) (Debra Ransom, CDIDS, P.O. Box 6718, 266-1691); et Vancouver, du 20 Juin au 2 (Mike Wicks, CUSO, 311-119 W. Pender St., 681-9031).

Response — from children and teachers, adults and teenagers — has been enthusiastic, and persons whose interest was sparked will be the Ottawa visit already mentioned, hopefully to establish a permanent Learning Centre in the capital.

Response — from children and teachers, adults and teenagers — has been enthusiastic, and persons whose interest was sparked will be the Ottawa visit already mentioned, hopefully to establish a permanent Learning Centre in the capital.

is produced by the Information Division of the Canadian International Development Agency under the authority of the Honourable Mitchell Sharp, Secretary of State for External Affairs.
Ottawa, February 1972

POSTAGE PAID
PORT PAYÉ
15-45-1
1111 OF TORONTO
LIBRARY DEPT
SERIALS 5 ONT



Lennan Dasset, Kingstown, St. Vincent, studying surveying technology under CIDA auspices at Georgian College of Applied Arts and Technology in Barrie, Ontario, measures angles while course Instructor H. Elliott looks on.

Public servants go overseas

Two Canadian public servants left Ottawa in December on special assignments for CIDA.

D. H. Crawley of the Department of Transport will spend the next two years in Nairobi, Kenya, with the East African Meteorological Department as an adviser on telecommunications and weather radar equipment, while African technicians are being trained in its use in the UK. He will also travel in the region, visiting airports and flying schools in Tanzania and Uganda. Since 1965 Mr. Crawley has served as senior technical instructor with the DOT air school near Ottawa. Over the years he has trained many engineers and technicians in the theory and use of highly sophisticated electronic systems, including navigational aids and radar facilities.

N.A. Gemmell is on his second CIDA assignment to British Honduras (Belize). In 1970 he advised the Government on the introduction of new income tax procedures, similar to those followed in Canada. This time he will conduct follow-up studies, and will prepare legislation on tax collection. Mr. Gemmell has experience in banking, insurance and real estate, and since 1948 has served in senior posts with the National Revenue Department in Regina and Ottawa.

Both men will return to their government jobs when their post-completion jobs with the CIDA assignments are completed.

Pouvez-vous aider un pays en voie de développement?

Dans de nombreux pays en voie de développement, il y a une pénurie de spécialistes dans les domaines technique et professionnel, de la médecine sociale, de la traduction et de l'artisanat. Les candidats doivent être citoyens canadiens, posséder les qualifications universitaires et professionnelles requises et compter plusieurs années d'expérience.

On envoie ces experts dans différents pays d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine et des Caraïbes. De nombreux postes sont offerts dans les domaines de l'économie, de la politique fiscale, de la taxation, des statistiques nationales, de l'administration dans les secteurs public et hôtelier, de l'exportation, des transports, de l'enseignement,

Électricité en Equateur

Le Canada fournit une assistance financière au projet hydroélectrique de Pisayambo, en Equateur, qui constitue la première maîtrise du futur réseau d'énergie électrique du pays. Grâce aux \$9,2 millions (\$8,8 millions U.S.) que le Canada a accordés à la Banque Interaméricaine de développement, l'Equateur pourra acheter de l'équipement fourni par le Canada, entre autres, une turbine, des génératrices, du matériel de construction de sous-stations, des conducteurs et des pylônes d'acier pour les lignes de transmission vers Quito et Lalacunga.

Le projet comprend la construction d'une digue de 40 mètres de haut et d'un réservoir pouvant contenir les eaux du Lac Pisayambo au nord de l'Equateur. Les travaux coûtent

plusieurs millions, y compris les systèmes de navigation et de radar. M. N.A. Gemmell en est à sa deuxième affectation pour l'ACDI au Honduras britannique (Belize). En 1970, il avait proposé au gouvernement un nouveau système de perception des îlots semblable à celui employé au Canada. Lors de son prochain séjour il pourra se servir de recherches et proposera de nouvelles lois dans ce même domaine.

M. Gemmell a déjà travaillé dans les domaines des banques, des assurances et des affaires immobilières, et depuis 1948, il a détenus des parts importantes au Ministère du Revenu national à Régina et à Ottawa.

Quand ils auront complété leur engagement avec l'ACDI les deux hommes retrouveront leur poste au sein de la fonction publique.

Funds for Bangladesh

A further \$2.5 million allotment was announced early in March from Canada's \$22 million emergency relief vote for Bangladeshi refugees and displaced persons.

The funds will provide, through the UN World Food Program about 2900 metric tons of Canadian rapeseed oil for distribution in India by the UN High Commissioner for Refugees and food aid — rapeseed oil, wheat, 7,000,000 metric tons.

Canadian Armed Forces flights \$320,400

Canadian voluntary agencies (including church groups, CARE, Oxfam, Canadian Save, WUS, World Vision of Canada) \$3,040,000

Plusieurs projets d'importance étaient d'abord de se familiariser davantage avec les programmes de développement de ces pays et de prendre connaissance de l'état d'avancement des divers projets de la coopération canadienne. Signalons, entre autres, au Sénégal, le projet de motorisation des pirogues de pêche pour lequel l'ACDI a confirmé l'expédition prochaine de 600 moteurs hors-bord et des pièces de recharge, et le

les représentants des pays visités et ont participé à des séances de travail au cours desquelles on a passé en revue les réalisations de la coopération au cours de la première décennie du développement et tenté de dégager les perspectives d'une collaboration qui continuera de s'intensifier, toujours en tenant compte des priorités établies par les plans de développement des pays.

Plusieurs projets d'importance étaient d'abord de se familiariser davantage avec les programmes de développement de ces pays et de prendre connaissance de l'état d'avancement des divers projets de la coopération canadienne. Signalons, entre autres, au Sénégal, le projet de motorisation des pirogues de pêche pour lequel l'ACDI a confirmé l'expédition prochaine de 600 moteurs hors-bord et des pièces de recharge, et le

(Suite au verso)

contact

CIDA ACDI Publications

Canadian International Development Agency Agence canadienne de développement international

APRIL 15 1972

contact

CIDA ACDI Publications

Canadian International Development Agency Agence canadienne de développement international

MARCH/MARS 1972

Gérin-Lajoie

visits West Africa

Paul Gérin-Lajoie, President of CIDA, returned February 18 from a three-week tour of six French-speaking countries in Western Africa. Accompanied by high officials of the Canadian and Quebec Governments, he visited Senegal, Dahomey, Togo, Ivory Coast, Niger and Mali to get an overall view of the development programs of these countries and to evaluate progress made in the different Canadian cooperation projects.

In the field of electrical power, the line linking Ghana, Togo, and Dahomey was the centre of interest in these last two countries. It is estimated that an additional sum of 125 million CFA (about \$460,000) will be granted to carry on with the work, making the total Canadian aid for this project 1,125

(See next page)

Voyage du président en Afrique de l'Ouest

M. Paul Gérin-Lajoie, président de l'Agence canadienne de développement international, est revenu le 16 février d'une tournée de trois semaines dans six pays francophones d'Afrique de l'Ouest. M. Gérin-Lajoie, qui était accompagné dans cette mission de hauts fonctionnaires canadiens et québécois, a visité le Sénégal, le Dahomey, le Togo, la Côte d'Ivoire, le Niger et le Mali.

The motorization of Senegal's pirogues, using outboards provided by Canada, will give a new vigor to the country's traditional fisheries.

In the field of electrical power, the line linking Ghana, Togo, and Dahomey was the centre of interest in these last two countries. It is estimated that an additional sum of 125 million CFA (about \$460,000) will be granted to carry on with the work, making the total Canadian aid for this project 1,125

(See next page)

les représentants des pays visités et ont participé à des séances de travail au cours desquelles on a passé en revue les réalisations de la coopération au cours de la première décennie du développement et tenté de dégager les perspectives d'une collaboration qui continuera de s'intensifier, toujours en tenant compte des priorités établies par les plans de développement des pays.

(Suite au verso)



One of two Twin Otter aircraft provided by Canada to help Nepal develop transportation and communications for the interior of the landlocked country.

Gérin-Lajoie visits West Africa

(From front page)
billion CFA (more than \$4 million).

In the communications area, the navigation project on the Niger River and the 285-mile Unity Road are progressing rapidly and should help Niger, a landlocked country, develop the communications system necessary for its development. A similar communications problem exists in Mali, and Canada is seriously considering the possibility of providing the country with two Twin Otters, a \$1 million project.

In the fields of education and technical aid, Canada is considering the provision of 1.5 billion CFA (about \$6 million) of assistance to the Collège Polytechnique Universitaire in Dahomey, and studies are being made on the development and future orientation of the University of the Bénin in Togo. The Togolese Minister of Education also asked for more Canadian teachers. This wish will be met to the degree that Canadian candidates are available to fill the positions offered by the Togolese government. In Ivory Coast, the Canadians were impressed by the progress of the National Library in Abidjan, and the setting-up of televised education. The members of the party also looked into the future creation of a tourism and hotel training institute. In Niger, Canada is studying creation of a technical college in Zinder, it would be built and equipped by

Near the end of the tour, Mr. Gérin-Lajoie attended a three-day meeting in Dakar, Senegal, of ambassadors and high officials of the different African countries, and representatives of different departments of the Canadian government. During this meeting there was a more detailed analysis of all the questions concerning Africa in the fields of aid, commercial exchanges and international relations. Neil Overend, Director of Programming, CIDA, also attended this meeting which began February 14.

contact

Is produced by the Information Division of the Canadian International Development Agency under the authority of the Honourable Mitchell Sharp, Secretary of State for External Affairs.

Ottawa, March 1972

Voyage du président

(Suite de la première page)
projet d'entreprises frigorifiques, dit "CHÂINE DU FROID", dont les experts ont discuté la nature et les modalités de financement.

Dans le domaine de l'énergie électrique, les travaux de la ligne de transmission Ghana-Togo-Dahomey ont surtout retenu l'attention dans ces deux derniers pays. Une contribution additionnelle de 125 millions de francs CFA (environ \$460,000) est prévu pour la poursuite des travaux, ce qui portera l'apport canadien à ce projet à 1 milliard 125 millions de francs CFA, soit plus de \$4 millions.

Dans le secteur des communications, les projets de navigation sur le fleuve Niger, de même que celui de la route de l'Intérieur, progressent rapidement et aideront le Niger, pays à l'intérieur des terres, à se doter des voies de communications nécessaires à son développement. Le problème des communications se pose également au Mali et le Canada étudie sérieusement la possibilité de fournir deux avions Twin Otter, projet d'une valeur de \$1 million.

Dans le domaine de l'éducation et de l'assistance technique, le Canada prévoit apporter une aide de l'ordre de 1 million 500 millions de francs CFA (près de \$6 millions) au projet du Collège Polytechnique Universitaire, au Dahomey, et des études seront faites en vue du développement et de l'orientation de l'Université du Bénin, au Togo. Le ministre de l'Education de ce dernier pays a également exprimé le désir de voir augmenter de 13 à 19 les délégations d'enseignants envoyés par le Canada. On répondra à ce désir dans la mesure où des candidats seront disponibles pour remplir les postes désignés par le gouvernement togolais. En Côte-d'Ivoire, les délégués canadiens ont constaté la bonne marche des projets concernant la Bibliothèque Nationale à Abidjan et l'implantation du programme de télé-

Zaire highways

Canada will participate in a major highway project in Zaire, second largest African state (formerly Congo-Kinshasa) by providing a \$4 million CIDA development loan.

The World Bank and Zaire,

second largest African state (formerly Congo-Kinshasa) by

agreement that rebuilding the

transportation system was the

most urgent development priority

for the country's 18 million people.

Total cost of the highway network, to which other countries will contribute, is estimated at \$50 million in a World Bank study. Besides building new roads and reconstructing others neglected since independence by the highways authority; a cost-benefit analysis and projection of economic benefits; studies of projected traffic density between regions; and forecasts of population increases compared to economic growth in areas to be served by new road improvements. These studies will help determine the type of road construction appropriate to needs, local costs and the use of external assistance.

The Canadian funds will be used mainly to finance studies and for purchase of heavy equipment, such as graders and dump trucks.

Also participating in the project are France, US AID, the International Development Association (IDA), and the UN Development Program.

The Canadian funds will be used mainly to finance studies and for purchase of heavy equipment, such as graders and dump trucks.

Le projet, qui suppose la participation de plusieurs pays donateurs, constitue un effort sérieux pour l'amélioration de tout le réseau routier du pays. Il vise notamment à assurer l'efficacité administrative de l'Office zairois des routes, organisme responsable du secteur routier du Zaïre, et à remettre en état les routes du pays, lesquelles se sont gravement détériorées depuis l'indépendance.

Cinq éléments forment le corps du projet. Il s'agit de l'envoi d'assistants techniques à l'Office des routes, de la formation du personnel zairois de relève, de la mise en marche d'un programme d'entretien, de la restauration d'environ 1,900 km de voies essentielles et de la réalisation d'études de faisabilité et d'études techniques détaillées de divers nouveaux tronçons de routes. La participation canadienne consistera principalement au financement de ces études, de même qu'elle servira à l'achat d'équipements lourds.

Dans une autre phase, l'apport canadien servira à l'achat d'équipement lourd de construction et d'entretien des routes dont des niveleuses et des camions à benne basculante.

Le projet global, évalué à quelque \$50,000,000 a été identifié et préparé par la Banque mondiale après plusieurs années de travail au Zaïre (anciennement Congo-Kinshasa) dans le domaine des transports, et son urgence a été reconnue presque unanimement par le pays lui-même tout autant que par

la population locale.

Le projet global, évalué à quelque \$50,000,000 a été identifié et préparé par la Banque mondiale après plusieurs années de travail au Zaïre (anciennement Congo-Kinshasa) dans le domaine des transports, et son urgence a été reconnue presque unanimement par le pays lui-même tout autant que par

la population locale.

Le projet global, évalué à quelque \$50,000,000 a été identifié et préparé par la Banque mondiale après plusieurs années de travail au Zaïre (anciennement Congo-Kinshasa) dans le domaine des transports, et son urgence a été reconnue presque unanimement par le pays lui-même tout autant que par

la population locale.

Le projet global, évalué à quelque \$50,000,000 a été identifié et préparé par la Banque mondiale après plusieurs années de travail au Zaïre (anciennement Congo-Kinshasa) dans le domaine des transports, et son urgence a été reconnue presque unanimement par le pays lui-même tout autant que par

la population locale.

Le projet global, évalué à quelque \$50,000,000 a été identifié et préparé par la Banque mondiale après plusieurs années de travail au Zaïre (anciennement Congo-Kinshasa) dans le domaine des transports, et son urgence a été reconnue presque unanimement par le pays lui-même tout autant que par

la population locale.

Le projet global, évalué à quelque \$50,000,000 a été identifié et préparé par la Banque mondiale après plusieurs années de travail au Zaïre (anciennement Congo-Kinshasa) dans le domaine des transports, et son urgence a été reconnue presque unanimement par le pays lui-même tout autant que par

la population locale.

Le projet global, évalué à quelque \$50,000,000 a été identifié et préparé par la Banque mondiale après plusieurs années de travail au Zaïre (anciennement Congo-Kinshasa) dans le domaine des transports, et son urgence a été reconnue presque unanimement par le pays lui-même tout autant que par

la population locale.

Le projet global, évalué à quelque \$50,000,000 a été identifié et préparé par la Banque mondiale après plusieurs années de travail au Zaïre (anciennement Congo-Kinshasa) dans le domaine des transports, et son urgence a été reconnue presque unanimement par le pays lui-même tout autant que par

la population locale.

Le projet global, évalué à quelque \$50,000,000 a été identifié et préparé par la Banque mondiale après plusieurs années de travail au Zaïre (anciennement Congo-Kinshasa) dans le domaine des transports, et son urgence a été reconnue presque unanimement par le pays lui-même tout autant que par

la population locale.

Le projet global, évalué à quelque \$50,000,000 a été identifié et préparé par la Banque mondiale après plusieurs années de travail au Zaïre (anciennement Congo-Kinshasa) dans le domaine des transports, et son urgence a été reconnue presque unanimement par le pays lui-même tout autant que par

la population locale.

Le projet global, évalué à quelque \$50,000,000 a été identifié et préparé par la Banque mondiale après plusieurs années de travail au Zaïre (anciennement Congo-Kinshasa) dans le domaine des transports, et son urgence a été reconnue presque unanimement par le pays lui-même tout autant que par

la population locale.

Le projet global, évalué à quelque \$50,000,000 a été identifié et préparé par la Banque mondiale après plusieurs années de travail au Zaïre (anciennement Congo-Kinshasa) dans le domaine des transports, et son urgence a été reconnue presque unanimement par le pays lui-même tout autant que par

la population locale.

Le projet global, évalué à quelque \$50,000,000 a été identifié et préparé par la Banque mondiale après plusieurs années de travail au Zaïre (anciennement Congo-Kinshasa) dans le domaine des transports, et son urgence a été reconnue presque unanimement par le pays lui-même tout autant que par

la population locale.

Le projet global, évalué à quelque \$50,000,000 a été identifié et préparé par la Banque mondiale après plusieurs années de travail au Zaïre (anciennement Congo-Kinshasa) dans le domaine des transports, et son urgence a été reconnue presque unanimement par le pays lui-même tout autant que par

la population locale.

Le projet global, évalué à quelque \$50,000,000 a été identifié et préparé par la Banque mondiale après plusieurs années de travail au Zaïre (anciennement Congo-Kinshasa) dans le domaine des transports, et son urgence a été reconnue presque unanimement par le pays lui-même tout autant que par

la population locale.

Le projet global, évalué à quelque \$50,000,000 a été identifié et préparé par la Banque mondiale après plusieurs années de travail au Zaïre (anciennement Congo-Kinshasa) dans le domaine des transports, et son urgence a été reconnue presque unanimement par le pays lui-même tout autant que par

la population locale.

Le projet global, évalué à quelque \$50,000,000 a été identifié et préparé par la Banque mondiale après plusieurs années de travail au Zaïre (anciennement Congo-Kinshasa) dans le domaine des transports, et son urgence a été reconnue presque unanimement par le pays lui-même tout autant que par

la population locale.

Le projet global, évalué à quelque \$50,000,000 a été identifié et préparé par la Banque mondiale après plusieurs années de travail au Zaïre (anciennement Congo-Kinshasa) dans le domaine des transports, et son urgence a été reconnue presque unanimement par le pays lui-même tout autant que par

la population locale.

Le projet global, évalué à quelque \$50,000,000 a été identifié et préparé par la Banque mondiale après plusieurs années de travail au Zaïre (anciennement Congo-Kinshasa) dans le domaine des transports, et son urgence a été reconnue presque unanimement par le pays lui-même tout autant que par

la population locale.

Le projet global, évalué à quelque \$50,000,000 a été identifié et préparé par la Banque mondiale après plusieurs années de travail au Zaïre (anciennement Congo-Kinshasa) dans le domaine des transports, et son urgence a été reconnue presque unanimement par le pays lui-même tout autant que par

la population locale.

Le projet global, évalué à quelque \$50,000,000 a été identifié et préparé par la Banque mondiale après plusieurs années de travail au Zaïre (anciennement Congo-Kinshasa) dans le domaine des transports, et son urgence a été reconnue presque unanimement par le pays lui-même tout autant que par

la population locale.

Le projet global, évalué à quelque \$50,000,000 a été identifié et préparé par la Banque mondiale après plusieurs années de travail au Zaïre (anciennement Congo-Kinshasa) dans le domaine des transports, et son urgence a été reconnue presque unanimement par le pays lui-même tout autant que par

la population locale.

Le projet global, évalué à quelque \$50,000,000 a été identifié et préparé par la Banque mondiale après plusieurs années de travail au Zaïre (anciennement Congo-Kinshasa) dans le domaine des transports, et son urgence a été reconnue presque unanimement par le pays lui-même tout autant que par

la population locale.

Le projet global, évalué à quelque \$50,000,000 a été identifié et préparé par la Banque mondiale après plusieurs années de travail au Zaïre (anciennement Congo-Kinshasa) dans le domaine des transports, et son urgence a été reconnue presque unanimement par le pays lui-même tout autant que par

la population locale.

Le projet global, évalué à quelque \$50,000,000 a été identifié et préparé par la Banque mondiale après plusieurs années de travail au Zaïre (anciennement Congo-Kinshasa) dans le domaine des transports, et son urgence a été reconnue presque unanimement par le pays lui-même tout autant que par

la population locale.

Le projet global, évalué à quelque \$50,000,000 a été identifié et préparé par la Banque mondiale après plusieurs années de travail au Zaïre (anciennement Congo-Kinshasa) dans le domaine des transports, et son urgence a été reconnue presque unanimement par le pays lui-même tout autant que par

la population locale.

Le projet global, évalué à quelque \$50,000,000 a été identifié et préparé par la Banque mondiale après plusieurs années de travail au Zaïre (anciennement Congo-Kinshasa) dans le domaine des transports, et son urgence a été reconnue presque unanimement par le pays lui-même tout autant que par

la population locale.

Le projet global, évalué à quelque \$50,000,000 a été identifié et préparé par la Banque mondiale après plusieurs années de travail au Zaïre (anciennement Congo-Kinshasa) dans le domaine des transports, et son urgence a été reconnue presque unanimement par le pays lui-même tout autant que par

la population locale.

Le projet global, évalué à quelque \$50,000,000 a été identifié et préparé par la Banque mondiale après plusieurs années de travail au Zaïre (anciennement Congo-Kinshasa) dans le domaine des transports, et son urgence a été reconnue presque unanimement par le pays lui-même tout autant que par

la population locale.

Le projet global, évalué à quelque \$50,000,000 a été identifié et préparé par la Banque mondiale après plusieurs années de travail au Zaïre (anciennement Congo-Kinshasa) dans le domaine des transports, et son urgence a été reconnue presque unanimement par le pays lui-même tout autant que par

la population locale.

Le projet global, évalué à quelque \$50,000,000 a été identifié et préparé par la Banque mondiale après plusieurs années de travail au Zaïre (anciennement Congo-Kinshasa) dans le domaine des transports, et son urgence a été reconnue presque unanimement par le pays lui-même tout autant que par

la population locale.

Le projet global, évalué à quelque \$50,000,000 a été identifié et préparé par la Banque mondiale après plusieurs années de travail au Zaïre (anciennement Congo-Kinshasa) dans le domaine des transports, et son urgence a été reconnue presque unanimement par le pays lui-même tout autant que par

la population locale.

Le projet global, évalué à quelque \$50,000,000 a été identifié et préparé par la Banque mondiale après plusieurs années de travail au Zaïre (anciennement Congo-Kinshasa) dans le domaine des transports, et son urgence a été reconnue presque unanimement par le pays lui-même tout autant que par

la population locale.

Le projet global, évalué à quelque \$50,000,000 a été identifié et préparé par la Banque mondiale après plusieurs années de travail au Zaïre (anciennement Congo-Kinshasa) dans le domaine des transports, et son urgence a été reconnue presque unanimement par le pays lui-même tout autant que par

la population locale.

Le projet global, évalué à quelque \$50,000,000 a été identifié et préparé par la Banque mondiale après plusieurs années de travail au Zaïre (anciennement Congo-Kinshasa) dans le domaine des transports, et son urgence a été reconnue presque unanimement par le pays lui-même tout autant que par

la population locale.

Le projet global, évalué à quelque \$50,000,000 a été identifié et préparé par la Banque mondiale après plusieurs années de travail au Zaïre (anciennement Congo-Kinshasa) dans le domaine des transports, et son urgence a été reconnue presque unanimement par le pays lui-même tout autant que par

la population locale.

Le projet global, évalué à quelque \$50,000,000 a été identifié et préparé par la Banque mondiale après plusieurs années de travail au Zaïre (anciennement Congo-Kinshasa) dans le domaine des transports, et son urgence a été reconnue presque unanimement par le pays lui-même tout autant que par

la population locale.

Le projet global, évalué à quelque \$50,000,000 a été identifié et préparé par la Banque mondiale après plusieurs années de travail au Zaïre (anciennement Congo-Kinshasa) dans le domaine des transports, et son urgence a été reconnue presque unanimement par le pays lui-même tout autant que par

la population locale.

Le projet global, évalué à quelque \$50,000,000 a été identifié et préparé par la Banque mondiale après plusieurs années de travail au Zaïre (anciennement Congo-Kinshasa) dans le domaine des transports, et son urgence a été reconnue presque unanimement par le pays lui-même tout autant que par

la population locale.

Le projet global, évalué à quelque \$50,000,000 a été identifié et préparé par la Banque mondiale après plusieurs années de travail au Zaïre (anciennement Congo-Kinshasa) dans le domaine des transports, et son urgence a été reconnue presque unanimement par le pays lui-même tout autant que par

la population locale.

Le projet global, évalué à quelque \$50,000,000 a été identifié et préparé par la Banque mondiale après plusieurs années de travail au Zaïre (anciennement Congo-Kinshasa) dans le domaine des transports, et son urgence a été reconnue presque unanimement par le pays lui-même tout autant que par

la population locale.

Le projet global, évalué à quelque \$50,000,000 a été identifié et préparé par la Banque mondiale après plusieurs années de travail au Zaïre (anciennement Congo-Kinshasa) dans le domaine des transports, et son urgence a été reconnue presque unanimement par le pays lui-même tout autant que par

la population locale.

Le projet global, évalué à quelque \$50,000,000 a été identifié et préparé par la Banque mondiale après plusieurs années de travail au Zaïre (anciennement Congo-Kinshasa) dans le domaine des transports, et son urgence a été reconnue presque unanimement par le pays lui-même tout autant que par

la population locale.

Le projet global, évalué à quelque \$50,000,000 a été identifié et préparé par la Banque mondiale après plusieurs années de travail au Zaïre (anciennement Congo-Kinshasa) dans le domaine des transports, et son urgence a été reconnue presque unanimement par le pays lui-même tout autant que par

la population locale.

Le projet global, évalué à quelque \$50,000,000 a été identifié et préparé par la Banque mondiale après plusieurs années de travail au Zaïre (anciennement Congo-Kinshasa) dans le domaine des transports, et son urgence a été reconnue presque unanimement par le pays lui-même tout autant que par

la population locale.

Le projet global, évalué à quelque \$50,000,000 a été identifié et préparé par la Banque mondiale après plusieurs années de travail au Zaïre (anciennement Congo-Kinshasa) dans le domaine des transports, et son urgence a été reconnue presque unanimement par le pays lui-même tout autant que par

la population locale.

Le projet global, évalué à quelque \$50,000,000 a été identifié et préparé par la Banque mondiale après plusieurs années de travail au Zaïre (anciennement Congo-Kinshasa) dans le domaine des transports, et son urgence a été reconnue presque unanimement par le pays lui-même tout autant que par

la population locale.

Le projet global, évalué à quelque \$50,000,000 a été identifié et préparé par la Banque mondiale après plusieurs années de travail au Zaïre (anciennement Congo-Kinshasa) dans le domaine des transports, et son urgence a été reconnue presque unanimement par le pays lui-même tout autant que par

la population locale.

Le projet global, évalué à quelque \$50,000,000 a été identifié et préparé par la Banque mondiale après plusieurs années de travail au Zaïre (anciennement Congo-Kinshasa) dans le domaine des transports, et son urgence a été reconnue presque unanimement par le pays lui-même tout autant que par

la population locale.

Le projet global, évalué à quelque \$50,000,000 a été identifié et préparé par la Banque mondiale après plusieurs années de travail au Zaïre (anciennement Congo-Kinshasa) dans le domaine des transports, et son urgence a été reconnue presque unanimement par le pays lui-même tout autant que par

la population locale.

Le projet global, évalué à quelque \$50,000,000 a été identifié et préparé par la Banque mondiale après plusieurs années de travail au Zaïre (anciennement Congo-Kinshasa) dans le domaine des transports, et son urgence a été reconnue presque unanimement par le pays lui-même tout autant que par

la population locale.

Le projet global, évalué à quelque \$50,000,000 a été identifié et préparé par la Banque mondiale après plusieurs années de travail au Zaïre (anciennement Congo-Kinshasa) dans le domaine des transports, et son urgence a été reconnue presque unanimement par le pays lui-même tout autant que par

la population locale.

Le projet global, évalué à quelque \$50,000,000 a été identifié et préparé par la Banque mondiale après plusieurs années de travail au Zaïre (anciennement Congo-Kinshasa) dans le domaine des transports, et son urgence a été reconnue presque unanimement par le pays lui-même tout autant que par

la population locale.

Le projet global, évalué à quelque \$50,000,000 a été identifié et préparé par la Banque mondiale après plusieurs années de travail au Zaïre (anciennement Congo-Kinshasa) dans le domaine des transports, et son urgence a été reconnue presque unanimement par le pays lui-même tout autant que par

la population locale.

Le projet global, évalué à quelque \$50,000,000 a été identifié et préparé par la Banque mondiale après plusieurs années de travail au Zaïre (anciennement Congo-Kinshasa) dans le domaine des transports, et son urgence a été reconnue presque unanimement par le pays lui-même tout autant que par

la population locale.

Le projet global, évalué à quelque \$50,000,000 a été identifié et préparé par la Banque mondiale après plusieurs années de travail au Zaïre (anciennement Congo-Kinshasa) dans le domaine des transports, et son urgence a été reconnue presque unanimement par le pays lui-même tout autant que par

la population locale.

Le projet global, évalué à quelque \$50,000,000 a été identifié et préparé par la Banque mondiale après plusieurs années de travail au Zaïre (anciennement Congo-Kinshasa) dans le domaine des transports, et son urgence a été reconnue presque unanimement par le pays lui-même tout autant que par

la population locale.

Le projet global, évalué à quelque \$50,000,000 a été identifié et préparé par la Banque mondiale après plusieurs années de travail au Zaïre (anciennement Congo-Kinshasa) dans le domaine des transports, et son urgence a été reconnue presque unanimement par le pays lui-même tout autant que par

la population locale.

Le projet global, évalué à quelque \$50,000,000 a été identifié et préparé par la Banque mondiale après plusieurs années de travail au Zaïre (anciennement Congo-Kinshasa) dans le domaine des transports, et son urgence a été reconnue presque unanimement par le pays lui-même tout autant que par

la population locale.

Le projet global, évalué à quelque \$50,000,000 a été identifié et préparé par la Banque mondiale après plusieurs années de travail au Zaïre (anciennement Congo-Kinshasa) dans le domaine des transports, et son urgence a été reconnue presque unanimement par le pays lui-même tout autant que par

la population locale.

Le projet global, évalué à quelque \$50,000,000 a été identifié et préparé par la Banque mondiale après plusieurs années de travail au Zaïre (anciennement Congo-Kinshasa) dans le domaine des transports, et son urgence a été reconnue presque unanimement par le pays lui-même tout autant que par

la population locale.

Le projet global, évalué à quelque \$50,000,000 a été identifié et préparé par la Banque mondiale après plusieurs années de travail au Zaïre (anciennement Congo-Kinshasa) dans le domaine des transports, et son urgence a été reconnue presque unanimement par le pays lui-même tout autant que par

la population locale.

Ottawa walks again

Ottawa's 1972 Miles for Millions walk will take place April 29th. The route has been shortened from 40 miles to just over 32, mainly because the last three hours of walking the 40-mile route in darkness raise many road hazards and the organizers have thought it wise to cut these risks.

In 1971 some 31,600 people from the Ottawa-Hull area walked.

PEOPLE

CIDA's first resident representative in Latin America is Bernard W. Darnell, posted to Rio de Janeiro at the beginning of 1972. A Canadian citizen, Mr. Darnell brings unusual experience to his new work since he spent 2½ years with US AID at Recife, in northeast Brazil.



PHIL BOYES

Phil Boyes, project officer in CIDA's Commonwealth Africa program, left February 18 for Nairobi, Kenya, where he will serve as CIDA field representative concerned mainly with Uganda. Originally from Montreal, Mr. Boyes joined CIDA in 1969 and will be accompanied on the two-year posting by his wife and children. As the newest of CIDA's 34 overseas staff, he replaces Roy Woodbridge, who has been based in Nairobi since 1969.

Marche des millions

La Marche pour les millions 1972 dans la région d'Ottawa-Hull aura lieu le 29 avril. Le parcours, cette année, a été réduit de 40 à 32 milles à cause des dangers que présentait le fait de terminer la marche sur la route à la noircière.

En 1971, quelque 31,600 personnes de la région Hull-Ottawa ont participé à la marche et ont ainsi récolté une somme de \$225,000 dont on s'est servi pour réaliser une quinzaine de projets dans les domaines de

ed., and \$225,000 was raised and used to fund 15 projects in the sectors of health, agriculture, education and refugee housing. Martin Dunn is organizer of the Walk, and Miles for Millions chairman is Penny Sanger. This year, in cooperation with other Ottawa groups, an educational program concentrating on trade issues is being launched to coincide with UNCTAD-3 and the Walk. A conference will be held at Carleton University March 24-25; it is hoped that a dialogue on UNCTAD's importance to Canada will take place between people from different sectors of the community. If interested, you are invited to be there and take part.

M. Phil Boyes, chargé de projets dans le cadre du programme de l'ACDI pour l'Afrique du Commonwealth, est parti le 18 février à destination de Nairobi, au Kenya, où il sera représentant de l'ACDI et s'occupera principalement des affaires de l'Ouganda. M. Boyes, qui est originaire de Montréal, est entré à l'ACDI en 1968 et sera accompagné de sa femme et de ses enfants pour cette période de service de deux ans en Afrique. Membre le plus récemment reçu parmi les 34 représentants de l'ACDI à l'étranger, il remplace M. Roy Woodbridge, qui se trouvait à Nairobi depuis 1969.

Monsieur Clyde Sanger, adjoint spécial du Président de l'ACDI depuis 1970, a accepté un poste au Centre de recherches pour le développement international pour promouvoir le programme de publications du

la santé, de l'agriculture, de l'éducation et pour la construction de maisons pour les réfugiés. L'organisateur de la marche est M. Martin Dunn et la présidente Madame Penny Sanger. Cette année, grâce à la collaboration d'autres groupes d'Ottawa, on mettra sur pied un programme d'éducation dans le domaine des échanges commerciaux qui concidera avec la Marche et CNUCED-3.

Une conférence, en effet, se tiendra à l'Université Carleton les 24 et 25 mars et l'on espère que des représentants de toutes les couches de la société viendront discuter de l'importance du CNUCED pour le Canada. Tous ceux que ce sujet intéresse sont invités à se rendre à l'Université Carleton pour prendre part aux réclamations.

Fergus J. Chambers, Special Adviser on Forestry in 1970 and 1971, left CIDA recently to become a member of the Eastern Rockies Conservation Board.

ECHOS

Le premier représentant résident de l'ACDI en Amérique latine est M. Bernard W. Darnell, qui a été affecté à Rio de Janeiro au début de 1972. De nationalité canadienne, M. Darnell apporte à sa nouvelle lâche les fruits d'une excellente expérience. Il a passé 2 ans et demi dans le cadre de l'Agence américaine pour le développement international (USAID) à Recife, dans le nord-est du Brésil.

Monsieur H. W. Beall, conseiller spécial en silviculture durant les deux dernières années, a quitté l'ACDI pour accepter un poste au Eastern Rockies Conservation Board.

M. Fergus J. Chambers, vice-président aux Institutions multilatérales, a quitté l'ACDI à la fin de février afin d'assumer un poste auprès du ministère de l'Industrie et du Commerce.

M. Chambers, qui est originaire du comté d'Oxford en Ontario, a travaillé comme économiste, de 1962 à 1967, auprès de la Société d'assurance des crédits à l'exportation (maintenant la Société pour l'expansion des exportations). En qualité de chef de la Direction de la planification de l'ACDI, de 1968 à 1971, il a beaucoup contribué à l'orientation et à l'organisation du programme de développement international du Canada. En 1971, il a été nommé vice-président chargé des activités de l'Agence relativement aux institutions multilatérales et ses organismes de développement des Nations unies et la Banque mondiale.

Monsieur Clyde Sanger, adjoint spécial du Président de l'ACDI depuis 1970, a accepté un poste au Centre de recherches pour le développement international pour promouvoir le programme de publications du

l'ACDI pour l'Afrique du Commonwealth, est parti le 18 février à destination de Nairobi, au Kenya, où il sera représentant de l'ACDI et s'occupera principalement des affaires de l'Ouganda. M. Boyes, qui est originaire de Montréal, est entré à l'ACDI en 1968 et sera accompagné de sa femme et de ses enfants pour cette période de service de deux ans en Afrique. Membre le plus récemment reçu parmi les 34 représentants de l'ACDI à l'étranger, il remplace M. Roy Woodbridge, qui se trouvait à Nairobi depuis 1969.

Monsieur Clyde Sanger, adjoint spécial du Président de l'ACDI depuis 1970, a accepté un poste au Centre de recherches pour le développement international pour promouvoir le programme de publications du

CIDA Mission discusses development in Rwanda

In Ottawa, last December, Rwanda and Canada held talks relating to the National University of Rwanda, which the Canadian government is helping through its cooperation programs with Francophone Africa.

As a follow-up to these talks, a mission left for Rwanda in mid-February and spent ten days in the country. It included three CIDA officers—Pierre Garneau, Francophone Africa Programs coordinator; Pierre Ivan LaRochelle, Project Officer for Rwanda; and Jean-Paul Croix, architect—and Pierre-Paul Proulx, economist and director of the research centre on economic development at the University of Montréal.

The National University of Rwanda was founded in 1963, has a Faculty of Medicine, and confers bachelors degrees in arts, sciences, and social and economic sciences. The Rwandan government would now like

to add two years to the existing programs in order to grant masters degrees. A program already exists leading to a masters degree in administration in the Faculty of Social Sciences, and in the Faculty of Arts the masters program is expected to begin in September.

The University must now re-evaluate its programs, bearing in mind the social and economic development of the country and its immediate and future possibilities. It thus hopes to train the teachers, doctors administrators and personnel who could eventually take in their own hands the future of the University and effect its "rwandisation".

Afin de poursuivre ces entretiens, une mission est partie pour le Rwanda à la mi-février. Elle était composée de trois fonctionnaires de l'ACDI: MM. Pierre Garneau, coordinateur des programmes pour l'Afrique francophone, Pierre Ivan LaRochelle, chargé de projets pour le Rwanda, Jean-Paul Croix, architecte, et de M. Pierre-Paul Proulx, économiste et directeur du Centre de recherche en développement économique à l'Université de Montréal; ils ont séjourné au Rwanda pendant dix jours.

Fondée en 1963, l'U.N.R. offre maintenant un doctorat en médecine et un baccalauréat en lettres, en sciences et en sciences économiques et sociales. Les autorités rwandaises souhaiteraient compléter les programmes actuels en ajoutant deux années d'étude afin d'offrir aux étudiants le diplôme de licence. On a déjà établi un programme de licence en administration à la faculté des sciences économiques et sociales et à la faculté des lettres, le programme de licence doit débuter en septembre 1972. L'U.N.R. doit de plus en plus orienter ses programmes en tenant compte du développement économique et social du

Rwanda, comme conseiller du nouveau recteur.

CRDI, Monsieur Sanger a été correspondant du *Guardian* pour les affaires de l'Afrique et de l'ONU, puis membre du conseil de rédaction du *Globe and Mail* de Toronto et a publié en 1969, *Half a Loaf*, étude du rôle joué par le Canada dans le monde en voie de développement.

GRÉGOIRE KAYIBANDA, President of Rwanda and Honorary President of the National University of Rwanda, and to the left, the new Rectors. Left to right: Sylvestre Nsanizimana, Recteur; Gaspard Harelmane, Minister of Education; President Kayibanda; and Father Lévesque, first Rector of the University.

Le président du Rwanda et président d'honneur de l'Université nationale du Rwanda, M. Grégoire Kayibanda, a assisté à la cérémonie qui a marqué l'entrée en fonction du nouveau recteur de l'université. De gauche à droite dans la photo: le recteur, M. Sylvestre Nsanizimana, le ministre de l'Education nationale, M. Gaspard Harelmane, le président rwandais et le recteur fondateur de l'Université, le père Georges-Henri Lévesque.

Le président du Rwanda et président d'honneur de l'Université nationale du Rwanda, M. Grégoire Kayibanda, a assisté à la cérémonie qui a marqué l'entrée en fonction du nouveau recteur de l'université. De gauche à droite dans la photo: le recteur, M. Sylvestre Nsanizimana, le ministre de l'Education nationale, M. Gaspard Harelmane, le président rwandais et le recteur fondateur de l'Université, le père Georges-Henri Lévesque.

Le président du Rwanda et président d'honneur de l'Université nationale du Rwanda, M. Grégoire Kayibanda, a assisté à la cérémonie qui a marqué l'entrée en fonction du nouveau recteur de l'université. De gauche à droite dans la photo: le recteur, M. Sylvestre Nsanizimana, le ministre de l'Education nationale, M. Gaspard Harelmane, le président rwandais et le recteur fondateur de l'Université, le père Georges-Henri Lévesque.

Le président du Rwanda et président d'honneur de l'Université nationale du Rwanda, M. Grégoire Kayibanda, a assisté à la cérémonie qui a marqué l'entrée en fonction du nouveau recteur de l'université. De gauche à droite dans la photo: le recteur, M. Sylvestre Nsanizimana, le ministre de l'Education nationale, M. Gaspard Harelmane, le président rwandais et le recteur fondateur de l'Université, le père Georges-Henri Lévesque.

Le président du Rwanda et président d'honneur de l'Université nationale du Rwanda, M. Grégoire Kayibanda, a assisté à la cérémonie qui a marqué l'entrée en fonction du nouveau recteur de l'université. De gauche à droite dans la photo: le recteur, M. Sylvestre Nsanizimana, le ministre de l'Education nationale, M. Gaspard Harelmane, le président rwandais et le recteur fondateur de l'Université, le père Georges-Henri Lévesque.

Le président du Rwanda et président d'honneur de l'Université nationale du Rwanda, M. Grégoire Kayibanda, a assisté à la cérémonie qui a marqué l'entrée en fonction du nouveau recteur de l'université. De gauche à droite dans la photo: le recteur, M. Sylvestre Nsanizimana, le ministre de l'Education nationale, M. Gaspard Harelmane, le président rwandais et le recteur fondateur de l'Université, le père Georges-Henri Lévesque.

Le président du Rwanda et président d'honneur de l'Université nationale du Rwanda, M. Grégoire Kayibanda, a assisté à la cérémonie qui a marqué l'entrée en fonction du nouveau recteur de l'université. De gauche à droite dans la photo: le recteur, M. Sylvestre Nsanizimana, le ministre de l'Education nationale, M. Gaspard Harelmane, le président rwandais et le recteur fondateur de l'Université, le père Georges-Henri Lévesque.

Le président du Rwanda et président d'honneur de l'Université nationale du Rwanda, M. Grégoire Kayibanda, a assisté à la cérémonie qui a marqué l'entrée en fonction du nouveau recteur de l'université. De gauche à droite dans la photo: le recteur, M. Sylvestre Nsanizimana, le ministre de l'Education nationale, M. Gaspard Harelmane, le président rwandais et le recteur fondateur de l'Université, le père Georges-Henri Lévesque.

Le président du Rwanda et président d'honneur de l'Université nationale du Rwanda, M. Grégoire Kayibanda, a assisté à la cérémonie qui a marqué l'entrée en fonction du nouveau recteur de l'université. De gauche à droite dans la photo: le recteur, M. Sylvestre Nsanizimana, le ministre de l'Education nationale, M. Gaspard Harelmane, le président rwandais et le recteur fondateur de l'Université, le père Georges-Henri Lévesque.

Le président du Rwanda et président d'honneur de l'Université nationale du Rwanda, M. Grégoire Kayibanda, a assisté à la cérémonie qui a marqué l'entrée en fonction du nouveau recteur de l'université. De gauche à droite dans la photo: le recteur, M. Sylvestre Nsanizimana, le ministre de l'Education nationale, M. Gaspard Harelmane, le président rwandais et le recteur fondateur de l'Université, le père Georges-Henri Lévesque.

Le président du Rwanda et président d'honneur de l'Université nationale du Rwanda, M. Grégoire Kayibanda, a assisté à la cérémonie qui a marqué l'entrée en fonction du nouveau recteur de l'université. De gauche à droite dans la photo: le recteur, M. Sylvestre Nsanizimana, le ministre de l'Education nationale, M. Gaspard Harelmane, le président rwandais et le recteur fondateur de l'Université, le père Georges-Henri Lévesque.

Le président du Rwanda et président d'honneur de l'Université nationale du Rwanda, M. Grégoire Kayibanda, a assisté à la cérémonie qui a marqué l'entrée en fonction du nouveau recteur de l'université. De gauche à droite dans la photo: le recteur, M. Sylvestre Nsanizimana, le ministre de l'Education nationale, M. Gaspard Harelmane, le président rwandais et le recteur fondateur de l'Université, le père Georges-Henri Lévesque.

Le président du Rwanda et président d'honneur de l'Université nationale du Rwanda, M. Grégoire Kayibanda, a assisté à la cérémonie qui a marqué l'entrée en fonction du nouveau recteur de l'université. De gauche à droite dans la photo: le recteur, M. Sylvestre Nsanizimana, le ministre de l'Education nationale, M. Gaspard Harelmane, le président rwandais et le recteur fondateur de l'Université, le père Georges-Henri Lévesque.

Le président du Rwanda et président d'honneur de l'Université nationale du Rwanda, M. Grégoire Kayibanda, a assisté à la cérémonie qui a marqué l'entrée en fonction du nouveau recteur de l'université. De gauche à droite dans la photo: le recteur, M. Sylvestre Nsanizimana, le ministre de l'Education nationale, M. Gaspard Harelmane, le président rwandais et le recteur fondateur de l'Université, le père Georges-Henri Lévesque.

Le président du Rwanda et président d'honneur de l'Université nationale du Rwanda, M. Grégoire Kayibanda, a assisté à la cérémonie qui a marqué l'entrée en fonction du nouveau recteur de l'université. De gauche à droite dans la photo: le recteur, M. Sylvestre Nsanizimana, le ministre de l'Education nationale, M. Gaspard Harelmane, le président rwandais et le recteur fondateur de l'Université, le père Georges-Henri Lévesque.

Le président du Rwanda et président d'honneur de l'Université nationale du Rwanda, M. Grégoire Kayibanda, a assisté à la cérémonie qui a marqué l'entrée en fonction du nouveau recteur de l'université. De gauche à droite dans la photo: le recteur, M. Sylvestre Nsanizimana, le ministre de l'Education nationale, M. Gaspard Harelmane, le président rwandais et le recteur fondateur de l'Université, le père Georges-Henri Lévesque.

Le président du Rwanda et président d'honneur de l'Université nationale du Rwanda, M. Grégoire Kayibanda, a assisté à la cérémonie qui a marqué l'entrée en fonction du nouveau recteur de l'université. De gauche à droite dans la photo: le recteur, M. Sylvestre Nsanizimana, le ministre de l'Education nationale, M. Gaspard Harelmane, le président rwandais et le recteur fondateur de l'Université, le père Georges-Henri Lévesque.

Le président du Rwanda et président d'honneur de l'Université nationale du Rwanda, M. Grégoire Kayibanda, a assisté à la cérémonie qui a marqué l'entrée en fonction du nouveau recteur de l'université. De gauche à droite dans la photo: le recteur, M. Sylvestre Nsanizimana, le ministre de l'Education nationale, M. Gaspard Harelmane, le président rwandais et le recteur fondateur de l'Université, le père Georges-Henri Lévesque.

Le président du Rwanda et président d'honneur de l'Université nationale du Rwanda, M. Grégoire Kayibanda, a assisté à la cérémonie qui a marqué l'entrée en fonction du nouveau recteur de l'université. De gauche à droite dans la photo: le recteur, M. Sylvestre Nsanizimana, le ministre de l'Education nationale, M. Gaspard Harelmane, le président rwandais et le recteur fondateur de l'Université, le père Georges-Henri Lévesque.

Le président du Rwanda et président d'honneur de l'Université nationale du Rwanda, M. Grégoire Kayibanda, a assisté à la cérémonie qui a marqué l'entrée en fonction du nouveau recteur de l'université. De gauche à droite dans la photo: le recteur, M. Sylvestre Nsanizimana, le ministre de l'Education nationale, M. Gaspard Harelmane, le président rwandais et le recteur fondateur de l'Université, le père Georges-Henri Lévesque.

Le président du Rwanda et président d'honneur de l'Université nationale du Rwanda, M. Grégoire Kayibanda, a assisté à la cérémonie qui a marqué l'entrée en fonction du nouveau recteur de l'université. De gauche à droite dans la photo: le recteur, M. Sylvestre Nsanizimana, le ministre de l'Education nationale, M. Gaspard Harelmane, le président rwandais et le recteur fondateur de l'Université, le père Georges-Henri Lévesque.

Le président du Rwanda et président d'honneur de l'Université nationale du Rwanda, M. Grégoire Kayibanda, a assisté à la cérémonie qui a marqué l'entrée en fonction du nouveau recteur de l'université. De gauche à droite dans la photo: le recteur, M. Sylvestre Nsanizimana, le ministre de l'Education nationale, M. Gaspard Harelmane, le président rwandais et le recteur fondateur de l'Université, le père Georges-Henri Lévesque.

Le président du Rwanda et président d'honneur de l'Université nationale du Rwanda, M. Grégoire Kayibanda, a assisté à la cérémonie qui a marqué l'entrée en fonction du nouveau recteur de l'université. De gauche à droite dans la photo: le recteur, M. Sylvestre Nsanizimana, le ministre de l'Education nationale, M. Gaspard Harelmane, le président rwandais et le recteur fondateur de l'Université, le père Georges-Henri Lévesque.

Le président du Rwanda et président d'honneur de l'Université nationale du Rwanda, M. Grégoire Kayibanda, a assisté à la cérémonie qui a marqué l'entrée en fonction du nouveau recteur de l'université. De gauche à droite dans la photo: le recteur, M. Sylvestre Nsanizimana, le ministre de l'Education nationale, M. Gaspard Harelmane, le président rwandais et le recteur fondateur de l'Université, le père Georges-Henri Lévesque.

Le président du Rwanda et président d'honneur de l'Université nationale du Rwanda, M. Grégoire Kayibanda, a assisté à la cérémonie qui a marqué l'entrée en fonction du nouveau recteur de l'université. De gauche à droite dans la photo: le recteur, M. Sylvestre Nsanizimana, le ministre de l'Education nationale, M. Gaspard Harelmane, le président rwandais et le recteur fondateur de l'Université, le père Georges-Henri Lévesque.

Le président du Rwanda et président d'honneur de l'Université nationale du Rwanda, M. Grégoire Kayibanda, a assisté à la cérémonie qui a marqué l'entrée en fonction du nouveau recteur de l'université. De gauche à droite dans la photo: le recteur, M. Sylvestre Nsanizimana, le ministre de l'Education nationale, M. Gaspard Harelmane, le président rwandais et le recteur fondateur de l'Université, le père Georges-Henri Lévesque.

Le président du Rwanda et président d'honneur de l'Université nationale du Rwanda, M. Grégoire Kayibanda, a assisté à la cérémonie qui a marqué l'entrée en fonction du nouveau recteur de l'université. De gauche à droite dans la photo: le recteur, M. Sylvestre Nsanizimana, le ministre de l'Education nationale, M. Gaspard Harelmane, le président rwandais et le recteur fondateur de l'Université, le père Georges-Henri Lévesque.

Le président du Rwanda et président d'honneur de l'Université nationale du Rwanda, M. Grégoire Kayibanda, a assisté à la cérémonie qui a marqué l'entrée en fonction du nouveau recteur de l'université. De gauche à droite dans la photo: le recteur, M. Sylvestre Nsanizimana, le ministre de l'Education nationale, M. Gaspard Harelmane, le président rwandais et le recteur fondateur de l'Université, le père Georges-Henri Lévesque.

Le président du Rwanda et président d'honneur de l'Université nationale du Rwanda, M. Grégoire Kayibanda, a assisté à la cérémonie qui a marqué l'entrée en fonction du nouveau recteur de l'université. De gauche à droite dans la photo: le recteur, M. Sylvestre Nsanizimana, le ministre de l'Education nationale, M. Gaspard Harelmane, le président rwandais et le recteur fondateur de l'Université, le père Georges-Henri Lévesque.

Le président du Rwanda et président d'honneur de l'Université nationale du Rwanda, M. Grégoire Kayibanda, a assisté à la cérémonie qui a marqué l'entrée en fonction du nouveau recteur de l'université. De gauche à droite dans la photo: le recteur, M. Sylvestre Nsanizimana, le ministre de l'Education nationale, M. Gaspard Harelmane, le président rwandais et le recteur fondateur de l'Université, le père Georges-Henri Lévesque.

Le président du Rwanda et président d'honneur de l'Université nationale du Rwanda, M. Grégoire Kayibanda, a assisté à la cérémonie qui a marqué l'entrée en fonction du nouveau recteur de l'université. De gauche à droite dans la photo: le recteur, M. Sylvestre Nsanizimana, le ministre de l'Education nationale, M. Gaspard Harelmane, le président rwandais et le recteur fondateur de l'Université, le père Georges-Henri Lévesque.

Le président du Rwanda et président d'honneur de l'Université nationale du Rwanda, M. Grégoire Kayibanda, a assisté à la cérémonie qui a marqué l'entrée en fonction du nouveau recteur de l'université. De gauche à droite dans la photo: le recteur, M. Sylvestre Nsanizimana, le ministre de l'Education nationale, M. Gaspard Harelmane, le président rwandais et le recteur fondateur de l'Université, le père Georges-Henri Lévesque.

Le président du Rwanda et président d'honneur de l'Université nationale du Rwanda, M. Grégoire Kayibanda, a assisté à la cérémonie qui a marqué l'entrée en fonction du nouveau recteur de l'université. De gauche à droite dans la photo: le recteur, M. Sylvestre Nsanizimana, le ministre de l'Education nationale, M. Gaspard Harelmane, le président rwandais et le recteur fondateur de l'Université, le père Georges-Henri Lévesque.

Le président du Rwanda et président d'honneur de l'Université nationale du Rwanda, M. Grégoire Kayibanda, a assisté à la cérémonie qui a marqué l'entrée en fonction du nouveau recteur de l'université. De gauche à droite dans la photo: le recteur, M. Sylvestre Nsanizimana, le ministre de l'Education nationale, M. Gaspard Harelmane, le président rwandais et le recteur fondateur de l'Université, le père Georges-Henri Lévesque.

Le président du Rwanda et président d'honneur de l'Université nationale du Rwanda, M. Grégoire Kayibanda, a assisté à la cérémonie qui a marqué l'entrée en fonction du nouveau recteur de l'université. De gauche à droite dans la photo: le recteur, M. Sylvestre Nsanizimana, le ministre de l'Education nationale, M. Gaspard Harelmane, le président rwandais et le recteur fondateur de l'Université, le père Georges-Henri Lévesque.

Le président du Rwanda et président d'honneur de l'Université nationale du Rwanda, M. Grégoire Kayibanda, a assisté à la cérémonie qui a marqué l'entrée en fonction du nouveau recteur de l'université. De gauche à droite dans la photo: le recteur, M. Sylvestre Nsanizimana, le ministre de l'Education nationale, M. Gaspard Harelmane, le président rwandais et le recteur fondateur de l'Université, le père Georges-Henri Lévesque.

Le président du Rwanda et président d'honneur de l'Université nationale du Rwanda, M. Grégoire Kayibanda, a assisté à la cérémonie qui a marqué l'entrée en fonction du nouveau recteur de l'université. De gauche à droite dans la photo: le recteur, M. Sylvestre Nsanizimana, le ministre de l'Education nationale, M. Gaspard Harelmane, le président rwandais et le recteur fondateur de l'Université, le père Georges-Henri Lévesque.

Le président du Rwanda et président d'honneur de l'Université nationale du Rwanda, M. Grégoire Kayibanda, a assisté à la cérémonie qui a marqué l'entrée en fonction du nouveau recteur de l'université. De gauche à droite dans la photo: le recteur, M. Sylvestre Nsanizimana, le ministre de l'Education nationale, M. Gaspard Harelmane, le président rwandais et le recteur fondateur de l'Université, le père Georges-Henri Lévesque.

Le président du Rwanda et président d'honneur de l'Université nationale du Rwanda, M. Grégoire Kayibanda, a assisté à la cérémonie qui a marqué l'entrée en fonction du nouveau recteur de l'université. De gauche à droite dans la photo: le recteur, M. Sylvestre Nsanizimana, le ministre de l'Education nationale, M. Gaspard Harelmane, le président rwandais et le recteur fondateur de l'Université, le père Georges-Henri Lévesque.

Le président du Rwanda et président d'honneur de l'Université nationale du Rwanda, M. Grégoire Kayibanda, a assisté à la cérémonie qui a marqué l'entrée en fonction du nouveau recteur de l'université. De gauche à droite dans la photo: le recteur, M. Sylvestre Nsanizimana, le ministre de l'Education nationale, M. Gaspard Harelmane, le président rwandais et le recteur fondateur de l'Université, le père Georges-Henri Lévesque.

Le président du Rwanda et président d'honneur de l'Université nationale du Rwanda, M. Grégoire Kayibanda, a assisté à la cérémonie qui a marqué l'entrée en fonction du nouveau recteur de l'université. De gauche à droite dans la photo: le recteur, M. Sylvestre Nsanizimana, le ministre de l'Education nationale, M. Gaspard Harelmane, le président rwandais et le recteur fondateur de l'Université, le père Georges-Henri Lévesque.

Le président du Rwanda et président d'honneur de l'Université nationale du Rwanda, M. Grégoire Kayibanda, a assisté à la cérémonie qui a marqué l'entrée en fonction du nouveau recteur de l'université. De gauche à droite dans la photo: le recteur, M. Sylvestre Nsanizimana, le ministre de l'Education nationale, M. Gaspard Harelmane, le président rwandais et le recteur fondateur de l'Université, le père Georges-Henri Lévesque.

Le président du Rwanda et président d'honneur de l'Université nationale du Rwanda, M. Grégoire Kayibanda, a assisté à la cérémonie qui a marqué l'entrée en fonction du nouveau recteur de l'université. De gauche à droite dans la photo: le recteur, M. Sylvestre Nsanizimana, le ministre de l'Education nationale, M. Gaspard Harelmane, le président rwandais et le recteur fondateur de l'Université, le père Georges-Henri Lévesque.

Le président du Rwanda et président d'honneur de l'Université nationale du Rwanda, M. Grégoire Kayibanda, a assisté à la cérémonie qui a marqué l'entrée en fonction du nouveau recteur de l'université. De gauche à droite dans la photo: le recteur, M. Sylvestre Nsanizimana, le ministre de l'Education nationale, M. Gaspard Harelmane, le président rwandais et le recteur fondateur de l'Université, le père Georges-Henri Lévesque.

Le président du Rwanda et président d'honneur de l'Université nationale du Rwanda, M. Grégoire Kayibanda, a assisté à la cérémonie qui a marqué l'entrée en fonction du nouveau recteur de l'université. De gauche à droite dans la photo: le recteur, M. Sylvestre Nsanizimana, le ministre de l'Education nationale, M. Gaspard Harelmane, le président rwandais et le recteur fondateur de l'Université, le père Georges-Henri Lévesque.

Le président du Rwanda et président d'honneur de l'Université nationale du Rwanda, M. Grégoire Kayibanda, a assisté à la cérémonie qui a marqué l'entrée en fonction du nouveau recteur de l'université. De gauche à droite dans la photo: le recteur, M. Sylvestre Nsanizimana, le ministre de l'Education nationale, M. Gaspard Harelmane, le président rwandais et le recteur fondateur de l'Université, le père Georges-Henri Lévesque.

Le président du Rwanda et président d'honneur de l'Université nationale du Rwanda, M. Grégoire Kayibanda, a assisté à la cérémonie qui a marqué l'entrée en fonction du nouveau recteur de l'université. De gauche à droite dans la photo: le recteur, M. Sylvestre Nsanizimana, le ministre de l'Education nationale, M. Gaspard Harelmane, le président rwandais et le recteur fondateur de l'Université, le père Georges-Henri Lévesque.

Le président du Rwanda et président d'honneur de l'Université nationale du Rwanda, M. Grégoire Kayibanda, a assisté à la cérémonie qui a marqué l'entrée en fonction du nouveau recteur de l'université. De gauche à droite dans la photo: le recteur, M. Sylvestre Nsanizimana, le ministre de l'Education nationale, M. Gaspard Harelmane, le président rwandais et le recteur fondateur de l'Université, le père Georges-Henri Lévesque.

Le président du Rwanda et président d'honneur de l'Université nationale du Rwanda, M. Grégoire Kayibanda, a assisté à la cérémonie qui a marqué l'entrée en fonction du nouveau recteur de l'université. De gauche à droite dans la photo: le recteur, M. Sylvestre Nsanizimana, le ministre de l'Education nationale, M. Gaspard Harelmane, le président rwandais et le recteur fondateur de l'Université, le père Georges-Henri Lévesque.

Le président du Rwanda et président d'honneur de l'Université nationale du Rwanda, M. Grégoire Kayibanda, a assisté à la cérémonie qui a marqué l'entrée en fonction du nouveau recteur de l'université. De gauche à droite dans la photo: le recteur, M. Sylvestre Nsanizimana, le ministre de l'Education nationale, M. Gaspard Harelmane, le président rwandais et le recteur fondateur de l'Université, le père Georges-Henri Lévesque.

Le président du Rwanda et président d'honneur de l'Université nationale du Rwanda, M. Grégoire Kayibanda, a assisté à la cérémonie qui a marqué l'entrée en fonction du nouveau recteur de l'université. De gauche à droite dans la photo: le recteur, M. Sylvestre Nsanizimana, le ministre de l'Education nationale, M. Gaspard Harelmane, le président rwandais et le recteur fondateur de l'Université, le père Georges-Henri Lévesque.

Le président du Rwanda et président d'honneur de l'Université nationale du Rwanda, M. Grégoire Kayibanda, a assisté à la cérémonie qui a marqué l'entrée en fonction du nouveau recteur de l'université. De gauche à droite dans la photo: le recteur, M. Sylvestre Nsanizimana, le ministre de l'Education nationale, M. Gaspard Harelmane, le président rwandais et le recteur fondateur de l'Université, le père Georges-Henri Lévesque.

Le président du Rwanda et président d'honneur de l'Université nationale du Rwanda, M. Grégoire Kayibanda, a assisté à la cérémonie qui a marqué l'entrée en fonction du nouveau recteur de l'université. De gauche à droite dans la photo: le recteur, M. Sylvestre Nsanizimana, le ministre de l'Education nationale, M. Gasp

Emergency funds

The Canadian government has contributed \$200,000 in response to an appeal from the League of Red Cross Societies for emergency assistance in Pakistan, Indonesia, Afghanistan and Algeria. The funds are being transferred through CIDA to the League's headquarters in Geneva for use in relief operations.

In Pakistan, the League will use \$125,000 from Canada to help some 1,300,000 homeless and displaced persons. The funds will provide food, clothing, medicine and shelter, as well as vaccines to prevent the outbreak of epidemics.

In Indonesia, Red Cross offi-



Five Colombians visited CIDA February 17 under a World University Service of Canada educational program. Left to right: E. A. Valere, Manager of the American Division of CIDA's Operations; Eduardo Flores, Luis Carlos Munoz Uribe, Reger Raya, WUS of Canada secretary-general; Julio Galaneo, M. Augusto Hernandez; and Pedro Arturo Perez.

Cinq Colombiens se trouvent à l'ACDI le 17 février dernier, dans le cadre d'un programme d'éducation mis en marche par l'Entraide universitaire mondiale du Canada. De gauche à droite: M. E. A. Valere, directeur de la section de l'Amérique latine à la Direction des Opérations de l'ACDI; M. Eduardo Flores, M. Luis Carlos Munoz Uribe, M. Roger Raya, secrétaire général de l'Entraide universitaire mondiale du Canada; M. Julio Galaneo, M. Augusto Hernandez et M. Pedro Arturo Perez.

"Third-country" scholarships

Efforts of African countries to produce more university-trained workers will receive a boost from CIDA. Over the next five years, one million dollars will be contributed to augment a university scholarship fund administered by the Association of African Universities, based in Accra, Ghana.

Initially, CIDA funds will be used to finance 40 new scholarships a year for the next three years, divided equally between French-speaking and English-speaking African countries where Canada has a development assistance program.

Formation en "tiers pays"

L'effort qui se poursuit en Afrique pour augmenter le nombre des cadres africains ayant une formation universitaire va bénéficier désormais d'une importante assistance financière de l'Agence canadienne de développement international. Celle-ci a décidé, en effet, de verser, au cours des cinq prochaines années, une contribution d'un million de dollars au fonds de bourses d'études universitaires administré par l'Association des universités africaines, dont le siège est à Accra, au Ghana.

Au début, la contribution canadienne servira à créer 40 nouvelles bourses par année durant les trois prochaines années. Elles seront divisées également entre les pays africains francophones et anglophones où existent des programmes canadiens de coopération au développement.

Ne seront éligibles que les étudiants qui acceptent d'aller dans une université d'un pays africain autre que le leur. Chaque bourse sera en moyenne de \$2,000 par année et couvrira le coût des cours universitaires, les frais de séjour de l'étudiant et son voyage de retour chez lui. C'est le gouvernement du pays de l'étudiant qui assurera le transport du boursier jusqu'à l'université. Plus de 30 pays d'Afrique pourront présenter des candidats nationaux pour des bourses financées par le Canada afin de leur permettre d'étudier dans des universités africaines.

Aide alimentaire

À la suite d'un accord signé à la mi-février par l'Honorable Mitchell Sharp, le Canada fournit une aide alimentaire d'une valeur de \$350,000 à la Mauritanie par l'intermédiaire du Programme alimentaire mondial. Local authorities will distribute the food to the people.

La contribution canadienne sera

Botswana loan

Canada has agreed to provide an additional loan of \$10 million to the Government of Botswana for the construction of a power station for the Shasha Mining Complex Project.

Botswana has already received a \$20 million development loan, one of the largest ever made

by CIDA, to finance construction and supply of electric generators, turbines, boilers and transmission lines for the Selibe-Pikwe electric power project in the northeast of the country. The further \$10 million loan is intended to cover increased equipment and construction costs.

The Canadian contribution will help Botswana provide the electricity necessary for the development of its mining industry.

KAIROUAN

"Canadian cooperation with Tunisia has in a few years become a major element in Tunisia's development effort."

In these terms Tunisia's Secretary General for Cooperation, Maa Lasram, characterized the Canadian contribution to his country's development after the signing of the Kairouan agreement and the announcement of a contribution of 42,000 tons of wheat valued at \$3 million under Canada's 1971-72 food aid program.

The agreement for the Kairouan regional development project includes a Canadian commitment of \$2,500,000 over the next two years and will make up CIDA's bilateral program.

Canadian engineers are helping to rebuild or repair 38 bridges in South Sulawesi province through CIDA's first major technical cooperation project. Right: David Swift of Burlington Instructs colleagues in drilling techniques. Right: David Swift of Burlington points out a design fault to Bob McLaren, Director of CIDA's Asia Division (Operations).

"La coopération canadienne avec la Tunisie a réussi en peu d'années à devenir un élément majeur dans l'effort de développement de la Tunisie".

C'est en ces termes que le secrétaire général à la coopération de la Tunisie, M. Lasram, a caractérisé l'apport canadien au développement de son pays, peu après la signature entre le Canada et la Tunisie du protocole d'entente du projet de Kairouan et l'annonce d'un don de 42,000 tonnes de blé, d'une valeur de trois millions de dollars, dans le cadre du programme canadien d'assistance alimentaire pour 1971-1972.

L'entente sur le projet de développement de la région de Kairouan se présente sous la forme d'un engagement canadien au montant total de possible an integrated study of all aspects of water-resources planning and agricultural and industrial development in the region.

Along with this study and the supplying of equipment, six pilot projects will be carried out in the province, in the fields of short-term agricultural credit, fodder supply, livestock raising, veterinary staffing, family planning, and profitability studies of existing and potential industries.

Kairouan is the first integrated regional project in which Canada will participate under CIDA's bilateral program.

Dans le cadre du premier projet important de développement de l'ACDI en Indonésie, des ingénieurs reconstruisent ou réparent 38 ponts dans la province de Sulawesi du Sud. À gauche: Ernst Dieter Sebastian, de Toronto, enseigne des techniques de forage. À droite: David Swift, de Burlington, signale à Bob McLaren, chef de la Direction de l'Asie (Opérations) de l'ACDI, certains travaux à apporter à un pont.

Le Botswana a déjà reçu un prêt de \$20,000,000, un des plus importants faits jusqu'ici à un pays africain par l'ACDI. Ce prêt doit servir au financement de la construction et de la fourniture de génératrices,

de turbines, de chaudières et de lignes de transmission requises pour le projet de production d'énergie électrique de Selibe-Phikwe, dans le nord-est du pays. Le nouveau prêt de \$10,000,000 a pour but de permettre au Botswana de faire face à l'augmentation des coûts de l'équipement et de la construction.

La contribution canadienne aidera le Botswana à produire l'électricité nécessaire au développement de son industrie minière.



KAIROUAN

\$2,600,000 portant sur les deux prochaines années et permettra la réalisation d'une étude d'ensemble de tous les aspects de la gestion des ressources en eau et de la mise en valeur du potentiel agricole et industriel du Kairouan.

Concurremment à cette grande étude et à la fourniture d'équipement, six projets pilotes seront réalisés dans le gouvernorat dans les domaines du crédit agricole à court terme, de la stabilisation des fourrages, de l'élevage, de l'encaissement vétérinaire, de la planification familiale et de l'étude de la rentabilité d'industries existantes ou à créer.

Le projet de Kairouan constitue le premier projet régional intégré auquel participera le Canada dans le cadre de son programme bilatéral.



Ce camion de forage est une des plus importantes pièces d'équipement fourni servant à la construction de la Route de l'Unité et de l'Amitié canadienne de cette route de 260 km reliant la ville de Goué à celle du lac Tchad, sis dans le cadre de l'apport canadien au développement du Niger.

Bourses de l'ACDI

L'ACDI a annoncé la création d'un programme de bourses à l'intention des Canadiens intéressés à poursuivre une carrière dans le développement international.

L'ACDI décernera ainsi 8 bourses pour l'année scolaire 1972-1973 et en instituera d'autres pour les années suivantes. Les candidats à ces bourses devront posséder un diplôme post-secondaire reconnu par les provinces.

Un Comité des bourses, mis sur pied par l'ACDI, déterminera le montant des bourses accordées, l'objectif n'excéderà pas \$8,000 par année. Ce montant dépendra de l'étendue et de la nature du programme d'études soumis par chacun des candidats.

Les boursiers ne seront pas obligés de suivre les cours réguliers d'une institution d'enseignement. Ils devront toutefois faire leurs connaissances au Canada et dans le tiers-monde dans des disciplines approuvées au préalable et intéressantes le développement. La plupart des bourses seront d'une durée de deux ans, bien que dans certains cas elles puissent être octroyées pour trois ans.

Le Comité des bourses de l'Agence comptera jusqu'à neuf membres: cinq, dont le président du comité, seront de l'Agence et les autres viendront d'organismes comme le Centre de recherches pour le développement international, l'Association des universités et collèges du Canada, le Service universitaire canadien outre-mer et l'Association des collèges communautaires du Canada.

Les formules de demande de bourse pour 1972-1973 doivent être adressées à la Direction des ressources pour la formation de l'ACDI avant le 8 mai prochain. Le nom des boursiers sera alors donné le 22 mai.

Nouveau matériel de construction

Une équipe de quatre experts canadiens du Centre de Recherches Techniques et Economiques (CERTEC) de Montréal, dirigée par Monsieur Gérard Corriveau, doit se rendre bientôt au Niger pour étudier la construction d'habitations à coût modique.

C'est à la demande du Secrétaire d'Etat à la présidence, M.

Mai Maigana que cette équipe a été constituée. Elle séjournera au Niger pendant trois mois et étudiera la possibilité d'utiliser les matériaux locaux et la main-d'œuvre autochtone pour la construction d'habitations à coût modique. Le maléfique dont on envisage l'emploi

s'appelle le "bancos". Il s'agit de terre argileuse pressée en blocs séchés au soleil. Jusqu'à présent, ces blocs ne peuvent résister à plus de deux saisons de pluie. On tentera donc d'apporter des améliorations à ce matériau d'un coût de revient minime. On doit aussi préparer un prototype de logement dont le coût s'élèverait à environ \$1,000.

L'ACDI a accordé au Niger \$60,000 pour la réalisation de ce projet. Ce montant comprend l'envoi de l'équipe d'experts, la construction du modèle de logement et la préparation d'un manuel d'instructions à l'usage des Nigériens.

contact

Is produced by the Information Division of the Canadian International Development Agency under the authority of the Honorable Mitchell Sharp, Secretary of State for External Affairs.

Ottawa, April 1972

Ottawa, avr. 1972

CP ADVISERS FOR MALAYSIAN RAILWAYS

Canadian advisers will help Malaysia revitalise its national railway system during the coming year. Starting this month, a six-man team from Canadian Pacific Consulting Services Ltd. will advise senior executives of Malaya Railways on specialized aspects of management, and will help establish an over-all master plan. The railway, originally built by the British colonial administration, is to be modernized and redeveloped as an efficient commercial service with the help of a \$16 million IBRD (World Bank) loan.

A \$200,000 CIDA grant will finance this transfer of Canadian railway expertise to a developing country. CANAC Consultants Ltd., a joint service of CN and Air Canada, are cooperating in a number of railway projects in Africa and Asia, but this is the first such undertaking for CP Consulting.



DR. J.K.Y. YAO

ECHOS

A la demande de l'hôpital général chinois de Manille, qui bénéficie de l'appui d'organisations charitables de l'endroit, un groupe de cinq Canadiens hautement spécialisés dans la chirurgie à cœur ouvert s'est rendu par avion aux Philippines pour y accomplir une mission de salut et "offrir quelque chose à des gens qui ne peuvent se le permettre" comme l'a expliqué le Dr James Yao de Toronto. Avec le concours de membres du personnel médical de l'hôpital général chinois, ils ont opéré avec succès 14 personnes (5 patients étaient prévus seulement à l'origine), dont le cas, urgent, nécessitait l'application de techniques chirurgicales avancées, mais qui ne pouvaient aller se faire soigner à l'étranger. Parmi les opérés, il y avait plusieurs bébés "bleus", une fillette de 6 ans, un étudiant en commerce dont le père est ouvrier de scierie et une jeune femme de 24 ans qui avait dans le cœur un trou "grand comme une pièce de 25 centavos". Le public a manifesté un vif intérêt et les opérations ont fait l'objet de reportages à la radio et à la télévision, ainsi que dans les journaux de langues anglaise, chinoise et tagalog.

En dehors de ses aspects humitaires et de la manifestation de sympathie et de bonne volonté qu'il comportait, le projet était d'une valeur particulière sur le plan de l'assistance technique: les experts canadiens ont aidé leurs homologues philippins du personnel de l'hôpital à créer leur propre service de chirurgie à cœur ouvert, à coordonner et à perfectionner le travail complexe d'équipe qui leur permettra de réaliser eux-mêmes des opérations analogues dans l'avenir.



RONALD LÉGER

PEOPLE

Fourteen heart operations, and the sharing of professional expertise—these were the contributions of a volunteer team of surgical specialists from St. Michael's Hospital of the University of Toronto, as they carried out an imaginative three-week project in the Philippines recently.

At the request of Manila's Chinese General Hospital, which is supported by local charitable organizations, a group of five Canadians highly skilled in open-heart surgery flew to the Philippines on a mission of mercy—in the words of Dr. James Yao of Toronto, "to give something to people who can't afford it." Assisted by members of the CGH medical staff, they operated successfully on 14 people (instead of the originally intended 5), providing urgently needed medical attention for patients requiring advanced surgical techniques but unable to go abroad for treatment. Among those to benefit were "blue baby" cases, a 6-year-old girl, a commerce student whose father is a sawmill worker, and a 24-year-old woman with a hole "as big as a 25-centavo coin" in her heart. Public interest was high, and the drama of the operations was widely followed on national radio and television, and in the English

Chinese, and Tagalog-language press.

Besides its humanitarian aspect, and its impact as a demonstration of concern and goodwill, the project had a valuable technical-assistance dimension: the Canadian experts helped their Filipino counterparts on the hospital staff to set up their own open-heart unit, and to coordinate and perfect the complex teamwork that will enable them to carry on with similar work in the future.

Dr. Yao, a 1958 graduate of the University of the Philippines College of Medicine, was accompanied by anesthetist Dr. D. C. Finlayson, heart-lung technician Anne Wetherall, assistant surgeon Dr. I. P. Etchevarre, and by Mrs. Yao, an operating room nurse. Supplies were donated by St. Michael's Hospital and by Travelon Ltd., while travel and living expenses of the Canadians were covered by the Chinese General Hospital and by contributions from CIDA and the Philippine government.

Ronald Léger became Executive Director of SUCO (Francophone programs) at the end of March. Mr. Léger was formerly head of the Africa and Middle East section of CIDA's Non-Governmental Organizations Division.

Réseau ferroviaire en Malaisie

Des conseillers canadiens aideront la Malaisie à améliorer son réseau ferroviaire national durant la prochaine année. Dès le mois d'avril, six experts de la Canadian Pacific Consulting Services Ltd. agiront comme conseillers auprès des cadres supérieurs de la Malaysia Railways dans des domaines spécialisés de la gestion et les aideront à élaborer un plan d'ensemble. Le réseau, qui avait été construit sous le régime colonial britannique, sera modernisé et transformé en un service commercial efficace grâce à un prêt de \$16 millions de la BIRD (Banque Mondiale).

Une subvention de \$200,000 de l'ACDI couvrira les frais de l'assistance technique canadienne en matière ferroviaire. CANAC Consultants Ltd., à un service mixte du CN et d'Air Canada, coopère déjà sur un certain nombre de projets ferroviaires en Afrique et en Asie, mais c'est la première entreprise de ce genre pour CP Consulting.

contact

Agence canadienne de développement international
1222 rue Bank
Ottawa, Canada K1A 0S4

UNIVERSITY OF TORONTO
LIBRARY
SERIALS DEPT
TORONTO, S. ONT

CDS/PRENTE
CDS/PRENTE
K10/54
Ottawa



Prime Minister Trudeau discusses training and careers with a group of students from Southeast Asia training in Canada under Colombo Plan auspices.

Le premier ministre P. E. Trudeau discute des carrières et de la formation au Canada avec un groupe d'étudiants du Sud-Est asiatique en stage de formation au Canada sous les auspices du Plan de Colombo.

Transportation in Jamaica

Jamaica has engaged Canadian consulting engineers for the second stage of an island-wide transportation survey.

Under a \$2,686,790 contract partly covered by a CIDA loan, Lamare, Valois International Limited of Montreal will carry

out technical and economic feasibility studies for specified road projects to be financed by international lending agencies. Jamaica will contribute about \$355,000. Of the CIDA funds, some \$1,750,000 will be used for Canadian goods and services, including aerial photography and photogrammetry, and about \$583,000 for expenses incurred in Jamaica.

Monsieur Ronald Léger vient d'être engagé en tant que Directeur exécutif du Service universitaire canadien, outre-mer. Il est entré en fonction à la fin de mars. M. Léger était auparavant Chef de la section Afrique et Asie centrale à la Direction des organisations non gouvernementales de l'ACDI.

The first stage of the Jamaica Transportation Survey, financed partly by a 1968 CIDA loan, established the true cost of moving people and goods in Jamaica by road, rail, air and coastal shipping, and identified development priorities.

L'ACDI a consenti un prêt qui permettra de défrayer une partie du coût de l'étude.

Le contrat, d'un montant de \$2,686,790, comporte des études de faisabilité technique et économique servant de base à des projets de voies particulières que des organismes internationaux de prêts doivent financer. Quelque \$1,750,000 des crédits

Voluntary agencies

Voluntary groups in the industrialized countries now provide about \$900 million of support yearly for projects in developing countries, accomplishing a great deal at a grass-roots level. To make it possible for voluntary agencies to use their resources more effectively by working jointly on integrated rural development schemes, the UN Economic Commission for Africa recently offered to prepare a directory covering the work of all such agencies in Africa, and to assist them with feasibility studies, management and evaluation.

Secours d'urgence

Le gouvernement canadien a répondu par un don de \$200,000 à un appel de la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge en faveur de ses œuvres de secours au Pakistan, en Indonésie, en Afghanistan et en Algérie.

L'argent sera transmis par l'ACDI à la direction de la Ligue, à Genève, en Suisse, pour les œuvres de secours suivantes.

Au Pakistan, la Ligue emploiera \$125,000 du don canadien à l'assistance qu'elle apporte à quelque 1,300,000 personnes déplacées et sans abri au Pakistan.

Le don canadien servira à lachat d'aliments, de vêtements, de médicaments et d'abris, des couvertures, des aliments, des médicaments et des produits pharmaceutiques pour les victimes des inondations et des glissements de terrain survenus récemment.

Compagnie canadienne en Jamaïque

Le Gouvernement de la Jamaïque a confié à la compagnie canadienne d'ingénieurs-conseils, Lamare, Valois International de Montréal, la seconde étape d'une étude exhaustive sur le transport dans l'île.

La contribution jamaïcaine s'élevera à quelque \$355,000.

La première étape de l'étude globale, financée en partie par l'ACDI, a permis de déterminer le coût réel du transport des personnes et des marchandises en Jamaïque par route, par chemin de fer, par air et par mer et d'identifier les secteurs prioritaires des projets de développement du pays.

Agences bénévoles

Les agences bénévoles des pays industrialisés donnent environ \$900 millions par année aux pays en voie de développement pour réaliser des projets touchant directement les populations concernées. Pour permettre à ces agences d'utiliser plus efficacement leurs ressources en travaillant conjointement à des projets intégrés de

CIDA ACDI

contact

Government Publications

4 MAY/MAI 1972

Secours d'urgence

Le gouvernement canadien a répondu par un don de \$200,000 à un appel de la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge en faveur de ses œuvres de secours au Pakistan, en Indonésie, en Afghanistan et en Algérie.

La Société du Croissant-Rouge de l'Algérie emploiera \$25,000 du don canadien pour acheter des aliments, des médicaments et des couvertures pour les victimes des inondations survenues dans les provinces de Nimirz et Farah. Durant les deux dernières années, le Canada a déjà envoyé du blé à l'Algérie pour une valeur de \$1,700,000 dans le cadre de ses programmes bilatéraux d'aide alimentaire.

Le 14 avril dernier, M. Jacques Gérin annonçait les nouvelles structures administratives en vigueur depuis le 1er mai à la Direction générale des programmes bilatéraux de l'ACDI.

Vers le 29 avril, les cinq grandes régions géographiques demeureront et sont dirigées par: M. Alan Blyth, Africain (au Commonwealth); M. Pierre Garceau, Africain francophone; M. Neil Overend, Asie; M. Jack Godsell, Antilles. M. Godsell agit aussi comme directeur intérimaire pour l'Amérique latine.

Les directeurs de ces régions sont responsables du développement et de l'administration des programmes pour les pays inclus dans leur territoires respectifs.

Un chef de planification dans chacune de ces régions géographiques agit comme conseiller principal auprès du directeur régional pour toutes les questions relatives à la planification, au développement des politiques, à leur interprétation et à leur définition. Il sera aussi l'agent de liaison avec le Bureau des politiques. De concert avec les administrateurs du programme, il va établir les prévisions estimatives et la répartition des fonds à l'intérieur des programmes régionaux géographiques. Il conseille aussi sur le contrôle des allocations par pays et établit des critères et les priorités concernant l'utilisation des fonds dans les circonstances imprévues.

Les dirigeants de l'OMS sont davis que la maladie s'est propagée à cause de l'interruption des services médicaux réguliers au Bangla-Desh durant la révolte civile et malgré l'effort de la Croix-Rouge et des autorités indiennes pour effectuer l'inoculation massive des réfugiés.



Among the 22,000 registered entrants in Ottawa's sixth annual Miles for Millions walk April 29 were (left) the Hon. Jean Chrétien, Minister of National Health and Welfare; (center) Paul Gérin-Lajoie, President of CIDA; (right) M. Neil Overend, Asie; M. Jack Godsell, Antilles. M. Godsell agit aussi comme directeur intérimaire pour l'Amérique latine.

Parmi les 22,000 personnes qui ont pris le départ dans la Marche pour les millions, le 29 avril, à Ottawa, nous reconnaissions l'Hon. Jean Chrétien, ministre de la Santé et du Bien-être social; M. Paul Gérin-Lajoie, président de l'ACDI (à droite). Les responsables espèrent recueillir plus que le montant prévu de \$202,000.

Changes in CIDA organization

A new administrative structure has been established for CIDA's Bilateral Programs Branch, effective May 1.

Jacques Gérin, Vice-President, Bilateral Programs Branch, announced April 14 that the former Programming and Operations divisions of the Branch will be regrouped into five area divisions. Directors of the new divisions will be: Alan Blyth, Commonwealth Africa; Pierre Garceau, Franco-Asian Africa; Neil Overend, Asia; Jack Godsell, Caribbean. Mr. Godsell will also be acting director for Latin America.

The Directors for these regions will be responsible for develop-

Nouvelles structures aux programmes bilatéraux

Le 14 avril dernier, M. Jacques Gérin annonça les nouvelles structures administratives en vigueur depuis le 1er mai à la Direction générale des programmes bilatéraux de l'ACDI.

Vers le 29 avril, les cinq grandes régions géographiques demeureront et sont dirigées par: M. Alan Blyth, Africain (au Commonwealth); M. Pierre Garceau, Africain francophone; M. Neil Overend, Asie; M. Jack Godsell, Antilles. M. Godsell agit aussi comme directeur intérimaire pour l'Amérique latine.

Les directeurs de ces régions sont responsables du développement et de l'administration des programmes pour les pays inclus dans leur territoires respectifs.

Un chef de planification dans chacune de ces régions géographiques agit comme conseiller principal auprès du directeur régional pour toutes les questions relatives à la planification, au développement des politiques, à leur interprétation et à leur définition. Il sera aussi l'agent de liaison avec le Bureau des politiques. De concert avec les administrateurs du programme, il va établir les prévisions estimatives et la répartition des fonds à l'intérieur des programmes régionaux géographiques. Il conseille aussi sur le contrôle des allocations par pays et établit des critères et les priorités concernant l'utilisation des fonds dans les circonstances imprévues.

Le vaccin, préparé par les Laboratoires Connaught de l'Université de Toronto, sera administré dans les villages du Bangla-Desh par les équipes médicales de la Croix-Rouge et d'autres organismes selon la méthode de vaccination par piqûres multiples.

Les dirigeants de l'OMS sont davis que la maladie s'est propagée à cause de l'interruption des services médicaux réguliers au Bangla-Desh durant la révolte civile et malgré l'effort de la Croix-Rouge et des autorités indiennes pour effectuer l'inoculation massive des réfugiés.

Secours d'urgence

La Société canadienne de la Croix-Rouge a envoyé au Bangla-Desh 5,000,000 de doses de vaccin antivariolique grâce à une subvention de \$125,000 de l'ACDI.

Le vaccin est envoyé en réponse à une demande faite par l'Organisation mondiale de la santé, à Genève, à la suite de l'épidémie de variole qui s'est déclarée au Bangla-Desh.

Le vaccin, préparé par les Laboratoires Connaught de l'Université de Toronto, sera administré dans les villages du Bangla-Desh par les équipes médicales de la Croix-Rouge et d'autres organismes selon la méthode de vaccination par piqûres multiples.

Les dirigeants de l'OMS sont davis que la maladie s'est propagée à cause de l'interruption des services médicaux réguliers au Bangla-Desh durant la révolte civile et malgré l'effort de la Croix-Rouge et des autorités indiennes pour effectuer l'inoculation massive des réfugiés.

(suite au verso)

CIDA changes

(from front page)

Within the new area divisions, the Program Manager will direct the development, operational planning, and implementation of all programs and projects in the program region, which will include a country (or countries) of concentration for Canadian assistance and some other countries with which Canada has ties of cooperation.

The Program Manager will be assisted by a Project Team of planning and operations officers. This new working unit will be responsible for both planning and carrying out a given project.

The appointment of chief planning officers, program managers, planning and project officers will be announced over the next few months.

A Bilateral Programs Advisory Group is also being formed, under the direction of R. W. McLaren. This group will act as senior advisers to the Vice-President on all matters of over-all program and policy development within the Bilateral Programs Branch. It will be the focal point for liaison and consultation with the Policy Branch, will advise on area and country allocations, and will coordinate all inter-area program activities. The Bilateral Programs Advisory Group will also develop and maintain the information system needed for effective management of programs and projects.

Vaccine for Bangladesh

The Canadian Red Cross Society has shipped 5 million doses of smallpox vaccine to Bangladesh under a special \$125,000 grant from CIDA. It was sent at the request of the World Health Organization in Geneva, which reported a smallpox outbreak of epidemic proportions.

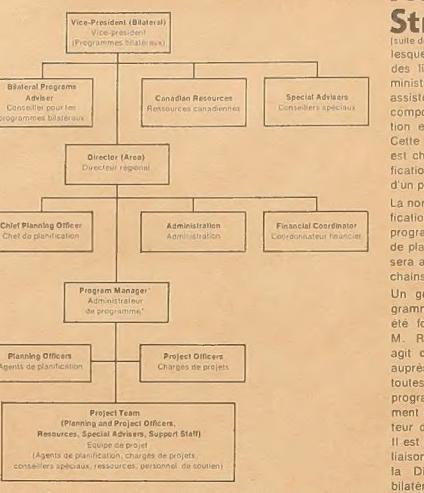
The vaccine was prepared by Connaught Laboratories of the

contact

is produced by the Information Division of the Communications Branch, Canadian International Development Agency, under the authority of the Honorable Mitchell Sharp, Secretary of State for External Affairs.

Ottawa, May 1972

ORGANIZATION OF CIDA'S BILATERAL PROGRAMS BRANCH AS OF MAY 1, 1972
DIRECTION GÉNÉRALE DES PROGRAMMES BILATÉRAUX, LE PREMIER MAI 1972



A Number of Program Managers will work under each Area Director, assisted by a project team. A certain number of administrators and technical staff will be assigned to each area director.

Jean Guérin, former Director of Operations, Francophone Africa, has been appointed Special Assistant to the Executive Vice-President.

Lycée polyvalent technique

University of Toronto for use by the multi-puncture method to permit rapid administration in Bangladeshi villages by health teams of the Red Cross and other groups.

WHO officials attributed the flare-up, which occurred despite massive vaccination by the Red Cross and Indian authorities when refugees fled across the border, to disruption of regular health services in Bangladesh by the civil war.

À la suite d'un changement dans l'orientation des programmes, le Lycée de Bonabéri au Cameroun deviendra un Lycée polyvalent technique. L'accord sera mis sur l'enseignement technique, notamment sur la mécanique automobile, les techniques administratives, les techniques du froid, le dessin technique...

Construit avec l'aide de l'ACDI, le Lycée devrait être achevé pour le début de l'année scolaire 1973-1974 et accueillir jusqu'à 2,000 élèves. Environ la moitié de la subvention canadienne servira à la construction (dortoirs, salles de cours, ateliers, locaux affectés à l'enseignement technique) et à la fourniture de matériel et d'équipement technique.

Nouvelles Structures

(suite de la première page)
que les deux pays entretiennent des liens de coopération. L'administrateur de programme est assisté d'une équipe de projet composée d'agents de planification et d'agents des opérations. Cette nouvelle unité de travail est chargée à la fois de la planification et de la mise en œuvre d'un projet donné.

La nomination des chefs de planification, des administrateurs de programme ainsi que des agents de planification et des opérations sera annoncée au cours des prochains mois.

Un groupe consultatif des programmes bilatéraux a également été formé sous la direction de M. R. W. McLaren. Ce groupe agit comme conseiller principal auprès du vice-président pour toutes les questions relatives aux programmes et au développement des politiques dans le secteur des programmes bilatéraux. Il est aussi le principal organe de liaison et de consultation entre la Direction des programmes bilatéraux et le Bureau des politiques, conseille sur les allocations de fonds, par région ou par pays et coordonne toutes les activités interrégionales concernant les programmes. Le groupe voit de plus à développer et à maintenir les systèmes d'information nécessaires à l'administration et au contrôle efficaces des programmes et des projets.

Monsieur Jean Guérin, qui était auparavant directeur des opérations à l'Afrique francophone, est devenu adjoint spécial au vice-président exécutif.

Meanwhile, local counterparts will be prepared to replace the Canadians over the next 5 years through scholarships that will enable 50 students from Cameroon to receive technical training in Canada.

Comprehensive school for Cameroon

and for supplying materials and equipment.

Canada will also supply seven administrators, and teachers for general and specialized instruction: 22 are already teaching general courses, and technical instructors will join them at the beginning of the 1972-73 and 1973-74 school years.

Built with CIDA assistance near Douala, the main seaport of Cameroon, the school is to be complete for the 1973-74 term and will then accommodate up to 2,000 students. Canadian funds will be used for construction (dormitory, classrooms, workshops, technical teaching areas)

and practical nursing courses. During the past five years it evolved, as part of Canada's over-all program in South Vietnam, into a fully integrated public health program with assistance from the Canadian Tuberculosis Association and the World Health Organization, among others.

CIDA also helped South Vietnam set up, equip, and operate a physical rehabilitation centre at Qui Nhon, 250 miles northeast of Saigon. Other on-going Canadian assistance includes organization of immunization programs, emergency hospital units, low-cost housing in Saigon, public health training, food aid, and assistance to education.

The project was launched in 1967. Canada provided part of the construction cost, equipment, medical supplies, and advisors, while the Government of South Vietnam was responsible for operating the centre.

The Quang Ngai centre has concentrated on preventing the spread of TB, as well as treating the disease, and has provided training for Vietnamese administrative and medical personnel.

The Canadian Red Cross Society gave \$7,500 on April 16 to help the Red Cross of the Republic of South Vietnam meet the urgent needs of some 86,000 refugees, now living in camps, for medicines, food and blankets.



These two technical assistance projects in Senegal are off to a good start. Left, the foundations of the Ecole Polytechnique de Thiès, a 300-student school complex being constructed and equipped with a \$1.5-million of assistance from Canada. Right, students' residence at the Lycée Blaise Diagne, built and equipped by Canada at a cost of \$1,137,000.

La mosquée de ces deux projets d'assistance technique au Sénégal va bien. À gauche, on peut voir les fondations de l'Ecole Polytechnique de Thiès. La participation canadienne à ce deuxième projet de l'ACDI consiste à donner une aide de 1,5 million de francs pour ce complexe scolaire qui pourra recevoir 300 étudiants à élevés à \$137,000. À droite, c'est la résidence d'étudiants du Lycée Blaise Diagne construite et équipée par le Canada au coût de \$1,137,000.

AMI growing

Assistance Médicale Internationale (AMI) a maintenant quatre sections dans trois provinces canadiennes. Fondée en 1967 et subventionnée en partie par la Direction des organisations non gouvernementales de l'ACDI depuis 1968, l'AMI a exercé ses activités depuis les centres de Québec et de Montréal. L'automne dernier, deux sections nouvelles ont été fondées à Moncton et à Winnipeg, reflétant ainsi le caractère national de l'organisation.

AMI sends, on request, medical supplies and equipment to clinics in developing countries. It also recently signed an agreement with Quebec's Department of Social Affairs which will supply surplus medical equipment from Quebec hospitals for use, after modification, in developing countries.

New NGO projects

In September 1971 NGO Division started a new program to support local education and action projects in Canada involving Canadians in the work and aims of these organizations.

The chart below illustrates the types of work and the areas of activity in which NGO Division is involved. It is a regional and sectoral breakdown of the Division's activities for the first three months of 1972 and covers 123 projects.

| | Community development | Social development | Small industries | Program costs | Housing | Regional Totals |
|---------------------------|-----------------------------|----------------------|--------------------|---------------|-----------|-----------------|
| | Développement communautaire | Développement social | Petites industries | Agriculture | Education | Total régional |
| Asia | \$68,600 | 92,400 | — | — | 26,500 | 26,600 |
| Asia | 56,800 | 92,400 | — | — | 18,500 | \$232,600 |
| Africa and Middle East | 33,800 | 155,200 | 66,700 | 10,000 | 112,700 | 267,681 |
| Africaine et Moyen-Orient | 33,800 | 155,200 | 66,700 | 10,000 | 112,700 | 267,681 |
| Commonwealth Caribbean | 62,100 | 22,416 | 66 | — | 24,000 | 176,600 |
| Antilles du Commonwealth | 62,100 | 22,416 | 66 | — | 24,000 | 176,600 |
| Latin America | 137,400 | 31,500 | 15,000 | — | 139,950 | 149,400 |
| Amérique Latine | 137,400 | 31,500 | 15,000 | — | 139,950 | 149,400 |
| | \$301,900 | 301,516 | 66 | 81,700 | 10,000 | 303,150 |
| | | | | | 620,281 | 43 |
| | | | | | 900 | 18,500 |
| | | | | | | \$1,637,948 |



La Société canadienne de la Croix-Rouge a donné \$7,500.

Le 16 avril dernier, pour permettre à la Croix-Rouge du Vietnam du Sud de lourmer à quelque 86,000 réfugiés vivant présentement dans des camps les médicaments, la nourriture et les couvertures dont ils ont un urgent besoin.

The two steps taken by AMI will

enable it to respond better to the

needs of developing countries

and medical teams working in

them.

L'Assistance Médicale Internationale (AMI) a maintenant quatre sections dans trois provinces canadiennes. Fondée en 1967 et subventionnée en partie par la Direction des organisations non gouvernementales de l'ACDI depuis 1968, l'AMI a exercé ses activités depuis les centres de Québec et de Montréal. L'automne dernier, deux sections nouvelles ont été fondées à Moncton et à Winnipeg, reflétant ainsi le caractère national de l'organisation.

AMI sends, on request, medical supplies and equipment to clinics in developing countries. It also recently signed an agreement with Quebec's Department of Social Affairs which will supply surplus medical equipment from Quebec hospitals for use, after modification, in developing countries.

L'AMI envoie, sur demande, des médicaments et de l'équipement à des cliniques dans les pays en voie de développement. Il a également signé une convention avec le ministère des Affaires sociales du Québec pour utiliser, après modification, l'équipement médical des hôpitaux québécois dans les pays en voie de développement.

En 1971-72 l'ACDI a également occupé de 421 projets couvrant un vaste champ d'activités parmi lesquelles figurent le développement communautaire, la planification familiale, l'agriculture et l'éducation. La contribution de l'ACDI fut de l'ordre de \$11,9 millions, une augmentation de \$3,4 millions sur une période de 1970-71 et de \$5,5 millions sur une période de 1969-70. Total scope of the 421 projects was \$11,9 million, an increase of \$3,4 million over 1970-71 and of \$5,5 million over 1969-70. Total scope of the 421 projects was \$11,9 million, an increase of \$3,4 million over 1970-71 and of \$5,5 million over 1969-70. En septembre dernier, la Direction des organisations non gouvernementales mettait sur pied un nouveau programme visant à promouvoir l'éducation du public ainsi que les initiatives susceptibles d'influencer le développement international.

Le tableau ci-dessous illustre les genres de travail et les secteurs d'activités où l'ACDI intervient. Il montre l'ensemble des activités de cette Direction, par région, pour les trois premiers mois de l'année en cours et couvre 123 projets.

Programmes ONG

En 1971-72 la Direction des organisations non gouvernementales s'est occupée de 421 projets couvrant un vaste champ d'activités parmi lesquelles figurent le développement communautaire, la planification familiale, l'agriculture et l'éducation. La contribution de l'ACDI fut de l'ordre de \$11,9 millions, une augmentation de \$3,4 millions sur une période de 1970-71 et de \$5,5 millions sur une période de 1969-70. Total scope of the 421 projects was \$11,9 million, an increase of \$3,4 million over 1970-71 and of \$5,5 million over 1969-70. En septembre dernier, la Direction des organisations non gouvernementales a commencé à mettre en œuvre de cette Direction, par région, pour les trois premiers mois de l'année en cours et couvre 123 projets.

PEOPLE

One of Canada's leading authorities on cooperatives, B. A. Arnason of Regina, left Ottawa February 8 on a one-year CIDA assignment as senior adviser to the President of Zambia. Kenneth Kaunda



ECHOS

L'une des autorités du Canada dans le domaine des coopératives, M. B. A. Arnason, de Réguina, a quitté Ottawa le 8 février pour exercer durant un an les fonctions de conseiller principal de l'ACDI auprès du président de la Zambie, M. Kenneth Kaunda

Mr. Arnason, 71, first went to Zambia in 1968 following his return from a saskatchewan's Deputy Minister of Cooperatives. He has found that the Zambia government places great importance on developing cooperatives to make the country more self-sufficient in food production and to service export markets for its crops.

"While there have been problems in organizing cooperatives in Zambia," he observed, "the long-range prospects are quite good."

Mr. Arnason, who is returning to Zambia at the request of President Kaunda, will continue helping the government reorganize its cooperative farming associations as marketing and purchasing service cooperatives so they may better serve the needs of individual farmers. He will also help establish cooperatives in urban areas, notably in the retail and housing fields. This is important because of the rapid urbanization of Zambia. Mr. Arnason commented that the credit union movement in Zambia has good prospects in both urban and rural areas.

Scott Reid, Special Adviser to the President of CIDA, received a Fellow of Frontier College Award April 13. Among those honored at the same time for services to the non-degree-granting College, which has pioneered in adult education since 1899 by sending "bunkhouse professors" to construction sites and other outlying parts of Canada, were the Hon. Milton Gregg, V.C., the Rev. James R. Mutchmor, Dr. Benjamin Spock, and the late Dr. Norman Bethune. Mr. Reid, formerly Canada's High Commissioner to India, was a labor-leader for Frontier College in 1926.



Réal Gagnon, project officer in CIDA's Francophone Africa Division (Operations), is leaving for Yaoundé, Cameroun to serve from June 15 as First Secretary (Development) in the Canadian Embassy. He will replace A. L. Labrecque, who has just returned.

Réal Gagnon was formerly Coordinator General with ASEA Limited, responsible for publicity, marketing, administrative procedures and special projects, including construction of a \$700,000 plant. From 1962 to 1966 he was Commercial Attaché with the Canadian Embassy in Rome.

Pierre Blanchard, former CIDA project officer in the Francophone Africa Division (Operations), took up new duties in April as commerce officer in the Division of International Finance, Department of Industry, Trade and Commerce.

Woodrow Lloyd, former Premier of Saskatchewan, died in a Seoul hospital April 8. Mr. Lloyd had gone to Korea late last year to serve as resident representative of the publicité, du marketing,

Avant d'entrer au service de l'Agence, M. Gagnon était Coordinateur Général ASEA Limited. A ce titre il était responsable de la publicité, du marketing,

des procédures administratives et certains projets spéciaux, telle la construction d'une usine de 700,000 M. Gagnon a aussi fait partie du corps diplomatique canadien de 1962 à 1966 alors qu'il occupait le poste de Délégué commercial adjoint à l'ambassade du Canada à Rome.

Monsieur Gagnon entrera en fonction à Yaoundé le 15 juin prochain.

M. Pierre Blanchard, chargé de projets à la Direction de l'Afrique francophone (Opérations), a récemment été nommé agent de commerce à la Direction du financement international du Ministère de l'Industrie et du commerce. Il occupe son nouveau poste depuis le début de mars d'avril.

Certains problèmes se sont posés au moment de l'organisation des coopératives en Zambie," a-t-il fait observer, "mais les perspectives sont excellentes à long terme."

M. Arnason, qui retourne en Zambie à la demande du président Kaunda, continuera d'aider le gouvernement à transformer ses associations de coopératives agricoles en coopératives d'achat et de commercialisation pour qu'elles puissent mieux répondre aux besoins des agriculteurs. Il aidera aussi à établir des coopératives urbaines, notamment dans les domaines de la vente au détail et du logement. Ce travail est particulièrement important en raison de l'urbanisation rapide de la Zambie. M. Arnason a ajouté que le mouvement des unions de crédit a un avenir prometteur dans ce pays d'Afrique, tant dans les villes que dans les zones rurales.

Deux coopérants canadiens en service outre-mer sont décédés au début d'avril. Le docteur Jamie Brooks, 24 ans, une coopérante du SUCC, originaire de Waverley en Nouvelle-Ecosse, est décédée le 1er avril des suites d'un accident d'auto. Le docteur Brooks était professeur adjoint de mathématiques à l'Université du Nigeria à Nsukka et avait été coprésidente du SUCC à l'Université de Waterloo.

M. Woodrow Lloyd, ancien premier ministre de la Saskatchewan, est mort dans un hôpital de Séoul, le 8 avril. M. Lloyd s'était rendu en Corée l'an dernier comme représentant résident du Programme des Nations unies pour le développement.

Funds up 15%

A 15 per cent increase in Canada's official development assistance program is indicated by 1972-73 Parliamentary estimates.

Total appropriations of \$491 million compare with final estimates for 1971-72 of \$431.4 million, which during that year were increased by \$7 million to cope with the Bangladesh emergency. The development assistance program administered by CIDA has increased by over 70 per cent in the last four years.

Administrative costs, which in 1972-73 will amount to \$11.7 million (or 2.4 per cent of funds administered), are provided by a separate sub-vote and are additional to the funds voted for Canada's international development program.

Allocations for the main categories of Canadian assistance in 1972-73 are as follows:

| | (millions) |
|--|------------|
| Bilateral (country-to-country programs) | \$240.7 |
| Food aid (up from \$84 million in 1971-72) | 91.5 |
| Total bilateral aid (up by \$13.8 million) | 332.2 |
| International emergency relief | .6 |
| Non-governmental organizations (up by \$4.6 million) | 16.5 |
| Incentives to Canadian investment | .5 |
| Canadian scholarship program | .1 |
| Contributions to research (up from \$4.2 million) | 10.0 |
| Multilateral (UN agencies, development banks, etc.) | 131.1 |
| Total initial allocations for 1972-73 | 491.0 |

Allocation of funds for 1972-73

New booklets

Major speeches presented by Paul Gérin-Lajoie since he became President of CIDA have been reprinted as a series of booklets under the over-all name "Thoughts on International Development". Individual titles now available on request are: No. 1, Canadian International Cooperation: Approaches to the Seventies; No. 2, The Development Officer; No. 3, Educational Innovation; No. 4, Developmental Administration; No. 5, Journey to Justice.

Les allocations de fonds pour les différents secteurs de l'aide canadienne en 1972-1973 sont les suivantes:

| | (millions) |
|---|------------|
| Programmes bilatéraux (pays à pays) | \$240.7 |
| Aide alimentaire (\$15 millions en 1971-1972) | 91.5 |
| Total de l'aide bilatérale (accroissement de \$13.8 millions) | 332.2 |
| Secours internationaux d'urgence | .6 |
| Organisations non gouvernementales (accroissement de \$4.6 millions) | 16.5 |
| Encouragement à l'investissement canadien | .5 |
| Programme de bourses d'études canadiennes | .1 |
| Contributions à la recherche (\$4.2 millions en 1971-1972) | 10.0 |
| Programmes multilatéraux (Organismes des Nations unies, Banques de développement, etc.) | 131.1 |
| Total des allocations prévues pour 1972-1973 | 491.0 |

Aboriginal affairs

The Department of Aboriginal Affairs has jurisdictional responsibility for social and economic development of approximately 45,000 Indigenous people of West Malaysia. This is the second expansion of the Department to be assisted by CIDA.

CIDA is providing a grant to help the Government of Malaysia expand its Department of Aboriginal Affairs. The project, now underway, will provide about \$800,000 worth of communication, medical, and rural development equipment.

Subvention au Malasya

L'ACDI a accordé une subvention de \$600,000 au Gouvernement de Malasya afin de venir en aide à l'extension de son Département des Affaires aborigènes. Le projet, maintenant en cours, vise à fournir de l'équipement dans les domaines des communications, de la santé et du développement rural.

Le Département des Affaires aborigènes est responsable du développement économique et social d'environ 45,000 autochtones de l'ouest de la Malasya. Il s'agit de la seconde extension de ce Département à recevoir l'aide de l'ACDI.

Administrative costs, which in 1972-73 will amount to \$11.7 million (or 2.4 per cent of funds administered), are provided by a separate sub-vote and are additional to the funds voted for Canada's international development program.

Allocations for the main categories of Canadian assistance in 1972-73 are as follows:

| | (millions) |
|--|------------|
| Bilateral (country-to-country programs) | \$240.7 |
| Food aid (up from \$84 million in 1971-72) | 91.5 |
| Total bilateral aid (up by \$13.8 million) | 332.2 |
| International emergency relief | .6 |
| Non-governmental organizations (up by \$4.6 million) | 16.5 |
| Incentives to Canadian investment | .5 |
| Canadian scholarship program | .1 |
| Contributions to research (up from \$4.2 million) | 10.0 |
| Multilateral (UN agencies, development banks, etc.) | 131.1 |
| Total initial allocations for 1972-73 | 491.0 |

Prévisions 1972-1973

Une augmentation de 15% dans le programme du gouvernement canadien au chapitre de l'aide au développement est indiquée dans les prévisions budgétaires pour l'année 1972-1973.

Le montant total des allocations s'élève à \$491 millions comparé au montant de \$431.4 millions prévu l'an dernier, montant qui s'est accru de \$7 millions, à cause des secours d'urgence envoyés au Bangladesh. Le programme d'aide au développement administré par l'ACDI a connu un accroissement de plus de 70% dans les quatre dernières années.

Les coûts d'administration des programmes, qui s'élèveront à \$11.7 millions (3.4% des fonds administrés) pour 1972-1973, sont votés de façon séparée et s'ajoutent aux fonds votés par le gouvernement canadien pour les programmes de développement international.

Les allocations de fonds pour les différents secteurs de l'aide canadienne en 1972-1973 sont les suivantes:

| | (millions) |
|---|------------|
| Programmes bilatéraux (pays à pays) | \$240.7 |
| Aide alimentaire (\$15 millions en 1971-1972) | 91.5 |
| Total de l'aide bilatérale (accroissement de \$13.8 millions) | 332.2 |
| Secours internationaux d'urgence | .6 |
| Organisations non gouvernementales (accroissement de \$4.6 millions) | 16.5 |
| Encouragement à l'investissement canadien | .5 |
| Programme de bourses d'études canadiennes | .1 |
| Contributions à la recherche (\$4.2 millions en 1971-1972) | 10.0 |
| Programmes multilatéraux (Organismes des Nations unies, Banques de développement, etc.) | 131.1 |
| Total des allocations prévues pour 1972-1973 | 491.0 |

Le Canada à l'étranger

L'Honorable Mitchell Sharp, secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures, annonçant, le 10 avril dernier, la création de quatre nouvelles missions diplomatiques canadiennes dans les pays en voie de développement. Des haut-commissariats seront établis à la Barbade et en Zambie et des ambassades seront ouvertes au Maroc et en Corée. Des bureaux canadiens de développement existaient déjà à Lusaka et à Rabat.

CIDA ACIDI

contact

CIDA Canadian International Development Agency Agence canadienne de développement international

JUN 19 1972

\$12 million generates \$37 million

Non-governmental organizations active in international development received nearly \$12 million from CIDA to help finance 421 projects in 74 countries in the 1971-72 fiscal year.

The organizations themselves raised from private sources more than double the CIDA contributions to bring the total scope of the program to more than \$37 million.

Canadian non-governmental organizations involved in international development throughout the world represent the efforts and contributions of thousands of Canadians to assist the Third World. Examples of their projects:

In Paraguay, the Mennonite Central Committee is helping 1,000 nomadic aborigine families to settle on farms. Supported by a \$44,000 CIDA grant for the first year, the Committee is engaged in a \$358,000, three-year project to establish agricultural cooperatives, schools and health services.

In the Philippines, the Responsible Parenthood Council, with the backing of the Governor and the Bishop, is teaching family planning to couples in Tarlac province. A CIDA grant of \$20,000 matches a contribution from Oxfam of Canada to this entirely indigenous group for the scheme.

In Africa, both the smallest and largest private projects supported



CIDA grants help Canadian groups carry out hundreds of projects overseas, such as CARE of Canada's program to provide water pumps in rural Ecuador.



Des représentants de 20 agences de développement discutent avec les membres du Comité de la Famille de l'ONG de l'ACDI lors de la 4e série de consultations tenue en avril dernier à Ottawa pour discuter et comparer leurs buts, leurs problèmes et leurs programmes.

L'ACDI double la mise des ONG

Durant l'année budgétaire 1971-1972, l'aide privée bénévole canadienne a reçu de l'ACDI des subventions s'éllevant à un total de \$12,000,000 pour le financement de 421 projets dans 74 pays.

Le coût total de ces projets est de plus de \$37,000,000. Le reste de cette somme, qui représente deux fois la contribution de l'ACDI, est recueilli par les organisations elles-mêmes auprès de sources privées de financement.

Les organisations non gouvernementales canadiennes qui s'intéressent au développement catalysent les efforts et les contributions de milliers de Canadiens qui désirent aider le tiers-monde. Voici certains de leurs projets:

- Au Paraguay, le "Mennonite Central Committee" (MCC) aide 1,000 familles nomades à s'installer sur des fermes. Le MCC a inauguré cette année ce projet de trois ans, d'un coût de \$358,000, qui vise à créer des coopératives agricoles, des écoles et des services de santé. L'ACDI lui a accordé une subvention de \$44,000 pour la première année.

- Aux Philippines, avec l'appui du gouverneur et de l'évêque, le "Responsible Parenthood Council" enseigne le planning familial. (suite au verso)

UWI-UWO

A twinning arrangement with the University of Western Ontario, London, and a \$1.6 million CIDA grant will help the University of the West Indies develop a modern and enlarged Department of Management Studies.

West Indian in content and given in the students' own environment in Jamaica and Trinidad, the course will foster management expertise in business, labor and government.

Under a five-year program, classroom and office facilities will be built on the two islands, course materials will be developed, UWO professors will act as consultants and teachers, and some 35 West Indian students will enter Western's Business School, and possibly the business schools of other Canadian universities, over the next four years to return to the Caribbean as teachers.

UWI currently grants a bachelor's

\$12 million generates \$37 million

(from front page)

by CIDA were begun in 1971. The Canadian Catholic Organization for Development and Peace received \$300 to purchase bicycles for social workers in Dahomey. A contribution of \$315,000 was authorized to help the Frères des Ecoles chrétiennes (Brothers of the Christian Schools) build and equip an extension to their technical-vocational school in Douala, Cameroon.

CIDA's support to private organizations is usually made on a matching grant basis up to 50 per cent of the cost of a pro-

contact

is produced by the Information Division of the Communications Branch, Canadian International Development Agency, under the authority of the Honorable Mitchell Sharp, Secretary of State for External Affairs.

Ottawa, June 1972

Jumelage UWO-UIO

degree in management, and is expected to award Master of Business Administration degrees as well within five years.

UWO has been helping UWI on the project for some time. Three Western graduates are currently teaching at UWI, and during the past four years several Western faculty members have taught at UWI for as long as six months.

The project, which is estimated to last five years, will include the construction of salles de cours et de bureaux sur l'île de la Jamaïque et celle de la Trinité. Il comprend aussi l'élaboration de programmes de cours et la participation de professeurs de l'université canadienne à l'Université occidentale à titre d'enseignants et de conseillers. Grâce à ce projet, d'ici quatre ans, et à la fin d'un stage d'études à London, en Ontario, et dans d'autres universités canadiennes, 35 étudiants antillais pourront enseigner à l'Université des Indes occidentales.

UWI currently grants a bachelor's

degree. The program was launched in 1967 and has grown steadily.

The largest grant in 1971-72, \$4.85 million, went to the Canadian University Service Overseas (CUSO) which raised nearly \$8 million in other funds, goods and services, to field 1,250 volunteers in 49 countries. The Canadian Executive Service Overseas (CESO) received \$62,500 towards a \$2.3 million program with 151 volunteers in 20 countries.

CIDA contributions by area, with number of projects in brackets, were: Asia, \$1.1 million (61); Anglophone Africa and the Middle East, \$28,000 (88); Francophone Africa, \$945,000 (61); South America, \$853,000 (63); Central America, \$224,000 (22). The remainder went to multilateral and in-Canada projects.

CIDA's support to private organizations is usually made on a matching grant basis up to 50 per cent of the cost of a pro-

gramme de subvention de l'ACDI de \$1.6 millions et un jumelage avec l'Université Western Ontario, de London, en Ontario, aideront l'Université des Indes occidentales à mettre sur pied une faculté d'études administratives qui formera des experts en administration et en gestion du personnel.

Le projet, qui est conçu pour une période de cinq ans, prévoit la construction de salles de cours et de bureaux sur l'île de la Jamaïque et celle de la Trinité. Il comprend aussi l'élaboration de programmes de cours et la participation de professeurs de l'université canadienne à l'Université occidentale à titre d'enseignants et de conseillers. Grâce à ce projet, d'ici quatre ans, et à la fin d'un stage d'études à London, en Ontario, et dans d'autres universités canadiennes, 35 étudiants antillais pourront enseigner à l'Université des Indes occidentales.

L'Université des Indes occidentales a des campus à la Jamaïque (Mona), à la Trinité (St. Augustine) et à la Barbade (Cave Hill), ainsi que des centres d'études dans plusieurs petites îles. Le programme d'aide canadien à l'Université des Indes occidentales a commencé au début des années 60. Il comprend la construction de résidences et autres édifices, une assistance technique et l'octroi de bourses d'études dans des institutions antillaises au niveau sous-gradué et dans des universités canadiennes au niveau gradué.

UWI currently grants a bachelor's

L'ACDI double la mise des ONG

(suite de la première page)

familial aux couples de la province de Tarlac. L'ACDI a offert des contributions de \$20,000 à ce projet à caractère entièrement national.

En Afrique, l'ACDI a subventionné le plus grand et le plus petit des projets lancés en 1971. L'Organisation catholique canadienne pour le développement et la paix a reçu \$300 de l'ACDI pour acheter des bicyclettes aux travailleurs sociaux du Dahomey. D'autre part, une subvention de \$315,000 a été accordée aux Frères des Ecoles chrétiennes pour agrandir et équiper l'école d'enseignement technique et professionnel de Douala, au Cameroun.

L'ACDI a accordé à l'Afrique du Sud \$1,100,000 pour réaliser 61 projets; à l'Afrique du Commonwealth et au Moyen-Orient, \$929,000, pour 86 projets; à l'Afrique francophone, \$945,000, pour 61 projets; à l'Amérique du Sud, \$863,000, pour 63 projets et à l'Amérique centrale, \$224,000, pour 22 projets. Le reste de la somme a été consacré à des projets canadiens et multinationaux.

L'ACDI aide les organisations non gouvernementales depuis 1967 par des subventions d'appoint représentant habituellement 50 p. 100 du coût total du projet.

Canada in IDB

Stronger ties with Latin America — one of the main goals set in the recent review of Canadian foreign policy — have developed through a series of events in 1971 and 1972.

The Hon. Mitchell Sharp, Secretary of State for External Affairs, announced May 3 that Canada has become a full member of the Inter-American Development Bank (IDB) and will in the next three years subscribe US \$40 million to the bank's capital stock and \$60 million to its Fund for Special Operations. Together with bilateral assistance this will raise Canada's over-all Latin America program to about four times its former level.

Canada's representative on the IDB Board of Governors is the Hon. John Turner; Paul Gérin-Lajoie, President of CIDA, is alternate governor for Canada.

David B. Laughton, Canadian Consul General in Seattle, has been appointed Canada's first IDB Executive Director. The eight-member Board of Directors manages day-to-day activities of the Bank. Mr. Laughton, a native of Nelson, B.C., was director of the Agriculture and Fisheries branch of the Department of Industry, Trade and Commerce from 1964 to 1970.

H. Dennis Madden, Director of CIDA's Latin America Division, becomes alternate director for Canada. Born in Liverpool, N.S., Mr. Madden has worked in Venezuela and was previously Director of CIDA's Financial Institutions Division.

Other recent developments:

- early in 1971 Canada began a bilateral technical assistance program with Central and South American countries;

- in September 1971 Canada joined the Pan-American Health Organization, making its first contribution (\$982,992) in December;

- on February 2, 1972 Canada was granted permanent observer status by the Organization of American States;



Bread and rolls are being produced in these modern, Canadian-designed bakery units in the Indian cities of Hyderabad, Kanpur, and Bangalore. Equipment was provided through a CIDA grant.

Du pain et des bâcheles — Une subvention de l'ACDI a permis d'acheter cet équipement moderne pour ces boulangeries situées à Hyderabad, à Kanpur et à Bangalore, en Inde

Les liens du Canada avec l'Amérique latine se sont consolidés en 1971-1972, répondant ainsi à l'un des buts principaux proposés récemment dans la déclaration de politique étrangère du Canada

M. H. Dennis Madden, de la Direction de l'Amérique latine de l'ACDI, est directeur suppléant pour le Canada. M. Madden, de Liverpool, en Nouvelle-Ecosse, a déjà travaillé au Venezuela et a été directeur des institutions de finance de l'ACDI.

D'autres événements ont aidé à renforcer les liens Canada-Amérique latine.

"Au début de 1971 le Canada a inauguré un nouveau programme bilatéral d'aide à l'Amérique latine;

"En septembre 1971 le Canada est devenu membre de l'Organisation pan-américaine de la santé et y a fait sa première contribution, \$982,992, en décembre de la même année.

"Le 2 février le Canada devenait observateur permanent à l'Organisation des Etats américains. "A la fin d'avril 1972, M. Alfred John Pick, ambassadeur du Canada aux Pays-Bas, devenait ambassadeur et représentant du Canada à cette même organisation.



David Laughton

- the appointment of Alfred John Pick, Canadian Ambassador to the Netherlands, as Ambassador and Permanent Observer to the OAS was announced late in April.

Le Consul du Canada à Seattle, M. David B. Laughton, a été nommé membre du Conseil d'administration de la BID, conseil formé de huit membres qui gère les activités courantes de la Banque. Natif de Nelson, en

Manitoba group aids island project

Soon, new horizons will open for the blind of St. Lucia. A project proposed by a Manitoba service club will help them earn a living while participating in the growth of the Caribbean island's tourist industry.

The St. Lucia Blind Welfare Committee and the Castries Lions Club will direct construction of a 40-student academic and handicraft school with dormitories, workshops and boutiques. Beads yielding an income to stu-

dents, sale of items will help the school to meet its own needs.

Construction cost is being subsidized by CIDA's Non-Governmental Organizations Division, the St. Lucia Lions Club, Britain's Royal Institute for the Blind, and the Rotary Club of Portage-la-Prairie. In addition, Stephen Edmunds of St. Lucia is studying at the Ontario Institute for the Blind through a CIDA award, and will return soon to join the staff of the new school.

Civilisations indiennes

Une session d'études intensives sur les civilisations indiennes sera tenue du 3 juillet au 18 août prochain dans les cadres des cours d'été à l'Université de la Colombie Britannique. Un atelier spécial sera tenu pour les professeurs afin de discuter des méthodes d'enseignement concernant les questions de l'Inde dans les écoles secondaires de Canada. Cet atelier verra également à préparer des pochettes de matériel d'enseignement pour distribution à travers le Canada. Un certain nombre de participants à cette session recevront l'appui du "Shashi Indo-Canadian Institute", 3511 rue Peel, Montréal, un organisme bénévole qui travaille à promouvoir une meilleure compréhension entre l'Inde et le Canada. Le directeur du "Shashi Summer Program" est le professeur John R. Wood du Département des Sciences politiques de l'Université de la Colombie Britannique.

Services des eaux pour Belize

Des ingénieurs conseils canadiens tenteront de résoudre deux problèmes de la ville de Belize, au Honduras britannique (Belize). En Amérique centrale, problèmes soulevés par la pénurie d'eau potable et le manque d'installations pour le traitement des eaux usées.

Les services de la CBA Engineering Limited, de Vancouver, ont été retenus pour la supervision d'un petit projet qui consiste à dévier de l'eau vers la ville de Belize, et rencontrer ainsi, à courte échéance, les demandes croissantes d'eau potable. Ce projet sera suivi d'un autre plus important et qui porte sur la remise en place d'une nouvelle structure administrative, un programme de formation du personnel, des recommandations pour une politique législative à venir portant sur l'utilisation des eaux et sur l'hygiène, un meilleur système de collecte et de destruction des ordures ménagères et les prévisions estimatives. Une étude préliminaire du projet a été entreprise par la compagnie CBA en 1971.

Le Canada devient membre de la BID

A Vancouver firm of consulting engineers is going to British Honduras (Belize) in Central America to help solve Belize City's twin problems of an insufficient water supply and lack of sewage treatment facilities.

CBA Engineering Ltd., which carried out a preliminary study in 1971, will supervise a small program to bring additional water into the city immediately, to meet short-term needs. This will be followed by the major part of the project, a feasibility study of a new water and sewer system. Both programs are being financed by a \$525,000 CIDA grant to the Government of Belize.

Other Canadian assistance in recent years has included scholarships, advisers, and equipment to help in building roads and fighting forest fires.



A \$1 million CIDA loan is providing Canadian equipment for this new hospital, now almost completed near Montego Bay in western Jamaica. A teaching hospital, it will include facilities for 420 patients and 100 out-patients

Un prêt de \$1 million consenti par l'ACDI sera utilisé pour acheter de l'équipement canadien pour cet hôpital récemment édifié à Montego Bay en Jamaïque. Cet hôpital de enseignement pour recevoir jusqu'à 420 patients et accueillir 100 patients en consultation externe.

Ces projets sont subventionnés par un prêt de \$525,000 consenti au gouvernement de Belize par la compagnie CBA en 1971.

Emergency aid

Canada contributed \$100,000 in June through the Canadian Red Cross Society for emergency relief of civilian victims of war in Vietnam, and \$25,000 for victims of civil war in Burundi.

To help meet the most pressing needs, coordinators from the International League of Red Cross Societies in Geneva have gone to both countries. The League is cooperating with local Red Cross Societies and the Governments of South Vietnam and Burundi in assisting wounded civilians and an estimated 700,000 displaced persons in Vietnam and 500,000 in Burundi.

Wheat to Afghanistan

Canada will provide \$1 million to purchase and ship wheat this summer to Afghanistan, which has suffered heavy damage from drought followed by torrential rains.

Approximately 11,600 metric tons of Canadian wheat will be

sent in July to help replenish foodstocks in the landlocked Asian country, where serious losses of crops and livestock have caused widespread famine.

Under a continuing program of Canadian food aid, the same value in wheat was shipped last year to Afghanistan, which has a population of 17 million and is roughly the size of Alberta.

Refugee education

Canada recently agreed to provide up to \$75,000 a year for the education and training of Rhodesian refugees in educational institutions located in developing countries of the Commonwealth. Administered by the Commonwealth Secretariat, the fund will enable Rhodesians without access to university or equivalent level education to benefit from opportunities available in Africa and elsewhere in the developing world. Commonwealth Secretary-General Arnold Smith commented that the agreement will assist 30 to 40 young Rhodesians each year, and that it brings a new dimension to the existing Commonwealth program for Rhodesian students by making funds available for training in other parts of the Commonwealth and not just in the donor country. Including the new plan, Canadian contributions to the education and training of southern African refugees now total over \$250,000 a year.

Toronto agriculturist Lee Holliland is carrying out a Family Farms project in Zambia, with support from 11 organizations including the United Churches of Canada and Zambia and Barclay's Bank of Zambia. CIDA's Non-Governmental Organi-

zations Division has granted \$90,000 to help create viable family farms from 11,000 acres of land provided by the Government of Zambia. "We've got people coming from the cities now," reports Mr. Holliland. "It's like working with a neighbor in Canada."

Contact

is produced by the Information Division of the Communications Branch, Canadian International Development Agency, under the authority of the Honorable Mitchell Sharp, Secretary of State for External Affairs.

Ottawa, July 1972

Du blé pour les Afghans

Une subvention de \$1 000 000 sera mise à la disposition de l'Afghanistan pour permettre à ce pays d'acheter et de se faire livrer du blé canadien durant l'été.

L'Afghanistan a subi une sécher-

esse d'une durée de deux ans. Celle-ci a été interrompue récemment par de courts et violents orages qui ont dévasté les semaines de printemps et détruit une partie du cheptel national.

Dans ce pays grand comme l'Alberta, une proportion considérable des 15 millions d'habitants souffre de la faim et doit être approvisionnée de l'extérieur.

Bourses à des réfugiés rhodésiens

fonds pour l'enseignement dans d'autres parties du Commonwealth et non seulement dans le pays donneur. Avec ce nouvel accord, la contribution canadienne à l'éducation et à la formation des réfugiés de l'Afrique australe se chiffre maintenant à plus de \$250 000 par année.

Algérie

(Suite de la première page)

Par la création du DPGE, l'Ecole des HEC assurera la formation de cadres algériens de gestion répondant aux besoins de leur pays.

Le DPGE servira de centre de recherches dans le domaine des sciences d'organisation et de gestion appliquées aux problèmes des pays en voie de développement. Le Secrétaire général du Commonwealth, M. Arnold Smith, a annoncé que l'accord permettra que l'accord permettra d'aider de 30 à 40 jeunes Rhodiens qui n'ont pas accès à l'université ou à un niveau équivalent de formation de se prévaloir des occasions qui s'offrent en Afrique ou ailleurs dans les pays en voie de développement.

Le Secrétaire général du Commonwealth, M. Arnold Smith, a annoncé que l'accord permettra que l'accord permettra d'aider de 30 à 40 jeunes Rhodiens qui n'ont pas accès à l'université ou à un niveau équivalent de formation de se prévaloir des occasions qui s'offrent en Afrique ou ailleurs dans les pays en voie de développement.

Le projet contribuera, d'autre part, à la constitution d'une équipe de formateurs algériens qui assureront, à l'avenir, le fonctionnement du DPGE de manière complètement autonome.

Le projet contribuera, d'autre part, à la constitution d'une équipe de formateurs algériens qui assureront, à l'avenir, le fonctionnement du DPGE de manière complètement autonome.

Le projet contribuera, d'autre part, à la constitution d'une équipe de formateurs algériens qui assureront, à l'avenir, le fonctionnement du DPGE de manière complètement autonome.

Le projet contribuera, d'autre part, à la constitution d'une équipe de formateurs algériens qui assureront, à l'avenir, le fonctionnement du DPGE de manière complètement autonome.

Le projet contribuera, d'autre part, à la constitution d'une équipe de formateurs algériens qui assureront, à l'avenir, le fonctionnement du DPGE de manière complètement autonome.

Le projet contribuera, d'autre part, à la constitution d'une équipe de formateurs algériens qui assureront, à l'avenir, le fonctionnement du DPGE de manière complètement autonome.

Le projet contribuera, d'autre part, à la constitution d'une équipe de formateurs algériens qui assureront, à l'avenir, le fonctionnement du DPGE de manière complètement autonome.

Le projet contribuera, d'autre part, à la constitution d'une équipe de formateurs algériens qui assureront, à l'avenir, le fonctionnement du DPGE de manière complètement autonome.

Le projet contribuera, d'autre part, à la constitution d'une équipe de formateurs algériens qui assureront, à l'avenir, le fonctionnement du DPGE de manière complètement autonome.

Le projet contribuera, d'autre part, à la constitution d'une équipe de formateurs algériens qui assureront, à l'avenir, le fonctionnement du DPGE de manière complètement autonome.

Le projet contribuera, d'autre part, à la constitution d'une équipe de formateurs algériens qui assureront, à l'avenir, le fonctionnement du DPGE de manière complètement autonome.

Le projet contribuera, d'autre part, à la constitution d'une équipe de formateurs algériens qui assureront, à l'avenir, le fonctionnement du DPGE de manière complètement autonome.

Le projet contribuera, d'autre part, à la constitution d'une équipe de formateurs algériens qui assureront, à l'avenir, le fonctionnement du DPGE de manière complètement autonome.

Le projet contribuera, d'autre part, à la constitution d'une équipe de formateurs algériens qui assureront, à l'avenir, le fonctionnement du DPGE de manière complètement autonome.

Le projet contribuera, d'autre part, à la constitution d'une équipe de formateurs algériens qui assureront, à l'avenir, le fonctionnement du DPGE de manière complètement autonome.

Le projet contribuera, d'autre part, à la constitution d'une équipe de formateurs algériens qui assureront, à l'avenir, le fonctionnement du DPGE de manière complètement autonome.

Le projet contribuera, d'autre part, à la constitution d'une équipe de formateurs algériens qui assureront, à l'avenir, le fonctionnement du DPGE de manière complètement autonome.

Le projet contribuera, d'autre part, à la constitution d'une équipe de formateurs algériens qui assureront, à l'avenir, le fonctionnement du DPGE de manière complètement autonome.

Le projet contribuera, d'autre part, à la constitution d'une équipe de formateurs algériens qui assureront, à l'avenir, le fonctionnement du DPGE de manière complètement autonome.

Le projet contribuera, d'autre part, à la constitution d'une équipe de formateurs algériens qui assureront, à l'avenir, le fonctionnement du DPGE de manière complètement autonome.

Le projet contribuera, d'autre part, à la constitution d'une équipe de formateurs algériens qui assureront, à l'avenir, le fonctionnement du DPGE de manière complètement autonome.

Secours d'urgence

Le gouvernement canadien a donné \$100 000 pour les victimes civiles de la guerre au Vietnam et \$25 000 pour celles des troubles au Burundi.

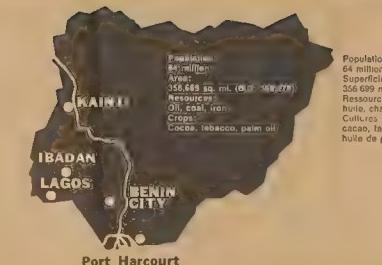
Ces dons ont été remis par l'Agence canadienne de développement international à la Société de la Croix-Rouge canadienne, qui les a fait parvenir à la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge, à Genève.

Des représentants de la Ligue coordonnent les secours d'urgence.

Les dons canadiens aideront les sociétés locales de la Croix-Rouge et les gouvernements du Sud-Vietnam et du Burundi à secourir les civils blessés ou invalides, ainsi que les réfugiés qui sont environ 700 000 au Vietnam et 500 000 au Burundi.

NIGERIA

Energy, telecommunications, transportation and education have been the main fields of Canadian assistance to Nigeria. Major projects include the Kainji power station, a television system on Lagos, the Benin City technical high school, the Institute of Applied Science and Technology at the University of Ibadan, and 54 locomotives for the railway system.



Population
64 million inhabitants

Superficie
356 693 sq. mi. (917 727 km²)

Area
356 693 sq. mi. (917 727 km²)

Resources
Oil, coal, iron, tin, chrome, bauxite, coal, palm oil

Crops
Cocoa, tobacco, palm oil

Programmes nouveaux

Le Nigeria, le pays le plus peuplé et sans doute le plus riche de l'Afrique, traverse en ce moment une période de réconciliation nationale, de renaissance et de croissance économique rapide. Afin d'aider les Nigérians à atteindre leurs buts, le Canada leur a consenti son aide dans la réalisation de différents programmes de développement.

Une subvention de \$2 200 000, accordée en mai, servira à former des effectifs techniques et scientifiques.

Ce dernier montant aidera à la création d'un Institut de sciences appliquées et de technologie à l'Université d'Ibadan, et à défrayer le coût de l'équipement technique et les salaires de sept instructeurs canadiens.

Un autre prêt de \$1 000 000 permettra au Nigeria de se procurer les services d'ingénieurs-conseils pour la préparation d'études techniques et la surveillance de l'installation de deux nouvelles génératrices et des turbines dans le cadre du programme d'expansion de la centrale électrique du barrage de Kainji, à environ

300 milles au nord de Lagos. La consommation d'électricité augmente d'environ 25 p 100 par année et l'une des priorités du gouvernement consiste dans la production de l'électricité à bon marché pour favoriser le développement industriel et économique du pays.

Un autre prêt de \$1 000 000, accordé en mai et servant à ouvrir une ligne de crédit, aidera le Nigeria à résoudre ses problèmes de devises étrangères en lui permettant de se procurer des biens et des services canadiens dont il a un pressent besoin.

Un autre prêt de \$1 000 000 permettra au Nigeria de se procurer les services d'ingénieurs-conseils pour la préparation d'études techniques et en techniques d'utilisation du bois, ainsi qu'un an de spécialisation en technologie des produits alimentaires, dès l'année universitaire 1972-1973. De plus, des Nigérians étudieront en ce moment au Canada afin de remplacer les spécialistes canadiens à leur départ en 1976.

L'institut offrira quatre ans d'études en techniques du pétrole, en génie mécanique, en génie forestier et en techniques d'utilisation du bois, ainsi qu'un an de spécialisation en technologie des produits alimentaires, dès l'année universitaire 1972-1973. De plus, des Nigérians étudieront en ce moment au Canada afin de remplacer les spécialistes canadiens à leur départ en 1976.

Le Nigeria a aussi inauguré un vaste programme pour améliorer les systèmes scolaires du pays. Le Banque Mondiale lui a consenti un prêt de \$17 3 millions pour rénover les écoles endommagées par la guerre, multiplier les centres de formation des maîtres et améliorer l'enseignement des sciences au niveau secondaire. Grâce à une subvention de \$1 million accordée par l'ACDI en 1971, le SUCO s'occupe de la fourniture de chaises et de pupitres de fabrication locale pour des écoles des trois Etats de l'est.

Le SUCO et l'ACDI coopèrent à la fourniture d'ameublement pour les écoles de l'est du Nigeria.

CUSO and CIDA are cooperating in the furnishing of schools in eastern Nigeria.



FOOD AID

Figures for the fiscal year ending March 31, 1972 indicate that 894 748 tons of wheat, flour, rapeseed oil, skin milk, semolina and oats valued at \$73.9 million were provided to 13 countries in Asia and Africa, and to the UN World Food Program.

The 1971-72 figure was third highest in the 21-year history of Canadian food aid, being exceeded only in 1970-71 and 1966-67. Wheat and flour shipments accounted for \$71.1 million of the \$73.9 million total, and food contributed through the WFP was valued at \$10.2 million during the year.

Canadian food aid in 1972-73 will also be large in scale. From April 1 to May 31 Canada sent \$25.6 million of food aid, with the following shipments being scheduled:

| | | | |
|---------------------------|----------------|---------------------------|------------------------------|
| BANGLADESH | May 29 | Sorel | 26 000 met. t. wheat |
| " | June 7 | Port Cartier | |
| " | " | Baie Comeau | 38 000 " |
| " | " | Vancouver | 21 000 " |
| " | " | " | 49 000 " |
| PALESTINE | " | " | " |
| MAURITANIE | May 12 | Saloum | 7 000 tonnes mét. de blé |
| " | May 25 | West St. John | 500 tonnes mét. de farine |
| ARE (République d'Egypte) | May 30-June 10 | Banque du Niger-Brunswick | 3 000 tonnes mét. de blé |
| | | Thunder Bay | 25 000 tonnes mét. de farine |
| | | " | " |

La commercialisation agricole au Niger et en Haute-Volta

Trois pays, dont le Canada, ont décidé de fournir des prêts et des subventions au Niger et à la Haute-Volta pour aider ces pays à organiser leur production vivrière de façon à dépasser le stade de la consommation et de commercialiser des céréales.

C'est un programme qui répond à un pressent besoin dans ces pays puisque le Niger et la Haute-Volta possèdent des structures économiques similaires, de caractère presque exclusivement agricole, ainsi qu'une assistance pour le traitement des céréales et leur mise en sac.

Le Canada, par l'entremise de l'ACDI, fournit au Niger et à la Haute-Volta des véhicules et du matériel électrique (groupes électrogènes et matériel de manutention), ainsi qu'une assistance pour le traitement des céréales et leur mise en sac.

Le programme canadien à l'Office des produits vivriers du Niger (OPVN) et à l'Office national des céréales de la Haute-Volta (OFNACER), se tiendra à \$700 000 et sera étalée sur une période de quatre ans.

Le programme d'ensemble, présenté sous l'équidu du Fonds de garantie du Conseil de l'Entente, comporte la construction de silos,

duts d'une valeur de plus de \$656 millions à titre d'aide alimentaire.

Les statistiques dévoilent le

31 mars 1972, fin de l'année fiscale, révèlent que le Canada a envoyé 894 748 tonnes de blé,

de farine, de colza, de graine de colza, de lait écrémé, de semoule et d'avoine pour une valeur de

\$73.9 millions à 13 pays d'Afrique, d'Asie et d'Asie ainsi qu'au Programme alimentaire mondial (PAM).

Le Canada offre de l'aide alimentaire depuis 21 ans et les montants accordés cette année n'ont

été dépassés qu'en 1966-1967 et 1970-1971. Les envois de blé et de farine se sont chiffrés à

71 000 millions et la contribution canadienne au PAM, à \$10 2 millions.

Depuis 1951-1952, le Canada a

à expédié pour \$25.6 million

d'aide alimentaire

26 000 tonnes mét. de blé

21 000 "

40 000 "

PALESTINE

Ports du

Saloum

7 000 tonnes mét. de blé

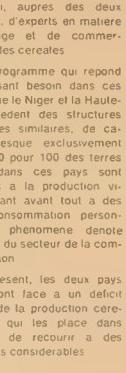
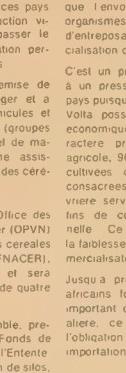
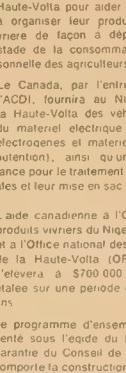
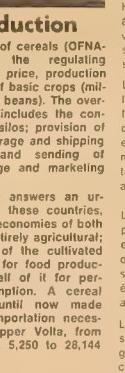
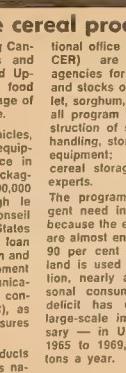
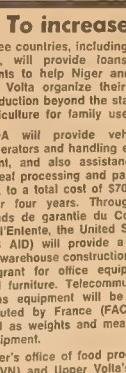
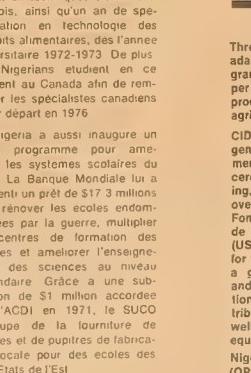
500 tonnes mét. de farine

RAE (République d'Egypte)

Thunder Bay

3 000 tonnes mét. de blé

25 000 tonnes mét. de farine





Field training is always a good complement to theoretical work.

That is why the opportunity, offered by the Agence de coopération culturelle et technique, of spending a year in training period in planning and development in an African country appeals to development agents everywhere, and specially to those of CIDA. Miss Pauline Denis from the Information Division, and Mr. Gaétan Boisvert, from the President's Office, sent in their applications and were chosen to spend one month in Tunisia. August 1 to 31, studying five-year development programs, investment codes, socio-cultural aspects and the problems of the Third World. They also met with members of the Tunisian government during conferences and seminars covering such varied subjects as the country's history, its economic evolution since independence, planning and its different aspects, trade and education.

André Gingras was posted to the Canadian Delegation in Saigon late in August. A graduate of the University of Montreal and Ateneo de Manila University, Philippines, he studied, worked and taught for nine years in Asia. Before joining CIDA in 1970 as special assistant to the President, he served two years as associate Executive Director of the Canadian Council for International Co-operation in Ottawa.



Dominick M. Sarsfield

Jacques Clermont has been appointed Deputy Director General of the Ivory Coast Industrial Development Bank (BIDI), replacing Pierre Sicard who is returning to Canada. Duties include responsibility for internal control, financial planning, and personnel administration; the incumbent serves as secretary general, reports directly to the Director General, and acts as his alternate. Mr. Clermont was interim director general of Quebec's Society for Industrial Development before accepting his CIDA assignment in Ivory Coast.

David B. Gordon, who worked for international development in Asia after a military career, died in Ottawa August 10 following a short illness. Formerly, Mr. Gordon assisted with arrangements for the 1969 Colombo Plan conference in Victoria, then served as a CIDA project officer for Ceylon (now Sri Lanka). From last October until April he was posted overseas as a development officer with the Canadian delegation in Saigon, spending much of his time on the planning of public health training and demonstration centres.

contact

Is produced by the Information Division of the Communications Branch, Canadian International Development Agency, under the authority of the Honorable Mitchell Sharp, Secretary of State for External Affairs.

Ottawa, September 1972

L'expérience vécue est toujours un complément très valable au travail théorique.

C'est pourquoi un stage d'études en planification et en développement dans un pays africain peut être proposé par l'Agence de coopération culturelle et technique. Depuis l'agent du développement en général et jusqu'à l'ACDI en particulier Pauline Denis de la Direction de l'Information et Gaétan Boisvert, du Cabinet du Président qui sont au service de l'ACDI depuis plus d'un an ont donc passé leur candidature et ont été choisis pour participer à un stage qui a eu lieu du 1er au 31 août, à Tunisie.

Le programme du stage comprenait l'étude de programmes quinquennaux, de codes d'investissements, de facteurs socio-culturels et de problèmes du tiers-monde. Les stagiaires ont rencontré des membres du gouvernement tunisien lors de conférences et de séminaires organisés pour eux. Les conférences touchaient des sujets aussi variés que l'histoire du pays, son évolution économique depuis l'indépendance, la planification et ses différents aspects, le commerce et l'enseignement.

Le poste comporte des responsabilités de contrôle interne, de gestion financière, de gestion du personnel et de secrétariat général, et relève directement du Directeur général; c'est un poste important de la structure administrative de la Banque puisque, en l'absence du Directeur, le Directeur général adjoint agit tant que suppléant. M. Clermont était Directeur général intérimaire de la Société de développement industriel du Québec, poste qu'il a occupé avant d'être nommé à Côte-d'Ivoire.

M. David B. Gordon, qui a travaillé à l'Agence à titre de chargé de projets pour Ceylan (maintenant Sri Lanka), est déposé le 10 août dernier, à Ottawa, après une brève maladie. Ex-Major des Forces armées canadiennes, M. Gordon a participé à la préparation de l'Assemblée du Plan de Colombie où il a eu lieu à Victoria en 1969. D'octobre 1971 à avril 1972, il était au Vietnam du Sud où il était la délégation canadienne à Saigon comme agent de développement. Sa principale tâche a été de mettre sur pied un programme et des centres de formation en santé publique.

Dominick M. Sarsfield occupe maintenant le poste de Directeur à la Direction de l'Industrie et du commerce de l'ACDI. M. Sarsfield a une vaste expérience dans le domaine financier à servir comme analyste financier principal au ministère de l'Industrie et du Commerce et est entré à l'ACDI en avril dernier.

Correction: In this column last month Gordon George Riddell was erroneously described as "the first resident Canadian High Commissioner to Bangladesh" as well as being the new Ambassador to Thailand. Actually, although he will visit Dacca frequently as Canada's first High Commissioner to the new nation, Mr. Riddell will reside in Bangkok.

Voluntary groups step up programs

Canadian voluntary agencies committed at least \$14.7 million to international aid projects during the second quarter of 1972. The figure which includes only projects assisted financially by CIDA, is up 14 per cent from the corresponding period last year, when it was \$6.15 million.

CIDA contributions approved between April 1 and June 30, 1972 and included in the above figures totalled \$3.18 million as compared to \$2.04 million in the same quarter last year. CIDA support of private organizations is usually in the form of matching grants of up

to 50 per cent of the cost of a project.

In addition, CIDA approved grants of up to \$6.7 million for the 1972-73 fiscal year to the Canadian University Service Overseas (CUSO), which received \$4.85 million in the previous year. Contributions to the Canadian Executive Service Overseas (CESO) this year will total up to \$1 million as compared to \$682,500 last year.

More than 125 Canadian non-governmental organizations are engaged in overseas development projects. Ranging from national agencies to churches, universities and service clubs, they raised more than \$25 million in 1971-72 and received \$12 million in CIDA grants.

Typical projects ranged from the construction of an Oxfam-Canada maternity clinic in Haiti to CARE-Canada programs that help villagers in Bangladesh and Kenya make bricks and build their own houses.



CIDA exhibit at the International Society of Photogrammetry conference held this year in Ottawa and attended by 1500 people. CIDA has contracted out air surveys in about thirty developing countries.

Evening event

To follow up a Third World Study program, the London Association for International Development is sponsoring Thursday Evening, a once-monthly program at Westminster College's Resource Centre.

contact

Philippines

Canada made a \$100,000 cash contribution through the League of Red Cross Societies to aid victims of July's torrential rains and flooding in the Philippines. The two-week downpour — the heaviest recorded in 25 years — hit central regions of the country, including metropolitan Manila, killing about 500 people and causing widespread damage to crops, livestock, and transportation and communication networks.

COMING...

October 4-6: 2100 Survival or Suicide? An agenda for international education for Canada. For conference details, contact the Canadian Bureau for International Education, Suite 408, 151 Slater, Ottawa.

October 16-20: Expert Group Meeting on Pre-Investment Considerations and Technical and Economic Production Criteria in the Oilseed Processing Industry, Vienna. Sponsored by UNIDO.

est publié par la Direction générale des communications. Direction de l'information, de l'Agence canadienne de développement international, avec l'autorisation de l'honorable Mitchell Sharp, secrétaire d'État aux Affaires étrangères

Ottawa, septembre 1972

Annexe canadienne du développement international
122, rue Bank
Ottawa, Canada K1A 0G1

G4
TOURIST INFORMATION
OFFICE TORONTO

4
1972
OCTOBER

UNIDO

CIDA
C55

CIDA
ACDI

contact

Canadian International Development Agency
Agence canadienne de développement international

OCTOBER/OCTOBRE 1972

9

Ethiopia seeks mineral wealth

To help map and assess the mineral potential of the Omo River region in southwest Ethiopia, CIDA will grant \$1.4 million towards the financing of a two-year project.

Little is known about the mineral wealth of the Omo River region, a 30,000-square-mile tract of land adjacent to the borders of Kenya and Sudan. The presence of Precambrian crystalline rock, however, makes it a favorable area for mineral deposits. Gold has been found in most of the rivers in the region, and deposits of copper, zinc, lead and platinum are known. Ethiopia's government gives top priority to assessment of potential mineral resources.

The Omo River project will be one of CIDA's largest geological operations to date, and the most important assistance yet offered to Ethiopia. It will be carried out in two simultaneous phases: a geological survey by air and a geochemical stream sediment survey. Geological maps of the region will be part of the Geological Survey of Ethiopia's plan to map the whole country. CIDA will send three geologists and an air and maintenance crew for two helicopters.

On August 20: A Vienna, commanded by L'ONUDI, des experts étudieront les investissements et les critères techniques et économiques de production dans l'industrie oléagineux, ainsi que l'assistance de deux géologues, quatre prospecteurs et du personnel de soutien.



In September, senior officials of development financing institutions from around the world came to Ottawa as the United Nations Industrial Development Organization met for the first time in Canada.

Des personnalités internationales du monde des finances se sont rencontrées à Ottawa, en septembre lors de la Réunion convoquée par l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel et qui pour la première fois, se tenait au Canada.

En Ethiopie Prospection minéralogique

L'ACDI a accordé une subvention de \$140 000 à l'Ethiopie pour la réalisation d'un projet de prospection cartographique et d'évaluation des ressources minérales de la région de la rivière Omo dans le Sud-Ouest du pays, projet qui s'étendra sur deux ans.

Même si l'on possède actuellement peu de données précises sur les richesses minérales de la région de l'Omo, on sait que cette bande de terre de 30 000 milles carrés, près des frontières du Kenya et du Soudan, est formée de roche cristallin précambrien où il est fréquent de découvrir des gîtes minéraux. On a trouvé de l'or dans la plupart des cours d'eau de la région, ainsi que des gisements de cuivre, de zinc, de plomb et de platine.

L'évaluation du potentiel est au premier rang des priorités du gouvernement éthiopien. Le géologue M. Anthony Davidson, détaché par la Commission géologique du Canada, a effectué des sondages de détection de l'or et d'autres minéraux dans la région de la rivière Omo. L'ACDI participera à ce projet.



Éthiopie will hunt gold and other minerals in the Omo River region through air and stream sediment surveys assisted by Canada.

L'Ethiopie fera une recherche d'alluvions et de débris de détection de l'or et d'autres minéraux dans la région de la rivière Omo. L'ACDI participera à ce projet.

Le plus important du genre jamais entrepris par l'ACDI et l'assistance la plus considérable offerte par le Canada à l'Ethiopie jusqu'ici. L'entreprise sera menée sur deux plans simultanément: une prospection géologique aérienne et une étude géochimique des sédiments fluviaux. L'établissement des cartes géologiques de la région constitue une partie du travail entrepris par le gouvernement éthiopien pour dresser des cartes de ce genre pour l'ensemble du pays.

L'ACDI enverra trois géologues et des équipes de pilotage et d'entretien pour deux hélicoptères. Le directeur de la mission canadienne est M. Anthony Davidson, géologue détaché par la Commission géologique du Canada. Le gouvernement de l'Ethiopie fournit lui-même deux géologues, quatre prospecteurs et du personnel de soutien.



Vulgarisation agricole par l'audio-visuel

Une nouvelle équipe formée de trois représentants de l'ONF et d'experts canadiens de l'ACDI travaille présentement avec le ministère tunisien de l'Agriculture, à la réalisation d'un projet de vulgarisation agricole par les moyens audio-visuels. Cette équipe se compose de MM. Gilles Blais, réalisateur et responsable de la partie technique du projet, Roger Rochat, caméraman, et Marc Hébert, moniteur, tous trois de l'ONF, et de MM. Léopold Bourque et Gilles Montcalm, agronomes, et Réginald-Eduard Sylvestre, animateur, au service de l'ACDI.

Cette équipe aura pour tâche d'accroître l'impact d'un tel programme. On a donc fait appel à un nouveau mode de communication qui permettrait à la fois une diffusion plus large et plus directe dans le milieu agricole. Il s'agit du vidéo, ou magnétoscope, qui emploie une caméra électronique et des moniteurs de télévision en circuit fermé. Ce médium a été largement expérimenté à l'ONF, ces dernières années.

Le projet de vulgarisation agricole, qui fait suite à une entente signée plus tôt entre l'ACDI et les autorités tunisiennes, constitue la première application utilisitaire d'un moyen de communication apte à atteindre des milieux que les autres médias ne rejoignent pas.

Il consistera principalement à former un groupe de tunisiens à la création de documents magnétoscopiques de vulgarisation agricole, et à leur utilisation sur le terrain grâce à la télévision en circuit fermé.

RADIATIONS ET RIZ

De nouvelles variétés de riz, développées au moyen du traitement des grains par radiation, laissent espérer des récoltes supérieures à toutes celles obtenues jusqu'ici. L'Agence internationale d'énergie atomique rapporte que trois nouvelles variétés ont pu être distribuées aux fermiers après des essais effectués en Asie et en Afrique. Ces trois variétés sont les meilleures que peuvent donner à la céréale ceux qui effectuent ces recherches à l'Institut international de recherche sur le riz, aux Philippines, et ailleurs, en Inde, au Pakistan, à Sri Lanka et au Bangla-Desh. La première variété de riz produite par radiation, en 1966, a donné au Japon l'une des variétés les plus productives à l'heure présente.

Le projet est le keystone de CIDA's agricultural work in Tunisia. CIDA and the NFB hope to use this experience to assess the medium's possible applications in other fields of activity in developing countries.

NEW STRAINS OF RICE

New strains of rice developed by radiation treatment of seeds promise better harvests than the best available varieties. The International Atomic Energy Agency reports that three new strains have been released to farmers after field trials in Asia and at least five others are expected to be released in 1972. Shorter stems, quicker ripening and increased yield are the goals of plant breeders working at the International Rice Research Institute in the Philippines, and in India, Pakistan, Sri Lanka and Bangladesh. The first radiation-induced mutant rice was developed in 1966 and has become one of Japan's highest yielding varieties.

contact

Is produced by the Information Division of the Communications Branch, Canadian International Development Agency, under the authority of the Honorable Mitchell Sharp, Secretary of State for External Affairs

Ottawa, October 1972

Ottawa, octobre 1972



Délégués de nombreux pays et de nombreuses organisations internationales ont discuté de sujets d'intérêt commun pendant les tables rondes, les rencontres privées ou les activités sociales organisées dans le cadre de la Réunion

KANUPP

(suite de la première page)



Above: KANUPP, 12 miles west of Karachi on the shore of the Arabian Sea, is Pakistan's first nuclear power station. Right: At KANUPP Inauguration Jacques Gérin, CIDA Vice President for Bilateral Programs, greets M.A. Khan, Chairman of Pakistan's Atomic Energy Commission.



Ci-dessus, la centrale nucléaire KANUPP, la première du genre au Pakistan. À droite, le vice-président de l'ACDI aux programmes bilatéraux, M. Jacques Gérin, et M. A. Khan, président de la Pakistan Atomic Energy Commission, lors des cérémonies d'inauguration

KANUPP

(from front page)

Prime contractor for the design, engineering, supply, construction and commissioning of KANUPP is Canadian General Electric Co. of Peterborough, Ont. Heavy water also was obtained from Canada.



KANUPP incorporates the best features of the nuclear power demonstration model and the Douglas Point plant in Ontario. Construction began in mid-1966 with the signing of joint agreements between the governments of Canada and Pakistan.

Under a CIDA-arranged technical assistance program, 44 Pakistani engineers and technicians were trained in Canada. CIDA is also providing a technical assistance grant of \$550,000 to send five advisers to the KANUPP project. CANATOM Ltd., a Montreal nuclear power consulting firm, will provide the team and consulting services for a two-year period, commencing after the handover from CGE to the Pakistan government.

Canada was represented at the inaugural ceremonies by J.G. Hadwen, Canadian Ambassador to Pakistan, Jacques Gérin, CIDA's Vice-President for Bi-

draulique avaient été obtenus par la vente dans le pays de bâti fourni par le Canada

Le principal entrepreneur chargé de la préparation des plans, des études techniques, de la fourniture du matériel, de la construction et de la mise en service de KANUPP est la Canadian General Electric Co. de Peterborough (Ontario). L'eau lourde nécessaire au fonctionnement de KANUPP a été fournie par le Canada

KANUPP rassemble les meilleurs éléments du modèle nucléaire de la centrale de Douglas Point en Ontario. La construction de la centrale a débuté vers le milieu de 1966 avec la signature d'accords de prêt entre les gouvernements du Canada et du Pakistan

Aux termes d'un programme de coopération technique de l'ACDI, 44 ingénieurs et techniciens pakistanais, ont été formés au centre de recherche de l'énergie atomique du Canada Limitée à Deep River (Ontario) et à l'usine de la Canadian General Electric à Peterborough. L'ACDI a également consenti un prêt d'assistance technique au montant de \$550 000 pour envoyer une équipe de cinq conseillers pour le projet KANUPP. La société montréalaise d'experts-conseils

Le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) vient de présenter son premier rapport après une année complète d'opérations. Crée en 1970 par le Parlement, le CRDI a son siège social à Ottawa et a pour but de promouvoir des programmes de recherches pouvant bénéficier aux populations rurales de régions à faibles revenus. En 1971-1972, le Centre a mis sur pied 32 projets nécessitant des affectations de fonds de l'ordre de \$3.6 millions

IDRC/CRDI

1971-72 Annual Report Rapport Annuel



The International Development Research Centre recently issued a report on its first full year of operation. In 1971-72 the Ottawa-based, Canadian-funded IDRC developed 32 projects requiring an appropriation of over \$3.6 million. Created by Parliament in 1970, it implements research programs to benefit primarily rural people in low-income countries

Partners, not patrons

accompanied by fair trading practices."

Praising the ORT's 100-year record of international service, Mr. Perinbam said that in the perspective of history the important characteristics that will single us out as a nation will not be our wealth or power, "but our contribution to the creation of a more humane world.... The voluntary agencies are, in a sense, the conscience of the nation."

"Future generations may say we did not succeed," Mr. Perinbam concluded, "but let them never say we lacked the vision or courage to make the effort."

Lewis Perinbam à l'ORT

Nous ne pouvons établir de relations valables avec les pays en voie de développement qu'en tant que partenaires—not en tant que "patrons". C'est ainsi que M. Lewis Perinbam, Directeur de la Direction des organisations non gouvernementales de l'ACDI s'adressait à la réunion annuelle de l'Organisation pour la réhabilitation par le travail (ORT) du Canada, à Winnipeg, le 29 octobre dernier. Notre monde actuel garde la marque de quatre siècles de colonialisme. L'assistance en soi, si elle n'est pas accordée dans un contexte de dignité humaine et si elle ne s'accompagne pas l'occasion de dire que nous n'avons pas su discerner le défi ou faire les efforts nécessaires pour le relever, ajouta M. Perinbam en guise de conclusion.

CBIE MAGAZINE

Échange-Canada-Exchange is a new magazine featuring short accounts of innovative projects in international and cross-cultural education, with an emphasis on ideas and Canadian programs. It is published three times yearly by the Canadian Bureau for International Education, Suite 408, 151 Slater St., Ottawa K1P 5H3. Copies are available on request.

Child-care prize awarded to Canadian-assisted Pediatric Institute

This year's Maurice Pale prize, awarded for high-quality training of child-care workers and for regional endeavors, has been presented to INSE, the national institute for children's health of Tunis.

Following an agreement between CIDA, INSE, and Montréal's St. Justine children's hospital, the institute has become a leading centre for child care and the coordinator in this field for the rest of the country—as well as, through collaboration with the University of Tunis, a pediatric training centre for doctors, hospital personnel, and extension workers. Under the 1970 agreement St. Justine Hospital provides medical and paramedical child-care experts, material and equipment needed for operating the centre and training Tunisian personnel, and administers the project. The agreement also covers Canadian training for Tunisians specializing in pediatrics.

A Canadian medical mission—CIDA's largest overseas team—is helping to staff the Pediatric Institute in a Tunis suburb, while Tunisian counterparts are trained there and at Montréal's Saint Justine Children's Hospital

Une équipe de Canadiens spécialisés en pédiatrie et éducatrice à l'institut national de la santé de l'enfance (INSE) de Tunis. Des boursiers tunisiens poursuivent de plus leurs études au Canada

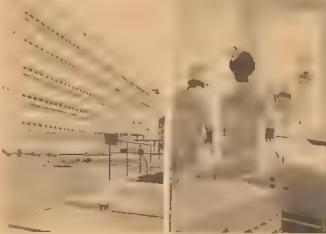
Secours d'urgence

Le Canada a consenti une subvention de \$10 000 en novembre pour la fourniture en secours d'urgence de médicaments, de vêtements, de nourriture et d'abris aux victimes du cyclone qui a frappé les îles Fidji, Gilbert et Ellice. Une autre subvention de \$10 000 a été consentie pour assister la Croix-Rouge du Burundi dans son effort pour venir en aide aux personnes déplacées et aux civils blessés lors des récents troubles. Cette assistance du Gouvernement canadien porte à \$60 000 les secours d'urgence à cette région

contact

Is produced by the Information Division of the Communications Branch, Canadian International Development Agency, under the authority of the Honorable Mitchell Sharp, Secretary of State for External Affairs

Ottawa, December 1972



Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins canadiens travaillant à l'hôpital Sainte-Justine à Montréal.

Ensemble de médecins can

Départ de M. Tansley

M. Donald D. Tansley, vice-président exécutif à l'ACDI, a été choisi pour diriger les travaux d'une vaste étude portant sur le rôle international de la Croix-Rouge. Cette étude, entreprise par le Comité international de la Croix-Rouge et la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge, vise à recueillir les données et l'information nécessaires à l'élaboration des nouvelles politiques et en fonction le premier février.

Tansley heads

Red Cross study

Donald D. Tansley, CIDA's Executive Vice-President, has been appointed director of a major study of the world role of the Red Cross. Undertaken by the International Committee of the Red Cross and the League of Red Cross Societies, the study will collect data and information leading to conclusions on policy Feb. 1.

African Development Fund established

Canada and 12 other countries joined together November 29 in creating the African Development Fund.

Set up to finance high-priority development projects in African countries that can afford only concessional terms, the Fund is expected to have up to \$100 million at its disposal. Canada will provide \$15 million over three years.

"Canada's contribution underscores our deep interest in African development and our support of multilateral development institutions," said Paul Gérin-Lajoie, President of CIDA.

The other countries cooperating in establishing the Fund were Belgium, Brazil, Denmark, Finland, the Federal Republic of Germany, Italy, Japan, the Netherlands, Norway, Sweden, Switzerland and the United Kingdom.

contact

Is produced by the Information Division of the Communications Branch, Canadian International Development Agency, under the authority of the Honorable Mitchell Sharp, Secretary of State for External Affairs.

Ottawa, January 1973

Fonds Africain de développement

Le Canada s'est joint à 12 autres pays pour conclure un accord créant le Fonds africain de développement. Celui-ci devrait être en place au début de l'année prochaine.

Le Canada a signé l'accord au nom du gouvernement canadien lors de la cérémonie qui s'est tenue à Abidjan, le 29 novembre.

Le Fonds disposera de quelque 100 millions de dollars servant à financer des projets de développement jugés hautement prioritaires par les pays africains qui ne peuvent bénéficier de prêts lorsque leurs sont consentis à des termes très faciles. La contribution canadienne atteindra \$15 millions et s'échelonnera sur trois ans.

Cette participation marque l'intérêt profond du Canada au développement africain et l'appui que nous apportons aux institutions multilatérales de développement", a dit M. Gérin-Lajoie, président de l'ACDI.

Le Fonds aura à sa disposition le

10,000 variétés de blé

À la ferme expérimentale de deux cents acres de l'Institut de Recherches agricoles de l'Inde, à New Delhi, on fait des prévisions, à l'heure actuelle, sur plus de 10 000 variétés de blé, dans le cadre de ce qui est peut-être le plus grand projet de recherche au monde sur la production de blé. Le but de ce projet est de doubler, au cours de la présente décennie, la quantité de blé produite par l'Inde.

Route de l'Unité

On prévoit que les travaux dureront 30 mois au rythme de 9 millions par mois.

rhodes d'organisation pouvant le mieux répondre aux besoins actuels et futurs.

À Regina, M. Tansley a occupé des postes de sous-ministre en Saskatchewan et au Nouveau-Brunswick avant d'entrer au service de l'ACDI en 1968. Son épouse et ses enfants l'accompagnent à Genève où il entrera en fonction le premier février.

At a staff farewell gathering, CIDA President Paul Gérin-Lajoie chats with the Tansleys.

Le président de l'ACDI M. Paul Gérin-Lajoie bavarde avec les membres de la famille Tansley au cours d'une réception d'adieu.

and organization needed to meet present and future challenges.

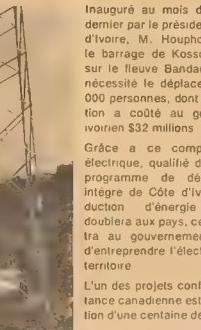
Regina-born, Mr. Tansley served as a deputy minister in the Saskatchewan and New Brunswick governments before coming to CIDA in 1968. His wife and children will accompany him to Geneva, where his new duties begin Feb. 1.



Olivier Gilbert, of the consulting engineers R. B. Brosseau and Associates, inspects an installed pylon.
Olivier Gilbert au bureau d'ingénieurs-conseils R. B. Brosseau et Associés, inspecte l'installation d'un pylône.

The Kossou complex will double Ivory Coast's electrical production.
Le complexe de Kossou. Il doublera la production électrique de la Côte d'Ivoire.

HYDRO-KOSSOU



Pylons amid the African bush must be constantly cleared of vegetation.
Des pylônes en pleine brousse africaine. Il faut débroussailler constamment.

Inauguré au mois de novembre dernier par le président de la Côte d'Ivoire, M. Houphouët-Boigny, le barrage de Kossou, construit sur le fleuve Bandama Blanc, a nécessité le déplacement de 75 000 personnes, dont la réinstallation à coûte au gouvernement ivoirien \$32 millions.

Grâce à ce complexe hydroélectrique, qualifié de plus vaste programme de développement intégré de Côte d'Ivoire, la production d'énergie électrique doublera aux pays, ce qui permettra au gouvernement d'Abidjan d'entreprendre l'électrification du territoire.

Tout le matériel utilisé, à quelques exceptions près, est de fabrication canadienne.

L'un des projets confiés à l'assistance canadienne est l'électrification d'une centaine de villages. Or, ce projet souleve certaines difficultés du fait que les villages sont clairsemés et comptent très peu d'habitants. Il faudra donc, au préalable, effectuer des regroupements de villages, ce qui implique encore des problèmes de déplacement de population.

Le complexe de Kossou va permettre l'irrigation des terres, la modernisation et le développement de l'agriculture, de la pêche et du tourisme. Il facilitera d'autre part l'installation d'industrie un peu partout au pays et aidera au programme d'éducation télévisuelle de la Côte d'Ivoire.

La construction de pylones en brousse doit être suivie constamment étant donné que la végétation est abondante et il n'est pas rare de voir des plantes grimper autour des pylônes et parfois des lignes électriques. Il faut donc débroussailler constamment.

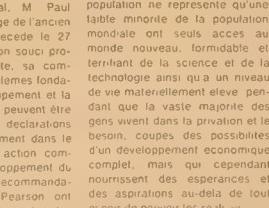
Le complexe de Kossou va permettre l'irrigation des terres, la modernisation et le développement de l'agriculture, de la pêche et du tourisme. Il facilitera d'autre part l'installation d'industrie un peu partout au pays et aidera au programme d'éducation télévisuelle de la Côte d'Ivoire.

C'est le bureau d'ingénieurs et associés de Montréal, qui a été chargé par le gouvernement de la Côte d'Ivoire de réaliser l'électrification des villages. De plus il

contribut to the progress of international development — as head of the World Bank's Commission on International Development, which surveyed two decades of development assistance and charted a new strategy of partnership, and later as first Chairman of the Board of Governors of the International Development Research Centre, a new kind of institution whose concept was proposed by Mr. Pearson himself in a 1967 speech.

In 1972 Mr. Pearson summed up his views on the global issue of social justice while in London to receive the Victor Gollancz Humanitarian Award: "There can be no peace, no security, nothing but ultimate disaster, when a few rich countries with a small minority of the world's people alone have access to the brave, and frightening, new worlds of technology, science, and of high material living standards, while the large majority live in deprivation and want, shut off from opportunities of full economic development; but with expectations and aspirations aroused far beyond the hope of realizing them".

En juillet 1972, au moment où on lui décernait le Prix de l'Humanité Victor Gollancz à St. Martin-in-the-Fields (Londres), M. Pearson résumait dans ses mots sa pensée sur les problèmes que pose l'avènement d'une plus grande justice sociale: "Il ne peut y avoir ni paix, ni sécurité, rien que le désastre final, du moment que quelques pays riches dont la population ne représente qu'une faible minorité de la population mondiale ont seuls accès au monde nouveau, formidable et terrifiant de la science et de la technologie ainsi qu'à un niveau de vie matériellement élevé pendant que la vaste majorité des gens vivent dans la privation et le besoin, coupés des possibilités d'un développement économique complet, mais qui cependant nourrissent des espérances et des aspirations au-delà de tout espoir de pouvoir les réaliser".



Conférence sur les ressources

À la suite d'ateliers de travail récemment tenus à Montebello Québec, et organisés par le Comité canadien des ministres des Ressources et l'Institut international, une conférence se tiendra du 4 au 6 novembre 1973, à Toronto. À cette occasion 600 personnes discuteront et lanceront des recommandations sur l'utilisation des ressources et l'environnement et l'éthique de la croissance.

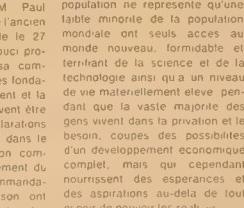
LESTER B. PEARSON 1897-1972

After retirement as Prime Minister, Lester Pearson served as Chairman of the World Bank's Commission on International Development, helping to prepare one of the most important public documents of our time, the 1969 report *Partners in Development*.

Après avoir abandonné le poste de premier ministre, Lester Pearson a été nommé président de la Commission d'études sur le développement international de la Banque mondiale. A ce titre il a contribué à la préparation en 1969 d'un des documents publics les plus importants de notre époque, le rapport *Partners in Development*.

Depuis la politique canadienne, M. Pearson a été l'un des grands responsables des progrès de la coopération au développement international. Il fut l'abordeur principal de la Commission d'étude de développement international de la Banque mondiale, qui a fait l'analyse de dix décennies de développement et mis devant une nouvelle stratégie de la coopération, puis devint le premier président du Bureau des Gouverneurs du Centre de recherches pour le développement international, dont il avait lui-même lancé l'idée lors d'un discours prononcé en 1967.

En juillet 1972, au moment où on lui décernait le Prix de l'Humanité Victor Gollancz à St. Martin-in-the-Fields (Londres), M. Pearson résumait dans ses mots sa pensée sur les problèmes que pose l'avènement d'une plus grande justice sociale: "Il ne peut y avoir ni paix, ni sécurité, rien que le désastre final, du moment que quelques pays riches dont la population ne représente qu'une faible minorité de la population mondiale ont seuls accès au monde nouveau, formidable et terrifiant de la science et de la technologie ainsi qu'à un niveau de vie matériellement élevé pendant que la vaste majorité des gens vivent dans la privation et le besoin, coupés des possibilités d'un développement économique complet, mais qui cependant nourrissent des espérances et des aspirations au-delà de tout espoir de pouvoir les réaliser".



Mr. Pearson addresses United Nations officials in 1969 during the presentation of the Jackson Report on UN technical assistance.

Photo: Robert Jackson



échos

Galal Magdi has been appointed Chief of Planning for CIDA's Francophone Africa Division. Born in Cairo, Mr. Magdi studied at the universities of Cairo, Lausanne and Geneva and holds degrees in social sciences, planning and political science. A career as administrator and economist led him from Cairo to Geneva, Abidjan and finally Montreal, where since 1968 he has been an economist with the metropolitan Montreal district of the federal Department of Manpower and Immigration. His duties at CIDA began in December.

Zambia. A graduate of the University of Ottawa and Laval, Mr. Chevrier joined CIDA in 1968.

M. James Douglas Graham a été nommé récemment au poste de premier Secrétaire (Développement) au Haut Commissariat du Canada à Kingston, en Jamaïque. M. Graham a enseigné en Ethiopie et en Malaisie et plus récemment a travaillé au Cameroun dans le domaine de la formation et de la supervision des enseignants et dans l'enseignement universitaire

Canadian training was put to good use back home by K. G. A. De Silva, who attended the Coady Institute's 1970 credit union course. He has helped bring to reality a plan to establish a credit council in each of Sri Lanka's government pay units — nearly 300 councils in all, offering a better way to handle family finances for almost 400,000 government employees. The new system, writes Mr. De Silva, "will afford relief in a large way to the low-paid indebted public servant in this country".

Bernard Chevrier, de la direction de l'Afrique du Commonwealth à l'ACDI, a été nommé Délégué Secrétaire (Développement) au Haut Commissariat du Canada à Lusaka, au Zambie. Diplôme de l'Université d'Ottawa et de l'Université Laval, M. Chevrier s'est joint à l'ACDI en 1968

École de Bordeaux Inauguration d'un nouveau centre

L'École internationale de Bordeaux, créée par l'Agence de coopération culturelle et technique en 1971, inaugure ce mois-ci son Centre des réalités du tiers-monde par un stage de six mois à l'intention de représentants d'institutions nationales ou internationales de développement.

Le Centre offre aussi des stages courts, des séminaires de quelques jours et des journées d'études portant sur des thèmes précis déterminés à l'avance.

MM. Grégoire Biron et Richard Beattie, respectivement des Directions de l'Afrique francophone et de l'Afrique du Commonwealth ont été choisis par l'ACDI pour assister à ce stage.

Le Centre des réalités du tiers-monde a pour but d'aider les cadres d'organismes nationaux ou internationaux à acquérir une meilleure compréhension des problèmes culturels, sociaux et économiques des pays en voie de développement. Le stage se compose de trois parties. La première est une initiation générale à la problématique du tiers-monde et du développement culturel, économique et social. La deuxième consiste en une étude régionale sur l'Afrique, l'Amérique du sud du Rio Grande et l'Asie. La dernière enfin porte sur les instruc-

tions des ministères du gouvernement de Sri Lanka, en tout, près de 300 unités offrant ainsi à près de 40 000 employés de la fonction publique la possibilité de mieux élaborer leur budget familial. Le nouveau système, écrit M. Da Silva, viendra grandement en aide aux fonctionnaires de ce pays, peu remunerés et endettés

M. James Douglas Graham a été nommé récemment au poste de premier Secrétaire (Développement) au Haut Commissariat du Canada à Kingston, en Jamaïque. M. Graham a enseigné en Ethiopie et en Malaisie et plus récemment a travaillé au Cameroun dans le domaine de la formation et de la supervision des enseignants et dans l'enseignement universitaire

M. R. G. A. H. Da Silva, qui a suivi les cours sur les coopératives offerts par l'Institut Coady en Nouvelle-Ecosse, en 1970, a su mettre à profit la formation reçue au Canada. En effet, de retour chez lui, il a aidé à mettre sur pied un plan établissant des caisses coopératives dans cha-

mens du développement et la connaissance des meilleures techniques, c'est-à-dire, l'économie et les problèmes de développement, les problèmes d'éducation et d'information, les problèmes juridiques et sanitaires etc.

Le Centre offre aussi des stages courts, des séminaires de quelques jours et des journées d'études portant sur des thèmes précis déterminés à l'avance.

Assistance au Nicaragua

Le séisme qui a frappé Managua venait à peine d'être connu que l'ACDI transmettait télégraphiquement \$50,000 au comté de la Croix Rouge internationale de Genève pour venir en aide aux sinistrés. Un avion militaire canadien s'est dirigé vers St Louis, au Missouri pour aider au transport de tentes et autre équipement vers la région frappée par le tremblement de terre. Des représentants canadiens ont visité le mois de janvier la capitale du Nicaragua qui doit bénéficier d'une aide canadienne supplémentaire.

DEVELOPMENT PROJECTS

What's new? CIDA has announced several projects recently in Africa, Asia and the Caribbean.

Trinidad and Tobago will set up a hotel school to teach food and beverage control, cooking and accounting, under the management of Toronto's Ryerson Polytechnical Institute until West Indian instructors are trained, assisted by a \$240,000 CIDA grant spread over two years.

Niger will benefit from low-cost power from Nigeria's Kainji Dam, sent through a 375-mile Kainji-to-Niamey transmission line and substations toward which CIDA has granted \$2 million to help meet engineering and other costs.

Tunisia will purchase Canadian airport maintenance equipment under a \$400,000 long-term loan agreement signed by Canadian Ambassador Henri Gaudreault and the director of Tunisia's international cooperation program, Ali Hadda.

India has been granted \$300,000 to cover Canadian participation in a study of the feasibility of developing copper deposits in Bihar State; and \$1.9 million for equipment to handle bulk shipments of fertilizer at Calcutta's Haldia dock has been added to a previous \$1.7 million loan for similar equipment at Kandla in Gujarat State.

MEETINGS IN OTTAWA

Dependence and Development in Africa is the theme of a Feb. 16-18 bilingual conference in Ottawa, presented by Carleton University's School of International Affairs and the Canadian Association of African Studies. Registration fee is \$10 (students \$2).

Participants, including many African, European and North American academics, will discuss such topics as colonialism, expatriates, mass communications, a Green Revolution for Africa, elites, multinational corporations, nationalization, foreign policy, revolution, peasants, power and productivity. Two workshops will be held on southern Africa, and Tanzania's Minister of Commerce and Industry, Amit Jamal, will give a public lecture on "Options for Development in Africa". For information write Prof. L. Mytelka, School of International Affairs, Carleton University, Ottawa K1S 5B6

Le Département de géographie de l'Université Carleton présente une série de conférences sur le développement social dans le

contact

Agence canadienne de développement international
1225 Queen St., Ottawa, Canada K1A OG4

1980/81
SERIALS DEPT.
LIBRARY
TO TORONTO
1981/82
SERIALS DEPT.
LIBRARY
TO TORONTO

1982/83
SERIALS DEPT.
LIBRARY
TO TORONTO

1983/84
SERIALS DEPT.
LIBRARY
TO TORONTO

1984/85
SERIALS DEPT.
LIBRARY
TO TORONTO

1985/86
SERIALS DEPT.
LIBRARY
TO TORONTO

1986/87
SERIALS DEPT.
LIBRARY
TO TORONTO

1987/88
SERIALS DEPT.
LIBRARY
TO TORONTO

1988/89
SERIALS DEPT.
LIBRARY
TO TORONTO

Rencontres sur le développement

Une conférence bilingue sur la "Dépendance et le développement en Afrique", présentée par l'École des Affaires internationales de l'Université Carleton et l'Association canadienne pour les études africaines se tiendra à Ottawa, du 16 au 18 février. Les participants à cette rencontre, dont des universitaires africains, européens et nord-américains discuteront de sujets aussi variés que le colonialisme, les communications, la révolution verte pour l'Afrique, la révolution productivité, etc... Les frais d'enregistrement sont de 10 dollars (\$2 pour étudiants). Deux ateliers de travail porteront sur l'Afrique australie et le ministre tanzanien du Commerce et de l'Industrie, Amir Jamal, prononcera un discours sur "Les alternatives de développement en Afrique". Pour plus d'information, contacter le professeur L. Mytelka, Ecole des affaires internationales, Université Carleton, Ottawa K1S 5B6

Le Département de géographie de l'Université Carleton présente une série de conférences sur le développement social dans le

White Bangladesh is rapidly rebuilding its economy, the day-to-day need for food aid remains urgent.

L'ACDI DANS LE MONDE

L'ACDI a, dans les dernières semaines, accepté de participer à plusieurs projets dans les Antilles, en Afrique et en Asie. Parmi ceux-ci on compte: La Trinité et Tobago vont créer une école hôtelière qui dispensera des cours sur l'approvisionnement, la conservation et l'utilisation des aliments et des boissons, l'art culinaire et la comptabilité. Administrée par l'Institut polytechnique Tyssen de Toronto, en attendant d'être prise en charge par des autochtones, l'école bénéficiera d'une subvention de \$24 000 de l'ACDI, établie sur deux ans.

Le Niger, grâce à la construction, entre Niamey et Kainji, au Nigeria, d'une ligne de transmission électrique de 375 milles et de ses sous-stations, pourra se procurer de l'électricité à bon compte. L'ACDI participe à ce projet par une subvention de \$2 millions pour couvrir les frais d'ingénierie et autres.

En Tunisie, l'ambassadeur du Canada, M. Henri Gaudreault, et le directeur du programme tunisien de coopération internationale, M. Ali Hadda ont signé un accord de prêt de \$400 000 qui permettra à la Tunisie de se procurer au Canada de l'équipement et du matériel d'entretenir d'aéroport.

Une subvention de \$300 000 a été accordée à l'Inde pour défrayer le coût de la participation canadienne à l'étude de la faisabilité de la mise en valeur de gisements de cuivre, dans le sud de l'Etat du Bihar. D'autre part, des fonds supplémentaires de \$1.9 million ont été ajoutés à un prêt à long terme pour l'achat d'équipement pour la manutention en vrac des engrangis à la jetée Haldia du port de Calcutta. Le premier prêt, de \$1.7 million, avait été consenti pour des travaux d'installation portuaire à Kandla, dans l'Etat du Gujarat.

(see next page)

"CIDA must be imaginative and must not be afraid to innovate and to change radically, if necessary," to meet the Second Development Decade's challenges, says President Paul Gérin-Lajoie. In his second Annual Message, entitled "No room for routine", Mr. Gérin-Lajoie says that even if the developing countries achieve an economic growth of six per cent yearly during the present decade, there is no assurance the quality of life for more than two billion human beings will be improved. "Re-

DATES C 55

CIDA ACDI contact

Canadian International Development Agency

Agence canadienne de développement international

FEBRUARY / FÉVRIER 1973

Bannir la routine

"L'ACDI doit faire preuve d'imagination et ne pas craindre d'innover et d'apporter des modifications radicales à ses perspectives, à ses formes d'action et à ses programmes pour relever les défis de la Seconde décennie du développement," a déclaré le président de l'ACDI, M. Paul Gérin-Lajoie.

Dans son second message annuel intitulé "Bannir la routine", le président déclare que "même si l'on atteignait, durant la présente décennie, une croissance économique de 6% pour les pays en voie de développement, rien ne nous assure que l'on aura réussi à augmenter la qualité de la vie de deux milliards d'êtres humains. Les réformes que beau- coup de gens reclament, devien- dront réalité si nous parvenons à modifier la pensée et les postu- lats qui motivent actuellement notre participation à l'entreprise du développement international. Il devient impératif de bannir en 1973 les assises des sociétés que nous désirons voir émerger à la fin de cette décennie."

L'ACDI devra se préciser dès 1973 une stratégie des années 1975-1980. Des groupes d'analyse sont déjà à la tâche pour

élaborer la stratégie pour l'an- née 1980. Ces groupes sont nommés: "Stratégie pour l'avenir" (voir au verso)

Le manque de précipitations a durablement touché les récoltes de décembre dans le Bangla-Desh, a déclaré un groupe d'experts parraîne par les Nations unies, et les moissons sont moins importantes que la normale. Le groupe prévoit aussi que le Bangla-Desh devra importer 2.5 millions de tonnes de céréales en 1973, soit seulement 300 000 tonnes de moins que ce qui a été fourni lors de la campagne de secours d'urgence de 1972.

Wheat for Bangladesh

Canada will provide Bangladesh with 100,000 tons of wheat valued at \$13 million during February and March to help meet a critical and immediate need for food grains.

The Canadian announcement came soon after an international appeal by UN Secretary General Kurt Waldheim for donation of 1.7 million tons in 1973. At least 700,000 tons are required early this year, according to Mr. Waldheim.

Anormally low rainfalls have hit December crops in Bangladesh very hard, a UN-sponsored survey team has reported, and below-normal returns are expected. The team estimates that Bangladesh will need 2.5 million tons of foodgrain imports in 1973, only 300,000 tons less than provided in the massive 1972 relief effort.

Aide alimentaire au Bangla-Desh

Le Canada fournit au Bangla-Desh, en février et mars, 100 000 tonnes de blé d'une valeur de 13 millions de dollars pour répondre aux besoins urgents du pays en céréales.

L'annonce du gouvernement canadien est venue l'après l'appel lancé par le Secrétaire général des Nations unies, M. Kurt Waldheim pour que les pays donateurs, fournis, en 1973, 1.7 million de tonnes de céréales au Bangla-Desh. Au moins 700 000 tonnes de céréales seront nécessaires au pays au début de cette année, a dit M. Waldheim.

Le manque de précipitations a durablement touché les récoltes de décembre dans le Bangla-Desh, a déclaré un groupe d'experts parraîne par les Nations unies, et les moissons sont moins importantes que la normale. Le groupe prévoit aussi que le Bangla-Desh devra importer 2.5 millions de tonnes de céréales en 1973, soit seulement 300 000 tonnes de moins que ce qui a été fourni lors de la campagne de secours d'urgence de 1972.

Canada helps Managua recover

Canada will provide Nicaragua with \$1.6 million in food, equipment and services for relief and reconstruction. Special measures have been taken to deliver the food and equipment as quickly as possible.

After the December 22 earthquake that destroyed some 40 downtown blocks of Managua, CIDA granted \$50,000 through the Canadian Red Cross and a CAF aircraft helped ferry relief supplies. Now Canada will provide up to \$1 million in food. Make-up and delivery of the food-aid package will depend on Nicaragua's needs and contributions from other donors.

Among Canadian agencies collecting funds for relief and reconstruction work in Managua are the Canadian Red Cross; CARE Nicaraguan Earthquake Fund, 63 Sparks St., Ottawa K1P 5A6; the Mennonite Central Committee, 201-1483 Pembina Highway, Winnipeg; and Oxfam Managua Rehabilitation Fund, Box 5454, Station F, Ottawa.

No room for routine

(from front page)

forms requested by many people will become a reality only if we manage to modify the thinking and the assumptions behind our present participation in international development. It becomes imperative to build in 1973 the foundations of the societies we wish to see emerging at the end of this decade".

CIDA must, in 1973, devise a strategy for the years 1975-80. Special study groups are already looking at sectors where "our own interests coincide with the particular interests of the people to whom we offer our cooperation. Sectors of divergence will also be examined". CIDA will also "broaden and deepen its dialogue and its relations with the Canadian government departments responsible for such other policy sectors as trade, public finance, external affairs, immigration and also regional economic development".

During 1972, CIDA concentrated upon encouraging innovative activities to increase the impact of its programs; on giving all programs a social orientation; on evaluating participation in the educational sector and revising technical assistance; and on en-

Jinotepe, 25 miles south, the only sizeable one still intact in the area. They will house emergency staff and accommodate extra supplies needed.

Canadian officials visited Managua to coordinate relief efforts early in January, and a team of CIDA consultants has gone there to study a Nicaraguan proposal to use the 9 million cubic yards of rubble from the devastated city for possible new harbor facilities. This scheme or alternative ideas would also help provide jobs for the tens of thousands left without work.

Among Canadian agencies collecting funds for relief and reconstruction work in Managua are the Canadian Red Cross; CARE Nicaraguan Earthquake Fund, 63 Sparks St., Ottawa K1P 5A6; the Mennonite Central Committee, 201-1483 Pembina Highway, Winnipeg; and Oxfam Managua Rehabilitation Fund, Box 5454, Station F, Ottawa.

suring a strong presence in the international community.

A time of "consultation and communication", 1972 saw CIDA bring together at Val-David, Que., representatives of developing countries, international agencies and other Canadian government departments in an "international consultation". This experience in listening permitted CIDA "to identify major prerequisites for genuine international cooperation: innovation; sufficient flexibility to permit risk-taking; the coordination of aid and trade policies; the identification of tools or methods through which administrators can produce needed changes within the present system; and despite the importance of GNP figures, a continual recognition of the need to focus attention on people".

"Re-thinking during 1971 and 1972", says Mr. Gérin-Lajoie, recently led CIDA to establish two task forces. One is studying the societal dimension of development "to help us formulate more humane criteria for acceptance or rejection of projects". Another is formulating program and policy guidelines for aid to the least-developed countries, "of which there are not necessarily only 25 as suggested by the United Nations".

No Room for Routine is available in booklet form in English, French and Spanish from CIDA's Information Division.

contact

is produced by the Information Division of the Communications Branch, Canadian International Development Agency, under the authority of the Honorable Mitchell Sharp, Secretary of State for External Affairs.

Ottawa, February 1973

(Photo Montreal Engineering Co Ltd)

Supervising M.S.R. Sarma was hired to manage the construction of the Radebeul Nuclear Power Plant "overseas" by RAPP, financed partly by an \$85.5 million loan from Canada's Export Development Corporation, uses Canadian and Indian uranium

Le surintendant M.S.R. Sarma a été porté en Irak lors de la mise en marche de la centrale nucléaire de Radebeul. La construction a été financée en partie par un prêt de \$85.5 millions de la Société pour l'exportation, utilisant l'uranium canadien et indien

Bannir la routine

(suite de la première page)

determiner les secteurs ou nos intérêts particuliers nous amènent à nous associer avec certains ministères ou diverses organisations. Les secteurs qui convergent seront également examinés. L'ACDI se propose aussi d'étendre et d'approfondir son dialogue et ses relations avec les ministères responsables d'autres secteurs de la politique canadienne, comme le commerce, les finances publiques, les affaires extérieures, l'immigration et aussi le développement économique régional".

En 1972, l'ACDI a voulu "lire le résultat maximum de ses programmes en favorisant l'innovation dans les travaux destinés aux moyens de créer une orientation sociale à tous ses programmes; évaluer sa participation dans le secteur de l'éducation et reviser ainsi son assistance technique et assurer une présence au sein de la communauté internationale".

Sous le signe de la communication et de la consultation, l'année 1972 a vu l'ACDI réunir en une "rencontre internationale", à Val-David, au Québec, des personnalités de pays en voie de développement et d'agences internationales, en compagnie de représentants de la commu-

nauté canadienne et de divers ministères du gouvernement du Canada. "Cette expérience vécue a permis à l'ACDI d'identifier assez clairement certains pôles d'une coopération internationale authentique: l'innovation; la capacité de prendre des risques, la coordination des pratiques d'aide et de commerce; la nécessité, pour des administrateurs, de chercher et de trouver les moyens de transformer par l'intérieur le système actuel; l'attention à porter aux citoyens des zones défavorisées en évitant l'avènement maladroit du 'PNB'-isme".

M. Gérin-Lajoie a encore déclaré qu'à la suite de la réflexion poursuivie en 1971 et 1972, "nous avons récemment mis sur pied deux groupes de travail particuliers. Le premier, un groupe d'étude, vise à identifier les partenaires internationaux et développer une collaboration qui nous permettrait de compléter nos critères d'accueil ou de refus de certains projets. Le second un groupe d'action, met en place les éléments d'une opération spécifique pour 1973 en laveau des pays les moins avancés dont le nombre, incidentement, ne doit pas être rigoureusement restreint au chiffre 25 proposé par les Nations unies".

"Re-thinking during 1971 and 1972", says Mr. Gérin-Lajoie, recently led CIDA to establish two task forces. One is studying the societal dimension of development "to help us formulate more humane criteria for acceptance or rejection of projects". Another is formulating program and policy guidelines for aid to the least-developed countries, "of which there are not necessarily only 25 as suggested by the United Nations".

No Room for Routine is available in booklet form in English, French and Spanish from CIDA's Information Division.

Ottawa, Février 1973

SOUDAN

L'accord d'Addis Abeba, signé en mars 1972, a marqué la fin d'une querelle civile qui durait depuis dix-sept ans et a ramené la paix au Soudan du sud. Depuis un an, l'effort de secours coordonné par le HCR, Commissaire des Nations unies pour les réfugiés, et appuyé par le Canada, permet aux quelques 500 000 personnes déplacées et 180 000 réfugiés de rentrer chez eux et de commencer les travaux de reconstruction

After 17 years of civil conflict, the March 1972 Addis Ababa agreement brought peace to southern Sudan. A year-long international relief effort, co-ordinated by the United Nations High Commissioner for Refugees and supported partly by Canada, is helping 500,000 displaced persons and 180,000 refugees return and begin again.

A la suite du tremblement de terre qui a détruit quelque 40 pâtes de maisons du centre de Managua, le 22 décembre dernier, l'ACDI a envoyé une subvention de \$50 000 à la Croix-Rouge canadienne. De plus un avion des Forces armées canadiennes a été utilisé pour transporter à Managua du matériel de secours. Le Canada fournit maintenant jusqu'à 1 million de dollars en aliments

Etant donné que le séisme a détruit environ la moitié du matériel de lutte contre l'incendie de la ville de Managua, l'ACDI fournit aussi trois pompiers à incendie et des pièces de rechange de même que pour environ \$100 000 de matériel divers de protection contre l'incendie.

Le seul hôpital d'importance laissé intact par le séisme est celui de Jinotepe, à 25 miles au sud de Managua, qui compte 250 lits. L'ACDI fournit deux bâtiments préfabriqués pour loger le personnel additionnel de l'hôpital engagé après le séisme et deux entrepôts pour abriter le matériel de secours.

Au début de janvier, des représentants du gouvernement canadien se sont rendus à Managua et ont discuté avec les autorités du Nicaragua pour coordonner les opérations de secours d'urgence. Une équipe d'experts-conseils de l'ACDI étudie présentement sur place un projet du gouvernement nicaraguayen d'utiliser les 9 millions de verges cubes de débris de la ville pour construire de nouvelles installations portuaires. Ce projet, ou celui que l'on adoptera à la suite des études, aidera de plus à fournir de l'emploi aux dizaines de milliers de personnes laissées sans travail par la catastrophe.

Parmi les Agences canadiennes qui se chargent de recueillir des fonds pour les sinistres de Managua on compte la Croix-Rouge canadienne, CARE, Nicaraguan Earthquake Fund, 63 rue Sparks Ottawa, K1P 5A6, le Mennonite Central Committee, 201-1483 Pembina Highway, Winnipeg, et Oxfam Managua Rehabilitation Fund, B.P. 5454, Station F Ottawa.

On a fait pour aider les sinistres de Managua, au centre du delta du Mékong L'étape initiale du projet comprend la construction d'une clinique-école à Long Xuyen, capitale de la province, et de deux autres centres moins importants à Thot Nai et à Cho Moi. Les trois bâtiments devraient être terminés



Secours d'urgence au Nicaragua

Le Canada fournit au Nicaragua 1.6 million de dollars en aide alimentaire, équipements et services pour appuyer les opérations de secours et de reconstruction. Des mesures spéciales ont été prises pour assurer la livraison de la nourriture et de l'équipement dans les plus brefs délais.

A la suite du tremblement de terre qui a détruit quelque 40 pâtes de maisons du centre de Managua, le 22 décembre dernier, l'ACDI a envoyé une subvention de \$50 000 à la Croix-Rouge canadienne. De plus un avion des Forces armées canadiennes a été utilisé pour transporter à Managua du matériel de secours. Le Canada fournit maintenant jusqu'à 1 million de dollars en aliments

Etant donné que le séisme a détruit environ la moitié du matériel de lutte contre l'incendie de la ville de Managua, l'ACDI fournit aussi trois pompiers à incendie et des pièces de rechange de même que pour environ \$100 000 de matériel divers de protection contre l'incendie.

Le seul hôpital d'importance laissé intact par le séisme est celui de Jinotepe, à 25 miles au sud de Managua, qui compte 250 lits. L'ACDI fournit deux bâtiments préfabriqués pour loger le personnel additionnel de l'hôpital engagé après le séisme et deux entrepôts pour abriter le matériel de secours.

Au début de janvier, des représentants du gouvernement canadien se sont rendus à Managua et ont discuté avec les autorités du Nicaragua pour coordonner les opérations de secours d'urgence. Une équipe d'experts-conseils de l'ACDI étudie présentement sur place un projet du gouvernement nicaraguayen d'utiliser les 9 millions de verges cubes de débris de la ville pour construire de nouvelles installations portuaires. Ce projet, ou celui que l'on adoptera à la suite des études, aidera de plus à fournir de l'emploi aux dizaines de milliers de personnes laissées sans travail par la catastrophe.

Parmi les Agences canadiennes qui se chargent de recueillir des fonds pour les sinistres de Managua on compte la Croix-Rouge canadienne, CARE, Nicaraguan Earthquake Fund, 63 rue Sparks Ottawa, K1P 5A6, le Mennonite Central Committee, 201-1483 Pembina Highway, Winnipeg, et Oxfam Managua Rehabilitation Fund, B.P. 5454, Station F Ottawa.

On a fait pour aider les sinistres de Managua, au centre du delta du Mékong L'étape initiale du projet comprend la construction d'une clinique-école à Long Xuyen, capitale de la province, et de deux autres centres moins importants à Thot Nai et à Cho Moi. Les trois bâtiments devraient être terminés



BILAN DU CRDI

Au 31 décembre 1972, le Centre de recherches pour le développement international avait engagé 11.1 millions de dollars pour le financement de 23 projets dans 60 pays. Un bon nombre de ces projets demandent des recherches sur le manioc ou le sorgho, par exemple, sont liés dans une sorte de réseau couvrant l'Afrique, l'Asie latine, l'Afrique et l'Asie.

Pendant les neuf mois qui ont suivi, 11 nouveaux projets ont été ajoutés au bilan. Au total, 24 projets sont maintenant en cours de développement, portant à 21 projets le nombre de projets étudiés et appuyés par le CRDI. (voir Contact no 11), les fonds accordés à des projets de recherches dans les pays en voie de développement ont atteint 19.1 millions de dollars pour le rapport annuel 1971-1972. Le CRDI, (voir Contact no 11), a occupé pour sa part de 21 projets comprenant plusieurs études sur la migration et le développement régional, surtout en Asie. Les nouveaux projets subventionnés par la Direction des Sciences de l'information vont à l'aide à l'aménagement de services de vulgarisation industrielle en Asie du Sud-Est, à la mise sur pied d'un centre d'information sur le manioc en Amérique latine et des milliers de documents traitant de cet arbre-sous tropical seront recueillis et catalogués.

Seulement quelques experts-conseils, qui jouissent de contrats à long terme avec le Centre, travaillent à ces projets, puisque le CRDI est intéressé à former par l'expérience et le travail pratique des chercheurs, organismes des pays en voie de développement, à intégrer des projets de recherche dans les domaines de l'agriculture, de la sylviculture et de la pisciculture.

En plus des 31 projets relevant

IDRC WORK GROWS

Up to December 31, 1972 the International Development Research Centre had approved for funding 84 projects for a total commitment of \$11.1 million. These projects are spread around some 60 countries, but many — such as research on cassava, sorghum and other crops — are linked in a network of research spanning Latin America, Africa and Asia.

In the nine months following the period covered by the IDRC Annual Report (see Contact No. 11), funds approved for research projects in developing countries have trebled. Dr. David Hodder, IDRC President, said recently: "The first months after the Centre was launched in late 1970 were spent in setting the directions. It should face in its work now. In these last seven months, we have really been picking up momentum".

A particular focus is upon supporting research designed to benefit rural peoples living in the developing countries. For instance, more than \$3 million has been approved for projects in Africa, mostly in agriculture, forestry and fisheries. Besides the 31 projects de-

Assistance to

Vietnam du Sud

Les deux premiers membres d'une délégation pour l'assistance au Vietnam du Sud sont arrivés au Vietnam du Sud où ils lancent le programme de formation en sciences et techniques pour l'agriculture et l'éducation. Le Canada a aussi fourni de l'aide alimentaire et d'autres secours d'urgence.

'Echange-Canada-Exchange' est le titre d'une nouvelle revue publiée trois fois par année par le Bureau canadien de l'éducation internationale. On y trouve de courts articles sur des projets innovateurs dans le domaine de l'éducation internationale et multiculturelle. L'accent est mis sur les idées et les programmes canadiens. On peut l'obtenir au bureau de l'organisation 151 Rue Slater, Bureau 408, Ottawa K1P 5H3.

Colleagues and friends gathered recently to bid farewell to J. C. Lovat-Fraser, retiring after years of service as CIDA's equipment specialist. In photo at right, Mr. Lovat-Fraser is shown with his daughter Linda, and at left, CIDA President Paul Gerin-Lajoie.



Tim Thompson

Tim Thompson has joined CARE's staff as Assistant Director in India, where he will supervise programs including construction of warehouses and processing plants needed for the agency's large-scale provision of food to



preschool and primary children. A native of Toronto, he taught from 1956 to 1958 in Bolivia then served at CUSO headquarters in Ottawa.

Pierre J. Beemans took up new duties in January as First Secretary (Development) with the Canadian Embassy in Lima, Peru. Formerly Latin America Program Director for CUSO, he is the third CIDA staff member posted to Latin America, the others being Bernard Darnell (Brazil) and Murray Essemont (Colombia).

échos

M. J.C. Lovat-Fraser, qui l'on voit ici en compagnie de sa fille Linda et du président de l'ACDI M. Paul Gerin-Lajoie, lors d'une réception donnée en son honneur vient de prendre sa retraite après de nombreuses années de service à l'Agence à titre de spécialiste de l'équipement en matériel, la Direction des ingénieries.

Pierre J. Beemans est devenu, en janvier, premier Secrétaire (Développement) de l'ambassade du Canada à Lima. Ancien directeur du programme du SUCO en Amérique latine, M. Beemans est le troisième membre de l'ACDI à travailler en Amérique latine. En effet, M. Bernard Darnell est présentement au Brésil et M. Murray Essemont en Colombie.

En Turquie Expansion du réseau de télécommunication

L'ACDI a consenti à la Turquie un prêt d'aide au développement de \$9,65 millions et la Société pour l'expansion des exportations des prêts d'un total de \$26,15 millions pour l'expansion et la modernisation du réseau téléphonique de ce pays.

L'Assistance canadienne s'inscrit dans le cadre d'un plan quinquennal d'expansion du réseau téléphonique turc, établi de 1972 à 1977, et d'un coût global de \$60 millions. Ce second plan prévoit l'installation de 300 000 lignes et appareils téléphoniques et de matériel de communication.

L'ACDI avait déjà fourni à la Turquie dans le cadre de son premier plan quinquennal pour l'assistance au renouvellement et au renforcement du système de communication des subventions de \$4,13 millions et la Société pour l'expansion des exportations avait consenti des prêts de l'ordre de \$26,37 millions en support de ce plan.

En vertu du premier plan, la compagnie Northern Electric Limited, de Montréal, collabore à la construction et à la distribution en équipement d'une usine de fabrication d'Urmanje. Le matériel de communication, les cables, ainsi que les appareils téléphoniques fournis pendant le second plan seront fabriqués en partie au Canada par la Northern Electric, puis livrés à l'usine d'Urmanje.

LEARNER CENTRE CONTACTS

Voluntary groups working to establish cross-cultural learner centres in communities across Canada were listed here in November, along with people to contact. If you want to take part, these changes or additions might be noted.

Centres d'apprentissage interculturel

Nous avons publié dans le numéro de novembre, une liste de groupes bénévoles travaillant à mettre sur pied des Centres d'apprentissage interculturel à travers le Canada ainsi que les noms

VANCOUVER — Mr. Des Adams, Vancouver Cross-Cultural Learner Centre, 3127 West 8th Ave., Vancouver 8, B.C. (732-5901)

CALGARY — Ms. Carol Sherwood, Calgary Development Centre, Mount Royal College, 4825 Richard Rd., Calgary, Alta. (242-4741)

EDMONTON — Mr. Larry Derkach, Edmonton Resource Centre, Box 7065, Station M, Edmonton, Alta. (424-6581)

LONDON — Mr. Don Simpson, Office for International Education, University of Western Ontario, London, Ont. (673-2666)

HAMILTON — Ms. Louise Stafford, SHAIR, 19 MacNab St., South, Hamilton, Ont. (528-8316)

TORONTO — Mr. Howard Sinclair-Jones, Cross-Cultural Communications Centre, 1079 Bloor St. West, Toronto, Ont. (537-2222)

MONTREAL — Mr. Clarence Bayne, National Black Coalition, Institute of Research, P.O. Box 1610 Sherbrooke St. West, Montreal, P.Q. (831-2579)

BALIFOUT (St. Mary's University) — Mrs. Ruth Hafta, R.R. 1, Boutlier's Point, Halifax Co., N.S. (422-7331)

Vietnam public health

Dr. Michel Jutras et Arthur Ludwick de Montréal, les deux premiers membres d'un sixième personnel médical, sont arrivés récemment au Vietnam pour débuter un programme de formation en médecine au profit de l'Institut national de santé publique du Vietnam. Le programme, financé par l'ACDI, vise à former des travailleurs de la santé dans la province de An Giang, dans le delta du Mékong.

Le programme, financé par l'ACDI, vise à former des travailleurs de la santé dans la province de An Giang, dans le delta du Mékong. Le programme, financé par l'ACDI, vise à former des travailleurs de la santé dans la province de An Giang, dans le delta du Mékong. Le programme, financé par l'ACDI, vise à former des travailleurs de la santé dans la province de An Giang, dans le delta du Mékong.



CHIEN & C55

Claude Jasster (droite), Canadian Executive Director to the World Bank, recently signed for Canada agreements launching a \$70 million project to Improve the East African ports of Tanga, Dar es Salaam and Mombasa, through cooperation between the East African Community, the World Bank, and Canada.

Sensibilisation du public

Les fins et les débuts d'année sont souvent le moment propice pour dresser des bilans et repenser son orientation. Après plus d'un an de fonctionnement, le Programme de sensibilisation au développement international, mis sur pied dans la Direction des organisations non gouvernementales, est maintenant parvenu à sa phase d'évaluation.

Le programme a été mis en place pour appuyer des projets locaux.

De ces modes d'allocation seul le premier groupe a finalement été utilisé.

De façon générale l'ACDI pouvait subventionner jusqu'à 50% du coût total d'un projet approuvé.

A la fin du mois de novembre 1972, le Programme avait permis de collaborer à 113 projets mis sur pied dans des organisations non gouvernementales et des groupes communautaires à travers tout le Canada. Parmi ces projets, 40 étaient relatifs à la tenue de conférences, séminaires, ateliers de travail portant sur le développement et la planification de programmes à long terme, 18 s'adressant de différentes façons aux écoles et aux enseignants, 17 contribuant aux activités de centres locaux ou régionaux engagés dans le développement et 13 encourageant des échanges directs entre Canadiens et groupes autochtones de pays en voie de développement. Parmi les autres projets on compte des activités aussi variées que la fourniture de matériel documentaire et de formations aux groupes de développement international.

Le budget alloué à ce programme, d'un montant de \$1,5 million, était destiné à appuyer et encourager en premier lieu les efforts locaux et particulièrement ceux entrepris par la jeunesse. Les modes d'allocation prévus étaient les suivants:

- subventions d'appoint directes à des organismes pour des projets spécifiques;
- fourniture de matériel spécialisée dans le but d'aider aux initiatives locales firms, leulst d'information, services de conférenciers, etc.

Plusieurs milliers de Canadiens ont été ainsi engagés directement dans des programmes de développement et parmi eux se trouvent de nombreux groupes de personnes dont l'action aura un effet multiplicateur important sur le milieu.

contact

Canadian International Development Agency

Agence canadienne de
développement international

MARCH / MARS 1973

Niger River finally conquered



The first barge to go up the Niger River.
La première barge à remonter le fleuve dans l'histoire du Niger.

Jecl. Its objective is to provide Niger with an access route to the Atlantic Ocean.

Le fleuve Niger enfin vaincu

Le fleuve Niger a été, enfin, vaincu. Pour la première fois dans l'histoire du Niger, un remorqueur et trois barges, de fabrication canadienne, ont relié le Niger à l'océan. Cette flottille a quitté Port-Harcourt, le 28 novembre dernier, pour arriver à Gaya, au Niger, le 16 janvier. Il a fallu sauter les rapides de Baijibo que d'aucuns disaient infranchissables. Le remorqueur et les barges transportaient 1,200 tonnes de produits pétroliers.

Le remorqueur et les barges transportaient 1,200 tonnes de produits pétroliers. Quelques jours seulement après avoir atteint Gaya, la mini-flottille prenait le chemin du retour vers Warri, au Nigeria, avec du bétail et des produits agricoles nigériens. La navigation fluviale du Niger est un projet réalisé par

l'ACDI et avait pour but de donner au Niger un accès à l'océan.

Assistance au Vietnam

Le Secrétaire d'Etat des Affaires étrangères, M. Mitchell Sharp, a déclaré récemment que le Canada pourrait fournir des secours ou participer aux travaux de reconstruction au Vietnam du Nord et du Sud.

"Le Gouvernement ne sait pas encore quel rôle on pourra demander au Canada de jouer, nous ne savons pas non plus comment un programme cana-

(voir au verso)

Canada may help South and North Vietnam

Canada may provide relief and reconstruction assistance for both South and North Vietnam, Hon. Mitchell Sharp, Secretary of State for External Affairs, said recently.

"The Government does not yet know what may be asked of us, nor how a larger Canadian program may relate to the efforts of other countries and international agencies. We will have to find the answers to these questions as Vietnam returns to conditions in which aid can be effec-

tive. As always, we will offer to do what we are best able to do."

At the present time a review of the Canadian aid role in Indochina is underway. This includes possible Canadian assistance for long-term development projects as well as emergency relief and reconstruction assistance.

Canada's current assistance program for South Vietnam has focused on medical and social

(see next page)

Several senior CIDA officers have been given new assignments. Guy Dorval, Country Program Manager for Algeria and Morocco, Francophone Africa Division, has been appointed Director, Manpower Resources Division. Effective March 1, he replaces D. Mayer who has been named Country Program Manager, Caribbean Division. Karl Johansen has been appointed Acting Bilateral Programs Adviser. He will be replaced as Chief Planning Officer for Commonwealth Africa by J.A. Copland, who was formerly Chief Planning Officer for Asia Division.



John Copland, left, and Doug Mayer take time out from their new duties to discuss an article published in CIDA's magazine, COOPERATION CANADA. Karl Johansen and Guy Dorval were tied up at meetings when this photo was taken.

Clement F. Hobbs, 46, has been appointed Vice-President of Administration for CIDA.



Clement F. Hobbs

In the newly-created post, Mr. Hobbs will be responsible for financial, organizational and personnel management, operational audit, legal services, general administration and security services.

Prior to joining CIDA, Mr. Hobbs was Director General of Engineering and Technical Services for the Canada Post Office. He was appointed to that position in 1969 after having served for three years Director of Operational Research for the Post Office.

Mr. Hobbs, a registered Professional Engineer of Ontario, was previously with the Inspection Services of the Department of National Defence and the Army Equipment Engineering Establishment.

Born in London, England, Mr. Hobbs served with the British Army, with the Medical Research Council and the International Refugee Organization before coming to Canada in 1955.

Advisers withdrawn

All remaining Canadian advisers were withdrawn from Uganda last month. Most of the CIDA workers were teachers, professors, farmers and fisheries experts. All CIDA volunteers in the country have also left.

In recent months, many of CIDA advisers had left Uganda of their own volition because they could no longer function properly. The expulsion of large numbers of Canadian professional and skilled workers had created difficulties

échos

En 1966, M. Hobbs a été nommé Directeur des recherches opérationnelles au ministère des Postes et, en 1969, Directeur général du génie et des services techniques.

Boursier de l'U.K. Institute of Statisticians et de la Royal Statistical Society, M. Hobbs est titulaire d'un baccalauréat en sciences de l'Université de Londres et ingénieur professionnel inscrit en Ontario.

M. John Copland, à gauche, et M. Doug Mayer que l'on voit ici discutent d'un article publié dans COOPERATION CANADA. Karl Johansen et Guy Dorval étaient occupés à des réunions à l'heure où cette photo a été prise.

M. Guy Dorval a été nommé directeur de la Direction du Recrutement des conseillers. Il a obtenu son nouveau poste le 1er mars dernier. Auparavant il était administrateur de programmes Algérie et Maroc.

M. Hobbs a été Directeur général du génie et des services techniques au ministère des Postes avant de se joindre à l'ACDI. Dans ce poste nouvellement créé, M. Hobbs sera chargé de l'administration des finances et du personnel, de l'amélioration de la gestion, de la vérification des opérations, du service juridique, de l'administration générale et de la sécurité.

Ottawa — M. Clement F. Hobbs, 46 ans, vient d'être nommé au poste de vice-président administratif de l'Agence canadienne de développement international.

M. Hobbs a été Directeur général du génie et des services techniques au ministère des Postes avant de se joindre à l'ACDI. Dans ce poste nouvellement créé, M. Hobbs sera chargé de l'administration des finances et du personnel, de l'amélioration de la gestion, de la vérification des opérations, du service juridique, de l'administration générale et de la sécurité.

Né à Londres, M. Hobbs a servi dans l'armée britannique et a travaillé au Centre de recherches médicales et pour le compte de l'Organisation internationale pour les réfugiés avant de venir au Canada en 1955.

Il s'est joint au Service d'inspection du Ministère de la Défense nationale et, par la suite, à l'Établissement des études du matériel de l'armée et de l'immigration du Canada.



Mrs. Joan A. Ali Khan vient d'être nommée agent supérieur des programmes dans la section des institutions et des programmes de la Direction des programmes multiples de l'ACDI. Madame Khan, qui a enseigné à l'Université Lakehead de Thunder Bay, Ontario, avait précédemment travaillé au ministère des Affaires étrangères ainsi qu'au ministère de la Main d'œuvre et de l'immigration du Canada.

for CIDA advisers in carrying out their assignments. However, Canada is continuing assistance to Uganda in other ways, mainly by providing training in Canada for Ugandans.

IDB CREDITS

Credits of \$25 million for the Industrial Development Bank of India and \$3 million for the Bangladesh Small Industries Corporation, to help develop labor-intensive small industries in the sub-continent, were announced in January by the International Development Association, a World Bank affiliate.

Coopérants canadiens retirés d'Ouganda

Tous les conseillers canadiens restants en Ouganda ont été rappelés au Canada le mois dernier. La plupart des coopérants canadiens travaillent comme conseillers en agriculture et en pêche. Les volontaires du SUCO ont aussi quitté le pays.

Dans les derniers mois, plusieurs des conseillers de l'ACDI avaient quitté l'Ouganda de leur propre chef parce qu'ils ne pouvaient plus accompagner leur travail de façon satisfaisante. L'expulsion d'un grand nombre de professionnels et d'ouvriers spécialisés asiatiques rendait difficile aux conseillers canadiens l'accomplissement de leur tâche.

Toutefois, la Canada poursuit son programme d'aide à l'Ouganda, surtout en fournissant aux Ougandais des bourses leur permettant de poursuivre leurs études au Canada.

Bamako conference

Marc Baudouin, CIDA's Vice-President for Special Programs, headed the Canadian delegation to a conference in Bamako, Mali, from February 14 to 18 organized by the Agence de Coopération Culturelle et Technique. Purpose of the meeting was to study ways the agency might facilitate cooperation between members of the Third World. Quebec was represented at the meeting by Yves Michaud, Commissioner General for Cooperation in the Quebec Department of Intergovernmental Affairs.



WANTED: A used DC-3

If you have a second-hand DC-3 you don't need, CIDA might be interested in taking it off your hands. CIDA needs the plane for a civil aviation project now underway in Senegal, Mali and Mauritania. The Agency is prepared to spend about \$50,000 for the plane and spare parts.

The DC-3 will see varied service. First, it will be loaned to Air

Senegal until the new DHC 6 Ihat is ready. Then Senegal has ordered from United Aircraft. The Senegalese company will pay all operating costs for as long as the DC-3 is in service.

The DC-3 will next be used for a civil aviation project in West Africa. It will be mainly used to transport equipment and personnel.

Finally, the plane will be turned over to authorities in Zaire, Nigeria, to be used to train pilots and technicians. The Nigerian Civil Aviation Training Centre, a bilingual training school, was founded in 1965 by the Government of Nigeria and the International Civil Aviation Organization.

ACCT Conférence à Bamako

Le vice-président aux programmes spéciaux de l'ACDI, M. Marc Baudouin, a dirigé la délégation canadienne à la Conférence organisée par l'Agence de coopération culturelle et technique à Bamako, au Mali, du 14 au 18 février dernier. Le but de cette rencontre était la recherche de moyens, pour l'ACCT, de faciliter la coopération entre les différents pays du Tiers-Monde. Le gouvernement du Québec était représenté à cette rencontre par le Commissaire général à la coopération du ministère des Affaires intergouvernementales du Québec, M. Yves Michaud.

C'est actuellement la saison active d'Aïr Séénégal, dont le parc aérien est démunie. La Compagnie sénégalaise assumera tous les frais d'exploitation de l'appareil durant toute la période où elle l'utilisera.

A la livraison des DCH 6, le DC 3 sera utilisé pour aider à l'implantation du projet d'aviation civile en Afrique occidentale. Il servira au transport du personnel et de l'équipement.

A la fin du projet l'avion sera remis à l'école de Zaria, au Nigeria, à moins que l'extension du projet à d'autres pays n'en retardera la livraison, et servira à breveter les pilotes et mécaniciens de l'école.

Le "Nigerian Civil Aviation Training Centre," école à vocation bilingue à Zaria, au Nigeria, a été créée en 1965 par le gouvernement du Nigeria en coopération avec l'Organisation de l'Aviation civile (OACI).

Prêt canadien au Nigeria

Le Canada a accepté de fournir un prêt de \$3 millions au Nigeria pour aider la partie est du pays, la plus durement touchée par la guerre civile, à relancer son économie.

Même si la guerre civile s'est terminée il y a deux ans, le Nigeria doit toujours faire face au problème de reconstruction de l'industrie touchée par la guerre dans les trois états orientaux sans mettre en péril ses réserves de devises étrangères. Le prêt canadien devrait aider à créer des emplois dans la région et produire des avantages à long terme au niveau de la balance des paiements.

Selon les termes de l'accord de prêt, le Nigeria aura la responsabilité de déterminer les priorités quant aux projets de développement qui seront financés par le fonds canadien.

CIDA
C55

contact

Canadian International Development Agency

Agence canadienne de développement international

CIDA programs growing



PROGRAMME PUBLIC CANADIEN D'ASSISTANCE AU DEVELOPPEMENT 1969 à 1974 (Allocations en millions de dollars)

Other includes emergency relief, IDRC, and non-governmental programs

*Comprend les secours d'urgence, le CRDI et les programmes non gouvernementaux

Aviation civile en Afrique de l'Ouest

Canada's official international development assistance budget will exceed the half-billion dollar mark for the first time in the coming year. Estimates for 1973-74 indicate that official development assistance will total \$665 million, up by 15 per cent from last year's \$491 million. Of the \$665 million, \$356 million has been allocated for bilateral assistance, \$173 million for multilateral assistance, and \$36 million for assistance to quasi-governmental agencies and other CIDA programs.

Zambia: transport

Besides providing the \$8 million loan to the Canadian International Development Agency, we have taken measures to speed up the shipment of cargo handling equipment for the East African Harbours Corporation. Last December CIDA provided a \$26 million loan for the East African Community as Canada's contribution to the movement of alternate transport routes for Zambian imports and exports.

The Canadian assistance is being provided in response to Zambia's appeal to the United Nations Security Council following the closing of the border it shares with Rhodesia.

In addition, the shipment of 40 rail tank-cars for edible oils and tallow under CIDA's regular program will be accelerated to meet Zambia's emergency requirements.

Gérin-Lajoie visits Peru

The first stop in a socio-economic program of cooperation between Canada and Peru was completed following two days of talks in March between CIDA's President Paul Gérin-Lajoie and officials of the government of Peru. The discussions focused on the contents of an assistance program. He invited the General Secretary of the National Planning Institute, to visit Ottawa in the near future once the agreement is approved by the two countries.

(see next page)

Aide accrue en 1973-1974

Pour la première fois cette année, le budget que nous consacrons à l'assistance publique au développement international dépassera le demi-milliard de dollars. Les prévisions budgétaires se chiffrent à 565 millions de dollars, une augmentation de 15 p. 100 par rapport à l'année dernière, de 491 millions de dollars. Ce montant se répartit comme suit: 356 millions de dollars pour l'assistance bilatérale, 173 millions de dollars pour l'assistance multilatérale, 36 millions de dollars pour les organismes non gouvernementaux et autres programmes de l'ACDI.

Prêt à la ZAMBIE

Le Canada a consenti un prêt de \$8 millions à la Zambie, à la Tanzanie et la Communauté de l'Afrique orientale pour permettre la construction d'un nouveau réseau de transport facilitant le mouvement des importations et des exportations de la Zambie.

Cette assistance canadienne vient en réponse à l'appel lancé par la Zambie au Conseil

(suite à la deuxième page)

Entente Canada-Pérou

son séjour. On a notamment précisé le contenu du programme qui devra bientôt l'objectif d'accord général de coopération entre le Canada et le Pérou. Le chef de l'ACDI a invité le chef de l'Institut national de planification, le Général Marco del Pont Santisteban, à se rendre à Ottawa dans un avenir prochain dès que le projet d'accord sera approuvé par les gouvernements des deux pays.

(suite à la deuxième page)

contact

Agence canadienne de développement international

511 St-Jean-Baptiste Street

Montreal, Quebec H3B 1S1

Telephone: 524-2151

Telex: 215-2151

Fax: 524-2151

Resources and needs

Canadian industry should become more involved in international development, Paul Gérin-Lajoie, CIDA's President, said in an address to the Montreal Board of Trade on March 12.

Many of today's major problems such as malnutrition, unemployment and inadequate housing could be alleviated if more development capital was made available, said Mr. Gérin-Lajoie.

To this end, CIDA has established a Business and Industry division to encourage and facilitate increased Canadian business investment in developing countries. Several CIDA initiatives such as financial assistance for feasibility and starter studies in developing countries and lines of credit or program loans had already proved effective.

In addition, CIDA was launching a program called "Campaign Canada". Mr. Gérin-Lajoie noted, CIDA officers will tour Canada to provide business groups with information on opportunities for business investments.

Mr. Gérin-Lajoie pointed out that the Canadian program will benefit the Canadian economy as well as promoting economic growth and social development in the Third World. Over the years millions of dollars in aid funds had been used to purchase Canadian goods and services required for development projects. Also, hundreds of thousands of Canadian jobs are partly dependent on CIDA's programs.

Mr. Gérin-Lajoie said that some people may claim that CIDA is just a subsidy program for Canadian business. He said, "Our reply has to be this: yes, of course, we happen to support Canadian business but not for the sake of doing that. We do so because the goods, minerals, food products, skills and services are required and requested by the developing countries. Our task is not to be the main supporter of otherwise



Le commerce et l'industrie et la coopération

Le monde commercial et industriel canadien devrait s'intéresser beaucoup plus au développement international, a déclaré le président de l'ACDI lors d'une Conférence prononcée le 12 mars devant la Chambre de Commerce de Montréal.

Plusieurs des problèmes de notre temps, comme la malnutrition, le chômage massif et des conditions inadéquates de logement pourraient être soulagés si plus de capitaux étaient consacrés au développement, a déclaré M. Gérin-Lajoie.

L'ACDI a établi à cette fin une Direction du commerce et de l'industrie qui encourage et facilite l'augmentation des investissements canadiens dans le tiers-monde. Plusieurs initiatives de l'ACDI, comme le financement d'études exploratoires et de démarrage dans les pays en voie de développement, l'ouverture de lignes de crédit ou des programmes de prêts se sont déjà montrés efficaces.

De plus, l'ACDI lance un nouveau programme appelé "Campagne Canada", a dit M. Gérin-Lajoie. Grâce à ce programme, les représentants de l'ACDI parcourront le Canada pour renseigner le monde canadien du commerce et de l'industrie sur les possibilités d'investissement dans le tiers-

When forest fires in surrounding hills threatened air traffic safety at Bogota, Colombia in February, Canada sent help. See story.

Canada a envoyé des secours quand des incendies dans les montagnes ont menacé la sécurité de l'aviation aérienne. Voir l'article.

unviable Canadian industries whose produce has to be dumped on the world market. It is more appropriately seen as finding out what goods, materials and skills are needed in the developing countries and attempting to find Canadian sources or suppliers for these requirements. Surely this approach which corresponds to reality is more rational, useful and open than some of these old critics would suggest".

Canada-Pérou

(suite de la première page)

L'un des premiers projets à être mis en marche au cours de la visite comportera un montant de 1,7 million de dollars mis à disposition du ministère de la Pêcherie péruvien sous forme d'expertise, d'équipement et de bourses d'études pour appuyer l'organisation de Coopératives de pêcheurs. Neuf meilleurs canadiens viendront travailler à ce projet d'une durée de quatre ans.

ZAMBIE

(suite de la première page)

L'ACDI avait fourni un prêt de 7,5 millions à la Communauté de l'Afrique orientale et participait ainsi à un important projet d'amélioration des instal-

cilité la croissance économique et le développement social des pays du tiers-monde. Des millions de dollars d'aide, au cours des ans, ont servi à l'achat de biens et services canadiens nécessaires à la réalisation des projets de développement. De plus, des centaines de milliers d'emplois dépendent en partie des programmes de l'ACDI. M. Gérin-Lajoie a aussi dit que certaines personnes pouvaient déclarer que l'Agence constituait le seul programme de subventions aux entreprises canadiennes. "Ce à quoi je dois répondre que oui, évidemment, il se trouve que nous aidons les entreprises canadiennes, mais non pas pour cette seule raison; nous le faisons parce que les pays en voie de développement ont besoin de biens et de services, de denrées alimentaires, de technologies et de services et c'est nous qui leur demandent. Nous n'avons pas pour lâche d'être le principal soutien d'industries canadiennes, qui ne seraient pas viables autrement et dont il faudrait écouter la production dans les pays moins industrialisés. Il s'agit plutôt de rechercher les meilleures façons d'utiliser les compétences dont ont besoin les pays en voie de développement et de trouver les sources ou les fournisseurs canadiens qui puissent répondre à ces besoins. Certes, cette approche, qui correspond à la réalité, est plus logique, plus juste et plus ouverte que ne le laissent entendre certains des critiques de l'aide au développement international."

lations portuaires en Tanzanie et au Kenya.

Pour répondre aux besoins urgents de la Zambie, l'ACDI accorde un prêt plus dans le cadre de son programme régulier d'aide, l'envoi de 40 wagons-citernes qui vont servir au transport d'huile alimentaire,

10 Days for world development



The widening development gap between rich and poor countries obliges Canadians to re-examine their personal values and social goals, a Canadian says in background paper prepared for the interchurch program, "Ten Days for World Development". The church leaders left off their visit to six cities by holding a public meeting in Ottawa on March 9.

The paper called for an alternative world order "not based on ever-expanding economic growth, production and consumption, but based on equity, on caring, sparing and sharing".

Canadians are faced with a critical ethical choice between alternative courses of action, the paper claims. "We can decide to continue our present cause of maximizing economic growth, earnings and profits. Or we can decide to join the poor in the struggle for a just distribution of economic power in the world".

The paper urges the Canadian government to support the developing nations' bid for an equitable voice in international trade and monetary negotiations during 1973-74. This would mean making fair trade arrangements with Latin America, Asian and African nations.

To assist the church leaders in launching their campaign, Paul Gérin-Lajoie, CIDA's President, hosted an informational evening on international development March 8 in the Parliament buildings.

Managua/WFP

M. Gérin-Lajoie, a, au cours de sa visite à Lima, a signé l'accord de coopération, signé avec la Junta un nouvel accord de coopération technique se chiffrant à 600 000 dollars. Comme il fut le cas du premier accord signé il y a environ deux ans, il s'agit avant tout pour le Canada d'aider les pays membres du Groupe andin à organiser leurs programmes multilatéraux de développement industriel intégré.

During his visit to Lima, Mr. Gérin-Lajoie also signed a new agreement with Peru by which Canada will provide \$600,000 in technical services. Like the original agreement two years ago, it will involve assistance from Canada to help the Andean Group of Latin American countries develop their multilateral industrial development programs.

the city of Managua, drill wells and repair the irrigation system. Including workers and their families, a total of 80,000 people will receive food rations for the next year.

The World Food Program is jointly sponsored by the United Nations and the Food and Agriculture Organization to use food as aid to economic and social development. Part of WFP's resources, which come from voluntary pledges of food and cash, are also used to meet emergency food needs of victims of disasters.

contact
is produced by the Information and Communications Branch, Canadian International Development Agency, under the authority of the Honorable Mitchell Sharp, Secretary of State for External Affairs.
est publié par la Direction générale des communications, Direction des organisations, de l'Agence canadienne de développement international, avec l'autorisation de l'honorable Mitchell Sharp, secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères.
Ottawa, April 1973
Ottawa, Avril 1973

Ottawa, April 1973
Ottawa, Avril 1973

Emergency aid for Indo-China

The Canadian Government has made a cash contribution of \$250,000 to help alleviate distress in South and North Vietnam, Laos and Cambodia.

Funds will be transferred through the Canadian Red Cross Society to the International Red Cross (IRC) in Geneva, in response to the IRC's recent appeal to the international community for \$12.5 million in emergency relief assistance. The IRC is playing a continuing role in providing humanitarian relief to its four sister societies in Indo-China, with particular emphasis upon serving medical and paramedical needs.

The Canadian Red Cross Society has already contributed \$27,500 in cash and is supplying two mobile medical units to the relief program at an estimated cost of \$7,500. Other urgent needs include drugs, medicines, food, clothing, shelter materials, hospital supplies and services, and funds to cover transportation.

Pour la septième année consécutive, des milliers de Canadiens participeront aux Relais Tiers-Monde qui auront lieu dans tout le Canada, auquel ils porteront également un intérêt pour le développement international. Sur la photo on voit la Marche pour les millions qui a eu lieu l'an dernier à Ottawa; devant cet événement s'appelle la Marche commémorative de Lester B. Pearson.

Baroda rubber

Canada has agreed to help the Government of India with construction of a 20,000-ton synthetic rubber plant at Baroda in Gujarat State.

Under this agreement signed in New Delhi, Canada will provide India with a \$7.5 million long-term loan to cover cost of services, materials, equipment and the technology to build the plant.

Polymer Corporation Limited of Sarnia, Ontario, and its Polysar group of companies will carry out the project together with the Indian Petrochemical Corporation (IPCL) of Baroda.

Projet du PAM au Nicaragua

Le Programme alimentaire mondial a accepté de fournir des rations alimentaires pour un an aux travailleurs et à leurs familles engagés dans des projets de reconstruction de la ville de Managua, épandue par un tremblement de terre, et dans les régions du Nicaragua affectées par la sécheresse.

Le Programme alimentaire mondial est complètement financé par les Nations unies et l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture à utiliser l'aide et l'agriculture comme moyen de développement économique et social. Une partie des ressources du PAM — constituées par les contributions promises en biens ou services — est utilisée comme secours alimentaires d'urgence aux victimes de désastres.



Cette-ci est assistée par le Unitarian Service Committee du Canada et la Direction des ONG



Usine en Inde

Le Canada a accepté d'aider le gouvernement de l'Inde à construire une usine de caoutchouc synthétique d'une capacité de 20 000 tonnes, à Baroda, dans l'Etat du Gujarat, L'accord, signé à New Delhi, met à la disposition de l'Inde un prêt canadien à long terme de 7 millions et demi de dollars pour les études techniques, l'équipement et le matériel nécessaires à la construction de l'usine.

Le projet sera réalisé par la société "Polymer Corporation", de Sarnia (Ont.) et sa filiale internationale "Polysar", en collaboration avec l'"Indian Petrochemical Corporation" (IPCL) de Baroda.

échos

Marcel Beauchemin of CIDA's Information Division has been seconded to the Canadian embassy in Costa Rica on a special five-month assignment to administer Canada's emergency relief program for Managua, Nicaragua. He will be responsible for the reception and distribution of goods which are being sent by air to help the city recover from the damage caused by the earthquake of last December. After completing his assignment, Mr. Beauchemin will resume his duties with the Information Division.



Donald Wilson

M. Donald Wilson vient d'être nommé directeur, à la Direction de l'analyse des programmes, de la Direction générale des politiques de l'ACDI.

Avant de se joindre à l'ACDI, M. Wilson a travaillé au ministère des Finances ou il a participé à plusieurs conférences internationales incluant des discussions sur les questions d'aide au développement.

M. Wilson, qui est bachelier en Commerce de l'Université de Toronto, a travaillé aussi comme chercheur avec la Banque du Canada et le Fonds Monétaire international à Washington.

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

Lignes de crédit augmentées en Inde

Le Canada a augmenté de 3 millions de dollars la ligne de crédit accordée à l'Inde pour permettre à ce pays d'acheter au Canada du matériel d'exploration et d'exploitation du pétrole et du gaz naturel. Ce montant s'ajoute aux 3 millions de dollars déjà mis à disposition de la Commission du pétrole et du gaz naturel de l'Inde en 1970 et qui avaient permis au pays d'acheter divers équipements dont une station de compression de 1.8 million

de dollars. L'Inde espère que cette nouvelle production de pétrole et de gaz naturel d'ici dix ans. Le Canada a aussi ajouté 10 millions de dollars à la ligne de crédit générale qui a été ouverte à l'Inde en 1971 afin de permettre à ce pays d'acheter au Canada des biens et services nécessaires à la dévlopment de ses secteurs public et privé. Le montant total de cette ligne de crédit se trouve donc porté à 20 millions de dollars.

Etudiants étrangers

L'honorable Robert Andras, ministre de la Main-d'œuvre et de l'immigration, a annoncé le 5 avril dernier la politique officielle du gouvernement à l'égard des étudiants étrangers entrés légalement au Canada pour étudier l'emploi. Ces derniers ne seront pas autorisés à obtenir le certificat émis par le Centre de citoyenneté certifiant qu'on ne peut pas trouver de citoyen canadien ou d'immigrant reçu pour remplir le poste qu'ils postulent, ils devront cependant obtenir un permis de travail. Bien que les bourses que l'ACDI offre aux étudiants des pays en voie de développement couvrent habituellement les dépenses courantes pour les étudiants étrangers, les étudiants faisant leurs études de formation. Si les ententes syndicales indiquent que ces étudiants reçoivent un salaire, cette somme est alors soustraite du montant de leur bourse. Le Conseil d'administration de l'Association des universités et collèges du Canada a refusé, en principe, de hausser les frais de scolarité pour les étudiants étrangers et ceux des autres provinces. Dans une déclaration faite en mars dernier, l'AUCU a insisté sur le bienfait des échanges autant pour les étudiants, que pour le Canada ou les pays en voie de développement.

Indonésie

(suite de la première page) Le prêt de 8 millions de dollars consenti par l'ACDI sous forme de ligne de crédit permettra aux secteurs privés et public de l'Indonésie d'acheter des produits canadiens, d'importer l'équipement et la machinerie de fournisseur canadienne pour répondre aux exigences prioritaires du développement.

Le programme canadien d'aide au développement destiné à l'Indonésie, plus que douze années après l'avènement de fonds étant passées de 8.75 à 18 millions de dollars compara-

tivement à l'année précédente. L'aide canadienne, qui a surtout été utilisée jusqu'à présent dans les secteurs de l'agriculture et de l'aviation civile, s'étend maintenant à l'éducation, au développement régional et au secteur de l'énergie.

Ecole

(suite de la première page) Les cadres supérieurs dans les entreprises séniorisées. Le programme, lancé en 1973, une dizaine de professeurs canadiens enseignent à l'EPT. Leur nombre a augmenté à chaque année pour atteindre un maximum de 25 à partir de la troisième année. L'EPM fournit aussi le personnel et la soutien nécessaire au personnel pour l'élaboration du programme pédagogique et scolaire.

Dans le but de hâter la séniorisation de l'institution de Thiès, l'ACDI offrira des bourses de perfectionnement aux diplômés séniorisés qui, après un stage au Canada, seront appelés à travailler en parallèle avec le personnel canadien et éventuellement à le rempla-

ceur. Le milieu de 1971, la population mondiale avait atteint 3 705 millions d'habitants, une augmentation de 74 millions en un an. Ce chiffre, tiré du "Demographic Yearbook 1971" des Nations unies, indique un taux de croissance de 2 p. 100 par année. Si ce rythme se maintient, la population du globe aura doublé d'ici l'an 2000, dans 33 ans seulement.

Population

Vers le milieu de 1971, la population mondiale avait atteint 3 705 millions d'habitants, une augmentation de 74 millions en un an. Ce chiffre, tiré du "Demographic Yearbook 1971" des Nations unies, indique un taux de croissance de 2 p. 100 par année. Si ce rythme se maintient, la population du globe aura doublé d'ici l'an 2000, dans 33 ans seulement.

contact

est publié par la Direction générale des communications, Direction de l'information, de l'Agence canadienne de développement international, avec l'autorisation de l'honorable Mitchell Sharp, secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures

Ottawa, Mai 1973

Is produced by the Information Division of the Communications Branch, Canadian International Development Agency, under the authority of the Honorable Mitchell Sharp, Secretary of State for External Affairs.

Ottawa, Mai 1973



Graduates of the Shasha River Farmers' Brigade in Botswana during their ceremony. With help from CUSO and CIDA's Non-Governmental Organizations Division, they are establishing a teacher farm as a model for teacher settlements and for nearby farmers.

Student jobs, fees

Manpower and Immigration Minister Robert Andras announced April 5 that foreign students legally in Canada before January 1, 1973 and seeking employment will be exempted from the requirement of certification by a Canada Manpower Centre that Canadian citizens or landed immigrants are not available for these jobs. These students will now be required to obtain employment visas from Canadian Immigration officers before accepting employment. Although CIDA is helping students from developing countries studying in Canada receive living allowances covering the summer months, their studies sometimes involve training-related employment, such as surveying work. When union agreements require that wages be paid, an equal amount is deducted from the student's grants.

Higher tuition fees put up-province and foreign students were increased in principle recently by the Board of Directors of the Association of Universities and Colleges of Canada. In a March statement, the AUCC emphasized the importance of educational exchanges to students, Canada, and developing countries.

Indonesia

(from first page) tance program for Indonesia more than doubled in 1972-1973, with allocations rising to \$18 million from \$8.75 million

to respond to the needs of the Indonesian market. The EPT has been concentrated in the forestry and civil aviation sectors, but is diversifying, particularly in the fields of education, regional development, and power.



INTERNATIONALIST

THE PEOPLE THE IDEAS THE ACTION IN THE FIGHT FOR WORLD DEVELOPMENT

Workers wanted
To inform Canadians on key development, trade and political issues at the Commonwealth Conference in Accra, Ghana, next June, a dozen of professors canadiens enseignent à l'EPT. Leur nombre a augmenté à chaque année pour atteindre un maximum de 25 à partir de la troisième année. L'EPM fournit aussi le personnel et la soutien nécessaire au personnel pour l'élaboration du programme pédagogique et scolaire.

Dans le but de hâter la séniorisation de l'institution de Thiès, l'ACDI offrira des bourses de perfectionnement aux diplômés séniorisés qui, après un stage au Canada, seront appelés à travailler en parallèle avec le personnel canadien et éventuellement à le rempla-

ceur. L'Internationalist,

vient d'être lancé par Oxfam et le Christian Aid, deux organismes britanniques, pour remplacer leur publication trimestrielle. The Internationalist, qui sera diffusé à Ottawa en août prochain. Si vous voulez participer, contactez M. Michael Ryan, Oxfam-Canada, 97 Eglington Ave. East, Toronto 12, (tel. 416-481-6821).

Le magazine New Internationalist, vient d'être lancé par Oxfam et le Christian Aid, deux organismes britanniques, pour remplacer leur publication trimestrielle. The Internationalist, qui sera diffusé à Ottawa en août prochain. Si vous voulez participer, contactez M. Michael Ryan, Oxfam-Canada, 97 Eglington Ave. East, Toronto 12, (tel. 416-481-6821).

Etes-vous sur notre liste de distribution? Si vous désirez recevoir Contact régulièrement, écrivez à la Direction de l'information de l'ACDI.

Rencontre

OXFAM, le SUCO, l'Entraide universitaire mondiale du Canada, l'OCCDP, le CICC, et le GATT-Fly organisent une campagne nationale pour informer les Canadiens au sujet des questions politiques, commerciales et économiques qui seront discutées lors de la Conférence du Commonwealth qui se tiendra à Ottawa en août prochain. Si vous voulez participer, contactez M. Michael Ryan, Oxfam-Canada, 97 Eglington Ave. East, Toronto 12, (tel. 416-481-6821).

Le magazine New Internationalist, vient d'être lancé par Oxfam et le Christian Aid, deux organismes britanniques, pour remplacer leur publication trimestrielle. The Internationalist, qui sera diffusé à Ottawa en août prochain. Si vous voulez participer, contactez M. Michael Ryan, Oxfam-Canada, 97 Eglington Ave. East, Toronto 12, (tel. 416-481-6821).

Etes-vous sur notre liste de distribution? Si vous désirez recevoir Contact régulièrement, écrivez à la Direction de l'information de l'ACDI.

in brief

HONDURAS

Canada will help Honduras improve marketing and distribution of products from the country's small farms. A study requested by CONSUPLAN, the Honduran planning agency, will determine the commercialization of oil and natural gas exploration. Through a \$975,000 CIDA grant, Canadian advisers will work in the Central American country while Hondurans take courses in agricultural marketing, credit management and food technology.

RED CROSS

Canada is making further cash contributions of \$236,000 to the International Red Cross to help alleviate distress in North and South Vietnam, Laos, the Khmer Republic (Cambodia) and the Indian subcontinent. In February Canada responded to the I.R.C.'s Indochna appeal by contributing \$25,000; a further \$100,000 is to be provided while \$136,000 will be used for Red Cross relief work among refugees in Bangladesh and elsewhere in the subcontinent.

CROIX-ROUGE

Le 23 mars dernier, le Canada a déposé aux Nations unies l'instrument de ratification de l'accord de l'adhésion de la Croix-Rouge à la convention sur le cacao. Cet accord est destiné à stabiliser le marché international du cacao et ainsi bénéficier aux pays exportateurs, qui sont tous des pays en voie de développement, et aux pays importateurs, qui sont eux aussi des pays en voie de développement.

C'est le deuxième fois que le Canada répond ainsi à un apel d'offre de l'Union internationale pour la Santé publique. Il a également ratifié l'accord de l'Inde.

Une contribution en espèces de \$250 000 avait déjà été versée en février. On y ajoute maintenant \$100 000 qui seront affectés au même programme de secours humain. Le solde de \$136 000 servira aux secours d'urgence dispensés aux réfugiés au Bangla-Desh et à d'autres groupes dispersés dans le sous-continent indien

THAILAND

To help Thailand establish a National Inland Fisheries Institute, Canada is granting \$1 million for a five-year technical assistance program. It is expected that the Fisheries Research Board of Canada's Department of the Environment will play a major role in establishing the new institute, which by 1977 should be able to provide guidance in the management of all Thai inland fishery resources.



Noble Power, Haut-commissaire du Canada à Accra, annonce que le Canada et le gouvernement de l'Etat ghanéen ont ratifié l'accord international Cocos Agreeement.

The International Cocoa Agreement — an important trade measure to bring order and stability to the world cocoa market, and thus help the developing countries that are its main suppliers — will take effect in May or June if fully ratified by five countries accounting for 80 per cent of cocoa exports, and by mid-April.

PISCICULTURE

L'ACDI a récemment accepté de financer deux projets dans le domaine de la pisciculture présentés par la Colombie et le Salvador.

La première entente concerne entre le Canada et la Colombie la subvention de 33 millions de dollars et comprend l'envoi d'équipement et de personnel à l'Institut national de navigation et de pêche de La Union. Le but du projet est de permettre à l'industrie de la pêche de participer plus adéquatement au marché du Salvador.

Les nations normalement faisant au moins 70 per cent de total imports. After signing the Agreement at an earlier date, Canada deposited an instrument of Ratification with the Salvadoran Ministry of the Environment. The instrument de ratification was signed on March 23. Ghana, Ecuador and Canada were the only countries to have ratified the Agreement by mid-April.

THAILANDE

Le Canada versera une subvention de un million de dollars pour venir en aide à l'institut national de la pêche dans le sud de l'Asie, où il existe cinq provinces années. Les fonds serviront, au cours des cinq prochaines années, à envoyer des experts et du matériel canadien à l'institut et à former du personnel local.

On stationnera un officiel des recherches sur la pêche à la relève du ministère salvadorien de l'environnement, qui jouera un rôle de premier plan dans l'établissement du nouvel institut.

Dès 1977, l'institut devrait devenir le principal rôle consultatif pour le Salvador. L'institut pourrait aussi devenir un centre régional pour la formation dans le domaine de la

pêche. Le second accord porte sur une subvention de \$10 000 dollars qui sera utilisée par le Service national d'apprentissage et de l'enseignement technique du Salvador pour la formation en pisciculture située à Buenaventura, sur la côte du Pacifique. Le montant sera versé à l'équipement et l'enseignement formé de personnel colonial ainsi que des bourses de perfectionnement. La Colombie tente de diversifier ses produits d'exportation afin de contrebalancer l'importance de ses exportations de café. La Colombie fournit 353 000 dollars à ce projet.

ACCORD SUR LE CACAO

Le 23 mars dernier, le Canada a déposé aux Nations unies l'instrument de ratification de l'accord de l'adhésion de la Croix-Rouge à la convention sur le cacao. Cet accord est destiné à stabiliser le marché international du cacao et ainsi bénéficier aux pays exportateurs, qui sont tous des pays en voie de développement, et aux pays importateurs, qui sont eux aussi des pays en voie de développement.

C'est le deuxième fois que le Canada répond ainsi à un apel d'offre de l'Union internationale pour la Santé publique. Il a également ratifié l'accord de l'Inde.

Le Canada versera une contribution en espèces de \$236 000 pour aider à soulager la détresse humaine dans le Vietnam, Laos, le Cambodge (Cambodge) et dans le sous-continent indien.

C'est le deuxième fois que le Canada répond ainsi à un apel d'offre de l'Union internationale pour la Santé publique. Il a également ratifié l'accord de l'Inde.

Le Canada versera une subvention de 353 000 dollars à la Colombie pour l'équipement et l'enseignement formé de personnel colonial ainsi que des bourses de perfectionnement. La Colombie tente de diversifier ses produits d'exportation afin de contrebalancer l'importance de ses exportations de café. La Colombie fournit 353 000 dollars à ce projet.



échos

American Society of Quality Control Engineers

Charles Thomas Greenwood, Director of CIDA's Manpower Resources Division, has been named Alternate Executive Director for Canada of the Inter-American Development Bank (IDB) in Washington. He succeeds H. Dennis Madden, who became IDB's Vice-President.

Mr. Greenwood was a

training officer with the International Monetary Fund in Washington from 1967 to 1969

and was Director of CIDA's Financial Institutions Division

from 1969 to 1972.

Ed Blais of CIDA's Manpower Resources Division addressed the April 22 meeting in the Toronto Section of the American Society of Quality Control Engineers. His theme was the Canadian expert's role in international development.

Jacques Champagne has been appointed Executive Director of the Canadian Catholic Organization for Development and Peace, in Montreal, and Tom Johnson has also been appointed Assistant Executive Director, with headquarters in Toronto, to further strengthen

services in English-speaking countries. Former CCODP Executive Director Romeo Malone is now Director of International Affairs for the Canadian Labour Congress.

M. Marantz will leave for Bangladesh in May to take up duties as First Secretary (Development) with the Canadian High Commission in Dacca, Manitoba-born, M. Marantz studied in Paris and Montreal and since 1968 has served in Zaire, Chad, Libya, Tanzania, East Africa, Baran, posted in Islamabad and Dacca since 1970, will return to CIDA's Ottawa headquarters in June.

Postes ouverts à l'étranger

Voulez-vous faire une carrière dans le développement international? Voici une liste de quelques postes qui pourraient vous intéresser:

- INDIA — TANZANIE — Ingénieur industriel, MRD 2587 NIGERIA — Professeur et chef d'un Département de génie agricole, MRD 3158 CAMEROUN — Expert dans le domaine de la santé et de l'environnement, pour un poste d'enseignement et de recherche, MRD 0014 NIGERIA — Instructeurs bilingues en photogrammétrie et interprétation de photos, MRD 2463-64 MALAYSIA — Ingénieurs des travaux publics, MRD 1712 • BIRD: Ingénierie chimique ayant une expérience dans les textiles et les fibres synthétiques, poste offert à Washington.

Pour plus de renseignements écrivez à la Direction du recrutement des coopérants, ACDI, 122, rue Bank, Ottawa, K1A 0G4.

Barbados will purchase 75 incall heifers and 50 open heifers yearly during the next five years through a \$560,000 CIDA loan to help develop its dairy breeding program. Farmers will be able to purchase the cattle from their government at cost, making repayment over 7 years at 3 percent interest. Proceeds will go into a special fund for further dairy development. The loan will also finance \$70,000 worth of Canadian equipment for the processing plant which produces feed for a government model dairy. The over-all goal is to make Barbados self-sufficient in milk and dairy products.

Overseas openings

Interested in working in international development? Here are a few of the challenging jobs available:

- CIDA: Project Manager, Industrial Engineer, MRD 2587 NIGERIA: Professor and Head of Department of Agriculture, Engineering, MRD 3158 CAMEROUN — Environmental Health Expert to join teaching-researching Canadian public health team at the University Health Sciences Centre in Yaounde, MRD 0014

NIGERIA — Bilingual instructors in Photogrammetry and Photo-Interpretation, MRD 2463-64 MALAYSIA — Water supply and distribution engineers, two years, MRD 1712

IBRD: Chemical Engineering with extensive background in synthetic fibres and textiles, staff position, Washington, D.C.

For more information write to: Manpower Resources Division, CIDA, 122 Bank Street, Ottawa, Ontario K1A 0G4.

M. Charles Thomas Greenwood, chef de la Direction des organismes d'exécution des Nations unies à l'ACDI, vient d'être nommé Directeur exécutif supplémentaire pour le Canada à la Banque interaméricaine de développement (BID) à Washington. Monsieur Greenwood succède à M. H. Dennis Madden, que la BID avait nommé au poste de contrôleur. De 1967 à 1969, M. Greenwood occupait également la poste de Directeur des affaires internationales du Congrès du travail du Canada.

M. Denis Marantz a été nommé Secrétaire général au Haut-commissariat du Canada à Dar es Salaam, pour la Tanzanie. Originaire de Montréal, M. Marantz a étudié à Montréal et à Paris, et a occupé des postes au Tchad et au Laos, en Tanzanie et en Zambie depuis 1962. Il remplace M. Emile Baran, en poste depuis 1965. M. Marantz, qui doit rentrer aux bureaux de l'ACDI en juin prochain.

M. E. Blais, de la Direction du recrutement des coopérants de l'ACDI a donné une interview sur le rôle des experts canadiens dans le développement international, le 25 avril dernier, devant l'assemblée de la section de Toronto de l'A-

C

canada + 1: Ghana lab

A mobile food-processing laboratory donated by Canadian citizens is helping Ghanaian officials train workers in fish quality control. A gift of the Canada Plus One Committee,

contact

16

Agence canadienne de développement international
122, rue Bank St., Ottawa, Ontario K1A 0G4

15/55 145 110
11/11 10 10/10 10
11/11 10 10/10 10
11/11 10 10/10 10

Industrie laitière à la Barbade

Le Canada a accordé un prêt de 500 000 dollars à la Barbade pour son programme de développement de l'industrie laitière. Les fonds serviront à l'achat de 75 génisses en gestation et de 50 génisses non saillies par année durant les cinq prochaines années.

Les cultivateurs de la Barbade rachèteront le bétail du gouvernement au prix coûtant et pourront échelonner leurs paiements sur sept ans à 3 p. 100 brutes. Les recettes de ces

ventes serviront à d'autres projets de développement de l'industrie laitière. Quelque 70 000 dollars du prêt initial seront utilisés pour acheter au Canada de la machinerie qu'on utilisera dans le cadre du programme barbadien d'encouragement aux cultures commerciales. Pour assurer le financement nécessaire à une forte industrie laitière modèle du gouvernement. L'objectif du programme est de permettre à la Barbade de suffire à ses propres besoins en lait et produits laitiers.

Jamaica: 2 projects

To help Jamaica build, equip and staff a training department for technical teachers at Kingston's College of Arts, Sciences and Technology (CAST), CIDA is providing a \$794,000 grant and a \$50,000 loan to be repaid with Canadian technical assistance, while the loan will be used for Canadian materials, equipment, air shipping and insurance costs. The project's goal is to help the department add one 100 technical teacher yearly by 1977-78. It will need to recruit two World Bank projects that soon will have added about 100 schools to Jamaica's educational facilities. Another CIDA loan of \$1.02 million will help Jamaica build eleven highway bridges by 1972, according to the Information Division, ACDI, 122 Bank St., Ottawa, Canada K1A OG4.

Vous pouvez obtenir le Rapport annuel de l'ACDI 1971-1972 à la Direction de l'Information, ACDI, 122, rue Bank, Ottawa K1A OG4.

It was presented last February to Col. Frank Bernasko, Ghana's Commissioner for Agriculture, by Noble Power, Canada's representative to the country. Canada Plus One is a group of professionals and businessmen interested in helping the food situation in developing countries.

The laboratory will be used first as a training facility for a fisheries research project planned for 1973. It will be used to train Ghanaian officials at the Ottawa-based International Development Research Centre, and later to train fish-plant workers.

Hadejia basin

The agricultural and industrial potential of Nigeria's 18,000-square-mile Hadejia river basin will be examined through a four-year study financed by a \$2.6 million CIDA grant. The survey, one of the most comprehensive ever undertaken in Africa, will assess the basin's land and water resources and give the Nigerian government essential information for planning the north central region's over-all agricultural, industrial and social development.

Club de Rome

Canada will contribute \$25,000 toward a new Club of Rome study on the environment and technology to be used to solve world problems. Dr. Dennis Gabor will lead a dozen other eminent scientists in work on the New Research Imperative, which will make technical recommendations for research and development policy. Canada's contribution, announced in April by Jeanne Sauvé, Minister of Science and Technology, is the first from any nation.

Etude fluviale

Le Canada a accordé au Nigeria une subvention de 2.6 millions de dollars pour une étude de faisabilité des projets d'aménagement du bassin de l'Hadejia, étude qui s'étendra sur une période de quatre ans. En un premier temps, les res-

ources terrestres et hydrauliques de tout le bassin fluvial, région qui couvre une superficie d'environ 18 000 milles carrés dans le centre-nord du Nigeria, seront évaluées. Puis, on procédera au choix des régions propices au développement, en faisant des études techniques, agricoles, économiques et sociales.

Fourni par Canada Plus One, le laboratoire a été présenté en février dernier au Commissaire ghanéen à l'agriculture, M. Frank Bernasko, et au Haut-commissaire du Canada au Ghana, M. Noble Power.

Canada Plus One réunit un groupe de spécialistes et d'hommes d'affaires désireux

d'améliorer le secteur de l'alimentation dans le tiers-monde. Le laboratoire sera utilisé par les autorités sanitaires pour former des travailleurs aux techniques de vérification de la qualité du poisson.

Le laboratoire a été présenté en février dernier au Commissaire ghanéen à l'agriculture, M. Frank Bernasko, et au Haut-commissaire du Canada au Ghana, M. Noble Power.

La laboratoire unit une grande variété d'appareils d'analyse des différentes méthodes de transformation du poisson.

Laboratoire mobile pour le Ghana

C 55

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17

17



échos

Sociology graduate of the University of Ottawa, he has served with CIDA since 1967 and has worked on the NGO Franco- phone Africa program since 1970. Mr. Ouellet, a member of the Canadian Association of Sociologists, is also a past-president of the Jeanne d'Arc chamber du Canada français will leave for Kinshasa during the summer.

Pierre Tanguay has been named Director of the Latin America program of CIDA's International Programs Branch. Born in Sherbrooke, Mr. Tanguay has travelled extensively in Latin America and lived for several years in Brazil, where he taught the sociology of development and founded the Institute for Development at Salvador in the northeastern region.

Jacques Ouellet of CIDA's Non-Governmental Organizations Division has been named First Secretary (Development) of the Canadian Embassy in Zaire. Born at Lac Saint-Jean and a

Jacques Ouellet

Monsieur Jacques Ouellet, de la Direction des organismes non gouvernementaux de l'ACDI, vient d'être nommé le Secrétaire (Développement) à l'ambassade canadienne au Zaïre. Originaire de Lac Saint-Jean, il a complété sa maîtrise en sociologie à l'Université d'Ottawa en 1969. Il est au service de l'Agence depuis 1967 et responsable des programmes de l'Afrique francophone de la Direction des ONG depuis 1973.

Monsieur Ouellet est membre de l'Association canadienne des sociologues et vice-président régional des Jeunes chambres du Canada français. Il doit partir pour Kinshasa dans l'été.

M. Farhat Dachraoui, ministre tunisien des Affaires sociales, (au centre), a récemment inauguré le Centre de formation professionnelle aux emplois publics de Tunis, réalisé, grâce à la coopération canado-tunisienne.

M. Farhat Dachraoui, ministre tunisien des Affaires sociales, (au centre), a récemment inauguré le Centre de formation professionnelle aux emplois publics de Tunis, réalisé, grâce à la coopération canado-tunisienne.

M. Richard Harmston, de la Direction des organismes non gouvernementaux, a été invité par le Secrétaire général des Nations unies à devenir membre d'un Groupe consultatif sur la jeunesse. Leur première rencontre aura lieu à New York du 20 au 28 août 1973.

des programmes que les Nations unies pourraient entreprendre pour répondre aux aspirations et aux besoins de la jeunesse actuelle. Leur première rencontre aura lieu à New York du 20 au 28 août 1973.

Aviation en Indonésie
L'Indonésie et le Canada ont signé, au début de mai, un accord de prêt de 25 millions de dollars pour financer une période de cinq ans, l'échafaudage d'ADAC (décollage et atterrissage) et d'atterrissements, la navigation et les services d'experts-conseils qui verront à la préparation et aux travaux d'ingénierie dans le cadre d'un programme de réaménagement et d'extension des aéroports.
C'est à la suite d'une étude financée par l'ACDI qui avait révélé que l'activité des grands aéroports, à l'exclusion de Jakarta, quadruplerait d'ici 1985, que l'Indonésie a présenté une demande au Canada pour lui permettre de développer ce secteur hautement prioritaire. Les transports aériens sont en effet essentiels pour la population de l'Indonésie, 123 millions de personnes, qui vivent sur quelque 3 000 îles réparties sur un territoire presque aussi grand que l'Europe à l'ouest de la Russie.

Le Canada avait déjà fourni à l'Indonésie, pour son programme d'aviation civile, des conseillers, des bourses de formation, deux avions ADAC, des pièces de rechange et de l'équipement de navigation.

Le Canada avait déjà fourni à l'Indonésie, pour son programme d'aviation civile, des conseillers, des bourses de formation, deux avions ADAC, des pièces de rechange et de l'équipement de navigation.

STOL aircraft for Indonesia
A \$25 million civil aviation agreement was signed by Canada and Indonesia early in May. Canada will fund and finance a five-year period to finance purchase of Canadian STOL aircraft, navigational aids, and aircraft design and engineering services.

Air transportation is vital to Indonesia's 123 million people who live on 3,000 islands spread across an area almost as big as Europe west of Russia. Indonesia requested the loan to develop this high-priority sector of its economy following a CIDA-financed follow-up aviation study that indicated a four-fold increase by 1985 in movements at major airports, excluding Jakarta. Indonesian authorities feel that

Overseas openings

People are needed for these overseas positions in the challenging field of international development:
CIDA: BANGLADESH - Project Engineer (MRD 322), Relay and Protection Engineer (MRD 3229), Stock Specialist (MRD 3294), System Planning Engineer (MRD 3295), Accounting Specialist-Utilities (MRD 3296). New project involving assistance to the Bangladeshi Power Development Board. Two-year assignment the first instance.

IDB: BANGLADESH - Sanitary Engineer, Inter-American Development Bank. Some experience in Latin America. English and Spanish required.

For more information write to: Manpower Resources Division, CIDA, 122 Bank St., Ottawa, Ontario K1A OG4.

Famine hits Africa

Famine: an extreme scarcity of food.

Severe weather conditions have hit many countries during the past two years, disrupting agricultural patterns, driving up food prices, and wiping out world grain reserves.

Harshest hit has been West Africa's vast Sahelian or sub-Saharan zone where the worst drought since 1913 has broken the precarious biological cycle, helping the desert's southward advance. In Mauritania 80 per cent of the livestock is reported

dead. Shallow Lake Chad has fallen to half its normal level, and the stock of fish is being heavily depleted. Throughout the region people are living on seed intended for next year's crops, while hoping for the rain to reappear in June and July.

The UN's Food and Agriculture Organization has made an urgent appeal for international aid to help Mauritania, Senegal, Mali, Niger, Upper Volta and Gao, and the Malian Republic. The effects of the severe rainfall has killed millions of cattle and has inflicted serious malnutrition on a third of the region's 30 million people. Donor countries, the FAO and the Sahelian countries are in daily contact to help resolve the problem, which is aggravated by inadequate facilities in West Africa's ports and very minimal transportation networks to reach landlocked countries.

22 locomotives diesels électriques destinées à la Tunisie, ont été chargées les 15 et 16 à bord du navire Amira Soudan, la dernière d'une flotte de 9,3 millions de dollars. L'ordre initial, qui devait être financé par la CIDA, a été remplacé par une partie de la Tunisie. Sur cette photo, à droite, le capitaine Bouchard de la compagnie de Navigation Bonar Ltée, à Montréal, M. Pierre Racicot, le capitaine Ammar Soudi, ministre plénipotentiaire tunisien au Canada et M. Robert L. Grassby, président de la MLW-Worthington Ltd., compagnie qui a fabriqué les locomotives.

Strategy 1975-80
A stock-taking of CIDA's progress in the past two years and a preliminary look at strategy for 1975-80 were presented May 24 by CIDA President Paul Gérin-Lajoie to the Standing Committee on External Affairs and National Defence. Planning and operations sectors of CIDA's bilateral programs have been integrated, Mr. Gérin-Lajoie explained, to help planners and administrators "take better account of local needs and give their projects a social dimension". A Policy Branch has also been created to work out broad strategies and constantly evaluate CIDA's activities. A marked quickening has ensued in "the general rhythm of getting our projects operational", and money allocations to Parliament is being used more quickly, with bilateral disbursements now equaling allocations.

"The essence of things, the concept and the actual roots of international cooperation" (See next page)

contact

17

des programmes que les Nations unies pourraient entreprendre pour répondre aux aspirations et aux besoins de la jeunesse actuelle. Leur première rencontre aura lieu à New York du 20 au 28 août 1973.

17

édition internationale
n° 122 K1A OG4

IS-45-1
SRI
UNIV. OF TORONTO
LIBRARY. SERIALS
TOONI. ONT.
FRESH CLASS
PRES. CLASS
2013

coming

The 5th World Congress of the International Association for Educational and Vocational Guidance will be held August 19-25, at Laval University. Theme: "Careers and the individual: Physical/psychological/socio-economic factors in the choice of a career". Simultaneous translation: French, English, Spanish, German. Details: Secretariat, IAEGV, 1895 de la Salle, Montreal 403...

The Quebec Centre for International Relations (CORI) of Laval University, along with the Nice Institute of Justice, Peace and Development, has organized a mid-June discussion at Nice on the value of international cooperation among Francophone countries. The CORI will also hold its fifth meeting at Quebec, September 28-29. Theme: "From the Cold War to cooperation".

Carrières à l'étranger
Voulez-vous faire carrière dans le développement international? Voici une liste de quelques postes qui pourraient vous intéresser:

ACDI: DESH — ingénieur de centrale électrique, MDR 3291; ingénieur de la protection et des relais, MDR 3292; ingénieur de planification des systèmes, MDR 3293; ingénieur de la comptabilité, MDR 3295. Ils seront employés dans le cadre d'un nouveau projet du Conseil de développement du Bangladesh.

BID: ingénieur sanitaire en Amérique latine. La connaissance de l'anglais et de l'espagnol est essentielle. Pour plus d'informations, s'adresser à la Direction du recrutement des coopérants, ACDI, 122, rue Bank, Ottawa, K1A OG4.

Canada will also provide \$2 million in food aid, and a five-year \$15 million line of credit that will enable Tunisia to purchase Canadian goods and services without using foreign exchange needed for its own development.

On June 8 Mahmud Mestiri, Secretary-General of Tunisia's Ministry of Foreign Affairs, and CIDA President Paul Gérin-Lajoie signed four agreements totalling \$29 million.

M. Paul Gérin-Lajoie, président de l'ACDI, et M. Mahmud Mestiri, secrétaire général du ministère des Affaires étrangères de la Tunisie, lors de la signature de quatre accords d'une valeur de \$29 millions. le 8 juin dernier.

À la fin de la cinquième réunion de la Commission mixte canado-tunisienne qui a eu lieu à Ottawa, du 6 au 8 juin, le Canada et la Tunisie ont signé quatre accords de coopération dont un montant global de 29 millions de dollars canadiens. Grâce au premier projet, que l'ACDI appuie par une subvention de \$255 000, le Gouvernement tunisien réalisera un Plan directeur de distribution d'électricité qui définira les besoins du pays, lancera plusieurs installations, que ce soit divers moyens d'alimentation en électricité. Ce Plan comprendra la publication d'un guide technique de distribution de l'électricité (Suite au verso)



CIDA
C55

contact

CIDA ACDI

Canadian International Development Agency

Agence canadienne de développement international

JULY / JUILLET 1973

18

Perspectives 1975-1980

S'adressant aux membres du Comité permanent de la Chambre des Communes sur les Affaires extérieures et la défense nationale, le 24 mai dernier, M. Paul Gérin-Lajoie, président de l'ACDI, a dressé le bilan des deux dernières années et a présenté la stratégie de développement pour les années 1975-1980.

Les directions de la planification et des opérations des programmes bilatéraux ont été fusionnées, a expliqué M. Gérin-Lajoie, permettant ainsi aux planificateurs et aux administrateurs de mieux "tenir compte des nécessités locales et de donner à leurs projets une dimension sociale". Une Direction générale des politiques a aussi été créée pour participer à la planification stratégique et l'évaluation constante des activités de l'ACDI. Il en résulte une accélération du (Suite au verso)



(Photo: Dr. George Povey)

Victims of West Africa's worst drought since 1913, this herdsmen and his sons walk far from home, they are now dead and their family's fate unknown. Story on Canadian aid inside.

Canada-Tunisie

À la fin de la cinquième réunion de la Commission mixte canado-tunisienne qui a eu lieu à Ottawa, du 6 au 8 juin, le Canada et la Tunisie ont signé quatre accords de coopération dont un montant global de 29 millions de dollars canadiens. Grâce au premier projet, que l'ACDI appuie par une subvention de \$255 000, le Gouvernement tunisien réalisera un Plan directeur de distribution d'électricité qui définira les besoins du pays, lancera plusieurs installations, que ce soit divers moyens d'alimentation en électricité. Ce Plan comprendra la publication d'un guide technique de distribution de l'électricité (Suite au verso)

Aide au Sahel



(Photo: Dr. George Povey)

Airlift and food
As the desert marches southward through the sub-Saharan Sahel (border) region of West Africa, nomadic herdsman flee into occupied areas, trying to keep their animals alive.

Airlift and food

Three Canadian Forces Hercules will airlift foodstuffs for about three weeks in July to West Africa's drought-stricken interior. Canada has also granted \$6.8 million for food aid in response to the UN Food and Agriculture Organization's emergency appeal on behalf of coastal Senegal and Mauritania, and landlocked Niger, Upper Volta, Mali and Chad. Canada's participation was announced June 21 by the Honourable Mitchell Sharp, Secretary of State for External Affairs, and the Honourable James Richardson, Minister of National Defence. Air transport is needed urgently to clear ports of goods awaiting distribution, as roads are inadequate. Canadian wheat and other foods will be sent later, under FAO schedules.

Strategy

(From front page)
With an equal preoccupation, said CIDA's Mr. Gérin-Lajoie, two important research projects have been launched: on the parameters of social development, and on the needs of the 25 poorest countries. A major concern at present is to rethink Canada's role and devise, in conjunction with other departments, a new strategy for 1975-80. Mr. Gérin-Lajoie stressed CIDA's increasing ability to speak with authority on trade issues, and its immense responsibility as a voice on behalf of the developing countries. CIDA's main goal is "promoting the most effective economic development of the developing countries", he said, and with the Committee's help CIDA can "build a program of cooperation that is both original and daring".

Canada

(Suite de la première page)
ce qui sera assurée par une femme canadienne.

The second project, which participates in CIDA's work, is "Promoting the most effective economic development of the developing countries", he said, and with the Committee's help CIDA can "build a program of cooperation that is both original and daring".

Suite à un appel lancé par l'Organisation pour l'agriculture et l'alimentation (OAA) le Canada a accordé 6.8 millions de dollars en aide alimentaire aux six pays du Sahel touchés par la sécheresse et a envoyé trois avions de type Hercule à Lagos, au Nigeria, pour transporter les vivres depuis ce port jusqu'à l'intérieur des pays sinistrés.

Les avions ont été envoyés dès le début de juillet, pour trois semaines pour répondre au problème immédiat de l'acheminement des vivres vers le Tchad, le Mali, la Haute-Volta et le Niger, à l'intérieur des terres. En effet, le Sénégal et la Mauritanie sont les seuls des pays touchés à avoir un accès direct à la mer.

L'aide alimentaire sera expédiée dès la fin de l'été et au début de l'automne, en accord avec le calendrier des opérations établi par l'OAA.

Perspectives

(Suite de la première page)
"rythme général de la mise en œuvre de nos projets" et une utilisation plus rapide des fonds versés par le Parlement: le montant des débours correspondraient aux sommes allouées.

Une attention toute particulière a été portée au "fond même des choses" — de certaines questions qui touchent à la conception et au fonctionnement même de la coopération internationale. A cette occasion, le président de l'ACDI a aussi déclaré que la priorité de l'Agence était de "promouvoir le développement socio-économique des pays en voie de développement" et qu'avec l'aide du Comité permanent l'ACDI pourrait "créer une coopération originale et audacieuse".

la construction de plus de 1480 kilomètres de lignes de transmission et la transformation ou la construction des nombreuses stations et sous-stations à travers le pays.

Le plan de ces deux projets, le Canada a fourni à la Tunisie une ligne de crédit de \$15 millions répartie sur les cinq prochaines années qui lui permettra de procurer des biens et services au Canada sans dépendre de devises étrangères dans le pays a besoin pour son développement.

Le Canada fournira de plus pour \$2 millions d'aide alimentaire.

OPERATION AMERIQUE LATINE LATIN AMERICA

"Operation Latin America" highlighted discussions May 31 between Paul Gérin-Lajoie and 10 Canadian francophone journalists invited by the Information Division to begin sessions at the Agency's headquarters.

Mr. Gérin-Lajoie announced that the scope of Canadian assistance to Latin America will increase substantially in the near future as Canada strengthens its hemispheric ties. The Canadian Food and Agriculture Organization's emergency appeal on behalf of coastal Senegal and Mauritania, and landlocked Niger, Upper Volta, Mali and Chad. Canada's participation was announced June 21 by the Honourable Mitchell Sharp, Secretary of State for External Affairs, and the Honourable James Richardson, Minister of National Defence. Air transport is needed urgently to clear ports of goods awaiting distribution, as roads are inadequate. Canadian wheat and other foods will be sent later, under FAO schedules.

ECLA—25 years

1973 marks the 25th anniversary of the UN's Economic Commission for Latin America (ECLA) — created in 1948 to help the answer. A study of the technical and economic feasibility of mass producing low-cost wooden houses is to be carried out, assisted by two advisers and a team of experts from the HABIMASS study will develop a prototype and outline the industrial complex needed to produce houses in vast numbers. If successful, the project will not only ease the housing problem for the poor, but also create employment for many skilled and unskilled workers.

Latin America staff needed

CIDA's Latin America Division will double in size over the next few months in response to the buildup of programs. Some 15 new staff members will be recruited, ranging from secretaries and typists to senior program officers. Candidates must have a working knowledge of Spanish and/or Portuguese as well as English and French, and preference will be given to those with experience in rural areas who depend on transistor radios for outside contact. The companion ICECU Almanac is Central America's most widely read publication. Other ICECU materials are essential aids in rural education programs throughout the region.

ICECU is as advanced as many similar organizations in Canada, and information exchanges may yield valuable benefits to Canadian literacy programs.



CIDA's growing Latin America program was discussed by (left to right) M. René Maheu, Director-general of Unesco; CIDA President Paul Gérin-Lajoie; the president of l'Agence, M. Paul Gérin-Lajoie; M. Michel Drouin, Undersecretary of State for International Development; M. Guy Cormier, of La Presse; and Jean-Louis St. Germain of Montréal-Matin.

ICECU

Central America's leading program for basic education will receive more financial help from Canada. CIDA is granting \$510,000 to help the Central American Institute for Popular Education (ICECU) carry out a broadcasting and media survey, promote use of its almanac, and publish books and teaching aids.

Based in San José, Costa Rica and supported by West Germany as well as the six Central American governments, ICECU broadcasts its educational program "School for Everyone" via 53 stations in Spanish, and in five indigenous languages in Costa Rica and Guatemala, to audiences in isolated rural areas who depend on transistor radios for outside contact. The companion ICECU Almanac is Central America's most widely read publication. Other ICECU materials are essential aids in rural education programs throughout the region.

The ICECU Almanac may double its 350,000 circulation with help from Canada.

Almanac published by ICECU



THE ICECU ALMANAC

DE EXPOSICION DE LA INSTITUCION

Un plus grand nombre de gens apprendront à lire, en Amérique centrale, grâce à l'assistance du Canada. En effet, l'ACDI a accordé une subvention à l'ICECU pour permettre à l'institut d'éducation populaire de l'Amérique centrale et d'autre part, à l'organisation du genre au Canada et un échange d'information pourraient s'avérer très profitables pour les programmes canadiens d'éducation.

L'"Opération Amérique latine" a été au centre des discussions qui ont eu lieu, des 30 et 31 mai dernier, entre le président de l'ACDI, M. Paul Gérin-Lajoie, et 10 journalistes canadiens francophones et qui leur a parlé de sa conception internationale de l'opérateur avec le milieu culturel du pays avec lequel il travaillerait.

Ces journalistes avaient répondu favorablement à l'invitation qui leur avait été adressée par la direction de l'information de l'ACDI d'assister à des séances d'information organisées à leur intention au siège social de l'Agence.

M. Gérin-Lajoie a expliqué que l'"Opération Amérique latine"

se déroulera en deux phases. La première consistera en l'identification d'un personnel qui ait des connaissances linguistiques lui permettant de parler en portugais et qui soit familier avec le milieu culturel du pays avec lequel il travaillerait.

Ces journalistes avaient répondu favorablement à l'invitation qui leur avait été adressée par la direction de l'information de l'ACDI d'assister à des séances d'information organisées à leur intention au siège social de l'Agence.

Durant leur séjour dans la capitale nationale, les journalistes ont eu un échange de vues sur l'entraide internationale et l'opérateur, Marc Baudouin et Marc Faguy, tous de l'ACDI

Canadians for PREALC

Two Canadian economists will help PREALC — the Santiago-based Regional Employment Program for Latin America and the Caribbean — carry out its role as part of the UN International Labor Organization's World Employment Program. A labor economist will take part in the preparation of international and national employment programs while a development economist, stationed in the Caribbean, will assist in developing national employment agencies there. The Canadians' services will be provided through a \$245,000 grant to the ILO.

PREALC, which is a major contributor.

people

Arthur Labrecque, project officer in CIDA's Asia Division, is joining the Canadian High Commission in Islamabad, Pakistan.

After receiving degrees from the University of Ottawa, Mr. Labrecque worked two years with UNESCO in Niger and joined CIDA in June 1966. From October 1968 to May 1972, he served with Canada's embassy in Yaoundé, Cameroun.

échos

Arthur Labrecque, chargé de projets pour la direction de l'Asie, a été nommé 1er Secrétaire (Développement) au Haut-commissariat du Canada à Islamabad, au Pakistan.

M. Labrecque détient une licence en philosophie et un baccalauréat en éducation de l'Université d'Ottawa. À la fin de ses études, il a travaillé au NIGER pour l'UNESCO durant deux ans et il est entré au service de l'ACDI en juin 1966; d'octobre 1968 jusqu'en mai 1972 il a été affecté à l'ambassade du Canada à Yaoundé, au Cameroun.

CEPAL

de planification économique et sociale, élaborer des politiques et des méthodes pour faciliter la planification agricole.

Recrutement

À la suite de l'envergure que prend ses projets dans le domaine de l'Amérique latine de l'ACDI doublera son personnel au cours des prochains mois. Environ 15 personnes devront être recrutées pour remplir les postes qui sont ouverts, allant de celui de secrétaire ou de conseiller technique jusqu'à celui d'analyste de développement. L'almanach qui était de 330 000 copies en 1972, la subvention de l'ACDI aidera, en plus, à la publication de quatre livres et de quatre séries de brochures pour les écoles rurales. Le programme de l'ICECU est aussi destiné à servir de base pour la planification et à orienter leurs politiques systématiquement vers le développement économique.

En 1969, la CEPAL a élaboré un programme d'action pour les Nations-unies, et a commencé à étudier les problèmes de l'intégration économique de l'emploi, du financement extérieur et de l'utilisation de l'énergie nationale. Grâce à une aide de 210 000 dollars de l'ACDI, des économistes canadiens participent à l'effort de la CEPAL qui, en collaboration avec l'Institut latino-américain de l'Université de Montréal, a élaboré un programme d'expansion de l'industrie manufacturière et a déjà travaillé pour l'Organisation des Nations unies et le ministère de la Défense nationale du Canada. Il remplacera M. François Pouliot, qui rentre au siège social de l'ACDI à Ottawa.

Gilles Dubuc vient d'être nommé 1er Secrétaire (Développement) à l'ambassade du Canada à Niamey, au Niger.

Originaire de Montréal, M. Dubuc est diplômé de l'École polytechnique de Montréal. Il a une expérience de 10 ans dans le domaine administratif et a déjà travaillé pour l'Organisation des Nations unies et le ministère de la Défense nationale du Canada. Il remplacera M. François Pouliot, qui rentre au siège social de l'ACDI à Ottawa.

in brief

en brief



About 30 students from East Africa arrived in Ottawa recently to be trained as traffic controllers (CAF). From Pakistan came Sajid, from Uganda, Abraham Said, from Tanzania, and Joseph Giche, from Kenya, with CIDA's Hunter McGill.

Environ 30 stagiaires de l'Afrique de l'Est sont arrivés à Ottawa récemment pour se procurer leur formation comme contrôleurs de trafic. On voit à droite MM. Sajid, de la Tanzanie; MM. Abraham Said, de Tanzanie et Joseph Giche, du Kenya discutant avec M. Hunter McGill, de l'ACDI.

INDOCHINE

L'ACDI affectera des crédits de 12 millions de dollars pour mettre sur pied, en collaboration avec le Comité d'industrie du Mont-Royal (I.R.M.), un service de physiothérapie à la nouvelle Ecole de réadaptation de Saïgon. Ces crédits couvriront les services assurés par l'I.R.M., y compris l'équipement d'un centre d'entraînement, l'envoi d'instructeurs et l'achat de matériel didactique. De plus, l'I.R.M. enverra sur place du personnel administratif et professionnel. Le gouvernement de la République du Vietnam fournit également une contribution et une aide financière et administrative au projet. Le docteur Gustave Gingras, directeur général de l'I.R.M., agira en tant que directeur du projet.

Ces crédits offriront également des crédits additionnels de 400 000 dollars, par l'entremise de la Banque internationale de développement industriel (BIDI) par l'ACDI permettant à la Côte-d'Ivoire d'approvisionner ses biens et services dans certains marchés du monde et de développer économiquement tout en apportant un soutien à la balance des paiements de ce pays. La BIDI pourra aussi à même cette réserve financer des études de préparation ou des entreprises de démarrage dans le secteur industriel. De plus l'ouverture de cette ligne de crédit permettra d'accroître les échanges commerciaux entre le Canada et la Côte-d'Ivoire.

BRÉSIL

Le Canada a donné son accord pour un prêt de 4 millions de dollars octroyé par l'ACDI à la Banque internationale de développement (BID) pour financer une étude de ressources minérales dans l'état de Goias, au Brésil. Cet accord du type permettra à la BID de financer un projet concernant les matières techniques et économiques après quoi la décision finale sera prise par son conseil d'administration. Le Brésil fournira le même montant si le projet est accepté.

Le BIDI envisage aussi d'accorder une subvention de 380 000 dollars au gouvernement du Brésil pour la formation du personnel et pour défrayer les coûts des services du Commissariat géologique du Canada qui dirigera le projet pour le compte du BID. On prévoit aussi la fourniture d'environ 350 000 dollars de matière première pour aider à la mise en œuvre du plan d'aménagement minier. La fourniture des services s'inscrit dans le cadre de l'aide canadienne au développement du service ferroviaire au Brésil. En effet, le Canada avait déjà prêté \$1,5 millions à ce pays pour payer la moitié des services prévus par un contrat conclu par la Société zambienne des chemins de fer avec le "Canadian National" pour cette dernière socie l'aide à administrer, exploiter et entretenir son réseau.

INDOCHINA

IVORY COAST

Canada has established a \$6 million line of credit for the Ivory Coast. Under the agreement, CIDA will provide the Banque Internationale de Développement Industriel (BIDI) with \$2 million each year for the next three years. The fund will be used to buy Canadian goods and services that the Ivory Coast needs for its economic development and to help the country with its balance of payments. The BIDI will also be able to finance feasibility studies and other projects in the industrial sector. The line of credit is expected to lead to a widening of trade between the Canada and the Côte-d'Ivoire.

ZAMBIE

The Canada and the Zambie ont signé un accord en vertu duquel la Zambie prêtera 1 million de dollars à la Zambie pour lui permettre d'acheter 40 wagons-citernes destinés à transporter l'huile comestible dont elle a besoin et qui est presque totalement importée. Pays sans littoral marin, la Zambie doit compléter sur ces chemins de fer pour 75 à 100 millions de tonnes de marchandises par an. Le contrat de construction sera signé dans les prochaines semaines.

La fourniture de wagons-citernes s'inscrit dans le cadre de l'aide canadienne au développement du service ferroviaire au Brésil. En effet, le Canada avait déjà prêté \$1,5 millions à ce pays pour payer la moitié des services prévus par un contrat conclu par la Société zambienne des chemins de fer avec le "Canadian National" pour cette dernière socie l'aide à administrer, exploiter et entretenir son réseau.

BRAZIL

For the Canadian railway tank cars will be bought by Zambia with a \$1 million loan from CIDA. They will be used to transport edible oils, most of which have to be imported into Zambia. Although Zambia has taken steps to increase its production of this important commodity, imports are still substantial and imports are likely to remain relatively reduced. Zambia's present fleet of tank cars is unable to transport required supplies of edible oils.

Brazilian development plans envisage an investment of U.S. \$58.5 million in mining before 1980. The area to be explored in Goias is the central Brazil, is part of the Brazilian pre-Cambrian shield and one of the most promising in terms of mineral potential.

people

Gilles Dubuc, who has been named First Secretary (Development) to Niger, will be attached to the Canadian Embassy in Bangui-Djossi, and not in Niamey as was announced in our last issue. He will nonetheless reside in Niamey.

Frederick Ward, Planning Officer in the Asia Division, has been named First Secretary (Development) to the Canadian Embassy in Dakar, Senegal. Mr. Ward's training background is in economics. He has been with the Agency since 1969, during which time he has been Planning Officer for Sri Lanka (Ceylon), Burma, Afghanistan and Pakistan.

Gérard Richard, Project Officer for Sri Lanka (Ceylon) and Pakistan, Asia Division, has been named 2nd Secretary (Development) to the Canadian High Commission in Bangladesh. After graduating from the University of Waterloo in 1969 Mr. Richard was a recruiting chairman of the CIDA Emergency Relief Committee, in 1971, which planned and coordinated Canadian emergency relief to Bangladesh.

Al Monaghan, Country Program Manager for Malaysia, Asia Division, has been named Second Secretary (Political) to the Canadian High Commission in Kuala Lumpur, Malaysia. Mr. Monaghan has a master's degree in political science from the University of Toronto and worked in several Federal Departments before joining the External Aid Office in 1965. He leaves for Kuala Lumpur in September.

M. Gérard Richard chargé de projets pour la Malaisie et le Pakistan à la direction de l'Asie, a été nommé deuxième Secrétaire (Développement) à l'ambassade du Canada à Kuala Lumpur en Malaisie. M. Monaghan a obtenu une licence en droit de l'Université de Montréal et a été membre du SUCO. A ce titre il a été professeur à l'Ecole nationale d'administration de la République de Malaisie à Bamaiki de septembre 1969 à juillet 1971. Il est à l'ACDI depuis 1969. Il a été agent de planification pour la Malaisie (Ceylon), la Birmanie, l'Afghanistan et le Pakistan.

Jean Nadeau, Planning Officer in the Afrique francophone division, has been named 1st Secretary (Development) to the Canadian Embassy in Dakar, Senegal. Mr. Nadeau has a law degree from the University of Montreal and worked for CUSO from September 1969 to June 1971. He was professor at the Malaya National School of Administration. He has been with CIDA since 1972 and leaves for Dakar in September.

M. Gilles Dubuc qui a été nommé 1er Secrétaire (Développement) pour le Niger, sera résident à Niamey au lieu de Côte d'Ivoire et non à Niamey tel qu'il avait été écrit dans notre numéro précédent à Niamey.

M. Al Monaghan, administrateur de programmes pour le Malaysia, Direction de l'Asie, ACDI, vient d'être nommé 1er Secrétaire (Développement) au Canada à Kuala Lumpur. M. Monaghan détient une maîtrise en sciences politiques de l'Université de Toronto et a travaillé pour divers ministères fédéraux avant d'entrer au service du Bureau de l'aide extérieure en 1965. Il doit partir pour la Malaisie en septembre.

"The international NGOs — the next five years" will be the theme of the CCIC's Fifth Annual Meeting and Conference, Sept. 13-14 in Ottawa, follow-up to the December 1972 NGO conference in St-Jérôme. Details: CCIC, 75 Sparks St., Ottawa K1P 5AS.



Robert McLaren



Jean Nadeau



Al Monaghan

Robert McLaren, former Director of the Asia Division, is now Canada's first resident High Commissioner to Bangladesh. Since independence in 1971, the Canadian Ambassador to Thailand has been posted to Dacca. In 1965, Mr. McLaren joined the External Aid Office as a Planning Officer for the south-east Asia program. He was appointed chairman of the CIDA Emergency Relief Committee, in 1971, which planned and coordinated Canadian emergency relief to Bangladesh.

M. Frederick Ward, agent de planification pour la Direction de l'Asie, a été nommé 1er Secrétaire (Développement) à l'ambassade du Canada à Dakar au Sénégal. M. Nadeau a reçu une formation en sciences économiques et est à l'Agence depuis 1969. Il a été agent de planification pour la Malaisie (Ceylon), la Birmanie, l'Afghanistan et le Pakistan.

M. Gérard Richard chargé de projets pour la Malaisie et le Pakistan à la direction de l'Asie, a été nommé 2e Secrétaire (Développement) à l'ambassade du Canada à Bangla-Desh. Ayant terminé ses études à l'Université de Waterloo en 1969, M. Richard était coordinateur du recrutement à la Commission de la fonction publique avant de se joindre à l'ACDI il y a deux ans.

M. Gilles Dubuc qui a été nommé 1er Secrétaire (Développement) pour le Niger, sera résident à Niamey au lieu de Côte d'Ivoire et non à Niamey tel qu'il avait été écrit dans notre numéro précédent à Niamey.

M. Al Monaghan, administrateur de programmes pour le Malaysia, Direction de l'Asie, ACDI, vient d'être nommé 1er Secrétaire (Développement) au Canada à Kuala Lumpur. M. Monaghan détient une maîtrise en sciences politiques de l'Université de Toronto et a travaillé pour divers ministères fédéraux avant d'entrer au service du Bureau de l'aide extérieure en 1965. Il doit partir pour la Malaisie en septembre.

"The international NGOs — the next five years" will be the theme of the CCIC's Fifth Annual Meeting and Conference, Sept. 13-14 in Ottawa, follow-up to the December 1972 NGO conference in St-Jérôme. Details: CCIC, 75 Sparks St., Ottawa K1P 5AS.

"The international NGOs — the next five years" will be the theme of the CCIC's Fifth Annual Meeting and Conference, Sept. 13-14 in Ottawa, follow-up to the December 1972 NGO conference in St-Jérôme. Details: CCIC, 75 Sparks St., Ottawa K1P 5AS.



Al Monaghan

M. Robert McLaren, encennement directeur de la Direction de l'Asie à l'ACDI, vient d'être nommé Haut-commissaire du Canada au Bangla-Desh. Il est le premier ambassadeur canadien posté dans ce pays depuis l'arrivée de l'ambassadeur du Canada en Thaïlande qui assumait le poste depuis l'indépendance du Bangla-Desh en 1971. En 1965, M. McLaren est entré au Bureau de l'aide extérieure comme agent de planification pour le programme d'assistance canadien en Asie du sud-est. En 1971, il a été nommé responsable du Comité des secours d'urgence de l'ACDI qui coordonnait et planifiait le programme d'urgence canadien pour le Bangla-Desh.

M. Jean Nadeau, agent de planification pour la Direction de l'Afrique francophone, a été nommé 1er Secrétaire (Développement) à l'ambassade du Canada au Sénégal. M. Nadeau est détenteur d'une licence en droit de l'Université de Montréal et a été membre du SUCO. A ce titre il a été professeur à l'Ecole nationale d'administration de la République de Malaisie à Bamaiki de septembre 1969 à juillet 1971. Il est à l'ACDI depuis 1972. Il doit quitter Ottawa pour Dakar en septembre.

M. Frederick Ward, agent de planification pour la Direction de l'Asie, a été nommé 1er Secrétaire (Développement) à l'ambassade du Canada à Dakar au Sénégal. M. Nadeau a reçu une formation en sciences économiques et est à l'Agence depuis 1969. Il a été agent de planification pour la Malaisie (Ceylon), la Birmanie, l'Afghanistan et le Pakistan.

M. Gérard Richard chargé de projets pour la Malaisie et le Pakistan à la direction de l'Asie, a été nommé 2e Secrétaire (Développement) à l'ambassade du Canada à Bangla-Desh. Ayant terminé ses études à l'Université de Waterloo en 1969, M. Richard était coordinateur du recrutement à la Commission de la fonction publique avant de se joindre à l'ACDI il y a deux ans.

M. Gilles Dubuc qui a été nommé 1er Secrétaire (Développement) pour le Niger, sera résident à Niamey au lieu de Côte d'Ivoire et non à Niamey tel qu'il avait été écrit dans notre numéro précédent à Niamey.

M. Al Monaghan, administrateur de programmes pour le Malaysia, Direction de l'Asie, ACDI, vient d'être nommé 1er Secrétaire (Développement) au Canada à Kuala Lumpur. M. Monaghan détient une maîtrise en sciences politiques de l'Université de Toronto et a travaillé pour divers ministères fédéraux avant d'entrer au service du Bureau de l'aide extérieure en 1965. Il doit partir pour la Malaisie en septembre.

"The international NGOs — the next five years" will be the theme of the CCIC's Fifth Annual Meeting and Conference, Sept. 13-14 in Ottawa, follow-up to the December 1972 NGO conference in St-Jérôme. Details: CCIC, 75 Sparks St., Ottawa K1P 5AS.

"The international NGOs — the next five years" will be the theme of the CCIC's Fifth Annual Meeting and Conference, Sept. 13-14 in Ottawa, follow-up to the December 1972 NGO conference in St-Jérôme. Details: CCIC, 75 Sparks St., Ottawa K1P 5AS.

M. Jean Nadeau, agent de planification pour la Direction de l'Afrique francophone, a été nommé 1er Secrétaire (Développement) à l'ambassade du Canada au Sénégal. M. Nadeau est détenteur d'une licence en droit de l'Université de Montréal et a été membre du SUCO. A ce titre il a été professeur à l'Ecole nationale d'administration de la République de Malaisie à Bamaiki de septembre 1969 à juillet 1971. Il est à l'ACDI depuis 1972. Il doit quitter Ottawa pour Dakar en septembre.

M. Frederick Ward, agent de planification pour la Direction de l'Asie, a été nommé 1er Secrétaire (Développement) à l'ambassade du Canada à Dakar au Sénégal. M. Nadeau a reçu une formation en sciences économiques et est à l'Agence depuis 1969. Il a été agent de planification pour la Malaisie (Ceylon), la Birmanie, l'Afghanistan et le Pakistan.

M. Gérard Richard chargé de projets pour la Malaisie et le Pakistan à la direction de l'Asie, a été nommé 2e Secrétaire (Développement) à l'ambassade du Canada à Bangla-Desh. Ayant terminé ses études à l'Université de Waterloo en 1969, M. Richard était coordinateur du recrutement à la Commission de la fonction publique avant de se joindre à l'ACDI il y a deux ans.

M. Gilles Dubuc qui a été nommé 1er Secrétaire (Développement) pour le Niger, sera résident à Niamey au lieu de Côte d'Ivoire et non à Niamey tel qu'il avait été écrit dans notre numéro précédent à Niamey.

M. Al Monaghan, administrateur de programmes pour le Malaysia, Direction de l'Asie, ACDI, vient d'être nommé 1er Secrétaire (Développement) au Canada à Kuala Lumpur. M. Monaghan détient une maîtrise en sciences politiques de l'Université de Toronto et a travaillé pour divers ministères fédéraux avant d'entrer au service du Bureau de l'aide extérieure en 1965. Il doit partir pour la Malaisie en septembre.

"The international NGOs — the next five years" will be the theme of the CCIC's Fifth Annual Meeting and Conference, Sept. 13-14 in Ottawa, follow-up to the December 1972 NGO conference in St-Jérôme. Details: CCIC, 75 Sparks St., Ottawa K1P 5AS.

"The international NGOs — the next five years" will be the theme of the CCIC's Fifth Annual Meeting and Conference, Sept. 13-14 in Ottawa, follow-up to the December 1972 NGO conference in St-Jérôme. Details: CCIC, 75 Sparks St., Ottawa K1P 5AS.

65



Canadian assistance rises

Canada's official development assistance disbursements increased by 25.6 per cent in 1972.

The leap from \$391.9 million in 1971 to \$492.1 million in 1972 represents an increase from 42 to 47 per cent of Canada's gross national product. Both the Pearson Commission and the United Nations set .7 per cent of GNP as a target for the developed nations. At 47 per cent, Canada stands ninth among the 15 other members of the Development Assistance Committee (DAC) of the Organization for Economic Cooperation and Development (OECD), well above the DAC average of .34 per cent. Most spending was bilateral—\$338.3 million in 1972 compared to \$294.5 million in 1971. Multilateral disbursements rose by 59.1 per cent, from \$96.6 million in 1971 to \$153.7 million in 1972.

In 1972, Canada effectively reached the UN target of 1 per cent of GNP for total financial (see next page)



Preparation of a 1975-80 strategy for Canada's international development cooperation and development programs is under way. The strategy will be completed in 1976. It will include a review of the international development programs and a proposal for their future direction. The strategy will also include a review of the international development programs and a proposal for their future direction.

A l'occasion d'audiences publiques organisées le 4 septembre dernier à l'ACDI, le Comité de participation à l'élaboration de la "Stratégie canadienne de développement international 1975-1980", des individus et des groupes ont présenté leurs idées et leurs conseils au Comité de président.

calendrier

Relief work continues in the Sahel region as its 30 million people struggle to overcome West Africa's worst natural disaster of this century. International Red Cross workers have reported 13 million people seriously affected by the drought of the decade. More than 100,000 have died, mostly from malnutrition and disease. The UN Food and Agriculture Organization is working to alleviate the situation. The organization has appealed for \$6.8 million to help the Sahel region. The UN has already committed \$300,000 to the

Assistance au Sahel

La région du Sahel continue à recevoir des secours landis à cause des sécheresses d'au moins 30 millions d'habitants. Les secours pour lutter contre la famine sont venus de l'Organisation mondiale de la santé, de l'UNICEF et de l'ONU. L'ONU a déclaré que 13 millions de personnes étaient dans le besoin. Le Fonds spécial pour le développement des Nations Unies a approuvé une aide supplémentaire de 6,8 millions de dollars. Le Canada a accordé, en juillet dernier, \$300 000 au Fonds spécial pour la zone sahélienne de l'Organisation des Nations Unies (suite à la deuxième page)

soit le double de sa première évaluation. En plus d'une aide alimentaire de 6,8 millions de dollars, le Canada a accordé, en juillet dernier, \$300 000 au Fonds spécial pour la zone sahélienne de l'Organisation des Nations Unies (suite à la deuxième page)

in brief en bref



USINE EN INDE

Le Timpate Company of India Limited bénéficiera de la compétence technique et de matériel canadiens pour l'ermirer, au cours des deux prochaines années, les travaux de construction et d'expansion de son usine de Golmuri, dans l'Etat du Bihar. La compagnie Wean United (Canada) Limited de Cambridge, en Ontario, fournira les services et le connaissances techniques nécessaires à l'assemblage et le matériel nécessaire à l'établissement d'une installation d'élimage et de chromage à l'électrolyse. Un prêt de 2,1 millions de dollars a été accordé par l'ACDI en vertu d'une ligne de crédit générale établie entre le Canada et l'Inde.

ELECTRICITÉ

L'ACDI fournira au gouvernement de l'Inde 5 172 000 dollars pour l'achèvement du gigantesque projet hydroélectrique de Kundah, dans l'état de Tamil Nadu, en Inde.

Depuis 1955, le Canada a contribué environ 44 millions de dollars à ce projet. Un prêt de 3 972 000 dollars permettra de financer la dernière phase du projet et une subvention de 1,2 million de dollars couvrira les services d'ingénierie.

The Board includes 21 members with four-year terms, but to assure continuity six members of the first Board, set up in 1970, were named for two years and six others for three years. The new members replace the first group to retire.

Six new members — three Canadians and three from other countries—were named in June to the Board of Governors of the International Development Research Centre:

Norman Currie of Toronto, Dr. Clarence Gossé de Halifax, Archie Micay de Winnipeg, Dr. Akihi Habte of Ethiopia, Theodore W. Schultz of the U.S., and Soedjatmoko of Indonesia.

The Society for International Development (SID) is now operating a Development Reference Service in Paris, which has taken on some of the work formerly done by the Development Enquiry Service of the OECD. Development Centre SID, now located at 49 rue de la Glacière, 75103, Paris, will draw on a worldwide network of correspondents to answer economic and social questions from official and semi-official agencies in developing countries, while technical and industrial enquiries will be handled by the UN Industrial Development Organization in Vienna.

ZAIRE

Le Canada a accordé un prêt à long terme de 36 millions de dollars au Zaïre pour la réalisation d'un vaste projet de télécommunications par faisceaux hertziens qui constituera par lui-même un élément essentiel de l'essor économique et des telecommunications. C'est le projet le plus ambitieux et le plus important, en termes d'engagements financiers, que le Canada ait jamais entrepris en Afrique dans le cadre de ses accords bilatéraux de coopération.

Le Zaïre fournit lui-même 10 millions de dollars pour la réalisation du programme, qui prévoit la construction de l'axe 3 du réseau de faisceaux hertziens, d'une longueur de 2 300 km. La formation et l'installation d'ateliers de téléphonie pour les axes 2 et 3, ainsi que la formation du personnel zairois nécessaire au bon fonctionnement du réseau.

Pour cette formation, le gouvernement canadien a consenti 1,2 million de dollars.

Le programme permettra de renforcer la partie orientale du Zaïre au reste du pays par des moyens de telecommunications modernes et efficaces; une population d'environ 5 millions de personnes sera desservie par les nouvelles installations.

BANGLA-DESH

Le Canada a accordé un prêt de 8 millions de dollars au Bangla-Desh pour la construction de sa première station terrestre de communication par satellite, près de Chittagong. La station qui deviendra le terminus pour toutes les communications internationales du pays sera construite par la so-

UN DEVELOPMENT DAY

World Development Information Day, October 24, is an opportunity for NGOs, news media, schools and concerned individuals to stimulate greater public interest in international development issues. This year's General Assembly to coincide with United Nations Day, this special event was first suggested during UNCTAD 3 by French Finance Minister Valéry Giscard d'Estaing: "Just as at the time of the industrial revolution a hundred years ago a Labour Day was created, perhaps our world today can find the time once a year to reflect upon, and inform itself about, the vast dimensions of development problems". Action is proposed suggested: for schools; special assemblies; film showings; guest speakers; for trade unions; service clubs and professional groups — speakers on development problems; for religious institutions — adoption of world solidarity as a theme of observance; for NGOs — community participation programs, radio, TV and newspaper presentations.

Resource materials may be obtained from CIDA's Information Division, 122 Bank St., Ottawa, Ont. K1A 0G4; the Canadian Council for International Cooperation, 75 Sparks St., Ottawa, Ont. K1P 5A5; and regional libraries of the National Film Board.

IDRC

The Board includes 21 members with four-year terms, but to assure continuity six members of the first Board, set up in 1970, were named for two years and six others for three years. The new members replace the first group to retire.

Six new members — three Canadians and three from other countries—were named in June to the Board of Governors of the International Development Research Centre:

Norman Currie of Toronto, Dr. Clarence Gossé de Halifax, Archie Micay de Winnipeg, Dr. Akihi Habte of Ethiopia, Theodore W. Schultz of the U.S., and Soedjatmoko of Indonesia.

The Society for International Development (SID) is now operating a Development Reference Service in Paris, which has taken on some of the work formerly done by the Development Enquiry Service of the OECD. Development Centre SID, now located at 49 rue de la Glacière, 75103, Paris, will draw on a worldwide network of correspondents to answer economic and social questions from official and semi-official agencies in developing countries, while technical and industrial enquiries will be handled by the UN Industrial Development Organization in Vienna.

SID information

Le Canada a accordé un prêt à long terme de 36 millions de dollars au Zaïre pour la réalisation d'un vaste projet de télécommunications par faisceaux hertziens qui constituera par lui-même un élément essentiel de l'essor économique et des telecommunications. C'est le projet le plus ambitieux et le plus important, en termes d'engagements financiers, que le Canada ait jamais entrepris en Afrique dans le cadre de ses accords bilatéraux de coopération.

Le Zaïre fournit lui-même 10 millions de dollars pour la réalisation du programme, qui prévoit la construction de l'axe 3 du réseau de faisceaux hertziens, d'une longueur de 2 300 km. La formation et l'installation d'ateliers de téléphonie pour les axes 2 et 3, ainsi que la formation du personnel zairois nécessaire au bon fonctionnement du réseau.

Pour cette formation, le gouvernement canadien a consenti 1,2 million de dollars.

Le programme permettra de renforcer la partie orientale du Zaïre au reste du pays par des moyens de telecommunications modernes et efficaces; une population d'environ 5 millions de personnes sera desservie par les nouvelles installations.

INFORMATION — DÉVELOPPEMENT

L'Assemblée générale des Nations unies a désigné le 24 octobre comme "Journée mondiale de l'information sur le développement". Les organisations non gouvernementales, les organismes d'information, les sociétés et les personnes intéressées pourront profiter de l'occasion pour susciter l'intérêt du grand public au sujet de la coopération au développement international. Cet événement qui coïncide avec la Journée des Nations unies, avait été proposé par M. Valéry Giscard d'Estaing, ministre des Finances de la France, lors de CNUCED III. "Il y a cent ans, avait-il dit, lors de la révolution industrielle, on avait institué la Fête du travail. Peut-être malencontreusement pouvons-nous nous arrêter une journée par année pour réfléchir et nous renseigner sur le vaste problème du développement."

Programme d'action suggéré:

échéances: réunions spéciales, films, conférences;

syndicats, services sociaux, et groupes professionnels;

conférenciers;

communautés religieuses: développement d'un thème particulier: la solidarité humaine;

organisations non gouvernementales: programmes communautaires, émissions de radio, de télévision et articles dans les journaux.

Pour obtenir de la documentation, écrire à: Direction de l'Information, ACDI, 122, rue Bank, Ottawa K1A 0G4; Conseil canadien pour la coopération internationale, 75, rue Sparks, Ottawa K1P 5A5; centres régionaux de l'Office national du film.

Service de références

La Société internationale pour le développement (SID) opère maintenant un "Service de Référence à l'intérieur". Ce Service a hérité d'une partie des attributions de l'ex-Service Questions-Réponses-Développement" du Centre de Développement de l'OCDE. L'autre partie, questions industrielles et technologiques, a été mise en place au sein de l'Institut Vienne en Autriche. Le rôle du Service Référence à l'intérieur consiste, en utilisant un réseau mondial de correspondants spécialisés, à rechercher les réponses aux questions des pays en voie de développement sur les problèmes qu'ils rencontrent dans divers domaines économiques et sociaux.

Adresse: Service-Références-Développement, SID, 49, rue de la Glacière, 75013 Paris, France.

calendrier

CDD

CIDA

ACDI

contact

Canadian International Development Agency

Agence canadienne de développement international

OCTOBER/OCTOBRE 1973

21

Goals set by NGOs

Nominations au CRDI

Trois Canadiens et trois non Canadiens ont été nommés en juillet dernier au Conseil des Gouverneurs du Centre de recherches pour le développement international: M. Norman Currie de Toronto, le Docteur Clarence Gossé de Halifax, M. Archie Micay de Winnipeg, le Docteur Akihi Habte d'Ethiopie, M. Theodore Schultz des Etats-Unis et M. Soedjatmoko d'Indonésie.

Le second congrès du Conseil mondial des sociétés non gouvernementales a eu lieu à Genève du 28 juin au 2 juillet 1974 et portera sur "L'efficacité et l'inéficacité dans les écoles secondaires". Si vous êtes intéressé, veuillez vous inscrire dès maintenant au Secrétariat du Conseil, Palais Wilson, 52, rue des Paquis, CH-1211, Genève 14, Suisse.

Le succès indicatif de ce sous-item a été sous-estimé. Parmi les possibles initiatives CIDA: modification de la formule de financement pour aider les agences avec haut développement potentiel mais faible fonds de financement; direct support to NGOs dans les pays en développement; événements annuels avec les partenaires; assistance à l'international NGOs; continuation et renforcement de l'Programme de participation à l'éducation pour encourager les programmes éducatifs.

To help CCII plan for the next five years, the following organizations, meeting in workshops, produced 20 major suggestions. Highlights: more local and regional coordination among NGOs; continuation of the development education annual program (see August Contact); greater attempts to involve international NGOs, especially clubs and other groups not directly concerned with international development; swifter progress by Canada toward UNDP Strategy targets. Some workshops felt NGOs should be more active as critics of Canadian development policies; another proposal was NGO advisory committee for CIDA's Non-Governmental Organizations Division.

Delegates said CIDA should have more flexible funding authority, and a strategy paper prepared by CIDA's NGO Division.



Conférence des ONG Rencontre annuelle

La conférence de deux jours qui a précédé la rencontre annuelle du Conseil canadien pour la coopération internationale (CCCI) à Sainte-Adèle au Québec, le 14 septembre dernier, a permis aux organismes non-gouvernementaux du Canada (y compris les organismes locaux et régionaux) de se rencontrer et de faire le point sur les activités de leurs organisations. M. Angus Archer, directeur exécutif du CCCI, a affirmé que, pour la première fois en cinq ans, l'inquiétude du Conseil quant à son existence même et à sa viabilité financière a cédé la place à la question de savoir si le Conseil peut réussir à faire et à donner les services spécifiques qu'il pourra rendre". Le Conseil s'est considérablement accru et comprend maintenant quelque 70 agences ou groupes communautaires.

Pour aider le CCCI à planifier le travail des cinq prochaines années, 80 délégués venant de 50 organisations ont travaillé en ateliers et ont produit 20 recommandations majeures. Les principaux sont les suivantes: plus de coordination entre les ONG au niveau local et régional (suite au verso).

Information Développement

Le mercredi 24 octobre prochain marquera le 24e anniversaire des Nations unies, et l'autre partie la première journée d'information sur le développement international, offrant ainsi aux Canadiens intéressés une bonne occasion de promouvoir la cause du développement international. Pendant cette journée, les délégations de experts internationaux du développement se tiendront au siège social des Nations unies à New York. Parmi les invités on retrouve entre autres le Président de l'ACDI, M. Paul Gérin-Lajoie.

Don't forget October 24

Wednesday, October 24 is the two days in one — UN Day, and also the first World Development Information Day. It offers a good occasion for groups and individuals to meet and discuss the specific services which it could provide. The Conference is still considerably more active and accrued than it was in 1971, and is currently maintaining some 70 agencies or groups communautaires. To mark the day, an informational panel will discuss development prospects at UN headquarters in New York. Among those invited to participate is Mr. Paul Gérin-Lajoie.

in brief

en bref

FURTHER AID FOR SAHEL

The important role of the voluntary agencies and the International Red Cross in relieving human distress in the drought-stricken countries of the Sahel Africa has been recognized in cash donations of \$150,000 through CIDA's emergency assistance allocations. A grant of \$150,000 goes to the Combined Appeal for African Drought Relief, and a further \$150,000 to the International Red Cross. In addition to the Canadian Red Cross Society, CIDA has also announced that 30 heavy trucks will be provided, five to each of the six countries. The trucks will be operated by the United Nations for six months. Canadian expense, then turned over to the governments concerned.

Longer-term assistance measures now are under study following ministerial meetings of the six states in Ouagadougou, Burkina Faso, where CIDA was observer at the conference. Said CIDA President Paul Gérin-Lajoie in a message to the ministers: "... a global strategy must be created around the problem of drought and its consequences. It must prevent the suffering of the famines and to establish the means necessary to raise living conditions of the rural populations." He pledged continuing emergency and longer-term assistance.

VANCOUVER

CIDA will have a representative in Vancouver November 26 to 30 at the Information Canada Office, 222 Bank Street. The officer will answer questions about CIDA programs and show films on development. CIDA publications will also be available.

School teachers and others wishing to take groups to see the films should contact Mrs. M. G. Holbrook, Information Division, CIDA, 122 Bank Street, Ottawa (before the last week in November) or at the Vancouver Information Canada Centre.

INDONESIA LINE OF CREDIT

A \$16 million line-of-credit loan will provide essential Canadian commodities and equipment for Indonesia's development program. The loan, which brings total Canadian line-of-credit assistance to Indonesia to \$34 million, will be provided through CIDA. About \$12 million will finance shipments of materials such as newspaper, asbestos, potash, copper and sulphur; the balance will be used for equipment and machinery.

AFRICA

An official mission visited Morocco, Algeria and Tunisia September 10-17 to discuss Canada's program of cooperation with the north African countries and discuss development plans with government authorities there. Three Members of Parliament took part:

Pierre De Bané (Parliamentary Secretary to the Minister of External Affairs), Donald Munro (PC, Esquimalt-Saanich), and John Harney (NDP, Scarborough West).

The mission was led by CIDA President Paul Gérin-Lajoie, who was accompanied by CUSO workers, businessmen and representatives of the UN, World Bank and other international agencies. Goals of the mission included evaluating Canada's program in the Maghreb countries and the socio-economic impact in relation to local conditions.

FILMS

Films and Audio-Visuals on *World Development*, a 62-page catalogue of materials available in Canada, can be purchased for \$2 from the Canadian Council for International Cooperation, 75 Sparks St., Ottawa, Ont. K1P 5AS.

VANCOUVER

CIDA will have a representative in Vancouver November 26 to 30 at the Information Canada Office, 222 Bank Street. The officer will answer questions about CIDA programs and show films on development. CIDA publications will also be available.

School teachers and others wishing to take groups to see the films should contact Mrs. M. G. Holbrook, Information Division, CIDA, 122 Bank Street, Ottawa (before the last week in November) or at the Vancouver Information Canada Centre.

JAMAICA

Jamaica will use a \$300,000 CIDA loan to purchase Canadian paper for printing of textbooks and other teaching aids in support of its national literacy campaign.

RED CROSS

Two contributions were made by Canada during September to aid Red Cross activities in India, Pakistan and Bangladesh — \$50,000 to support continuing efforts to relieve distress among refugees and other displaced groups in the three countries, and \$100,000 to help relieve the preceding floods in Pakistan.

The Canadian Red Cross and CARE of Canada have also provided substantial funds and supplies for flood relief efforts, including medical and food aid.

Sahel

Lajoie a rencontré des coopérants canadiens, professeurs et autres experts de l'ACDI, volontaires de l'UCAT et autres, à la Croix-Rouge internationale et des agences privées bénévoles canadiennes pour appuyer leurs efforts d'aide aux victimes de la sécheresse qui sévit présentement en Afrique de l'Ouest. Un don de \$150 000 a été fait à la Croix-Rouge internationale contre la sécheresse d'Aïrpus, alors qu'un autre \$150 000 était fourni à la Croix-Rouge internationale par l'intermédiaire de la Société Canadienne de la Croix-Rouge. L'ACDI a de plus annoncé que CIDA contribuera à trois camions lourds par lot au Sahel touchés par la sécheresse. Les camions seront utilisés par les Nations unies pendant six mois et le Canada paiera les frais d'opération. La flotte de camions sera alors remise aux gouvernements des pays concernés.

Profitant de la rencontre des ministres de l'Agriculture et du Plan des pays du Sahel à Ouagadougou, en Haute-Volta, le Canada étudie de plus près la situation dans le Sahel. Le Canada participe à cette conférence en tant qu'observateur. Le Président de l'Agence canadienne de développement international, M. Paul Gérin-Lajoie, dans un message transmis au Secrétaire général de l'ONU à New York, déclarait: "notre préoccupation principale est qu'il se crée, autour du problème de la sécheresse et de ses conséquences, une stratégie globale qui pourra aider à prévenir la propagation de la famine saharienne et de mettre en place les moyens nécessaires pour relever les conditions de vie des populations rurales de la région."

Croix-Rouge

À cours du mois de septembre, le Canada a consenti deux contributions à la Croix-Rouge afin de supporter les efforts de celle dernière en Inde, au Pakistan et au Bangla-Desh. \$50 000 ont été donnés pour venir au secours des réfugiés et des personnes déplacées dans les trois pays, et \$75 000 pour aider les autorités indiennes au Pakistan. La Croix-Rouge canadienne et CARE Canada ont aussi contribué de façon importante en argent, en médicaments et en nourriture pour venir en aide aux victimes des inondations.

Jamaïque

La Jamaïque a reçu un prêt de 300 000 dollars de l'ACDI pour acheter du papier pour l'impression de manuels scolaires et d'autres matériaux éducatifs pour appuyer la campagne d'alphabétisation de ce pays des Antilles.

OVERSEAS OPENINGS

People are needed for these positions in the challenging field of overseas development:
BID: Inter-American Development Bank. Chief, Industrial Engineering Section. Senior position, in Washington, English or French required. Spanish helpful but not essential.

CFCT: Commonwealth Fund for Technical Cooperation. Mechanical/electrical engineer for the Mineral Development Corporation (MINDECO) of Zambia. Two years. English.

CIDA: Cameron — Docimology professor (normal school). MRD 3390. French.

French. Nigeria — General Manager for Trust Investment Corporation Limited at Calabar. Experience in lending and related activities. MRD 3289. Two years. English.

Rwanda — Economics professor (first cycle university). MRD 3334. French.

Tunisia — Professor of diesel mechanics. MRD 3332. French.

For more information write to: Manpower Resources Division, CIDA, 122 Bank St., Ottawa, Ont. K1A 0G4.

Information

DU 26 AU 30 NOVEMBRE, L'ACDI dépêchera un représentant au bureau de Vancouver d'Information Canada, 800, rue Granville. Cet agent donnera des informations sur l'Agence, présentera des films sur le développement et versera à la distribution des publications de l'ACDI.

Indonésie

Un prêt de \$16 millions, sous forme de ligne de crédit, sera utilisé par le gouvernement de l'Indonésie pour se procurer des produits de base de l'équipement pour l'industrie. On prévoit qu'environ \$35 millions la ligne de crédit canadienne à l'Indonésie sera administrée par l'ACDI. Environ \$12 millions serviront à financer l'envoi de produits de base tel que du papier journal, de l'amanière, de la potasse, du cuivre et du soufre.

croix-Rouge

À cours du mois de septembre, le Canada a consenti deux contributions à la Croix-Rouge afin de supporter les efforts de celle dernière en Inde, au Pakistan et au Bangla-Desh. \$50 000 ont été donnés pour venir au secours des réfugiés et des personnes déplacées dans les trois pays, et \$75 000 pour aider les autorités indiennes au Pakistan. La Croix-Rouge canadienne et CARE Canada ont aussi contribué de façon importante en argent, en médicaments et en nourriture pour venir en aide aux victimes des inondations.

tail, their experiences in different settings were essentially alike.

The session was organized around three themes: the CIDA expert in Africa — professional and social environment, and contacts with CIDA and its representations; the CIDA panel and preparation for overseas assignments; and preparation to Canada — and the return to Canada — professional integration, social involvement, and use of acquired experience.

General discussions on development problems followed, and in the last session a CIDA panel responded to suggestions and questions arising out of the first two days.

A desire was evident for better communication between CIDA and workers in the field, and for better mechanisms of consultation, such as this first "debriefing session", to help returned workers contribute personally to improving Canada's programs of cooperation.

M. Michel Roy, chargé de projets pour le Tchad et le Cameroun à la Direction de l'AFAD, a été nommé Secrétaire général pour Yamendé au Cameroun, où il sera le Secrétaire à l'ambassade du Canada à Yaoundé, au Cameroun. Avant de partir pour le Cameroun, il a travaillé au ministère des Affaires étrangères en tant qu'officier dans les missions diplomatiques canadiennes de 1962 à 1966 à titre de Délégué commercial adjoint à l'ambassade du Canada à Rome, en Italie.

M. Gagnon a aussi fait partie de plusieurs diplomatisations canadiennes de 1962 à 1966 à titre de Délégué commercial en éducation et direction des études avant de se joindre à l'ACDI en 1971. Il a suivi des cours en administra-

people

Real Gagnon has been named First Secretary (Development) with Canada's embassy in Algiers, after serving since June 1972 in the same post with the Canadian embassy in Yaoundé, Cameroon. Mr. Gagnon was formerly a project officer in CIDA's Francophone Africa Division.

Michel Roy, project officer for Chad and Cameroon in CIDA's Francophone Africa Division, left recently for Yaoundé where he will be First Secretary (Development) with the Canadian embassy.

BID: Chef de la section de génie industriel: poste de cadre supérieur à Washington. (Français ou anglais, espagnol, un atout)

Pour plus de renseignements, adressez-vous à la Direction du recrutement des coopérants, ACDI, 122, rue Bank, Ottawa K1A 0G4.

Session de retour

Les 22, 23 et 24 août, à l'Université d'Ottawa, les coopérants qui rentraient d'Afrique francophone, avaient été invités par l'Agence à se rencontrer tous. Quelque 70 coopérants, et leurs époux ou épouses, avaient répondu à l'invitation du Centre de préparation des coopérants et ont pu pendant deux jours et demi discuter de leurs expériences comme à l'Agence. Travaillant en atelier, sous la conduite d'animateurs professionnels, les coopérants ont pu constater que, si leurs expériences différaient dans les détails, somme toute, elles se recoupaient dans les grandes lignes et qu'elles n'étaient pas faites d'un seul pays, d'une seule ville ou d'une seule institution.

La session avait été organisée autour de trois centres d'intérêt: le coopérant en Afrique: son milieu professionnel, son milieu social, et ses rapports avec l'ACDI et ses représentants. La session publique à l'Université d'Ottawa, M. Roy remplacera M. Réal Gagnon qui vient d'être nommé à Alger.

M. Michel Roy, chargé de projets pour le Tchad et le Cameroun à la Direction de l'AFAD, a été nommé Secrétaire général pour Yamendé au Cameroun, où il sera le Secrétaire à l'ambassade du Canada à Yaoundé, au Cameroun. Avant de partir pour le Cameroun, il a travaillé au ministère des Affaires étrangères en tant qu'officier dans les missions diplomatiques canadiennes de 1962 à 1966 à titre de Délégué commercial adjoint à l'ambassade du Canada à Rome, en Italie.

M. Gagnon a aussi fait partie de plusieurs diplomatisations canadiennes de 1962 à 1966 à titre de Délégué commercial en éducation et direction des études avant de se joindre à l'ACDI en 1971. Il a suivi des cours en administra-

CARRIÈRES À L'ÉTRANGER

Voulez-vous faire carrière dans le développement international? Voici quelques postes qui pourraient vous intéresser.

ACDI: Nigeria — Gérant général pour la société Trust Investment Company Limited. Expérience dans le domaine des prêts nécessaires. Contrat de deux ans à Calabar. MRD 3289 (anglais).

Rwanda: Professeur d'économique (1er cycle universitaire). MRD 3334 (français).

CFCT: Professeur de docimologie (Ecole normale). MRD 3390 (français); professeur de technique de génie civil MRD 3298 (français).

Tunisie: Professeur de mécanique Diesel MRD 3332 (français).

FCCT: Fonds du Commonwealth pour la coopération technique: Ingénieur électricien-mécanicien pour la société Minerai Development Corporation (MINDECO) de la Zambie. Contrat de deux ans. (anglais).

BID: Chef de la section de génie industriel: poste de cadre supérieur à Washington. (Français ou anglais, espagnol, un atout)

Pour plus de renseignements, adressez-vous à la Direction du recrutement des coopérants, ACDI, 122, rue Bank, Ottawa K1A 0G4.

C55

CIDA
ACDI

contact

22

Canadian International Development Agency
Agence canadienne de développement international

NOVEMBER/NOVEMBRE 1973

Christmas cards have raised millions of dollars to help people in developing countries. They are available in Canada from: UNICEF — at Information Canada enquiry centres, or retail outlets (contact provincial UNICEF committees); CANSAVE — through branches of the Canadian Red Cross; Oxfam — at large Oxfam offices in Ottawa and Toronto; USC — gift announcement cards (minimum gift \$1) from USC headquarters, 56 Sparks St., Ottawa, Ont. K1P 5B1.

La vente de cartes de Noël rapporte des millions de dollars chaque année pour les pays en voie de développement. On peut les procurer: UNICEF: les centres d'information Canada et certains magasins de détail (renseignement: les comités provinciaux); CANSAVE: succursale dans CANSAVE dans les grands centres; OXFAM: les comités régionaux et les boutiques OXFAM à Halifax, à Ottawa et à Toronto; USC: remerciement pour don (minimum \$1), USC, 56 rue Sparks, Ottawa K1P 5B1.

Six projects

aided in Peru

Six Peruvian projects — in education, fisheries and rural development — will receive assistance from CIDA.

Peru is carrying out an educational reform similar to the vast changes made in Quebec's system.

In recent years Canada has agreed to contribute \$600,000 worth of expertise services to help plan intermediate schools combining (in Canadian terms) the last two years of high school and the first two of university, and leading either to technical careers or university studies.

Expenditure of a further \$2,600,000 for a pilot project has been approved in principle. Peru will contribute \$1.5 million and may later seek a \$24 million World Bank loan to complete the program.

The Peruvian National Service to Industrial Development, the Service to Agricultural Development and the Service to Labor (SENAD) will benefit from a \$475,000 grant to finance Canadian experts' services, scholarships and equipment, as it establishes a training course (see next page)

6 projets

péruviens

Le Pérou a reçu des subventions de l'ACDI pour la réalisation de six projets, en éducation, en pêche, et en développement rural.

Pour aider la réforme de l'enseignement entreprise récemment par le Pérou, et qui s'inspire en partie des réformes faites au Québec dans les dernières années, le Canada a octroyé \$600 000. Ce montant servira à défrayer les services d'experts-conseils qui aideront à planifier la création d'écoles intermédiaires préparant à la fois aux carrières techniques et aux études universitaires. La seconde phase de ce projet, l'ouverture d'une école-pilote, d'une valeur de

2.68 millions de dollars, a reçu l'accord du principe du Canada. Le Pérou contribue lui-même \$1.5 millions à ce projet et pourrait demander un peu plus de \$24 millions à la Banque mondiale pour le mener à terme. Le Service national péruvien (suite au verso)

Contribution à l'IDA

Le Canada s'est engagé à fournir 274,5 millions de dollars (USD) à la quatrième reconstitution des fonds de l'Association internationale de développement (IDA), une filiale de la Banque mondiale. M. John Turner, ministre des Finances, s'est engagé au nom du Canada lors de la rencontre de la Banque mondiale à Nairobi, (suite au verso)

Recent CIDA changes

Some modifications to reporting relationships within CIDA were announced recently, as well as three new appointments.

The resource divisions now have two components: Engineering Resources, under a new director, B. Biddiscombe; and Human Resources, which combines the former Training Resources and Management Resources divisions. The two directors will report to the Vice-President, Bilateral.

Contracts and Commodities Division has been transferred to the Administration Branch, under the Director-General, Finance and Administration.

A new position—Director of Consultant Relations, reporting to the Vice-President, Administration—has been established, with responsibility for all matters relating to consultant services in CIDA.

Peter Haines, formerly Director of Engineering Resources, has been named Special Adviser, Energy. He will also advise on the field of telecommunications.

Peru

(from front page)

In industrial control systems, ORDEZA, the Peruvian organization developing the zone hit by the May 1970 earthquake, is carrying out the other four projects to be assisted: electricity for areas near Chimbote and in the Huaylas Valley (CIDA grant \$1.7 million including \$1.26 million for Canadian materials and shipping); three vehicles for fish distribution (\$65,000); construction of a fishing boat under supervision of the UN's Food and Agriculture Organization (\$125,000); and classrooms, workshops and dormitories (\$100,000) for a technical school in Huarez, a town of 30,000 that was virtually destroyed by the earthquake.

IDA

(from front page)

The UK and Japan. This replenishment will enable IDA to grant new credits after June 30, 1974, when all resources from previous replenishments will be fully committed. Total pledges from 24 contributing member countries and Switzerland amount to \$1.2 billion. The Canadian pledge was made by the Hon. John Turner, Minister of Finance, at the World Bank's meeting at Nairobi, Kenya, September 24-25. The Canadian contribution will be paid in four annual installments, beginning in November 1974.

contact

is produced by the Information Division of the Communications Branch, Canadian International Development Agency. Consider the authority of the Honourable Mitchell Sharp, Secretary of State for External Affairs.

Ottawa, November 1973



Oatre-vingt nivelleuses et les pièces de rechange nécessaires à leur entretien ont quitté Montréal récemment à destination du Zaïre pour être utilisées dans un projet de construction de routes. La société Survey, Nanning et Chêneau et Chêneau, Montréal, a obtenu le contrat d'approvisionnement d'une valeur de deux millions de dollars et la firme Dominion Road Machinery de Goderich, en Ontario, a fabriqué le matériel pour SNC.

To help Zaire launch a vast road-building project, 90 loaders and essential parts left Hamilton recently. Manufactured by Dominion Road Machinery of Goderich, Ontario, the equipment arrived in August on a \$2-million contract awarded to Survey, Nanning and Chêneau of Montreal by the Republic of Zaire.

Changements à l'ACDI

L'ACDI procède à certains changements dans son organisation et annonce trois nouvelles nominations.

Les directions des ressources seront désormais réparties en deux grandes directions: celle des Ressources techniques dont le directeur sera M. B. Biddiscombe; et celle des Ressources humaines qui réunit les activités d'application de la Formation et du Recrutement. Les deux directeurs relèveront directement du vice-président du comité exécutif.

La direction des Contrats et approvisionnements passe à la direction générale de l'Administration et son directeur relèvera du directeur général qui est appelé à fournir des conseils et à participer à l'exécution et à l'administration des projets.

\$1.7 million including \$1.26 million for Canadian materials and shipping); three vehicles for fish distribution (\$65,000); construction of a fishing boat under supervision of the UN's Food and Agriculture Organization (\$125,000); and classrooms, workshops and dormitories (\$100,000) for a technical school in Huarez, a town of 30,000 that was virtually destroyed by the earthquake.

6 projets

(suite de la première page)

Le Canadian pledge was made by the Hon. John Turner, Minister of Finance, at the World Bank's meeting at Nairobi, Kenya, September 24-25. The Canadian contribution will be paid in four annual installments, beginning in November 1974.

pledges from 24 contributing member countries and Switzerland amount to \$1.2 billion. The Canadian pledge was made by the Hon. John Turner, Minister of Finance, at the World Bank's meeting at Nairobi, Kenya, September 24-25. The Canadian contribution will be paid in four annual installments, beginning in November 1974.

Contribution

(suite de la première page)

Le Canadian Bureau for International Education held its annual meeting at Banff October 21-24. Speakers included Chief N. U. Akpan of Nigeria's Department of Development Administration and Oliver Jackman, High Commissioner for Barbados. Chief Akpan defined international education as "an education which fosters international understanding... that can lead to mutual respect, cooperation, peace and progress among nations of the world."

Mr. Jackman questioned many aspects of international education. Noting that education in

International education defined, queried

The Canadian Bureau for International Education held its annual meeting at Banff October 21-24, 24 au 28 septembre.

Cette contribution, sujette à l'approbation du Parlement, représente 6.1 p. 100 des engagements totaux (\$4.5 milliards) et pourra ainsi le Canada au cinquième rang des membres participants, après les Etats-Unis, l'Allemagne, le Royaume-Uni et le Japon.

L'IDA pourra ainsi accorder des nouveaux crédits après le 30 juin 1974. La contribution canadienne se fera en 4 versements sous la surveillance de l'Organisation des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation

the developing world must first meet the needs of the country concerned, he quoted Julius Nyerere: "The education provided by Tanzania for the students of the developing world is for the purposes of Tanzania." Political motives behind some forms of international education are not in the developing world's interests, he added, and "until international education truly becomes education for the developing world, it will not be a developing country perspective on international education could best be expressed by those three little words: Who needs it?"

CBEI officer elected at Banff are: President, Dr. A. N. Bourne, President of McMaster University; Treasurer, Mr. A. K. Gillmore, Vice-Rector (Administration) of Ottawa University; and Vice-President, Prof. C. E. Rathin, Chairman of York University's French Literature Department.

education doit d'abord satisfaire les besoins des pays concernés, il a cité M. Julius Nyerere: "L'éducation fournie par la Tanzanie pour les étudiants de la Tanzanie doit répondre aux besoins de la Tanzanie."

Il a ajouté que les motifs politiques cachés derrière certaines formes d'éducation internationale ne servent pas le monde en voie de développement, et que tant que l'éducation internationale sera dirigée par une formation à l'internationalisme, le point de vue d'un pays en voie de développement sur ce sujet peut se résumer à "A quoi cela sert-il?"

Le CBEI a aussi procédé à ses élections. Ont été élus président, M. A. N. Bourne, président de McMaster University, vice-président, M. C. E. Rathin, directeur du Département de littérature française de l'Université York, et trésorier, M. A. K. Gillmore, vice-recteur (Administration) de l'Université d'Ottawa.

ULYANKULU

A new life has begun for thousands of refugees through the Ulyankulu Settlement project in central Tanzania. In spring 1972 an estimated 32,000 people fled Burundi, crowding into border villages, the town of Kigoma, and Pangale Settlement. The village of Ulyankulu, in Ensign, a joint venture by the Government of Tanzania, the High Commissioner for Refugees, and the Tanganyika Christian Refugee Service (TCRS), 750 km. of land northwest Tabora town was selected for the Ulyankulu Settlement. The first refugees arrived in August, 7,500 having settled by February 1973. The land suitable for agriculture and tobacco, is expected to sustain 30,000 self-reliant settlers in the future.

At Tanzania's request, TCRS became the operating partner in the Ulyankulu refugee settlement. Newcomers received basic supplies—a blanket, clothing, cooking utensils, hand tools—and a temporary daily ration from World Food Program stocks. Milk and baby food had been provided; houses, dispensaries, clinics, schools, wells and warehouses are taking shape. Through Canadian Lutheran World Relief, a \$26,000 grant from CIDA's Non-Governmental Organizations Division has helped create a new community.

Le village de Ulyankulu, en Tanzanie centrale, a permis à des milliers de réfugiés de commencer une nouvelle vie. Au printemps de 1972, environ 32 000 personnes ont fui le Burundi pour s'installer dans les villages frontières, la ville de Kigoma et le village Pangale. Après une étude conjointe effectuée par le gouvernement de Tanzanie, le Haut commissaire pour les réfugiés de l'ONU et le Service tanzanien des réfugiés chrétiens (TCRS), 750 kilomètres au nord-ouest de la ville de Tabora, ont été choisis le village de Ulyankulu. Les premiers réfugiés sont arrivés en août, et en février 1973, déjà 7 500 personnes avaient trouvé un nouveau gîte.

On espère que, sur cette terre propice à la culture, et

particulièrement à la culture du tabac, au moins 30 000 habitants arriveront à subvenir à leurs propres besoins. A la demande de la Tanzanie, le TCRS participe à l'administration du village de Ulyankulu, comme il le fait dans d'autres villages de réfugiés.

Chaque nouvel arrivant reçoit une couverture, des vêtements, des ustensiles de cuisine et quelques outils. Temporairement, chacun reçoit également un quota quotidien du Programme alimentaire mondial. La latte et la nourriture de bébé ont été distribuées; déjà prennent forme des maisons, des dispensaires, des routes, des écoles, des puits et des entrepôts de la Canadian Lutheran World Relief. La direction des Organisations non gouvernementales de l'ACDI a participé pour \$26 000 à la création de cette nouvelle communauté.



Refugees become pioneers—above, drilling for water in their new settlement; below left, constructing buildings to replace tents; right, at Kigoma earlier, awaiting transport to Ulyankulu.



Des réfugiés deviennent pionniers: ils creusent des puits, (ci-haut), et construisent les édifices qui remplaceront les tentes (à gauche). Un groupe quitte Kigoma pour Ulyankulu.

On espère que, sur cette terre

propice à la culture, et particulièrement à la culture du tabac, au moins 30 000 habitants arriveront à subvenir à leurs propres besoins.

A la demande de la Tanzanie,

le TCRS participe à l'administration du village de Ulyankulu, comme il le fait dans d'autres villages de réfugiés.

Chaque nouvel arrivant reçoit une couverture, des vêtements, des ustensiles de cuisine et quelques outils. Temporairement, chacun reçoit également un quota quotidien du Programme alimentaire mondial. La latte et la nourriture de bébé ont été distribuées; déjà prennent forme des maisons, des dispensaires, des routes, des écoles, des puits et des entrepôts de la Canadian Lutheran World Relief. La direction des Organisations non gouvernementales de l'ACDI a participé pour \$26 000 à la création de cette nouvelle communauté.



TOGO

Canada and Togo recently agreed on a water-supply project for Lomé, the capital, and neighboring towns. A \$900,000 CIDA grant will finance a 30-month feasibility study to be carried out by Gendron and Lefebvre of Montreal, including hydrologic research, drilling and pumping tests, and a detailed plan for a system to distribute the water discovered.

SRI LANKA

Two development loans to Sri Lanka were announced in October.

Fourteen locomotives, spare parts and specialized tools will be financed under a \$5,385,000 CIDA loan to develop the 1,000 km. rail capacity. MLW-Worthington of Montreal will supply the diesel units and equipment. Training for railway personnel is also being discussed by CIDA and Sri Lanka. Canada provided three diesel locomotives for the country in 1969.

Canadian industrial commodities and equipment will be made available through another loan of \$1,615,000 in aid of Sri Lanka industry and tourism. Asbestos for building products and mining coal for diesel fuel and power generation are also a variety of manufactured equipment including airport, vehicles and other items for improvements at Bandaranaike International Airport and for a tourism facility in Colombo.

PAKISTAN

Canada and Pakistan recently signed a \$30 million commodity loan agreement with the Fund for Economic Development of Asia. The loan will be used to develop the oil and gas industry in the Indus River basin. It will also support the development of the oil and gas industry in the Indus River basin.

En vertu de cet accord, l'Inde viendra au Canada pour acheter des machines, des équipements et des services pour son programme de développement de gisements de pétrole et de gaz. Le Canada accorde une subvention de un million de dollars par année durant cinq ans pour répondre à des besoins particuliers d'équipement, le Canada a consenti, cette année, à accélérer l'utilisation de la ligne de crédit et à dégager de l'espace pour l'industrie. L'Inde a monté total de \$5 millions.

En vertu de cet accord, l'Inde viendra au Canada pour acheter des machines, des équipements et des services pour son programme de développement de gisements de pétrole et de gaz.

SRI LANKA

Le Canada et le Sri Lanka viennent de signer deux accords de prêt au développement.

Le premier entente porte sur

la première entente pour financer le programme quinquennal de formation mis en place pour les ressources humaines associées à l'organisation des ministères de l'éducation de l'Asie du Sud-Est (OMEASE).

La première entente sera versée au Fonds de développement du Sud-Est avec un prêt de \$3 millions par l'Asie du Sud-Est, dirigé par le Secrétariat de cette Organisation. Elle pourra être utilisée immédiatement pour fournir des bourses à des étudiants désireux d'obtenir un diplôme d'un des divers centres de formation OMEASE en Asie du Sud-Est. Elle pourra être utilisée pour financer les études de cours de spécialisation si les sont déjà diplômés.

Le OMEASE a été fondée en 1965

dans le but de promouvoir la coopération régionale en Asie du Sud-Est dans le domaine de la recherche et du développement, de l'énergie et de l'agriculture.

Le OMEASE a été fondée en 1965 dans le but de promouvoir la coopération régionale en Asie du Sud-Est dans le domaine de la recherche et du développement, de l'énergie et de l'agriculture.

Le premier entente porte sur

la première entente pour financer le programme quinquennal de formation mis en place pour les ressources humaines associées à l'organisation des ministères de l'éducation de l'Asie du Sud-Est (OMEASE).

La première entente sera versée au Fonds de développement du Sud-Est avec un prêt de \$3 millions par l'Asie du Sud-Est, dirigé par le Secrétariat de cette Organisation. Elle pourra être utilisée immédiatement pour fournir des bourses à des étudiants désireux d'obtenir un diplôme d'un des divers centres de formation OMEASE en Asie du Sud-Est. Elle pourra être utilisée pour financer les études de cours de spécialisation si les sont déjà diplômés.

en bref

TOGO

Le Pakistan pourra se procurer notamment de l'aluminium, du cuivre, du papier journal, du caoutchouc, de la pâte à papier et du zinc.

INDE

Le Canada et le Togo ont récemment signé une entente portant sur un projet d'adduction d'eau potable pour Lomé, la capitale du Togo et ses environs.

Depuis deux ans, le Pakistan a réussi à réorienter ses échanges commerciaux et a plus que doublé ses exportations. Par ailleurs, il a obtenu sous forme de prêts et de dons de l'Inde, de la France et de l'Allemagne.

Le Canada a accordé une subvention de un million de dollars par année durant cinq ans pour répondre à des besoins particuliers d'équipement, le Canada a consenti, cette année, à accélérer l'utilisation de la ligne de crédit et à dégager de l'espace pour l'industrie. L'Inde a monté total de \$5 millions.

En vertu de cet accord, l'Inde viendra au Canada pour acheter des machines, des équipements et des services pour son programme de développement de gisements de pétrole et de gaz.

SEAMEO

A \$1 million Canadian grant will finance a five-year training program for citizens of member-countries of the Southeast Asian Ministers of Education Organization (SEAMEO). This contribution to the Education Development Fund of SEAMEO, administered by the University of Colombo, will provide scholarships for post-graduate and diploma students in southeast Asia. SEAMEO was established in 1965 to promote regional cooperation in education and training.

Le SEAMEO a aussi procédé à ses élections. Ont été élus président, M. A. N. Bourne, président de McMaster University, vice-président, M. C. E. Rathin, directeur du Département de littérature française de l'Université York, et trésorier, M. A. K. Gillmore, vice-recteur (Administration) de l'Université d'Ottawa.

Le SEAMEO a aussi procédé à ses élections. Ont été élus président, M. A. N. Bourne, président de McMaster University, vice-président, M. C. E. Rathin, directeur du Département de littérature française de l'Université York, et trésorier, M. A. K. Gillmore, vice-recteur (Administration) de l'Université d'Ottawa.

INDIA

To help India speed development of its oil and natural gas resources, Canada will double this year's scheduled \$3 million loan. Through an agreement signed in 1971, Canada undertakes to provide a \$10 million credit annually for five years. The increased allocation will enable India to finance needed equipment, material and services.

Le Canada et le Pakistan ont signé un accord de prêt de 30 millions de dollars pour l'adduction d'eau potable dans les trois années à venir.

Le Canada a aussi procédé à ses élections. Ont été élus président, M. A. N. Bourne, président de McMaster University, vice-président, M. C. E. Rathin, directeur du Département de littérature française de l'Université York, et trésorier, M. A. K. Gillmore, vice-recteur (Administration) de l'Université d'Ottawa.

PAKISTAN

Le Canada et le Pakistan ont signé un accord de prêt de 30 millions de dollars pour l'adduction d'eau potable dans les trois années à venir.

Le Canada a aussi procédé à ses élections. Ont été élus président, M. A. N. Bourne, président de McMaster University, vice-président, M. C. E. Rathin, directeur du Département de littérature française de l'Université York, et trésorier, M. A. K. Gillmore, vice-recteur (Administration) de l'Université d'Ottawa.

Africa

(from front page)

UN Secretary General Kurt Waldheim and FAO Director General Adeke Boerma appealed on November 23 for \$30 million cash and 500,000 tons of food to combat the continuing emergency. The World Council of Churches earlier provided \$3.5 million for development programs in the Sahelian zone.

Nigerian Census

Two Ottawa experts will play key roles in Africa's first computerized census, which is to precede Nigeria's 1976 elections.

Alan Natherton and Stephen Mr. Natherton left recently for Lagos on a special two-year CIDA assignment. Nigeria's government requested Canadian assistance to get its highly complicated computer humunging, because experienced computer personnel are not available there. Mr. Natherton was previously with the Treasury Board, responsible for developing guidelines for computer use throughout government, while Mr. Kempster worked with IBM as an engineer and consultant for data processing and equipment.

in brief en bref

AMNESTY CONFERENCE

to \$2,050,000, including \$900,000 in food. Mr. Rae also told a UN committee that Canada's contribution to the UN High Commission for Refugees will increase from \$450,000 in 1973-74 to \$550,000 in 1974-75.

AID FOR MIDDLE EAST

Canada contributed \$50,000 in November to the war relief programs of the International Committee of the Red Cross in all countries involved in the Middle East conflict. The funds were channeled to the ICRC through the Canadian Red Cross Society, which had already contributed \$17,000. The ICRC program has provided large quantities of emergency medical supplies, surgical materials, medical equipment, ambulances. Other Canadian organizations have also granted funds, including the United Church of Canada which contributed \$10,000 late in October through the World Council of Churches.

BARBADOS

Barbados is about to expand and improve its Seawall International Airport. The project includes extended runways, a new terminal and control tower, better cargo and charter facilities, new navigation and landing equipment, fire truck and car park. A \$10 million CIDA loan agreement to help finance the work was signed in Barbados recently by Canada's first High Commissioner to the island, L. A. H. Stirling. Barbados will contribute \$1 million. The \$5 million will come from other sources. About half the CIDA funds will pay for local services and material, the other half for consultants' fees and Canadian materials.

CONTRIBUTIONS INCREASED

REPATRIATION OF REFUGEES

Enlarged Canadian contributions to three UN agencies were announced recently. UN Ambassador Saul Rae told the General Assembly that in 1974 Canada will provide \$21.7 million (an increase of \$1.9 million over 1973) for the United Nations Development Program. There will also be an additional \$500,000 given to UNHCR to help the less developed countries. CIDA President Paul Gérin-Lajoie, appearing November 16 before the Commission's miscellaneous estimates committee, said "To answer a call for help" Canada's annual contribution to the UN Relief and Works Agency, which aids Middle East refugees, rose by \$500,000 in 1973 (UNHCR).

AMNISTIE INTERNATIONALE

About 200 people from across Canada attended an Amnesty International conference on November 16 and 17 in Ottawa. The conference, addressed by Amnesty International's President, Séan MacBride of Ireland, was designed to mobilize public concern in support of the Universal Declaration of Human Rights (Article 5): "No one shall be subjected to torture, or to cruel, inhuman or degrading treatment or punishment". A petition, now being circulated in all countries, will be presented to the UN General Assembly early in 1974; the goal is one million signatures. Contact: Amnesty International, 2101 Algonquin, Ottawa, Ont.

SECOURS AU MOYEN-ORIENT

Environs 200 personnes ont participé à la Conférence pour l'abolition de la torture qui a lieu à l'Amnistie Internationale, à Ottawa, les 16 et 17 novembre dernier. M. Sean MacBride d'Irlande, président d'Amnesty International, a participé à la Conférence qui avait pour but de sensibiliser le public au sujet de la Déclaration des Droits de l'Homme dont l'article 5 dit que "nul ne sera soumis à la torture, ni à aucun traitement ou châtiment cruel, inhumain ou dégradant". Une pétition sera circulée dans le monde entier à ce sujet et sera présentée à l'ONU au début de 1974. On espère obtenir un million de signatures. Pour renseignements: Amnesty International, 2101 Algonquin, Ottawa, Ont.

RAPATRIEMENT DES RÉFUGIÉS

Le Canada participe au programme de secours aux réfugiés pour les citoyens du Bangladesh et du Pakistan en contribuant \$1 million pour la fourniture d'abris, de médicaments de nourriture et d'avions. Environ 200 000 personnes devront être rapatriées par avion dès mai 1974 et le coût s'éleverait à 14,3 millions. Plusieurs autres pays dont les USA, l'URSS et la Grande-Bretagne ont aussi fourni de l'aide pour cette opération mise sur pied par le Haut-commissaire des Nations unies pour les réfugiés.

SCHOLARSHIPS

More than 30 students are taking advanced courses at the Asian Institute of Technology's Bangkok campus this year, thanks to two cheques presented by the AIT in May by Gordon Ross, Canadian ambassador to Thailand. The funds, \$US 101,955, from the Government of Canada and \$CDN 37,555 from British Columbia — will enable students from eight countries throughout Asia to work toward the regional institution's M. Eng. program or obtain a graduate diploma.

BARBADE

L'ACDI a accordé un prêt de 10 millions de dollars à la Barbade dans le cadre d'un programme d'assainissement et de renouvellement de l'aérogare internationale de Seawall. L'entente a été signée par M. L. A. H. Smith, le premier Haut commissaire du Canada dans ce pays. C'est le prolongement et le renouvellement de la construction de nouvelles voies de circulation et de tabliers, d'une nouvelle aérogare, d'une nouvelle tour de contrôle et de meilleurs services de fret et d'aéfrétriage. Le projet, d'une valeur de 25 millions de dollars, comprend l'achat d'équipement de navigation et d'éclairage, de pompes à incendie et l'aménagement de terrains de stationnement.

Overseas openings

People are needed for these positions in the challenging field of international development:

CFTC: The Commonwealth Fund for Technical Cooperation invites applications from citizens: Luapula, Zambia, two years, English. Export and credit insurance system expert, Trinidad and Tobago, one year, English. Packaging and labelling expert, Malawi, six months, English. Specialist in insecticide residues, Luapula, Zambia, one year, English.

CIDA: Tanzania — Surveying instructor for a technical institution, MRD 3339, Two years, English.

South Vietnam: — Public health project in An Giang province: biostatistician (MRD 2396), public health engineer (MRD 2397). Two years, English with knowledge of French.

IBRD: The World Bank needs planning teams for fixed-term assignments in Liberia, Somalia, Sudan and Jordan. Teams include development planning economists, project advisers, agricultural economists, transport economists, and manpower planning advisers. English.

For more information write to: Human Resources Division, CIDA, 122 Bank St., Ottawa, Ontario K1A 0G4

CIDA scholarships

For the third consecutive year CIDA is offering scholarships for Canadians wishing to further their careers in international development. Candidates must have completed post-secondary studies. Applications must be submitted to CIDA's Human Resources Division by March 1, 1974. Up to 14 scholarships, notably, the Église Unie du Canada qui a offert \$10 000

contact

23

SOMMES À L'ONU

Le Canada a annoncé une augmentation de ses contributions à trois organisations onusiennes à l'ambassadeur du Canada à l'ONU, M. Saul Rae, a également fait l'Assemblée générale que le Canada verserait 21,7 millions de dollars (\$1,9 million plus qu'en 1973) au Programme de développement des Nations unies, et une somme supplémentaire de \$500 000 pour les programmes de développement. Le président de l'ACDI, M. Paul Gérin-Lajoie a annoncé le 16 novembre dernier devant le Comité des Communes sur les dépenses imposées par le Canada au titre de la contribution annuelle à l'UNRWA, l'organisation des Nations unies qui est chargée de l'aide aux réfugiés du Moyen-Orient. C'est en réponse à une demande d'aide que le Canada a déjà augmenté son fonds pour cette organisation en 1973, à \$2 050 000, dont \$300 000 sont consacrés à l'aide alimentaire. Le 30 novembre, M. Rae a aussi annoncé que le Canada augmenterait sa contribution au Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés d'un million de francs.

Si vous désirez faire carrière dans le domaine du développement, voici quelques postes qui pourraient vous intéresser:

FCCT: (Fonds du Commonwealth pour la coopération technique), démographe statisticien, Luapula, Zambia, contrat de deux ans, anglais requis; export des régimes d'assurance des exportations et du crédit, la Trinité et Tobago, contrat de un an, anglais requis; expert en emballage et étiquetage, Malawi, contrat de six mois, anglais requis; spécialiste des résidus insecticides, Luapula, Zambia, contrat de un an, anglais requis.

BIRD: Pour former des équipes de planification en Libéria, en Somalie, au Soudan et en Jordanie, économistes en développement, agriculteurs, conseillers, économistes agricoles, économistes du transport, et conseillers en planification de la main-d'œuvre. Contrats d'un temps limité, anglais requis.

ACDI: Tanzanie: professeur d'arpentage, pour institut technique, MRD 3339, contrat de deux ans, anglais requis. Vietnam du sud: projet de santé publique dans la province de An Giang bio-statistien (MRD 2396), informaticien de santé publique (MRD 2397), contrat de deux ans, anglais avec connaissance du français.

Pour plus de renseignements, vous adresser à la Direction des Ressources humaines, ACDI, 122, rue Bank, Ottawa K1A 0G4.

Bourses de l'ACDI

Pour la troisième année consécutive l'ACDI offre des bourses d'études à des Canadiens désireux de poursuivre une carrière dans le domaine du développement international. Les intéressés, doivent avoir terminé leurs études post-secondaires, ou ils ont jusqu'au 1er mars 1974 pour soumettre leur candidature à la direction des Ressources humaines de l'ACDI. Jusqu'à 14 boursiers seront alors choisis et la liste en sera publiée vers le 1er avril.

Le programme de bourses a été lancé en 1972 et jusqu'à ce jour, 19 Canadiens ont pu en profiter.



M. Robert Redhead, conseiller de l'ACDI, enseigne l'ornithologie à Mweka College of African Wildlife Management, le Collège africain de la gestion de la faune, en Tanzanie. (Photo: Jim White)

Carrières à l'étranger

Si vous désirez faire carrière dans le domaine du développement, voici quelques postes qui pourraient vous intéresser:

FCCT: (Fonds du Commonwealth pour la coopération technique), démographe statisticien, Luapula, Zambia, contrat de deux ans, anglais requis; export des régimes d'assurance des exportations et du crédit, la Trinité et Tobago, contrat de un an, anglais requis; expert en emballage et étiquetage, Malawi, contrat de six mois, anglais requis; spécialiste des résidus insecticides, Luapula, Zambia, contrat de un an, anglais requis.

BIRD: Pour former des équipes de planification en Libéria, en Somalie, au Soudan et en Jordanie, économistes en développement, agriculteurs, conseillers, économistes agricoles, économistes du transport, et conseillers en planification de la main-d'œuvre. Contrats d'un temps limité, anglais requis.

ACDI: Tanzanie: professeur d'arpentage, pour institut technique, MRD 3339, contrat de deux ans, anglais requis. Vietnam du sud: projet de santé publique dans la province de An Giang bio-statistien (MRD 2396), informaticien de santé publique (MRD 2397), contrat de deux ans, anglais avec connaissance du français.

Pour plus de renseignements, vous adresser à la Direction des Ressources humaines, ACDI, 122, rue Bank, Ottawa K1A 0G4.

Contact

CIDA ACDI

JANUARY/JANVIER 1974

Canadian International Development Agency

Agence canadienne de développement international

Rapport annuel du CAD

La coopération au développement international doit être davantage adaptée aux besoins des pays bénéficiaires. Le développement durable est une priorité et les problèmes d'emploi, d'enseignement et de santé sont les plus urgents.

Telles sont les grandes conclusions du rapport annuel du Comité pour le développement de l'OCDE (CAD), qui vient de publier sous le titre "Coopération pour le développement-Examen 1973".

Publié sous la responsabilité du président du CAD, l'Ambassadeur Edwin M. Martin, ce rapport va au-delà d'un simple examen des efforts des pays membres de l'OCDE pour le développement, et présente le titre "Coopération pour le développement-Examen 1973".

Entrée au CAD:

Nouvelle-Zélande

FEB 31

Le 14 novembre dernier, la Nouvelle-Zélande est devenue le 18e pays membre du Comité d'aide au développement (CAD) et l'organisation de coopération et de développement économique (OCDE). Les grandes têtes de chapitres sont les suivantes: Programmes (suite au verso)

Prime Minister Norman Kirk of New Zealand and Dr. Brian Ormond, leader of Bumla's delegation, are pictured last December at the 23rd annual meeting of the Colombo Plan consultative committee in Wellington, New Zealand. Mr. Kirk was elected the 27th member country.

Le premier ministre de la Nouvelle-Zélande, M. Norman Kirk, et le Dr. U Maung Lwin, chef de la délégation de la Bumla, lors de la 23e rencontre annuelle du Comité consultatif du Plan de Colombo, en décembre dernier, à Wellington, en Nouvelle-Zélande. A cette occasion, le Papau-Nouvelle Guinée est devenu le 27e membre du Plan.

18 donors look at assistance

institutions and bilateral donors is assessed, as well as the performance of developing countries for the period 1967-1972. The report provides the most up-to-date statistics on official development assistance, export credits, private investment flows and indebtedness in developing countries.

New Zealand joins DAC

New Zealand became the 10th member of the Development Assistance Committee (DAC) of the OECD on November 14. DAC was created in 1960 to increase the volume and improve the quality of assistance provided for developing countries.

Now Zealand's net official development assistance (ODA) disbursements to developing countries in 1972-1973 amounted to .30 per cent of its estimated gross national product. The New Zealand government (see next page)

Latin America consultation

CIDA is intensifying its assistance to Latin American development by adding to the program's personnel and budget, and by increasing the number of countries in which it will reach cooperation agreements. These are the major themes discussed by participants in a consultation on Latin America, held at Saint-Donat, Quebec December 3-6 under the auspices of CIDA and ECLA (The Latin Economic Commission for Latin America).

The consultation brought together Latin American specialists including Margaret Joan Anstee, UNDP representative in Chile; Enrique Iglesias, ECLA executive secretary; Candido Mendes de Almeida, rector of the Candido Mendes University of Brasilia; Arquielo president of the Colegio de México; Germanico Salgado, representative of the Andean Pact; and Pierre Tangay and Domingos Donida, respectively director and adviser of CIDA's Latin America Division. Others included representatives of various federal government departments and Canadians serving with embassies in Latin America.

In Colombia, au Centre national de formation minière (SENDA), grâce à l'aide de l'ACDI, on enseigne les techniques modernes d'extraction de minerai. Dans les mines camionnées de la région, les mineurs utilisent la traction hydraulique, toujours selon les anciennes techniques. Lorsqu'ils ne peuvent plus respirer, ils jettent qu'ils ont atteint le fond du puits qui les creusent.

ence in which large parts of the population are living. Discussion focused on urbanization and rural development, regional institutions, and the adaptation of Canada's program to Latin American development efforts from now until the end of the decade. Ministers of CIDA's Latin America Division later held a study session to review the consultation's conclusions, and to examine ways of adapting the day-to-day administration of programs to the new orientations suggested by participants.

The goal was to let Canadians hear people who can throw new light on the implementation of more effective cooperation programs, better suited to Latin America's actual needs. Canadian participants were struck by the candor and directness of the Latin American contributors, who urged Canada to cooperate closely with research centres and to support governments whose development plans could transform the situation of dependence.

New Zealand

(from front page)

says It will try to attain the 10 per cent of GNP target by 1975-76. Based on present projections, this would mean ODA expenditures for 1975-76 nearly three times as great as those for 1972-73. Total net official and private flows to the developing countries are estimated at .42 per cent of GNP in 1972-73.

contact

is produced by the Information Division of the Communications Branch, Canadian International Development Agency, under the authority of the Honourable Mitchell Sharp, Secretary of State for External Affairs.

Ottawa, January 1974

Intensification du programme

Amérique latine

L'ACDI intensifie son programme d'assistance au développement de l'Amérique latine. Elle augmente le personnel affecté à ce programme, accroît son budget et diversifie et augmente le nombre de pays avec lesquels elle doit concourir des ententes.

Voici les grandes questions qui ont été abordées par les participants à la Consultation du président de l'ACDI sur l'Amérique latine qui s'est tenue à Saint-Donat, au Québec, du 3 au 6 décembre dernier, sous les auspices de l'ACDI et de la Commission économique des Nations unies pour l'Amérique latine (CEPAL).

La Consultation réunissait des spécialistes latino-américains, notamment, Madame Margaret Joan Anstee, représentante au Chili du PNUD, MM. Enrique Iglesias, secrétaire exécutif de la CEPAL, Candido Mendes de

de développement: A la recherche d'un équilibre entre les besoins et les capacités, l'œuvre commune de développement 1967-1972.

On y trouve en outre les statistiques les plus récentes concernant l'aide publique au développement, les crédits à l'exportation, les apports fournis sous forme d'investissements privés et l'endettement des pays en voie de développement.

Comment accroître les exportations des pays en voie de développement.

Nouvelle-Zélande

(suite de la première page)

nominiques. Pour l'année 1972-73, la Nouvelle-Zélande a affecté 0.3 p. 100 de son produit national brut à l'aide publique au développement, et le gouvernement néo-zélandais a annoncé qu'il ferait tous ses efforts pour atteindre, en 1975-76, l'objectif du 0.7 p. 100

Almeida, recteur de l'Université Candido Mendes, à Rio de Janeiro, et Víctor Quijada, président du Collège de Mexico, Germanico Salgado, représentant du Païs Andin, et MM. Pierre Tangay et Domingos Donida, respectivement directeur et conseiller pour la direction de l'Amérique latine de l'ACDI. En plus étaient présents des représentants de divers ministères fédéraux, et des membres du corps diplomatique canadien en poste dans les pays d'Amérique latine.

Cette consultation avait pour but de mettre les Canadiens à l'écoute d'hommes susceptibles d'apporter des éclairages nouveaux à la mise en œuvre de programmes de coopération plus efficaces et mieux adaptés aux besoins réels de l'Amérique latine. Tous les participants canadiens ont été frappés par la franchise des Latino-américains et le ton direct de leurs interventions. Ces derniers ont insisté pour que les Canadiens admettent qu'il faut délivrer le permis de construire pour construire de nouvelles usines.

L'énergie supplémentaire qui sera disponible pour l'irrigation permettra aussi d'accroître la production agricole. Depuis 22 ans, le Canada a fourni plus de 180 millions de dollars pour développer le réseau électrique du Pakistan. Les réalisations conjointes comprennent: les barrages de Tarbela et de Warsak, la centrale nucléaire de Karachi, la ligne de transmission Hyderbad-Karachi, la ligne de transmission Tarbela-Lyallpur power link. More than 100 engineers and technicians from Pakistan's power sector have also received training in Canada in the past 16 years.

Barrage de WARSAK Dam



Nuclear fuel plant

its own uranium resources, as part of a strategy to achieve energy self-sufficiency by 1980.

Line of credit

Canada and Pakistan have agreed on a \$10 million line-of-credit to provide goods and services in support of Canadian-financed development projects and flood relief.

Up to \$6 million of this CIDA-administered loan will finance spares and equipment for the Karachi Nuclear Power Plant, which was built with assistance from CIDA and Canada's Export Development Corporation.

Canada will install the

whole plant.

Le Canada et le Pakistan ont signé un accord de prêt portant sur une ligne de crédit de 10 millions de dollars, qui servira à fournir les biens et services nécessaires aux programmes de développement et de secours qui ont été lancés suite à l'inondation qui a subi ces pays. De ce montant, 6 millions de dollars répartis sur 3

ans, serviront à fournir de l'équipement à la centrale nucléaire de Karachi. Une somme de 2 millions de dollars sera consacrée aux programmes de secours et à la reconstruction des chemins de fer et le reste servira à des projets de développement identifiés comme prioritaires par le gouvernement du Pakistan.

Ligne de transmission d'énergie

Un ligne de transmission d'énergie à haute tension, qui fera partie du réseau électrique national, sera construite au Pakistan grâce à l'aide canadienne. Le contrat prévoit de construire la ligne de transmission de 200 km de long de Lyallpur à Tarbela, à la suite d'études faites par la société EVH Consultants Limited, de Winnipeg et de Montréal. Les fonds canadiens serviront à l'échafaudage et de matériaux, au

barrage de terre au monde, à 40 milles au nord de Rawalpindi. Sa production sera de 2100 mégawatts en 1976. La Banque mondiale a également accordé un prêt de 100 millions de dollars pour financer la construction de cette ligne, à un coût de \$40 million. Le PNUD assiste le Pakistan à réaliser une étude sur les possibilités de mettre en valeur ses propres ressources en uranium.

Commodities: 640,000 tons

Canada provided more than 640,000 tons of raw and semi-processed materials for the leading recipient, ships totalling 420,685 tons in a broad range of goods. Imports were from Bangladesh, 29,323 tons, followed by Sri Lanka with 18,752 tons. Commercial aid to Pakistan has been low, but will increase in the future. Canada recently signed a \$30 million commodity trade agreement with the government of Pakistan, aimed at providing a wide range of commodities for the country's rapidly expanding industrial sector over the next three years.

ferro alloys, potash, aluminum fluoride, chemical fertilizers, and rubber. India continued as the leading recipient, shipments totalling 420,685 tons in a broad range of goods. Imports were from Bangladesh, 29,323 tons, followed by Sri Lanka with 18,752 tons. Commercial aid to Pakistan has been low, but will increase in the future. Canada recently signed a \$30 million commodity trade agreement with the government of Pakistan, aimed at providing a wide range of commodities for the country's rapidly expanding industrial sector over the next three years.

Human rights

Despite progress in ensuring the individual's inalienable rights, people continue to be deprived of their freedom, to suffer from hunger and thirst, and to be subject to physical and mental torture, said CIDA President Paul Gérin-Lajoie December 10 on the 25th anniversary of the Universal Declaration of Human Rights.

International tensions are a constant reminder of the difficulty of making the intent of the Declaration a reality, he said. "Yet, the dizzying course of world events has not succeeded in extinguishing a pre-eminently flame in Canadian life. Men and women of all ages

and from all walks of life are devoting their lives to defusing ethnic conflicts and violence. These Canadians keep alive the hope that a better world can be achieved as long as each of us in his own way puts this universal declaration into practice."

The Canadian International Development Agency is directing all its efforts to removing the obstacles that prevent people from enjoying a decent minimum standard of living and developing as persons in the true sense. If we keep this objective before us, we shall not be far wrong by those who look to us in anguish and hope. I know that behind our cumbersome administrative machinery there are men and women who are becoming increasingly aware of the fundamental needs and rights of mankind."

CIDA's Annual Review for 1972-73, available on request, provides 75 pages of facts and figures on Canada's cooperation with more than 70 countries around the world.



Le Rapport annuel 1972-1973 de l'ACDI: information et statistiques concernant la coopération canadienne au développement de plus de 70 pays du tiers-monde. On peut l'obtenir à la direction de l'information, ACDI.

Produits de base

Le Canada a fourni plus de 640 000 tonnes de matières premières et de produits suivis pour le secteur industriel et agricole des pays en voie de développement, l'an dernier, grâce à son programme d'aide en produits de base industriels.

Les dépenses de l'ACDI à ce titre ont dépassé les 53 millions de dollars en 1972-73, ce qui représente une part importante du programme d'aide bilatérale. Les produits fournis comprenaient: du papier journal, de la pâte de papier, du bois, de l'amianto, du cuivre, la vésiculeuse, du plomb, du zinc, du nickel, des alliages de fer, de la potasse, du fluorure d'aluminium, des engrangements chimiques, et du caoutchouc. L'Inde, le plus grand producteur mondial de sucre, a obtenu une place avec 46 923 tonnes, viennent ensuite le Bangla-Desh, 24 364 tonnes et le Sri Lanka, 18 752 tonnes.

in brief

en bref

LE BAFFIN



TO GUYANA

The C.S.S. Baillif left Nova Scotia at mid-January, bound for 10 weeks of charting and training programs off the coast of Guyana. Sponsored by the Canadian Hydrographic Service, CIDA and Guyana, the venture will help train two Guyanese and nine Canadian hydrographers, who have been assigned to the Canadian Institute of Oceanography. The team will also produce detailed coastal charts needed to determine whether the mouths of Guyana's Demerara and Essequibo Rivers can be dredged, or whether offshore loading facilities must be established.

RED CROSS

Assistance provided by the Canadian Red Cross recently has included \$18,400 for Bangladesh reparation, \$10,000 for Pakistan, \$10,000 for refugees in Tunisia, and aid to people left homeless by earthquakes in Algeria. Clothing, quilts and layettes made by Red Cross members in Manitoba, Alberta and Quebec were also sent to Algeria and Tunisia from the League of Red Cross Societies' disaster warehouse in Marseilles.

SOUTHERN AFRICA

Canada recently announced that its contribution to humanitarian assistance in southern Africa will be increased. In 1974, \$175,000 will be provided to the Economic Development Program in Southern Africa and \$100,000 to the International University Exchange Fund, both of which provide scholarship assistance to refugees from minority regimes in southern Africa. Canada's contribution to the UN Program was the largest to date among 24 donor countries.

CONGO AVIATION

The People's Republic of the Congo and Canada recently reached an agreement on development of civil aviation. CIDA will provide an \$800,000 loan and grants to cover the balance of a \$5.7 million project. Local people will be trained as pilots, me-

chanics, electricians and engineers; advisors will study the upgrading or construction of about ten airports; material and equipment will be provided. Development of a national air transport system, rather than road or rail systems was recommended by the World Bank because of great distances separating settled areas in northern Congo and the difficulty of ground communication in the jungle and swamps that characterize the area. An improved air network should prompt economic change and help to overcome imbalance between the country's northern and southern regions.

BANGLADESH

Canada is sending a team of advisers to help the Bangladeshi Power Development Board implement its power program. The \$500,000 CIDA grant, along with Canadian managerial and technical advisers will serve for two years with the BPDB. Up to eight additional experts and technical specialists will also help overcome specific problems through short-term postings.

The seven-man team includes a power utility executive, inventory and commercial managers, and engineering specialists in production, distribution, substation design and protection.

BANGLA-DESH

The Canada envoys to Bangladesh are equated as consultants to the power development board. The Canadian team will advise the company on procurement of personnel and operations during the 1970-71 conflict.

thodes d'exploitation. Grâce à une subvention de 850 000 dollars, sept Canadiens, techniciens et conseillers en gestion, seront détachés auprès du PBPD pendant deux ans. Peu à peu, pour la période de cinq périodes, environ huit spécialistes et techniques supplémentaires se rendront sur place prodiguer leurs conseils sur des problèmes d'exploitation et de fonctionnement précis. La compagnie d'électricité du Congo, le voyage aidera à la formation de deux Guyanais et de neuf Canadiens qui étudieront l'hydrographie au Bedford Institute of Oceanography. Il aidera aussi à établir les cartes côtières qui permettront de déterminer si les deux rivières, la Maroni et Essequibo ou s'il faudra construire des installations portuaires loin de la côte.

CONGO

La République populaire du Congo et le Canada ont récemment conclu un accord qui assurera le développement de l'aviation civile dans ce pays africain. Le coût total du projet sera de 5,7 millions de dollars, dont l'ACDI fournira 800 000 dollars sous forme de prêts au développement et le reste sous forme de subventions.

Le projet comprend la formation du personnel autochtone spécialisé dans l'entretien, la maintenance et la réparation des génératrices d'énergie, des ingénieurs et d'ingénieurs; l'envoi de conseillers en administration et d'experts-conseils qui effectueront, entre autres, les études techniques pour la réception et la mise en œuvre d'une dizaine d'aéroports; la fourniture de matériels d'exploitation et d'équipement.

Le développement d'une infrastructure aéronautique, de préférence à une infrastructure routière ou ferroviaire est considéré comme la meilleure solution de la Banque mondiale. Les grandes distances qui séparent les diverses concentrations de population dans le nord du pays, et la difficulté d'assurer les communications terrestres dans le sud tropical et les marécages qui isolent plusieurs régions expliquent ce choix.

AFRIQUE

En 1974, le Canada accordera 175 000 dollars au Programme de formation et d'éducation des Nations unies pour l'Afrique australe. Le programme, qui coûte 100 000 dollars au Fonds international d'échanges universitaires, qui octroient des bourses d'études aux personnes ayant fait leurs régimes minoritaires d'Afrique australie. La contribution canadienne au Programme des Nations unies est, jusqu'à maintenant, la plus importante parmi celles des 24 pays donateurs.

RCS RESOURCES RESOURCES RESOURCES

A number of new publications and films have become available in recent months:

Fair Chance for All: Money and Trade Between Unequal Partners (70 pp., UNCTAD and UN-CES), prepared after a 1972 "North-South Encounter" in Geneva, asks what makes the central decisions and what an alliance between rich consumers and poor producers. CESI, Room 1005, UN Secretariat, New York, N.Y. 10017.

The Nutrition Factor by Alan Berg examines the role of nutrition in national development and proposes practical action.

290 pp., \$3.50. The Brookings Institution, 1775 Massachusetts Ave. N.W., Washington, D.C. 20036.

The World Bank since Bretton Woods by Edward Mason and Robert Asher is a comprehensive history and analysis of the World Bank Group. 915 pp., \$17.50. The Brookings Institution.

New Paths to Learning for Rural Children and Youth by Philip Coombs examines systematically how informal edu-

cation outside the school system can benefit rural children. Prepared for UNICEF by the International Council for Educational Development, 2nd, \$2. ICED Publications, P.O. Box 601, West Haven, Connecticut 06516.

Environmental Aspects of Economic Growth in Less Developed Countries; An Annotated Bibliography by Don Block lists 1,000 articles and reports, noting scope and content of each. Development Centre of the OECD, 2 rue André-Pascal, 75775 Paris.

Le processus d'internationalisation par Christina Ralloix, Paris, Editions Maspero, 1973.

Environmental Aspects of Economic Growth in Less Developed Countries; An Annotated Bibliography by Don Block lists 1,000 articles and reports, noting scope and content of each. Development Centre of the OECD, 2 rue André-Pascal, 75775 Paris.

Catalogue of films and documents audio-visuels sur le développement international, proposé par le CIDA, commente la fiche technique de tous les documents. CCCI, 75, rue Sparks, Ottawa, K1P 5AS (\$2).

Canadian International Development Agency Agence canadienne de développement international

Visit to Cuba and Haiti



Le Centre international de coopération technique est à la recherche d'articles de personnes travaillant dans des programmes de développement et de coopération technique pour son magazine *ITCC Review*. Le magazine est publié en anglais, en français et en espagnol et son siège social est situé au 200, rue Dizengoff, Tel Aviv, Israël.

contact

25

éditeur du
International
Development Agency
122-124
110-111
100-101
90-91
80-81
70-71
60-61
50-51
40-41
30-31
20-21
10-11
1-5

Third Tuesday
each Oct.
Oct.

Burma glu-lam

Canada will help finance a pilot plant to produce a special economic sector, glu-lamminated beam booms for Burma's construction industry. An \$850,000 CIDA grant to the Construction Corporation of Burma will provide equipment and Canadian advisers to take part in the plant's design, construction and operation. Key personnel will also be trained in Canada.

Burma lacks a steel industry and must import structural steel for major projects, but lack of foreign exchange has virtually halted construction. Early in 1970, after a thorough study of Canada's glu-lam industry, the Burmese government requested help in launching the construction of laminated beams from local timber for bridges, schools, factories and large buildings.

The Vancouver consulting firm of Phillips, Barrett, Hillier, Jones and Partners evaluated the Burmese study and concluded that a pilot project was feasible. The plant, near Rangoon, will operate 24 hours a day, with shift of 45 workers, producing more than 1.5 million board feet annually. Although Canada has produced glu-lam beams for 30 years, the process has seldom been attempted in developing countries. If the project proves successful, output can be increased substantially without major capital costs.

Bien que le Canada produise

des poutres lamellées depuis une trentaine d'années, l'on porte à croire que ce procédé a rarement été exploité dans un pays en voie de développement. Si le projet-pilote est couronné de succès, la production pourrait être considérablement accrue sans nécessiter d'importantes mises de fonds.

Université

L'Assemblée générale de l'ONU a récemment approuvé la charte de l'Université des Nations unies qui ouvrira ses portes cette année et aura son siège social à Tokyo. Proposée par l'ONU en 1969, l'Université sera constituée de plusieurs universités qui seront gérées par l'ONU et qui porteront le nom de l'Université des Nations unies. La charte, l'un des principaux résultats de l'Assemblée générale, a été adoptée par l'ONU et financée par CUSO et l'ACDI et d'autres gouvernements et organisations internationales. (See next page)

Ramon Castro, Paul Gérin-Lajoie, and M. N. Bow, Canada's Ambassador to Cuba, visit a dairy complex where a successful pilot project has involved 25,000 Canadian Holstein cattle.

Engineering and computer science.

In Haiti the delegation met with

President Jean-Claude Duvalier and other government officials and visited several developmental

(Next page)

Budget d'aide augmenté

Le Canada augmenterait de 73 millions de dollars son programme d'assistance au développement international, selon les chiffres préliminaires du budget 1974-75 déposé au Parlement en fin de mois. Le budget de l'aide officielle au développement, sujet à l'approbation du Parlement, passerait de \$55 millions de dollars à \$63 millions de dollars, pour suivre ainsi la course de croissance qui l'on connaît depuis cinq ans. Environ \$394 millions seront consacrés aux programmes bilatéraux (Suite au verso)

More for development

A \$73 million increase in Canada's international development assistance was indicated by the government's initial estimates for 1974-75, tabled in Parliament late in February. The budget for official development assistance will rise to \$63 million, subject to parliamentary approval, continuing the pattern of substantial increases during the past five years. (See next page)

contact

MARCH/MARS 1974

contact

MARCH/MARS 1974

Gérin-Lajoie:

Visite à Cuba et Haïti

Le président de l'ACDI, M. Paul Gérin-Lajoie, a effectué une visite officielle à Cuba et en Haïti au début de février. À La Havane, le président a signé un accord de coopération technique semblable à celui déjà signé avec Haïti en juillet de l'an dernier. Dans cet accord, le Canada, par ses présidents et des subventions, pourra participer à la réalisation de projets dans des domaines comme l'alimentation animale, l'agriculture, etc. La délégation canadienne a rencontré les dirigeants cubains, dont le premier ministre Fidel Castro, le président Osvaldo Dorticos et le ministre des Affaires étrangères Raul Roa, qui a décris les relations canado-cubaines comme étant de coopération entre deux pays régions sois-jaux différents. Pendant son séjour à Cuba, la délégation canadienne a visité plusieurs écoles et centres d'apprentissage, dont l'université de La Havane où un projet administré par CUSO et l'ACDI, et financé par l'ACDI et d'autres gouvernements canadiens de donner des cours spécialisés en génie et en informatique. En Haïti, la délégation a rencontré le président Jean-Claude Duvalier et d'autres membres du gouvernement, et a visité plusieurs écoles et centres de développement, entre autres le Centre de formation des métiers à Port-au-Prince. Ce dernier fut construit en 1972 avec l'aide de l'ACDI, et grâce à un programme d'assistance de \$3 millions étendu sur six ans, donnant à un éventail de cours allant de la mécanique automobile à (Suite au verso)

in brief en bref

ENERGY AND DEVELOPMENT

As the energy and food crises converged in February, there was a general desire among oil-producing countries to point out that the developing countries were not for pocketing the oil wealth. The oil-rich countries, however, maintained that the major oil-producing countries "have the cash that other countries used to have."

WORLD FOOD PLEDGE

Agriculture Minister Eugene Whelan announced in February that Canada has pledged \$40 million to the UN World Food Program during 1975 and 1976, an 18 per cent increase over Canada's pledge for 1973 and 1974. "We will put 50 per cent more in cash and 75 per cent more in commodities," said Mr. Whelan. In 1963, Canada has been the second largest contributor.

TANZANIA

To help Tanzania's efforts to develop its mining industry, Canada is providing \$1.5 million to finance exploration and mining activities. Senior Canadian mining officials will serve with Tanzania's State Mining Corporation, set up last year to coordinate the industry and handle mineral rights for foreign companies, while Tanzanians are being trained in Canada. Canadians will help the Corporation review legislation, study deposits, and establish mines. Three diamond drilling rigs will be supplied, as well as three mobile drivers to organize operations and train local staff on-site.

KENYAN COLLEGE

Kenya will build and staff a technical teachers' college in Nairobi, assisted by \$9.4 million in CIDA loans and grants. Construction of the college, designed by Kenyan architects, is

FONDS AU PAM

as well as a responsibility for the stability of the international economic system," but that "if the major industrial countries do not respond generously" to the needs of developing countries they could not expect cooperation from the oil-producing countries.

"In my view, the situation must be termed disastrous," Mr. Sharp told the conference, "and a special international effort is called for. . . . We would welcome and be pleased to receive contributions for energy research and development amongst developed countries, a pool which would be shared with developing countries."

KENYA: ÉCOLE

Un prêt de 12 millions de dollars aidera le Nigeria à réaliser des études de faisabilité pour le développement des ressources nécessaires à la poursuite de projets dans des domaines comme l'agriculture, le transport, la construction, la sylviculture, et l'adduction d'eau. L'ACDI paiera directement les frais de coûts directs qui auront été engagés à la suite des appels d'offres du gouvernement nigérian.

ÉCHANGES

En février, le Canada et la République du Malawi ont établi des relations diplomatiques au niveau de haut-commissaire. M. A. F. Broadhurst, haut-commissaire du Canada à l'ambassade, a été nommé haut-commissaire non-resident du Canada auprès du Malawi. M. Mbaya, représentant permanent du Malawi aux Nations unies et ambassadeur aux Etats-Unis, a été nommé haut-commissaire non-resident du Malawi au Canada.

MALAWI TIES

Canada and the Republic of Malawi established diplomatic relations at the high commissioner level in February. A. F. Broadhurst, Canadian high commissioner to Zambia, has been appointed non-resident Canadian High Commissioner to Malawi. Mr. Mbaya, Malawi's Permanent Representative to the United Nations and Ambassador to the United States, has been appointed non-resident Malawi High Commissioner to Canada.

NIGERIA

A \$12 million Canadian loan will help Nigeria finance feasibility studies and purchase Canadian goods and services required for development projects underway in such fields as agriculture, transportation, communication, and forestry. Equipment may also be purchased to help improve water supplies. CIDA will make direct payments to Canadian suppliers, who will follow Nigerian tendering procedures.

Technical aid probed

en collaboration avec la société d'Etat, à la révision de la législation minière tanzanienne de même qu'à des études sur les gisements miniers et sur leur mise en valeur. Le Canada aidera également trois agriculteurs de forage au diamant et trois chefs coutouriers qui monteront aux Tanzaniens comment utiliser ces appareils et verront à la formation de la main-d'œuvre locale.

NIGERIA

Un prêt de 12 millions de dollars aidera le Nigeria à réaliser des études de faisabilité pour le développement des ressources nécessaires à la poursuite de projets dans des domaines comme l'agriculture, le transport, la construction, la sylviculture, et l'adduction d'eau. L'ACDI paiera directement les frais de coûts directs qui auront été engagés à la suite des appels d'offres du gouvernement nigérian.

Changes in NGO staff

The past few weeks have seen many changes that are of interest to people working for international development through non-governmental organizations: Angus Archer, formerly Executive Director of the Canadian Council for International Cooperation, has been appointed Deputy Director of the UN

ÉCHANGES

Le Canada a accordé une subvention de \$1.5 million pour aider la Tanzanie à développer son industrie minière. Grâce à cette aide, 75 étudiants canadiens supérieurs partis de l'industrie minière seront mis à la disposition de la Société minière de la Tanzanie alors que les Tanzanais pourront étudier aux Etats-Unis, a été nommé haut-commissaire non-resident du Malawi au Canada.

ÉNERGIE ET DÉVELOPPEMENT

En février, au moment où les crises de l'énergie et des ressources alimentaires menaçaient les plans de développement du pays, le président de l'ACDI, M. Paul Gérin-Lajoie, et le président de la Banque mondiale, M. Robert McNamara, sont parmi ceux qui ont souligné que l'augmentation du coût du pétrole pour les pays en développement est si grande qu'il y a 10 milliards de dollars, risquant de représenter plus que toute l'aide dont ils ont besoin. "Nous accueillerons favorablement et nous serions disposés à y participer, une mise en commun de la recherche et du développement en matière d'énergie à l'aide de partenaires internationaux," a déclaré le secrétaire d'Etat au Commerce, M. Mitchell Sharp, a fait observer que les principaux producteurs de pétrole "ont l'argent que d'autres pays étaient accoutumés d'avoir" (.) ainsi qu'en développement.

policy and regulations. Planned and carried out jointly with the government of Quebec, the mission will yield results of value for the process of selecting and preparing francophone advisers from Quebec.

Led by Jean-Jacques Noreau, Director of the Human Resources Division, the team includes René Montpetit, Director General of Communications; Yvan Joly and François Allaire, consultants; Berchmans Arsenneau, Briefing Centre; Yvon Rose and Marcel Saint-Onge of Training Resources; Daniel Meyer of Quebec's Department of Education; and Robert Elliott of the Office of the Undersecretary of Intergovernmental Affairs. Members were not all in the field simultaneously, but served in rotation with three full-time participants (Mr. Rose, Mr. Joly and Mr. Allaire). Study of data is to continue after their scheduled return on April 7.

Changes in NGO staff

The mission will probe in depth the field of technical assistance so that CIDA can better serve its own educators and advisers before and during their overseas posting. As an exploratory mission, it will seek to define problems and successes, causes and solutions. The data gathered will help in the revision of technical assistance

Centre for Economic and Social Information (CESI) in New York. After serving as Associate Executive Director of the CCIC, Jacques Jobin has become Executive Director of Oxam-Canada, succeeding Jean Shea, now an adviser to CIDA's Human Resources Division. Oxam-Canada recently elected Hugh Keenleyside of Vancouver as its President. Oxam-Quebec, now a full member of the Oxam family rather than a region of Oxam-Canada, has elected Jean Rioux as Executive Director and John O'Keefe as Acting Chairman. Murray Thomson has become Executive Director of CUSO, replacing John Gordon, now with the UN Volunteer Program. Tom McNeill, with CUSO since 1964, has been named Secretary of the World University Service of Canada (WUSC), replacing Roger Roy. In CIDA's NGO Division Jean Guillemette and Bill McNaughton ont été nommés agents de liaison principaux en remplacement de M. Gilles Sicard et John McRae; ce dernier a été nommé directeur administratif du Conseil canadien pour la coopération internationale (CCCI), est devenu directeur adjoint du Comité des Nations pour l'information économique et sociale (CIES) à New-York. M. Jacques Jobin a été nommé directeur administratif d'Oxfam-Canada; il était directeur administratif associé du CCCI. M. Jobin succède à M. Jack Shea, maintenant conseiller à la Direction des ressources humaines de l'ACDI.

Récemment, Oxam-Canada a été nommé président M. Hugh Keenleyside, de Vancouver. Oxam-Canada a été nommée membre à part entière de la famille WUSC et non plus succursale régionale d'Oxfam-Canada, à élu M. Pierre Rivard comme directeur administratif et M. John O'Keefe comme président intérimaire. M. Murray Thomson est devenu directeur administratif du CUSO, où il remplace M. John Gordon qui travaille désormais pour le programme des Volontaires des Nations unies. M. Bill McNeill, qui était au CUSO depuis 1964,

est le nouveau secrétaire général de l'Entente universitaire mondiale du Canada, où il remplace M. Roger Roy. À la Direction des ONG de l'ACDI M. Jean Guillemette et Bill McNaughton ont été nommés agents de liaison principaux en remplacement de M. Gilles Sicard et John McRae; ce dernier a été nommé directeur administratif du Conseil canadien pour les programmes spéciaux. M. Marcel Beauchemin, pour l'Amérique latine, et M. Roger Wilson pour les Antilles et l'Amérique centrale. Trois nouvelles personnes se sont jointes au Programme d'animateurs de l'Education au développement (PAED): Paula Fletcher, 6 Florin Drive, Sault Ste. Marie, Ont. (tel: 254-3446), ainsi que, en remplacement de M. Marcel Beauchemin, pour l'Amérique latine, et M. Roger Wilson pour les Antilles et l'Amérique centrale. Trois nouveaux personnes se sont jointes au Programme d'animateurs de l'Education au développement (PAED): Paula Fletcher, 6 Florin Drive, Sault Ste. Marie, Ont. (tel: 254-3446), ainsi que, en remplacement de M. Marcel Beauchemin, pour l'Amérique latine, et M. Roger Wilson pour les Antilles et l'Amérique centrale. Trois nouveaux personnes se sont jointes au Programme d'animateurs de l'Education au développement (PAED): Paula Fletcher, 6 Florin Drive, Sault Ste. Marie, Ont. (tel: 254-3446), ainsi que, en remplacement de M. Marcel Beauchemin, pour l'Amérique latine, et M. Roger Wilson pour les Antilles et l'Amérique centrale. Trois nouveaux personnes se sont jointes au Programme d'animateurs de l'Education au développement (PAED): Paula Fletcher, 6 Florin Drive, Sault Ste. Marie, Ont. (tel: 254-3446), ainsi que, en remplacement de M. Marcel Beauchemin, pour l'Amérique latine, et M. Roger Wilson pour les Antilles et l'Amérique centrale. Trois nouveaux personnes se sont jointes au Programme d'animateurs de l'Education au développement (PAED): Paula Fletcher, 6 Florin Drive, Sault Ste. Marie, Ont. (tel: 254-3446), ainsi que, en remplacement de M. Marcel Beauchemin, pour l'Amérique latine, et M. Roger Wilson pour les Antilles et l'Amérique centrale. Trois nouveaux personnes se sont jointes au Programme d'animateurs de l'Education au développement (PAED): Paula Fletcher, 6 Florin Drive, Sault Ste. Marie, Ont. (tel: 254-3446), ainsi que, en remplacement de M. Marcel Beauchemin, pour l'Amérique latine, et M. Roger Wilson pour les Antilles et l'Amérique centrale. Trois nouveaux personnes se sont jointes au Programme d'animateurs de l'Education au développement (PAED): Paula Fletcher, 6 Florin Drive, Sault Ste. Marie, Ont. (tel: 254-3446), ainsi que, en remplacement de M. Marcel Beauchemin, pour l'Amérique latine, et M. Roger Wilson pour les Antilles et l'Amérique centrale. Trois nouveaux personnes se sont jointes au Programme d'animateurs de l'Education au développement (PAED): Paula Fletcher, 6 Florin Drive, Sault Ste. Marie, Ont. (tel: 254-3446), ainsi que, en remplacement de M. Marcel Beauchemin, pour l'Amérique latine, et M. Roger Wilson pour les Antilles et l'Amérique centrale. Trois nouveaux personnes se sont jointes au Programme d'animateurs de l'Education au développement (PAED): Paula Fletcher, 6 Florin Drive, Sault Ste. Marie, Ont. (tel: 254-3446), ainsi que, en remplacement de M. Marcel Beauchemin, pour l'Amérique latine, et M. Roger Wilson pour les Antilles et l'Amérique centrale. Trois nouveaux personnes se sont jointes au Programme d'animateurs de l'Education au développement (PAED): Paula Fletcher, 6 Florin Drive, Sault Ste. Marie, Ont. (tel: 254-3446), ainsi que, en remplacement de M. Marcel Beauchemin, pour l'Amérique latine, et M. Roger Wilson pour les Antilles et l'Amérique centrale. Trois nouveaux personnes se sont jointes au Programme d'animateurs de l'Education au développement (PAED): Paula Fletcher, 6 Florin Drive, Sault Ste. Marie, Ont. (tel: 254-3446), ainsi que, en remplacement de M. Marcel Beauchemin, pour l'Amérique latine, et M. Roger Wilson pour les Antilles et l'Amérique centrale. Trois nouveaux personnes se sont jointes au Programme d'animateurs de l'Education au développement (PAED): Paula Fletcher, 6 Florin Drive, Sault Ste. Marie, Ont. (tel: 254-3446), ainsi que, en remplacement de M. Marcel Beauchemin, pour l'Amérique latine, et M. Roger Wilson pour les Antilles et l'Amérique centrale. Trois nouveaux personnes se sont jointes au Programme d'animateurs de l'Education au développement (PAED): Paula Fletcher, 6 Florin Drive, Sault Ste. Marie, Ont. (tel: 254-3446), ainsi que, en remplacement de M. Marcel Beauchemin, pour l'Amérique latine, et M. Roger Wilson pour les Antilles et l'Amérique centrale. Trois nouveaux personnes se sont jointes au Programme d'animateurs de l'Education au développement (PAED): Paula Fletcher, 6 Florin Drive, Sault Ste. Marie, Ont. (tel: 254-3446), ainsi que, en remplacement de M. Marcel Beauchemin, pour l'Amérique latine, et M. Roger Wilson pour les Antilles et l'Amérique centrale. Trois nouveaux personnes se sont jointes au Programme d'animateurs de l'Education au développement (PAED): Paula Fletcher, 6 Florin Drive, Sault Ste. Marie, Ont. (tel: 254-3446), ainsi que, en remplacement de M. Marcel Beauchemin, pour l'Amérique latine, et M. Roger Wilson pour les Antilles et l'Amérique centrale. Trois nouveaux personnes se sont jointes au Programme d'animateurs de l'Education au développement (PAED): Paula Fletcher, 6 Florin Drive, Sault Ste. Marie, Ont. (tel: 254-3446), ainsi que, en remplacement de M. Marcel Beauchemin, pour l'Amérique latine, et M. Roger Wilson pour les Antilles et l'Amérique centrale. Trois nouveaux personnes se sont jointes au Programme d'animateurs de l'Education au développement (PAED): Paula Fletcher, 6 Florin Drive, Sault Ste. Marie, Ont. (tel: 254-3446), ainsi que, en remplacement de M. Marcel Beauchemin, pour l'Amérique latine, et M. Roger Wilson pour les Antilles et l'Amérique centrale. Trois nouveaux personnes se sont jointes au Programme d'animateurs de l'Education au développement (PAED): Paula Fletcher, 6 Florin Drive, Sault Ste. Marie, Ont. (tel: 254-3446), ainsi que, en remplacement de M. Marcel Beauchemin, pour l'Amérique latine, et M. Roger Wilson pour les Antilles et l'Amérique centrale. Trois nouveaux personnes se sont jointes au Programme d'animateurs de l'Education au développement (PAED): Paula Fletcher, 6 Florin Drive, Sault Ste. Marie, Ont. (tel: 254-3446), ainsi que, en remplacement de M. Marcel Beauchemin, pour l'Amérique latine, et M. Roger Wilson pour les Antilles et l'Amérique centrale. Trois nouveaux personnes se sont jointes au Programme d'animateurs de l'Education au développement (PAED): Paula Fletcher, 6 Florin Drive, Sault Ste. Marie, Ont. (tel: 254-3446), ainsi que, en remplacement de M. Marcel Beauchemin, pour l'Amérique latine, et M. Roger Wilson pour les Antilles et l'Amérique centrale. Trois nouveaux personnes se sont jointes au Programme d'animateurs de l'Education au développement (PAED): Paula Fletcher, 6 Florin Drive, Sault Ste. Marie, Ont. (tel: 254-3446), ainsi que, en remplacement de M. Marcel Beauchemin, pour l'Amérique latine, et M. Roger Wilson pour les Antilles et l'Amérique centrale. Trois nouveaux personnes se sont jointes au Programme d'animateurs de l'Education au développement (PAED): Paula Fletcher, 6 Florin Drive, Sault Ste. Marie, Ont. (tel: 254-3446), ainsi que, en remplacement de M. Marcel Beauchemin, pour l'Amérique latine, et M. Roger Wilson pour les Antilles et l'Amérique centrale. Trois nouveaux personnes se sont jointes au Programme d'animateurs de l'Education au développement (PAED): Paula Fletcher, 6 Florin Drive, Sault Ste. Marie, Ont. (tel: 254-3446), ainsi que, en remplacement de M. Marcel Beauchemin, pour l'Amérique latine, et M. Roger Wilson pour les Antilles et l'Amérique centrale. Trois nouveaux personnes se sont jointes au Programme d'animateurs de l'Education au développement (PAED): Paula Fletcher, 6 Florin Drive, Sault Ste. Marie, Ont. (tel: 254-3446), ainsi que, en remplacement de M. Marcel Beauchemin, pour l'Amérique latine, et M. Roger Wilson pour les Antilles et l'Amérique centrale. Trois nouveaux personnes se sont jointes au Programme d'animateurs de l'Education au développement (PAED): Paula Fletcher, 6 Florin Drive, Sault Ste. Marie, Ont. (tel: 254-3446), ainsi que, en remplacement de M. Marcel Beauchemin, pour l'Amérique latine, et M. Roger Wilson pour les Antilles et l'Amérique centrale. Trois nouveaux personnes se sont jointes au Programme d'animateurs de l'Education au développement (PAED): Paula Fletcher, 6 Florin Drive, Sault Ste. Marie, Ont. (tel: 254-3446), ainsi que, en remplacement de M. Marcel Beauchemin, pour l'Amérique latine, et M. Roger Wilson pour les Antilles et l'Amérique centrale. Trois nouveaux personnes se sont jointes au Programme d'animateurs de l'Education au développement (PAED): Paula Fletcher, 6 Florin Drive, Sault Ste. Marie, Ont. (tel: 254-3446), ainsi que, en remplacement de M. Marcel Beauchemin, pour l'Amérique latine, et M. Roger Wilson pour les Antilles et l'Amérique centrale. Trois nouveaux personnes se sont jointes au Programme d'animateurs de l'Education au développement (PAED): Paula Fletcher, 6 Florin Drive, Sault Ste. Marie, Ont. (tel: 254-3446), ainsi que, en remplacement de M. Marcel Beauchemin, pour l'Amérique latine, et M. Roger Wilson pour les Antilles et l'Amérique centrale. Trois nouveaux personnes se sont jointes au Programme d'animateurs de l'Education au développement (PAED): Paula Fletcher, 6 Florin Drive, Sault Ste. Marie, Ont. (tel: 254-3446), ainsi que, en remplacement de M. Marcel Beauchemin, pour l'Amérique latine, et M. Roger Wilson pour les Antilles et l'Amérique centrale. Trois nouveaux personnes se sont jointes au Programme d'animateurs de l'Education au développement (PAED): Paula Fletcher, 6 Florin Drive, Sault Ste. Marie, Ont. (tel: 254-3446), ainsi que, en remplacement de M. Marcel Beauchemin, pour l'Amérique latine, et M. Roger Wilson pour les Antilles et l'Amérique centrale. Trois nouveaux personnes se sont jointes au Programme d'animateurs de l'Education au développement (PAED): Paula Fletcher, 6 Florin Drive, Sault Ste. Marie, Ont. (tel: 254-3446), ainsi que, en remplacement de M. Marcel Beauchemin, pour l'Amérique latine, et M. Roger Wilson pour les Antilles et l'Amérique centrale. Trois nouveaux personnes se sont jointes au Programme d'animateurs de l'Education au développement (PAED): Paula Fletcher, 6 Florin Drive, Sault Ste. Marie, Ont. (tel: 254-3446), ainsi que, en remplacement de M. Marcel Beauchemin, pour l'Amérique latine, et M. Roger Wilson pour les Antilles et l'Amérique centrale. Trois nouveaux personnes se sont jointes au Programme d'animateurs de l'Education au développement (PAED): Paula Fletcher, 6 Florin Drive, Sault Ste. Marie, Ont. (tel: 254-3446), ainsi que, en remplacement de M. Marcel Beauchemin, pour l'Amérique latine, et M. Roger Wilson pour les Antilles et l'Amérique centrale. Trois nouveaux personnes se sont jointes au Programme d'animateurs de l'Education au développement (PAED): Paula Fletcher, 6 Florin Drive, Sault Ste. Marie, Ont. (tel: 254-3446), ainsi que, en remplacement de M. Marcel Beauchemin, pour l'Amérique latine, et M. Roger Wilson pour les Antilles et l'Amérique centrale. Trois nouveaux personnes se sont jointes au Programme d'animateurs de l'Education au développement (PAED): Paula Fletcher, 6 Florin Drive, Sault Ste. Marie, Ont. (tel: 254-3446), ainsi que, en remplacement de M. Marcel Beauchemin, pour l'Amérique latine, et M. Roger Wilson pour les Antilles et l'Amérique centrale. Trois nouveaux personnes se sont jointes au Programme d'animateurs de l'Education au développement (PAED): Paula Fletcher, 6 Florin Drive, Sault Ste. Marie, Ont. (tel: 254-3446), ainsi que, en remplacement de M. Marcel Beauchemin, pour l'Amérique latine, et M. Roger Wilson pour les Antilles et l'Amérique centrale. Trois nouveaux personnes se sont jointes au Programme d'animateurs de l'Education au développement (PAED): Paula Fletcher, 6 Florin Drive, Sault Ste. Marie, Ont. (tel: 254-3446), ainsi que, en remplacement de M. Marcel Beauchemin, pour l'Amérique latine, et M. Roger Wilson pour les Antilles et l'Amérique centrale. Trois nouveaux personnes se sont jointes au Programme d'animateurs de l'Education au développement (PAED): Paula Fletcher, 6 Florin Drive, Sault Ste. Marie, Ont. (tel: 254-3446), ainsi que, en remplacement de M. Marcel Beauchemin, pour l'Amérique latine, et M. Roger Wilson pour les Antilles et l'Amérique centrale. Trois nouveaux personnes se sont jointes au Programme d'animateurs de l'Education au développement (PAED): Paula Fletcher, 6 Florin Drive, Sault Ste. Marie, Ont. (tel: 254-3446), ainsi que, en remplacement de M. Marcel Beauchemin, pour l'Amérique latine, et M. Roger Wilson pour les Antilles et l'Amérique centrale. Trois nouveaux personnes se sont jointes au Programme d'animateurs de l'Education au développement (PAED): Paula Fletcher, 6 Florin Drive, Sault Ste. Marie, Ont. (tel: 254-3446), ainsi que, en remplacement de M. Marcel Beauchemin, pour l'Amérique latine, et M. Roger Wilson pour les Antilles et l'Amérique centrale. Trois nouveaux personnes se sont jointes au Programme d'animateurs de l'Education au développement (PAED): Paula Fletcher, 6 Florin Drive, Sault Ste. Marie, Ont. (tel: 254-3446), ainsi que, en remplacement de M. Marcel Beauchemin, pour l'Amérique latine, et M. Roger Wilson pour les Antilles et l'Amérique centrale. Trois nouveaux personnes se sont jointes au Programme d'animateurs de l'Education au développement (PAED): Paula Fletcher, 6 Florin Drive, Sault Ste. Marie, Ont. (tel: 254-3446), ainsi que, en remplacement de M. Marcel Beauchemin, pour l'Amérique latine, et M. Roger Wilson pour les Antilles et l'Amérique centrale. Trois nouveaux personnes se sont jointes au Programme d'animateurs de l'Education au développement (PAED): Paula Fletcher, 6 Florin Drive, Sault Ste. Marie, Ont. (tel: 254-3446), ainsi que, en remplacement de M. Marcel Beauchemin, pour l'Amérique latine, et M. Roger Wilson pour les Antilles et l'Amérique centrale. Trois nouveaux personnes se sont jointes au Programme d'animateurs de l'Education au développement (PAED): Paula Fletcher, 6 Florin Drive, Sault Ste. Marie, Ont. (tel: 254-3446), ainsi que, en remplacement de M. Marcel Beauchemin, pour l'Amérique latine, et M. Roger Wilson pour les Antilles et l'Amérique centrale. Trois nouveaux personnes se sont jointes au Programme d'animateurs de l'Education au développement (PAED): Paula Fletcher, 6 Florin Drive, Sault Ste. Marie, Ont. (tel: 254-3446), ainsi que, en remplacement de M. Marcel Beauchemin, pour l'Amérique latine, et M. Roger Wilson pour les Antilles et l'Amérique centrale. Trois nouveaux personnes se sont jointes au Programme d'animateurs de l'Education au développement (PAED): Paula Fletcher, 6 Florin Drive, Sault Ste. Marie, Ont. (tel: 254-3446), ainsi que, en remplacement de M. Marcel Beauchemin, pour l'Amérique latine, et M. Roger Wilson pour les Antilles et l'Amérique centrale. Trois nouveaux personnes se sont jointes au Programme d'animateurs de l'Education au développement (PAED): Paula Fletcher, 6 Florin Drive, Sault Ste. Marie, Ont. (tel: 254-3446), ainsi que, en remplacement de M. Marcel Beauchemin, pour l'Amérique latine, et M. Roger Wilson pour les Antilles et l'Amérique centrale. Trois nouveaux personnes se sont jointes au Programme d'animateurs de l'Education au développement (PAED): Paula Fletcher, 6 Florin Drive, Sault Ste. Marie, Ont. (tel: 254-3446), ainsi que, en remplacement de M. Marcel Beauchemin, pour l'Amérique latine, et M. Roger Wilson pour les Antilles et l'Amérique centrale. Trois nouveaux personnes se sont jointes au Programme d'animateurs de l'Education au développement (PAED): Paula Fletcher, 6 Florin Drive, Sault Ste. Marie, Ont. (tel: 254-3446), ainsi que, en remplacement de M. Marcel Beauchemin, pour l'Amérique latine, et M. Roger Wilson pour les Antilles et l'Amérique centrale. Trois nouveaux personnes se sont jointes au Programme d'animateurs de l'Education au développement (PAED): Paula Fletcher, 6 Florin Drive, Sault Ste. Marie, Ont. (tel: 254-3446), ainsi que, en remplacement de M. Marcel Beauchemin, pour l'Amérique latine, et M. Roger Wilson pour les Antilles et l'Amérique centrale. Trois nouveaux personnes se sont jointes au Programme d'animateurs de l'Education au développement (PAED): Paula Fletcher, 6 Florin Drive, Sault Ste. Marie, Ont. (tel: 254-3446), ainsi que, en remplacement de M. Marcel Beauchemin, pour l'Amérique latine, et M. Roger Wilson pour les Antilles et l'Amérique centrale. Trois nouveaux personnes se sont jointes au Programme d'animateurs de l'Education au développement (PAED): Paula Fletcher, 6 Florin Drive, Sault Ste. Marie, Ont. (tel: 254-3446), ainsi que, en remplacement de M. Marcel Beauchemin, pour l'Amérique latine, et M. Roger Wilson pour les Antilles et l'Amérique centrale. Trois nouveaux personnes se sont jointes au Programme d'animateurs de l'Education au développement (PAED): Paula Fletcher, 6 Florin Drive, Sault Ste. Marie, Ont. (tel: 254-3446), ainsi que, en remplacement de M. Marcel Beauchemin, pour l'Amérique latine, et M. Roger Wilson pour les Antilles et l'Amérique centrale. Trois nouveaux personnes se sont jointes au Programme d'animateurs de l'Education au développement (PAED): Paula Fletcher, 6 Florin Drive, Sault Ste. Marie, Ont. (tel: 254-3446), ainsi que, en remplacement de M. Marcel Beauchemin, pour l'Amérique latine, et M. Roger Wilson pour les Antilles et l'Amérique centrale. Trois nouveaux personnes se sont jointes au Programme d'animateurs de l'Education au développement (PAED): Paula Fletcher, 6 Florin Drive, Sault Ste. Marie, Ont. (tel: 254-3446), ainsi que, en remplacement de M. Marcel Beauchemin, pour l'Amérique latine, et M. Roger Wilson pour les Antilles et l'Amérique centrale. Trois nouveaux personnes se sont jointes au Programme d'animateurs de l'Education au développement (PAED): Paula Fletcher, 6 Florin Drive, Sault Ste. Marie, Ont. (tel: 254-3446), ainsi que, en remplacement de M. Marcel Beauchemin, pour l'Amérique latine, et M. Roger Wilson pour les Antilles et l'Amérique centrale. Trois nouveaux personnes se sont jointes au Programme d'animateurs de l'Education au développement (PAED): Paula Fletcher, 6 Florin Drive, Sault Ste. Marie, Ont. (tel: 254-3446), ainsi que, en remplacement de M. Marcel Beauchemin, pour l'Amérique latine, et M. Roger Wilson pour les Antilles et l'Amérique centrale. Trois nouveaux personnes se sont jointes au Programme d'animateurs de l'Education au développement (PAED): Paula Fletcher, 6 Florin Drive, Sault Ste. Marie, Ont. (tel: 254-3446), ainsi que, en remplacement de M. Marcel Beauchemin, pour l'Amérique latine, et M. Roger Wilson pour les Antilles et l'Amérique centrale. Trois nouveaux personnes se sont jointes au Programme d'animateurs de l'Education au développement (PAED): Paula Fletcher, 6 Florin Drive, Sault Ste. Marie, Ont. (tel: 254-3446), ainsi que, en remplacement de M. Marcel Beauchemin, pour l'Amérique latine, et M. Roger Wilson pour les Antilles et l'Amérique centrale. Trois nouveaux personnes se sont jointes au Programme d'animateurs de l'Education au développement (PAED): Paula Fletcher, 6 Florin Drive, Sault Ste. Marie, Ont. (tel: 254-3446), ainsi que, en remplacement de M. Marcel Beauchemin, pour l'Amérique latine, et M. Roger Wilson pour les Antilles et l'Amérique centrale. Trois nouveaux personnes se sont jointes au Programme d'animateurs de l'Education au développement (PAED): Paula Fletcher, 6 Florin Drive, Sault Ste. Marie, Ont. (tel: 254-3446), ainsi que, en remplacement de M. Marcel Beauchemin, pour l'Amérique latine, et M. Roger Wilson pour les Antilles et l'Amérique centrale. Trois nouveaux personnes se sont jointes au Programme d'animateurs de l'Education au développement (PAED): Paula Fletcher, 6 Florin Drive, Sault Ste. Marie, Ont. (tel: 254-3446), ainsi que, en remplacement de M. Marcel Beauchemin, pour l'Amérique latine, et M. Roger Wilson pour les Antilles et l'Amérique centrale. Trois nouveaux personnes se sont jointes au Programme d'animateurs de l'Education au développement (PAED): Paula Fletcher, 6 Florin Drive, Sault Ste. Marie, Ont. (tel: 254-3446), ainsi que, en remplacement de M. Marcel Beauchemin, pour l'Amérique latine, et M. Roger Wilson pour les Antilles et l'Amérique centrale. Trois nouveaux personnes se sont jointes au Programme d'animateurs de l'Education au développement (PAED): Paula Fletcher, 6 Florin Drive, Sault Ste. Marie, Ont. (tel: 254-3446), ainsi que, en remplacement de M. Marcel Beauchemin, pour l'Amérique latine, et M. Roger Wilson pour les Antilles et l'Amérique centrale. Trois nouveaux personnes se sont jointes au Programme d'animateurs de l'Education au développement (PAED): Paula Fletcher, 6 Florin Drive, Sault Ste. Marie, Ont. (tel: 254-3446), ainsi que, en remplacement de M. Marcel Beauchemin, pour l'Amérique latine, et M. Roger Wilson pour les Antilles et l'Amérique centrale. Trois nouveaux personnes se sont jointes au Programme d'animateurs de l'Education au développement (PAED): Paula Fletcher, 6 Florin Drive, Sault Ste. Marie, Ont. (tel: 254-3446), ainsi que, en remplacement de M. Marcel Beauchemin, pour l'Amérique latine, et M. Roger Wilson pour les Antilles et l'Amérique centrale. Trois nouveaux personnes se sont jointes au Programme d'animateurs de l'Education au développement (PAED): Paula Fletcher, 6 Florin Drive, Sault Ste. Marie, Ont. (tel: 254-3446), ainsi que, en remplacement de M. Marcel Beauchemin, pour l'Amérique latine, et M. Roger Wilson pour les Antilles et l'Amérique centrale. Trois nouveaux personnes se sont jointes au Programme d'animateurs de l'Education au développement (PAED): Paula Fletcher, 6 Florin Drive, Sault Ste. Marie, Ont. (tel: 254-3446), ainsi que, en remplacement de M. Marcel Beauchemin, pour l'Amérique latine, et M. Roger Wilson pour les Antilles et l'Amérique centrale. Trois nouveaux personnes se sont jointes au Programme d'animateurs de l'Education au développement (PAED): Paula Fletcher, 6 Florin Drive, Sault Ste. Marie, Ont. (tel: 254-3446), ainsi que, en remplacement de M. Marcel Beauchemin, pour l'Amérique latine, et M. Roger Wilson pour les Antilles et l'Amérique centrale. Trois nouveaux personnes se sont jointes au Programme d'animateurs de l'Education au développement (PAED): Paula Fletcher, 6 Florin Drive, Sault Ste. Marie, Ont. (tel: 254-3446), ainsi que, en remplacement de M. Marcel Beauchemin, pour l'Amérique latine, et M. Roger Wilson pour les Antilles et l'Amérique centrale. Trois nouveaux personnes se sont jointes au Programme d'animateurs de l'Education au développement (PAED): Paula Fletcher, 6 Florin Drive, Sault Ste. Marie, Ont. (tel: 254-3446), ainsi que, en remplacement de M. Marcel Beauchemin, pour l'Amérique latine, et M. Roger Wilson pour les Antilles et l'Amérique centrale. Trois nouveaux personnes se sont jointes au Programme d'animateurs de l'Education au développement (PAED): Paula Fletcher, 6 Florin Drive, Sault Ste. Marie, Ont. (tel: 254-3446), ainsi que, en remplacement de M. Marcel Beauchemin, pour l'Amérique latine, et M. Roger Wilson pour les Antilles et l'Amérique centrale. Trois nouveaux personnes se sont jointes au Programme d'animateurs de l'Education au développement (PAED): Paula Fletcher, 6 Florin Drive, Sault Ste. Marie, Ont. (tel: 254-3446), ainsi que, en remplacement de M. Marcel Beauchemin, pour l'Amérique latine, et M. Roger Wilson pour les Antilles et l'Amérique centrale. Trois nouveaux personnes se sont jointes au Programme d'animateurs de l'Education au développement (PAED): Paula Fletcher, 6 Florin Drive, Sault Ste. Marie, Ont. (tel: 254-3446), ainsi que, en remplacement de M. Marcel Beauchemin, pour l'Amérique latine, et M. Roger Wilson pour les Antilles et l'Amérique centrale. Trois nouveaux personnes se sont jointes au Programme d'animateurs de l'Education au développement (PAED): Paula Fletcher, 6 Florin Drive, Sault Ste. Marie, Ont. (tel: 254-3446), ainsi que, en remplacement de M. Marcel Beauchemin, pour l'Amérique latine, et M. Roger Wilson pour les Antilles et l'Amérique centrale. Trois nouveaux personnes se sont jointes au Programme d'animateurs de l'Education au développement (PAED): Paula Fletcher, 6 Florin Drive, Sault Ste. Marie, Ont. (tel: 254-3446), ainsi que, en remplacement de M. Marcel Beauchemin, pour l'Amérique latine, et M. Roger Wilson pour les Antilles et l'Amérique centrale. Trois nouveaux personnes se sont jointes au Programme d'animateurs de l'Education au développement (PAED): Paula Fletcher, 6 Florin Drive, Sault Ste. Marie, Ont. (tel: 254-3446), ainsi que, en remplacement de M. Marcel Beauchemin, pour l'Amérique latine, et M. Roger Wilson pour les Antilles et l'Amérique centrale. Trois nouveaux personnes se sont jointes au Programme d'animateurs de l'Education au développement (PAED): Paula Fletcher, 6 Florin Drive, Sault Ste. Marie, Ont. (tel: 254-3446), ainsi que, en remplacement de M. Marcel Beauchemin, pour l'Amérique latine, et M. Roger Wilson pour les Antilles et l'Amérique centrale. Trois nouveaux personnes se sont jointes au Programme d'animateurs de l'Education au développement (PAED): Paula Fletcher, 6 Florin Drive, Sault Ste. Marie, Ont. (tel: 254-3446), ainsi que, en remplacement de M. Marcel Beauchemin, pour l'Amérique latine, et M. Roger Wilson pour les Antilles et l'Amérique centrale. Trois nouveaux personnes se sont jointes au Programme d'animateurs de l'Education au développement (PAED): Paula Fletcher, 6 Florin Drive, Sault Ste. Marie, Ont. (tel: 254-3446), ainsi que, en remplacement de M. Marcel Beauchemin, pour l'Amérique latine, et M. Roger Wilson pour les Antilles et l'Amérique centrale. Trois nouveaux personnes se sont jointes au Programme d'animateurs de l'Education au développement (PAED): Paula Fletcher, 6 Florin Drive, Sault Ste. Marie, Ont. (tel: 254-3446), ainsi que, en remplacement de M. Marcel Beauchemin, pour l'Amérique latine, et M. Roger Wilson pour les Antilles et l'Amérique centrale. Trois nouveaux personnes se sont jointes au Programme d'animateurs de l'Education au développement (PAED): Paula Fletcher, 6 Florin Drive, Sault Ste. Marie, Ont. (tel: 254-3446), ainsi que, en remplacement de M. Marcel Beauchemin, pour l'Amérique latine, et M. Roger Wilson pour les Antilles et l'Amérique centrale. Trois nouveaux personnes se sont jointes au Programme d'animateurs de l'Education au développement (PAED): Paula Fletcher, 6 Florin Drive, Sault Ste. Marie, Ont. (tel: 254-3446), ainsi que, en remplacement de M. Marcel Beauchemin, pour l'Amérique latine, et M. Roger Wilson pour les Antilles et l'Amérique centrale. Trois nouveaux personnes se sont jointes au Programme d'animateurs de l'Education au développement (PAED): Paula Fletcher, 6 Florin Drive, Sault Ste. Marie, Ont. (tel: 254-3446), ainsi que, en remplacement de M. Marcel Beauchemin, pour l'Amérique latine, et M. Roger Wilson pour les Antilles et l'Amérique centrale. Trois nouveaux personnes se sont jointes au Programme d'animateurs de l'Education au développement (PAED): Paula Fletcher, 6 Florin Drive, Sault Ste. Marie, Ont. (tel: 254-3446), ainsi que, en remplacement de M. Marcel Beauchemin, pour l'Amérique latine, et M. Roger Wilson pour les Antilles et l'Amérique centrale. Trois nouveaux personnes se sont jointes au Programme d'animateurs de l'Education au développement (PAED): Paula Fletcher, 6 Florin Drive, Sault Ste. Marie, Ont. (tel: 254-3446), ainsi que, en remplacement de M. Marcel Beauchemin, pour l'Amérique latine, et M. Roger Wilson pour les Antilles et l'Amérique centrale. Trois nouveaux personnes se sont jointes au Programme d'animateurs de l'Education au développement (PAED): Paula Fletcher, 6 Florin Drive, Sault Ste. Marie, Ont. (tel: 254-3446), ainsi que, en remplacement de M. Marcel Beauchemin, pour l'Amérique latine, et M. Roger Wilson pour les Antilles et l'Amérique centrale. Trois nouveaux personnes se sont jointes au Programme d'animateurs de l'Education au développement (PAED): Paula Fletcher, 6 Florin Drive, Sault Ste. Marie, Ont. (tel: 254-3446), ainsi que, en remplacement de M. Marcel Beauchemin, pour l'Amérique latine, et M. Roger Wilson pour les Antilles et l'Amérique centrale. Trois nouveaux personnes se sont jointes au Programme d'animateurs de l'Education au développement (PAED): Paula Fletcher, 6 Florin Drive, Sault Ste. Marie, Ont. (tel: 254-3446), ainsi que, en remplacement de M. Marcel Beauchemin, pour l'Amérique latine, et M. Roger Wilson pour les Antilles et l'Amérique centrale. Trois nouveaux personnes se sont jointes au Programme d'animateurs de l'Education au développement (PAED): Paula Fletcher, 6 Florin Drive, Sault Ste. Marie, Ont. (tel: 254-3446), ainsi que, en remplacement de M. Marcel Beauchemin, pour l'Amérique latine, et M. Roger Wilson pour les Antilles et l'Amérique centrale. Trois nouveaux personnes se sont jointes au Programme d'animateurs de l'Education au développement (PAED): Paula Fletcher, 6 Florin Drive, Sault Ste. Marie, Ont. (tel: 254-3446), ainsi que, en remplacement de M. Marcel Beauchemin, pour l'Amérique latine, et M. Roger Wilson pour les Antilles et l'Amérique centrale. Trois nouveaux personnes se sont jointes au Programme d'animateurs de l'Education au développement (PAED): Paula Fletcher, 6 Florin Drive, Sault Ste. Marie, Ont. (tel: 254-3446), ainsi que, en remplacement de M. Marcel Beauchemin, pour l'Amérique latine, et M. Roger Wilson pour les Antilles et l'Amérique centrale. Trois nouveaux personnes se sont jointes au Programme d'animateurs de l'Education au développement (PAED): Paula Fletcher, 6 Florin Drive, Sault Ste. Marie, Ont. (tel: 254-3446), ainsi que, en remplacement de M. Marcel Beauchemin, pour l'Amérique lat

Canada aids Red Cross in Asia, Sahel

Canada has contributed more than \$800,000 for Red Cross relief programs in Asia and Africa. A CIDA grant of \$250,000 will assist the League of Red Cross Societies with civilian resettlement programs in Bangladesh and Pakistan. The repatriation and resettlement program grew out of the bilateral agreement signed in 1970 between Canada by India and Pakistan, and was facilitated by establishment of recognition between Pakistan and Bangladesh at the recent Islamic summit meeting in Lahore, Pakistan. A November 1973 contribution of \$1 million to the United Nations High Commission for Refugees has since been used to help nearly 330,000 civilians return home. Canada has also provided the League of Red Cross Societies with \$250,000 for its work in Africa's Sahelian zone, where the famine in six countries is

Blindness

(from front page)

ening, pockets of worms under the skin, weight loss and general debilitation. When worms invade the eye, blindness often results. The disease causes great personal misery and has crippling social consequences, particularly if victim fails, the blind burden society, and inhabitants of the fertile river valleys migrate to overcropped lands. The Volta River basin's precarious socio-economic balance has been further complicated by the Sahelian drought. The WHO program will use light planes and helicopters to spray larvae at breeding sites with a biodegradable, selective chemist. Rehabilitation of disease-free, fertile land should be possible 18 months after insecticide treatment begins, and reclamation plans based on agriculture and stock raising have already been prepared. Meanwhile, with financial help from the International Development Research Centre in Ottawa, a team at Memorial University, St. John's, Newfoundland, and French scientists at the Onchocerciasis Research Unit in Bouaké, Ivory Coast, are studying biological controls, emphasizing a parasitic worm that attacks the fly's natural enemy. The Ministry of Health's effort is also supported by the National Research Council and several commercial firms.

Inflation

(from front page)

permitting redirection of resources to countries most severely affected by rising oil prices. Adapting bilateral programs to direct assistance to areas of greatest need.

contact

is produced by the Information Division of the Communications Branch, Canadian External Affairs and Development Agency, under the authority of the Honorable Mitchell Sharp, Secretary of State for External Affairs.

Ottawa, April 1974

expected to be at least as bad in 1974 as last year. Estimates of required food aid were revised upward in February. An additional grant of \$55,750 to help Red Cross work in the Sahel and Ethiopia was announced early in April.

Migration of nomads across national borders to refugee centres has strained the resources of countries already trying to cope with war refugees from their own nationals. The Red Cross has stepped up its emergency efforts to aid refugees who have no legal right to food and medical care in the countries where they sought refuge, and is also working on refugee repatriation and rehabilitation. Canada has given \$1.5 million in food aid, air transport and other goods and services for the Sahel in 1973, and in December announced a \$1.5 million contribution that is sending wheat to Ethiopia. Several Canadian voluntary agencies have joined forces to help the people there in a campaign through the Combined Appeal for African Drought Relief. Contributions can be sent to P.O. Box 497, Station A, Ottawa, Ontario.

with a biodegradable, selective chemist. Rehabilitation of disease-free, fertile land should be possible 18 months after insecticide treatment begins, and reclamation plans based on agriculture and stock raising have already been prepared. Meanwhile, with financial help from the International Development Research Centre in Ottawa, a team at Memorial University, St. John's, Newfoundland, and French scientists at the Onchocerciasis Research Unit in Bouaké, Ivory Coast, are studying biological controls, emphasizing a parasitic worm that attacks the fly's natural enemy. The Ministry of Health's effort is also supported by the National Research Council and several commercial firms.

Legislative authority is being sought for a \$2.7 million commitment to the Fourth Replenishment to the IDB. The easy-terms loans from the World Bank, on which the poorest countries depend for development loans. This would be an increase of more than 50 per cent over Canada's \$180 million contribution to the Third Replenishment (1971-74).

L'inflation

(suite de la première page)

et réorienter les ressources vers les pays en voie de développement qui sont les plus sérieusement touchés par la hausse des prix du pétrole.

Adapter nos programmes bilatéraux pour accroître notre assistance aux régions qui ont le plus besoin de nous.

Nous avons aussi demandé que des mesures législatives autorisent

le déprécaire du bassin de la Volta est perturbé par la sécheresse qui sévit au Sahel. L'OMS utilisera des avions légers et des hélicoptères pour普及iser les ailes propres à la reproduction d'un produit chimique biologique qui ne tue pas les autres formes de vie.

On s'attend à pouvoir repeupler les régions détruites quelque 18 mois après le débâcle. Les travaux de rempaillage fondés sur le développement de l'agriculture et de l'élevage ont déjà été étudiés et évalués.

En temps, à l'Université Memorial, de Saint-Jean (Terre-Neuve), une campagne de recherches sur l'onchocercose à Bouaké, en Côte d'Ivoire, a commencé. Les moustiques gagnent les yeux, la cécité en résulte souvent.

Entre les graves maladies parasitaires qui affectent la population mondiale, la maladie qui est l'ennemi naturel de la mouche n'est pas la moins redoutable pour l'agriculture et l'économie canadienne. Les personnes aveugles ou quasi aveugles deviennent un fardeau pour la société et les habitants des villages, terres émigrées vers des terres déjà surexploitées. En outre, l'équilibre socio-économique

de Tahoua, au Niger, les bébés meurent de faim: on n'a plus de lait en poudre à leur donner. Tahoua est pourtant un camp de secours bien organisé. Le centre pédiatrique qui est installé dans l'ancien hôpital de la Croix-Rouge allemande. L'envoi de lait en poudre au Canada y est prévu: 400 tonnes cette année. Malheureusement, les 100 premières tonnes, transportées par bateau, n'arriveront qu'en juin. En attendant, les bébés meurent de faim.

Le président de la Chambre des communes du Canada, M. Lucien Lamoureux, a fait une visite officielle au Niger, où il a rencontré le président du pays

Celui-ci avait vu Tahoua: il était bouleversé, demanda à l'ambassadeur d'envoyer des fonds en faveur des enfants de Tahoua et d'obtenir qu'on envoie du lait en poudre immédiatement. La requête de M. Lamoureux parvient à l'ACDI le jeudi 7 mars.

Demandant l'urgence de la situation, on a oublié les voies administratives normales et organisé un pont aérien Canada-Tahoua.

Comme la piste d'atterrissement de Tahoua ne peut pas recevoir les gros avions, on décide de passer par l'Algérie. C'est donc ce pays, en effet, qu'en effectue le transfert des sacs de lait en poudre dans de petits appareils pouvant transporter de 25 à 30 tonnes de vivres vers Tahoua

Le jeudi 14 mars, une semaine après la demande initiale, 30 tonnes de lait en poudre avaient été livrées au camp de secours. L'opération avait coûté \$75 000.

Au cours de l'année, 4 autres livraisons le lait en poudre seront faites au Niger. La première quittera le Canada par bateau pour arriver en juin tel que prévu.

Le Canada

(suite de la première page)

a reçu l'appui de la FAO, du PNUD, des États-Unis, du Royaume-Uni, de la France, de l'Allemagne, de la Hollande, de l'Algérie et de la Belgique.

Onchocercose est une maladie

qui a été pratiquée à la

réduction de la production

de la population mondiale

et de l'agriculture et de l'alimentation.

Le deuxième front est celui du développement rural et agricole. En

1973, le Canada a versé, au titre d'aide bilatérale, 50 millions de dollars pour 128 projets de recherche et développement dans le secteur secondaire, c'est-à-dire les tananeries, les conserveries, les laiteries et les industries agroalimentaires.

Une troisième voie d'approche consiste à attaquer le problème alimentaire par la recherche stratégique. C'est-à-dire, en améliorant l'aménagement agricole

et de freiner la migration à la ville. A

l'avenir, nous accordons également plus d'importance à l'implantation d'industries agricoles dans les régions rurales, ce qui devrait créer de nombreux nouveaux emplois dans le secteur secondaire, c'est-à-dire les tananeries, les conserveries, les laiteries et les industries agroalimentaires.

Une troisième voie d'approche consiste à attaquer le problème alimentaire par la recherche stratégique. C'est-à-dire, en améliorant l'aménagement agricole

et de freiner la migration à la ville. A

l'avenir, nous accordons également plus d'importance à l'implantation d'industries agricoles dans les régions rurales, ce qui devrait créer de nombreux nouveaux emplois dans le secteur secondaire, c'est-à-dire les tananeries, les conserveries, les laiteries et les industries agroalimentaires.

Une troisième voie d'approche

consiste à attaquer le problème

alimentaire par la recherche

stratégique. C'est-à-dire, en améliorant l'aménagement agricole

et de freiner la migration à la ville. A

l'avenir, nous accordons également plus d'importance à l'implantation d'industries agricoles dans les régions rurales, ce qui devrait créer de nombreux nouveaux emplois dans le secteur secondaire, c'est-à-dire les tananeries, les conserveries, les laiteries et les industries agroalimentaires.

Une troisième voie d'approche

consiste à attaquer le problème

alimentaire par la recherche

stratégique. C'est-à-dire, en améliorant l'aménagement agricole

et de freiner la migration à la ville. A

l'avenir, nous accordons également plus d'importance à l'implantation d'industries agricoles dans les régions rurales, ce qui devrait créer de nombreux nouveaux emplois dans le secteur secondaire, c'est-à-dire les tananeries, les conserveries, les laiteries et les industries agroalimentaires.

Une troisième voie d'approche

consiste à attaquer le problème

alimentaire par la recherche

stratégique. C'est-à-dire, en améliorant l'aménagement agricole

et de freiner la migration à la ville. A

l'avenir, nous accordons également plus d'importance à l'implantation d'industries agricoles dans les régions rurales, ce qui devrait créer de nombreux nouveaux emplois dans le secteur secondaire, c'est-à-dire les tananeries, les conserveries, les laiteries et les industries agroalimentaires.

Une troisième voie d'approche

consiste à attaquer le problème

alimentaire par la recherche

stratégique. C'est-à-dire, en améliorant l'aménagement agricole

et de freiner la migration à la ville. A

l'avenir, nous accordons également plus d'importance à l'implantation d'industries agricoles dans les régions rurales, ce qui devrait créer de nombreux nouveaux emplois dans le secteur secondaire, c'est-à-dire les tananeries, les conserveries, les laiteries et les industries agroalimentaires.

Une troisième voie d'approche

consiste à attaquer le problème

alimentaire par la recherche

stratégique. C'est-à-dire, en améliorant l'aménagement agricole

et de freiner la migration à la ville. A

l'avenir, nous accordons également plus d'importance à l'implantation d'industries agricoles dans les régions rurales, ce qui devrait créer de nombreux nouveaux emplois dans le secteur secondaire, c'est-à-dire les tananeries, les conserveries, les laiteries et les industries agroalimentaires.

Une troisième voie d'approche

consiste à attaquer le problème

alimentaire par la recherche

stratégique. C'est-à-dire, en améliorant l'aménagement agricole

et de freiner la migration à la ville. A

l'avenir, nous accordons également plus d'importance à l'implantation d'industries agricoles dans les régions rurales, ce qui devrait créer de nombreux nouveaux emplois dans le secteur secondaire, c'est-à-dire les tananeries, les conserveries, les laiteries et les industries agroalimentaires.

Une troisième voie d'approche

consiste à attaquer le problème

alimentaire par la recherche

stratégique. C'est-à-dire, en améliorant l'aménagement agricole

et de freiner la migration à la ville. A

l'avenir, nous accordons également plus d'importance à l'implantation d'industries agricoles dans les régions rurales, ce qui devrait créer de nombreux nouveaux emplois dans le secteur secondaire, c'est-à-dire les tananeries, les conserveries, les laiteries et les industries agroalimentaires.

Une troisième voie d'approche

consiste à attaquer le problème

alimentaire par la recherche

stratégique. C'est-à-dire, en améliorant l'aménagement agricole

et de freiner la migration à la ville. A

l'avenir, nous accordons également plus d'importance à l'implantation d'industries agricoles dans les régions rurales, ce qui devrait créer de nombreux nouveaux emplois dans le secteur secondaire, c'est-à-dire les tananeries, les conserveries, les laiteries et les industries agroalimentaires.

Une troisième voie d'approche

consiste à attaquer le problème

alimentaire par la recherche

stratégique. C'est-à-dire, en améliorant l'aménagement agricole

et de freiner la migration à la ville. A

l'avenir, nous accordons également plus d'importance à l'implantation d'industries agricoles dans les régions rurales, ce qui devrait créer de nombreux nouveaux emplois dans le secteur secondaire, c'est-à-dire les tananeries, les conserveries, les laiteries et les industries agroalimentaires.

Une troisième voie d'approche

consiste à attaquer le problème

alimentaire par la recherche

stratégique. C'est-à-dire, en améliorant l'aménagement agricole

et de freiner la migration à la ville. A

l'avenir, nous accordons également plus d'importance à l'implantation d'industries agricoles dans les régions rurales, ce qui devrait créer de nombreux nouveaux emplois dans le secteur secondaire, c'est-à-dire les tananeries, les conserveries, les laiteries et les industries agroalimentaires.

Une troisième voie d'approche

consiste à attaquer le problème

alimentaire par la recherche

stratégique. C'est-à-dire, en améliorant l'aménagement agricole

et de freiner la migration à la ville. A

l'avenir, nous accordons également plus d'importance à l'implantation d'industries agricoles dans les régions rurales, ce qui devrait créer de nombreux nouveaux emplois dans le secteur secondaire, c'est-à-dire les tananeries, les conserveries, les laiteries et les industries agroalimentaires.

Une troisième voie d'approche

consiste à attaquer le problème

alimentaire par la recherche

stratégique. C'est-à-dire, en améliorant l'aménagement agricole

et de freiner la migration à la ville. A

l'avenir, nous accordons également plus d'importance à l'implantation d'industries agricoles dans les régions rurales, ce qui devrait créer de nombreux nouveaux emplois dans le secteur secondaire, c'est-à-dire les tananeries, les conserveries, les laiteries et les industries agroalimentaires.

Une troisième voie d'approche

consiste à attaquer le problème

alimentaire par la recherche

stratégique. C'est-à-dire, en améliorant l'aménagement agricole

et de freiner la migration à la ville. A

l'avenir, nous accordons également plus d'importance à l'implantation d'industries agricoles dans les régions rurales, ce qui devrait créer de nombreux nouveaux emplois dans le secteur secondaire, c'est-à-dire les tananeries, les conserveries, les laiteries et les industries agroalimentaires.

Une troisième voie d'approche

consiste à attaquer le problème

alimentaire par la recherche

stratégique. C'est-à-dire, en améliorant l'aménagement agricole

et de freiner la migration à la ville. A

l'avenir, nous accordons également plus d'importance à l'implantation d'industries agricoles dans les régions rurales, ce qui devrait créer de nombreux nouveaux emplois dans le secteur secondaire, c'est-à-dire les tananeries, les conserveries, les laiteries et les industries agroalimentaires.

Une troisième voie d'approche

consiste à attaquer le problème

alimentaire par la recherche

stratégique. C'est-à-dire, en améliorant l'aménagement agricole

et de freiner la migration à la ville. A

l'avenir, nous accordons également plus d'importance à l'implantation d'industries agricoles dans les régions rurales, ce qui devrait créer de nombreux nouveaux emplois dans le secteur secondaire, c'est-à-dire les tananeries, les conserveries, les laiteries et les industries agroalimentaires.

Une troisième voie d'approche

consiste à attaquer le problème

alimentaire par la recherche

stratégique. C'est-à-dire, en améliorant l'aménagement agricole

et de freiner la migration à la ville. A

l'avenir, nous accordons également plus d'importance à l'implantation d'industries agricoles dans les régions rurales, ce qui devrait créer de nombreux nouveaux emplois dans le secteur secondaire, c'est-à-dire les tananeries, les conserveries, les laiteries et les industries agroalimentaires.

Une troisième voie d'approche

consiste à attaquer le problème

alimentaire par la recherche

stratégique. C'est-à-dire, en améliorant l'aménagement agricole

et de freiner la migration à la ville. A

l'avenir, nous accordons également plus d'importance à l'implantation d'industries agricoles dans les régions rurales, ce qui devrait créer de nombreux nouveaux emplois dans le secteur secondaire, c'est-à-dire les tananeries, les conserveries, les laiteries et les industries agroalimentaires.

Une troisième voie d'approche

consiste à attaquer le problème

alimentaire par la recherche

stratégique. C'est-à-dire, en améliorant l'aménagement agricole

et de freiner la migration à la ville. A

l'avenir, nous accordons également plus d'importance à l'implantation d'industries agricoles dans les régions rurales, ce qui devrait créer de nombreux nouveaux emplois dans le secteur secondaire, c'est-à-dire les tananeries, les conserveries, les laiteries et les industries agroalimentaires.

Une troisième voie d'approche

consiste à attaquer le problème

alimentaire par la recherche

stratégique. C'est-à-dire, en améliorant l'aménagement agricole

et de freiner la migration à la ville. A

l'avenir, nous accordons également plus d'importance à l'implantation d'industries agricoles dans les régions rurales, ce qui devrait créer de nombreux nouveaux emplois dans le secteur secondaire, c'est-à-dire les tananeries, les conserveries, les laiteries et les industries agroalimentaires.

Une troisième voie d'approche

consiste à attaquer le problème

alimentaire par la recherche

stratégique. C'est-à-dire, en améliorant l'aménagement agricole

et de freiner la migration à la ville. A

l'avenir, nous accordons également plus d'importance à l'implantation d'industries agricoles dans les régions rurales, ce qui devrait créer de nombreux nouveaux emplois dans le secteur secondaire, c'est-à-dire les tananeries, les conserveries, les laiteries et les industries agroalimentaires.

Une troisième voie d'approche

consiste à attaquer le problème

alimentaire par la recherche

stratégique. C'est-à-dire, en améliorant l'aménagement agricole

et de freiner la migration à la ville. A

l'avenir, nous accordons également plus d'importance à l'implantation d'industries agricoles dans les régions rurales, ce qui devrait créer de nombreux nouveaux emplois dans le secteur secondaire, c'est-à-dire les tananeries, les conserveries, les laiteries et les industries agroalimentaires.

Une troisième voie d'approche

consiste à attaquer le problème

alimentaire par la recherche

stratégique. C'est-à-dire, en améliorant l'aménagement agricole

et de freiner la migration à la ville. A

l'avenir, nous accordons également plus d'importance à l'implantation d'industries agricoles dans les régions rurales, ce qui devrait créer de nombreux nouveaux emplois dans le secteur secondaire, c'est-à-dire les tananeries, les conserveries, les laiteries et les industries agroalimentaires.

Une troisième voie d'approche

consiste à attaquer le problème

alimentaire par la recherche

stratégique. C'est-à-dire, en améliorant l'aménagement agricole

et de freiner la migration à la ville. A

l'avenir, nous accordons également plus d'importance à l'implantation d'industries agricoles dans les régions rurales, ce qui devrait créer de nombreux nouveaux emplois dans le secteur secondaire, c'est-à-dire les tananeries, les conserveries, les laiteries et les industries agroalimentaires.

Une troisième voie d'approche

consiste à attaquer le problème

alimentaire par la recherche

stratégique. C'est-à-dire, en améliorant l'aménagement agricole

et de freiner la migration à la ville. A

l'avenir, nous accordons également plus d'importance à l'implantation d'industries agricoles dans les régions rurales, ce qui devrait créer de nombreux nouveaux emplois dans le secteur secondaire, c'est-à-dire les tananeries, les conserveries, les laiteries et les industries agroalimentaires.

Une troisième voie d'approche

consiste à attaquer le problème

alimentaire par la recherche

stratégique. C'est-à-dire, en améliorant l'aménagement agricole

et de freiner la migration à la ville. A

l'avenir, nous accordons également plus d'importance à l

in brief

en brief

KITCHENER

and the limited industrial sector since Bangladesh became independent in 1971, thus affording balance-of-payments support and helping to reduce unemployment.

CENTRE D'APPRENTISSAGE

La région de Kitchener-Waterloo a également son centre d'apprentissage orienté sur l'éducation et la participation au développement international. Le "Global Communication Centre", rue King, à Kitchener offre de l'information et des programmes pour sensibiliser le public aux problèmes des pays en voie de développement où les deux tiers de l'humanité essaient de construire un meilleur avenir. Le Centre est en ce moment à la recherche de personnes à temps plein et de temps partiel. Les postes sont suivis. Envoyer à Kitchener-Waterloo Overseas Aid, Box One Million, Kitchener, Ontario.

EDUCATION IN CANADA

A study of educational policies in Canada will be carried out by the Organization for Economic Cooperation and Development, with the support of the Canadian Council of Ministers of Education. The review will acquaint OECD members with Canadian developments, subject Canadian policy to external examination, propose initial identify areas for long-range planning. A final report, scheduled for publication following a 1975 confrontation meeting of the OECD Education Committee in Paris, will give an overview of education in Canada.

NOUVEAU COURS

Le Red River Community College, de Winnipeg, offre un cours de dix semaines sur le développement international, "Perspectives in World Development", pour les étudiants en sciences humaines, du 30 mars au 1er juin. Renseignements: Red River Community College, 2055, rue Notre-Dame, Winnipeg, R3H 0J9, ou IDEA Centre, 865, avenue Westminster, Winnipeg, 783-3007.

WINNIPEG

Among many other development activities currently under way in Winnipeg, a 10-week course on international economic issues, Perspectives in World Development, is being offered Saturday mornings, March 30-June 1. Details: Red River Community College, 2055 Notre Dame, Winnipeg R3H 0J9, or IDEA Centre, 865 Westminster Ave., phone 783-3007.

ÉTUDE DE L'OCDE

L'organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) procédera à une étude de l'éducation dans la direction au Canada. Ce projet a reçu l'appui du Conseil des ministres de l'éducation du Canada. L'étude, qui comprend notamment un rapport interne élaboré par régions et un examen externe mené par des personnes étrangères, devra permettre d'identifier des domaines de planification à long terme et

COMMONWEALTH

Awards for Commonwealth University Staff, 1974-76, published every second year, is available (140 p., SCdn. 3.50) from the Association of Commonwealth Universities, 36 Gordon Square, London, England WC1H 0PS.

OVERSEAS OPENINGS

People are needed for these positions in the challenging field of overseas development:

CIDA: ■ Engineer (technical-economic), and Engineer (technical, harbours), for the port of Douala, Cameroon. Two years, French.

■ Chief airport engineer, Airport engineer (soil mechanics), and Survey technician, for Congo civil aviation project. Brazzaville, two years, French.

CARRIÈRES A L'ÉTRANGER

Si vous désirez faire carrière dans le développement international, voici quelques postes qui pourraient vous intéresser.

ACDI: ■ Ingénieur technico-économique, ingénierie en technique portuaire, pour le port de Mombasa, Kenya; et en Cameroun, deux ans, français.

■ Ingénieur principal des aéroports, ingénieur d'aérodrome, télédécommunications, Muséum, Lesotho, un an, anglais.

UN: ■ Senior statistical advisor, Bangladesh Bureau of Statistics, Dacca, one year, English.

people



Pierre G. Blanchard

Maurice J. Williams, Deputy Administrator of the Agency for International Development (US AID), was recently elected Chairman of the Development Assistance Committee of the OECD. Mr. Williams replaces Edward M. Marin, now an adviser to Secretary of State Kissinger and coordinator of US participation in the World Food Conference scheduled by the UN for November.

BANGLA-DESH

Une subvention canadienne de \$5 millions permettra au Bangla-Desh de se procurer des matériaux canadiens, notamment du cuivre, du fil de cuivre, du plomb, du zinc et de la pâte de papier, pour réparer ses usines et aider à la reprise de la production industrielle destinée à l'exportation et à la consommation locale. Depuis l'indépendance du Bangla-Desh, le Canada a déjà fourni pour \$7 millions de matières premières, principalement en aluminium pour l'agriculture et le secteur industriel du pays, aidant ainsi la balance de paiement du pays et la diminution du chômage.

IDRC people and projects

Le Cheikh Hamidou Kane de Sénégal a été nommé Vice-Président de l'International Development Research Centre. A former Minister of Planning in Senegal, Mr. Kane has worked for the last 11 years for UNICEF in Africa, most recently as regional director for West Africa and Central Africa.

He will be the IDRC's principal liaison with its three regional offices. Located in Singapore, Bogota, and Dakar, they are staffed as far as possible by nationals of the regions: Nihal Kapaggoda of Sri Lanka heads the Singapore office; Henrique Tono de Colombia is in charge at Bogota; while Anthony Price, a Canadian who previously was CIDA's field representative in Morocco, directs the Dakar office.

La Coopérative des producteurs de volailles de La Dominique possèdera bientôt une usine de traitement de volailles. L'ACDI a accordé à ce projet un prêt de \$205,000 pour la construction d'une usine de 100 tonnes par mois à La Dominique, La Dominique. L'usine sera gérée par la Coopérative et fournira \$25,000 d'assistance technique.

Le Comité de planification du Sénégal administrera l'usine qui pourra traiter environ 300 tonnes par mois. La production annuelle sera soit la consommation actuelle de l'île, habitants et touristes compris. On pourra doubler la capacité de l'usine plus tard en complétant son équipement. La nouvelle usine devrait éliminer les importations de volailles tout en créant de nouveaux emplois.

The Development Education Resource Services in Halifax seek an Executive Director, comfortable with community and/or development education, who knows the Maritimes. Contact DERS, 1671 Argyle St., Halifax, N.S. (tel. 422-8462).

go, Brazzaville, deux ans, français.

■ Coordinateur de la formation en techniques structurelles en entretien des routes, pour un projet de voirie en Tanzanie, Morogoro et Mbeya, deux ans, anglais.

FCTC (Commonwealth Cooperation): ■ Un agent et un spéciateur pour la section télédécommunications, Muséum, ONU; ■ Conseiller senior en statistiques, Bangladesh Bureau of Statistics, Dacca, un an, anglais.

■ Ingénier principal des aéroports, ingénier d'aérodrome, géomètre, pour projet d'aviation civile au Con-

échos

A la fin de mars, M. Gamani Corea, ambassadeur du Sri Lanka à la Conférence économique, est devenu le nouveau secrétaire général de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED), succédant à M. Manuel Pérez-Guerrero, au Venezuela.

M. Pierre G. Blanchard qui était autrefois avec la Direction de l'Afrique francophone et jusqu'à tout récemment avec la Direction du financement international du ministère de l'Industrie et du Commerce a été nommé Adjoint technique au Dr. Claude Isbister, Directeur exécutif pour le Canada à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (Banque mondiale) à Washington.

DOMINICA

DOM

UN Assembly approves new plan

A plan for a new world economic order and an action program designed to help the hardest-hit developing countries will be approved May 1 by the UN General Assembly at the end of its Special Session on raw materials and development. The resolution, passed by majority vote, called for establishment of a special UN fund to help the developing countries most affected by soaring prices and endorsed the setting up of OPEC-type groups of commodity producers.

Emergency

(from front page)

are substantial, CIDA programs have been hit by a dramatically higher cost of living. In April, 100 per cent for some items. Mr. Gérin-Lajoie said the oil-exporting nations of the Middle East have begun to show a willingness to transfer some of their new wealth to developing countries, but he warned that

India

(from front page)

tress and concern but added that Canada does not plan to interrupt its program of food and agricultural aid to the subcontinent. However, Canada is not prepared to insist on agreement to a rescheduling of India's commercial debt to Canada, which is largely related to India's nuclear energy program and other elements in the aid program will be re-

To combat racism

The World Council of Churches, through its Special Fund to Combat Racism, recently distributed \$450,000 to 29 organizations fighting racism. Some

contact

is produced by the Information Division of the Communications Branch, Canadian International Development Agency, under the authority of the Honourable Mitchell Sharp, Secretary of State for External Affairs.

Ottawa, June 1974

Some of the oil-producing countries have acted to transfer funds to developing countries in the past several weeks. The 12 OPEC members agreed early in April to establish a special voluntary fund for long-term loans. Iran has offered \$150 million, or 10 per cent of its estimated oil revenues, to lend and has also agreed to lend money to the World Bank and to extend its bilateral aid program to at least a dozen countries. Saudi Arabia recently replaced Canada as the second largest contributor to the World Food Program by pledging \$50 million, while Libya has also agreed in principle to provide funds through the Inter-American Development Bank.

Traditional donor countries must relax their efforts. "Only a renewed commitment to assistance in the spirit of the Marshall Plan will enable industrial nations to assist adequately the countries worst hit by the present situation." As owner of a portion of the large share of the world's resources in comparison to its population, Canada has an unusually strong capacity to respond." Copies of the President's statement are available from CIDA's Information Division.

viewed in consultation with Indian authorities. Canada's cooperation with India in nuclear energy has involved the gift, under the Colombo Plan, of a nuclear research reactor; the provision of credit, expertise, materials and fuel for two electric generating reactors; and a variety of technical exchanges as well as the training of personnel. This assistance was intended to help India meet its critical energy needs of her people, and was provided to and accepted by India on the basis that it would be used for peaceful purposes only.

Sharp

(suite de la première page)

qu'elle met en œuvre avec la Commission indienne de l'énergie atomique," a annoncé M. Mitchell Sharp, 22 mai dernier, après l'annonce de l'explosion d'un dispositif nucléaire à l'Inde.

Le Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères s'est dit pointé et inquiet mais a ajouté que le Canada n'envisageait pas d'interrompre son programme d'aide alimentaire et agricole au sous-continent. Pendant le Canada n'est pas disposé, à ce stade, à consentir un financement direct des dettes commerciales de l'Inde vers le Canada, laquelle se rattachera en grande partie au programme indien d'énergie nucléaire et il remettra à l'étude

ONU: Bilan de la Session spéciale

À la clôture de la Session spéciale des Nations unies sur les matières premières et le développement, l'Assemblée générale a accepté le concept d'un nouvel ordre économique mondial et l'application d'un programme d'action pour aider les pays en voie de développement les plus durablement touchés par la crise de l'énergie. La résolution, acceptée par un vote majoritaire, comprenait l'engagement à utiliser les fonds spécialisés de l'ONU pour aider les pays les plus touchés par l'augmentation des prix et proposait la création de groupements de pays producteurs de produits de base comme l'Organisation des pays producteurs de pétrole, l'Organisation des pays exportateurs de céréales, l'Organisation des pays producteurs de sucre et l'Organisation mondiale de la banane.

Pour transférer des fonds aux pays en développement. En avril les 12 membres de l'OPEC ont accordé de faire sur pied un fonds spécial destiné à aider à accorder des prêts à long terme. L'Iran a offert \$150 millions, c'est-à-dire 1 p. 100 de ses revenus en pétrole prévus pour 1974, et a accepté de prêter de l'argent à la Banque mondiale et d'attendre à au moins deux ans pour utiliser ces fonds de coopération bilatérale. L'Arabie Saoudite est devenue le deuxième plus important contributeur au Programme alimentaire mondial, remplaçant le Canada, en engageant \$50 millions et le Venezuela a accepté en principe de fournir des fonds à la Banque interaméricaine de développement.

Comité

(suite de la première page)

mentation du PNB, ce montant ne représentait que 0.47 p. 100 du PNB par rapport à 0.48 p. 100 l'année précédente. M. Gérin-Lajoie prévoit des dépenses de \$732 millions pour 1974, dont 100 millions supplémentaires qui ont été accordés à l'ACDI pour aider les pays les plus durablement touchés par la crise de l'énergie. Même si ces montants sont élevés, les programmes de l'ACDI ont été sévèrement touchés par un taux d'inflation qui a parfois atteint jusqu'à 100 p. 100 pour certains produits.

M. Gérin-Lajoie a ajouté que certains pays exportateurs de

pétrole du Moyen-Orient attendent l'intérêt des pays avec les pays de développement, mais qu'il croit que les donneurs traditionnels ne devraient pas diminuer leurs efforts. "Ce n'est que par un engagement renouvelé, dans l'esprit du Plan Marshall, que les Etats industrialisés pourront aider les pays les plus durablement touchés par la présente situation." En tant que propriétaire d'une grande partie des ressources mondiales, en regard de sa population, le Canada a des moyens d'une puissance exceptionnelle pour répondre aux besoins des petits pays en voie de développement.

On peut obtenir des copies de cette déclaration à la Direction de l'information de l'ACDI.

Sharp

(suite de la première page)

de d'autres éléments du programme d'aide dans le cadre de consultations avec les autorités indiennes.

La collaboration canadienne avec l'Inde dans le domaine de l'énergie nucléaire a comploté notamment le don, sous l'égide du Plan de Colombie, d'un réacteur de recherche nucléaire; la fourniture de crédits, de services d'expertise, de matériels et d'équipements pour deux réacteurs servant à la production d'électricité et divers échanges techniques ainsi que la formation de personnel, etc. Cette assistance devait aider l'Inde à répondre aux besoins critiques du peuple indien en matière de nutrition. Ces deux derniers ont été fournis à l'Inde en mars. La Canada, laquelle se rattachera en grande partie au programme indien d'énergie nucléaire et il remettra à l'étude

Population Year—1974



concept of demographic aggregation. Some conference suggestions:

- less grain for cattle, more for overseas aid
- emphasize labour intensive (rather than mechanized) agriculture
- conserve resources by restraining the rise of living standards and population
- make education on family life and family planning available all

No-one can foretell what effect these measures will have on our future, but one thing is certain: world population will rise by about 75 million during World Population Year, and by about 2 million while the Bucharest conference holds its sessions.

On the other hand, there are still more repercussions of the Année mondiale de la population, mais on sait déjà que, cette année, la population s'accroîtra de 75 millions d'hommes et que 2 millions d'hommes verront le jour durant la Conférence même.

Les journalistes désireux de couvrir la Conférence devraient contacter le Comité des médias.

Le Directeur de l'information, Conférence mondiale de la population, pièce 378, Nations unies, N.Y. Pour avoir des renseignements ou transmettre des idées sur la "Tribune," s'adresser à la Tribune de la population, 18-20 Lower Regent Street, London, SW 1 4PW, R.U., ou aux bureaux régionaux, à Kuala Lumpur, à New York, à Beyrouth, à Nairobi et à Tokyo.

FILMS

Une série de 4 films couleur de 30 minutes, chaque film publicitaire et illustratif sur l'information publique de l'ONU et la Direction générale des Communications de l'ACDI pour illustrer les attitudes mondiales face à la croissance de la population, et ses incidences sur le progrès social et économique. Filming has been done or is underway in more than 15 countries in Europe, Africa, Asia and Latin America.

LIVRES

100 de cette population est asiatique. Le livre intitulé "Determinants and Consequences of Population Trends" (\$24) présente des découvertes majeures sur les relations entre la population mondiale qui comprend 3.782 milliards d'hommes au milieu de 1972. Le "United Nations Demographic Yearbook 1972" (SUS 22) records that world population is growing 2 per cent yearly, and that 56.8 per

cent of the world's people are Asians. Volume 1 of "The Determinants and Consequences of Population Trends" (SUS 24) synthetizes major findings on the relationship of population trends to social and economic factors, such as demography. These major reference works are available from the Sales Section, United Nations, New York, N.Y. 10017.

3,782,000,000

People, people everywhere... Two recent UN publications offer more than 1,300 pages of facts and figures about the world's 3.782 billion people (mid-1972). The "United Nations Demographic Yearbook 1972" (SUS 22) records that world population is growing 2 per cent yearly, and that 56.8 per

FILMS

anglaise et espagnole, seront prêts à l'automne pour distribution à des particuliers ou dans des stations de télévision.

Co-produced by AGNU

épouse les objectifs d'information de l'ONU à l'occasion de l'Année mondiale de la population et espère stimuler de plus amples discussions des problèmes de population dans les pays développés. Le tournage couvrira plus de 15 pays d'Europe, d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine.

LIVRES

cent de cette population est

asiatique. Le livre intitulé "Determinants and Consequences of Population Trends" (\$24) présente des découvertes majeures sur les relations entre la population mondiale qui comprend 3.782 milliards d'hommes au milieu de 1972. Le "United Nations Demographic Yearbook 1972" (SUS 22) records that world population is growing 2 per cent yearly, and that 56.8 per

Canada, FAO to develop South China Sea fishery

Canada is to help the UN's Food and Agriculture Organization develop the fishing industry of the South China Sea region. The FAO and the government signed April 16 by FAO President Paul Gérin-Lajoie and FAO Deputy Director-General Roy Jackson, a \$2.8 million four-year Canadian grant will be used to finance a trial commercial fishing for open sea species that are still available in quantity in the South China Sea, sardine, round scad, mackerel, tuna and other schooling surface fishes.

The catch will be sold in the markets of countries in the region—the Khmer Republic, Malaysia, the Philippines, Singapore, Thailand, Indonesia and Hong Kong, whose 235 million people are among the world's largest consumers of fish. Catch levels and marketing results will be studied to establish the optimum size and location for potential fishing industries.

The FAO demanda au Canada de participer parce qu'il est grandement connu dans le domaine de la pêche près des côtes comme en haute mer, et que les techniques et l'équipement qu'il utilise peuvent facilement être adaptés aux besoins des pays en développement. Le ministre des Pêches et des Malaisies, le Dr. Gérin-Lajoie, a collaboré à identifier les ressources canadiennes nécessaires à la réalisation du projet.

ACDI-FAO: Accord sur les pêcheries

Le Canada a conclu avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), un accord pour le développement de l'industrie de la pêche dans les pays de la mer du Sud-Est, à savoir la Chine méridionale. Le président de l'ACDI, M. Paul Gérin-Lajoie, et le directeur général de la FAO, M. Roy Jackson, ont signé, le 16 avril, le protocole d'accord par lequel l'ACDI s'engage à affecter au projet une subvention de 2.8 millions d'équivalents sur quatre ans pour financer un programme expérimental de pêche d'épaves, pélagiques, et de fonds, l'accroissement de la production des crustacés et de mollusques, et le développement de la pisciculture.

Bien que le taux de croissance des populations en Asie soit à 95% par année, il est encore au-dessous du niveau nécessaire pour satisfaire les besoins des populations en protéines et en énergie. On estime que l'écart entre l'offre réelle de produits de la pêche et la demande prévue pour 1980 est de 2.1 millions de tonnes par année, soit le double de la production canadienne dans ce domaine.

Le catch sera vendu aux points de vente normaux dans les marchés de Hong Kong, de la République khmère, de la Malaisie, des Philippines, de Singapour, de Thaïlande et de l'Indonésie. Ces pays qui comptent environ 235 millions d'habitants ont des taux de consommation de poisson par habitant très élevés au monde. D'après le niveau et la valeur commerciale des captures, il déterminera les espèces et les emplacements qui conviennent le mieux à d'éventuelles entreprises de pêche et de transformation du poisson.



Quebec will host the first International Youth Festival (August 13-24), organized by the Agence de coopération culturelle et technique. Quebec is one of the 25 member countries.

Two thousand young athletes, artists and artisans from 25 French-speaking countries of America, Asia, Africa and Oceania will invade Quebec City for two weeks to celebrate their common youth. Activities include a retrospective of young filmmakers, production of a documentary film on the festival, a workshop for researchers, a competition of a group drama, a workshop on man and his environment, athletic and parachute competitions, nights for poetry, song and story, traditional exercises and games, and presentations of national displays. An Arts Village will also gather in Quebec to highlight the importance of art in the development of the individual.

Quebec will be the host of the International Youth Festival (August 13-24), organized by the Agence de coopération culturelle et technique. Quebec is one of the 25 member countries.

The festival, "Welcoming Society," was created by the government of Canada and Quebec to help the Super Franco 1974. The Society invited the Canadians and Quebecers to take part through groups for animation, hosting, information and contact. The festival, "Welcoming Society," will be held in Quebec City for two weeks to celebrate their common youth. Activities include a retrospective of young filmmakers, production of a documentary film on the festival, a workshop for researchers, a competition of a group drama, a workshop on man and his environment, athletic and parachute competitions, nights for poetry, song and story, traditional exercises and games, and presentations of national displays. An Arts Village will also gather in Quebec to highlight the importance of art in the development of the individual.

Two thousand young athletes, artists and artisans from 25 French-speaking countries of America, Asia, Africa and Oceania will invade Quebec City for two weeks to celebrate their common youth. Activities include a retrospective of young filmmakers, production of a documentary film on the festival, a workshop for researchers, a competition of a group drama, a workshop on man and his environment, athletic and parachute competitions, nights for poetry, song and story, traditional

in brief

en bref

GHANA

Energy and agricultural projects in Ghana will be supported by three CIDA grants totaling over \$1 million. A study on electrical energy development (\$900,000) will recommend whether Ghana should build a hydroelectric or thermal power plant. The estimated capacity will estimate the cost of the recommended plant. Help will also be provided to improve the beef and dairy industry (\$762,000) and to upgrade the training of temporary assistants (\$345,000).

DAHOMEY

Dahomey is launching a health and hygiene program with Canadian help. A \$1.75 million CIDA grant will finance a pilot project that includes finding and developing sources of drinking water in the Arican country's Zou region, upgrading health centres and dispensaries, establishing regional health centres, and training local people to carry out the project. Some Canadian instructor-animators will provide on-site training.

JAKARTA

A master plan for an international airport at Jakarta, Indonesia, will be carried out by three Canadian consulting firms.

The new airport—expected to take four years to complete at a cost of \$100 million will be designed to handle increasing air traffic until the year 2000. A civil aviation plan projecting growth until 1985, financed by CIDA and com-

Noble Power, Canada's High Commissioner to Ghana, and Major R. J. A. Fawcett, Director of Economic Planning, sign agreement for CIDA-financed energy study. Story above.

Calgary and Jaipur

Mutual awareness and friendship have been growing between the citizens of Calgary, Alberta, and Jaipur, Rajasthan, since the Canadian and Indian cities were symbolically "twinned" last year. Informal meetings include penpal arrangements and correspondence between service clubs and people in related professions. Visits



Alberta-Rajasthan

are also being planned. Calgary eye surgeon Dr. Gurcharan Attarwala recently spent a month in Jaipur during which he volunteered as a volunteer with a local hospital and a mobile medical unit travelling to villages in the area. The Calgary World City Society hopes that these activities will grow, and mutual exchange and cultural exchanges will broaden in both cities. Several other Canadian communities—including Ottawa, Hamilton, and St. Catharines in Ontario, and Rock Island in Quebec—have been twinned with overseas cities.

Calgary, the Dr. Gurcharan Attarwala, a récemment passé un mois à Jaipur. Il y a fait du travail bénévole à l'hôpital local et en tant que membre d'un hôpital mobile qui visite les villages de la région. Le "Calgary World City Society" espère multiplier les activités et créer de plus en plus d'échanges culturels entre les deux villes. Plusieurs autres municipalités canadiennes, dont Ottawa, Hamilton et St. Catharines en Ontario, et Rock Island, au Québec—ont été jumelées avec des villes outre-mer.

If you belong to a group in Canada that might be interested in carrying out a development project, this may be your chance. CIDA's Non-Governmental Organizations program can help. Other brochures, review speeches, documents and reports are available on request from the Information Division, CIDA, 122 Bank St., Ottawa, Ont. K1A 0G4.

DJAKARTA

Si votre organisation désire mettre sur pied un projet de développement dans le pays, nous vous brisons vous indiquer comment vous pourrez obtenir de l'aide de la direction des Organisations non gouvernementales de l'ACDI. Différentes brochures et renseignements peuvent être obtenus de la Direction de l'Information de l'ACDI, 122, Rue Bank, Ottawa, Ont. K1A 0G4.

DAHOMEY

Le Dahomey recevra l'aide du Canada pour lancer un programme d'aménagement sanitaire et de santé préventive. L'ACDI accorde une subvention de \$1.75 millions pour la phase-pilote du projet qui comprend la recherche et l'exploitation de points d'eau potable, l'assainissement des centres de santé et des dispensaires, l'établissement des centres d'hygiène régionale, et la formation et l'animation du personnel autochtone nécessaire à la mise en place et à la continuité du projet. Une douzaine d'animateurs canadiens

GHANA

Trois subventions de l'ACDI totalisant plus de \$2 millions ont été accordées au Ghana pour des projets dans les domaines de l'énergie et de l'agriculture. Une première subvention de \$900 000 servira à un étude de faisabilité pour l'énergie électrique du pays pour établir s'il est préférable de construire une usine thermique ou hydroélectrique et évaluer les coûts de l'opération. Le Canada aidera aussi à améliorer l'industrie du bois et du lait (\$762 000) ainsi que la formation d'assistants-vétérinaires (\$45 000).

M. Noble Power, Haut commissaire du Canada au Ghana, et le Major R. J. A. Fawcett, Directeur de l'Economie et du Planification, signent un accord assurant la financement de l'ACDI pour le développement de l'énergie électrique au Ghana. Article sur cette page.

people

Kevin Smith of CIDA's Non-Governmental Organizations Division has been named Second Secretary (Development) with Canada's High Commission in Tanzania. Mr. Smith served with CUSO in the Caribbean from 1969 until 1973, when he joined CIDA. He leaves for Dar es Salaam this summer.



LYNDA TAYLOR

Jean-Jacques Bastien of CIDA's Francophone Africa Management Services Division will go to Senegal this summer as First Secretary (Development) with the Canadian Embassy. A University of Montreal political science graduate, Mr. Bastien has been with CIDA since 1969, as assistant to the Vice-President (Planning) then as project officer for Tunisia and more recently for Algeria and Morocco.

Eric Yendall of CIDA's Asia Division has been appointed First Secretary (Development) with the Canadian High Commission in Colombo. Since 1970 Mr. Yendall, an MBA graduate of the University of Toronto, has been a project officer working on CIDA's Thailand, IndoChina and Bangladesh programs. He will leave for Sri Lanka during the summer.

SID to meet in Ivory Coast

The 14th World Conference of the Society for International Development will be held in Abidjan, Ivory Coast, from August 12 to 16, 1974. Its theme is "Confrontation or Cooperation?"—an examination of the interrelationships of developed and developing countries in the presence of global stress and crisis. The conference is designed primarily for profes-

sionals working on or studying the economic and social development of Africa, Asia and Latin America, but interested laymen are also welcome. Field trips will be made to develop projects near Abidjan.

SID officials are organizing a charter flight from New York (August 11–24, about \$380). Canadians seeking information on conference fees and travel plans should contact Douy M. May, CIDA's Caribbean Division, 122, Rue Bank, Ottawa K1A 0G4 by June 15 (tel. (613) 996-6847).

contact 29

IS-45-1
UNIV. OF TORONTO
LIBRARY, SERIALS DEPT.
TORONTO, ONT.
M5S 1A5

Canadian Development International
122, Rue Bank
Ottawa, Canada K1A OG4



M. Smith

M. Smith est à l'emploi de l'ACDI depuis 1973. auparavant il avait été responsable du SUCO en Guyane, à la Trinité et Tobago, de 1969 à 1971, puis dans les Antilles orientales, de 1971 à 1973. Il doit partir pour Dar es Salaam au cours de l'été.

échos

Mile Lynda Taylor, de la Direction des Ressources humaines de l'ACDI vient d'accepter un poste auprès de l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI) qui a son siège social à Vienne, en Autriche. Elle sera chargée du recrutement du personnel d'ingénierie pour les projets de l'ONUDI dans les pays en voie de développement. Elle a obtenu un congé sans solde de l'ACDI pour trois ans et doit entrer en fonction le 17 juillet.

Jean-Jacques Bastien de la Direction de l'Afrique francophone de l'ACDI, a été nommé Premier Secrétaire (Développement) en Tunisie. Gradué de l'Université de Montréal en sciences politiques, M. Bastien est à l'ACDI depuis 1969. Il a été à son poste depuis 1971 et a obtenu une promotion au grade de vice-président (Planification), chargé de projets pour la Tunisie et ensuite pour le programme Algérie-Maroc. Il doit partir pour Tunis durant l'été.

M. Eric P. Yendall, de la Direction de l'Asie à l'ACDI, a été nommé Premier Secrétaire (Développement) à Colombo. M. Yendall est à l'ACDI depuis 1970 et a été chargé des programmes de développement avec la Thaïlande, l'Indochine et le Bangla-Desh. M. Yendall détient un MBA de l'Université de Toronto. Il doit partir pour Sri Lanka au cours de l'été.

Lynda Taylor de CIDA's Human Resources Division has taken a three-year leave of absence to accept a post with the UN Industrial Development Organization in Vienna, where she will be responsible for selecting potential engineering assignments in developing countries. Miss Taylor assumes her new duties June 17.

M. Kevin Smith, de la Direction des organisations non gouvernementales de l'ACDI, a été nommé Deuxième Secrétaire (Développement) en Tanzanie

"There is not enough aid, and aid is not enough," CIDA President Paul Gérin-Lajoie told the May 29 convocation of the University of Ottawa. "The challenge now presented to the developed countries by the Third World", he observed, is basically a demand "for a radically new international order in which power and wealth will be shared in a more equitable manner... Third World governments intend to strengthen their control over their natural resources" through nationalization, producer cartels, and industrialization. External debt is a heavy burden on the Third World, said Mr. Gérin-Lajoie, requiring annually "almost \$10 billion for its service—already more than the total flow of official development assistance" and "ever stronger pressures are being exerted to reform international organizations"; to improve the monetary system, to increase technology transfer, to control multinational corporations, "to renegotiate the terms of world trade, to devise rules to govern access

to marine and seabed resources on a just and equitable basis". Mr. Gérin-Lajoie has received an honorary doctorate from the University and was named the third Life Member of its Institute for International Cooperation, said the wealthy countries have two choices. One is "the road of resistance", leading to political deadlock and an unprecedented moratorium on survival from the neglected to an "overpopulation crisis"; the other is "to make full use of the powers of developed countries to contribute and construct" in "the belief that lasting peace in the world can only come with a more just distribution of resources... There should be no doubt about Canada's choice".

Copies of Mr. Gérin-Lajoie's address are available from Information Division.

Conférence de la SID

La Société internationale pour le développement (SID) tiendra sa 14e Conférence mondiale du 12 au 16 août prochain à Abidjan, en Côte d'Ivoire. Le thème "Confrontation ou coopération?" les participants examineront les relations entre les pays développés et en voie de développement dans notre ère de tensions et de crises mondiales. La conférence est destinée surtout aux professionnels qui étudient ou par-

icipent au développement social et économique de l'Afrique, de l'Asie et de l'Amérique latine mais tous ceux qui sont intéressés sont invités. Les participants auront aussi l'occasion de visiter des projets de développement près d'Abidjan. La SID organise un séminaire à l'Institut de la population York-Abidjan, du 11 au 24 août pour \$380. Les Canadiens désireux d'obtenir des renseignements sur la conférence et le vol nolisé sont priés de s'adresser à M. Doug Mayer, Direction des Antilles, ACDI, 122, Rue Bank, Ottawa K1A 0G4, avant le 15 juin (tel. (613) 996-6847).

Encounter in Bucharest

An Encounter for Journalists will enable people from all media to hear vigorous discussions of, and ask questions about, all aspects of the topic during the World Population Conference in Bucharest. The encounter, August 15-17, will be attended by 50 journalists

from developing countries on UN fellowships, and will feature such specialists as Dr. Aziz Biderman, of Egypt, a medical expert and author; Lester Brown, physician-novelist; Han Suyin, Jamaican educator; Lucille Mair, and Club of Rome founder Aurelio Peccei. Journalists are invited to arrange accreditation by contacting the Director of Information, World Population Conference, Room 378, United Nations, New York.

from developing countries on UN fellowships, and will feature such specialists as Dr. Aziz Biderman, of Egypt, a medical expert and author; Lester Brown, physician-novelist; Han Suyin, Jamaican educator; Lucille Mair, and Club of Rome founder Aurelio Peccei. Journalists are invited to arrange accreditation by contacting the Director of Information, World Population Conference, Room 378, United Nations, New York.

c55

CIDA ACDI

contact

Canadian International Development Agency Agence canadienne de développement international

JULY/JUILLET 1974

30

Aid: not enough

NET FLOW OF FINANCIAL RESOURCES FROM DAC COUNTRIES AND DEVELOPING COUNTRIES AND MULTILATERAL AGENCIES 1961-1971 (US \$ MILIONS)

APPORT FINANCIER NET DES PAYS MEMBRES DU CIO AUX PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT ET AUX ORGANISATIONS MULTILATÉRALES DE 1961 À 1971 (EN MILIONS DE DOLLARS CANADIENS)

Total net flow, private and public
1 United Nations target
2 Appart hanc net et c
3 Objectif de l'ONU atteint
4 Objectif de l'ONU atteint
5 Objectif de la Commission Pêche
6 Réel

L'Hôpital Amp Pipal dessert la population de deux vastes régions du district de Gorkha au centre du Népal. L'hôpital de l'ordre de l'Église du Christ a bénéficié d'une subvention de la direction des organisations non gouvernementales de l'ACDI pour compléter l'édifice de pierre et d'étain.

The hillside Amp Pipal Hospital serves the sick in two large areas of central Nepal's Gorkha District. The hospital is assisted by the United Church and a grant from CIDA's Non-Governmental Organizations Division helped to complete the stone and tin building.

L'Hôpital Amp Pipal dessert la population de deux vastes régions du district de Gorkha au centre du Népal. L'hôpital de l'ordre de l'Église du Christ a bénéficié d'une subvention de la direction des organisations non gouvernementales de l'ACDI pour compléter l'édifice de pierre et d'étain.

Rencontre à Bucarest

Les journalistes du monde entier sont invités à une Rencontre précédant la Conférence mondiale de la population, du 15 au 17 août prochain. Cette Rencontre leur permettra de participer à des discussions touchant tous les aspects du sujet avec des personnalités du monde entier. Dr. Aziz Biderman, de l'Egypte, M. Lester Brown, de l'Amérique latine, et Mme Han Suyin, Madame Lucille Mair, de la Jamaïque, expert en éducation et M. Aurelio Peccei, fondateur du Club de Rome. Cinquante jour-

"Plus d'aide, oui; mais plus que de l'aide", a déclaré le président de l'ACDI, M. Paul Gérin-Lajoie, lors de la collation des grades à l'Université d'Ottawa, le 29 mai. "Le défi posé présentement par les pays développés", a-t-il ajouté, est fondamentalement une requête pour obtenir "un ordre international radicalement nouveau où le pouvoir et les richesses seront partagés de plus en plus équitablement entre les pays du tiers-monde veulent renforcer leur contrôle de leurs richesses naturelles" par la nationalisation, par des cartels de production et par l'industrialisation. La dette extérieure présente également un fardeau qui devra être assombri par M. Gérin-Lajoie. Le service de la dette s'élève chaque année, à presque 10 milliards (Suite au verso)

listes de pays en voie de développement et qui y prendront part grâce à des bourses de l'ONU. Les journalistes sont priés d'adresser leurs demandes d'accréditation au Directeur de l'information, Conférence mondiale de la population, Pièce 378, Nations unies, New York.

Emergence of a new International, réclame par le président de l'ACDI, M. Paul Gérin-Lajoie, lors de la collation des grades de l'Université d'Ottawa, au Centre national des Arts.

Survie ou destruction

La Faim/Hunger, man at his worst.
This grim fable of gluttony and starvation, winner of the Cannes Jury prize, will soon be available through National Film Board offices. NFB Photo.

Indulgence vs. survival

"The choices we make now, within the next five to ten years, will determine whether we head toward final destruction or toward a brighter future of richness and creativity". Maurice Strong, executive director of the United Nations Environment Program predicted in his Expo '74 World Environment Day keynote message that "a battle between the rich and the poor of the world is certain as environmental problems increase" and that disaster "is possible, perhaps even probable". Speaking June 5 at Spokane, Washington, he said "the present crisis has prompted a 'greedy, grabbing, every-man-for-himself syndrome... . The scramble for scarce resources to satisfy the indulgent wants of the rich threatens to deprive the poor of basic survival needs".

Cooperation or conflict

"A more sensible world economic order" can emerge if we choose cooperation rather than competition, says a report on Development Planning. This report, published in May, argues that "people-oriented" industrialization remains "the centre-piece" of the development process, and recommends national, regional and international policies to promote industrial development and living conditions. The report, to be considered by the Economic and Social Council in July, will be a major contribution to next year's mid-term review of strategy for the Second Development Decade (1971-1980), the prochain.

contact

is produced by the Information Division of the Communications and Canadian Information Development Agency, under the authority of the Honorable Mitchell Sharp, Secretary of State for External Affairs

Ottawa, July 1974

de l'aide

(Suite de la première page)

me membre à vie de l'Institut de coopération internationale (I.C.I.), a affirmé que les pays riches ont deux choix.

Une première attitude pourrait être celle d'aide de la résistance" plus que l'apport total d'aide publique au développement. Des plus "modestes" sont exercées pour que les organisations et les traités internationaux soient motivés pour susciter une réforme du système monétaire international, trouver un plus grand parti des transferts de technologie, trouver les moyens de contrôler les activités des sociétés multinationales, renégocier les conditions dans lesquelles se fait le commerce mondial et élaborer des lois régissant l'accès aux ressources des mers et du fond des mers d'une façon juste et équitable".

M. Gérin-Lajoie qui a reçu un doctorat honorifique de l'Université d'Ottawa et a été nom-

croissance de la population dans les pays pauvres, et que les Nord américains consomment cinq fois plus de grains que les Indiens ou les Nigérians surtout sous forme de viande, de lait et d'œufs. Ecrit par M. Lester Brown, le rapport qui sera étudié à Bucarest ajoute que les réserves mondiales de grain pourraient être épuisées en quatre semaines, que les prises mondiales de la pêche ont diminué de 8 millions de tonnes depuis trois ans, que les terres fertiles au sud du Sahara deviennent le désert au rythme de 30 milles par année, et que le monde est en ce moment "dans une situation extrêmement précaire".

Rapport de l'ONU

"Un ordre économique mondial plus judicieux peut surgir si nous choisissons la coopération au lieu de la compétition", déclare le Comité des Nations unies pour la planification au développement. Le rapport, publié en mai, met de l'avant le principe que l'industrialisation centrée sur l'homme demeure l'essentiel du processus de développement et recommande des politiques nationales, régionales et internationales pour promouvoir la croissance industrielle dans les pays en voie de développement. Ce rapport, qui sera étudié par le Conseil économique et social en juillet, sera d'un apport important à la révision de la stratégie pour la Deuxième décennie du développement (1971-1980), l'an prochain.

What did you do in '72? More to the point, what are you doing in '73? If you have some spare time, there are many ways to get involved in International development.

The simplest is just to become better informed. Read a book (by Barbara Ward, Gunnar Myrdal, Franz Fanon, or René Dumont, for instance), or visit your local Learner Centre or John's Ambulance Hallas, Sherbrooke, Montreal, Ottawa, Toronto, Hamilton, London, Kitchener/Waterloo, Thunder Bay, Winnipeg, Saskatoon, Calgary or Edmonton.

After you survey the field, there are many things to do: take part in the seminars or retreats, help organize a local campaign, or campaign (perhaps to be continued after the summer through your school, club or other group) on the question of apprenticeship pay. St. John's, Antigonish, Halifax, Sherbrooke, Montréal, Ottawa, Toronto, Hamilton, London, Kitchener/Waterloo, Vancouver, B.C.

der Bay, Winnipeg, Saskatoon, Calgary, or Edmonton. And if you're interested, you may participate as a scribe, aider à organiser des campagnes de sensibilisation sur les problèmes de la population et du développement, ou participer aux activités éducatives ou aux campagnes de souscription d'une agence bénévole. You may also want to pourvoir à l'autonomie, dans votre école ou par le biais de clubs sociaux.

Pour obtenir des renseignements supplémentaires sur ces centres d'apprentissage ou aux animateurs

de développement internationaux de l'Université d'Ottawa (Jan-April), les cours seront offerts le jeudi, à commencer de septembre 1974, deux profils de cours bilingues, à raison de deux rencontres de deux heures par semaine. Projets mondiaux (septembre à décembre), Gestion des programmes de développement international (janvier à avril). Ces

Victims of the drought

Victimes de la sécheresse



in brief

en bref



In South Vietnam, Canadian nurse Paulette Legris discusses a problem with the village health worker.

Paulette Legris infirmière canadienne, discute avec un travailleur de la santé dans un village du Vietnam du Sud.

S.VINCENT

L'ACDI, grâce à une subvention de \$1015 000 et à un prêt de \$635 000, participe à la construction d'un réservoir pour l'alimentation d'eau de l'île de Saint-Vincent dans les îles Leeward et Windward. L'ACDI a accordé une subvention de 2 millions de dollars pour réparer cinq ans pour envoyer des professeurs canadiens à Rabat pour former au Canada des professeurs marocains qui assureront la relève, de même que pour fournir l'équipement nécessaire pour le projet. L'objectif du projet est d'aider le Maroc à développer la formation dans l'île. La première phase de ce projet, qui fait partie d'un programme quinquennal de \$10 millions financé par l'ACDI, dans les îles Leeward et Windward, a été terminée en 1972. Le montant total a été déterminé à l'aide des gouvernements des îles, de l'Organisation panaméricaine de la santé, de la Banque de développement des Caraïbes et de la British Development Division. La préparation de la planification, les études techniques et la surveillance des travaux sont assurées par la firme Underwood McLellan and Associates Limited, de Toronto.

UNRWA

A cheque for \$1,150 000 was

presented in May to the United Nations, to cover the cash portion of the Canadian 1973 contribution to UN Relief and Works Agency, which aids Middle East refugees. Flour valued at \$900 000 is also being provided. Since 1950 Canada has been UNRWA's third-largest contributor, providing almost \$3 million of support.

TUNISIA

Canada and Tunisia recently

signed three agreements for

agricultural projects costing

about \$9 million. An irrigation project, the Kalouan region will develop 4000 hectares of land; a \$1.4 million grant will

provide a team of agricultural experts and instructors, while a \$1.6 million loan will pay for equipment, seed and insecticides. A \$2,475,000 poultry project will produce broiler stock, feed, medicine and technical assistance. The third project, for the production of dairy heaters, will last four years; Canada will make available \$3,440,000 for breeding material, equipment, feed, medicine and technical assistance.

goal is to ensure a supply of skilled statisticians and economists, a priority in the country's five-year development plan for 1973-77. Morocco will contribute \$1.7 million to the project.

UNRWA

A cheque for \$1,150 000 was presented in May to the United Nations, to cover the cash portion of the Canadian 1973 contribution to UN Relief and Works Agency, which aids Middle East refugees. Flour valued at \$900 000 is also being provided. Since 1950 Canada has been UNRWA's third-largest contributor, providing almost \$3 million of support.

ST. VINCENT

Work has begun on a water distribution system for towns in Kingstown on the Caribbean island of St. Vincent. The two-year project, financed by \$1,650,000 in CIDA grants and loans, includes reservoirs and supply lines in other parts of St. Vincent and will employ hundreds of islanders.

The second phase of a Canadian-supported water scheme for the island, the project is part of a five-year \$10 million water program for the Leeward and Windward, planned in consultation with Island government, the Pan American Health Organization, the British Development Division, and the Caribbean Development Bank.

Underwood McLellan and Associates Ltd., of Toronto are providing engineering services, and the Canadian Commercial Corporation is procuring required materials.

and insecticides.

A \$2,475,000 poultry project

will produce broiler stock,

feed,

medicine and technical assistance.

The third project, for the

production of dairy heaters,

will last

four years;

Canada will make

available \$3,440,000 for

breeding material, equipment, feed, medicine and technical assistance.

MOROCCO

INSEA, Morocco's national institute of statistics and applied economics, is establishing a diploma course for Canadians who teach in Rabat. Moroccan students will be trained in Canada, and equipment will be supplied through a \$2 million CIDA grant over five years. The

project is part of a five-year \$10 million water program for the Leeward and Windward, planned in consultation with Island government, the Pan American Health Organization, the British Development Division, and the Caribbean Development Bank.

Underwood McLellan and Associates Ltd., of Toronto are providing engineering services, and the Canadian Commercial Corporation is procuring required materials.

and insecticides.

A \$2,475,000 poultry project

will produce broiler stock,

feed,

medicine and technical assistance.

The third project, for the

production of dairy heaters,

will last

four years;

Canada will make

available \$3,440,000 for

breeding material, equipment, feed, medicine and technical assistance.

and insecticides.

A \$2,475,000 poultry project

will produce broiler stock,

feed,

medicine and technical assistance.

The third project, for the

production of dairy heaters,

will last

four years;

Canada will make

available \$3,440,000 for

breeding material, equipment, feed, medicine and technical assistance.

and insecticides.

A \$2,475,000 poultry project

will produce broiler stock,

feed,

medicine and technical assistance.

The third project, for the

production of dairy heaters,

will last

four years;

Canada will make

available \$3,440,000 for

breeding material, equipment, feed, medicine and technical assistance.

and insecticides.

A \$2,475,000 poultry project

will produce broiler stock,

feed,

medicine and technical assistance.

The third project, for the

production of dairy heaters,

will last

four years;

Canada will make

available \$3,440,000 for

breeding material, equipment, feed, medicine and technical assistance.

and insecticides.

A \$2,475,000 poultry project

will produce broiler stock,

feed,

medicine and technical assistance.

The third project, for the

production of dairy heaters,

will last

four years;

Canada will make

available \$3,440,000 for

breeding material, equipment, feed, medicine and technical assistance.

and insecticides.

A \$2,475,000 poultry project

will produce broiler stock,

feed,

medicine and technical assistance.

The third project, for the

production of dairy heaters,

will last

four years;

Canada will make

available \$3,440,000 for

breeding material, equipment, feed, medicine and technical assistance.

and insecticides.

A \$2,475,000 poultry project

will produce broiler stock,

feed,

medicine and technical assistance.

The third project, for the

production of dairy heaters,

will last

four years;

Canada will make

available \$3,440,000 for

breeding material, equipment, feed, medicine and technical assistance.

and insecticides.

A \$2,475,000 poultry project

will produce broiler stock,

feed,

medicine and technical assistance.

The third project, for the

production of dairy heaters,

will last

four years;

Canada will make

available \$3,440,000 for

breeding material, equipment, feed, medicine and technical assistance.

and insecticides.

A \$2,475,000 poultry project

will produce broiler stock,

feed,

medicine and technical assistance.

The third project, for the

production of dairy heaters,

will last

four years;

Canada will make

available \$3,440,000 for

breeding material, equipment, feed, medicine and technical assistance.

and insecticides.

A \$2,475,000 poultry project

will produce broiler stock,

feed,

medicine and technical assistance.

The third project, for the

production of dairy heaters,

will last

four years;

Canada will make

available \$3,440,000 for

breeding material, equipment, feed, medicine and technical assistance.

and insecticides.

A \$2,475,000 poultry project

will produce broiler stock,

feed,

medicine and technical assistance.

The third project, for the

production of dairy heaters,

will last

four years;

Canada will make

available \$3,440,000 for

breeding material, equipment, feed, medicine and technical assistance.

and insecticides.

A \$2,475,000 poultry project

will produce broiler stock,

feed,

medicine and technical assistance.

The third project, for the

production of dairy heaters,

will last

four years;

Canada will make

available \$3,440,000 for

breeding material, equipment, feed, medicine and technical assistance.

and insecticides.

A \$2,475,000 poultry project

will produce broiler stock,

feed,

medicine and technical assistance.

The third project, for the

production of dairy heaters,

will last

four years;

Canada will make

available \$3,440,000 for

breeding material, equipment, feed, medicine and technical assistance.

and insecticides.

A \$2,475,000 poultry project

will produce broiler stock,

feed,

medicine and technical assistance.

The third project, for the

production of dairy heaters,

will last

four years;

Canada will make

available \$3,440,000 for

breeding material, equipment, feed, medicine and technical assistance.

and insecticides.

A \$2,475,000 poultry project

will produce broiler stock,

feed,

medicine and technical assistance.

The third project, for the

production of dairy heaters,

will last

four years;

Canada will make

available \$3,440,000 for

breeding material, equipment, feed, medicine and technical assistance.

and insecticides.

A \$2,475,000 poultry project

will produce broiler stock,

feed,

medicine and technical assistance.

The third project, for the

production of dairy heaters,

will last

four years;

Canada will make

available \$3,440,000 for

breeding material, equipment, feed, medicine and technical assistance.

and insecticides.

A \$2,475,000 poultry project

will produce broiler stock,

feed,

medicine and technical assistance.

The third project, for the

production of dairy heaters,

will last

four years;

Canada will make

available \$3,440,000 for

breeding material, equipment, feed, medicine and technical assistance.

and insecticides.

A \$2,475,000 poultry project

will produce broiler stock,

feed,

medicine and technical assistance.

The third project, for the

production of dairy heaters,

will last

four years;

Canada will make

available \$3,440,000 for

breeding material, equipment, feed, medicine and technical assistance.

and insecticides.

A \$2,475,000 poultry project

will produce broiler stock,

feed,

medicine and technical assistance.

The third project, for the

production of dairy heaters,

will last

four years;

Canada will make

available \$3,440,000 for

breeding material, equipment, feed, medicine and technical assistance.

and insecticides.

A \$2,475,000 poultry project

will produce broiler stock,

feed,

medicine and technical assistance.

The third project, for the

production of dairy heaters,

will

in brief

en bref

The Abdul Kalam Azam heading for Port Cartier, Quebec will be loaded with \$25 million worth of grain for India.

L'Abdul Kalam Azam met le cap sur Port Cartier, Québec, où il prendra une cargaison de blé, d'une valeur de \$25 millions, destinée à l'Inde.

BLÉ POUR L'INDE

En quittant Port-Cartier (Québec) pour l'Inde en juillet, l'Abdul Kalam Azam, un navire de 125 000 tonnes transportera à son bord 92 763 tonnes métriques de blé dans le cadre du programme d'aide alimentaire canadien pour l'Asie. Le CIDA et le commerce international doit également figurer à l'ordre du jour.

Auparavant à Ottawa, le Conseil canadien pour la coopération internationale (CIDA) a accueilli des délégations de l'Asie et de l'Afrique. Non seulement ce vaisseau transporte-t-il le plus important chargement de blé qui ait jamais quitté le Canada en une seule fois, mais encore a-t-il été arrêté en cours de route pour faire des réparations aux dégâts causés par les tempêtes et les courants. Il importe de souligner que ce blé américain en direction de l'Inde n'est qu'une partie des 140 000 tonnes métriques promises par le Comité canadien pour l'Asie. Le blé canadien est évalué à \$25 millions et son transport sera défrayé par le gouvernement indien.

CROIX-ROUGE

L'ACDI a accordé une subvention de \$75 000 pour l'envoi au Niger, d'une équipe de la Croix-Rouge qui surveillera la construction d'un hôpital et produira des soins médicaux aux enfants dans les camps de réfugiés de ce pays dévasté par la sécheresse. L'équipe comprend un nutritionniste, deux infirmières et deux auxiliaires. Les deux derniers ont passé six mois dans le terrains pendant six mois, n'est-ce pas une des 10 équipes de nutritionnistes envoyées par la Croix-Rouge au Niger. La plupart des équipes sont déjà à l'œuvre.

UN SEMINAR

Freda Paltiel, spécial adviser to Canada's Health and Welfare Department, has been named by the Canadian government as resource person to the United Nations seminar to be held in Ottawa on September 14-17, a prelude to International Women's Year to be held in 1975. Other members of the Canadian delegation to the UN seminar in Ottawa are: Rita Cadieux, Martha Hyrna, Margaret Harris, Tracy Nicholson, Sylvie Gelber, Florence Bird, Laurette Robillard, Laura Sabla, and Dr. Elizabeth Finikas.

COLLOQUE

Madame Freda Paltiel, conseiller spécial au ministère de la Santé et du bien-être social du Canada, a été nommée par le Canada comme personne ressource pour le Colloque international qui se tiendra à Ottawa du 4 au 17 septembre prochain pour inaugurer l'Année internationale de la femme (1975).

Former partie de la délégation canadienne: Mme Rita Cadieux, Mme Martha Hyrna, Mme Margaret Harris, Mme Thelma Nicholson, Mme Sylvie Gelber, Dr. Katie Cooke, Mme Florence Bird, Mme Laurette Robillard, Mme Laura Sabla et le Dr. Elizabeth Finikas.

BOTSWANA

CIDA has granted a five million dollar loan to Botswana for the construction of a vital road link in its northern oil fields between Zambia, to be used as part of a transportation system to bring oil to this land-locked country with no known oil reserves of its own. The 330-mile-long road is expected to cost \$36 million. It will be built by a consortium of Canadian and local contractors, with the oil companies as major route for exports, link it with nearby countries, and speed development in the north where major agriculture, tourism, and mining projects are underway.

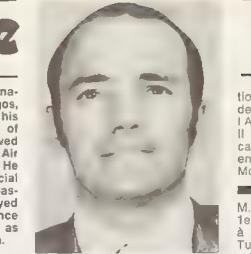
The new road will open up Botswana's supply lines to the outside world. It will also provide a major route for exports, link it with nearby countries, and speed development in the north where major agriculture, tourism, and mining projects are underway.

ALIMENTATION

L'évaluation détaillée du problème des ressources alimentaires mondiales et l'examen des propositions concrètes d'action, nationale et internationale, en vue de résoudre le problème alimentaire sont les deux sujets principaux d'attention des participants à la Conférence mondiale de l'alimentation, à Rome, du 5 au 16 novembre.

Les Etats-Unis, le Danemark, la Norvège, la Suède, la République fédérale d'Allemagne, le Royaume-Uni, la Banque mondiale et le Canada ont accepté de participer à la réalisation de ce réseau de transport.

people



MICHEL CADIEUX

lary (Development) to the Canadian High Commission in Lagos, Nigeria. After completing his studies at the University of Manitoba, Mr. Spafford served with the Royal Canadian Air Force from 1940 to 1956. He then joined the provincial government service in Saskatchewan where he stayed until 1972. With CIDA since 1973, Mr. Spafford served as project officer for Tanzania.

in brief en bref



Hurricane Fili devastated many communities, including Chaloma in Honduras, Sept. 23. International relief efforts have been mobilized. For Canada, see page 4.

Chaloma, au nord-ouest du Honduras, a été dévastée par l'ouragan Fili le 23 septembre dernier. Des secours d'urgence ont été fournis par divers organismes. (Voir p 4)

Photo: AP/W

âmes et un cheptel de plus de 100 000 bêtes, réparées dans 108 villages de cette région du Niger.

Les travaux doivent débuter dès la fin de la saison des pluies 1974. Effectués en collaboration avec les autorités locales et le sol du Niger (OFEDES), le projet emploiera 108 Nigériens et 5 Canadiens chargés de la gestion du projet.

En plus d'assurer l'approvisionnement en eau à la population et au bétail du Niger, le projet aura en outre le mérite de favoriser l'économie régionale, de renforcer les capacités de survie des ressources humaines et la rélocalisation des populations déplacées par la sécheresse.

POUDRE D'OEU

which is hoped will allow re-settlement of this region, severely depopulated by arid conditions in recent years.

GUINEA-BISSAU

CIDA has granted \$100,000 to the Canadian Council of Churches to provide educational, medical, and agricultural assistance to the newly-independent Republic of Guinea-Bissau. Half of the funds will be used to help the country to increase its agricultural production.

In addition, CIDA is contributing \$150,000 to the League of Red Cross Societies for flood relief in Bangladesh, India, and Nepal.

NIGER

CIDA has agreed to grant \$1.2 million to the government of Niger for a well-digging project in drought-stricken Niger. The walls are to be dug along a 20-kilometer stretch of the Unity Road, now under construction with CIDA assistance.

The water supply from the new wells is expected to benefit about 40,000 people and about 100,000 head of livestock in 108 villages in the Diffa region of Niger.

Work on the project is scheduled to start at the end of this year's rainy season and is expected to employ 108 workers from Niger, and five from Canada who are to oversee the well-digging. Niger's well-digging authority (OFEDES) is cooperating with CIDA on the project.

IDRC PROJECTS

The International Development Research Centre (IDRC) has signed a memorandum of understanding with the African division of the United Nations \$493,705 for a three-year project to standardize maps for several African countries.

CIDA-sponsored trainees from several countries were met at Ottawa International Airport and an information booth handled by Mamie Melkew from CIDA's Human Resources Division.

Les boursiers de l'ACDI sont accueillis à l'aéroport d'Ottawa par Mamie Melkew, la section des Ressources humaines de l'ACDI. (Photo: André Bergeron)

BANGLADESH

CIDA has announced that an additional \$10 million in wheat and \$5 million worth of rapsseed is to be given to flood-stricken Bangladesh. This most recent contribution, in addition to CIDA's regular 1974-1975 food allocation of \$20 million to Bangladesh, during the past two years, Canada has provided Bangladesh with \$11 million in rapsseed and rapsseed oil. This will be matched in fiscal year 1975-76, and the remainder in 1976-77. Guinea-Bissau, with a population of 600,000, is on the West Coast of Africa, and was recognized as an independent state by Canada, Aug. 12, after the Portuguese Government and PAIGC agreed to end conflict in the former Portuguese territory.

EGGS AS AID

The Canadian government, through CIDA, plans to provide approximately \$2 million worth of powdered eggs to developing countries as part of its commitment to the World Food Program during the forthcoming fiscal year. The powdered eggs will constitute part of Canada's \$14 million food commodities allocation and the remaining \$3 million regional allocation, to be made in the form of cash for transportation and administrative expenses. Canada usually contributes 78 per cent of its commitments to the World Food Program in commodities and about 22 per cent in cash.

Le Canada, de concert avec le gouvernement du Niger, entreprendra la construction de 85 puits dans la partie orientale du Niger, plus particulièrement dans le département de Diffa. À ce titre, en 1974-75, le projet bénéficiera d'une subvention de \$1.2 million accordée par l'ACDI.

Les puits, construits en majorité à l'intérieur d'une bande de 20 kilomètres de la Route de l'Unité, seront financés par la Ligue des sociétés de la Croix-Rouge en réponse à sa demande de secours d'urgence à la suite des inondations au Bangui-Desh, en Inde et au Népal.

GUINÉE-BISSAU

L'ACDI a accordé une subvention de \$100 000 au Comité exécutif des Eglises pour la fourniture de denrées dans les domaines de l'éducation, de la santé et de l'agriculture de la République de la Guinée-Bissau. Etat nouvellement indépendant. La première moitié de la somme sera versée dans la première année financière 1974-75, la seconde en 1975-76. L'indépendance de la Guinée-Bissau, (600 000 h.) située sur la côte occidentale de l'Afrique, a été reconnue par le Canada le 12 août après qu'une entente soit intervenue entre le gouvernement portugais et le PAIGC mettant fin au conflit armé sur ce territoire.

Les boursiers de l'ACDI sont accueillis à l'aéroport d'Ottawa par Mamie Melkew, la section des Ressources humaines de l'ACDI. (Photo: André Bergeron)

Les boursiers de l'ACDI sont accueillis à l'aéroport d'Ottawa par Mamie Melkew, la section des Ressources humaines de l'ACDI. (Photo: André Bergeron)

people



REAL LALANDE

Réal Lalande of CIDA's Francophone Africa Division leaves in October for Algeria to assume the post of First Secretary (Development) at the Canadian Embassy in Algiers. With CIDA since 1971, Mr. Lalande was planning officer for Mali, Mauritania, Upper Volta, and Niger. His duties include supervision of short and long-term development projects involving the United Nations, except emergency measures which are handled by the Sahel emergency relief division of the FAO.

The main object of the UN bureau in Ouagadougou is to coordinate resources and technical assistance projects under the UN, in cooperation with the Sahel nations' organization. The New York bureau of the UN has responsibility for financial resources for aid to the Sahel and maintain liaison with agencies, programs, and organizations of the UN involved in the Sahel region.

The French-language division of the Canadian University Services Overseas (SUCO) has named Yvan Labelle its new secretary-general. Mr. Labelle was most recently a sociology professor at Laval University and has also worked and done research in Cuba, Colombia, Mexico, and Chile.

Grégoire Biron has been named Second Secretary (Development) to the Canadian Embassy in Youandé, Cameroon. His former posting was to Abidjan, Ivory Coast, where he was also a CIDA project officer in the Francophone Africa division. In 1973, Mr. Biron attended the Ecole Internationale in Bordeaux, France. He also holds a commerce degree from Laval University and a degree in Economics and Business Administration from the University of California.

Si vous désirez recevoir *Canadian Contact*, adressez-vous à Direction de l'Information, CIDA, 122, rue Bank, Ottawa, K1A 0G4.

IS-45-1
UNIV. OF TORONTO
LIBRARY. SERIALS DEPT.
TORONTO, ONT.
MSS 1AS

Ottawa, Canada K1A OG4
Agence canadienne de développement international
122, rue Bank
Ottawa, Canada K1A OG4

33

échos

M. Grégoire Biron a été nommé second Secrétaire (Développement), à Youandé, au Cameroun. M. Biron entrera à l'ACDI en tant que chargé de projets à la Direction de l'Afrique francophone. En janvier 1973, il fut envoyé à Bordeaux, en France, pour suivre des cours à l'Ecole internationale jusqu'en juillet 1973. Il plus tard affecté à Abidjan au poste de second Secrétaire (Développement) chargé des programmes d'aide.

Le Service universitaire canadien outre-mer (SUCO) vient de nommer M. Yvan Labelle, son nouveau secrétaire général. M. Labelle était jusqu'à tout récemment professeur de sociologie à la Faculté des sciences sociales à Laval. Le nouveau secrétaire général, anciennement appelé directeur exécutif, a été professeur à Cuba, chargé de recherche en Colombie, conférencier et professeur au Mexique et sociologue au Chili.

M. André Payette a été nommé directeur du Centre d'études des sciences et techniques de l'information (CESTI) de l'Université de Dakar, Sénégal. Mr. Payette a signé une convention de deux ans avec l'Université de Dakar, où il sera 1er Secrétaire (Développement) à l'ambassade du Canada à Alger. A l'ACDI, Mr. Payette a occupé le poste d'agent de planification pour le Mali, la Mauritanie, la Haute-Volta et le Niger. Il détient une maîtrise en sciences économiques de l'Université d'Ottawa.

M. André Payette a été nommé directeur du Centre d'études des sciences et techniques de l'information (CESTI) de l'Université de Dakar, où il sera 1er Secrétaire (Développement) à l'ambassade du Canada à Alger. Il détient une maîtrise en sciences économiques de l'Université d'Ottawa.

M. Galal Magdi, chef de la planification et direction de la recherche francophone de l'ACDI, a été nommé directeur du Bureau des Nations unies pour le Sahel, à Ouagadougou, en Haute-Volta.

Comme directeur du Bureau, M. Magdi devra maintenir des relations avec le Comité permanent pour la sécheresse dans le Sahel (pays membres: Tchad, Gambie, Haute-Volta, Mali, Mauritanie, Niger, et Sénégal). Son travail touchera tout spécialement les projets de développement à moyen et long terme entre les pays des Nations unies, sauf ceux touchant la coordination des opérations de secours d'urgence, avec l'appartement sénégalais, anime la recherche en communication sociale et dirige la formation des étudiants en fonction des besoins de leur pays.

Le CESTI, fondé en 1965 par l'UNESCO, a pour but la formation d'agents de communication de la presse écrite, visuelle et parlée. Les deux premières années ont été des stages en France et au Canada. Le troisième et dernière année ont été deux stages en France et au Canada. Présentement le Canada fournit les services du Directeur du Centre, de deux professeurs et d'un responsable technique. De 1969 à 1973, l'ACDI a contribué financièrement pour la somme de plus de 200 000 dollars. De 1973 à 1976, la participation canadienne au CESTI s'élèvera à environ 1 910 000 dollars au total. Outre les services des quatre coopérants, ce montant comprend l'octroi de 50 bourses annuelles, l'achat de matériel didactique, et le financement du trimestre de la troisième année qui se déroulera au Canada sous l'égide du Centre audio-visuel de l'Université de Montréal.

CIDA

contact

Canadian International Development Agency Agence canadienne de développement international

Government of Canada
November/November 1974

Alimentation: Programme quinquennal

Le Canada adoptera un programme de cinq ans, à deux composantes, pour aider à soulager les difficultés alimentaires des pays en développement. M. Paul Gérin-Lajoie, lors d'une conférence de presse à Ottawa, le 9 octobre, a annoncé que le programme comprendra une augmentation de l'aide alimentaire pour les pays en développement, une aide urgente qui devrait durer encore quelques années dans le Sahel. M. Gérin-Lajoie a insisté sur le fait que l'aide alimentaire n'est, cependant pas une mesure à court terme, mais attendra que les pays soient en mesure d'améliorer leur propre production agricole. Le programme comprend aussi un appui soutenu aux programmes de recherches destinées à remédier aux problèmes à long terme qui retardent le développement agricole dans les terres arides. Le président de l'ACDI a dit regretter que des milliards de dollars consacrés plus tôt aux pays pauvres n'aient pas été utilisés pour aider à résoudre les problèmes actuels. Il a aussi souligné le fait que le Canada est l'un des trois seuls pays à produire des surplus de denrées alimentaires chaque année. M. Gérin-Lajoie a également déclaré que l'aide urgente qui avait été promis à l'ACDI pour mettre plus d'accent sur les problèmes de long terme devrait être utilisée pour aider à résoudre les problèmes actuels.

Programme au Sahel

Le Canada consacrera 230 millions de dollars pour assister les six pays du Sahel (Niger, Mali, Mauritanie, Haute-Volta, Sénégal, Tchad) à redresser leur situation économique et le niveau de vie de leurs habitants. Déboursés d'ici 1979, les fonds, provenant de l'ACDI, comprennent 60 millions de dollars pour l'aide alimentaire — dont 18 millions pour 1974-1975 — 80 millions pour 1975-76 et 120 millions pour 1976-77.

Le point en recent history, He also pointed out the startling fact that Canada is one of only three countries in the world to produce an annual food surplus. He also announced that a task force has been established to give more impetus to CIDA's program in the areas of food production and renewable resources.

CIDA: \$230 million aid to Sahel

A study by CIDA in the drought-stricken Sahel region of Africa has resulted in an agreement by the Canadian government to contribute \$230 million during the next five years to assist in the recovery and development of the economies of six affected countries — Chad, Upper Volta, Mali, Mauritania, Niger, and Senegal. The study, prepared by the Canadian International Development Agency, found that the Sahel region, which covers an area of 2.5 million square kilometers, has a population of 100 million people and is one of the poorest regions in the world.

Storage of food products, provision of free water to villages and grazing areas, reforestation and livestock raising, are among the farming and food production projects to be undertaken with Canadian funds. Two CIDA-supported emergency programs have already been approved — the construction of 85 wells in the Diffa region of Niger that will serve 108 villages at a cost to the CIDA of \$1.2 million, and water tank trailers for Upper Volta for 40 000 dollars. Deux projets ont déjà été re-

Canadians meet with Andean Pact

CIDA President, Paul Gérin-Lajoie, told a meeting of Andean Pact countries and Canadian business representatives in Ottawa Oct. 8, that experience in combating similar development problems enables Canada to make a special contribution to the development of Latin America.

Noting that both Canada and Latin America with abundant natural resources, depend on foreign investment, Mr. Gérin-Lajoie said Canada has had to learn how to develop its own and similar circumstances to those prevailing in most Latin American countries.

The meeting was to help Canadian firms with an interest in Latin America to become more knowledgeable of the plans and future activities of the Andean Community which includes Peru, Venezuela, Colombia, Ecuador, Bolivia, and Chile, and has a combined population of 70 million people.

Projects announced for Cameroon

CIDA and the government of Cameroon have agreed to four cooperative agreements that will cost Canada a total of \$4.35 million. Under the first agreement, CIDA will finance the purchase of 2,650 tons of paper in Canada and pay for its shipment to Cameroon with a grant of \$2 million. The paper is for the publishing of educational texts by the Cameroon Ministry of Education and Rural Vocations and the Publishing and Production Centre of Cameroon, to be used in literacy programs for 25 million rural people in Cameroon, Zaire, Chad, Gabon, and Central African Republic. The second agreement establishes a two-year line of credit under which

Cameroon can obtain capital goods and intermediary products in Canada to aid Cameroon transport systems and rural areas.

The third agreement provides \$700,000 in grants from Canada for a drilling program assessment that follows-up a Canadian-sponsored geological phototoursey of Cameroon during 1970-73.

The fourth agreement provides Cameroon with two million doses of anti-polio vaccine valued at \$150,000 for an immunization project aimed at 500,000 children under the age of three.

About 900 students from developing countries came to Canada this September under CIDA's scholarship program to study at 35 post-secondary institutions.

contact

Is produced by the Information Division of the Communications Branch, Canadian Government, under the authority of the Honorable Allen J. MacEachen, Secretary of State for External Affairs.

Ottawa, November 1974



Rencontre avec le Pacte andin

Parce que le Canada a dû faire face à des problèmes de développement semblables à ceux de l'Amérique latine, il se trouve dans une position idéale pour participer de façon toute spéciale au développement de cette région, a déclaré M. Paul Gérin-Lajoie, président de l'ACDI. Une conférence réunissant les représentants du Pacte andin et des milieux des affaires canadiens, à Ottawa, le 8 octobre.

Comme l'Amérique latine, le Canada a d'abondantes ressources naturelles et doit compter sur les investissements étrangers, a ajouté M. Gérin-Lajoie. Les pays a dû se développer dans des circonstances semblables à celles qui existent dans nombre de pays latino-américains. Notre expérience s'adapte donc particulièrement bien à vos problèmes, et, dans le cadre des relations qui s'établissent entre le Canada et vos pays, cet aspect sera la contribution spéciale et utile du Canada.

Cette conférence a été organisée pour aider les sociétés canadiennes qui sont intéressées à investir dans l'Amérique latine à mieux connaître les pratiques et les activités futures des pays du Pacte andin. Les six pays du Pacte — Pérou, Venezuela, Colombie, Équateur, Bolivie et Chili — ont une population totale de 70 millions et ont un potentiel inouï de développement économique.

des biens d'équipement et des produits intermédiaires destinés principalement aux secteurs du développement rural et des transports.

Une subvention de 700 000 dollars permettra l'interprétation de cartes aéromagnétiques dans le but de préciser des points de sondage éventuels; elle assurera la collecte d'hydrographie pour l'alphabétisation des masses rurales au Zaïre, au Cameroun en République centrafricaine, au Tchad et au Gabon. Il desservira une population de quelque 25 millions de personnes.

Le deuxième accord ouvrira une ligne de crédit de 1.5 million de dollars. Fournie sous forme de prêt, cette somme permettra au Cameroun de se procurer au Canada, pendant les deux prochaines années,

Pour couvrir les activités de cinq années de coopération au développement, l'ACDI a publié un *Bilan des années 1970-74*. Ce document, illustré par 50 pages de photos, offre une analyse de l'aide multilatérale et bilatérale consacrée au secteur et au commerce des denrées alimentaires au Canada. Un tableau en annexe présente une rétrospective statistique de 1970 à 1974.

On peut en obtenir des copies à la Direction de l'information de l'ACDI, 122 Bank St., Ottawa, Canada K1A 0G4.

Projets au Cameroun

L'ACDI et le Cameroun ont signé quatre accords de coopération d'une valeur globale de 4.35 millions de dollars.

Une première subvention de 2 millions de dollars permettra l'achat au Canada et l'expédition au Cameroun de 2,650 tonnes de papier. Ce dernier servira à la production de documents et de matériel didactique à l'Institut de Pédagogie Appliquée à Vocation Rurale (IPAR) et au Centre d'Édition et de Production du Cameroun (CEPAC).

Le CEPAC situé à Yaoundé produira du matériel didactique pour l'alphabétisation des masses rurales au Zaïre, au Cameroun en République centrafricaine, au Tchad et au Gabon. Il desservira une population de quelque 25 millions de personnes.

Le deuxième accord ouvrira une ligne de crédit de 1.5 million de dollars. Fournie sous forme de prêt, cette somme permettra au Cameroun de se procurer au Canada, pendant les deux prochaines années,

pour poursuivre leurs études dans 35 institutions post-secondaires.

Environ 900 étudiants du tiers-monde sont au Canada cette année sous l'égide de l'ACDI

CIDA represented on Canadian delegation to Rome Conference

The Canadian delegation to the UN food conference in Rome, Nov. 4-16, was led by Secretary of State for External Affairs, Allan MacEachen, and Agriculture Minister, Eugene Whelan, and included representatives from several federal departments, and two provincial ministers.

CIDA was represented by its president, Paul Gérin-Lajoie; Earl Drake, Vice-president for multilateral programs; and Hans Hermens from CIDA's multilateral division. The conference discussed three major topics: increasing agricultural production in developing countries; nutrition and improving the distribution of foodstuffs; and world food security and food aid.

Canada has agreed, along with other bilateral and multilateral donors to adjust its agricultural development programs in order to accommodate the needs expressed by developing countries. It supports the plan proposed programs last year by the FAO to insure world food security through national food programs and food reserve policies. Canada, the world's second largest food donor, and the largest non-governmental donor, has indicated it will continue its efforts in this direction, and has called upon other donors to share this task.

FAO representative outlines problems

An outline of some of the major factors contributing to the world food crisis was provided to a food conference held by the Canadian Development Cooperation in Ottawa, by Roy L. Jackson, deputy-director-general of the UN Food and Agriculture Organization.

The CIDA gathering of more than 70 Canadian non-governmental organizations coincided with the problem, which was held Oct. 8 that the World Food Conference in Rome should tackle three main objectives: encourage self-sufficiency in food for all nations; establish a more equitable distribution of food supplies; and establish a world food security

system through internationally-managed national reserves. He also stressed the urgent need for increased food production and said that the world could no longer depend on the surpluses of three nations — the U.S., Canada and Australia. He helped find time when his son predicted that a pesticide shortage will pose even greater threats to poor nations than the current fertilizer crisis if adequate supplies are not provided by industrial nations. He also pointed to the need to increase research into high protein grains for tropical climates, and further studies on solving water shortages which he said is a major limitation to increased agricultural production.

CIDA assists soil research

CIDA and Agriculture Canada have launched a research program into ways to make volcanic ash soils more productive. CIDA contributed \$100,000 toward sponsoring a scholarship for a researcher from Trinidad, to study in Canada and to provide laboratory equipment for the Trinidad campus of the University of the West Indies. It is hoped the research will help produce increased yields of citrus fruits, bananas, vegetables, and sugar cane in the West Indies. The program will also contribute knowledge about the fertility of some Canadian soils.

Ottawa Conference gathers NGO views

A two-day conference in Ottawa, Oct. 8 and 9, on the world food crisis was organized by Canadian Association for International Cooperation (CICIC), to provide a forum for Canadian non-governmental organizations to suggest some ways Canada could contribute to help solve the world food shortage. Among the issues raised by the delegates representing more than 70 Canadian NGOs were: that Canada set as a national goal, a zero rate of growth in per capita food consumption by 1985; that Canada develop an agricultural policy to encourage the maximum production of food; that the Canadian government encourage developing countries to give high priority to preventing post-harvest losses by the construction of storage and

IDRC report reflects hope

Encouraging results from research projects on crops grown in areas most threatened by famine are outlined in the 1973-74 annual report of the International Development Research Centre (IDRC).

The IDRC, established by the Canadian Parliament in 1970, by March this year was sup-

porting 180 research projects financed by \$28 million in Canadian funds, nearly double last year's figures.

Population projects, agricultural research, and other IDRC funded research in developing countries, are described in the illustrated, bilingual report. Available from: IDRC, P.O. Box 8500, Ottawa, Canada K1G 3H9.

porting 180 research projects financed by \$28 million in Canadian funds, nearly double last year's figures.

Population projects, agricultural research, and other IDRC funded research in developing countries, are described in the illustrated, bilingual report. Available from: IDRC, P.O. Box 8500, Ottawa, Canada K1G 3H9.

porting 180 research projects financed by \$28 million in Canadian funds, nearly double last year's figures.

Population projects, agricultural research, and other IDRC funded research in developing countries, are described in the illustrated, bilingual report. Available from: IDRC, P.O. Box 8500, Ottawa, Canada K1G 3H9.

porting 180 research projects financed by \$28 million in Canadian funds, nearly double last year's figures.

Population projects, agricultural research, and other IDRC funded research in developing countries, are described in the illustrated, bilingual report. Available from: IDRC, P.O. Box 8500, Ottawa, Canada K1G 3H9.

porting 180 research projects financed by \$28 million in Canadian funds, nearly double last year's figures.

Population projects, agricultural research, and other IDRC funded research in developing countries, are described in the illustrated, bilingual report. Available from: IDRC, P.O. Box 8500, Ottawa, Canada K1G 3H9.

porting 180 research projects financed by \$28 million in Canadian funds, nearly double last year's figures.

Population projects, agricultural research, and other IDRC funded research in developing countries, are described in the illustrated, bilingual report. Available from: IDRC, P.O. Box 8500, Ottawa, Canada K1G 3H9.

porting 180 research projects financed by \$28 million in Canadian funds, nearly double last year's figures.

Population projects, agricultural research, and other IDRC funded research in developing countries, are described in the illustrated, bilingual report. Available from: IDRC, P.O. Box 8500, Ottawa, Canada K1G 3H9.

porting 180 research projects financed by \$28 million in Canadian funds, nearly double last year's figures.

Population projects, agricultural research, and other IDRC funded research in developing countries, are described in the illustrated, bilingual report. Available from: IDRC, P.O. Box 8500, Ottawa, Canada K1G 3H9.

porting 180 research projects financed by \$28 million in Canadian funds, nearly double last year's figures.

Population projects, agricultural research, and other IDRC funded research in developing countries, are described in the illustrated, bilingual report. Available from: IDRC, P.O. Box 8500, Ottawa, Canada K1G 3H9.

porting 180 research projects financed by \$28 million in Canadian funds, nearly double last year's figures.

Population projects, agricultural research, and other IDRC funded research in developing countries, are described in the illustrated, bilingual report. Available from: IDRC, P.O. Box 8500, Ottawa, Canada K1G 3H9.

porting 180 research projects financed by \$28 million in Canadian funds, nearly double last year's figures.

Population projects, agricultural research, and other IDRC funded research in developing countries, are described in the illustrated, bilingual report. Available from: IDRC, P.O. Box 8500, Ottawa, Canada K1G 3H9.

porting 180 research projects financed by \$28 million in Canadian funds, nearly double last year's figures.

Population projects, agricultural research, and other IDRC funded research in developing countries, are described in the illustrated, bilingual report. Available from: IDRC, P.O. Box 8500, Ottawa, Canada K1G 3H9.

porting 180 research projects financed by \$28 million in Canadian funds, nearly double last year's figures.

Population projects, agricultural research, and other IDRC funded research in developing countries, are described in the illustrated, bilingual report. Available from: IDRC, P.O. Box 8500, Ottawa, Canada K1G 3H9.

porting 180 research projects financed by \$28 million in Canadian funds, nearly double last year's figures.

Population projects, agricultural research, and other IDRC funded research in developing countries, are described in the illustrated, bilingual report. Available from: IDRC, P.O. Box 8500, Ottawa, Canada K1G 3H9.

porting 180 research projects financed by \$28 million in Canadian funds, nearly double last year's figures.

Population projects, agricultural research, and other IDRC funded research in developing countries, are described in the illustrated, bilingual report. Available from: IDRC, P.O. Box 8500, Ottawa, Canada K1G 3H9.

porting 180 research projects financed by \$28 million in Canadian funds, nearly double last year's figures.

Population projects, agricultural research, and other IDRC funded research in developing countries, are described in the illustrated, bilingual report. Available from: IDRC, P.O. Box 8500, Ottawa, Canada K1G 3H9.

porting 180 research projects financed by \$28 million in Canadian funds, nearly double last year's figures.

Population projects, agricultural research, and other IDRC funded research in developing countries, are described in the illustrated, bilingual report. Available from: IDRC, P.O. Box 8500, Ottawa, Canada K1G 3H9.

porting 180 research projects financed by \$28 million in Canadian funds, nearly double last year's figures.

Population projects, agricultural research, and other IDRC funded research in developing countries, are described in the illustrated, bilingual report. Available from: IDRC, P.O. Box 8500, Ottawa, Canada K1G 3H9.

porting 180 research projects financed by \$28 million in Canadian funds, nearly double last year's figures.

Population projects, agricultural research, and other IDRC funded research in developing countries, are described in the illustrated, bilingual report. Available from: IDRC, P.O. Box 8500, Ottawa, Canada K1G 3H9.

porting 180 research projects financed by \$28 million in Canadian funds, nearly double last year's figures.

Population projects, agricultural research, and other IDRC funded research in developing countries, are described in the illustrated, bilingual report. Available from: IDRC, P.O. Box 8500, Ottawa, Canada K1G 3H9.

porting 180 research projects financed by \$28 million in Canadian funds, nearly double last year's figures.

Population projects, agricultural research, and other IDRC funded research in developing countries, are described in the illustrated, bilingual report. Available from: IDRC, P.O. Box 8500, Ottawa, Canada K1G 3H9.

porting 180 research projects financed by \$28 million in Canadian funds, nearly double last year's figures.

Population projects, agricultural research, and other IDRC funded research in developing countries, are described in the illustrated, bilingual report. Available from: IDRC, P.O. Box 8500, Ottawa, Canada K1G 3H9.

porting 180 research projects financed by \$28 million in Canadian funds, nearly double last year's figures.

Population projects, agricultural research, and other IDRC funded research in developing countries, are described in the illustrated, bilingual report. Available from: IDRC, P.O. Box 8500, Ottawa, Canada K1G 3H9.

porting 180 research projects financed by \$28 million in Canadian funds, nearly double last year's figures.

Population projects, agricultural research, and other IDRC funded research in developing countries, are described in the illustrated, bilingual report. Available from: IDRC, P.O. Box 8500, Ottawa, Canada K1G 3H9.

porting 180 research projects financed by \$28 million in Canadian funds, nearly double last year's figures.

Population projects, agricultural research, and other IDRC funded research in developing countries, are described in the illustrated, bilingual report. Available from: IDRC, P.O. Box 8500, Ottawa, Canada K1G 3H9.

porting 180 research projects financed by \$28 million in Canadian funds, nearly double last year's figures.

Population projects, agricultural research, and other IDRC funded research in developing countries, are described in the illustrated, bilingual report. Available from: IDRC, P.O. Box 8500, Ottawa, Canada K1G 3H9.

porting 180 research projects financed by \$28 million in Canadian funds, nearly double last year's figures.

Population projects, agricultural research, and other IDRC funded research in developing countries, are described in the illustrated, bilingual report. Available from: IDRC, P.O. Box 8500, Ottawa, Canada K1G 3H9.

porting 180 research projects financed by \$28 million in Canadian funds, nearly double last year's figures.

Population projects, agricultural research, and other IDRC funded research in developing countries, are described in the illustrated, bilingual report. Available from: IDRC, P.O. Box 8500, Ottawa, Canada K1G 3H9.

porting 180 research projects financed by \$28 million in Canadian funds, nearly double last year's figures.

Population projects, agricultural research, and other IDRC funded research in developing countries, are described in the illustrated, bilingual report. Available from: IDRC, P.O. Box 8500, Ottawa, Canada K1G 3H9.

porting 180 research projects financed by \$28 million in Canadian funds, nearly double last year's figures.

Population projects, agricultural research, and other IDRC funded research in developing countries, are described in the illustrated, bilingual report. Available from: IDRC, P.O. Box 8500, Ottawa, Canada K1G 3H9.

porting 180 research projects financed by \$28 million in Canadian funds, nearly double last year's figures.

Population projects, agricultural research, and other IDRC funded research in developing countries, are described in the illustrated, bilingual report. Available from: IDRC, P.O. Box 8500, Ottawa, Canada K1G 3H9.

porting 180 research projects financed by \$28 million in Canadian funds, nearly double last year's figures.

Population projects, agricultural research, and other IDRC funded research in developing countries, are described in the illustrated, bilingual report. Available from: IDRC, P.O. Box 8500, Ottawa, Canada K1G 3H9.

porting 180 research projects financed by \$28 million in Canadian funds, nearly double last year's figures.

Population projects, agricultural research, and other IDRC funded research in developing countries, are described in the illustrated, bilingual report. Available from: IDRC, P.O. Box 8500, Ottawa, Canada K1G 3H9.

porting 180 research projects financed by \$28 million in Canadian funds, nearly double last year's figures.

Population projects, agricultural research, and other IDRC funded research in developing countries, are described in the illustrated, bilingual report. Available from: IDRC, P.O. Box 8500, Ottawa, Canada K1G 3H9.

porting 180 research projects financed by \$28 million in Canadian funds, nearly double last year's figures.

Population projects, agricultural research, and other IDRC funded research in developing countries, are described in the illustrated, bilingual report. Available from: IDRC, P.O. Box 8500, Ottawa, Canada K1G 3H9.

porting 180 research projects financed by \$28 million in Canadian funds, nearly double last year's figures.

Population projects, agricultural research, and other IDRC funded research in developing countries, are described in the illustrated, bilingual report. Available from: IDRC, P.O. Box 8500, Ottawa, Canada K1G 3H9.

porting 180 research projects financed by \$28 million in Canadian funds, nearly double last year's figures.

Population projects, agricultural research, and other IDRC funded research in developing countries, are described in the illustrated, bilingual report. Available from: IDRC, P.O. Box 8500, Ottawa, Canada K1G 3H9.

porting 180 research projects financed by \$28 million in Canadian funds, nearly double last year's figures.

Population projects, agricultural research, and other IDRC funded research in developing countries, are described in the illustrated, bilingual report. Available from: IDRC, P.O. Box 8500, Ottawa, Canada K1G 3H9.

porting 180 research projects financed by \$28 million in Canadian funds, nearly double last year's figures.

Population projects, agricultural research, and other IDRC funded research in developing countries, are described in the illustrated, bilingual report. Available from: IDRC, P.O. Box 8500, Ottawa, Canada K1G 3H9.

porting 180 research projects financed by \$28 million in Canadian funds, nearly double last year's figures.

Population projects, agricultural research, and other IDRC funded research in developing countries, are described in the illustrated, bilingual report. Available from: IDRC, P.O. Box 8500, Ottawa, Canada K1G 3H9.

porting 180 research projects financed by \$28 million in Canadian funds, nearly double last year's figures.

Population projects, agricultural research, and other IDRC funded research in developing countries, are described in the illustrated, bilingual report. Available from: IDRC, P.O. Box 8500, Ottawa, Canada K1G 3H9.

porting 180 research projects financed by \$28 million in Canadian funds, nearly double last year's figures.

Population projects, agricultural research, and other IDRC funded research in developing countries, are described in the illustrated, bilingual report. Available from: IDRC, P.O. Box 8500, Ottawa, Canada K1G 3H9.

porting 180 research projects financed by \$28 million in Canadian funds, nearly double last year's figures.

Population projects, agricultural research, and other IDRC funded research in developing countries, are described in the illustrated, bilingual report. Available from: IDRC, P.O. Box 8500, Ottawa, Canada K1G 3H9.

porting 180 research projects financed by \$28 million in Canadian funds, nearly double last year's figures.

Population projects, agricultural research, and other IDRC funded research in developing countries, are described in the illustrated, bilingual report. Available from: IDRC, P.O. Box 8500, Ottawa, Canada K1G 3H9.

porting 180 research projects financed by \$28 million in Canadian funds, nearly double last year's figures.

Population projects, agricultural research, and other IDRC funded research in developing countries, are described in the illustrated, bilingual report. Available from: IDRC, P.O. Box 8500, Ottawa, Canada K1G 3H9.

porting 180 research projects financed by \$28 million in Canadian funds, nearly double last year's figures.

Population projects, agricultural research, and other IDRC funded research in developing countries, are described in the illustrated, bilingual report. Available from: IDRC, P.O. Box 8500, Ottawa, Canada K1G 3H9.

porting 180 research projects financed by \$28 million in Canadian funds, nearly double last year's figures.

Population projects, agricultural research, and other IDRC funded research in developing countries, are described in the illustrated, bilingual report. Available from: IDRC, P.O. Box 8500, Ottawa, Canada K1G 3H9.

porting 180 research projects financed by \$28 million in Canadian funds, nearly double last year's figures.

Population projects, agricultural research, and other IDRC funded research in developing countries, are described in the illustrated, bilingual report. Available from: IDRC, P.O. Box 8500, Ottawa, Canada K1G 3H9.

porting 180 research projects financed by \$28 million in Canadian funds, nearly double last year's figures.

Population projects, agricultural research, and other IDRC funded research in developing countries, are described in the illustrated, bilingual report. Available from: IDRC, P.O. Box 8500, Ottawa, Canada K1G 3H9.

porting 180 research projects financed by \$28 million in Canadian funds, nearly double last year's figures.

Population projects, agricultural research, and other IDRC funded research in developing countries, are described in the illustrated, bilingual report. Available from: IDRC, P.O. Box 8500, Ottawa, Canada K1G 3H9.

porting 180 research projects financed by \$28 million in Canadian funds, nearly double last year's figures.

Population projects, agricultural research, and other IDRC funded research in developing countries, are described in the illustrated, bilingual report. Available from: IDRC, P.O. Box 8500, Ottawa, Canada K1G 3H9.

porting 180 research projects financed by \$28 million in Canadian funds, nearly double last year's figures.

Population projects, agricultural research, and other IDRC funded research in developing countries, are described in the illustrated, bilingual report. Available from: IDRC, P.O. Box 8500, Ottawa, Canada K1G 3H9.

porting 180 research projects financed by \$28 million in Canadian funds, nearly double last year's figures.

Population projects, agricultural research, and other IDRC funded research in developing countries, are described in the illustrated, bilingual report. Available from: IDRC, P.O. Box 8500, Ottawa, Canada K1G 3H9.

porting 180 research projects financed by \$28 million in Canadian funds, nearly double last year's figures.

Population projects, agricultural research, and other IDRC funded research in developing countries, are described in the illustrated, bilingual report. Available from: IDRC, P.O. Box 8500, Ottawa, Canada K1G 3H9.

porting 180 research projects financed by \$28 million in Canadian funds, nearly double last year's figures.

Population projects, agricultural research, and other IDRC funded research in developing countries, are described in the illustrated, bilingual report. Available from: IDRC, P.O. Box 8500, Ottawa, Canada K1G 3H9.

porting 180 research projects financed by \$28 million in Canadian funds, nearly double last year's figures.

Population projects, agricultural research, and other IDRC funded research in developing countries, are described in the illustrated, bilingual report. Available from: IDRC, P.O. Box 8500, Ottawa, Canada K1G 3H9.

porting 180 research projects financed by \$28 million in Canadian funds, nearly double last year's figures.

Population projects, agricultural research, and other IDRC funded research in developing countries, are described in the illustrated, bilingual report. Available from: IDRC, P.O. Box 8500, Ottawa, Canada K1G 3H9.

porting 180 research projects financed by \$28 million in Canadian funds, nearly double last year's figures.

Population projects, agricultural research, and other IDRC funded research in developing countries, are described in the illustrated, bilingual report. Available from: IDRC, P.O. Box 8500, Ottawa, Canada K1G 3H9.

porting 180 research projects financed by \$28 million in Canadian funds, nearly double last year's figures.

Population projects, agricultural research, and other IDRC funded research in developing countries, are described in the illustrated, bilingual report. Available from: IDRC, P.O. Box 8500, Ottawa, Canada K1G 3H9.

porting 180 research projects financed by \$28 million in Canadian funds, nearly double last year's figures.

Population projects, agricultural research, and other IDRC funded research in developing countries, are described in the illustrated, bilingual report. Available from: IDRC, P

contact

 Canadian International Development Agency

Agence canadienne de développement international

JANUARY/JANVIER 1975

36

CIDA grants \$71.4 million for food aid

Immediate agricultural and food aid assistance of \$71.4 million channelled through CIDA is to be directed to countries most severely in need of food. This assistance fulfills the Canadian pledge at the recent World Food Conference that Canada would make \$50 million available immediately, to relieve acute distress. The total includes \$20 million for special food aid and transportation assistance to Bangladesh as part of a united effort by the international community to meet the country's urgent needs. A further \$5 million has recently been allocated to the Bangladesh program as part of the \$50 million pledge at the Rome conference. This brings to \$60 million, Canadian contributions to Bangladesh in 1974 to help relieve food shortages. The breakdown of the \$71.4 million allocation for food aid and agricultural assistance is as follows: Bangladesh \$25 million; Sahel countries of West Africa \$15.5 million; Tanzania \$5 mil-

lion; Pakistan \$9.4 million (fertilizer); Sri Lanka \$1 million (fertilizer); additional food products, \$12 million.

Most of the food aid will be wheat and wheat products. The funds have been redirected by CIDA to the food and agricultural aid program from its current total spending authorization of \$733 million.

New NGO program for CIDA

CIDA is planning to expand its range of services to developing countries by providing financial assistance to international non-governmental agencies working in the field of development. This support of international NGOs is to help them mobilize resources on an international scale, pool expertise, and provide services from a wide range of countries. In addition, such organizations have affiliates in developing countries to help administer programs on a local level. NGOs in developing countries often have links with these international NGOs concerned with development but

not necessarily with Canadian counterparts. Another reason for this additional CIDA program is that some developing countries have expressed a preference for development assistance from international NGOs rather than from NGOs based in only one country. In funding these international NGOs, CIDA will give preference to projects which involve indigenous participation in their planning, management, and funding, and which are administered in a developing country. In providing assistance of this type, CIDA feels it is adapting its programs to the changing character of needs in developing countries.

International Women's Year



Année internationale de la femme

Appui aux ONG internationales

Afin d'étendre ses services aux pays en développement, l'ACDI accorde maintenant une assistance financière aux organisations non gouvernementales internationales actives dans le domaine du développement. Cette assistance aux ONG internationales aidera ces dernières à mobiliser des ressources à une échelle internationale, à mettre en commun des compétences techniques, et à offrir des services en provenance d'un grand nombre de pays. Ces ONG ont aussi des associés nationaux dans les pays du tiers-monde qui peuvent assurer l'administration locale. Les ONG des pays en développement ont souvent des liens avec les ONG internationales, mais pas nécessairement avec les organismes canadiens. De plus certaines ONG des pays en développement ont manifesté la préférence de traiter avec des sources multilatérales plutôt que bilatérales. Dans ce nouveau programme, la pré-

Alimentation et agriculture: \$71.4 millions

L'ACDI fournit \$71.4 millions en aide alimentaire et agricole aux pays les plus durement touchés par la crise alimentaire. En fournissant ces fonds le Canada remplit l'engagement qu'il a pris à Rome lors de la Conférence de l'alimentation, de fournir \$50 millions immédiatement pour soulager les besoins les plus aigus dans ce domaine. Du total, \$20 millions seront fournis au Bangla-Desh (aide alimentaire et frais de transport) comme participation du Canada à l'effort de la communauté internationale pour venir en aide à ce pays. De plus, \$5 millions des \$50 millions annoncés à Rome ont été transférés au programme régulier d'aide au Bangla-Desh. Cette somme porte la contribution canadienne en aide alimentaire au Bangla-Desh à \$60 millions pour 1974. Les \$71.4 millions se répartissent comme suit: Bangla-Desh: \$25 millions, Sahel: \$15.5 millions, Tanzanie: \$5 millions, Ethiopie: \$3.5 millions, Pakistan: \$9.4 millions (engrais), Sri Lanka: \$1 million (engrais), autres produits alimentaires: \$12 millions. Cette aide sera composée surtout de blé et de produits de blé. Les fonds ont été portés au poste de l'aide alimentaire par l'ACDI à même l'autorisation budgétaire de \$733 millions pour l'année courante.

rence sera donnée aux projets administrés dans le pays en développement et à participation autochtone dans la conception, la gestion et le financement. Par cette initiative, l'ACDI essaie d'adapter ses programmes au caractère changeant des besoins des pays en développement.

CIDA SCHOLARSHIPS 1975

CIDA offers scholarships to Canadians wishing to pursue a career in international development. Applicants must have completed post-secondary education and have submitted their application to CIDA's Human Resources Division by March 1975. Each scholarship is worth \$11,500 a year. Each candidate must propose a program of study to last a maximum of two years, directly related to the needs or problems of developing countries. The duration of the project may be extended, in certain cases, up to 12 months. Applicants must present a program of studies to include

IDRC

1975 AWARDS

The International Development Research Centre (IDRC) is offering ten awards for training, research, or investigation, to Canadian professionals during 1975-1976. Those eligible are professionals with no specific experience in international affairs, who can devote one year to research or training in this field with a view to pursuing a career in international development, or professionals already working in the development field who wish to improve their skills or undertake re-

University research plan

CIDA and the Association of Universities and Colleges of Canada have endorsed a higher education cooperation plan to enable Canadian universities to play a more active role in development of research capability, particularly in the practical and applied research fields in Third World countries. CIDA President, Paul Gérin-Lajoie, said that research in developing countries is often hampered by a lack of expertise at critical stages in a project. By providing access to experienced researchers he said Canadian universities could make

contact

is produced by the Information Division, Communications Branch, Canadian International Development Agency, and the authorship is that of the Honourable Allan J. MacEachen, Secretary of State for External Affairs. Editors: Sharlene Bannon, André Champagne, Sharlene Bannon. Ottawa, January 1975

Collaboration universitaire

L'Association des universités et collèges du Canada et l'ACDI ont élaboré un plan de coopération dans le domaine de l'enseignement qui permettra aux universités canadiennes de contribuer davantage à accroître les possibilités de participation des chercheurs des pays de tiers-monde, particulièrement dans le domaine de la recherche pratique, ou appliquée.

Le président de l'ACDI, M. Paul Gérin-Lajoie, a déclaré que les travaux de recherche entrepris dans les pays en voie de développement sont souvent entravés par une pénurie de spécialistes aux stades critiques d'un projet. En offrant une période intermédiaire la possibilité d'entrer en contact avec des chercheurs expérimentés, a-t-il ajouté, les universités canadiennes

contribueront énormément à renforcer la capacité de ces pays dans le domaine de la recherche.

L'ACDI a mis sur pied un conseil consultatif provisoire chargé de coordonner ce nouveau programme, qui doit démarrer dans les prochains mois.

Scholarships will be awarded by a selection committee composed of representatives from CIDA, the International Development Research Centre, the Association of Universities and Colleges of Canada, and the Canadian University Services Corporation. The first scholarship program was started in 1972, and so far, 33 Canadians have received awards.

search. Applicants must be Canadian citizens or landed immigrants, be at least 35 years old, and have about 10 years of professional experience. Areas of expertise include agriculture, food and nutrition sciences, information and communications, population and health sciences, rural-urban dynamics, social sciences, education, engineering, and technology transfer. Applications must be submitted by Feb. 28 to Research and Social Award, Social Sciences and Human Resources Division, International Development Research Centre, P.O. Box 8500, Ottawa, Canada K1G 3H9. Awards will be announced May 1, 1975.

Bourses de formation du CRDI-1975

Le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) offre pour 1975-1976 dix bourses de formation, de recherches ou d'étude à des professionnels canadiens. Les bourses sont accordées aux professionnels sans expérience dans les pays en voie de développement qui désirent consacrer une année à faire des recherches ou réaliser des travaux scientifiques en développement international avant d'orienter leur carrière vers le secteur public, ainsi qu'à des professionnels déjà engagés dans le développement international qui désirent se perfectionner ou poursuivre des recherches. Les candidats doivent être citoyens canadiens ou immigrants reçus résidant au Canada depuis trois ans, être âgés de 35 ans, et posséder environ 10 ans d'expérience professionnelle. Les domaines d'intérêt peuvent comprendre l'agriculture, les sciences humaines et de la culture, et les communications, la population et la santé, la dynamique rurale-urbaine, les sciences sociales, le transfert de la technologie, l'éducation, le génie, etc. Les demandes de bourses doivent parvenir avant le 28 février à la Bourse d'accès au développement international. Divison des sciences sociales et ressources humaines, Centre de recherche pour le développement international, C.P. 8500, Ottawa, Canada K1G 3H9. Les résultats seront communiqués aux intéressés le 1er mai 1975.

Les demandes de bourses doivent être soumises à la direction des Ressources humaines de l'ACDI.

Un récent sondage a montré que 520 professeurs sont willing to spend their sabbatical leaves working in developing countries on CIDA-supported projects.

Bourses de l'ACDI

L'ACDI offre des bourses d'études à des Canadiens désireux de poursuivre une carrière dans le domaine du développement international. Les intéressés doivent avoir entre 25 et 35 ans, être au moins deux ans post-secondaires, et ils ont jusqu'au 1er mars 1975 pour soumettre leur candidature à la direction des Ressources humaines de l'ACDI.

La valeur des bourses peut atteindre 11 500 dollars par année.

Cheque candidat doit proposer un programme de travail d'une durée maximale de deux ans, directement axé sur des besoins de promotion des pays en voie de développement. Les demandes de prolongation peuvent, en certains cas, être

prises en considération. Les prolongations n'excéderont pas douze mois. Les candidats doivent présenter un programme d'études ou de recherches de deux ans, soit au Canada ou dans un autre pays industriel si, par suite, il est fait de l'impossibilité de le tenir au Canada. Ce programme doit également inclure une partie de recherche assez élaborée dans un pays en voie de développement, et son orientation doit être essentiellement pratique. Le programme de recherche et des représentants de l'ACDI du CRDI, de l'Association des universités et collèges du Canada, et du SUCC.

Le programme de bourses a été lancé en 1972 et jusqu'à ce jour, 33 Canadiens ont pu profiter.

CIDA creates new division

The establishment of a renewable resources division at CIDA has been announced by its president, Paul Gérin-Lajoie. Mr. Gérin-Lajoie says the new division, which he hopes will be operational soon, will mobilize some of the special advisors within the agency in such areas as agriculture, forestry, and

fisheries, to form a coordinated structure for more efficient action on some pressing world problems in the field of renewable resources.

If you want to receive CONTACT every month, write to Information Division, Communications Branch, Canadian International Development Agency, 122 Bank St., Ottawa, Canada K1A 0G4.

Si vous désirez recevoir CONTACT chaque mois, écrivez à: Direction de l'Information, ACIDI, 122, rue Bank, Ottawa, K1A 0G4.

renewables. En annonçant la nouvelle, M. Gérin-Lajoie a dit qu'elle regrouperait, au départ, certains des conseillers spécialisés dans les domaines de l'agriculture, de la sylviculture, et de la pêche notamment afin d'offrir une action plus efficace et mieux coordonnée dans le domaine crucial des ressources renouvelables.

En annonçant la nouvelle, M. Gérin-Lajoie a dit qu'elle regrouperait, au départ, certains des conseillers spécialisés dans les domaines de l'agriculture, de la sylviculture, et de la pêche notamment afin d'offrir une action plus efficace et mieux coordonnée dans le domaine crucial des ressources renouvelables. En annonçant la nouvelle, M. Gérin-Lajoie a dit qu'elle regrouperait, au départ, certains des conseillers spécialisés dans les domaines de l'agriculture, de la sylviculture, et de la pêche notamment afin d'offrir une action plus efficace et mieux coordonnée dans le domaine crucial des ressources renouvelables.

mondiale. C'est pourquoi le thème de l'année s'exprime ainsi: Égalité, développement, paix.

Les objectifs de l'année sont d'assurer l'avancement du statut de la femme par des actions et des programmes concrets à travers le monde de promouvoir l'égalité entre l'homme et la femme; de l'intégration de la femme à l'effort total de développement; de la reconnaissance de la contribution particulière de la femme à la paix

mondiale. C'est pourquoi le thème de l'année s'exprime ainsi: Égalité, développement, paix.

Les objectifs de l'année sont d'assurer l'avancement du statut de la femme par des actions et des programmes concrets à travers le monde de promouvoir l'égalité entre l'homme et la femme; de l'intégration de la femme à l'effort total de développement; de la reconnaissance de la contribution particulière de la femme à la paix

mondiale. C'est pourquoi le thème de l'année s'exprime ainsi: Égalité, développement, paix.

Les objectifs de l'année sont d'assurer l'avancement du statut de la femme par des actions et des programmes concrets à travers le monde de promouvoir l'égalité entre l'homme et la femme; de l'intégration de la femme à l'effort total de développement; de la reconnaissance de la contribution particulière de la femme à la paix



Photo UNION

Women in Lesotho work on road construction

Les femmes contribuent au développement du Lesotho en construisant cette route qui traversera le pays d'Est en Ouest.

mondiale. C'est pourquoi le thème de l'année s'exprime ainsi: Égalité, développement, paix.

Les objectifs de l'année sont d'assurer l'avancement du statut de la femme par des actions et des programmes concrets à travers le monde de promouvoir l'égalité entre l'homme et la femme; de l'intégration de la femme à l'effort total de développement; de la reconnaissance de la contribution particulière de la femme à la paix

mondiale. C'est pourquoi le thème de l'année s'exprime ainsi: Égalité, développement, paix.

Les objectifs de l'année sont d'assurer l'avancement du statut de la femme par des actions et des programmes concrets à travers le monde de promouvoir l'égalité entre l'homme et la femme; de l'intégration de la femme à l'effort total de développement; de la reconnaissance de la contribution particulière de la femme à la paix

mondiale. C'est pourquoi le thème de l'année s'exprime ainsi: Égalité, développement, paix.

Les objectifs de l'année sont d'assurer l'avancement du statut de la femme par des actions et des programmes concrets à travers le monde de promouvoir l'égalité entre l'homme et la femme; de l'intégration de la femme à l'effort total de développement; de la reconnaissance de la contribution particulière de la femme à la paix

mondiale. C'est pourquoi le thème de l'année s'exprime ainsi: Égalité, développement, paix.

Les objectifs de l'année sont d'assurer l'avancement du statut de la femme par des actions et des programmes concrets à travers le monde de promouvoir l'égalité entre l'homme et la femme; de l'intégration de la femme à l'effort total de développement; de la reconnaissance de la contribution particulière de la femme à la paix

mondiale. C'est pourquoi le thème de l'année s'exprime ainsi: Égalité, développement, paix.

Les objectifs de l'année sont d'assurer l'avancement du statut de la femme par des actions et des programmes concrets à travers le monde de promouvoir l'égalité entre l'homme et la femme; de l'intégration de la femme à l'effort total de développement; de la reconnaissance de la contribution particulière de la femme à la paix

mondiale. C'est pourquoi le thème de l'année s'exprime ainsi: Égalité, développement, paix.

Les objectifs de l'année sont d'assurer l'avancement du statut de la femme par des actions et des programmes concrets à travers le monde de promouvoir l'égalité entre l'homme et la femme; de l'intégration de la femme à l'effort total de développement; de la reconnaissance de la contribution particulière de la femme à la paix

mondiale. C'est pourquoi le thème de l'année s'exprime ainsi: Égalité, développement, paix.

Les objectifs de l'année sont d'assurer l'avancement du statut de la femme par des actions et des programmes concrets à travers le monde de promouvoir l'égalité entre l'homme et la femme; de l'intégration de la femme à l'effort total de développement; de la reconnaissance de la contribution particulière de la femme à la paix

mondiale. C'est pourquoi le thème de l'année s'exprime ainsi: Égalité, développement, paix.

Les objectifs de l'année sont d'assurer l'avancement du statut de la femme par des actions et des programmes concrets à travers le monde de promouvoir l'égalité entre l'homme et la femme; de l'intégration de la femme à l'effort total de développement; de la reconnaissance de la contribution particulière de la femme à la paix

mondiale. C'est pourquoi le thème de l'année s'exprime ainsi: Égalité, développement, paix.

Les objectifs de l'année sont d'assurer l'avancement du statut de la femme par des actions et des programmes concrets à travers le monde de promouvoir l'égalité entre l'homme et la femme; de l'intégration de la femme à l'effort total de développement; de la reconnaissance de la contribution particulière de la femme à la paix

mondiale. C'est pourquoi le thème de l'année s'exprime ainsi: Égalité, développement, paix.

Les objectifs de l'année sont d'assurer l'avancement du statut de la femme par des actions et des programmes concrets à travers le monde de promouvoir l'égalité entre l'homme et la femme; de l'intégration de la femme à l'effort total de développement; de la reconnaissance de la contribution particulière de la femme à la paix

mondiale. C'est pourquoi le thème de l'année s'exprime ainsi: Égalité, développement, paix.

Les objectifs de l'année sont d'assurer l'avancement du statut de la femme par des actions et des programmes concrets à travers le monde de promouvoir l'égalité entre l'homme et la femme; de l'intégration de la femme à l'effort total de développement; de la reconnaissance de la contribution particulière de la femme à la paix

mondiale. C'est pourquoi le thème de l'année s'exprime ainsi: Égalité, développement, paix.

Les objectifs de l'année sont d'assurer l'avancement du statut de la femme par des actions et des programmes concrets à travers le monde de promouvoir l'égalité entre l'homme et la femme; de l'intégration de la femme à l'effort total de développement; de la reconnaissance de la contribution particulière de la femme à la paix

mondiale. C'est pourquoi le thème de l'année s'exprime ainsi: Égalité, développement, paix.

Les objectifs de l'année sont d'assurer l'avancement du statut de la femme par des actions et des programmes concrets à travers le monde de promouvoir l'égalité entre l'homme et la femme; de l'intégration de la femme à l'effort total de développement; de la reconnaissance de la contribution particulière de la femme à la paix

mondiale. C'est pourquoi le thème de l'année s'exprime ainsi: Égalité, développement, paix.

Les objectifs de l'année sont d'assurer l'avancement du statut de la femme par des actions et des programmes concrets à travers le monde de promouvoir l'égalité entre l'homme et la femme; de l'intégration de la femme à l'effort total de développement; de la reconnaissance de la contribution particulière de la femme à la paix

mondiale. C'est pourquoi le thème de l'année s'exprime ainsi: Égalité, développement, paix.

Les objectifs de l'année sont d'assurer l'avancement du statut de la femme par des actions et des programmes concrets à travers le monde de promouvoir l'égalité entre l'homme et la femme; de l'intégration de la femme à l'effort total de développement; de la reconnaissance de la contribution particulière de la femme à la paix

mondiale. C'est pourquoi le thème de l'année s'exprime ainsi: Égalité, développement, paix.

Les objectifs de l'année sont d'assurer l'avancement du statut de la femme par des actions et des programmes concrets à travers le monde de promouvoir l'égalité entre l'homme et la femme; de l'intégration de la femme à l'effort total de développement; de la reconnaissance de la contribution particulière de la femme à la paix

mondiale. C'est pourquoi le thème de l'année s'exprime ainsi: Égalité, développement, paix.

Les objectifs de l'année sont d'assurer l'avancement du statut de la femme par des actions et des programmes concrets à travers le monde de promouvoir l'égalité entre l'homme et la femme; de l'intégration de la femme à l'effort total de développement; de la reconnaissance de la contribution particulière de la femme à la paix

mondiale. C'est pourquoi le thème de l'année s'exprime ainsi: Égalité, développement, paix.

Les objectifs de l'année sont d'assurer l'avancement du statut de la femme par des actions et des programmes concrets à travers le monde de promouvoir l'égalité entre l'homme et la femme; de l'intégration de la femme à l'effort total de développement; de la reconnaissance de la contribution particulière de la femme à la paix

mondiale. C'est pourquoi le thème de l'année s'exprime ainsi: Égalité, développement, paix.

Les objectifs de l'année sont d'assurer l'avancement du statut de la femme par des actions et des programmes concrets à travers le monde de promouvoir l'égalité entre l'homme et la femme; de l'intégration de la femme à l'effort total de développement; de la reconnaissance de la contribution particulière de la femme à la paix

mondiale. C'est pourquoi le thème de l'année s'exprime ainsi: Égalité, développement, paix.

Les objectifs de l'année sont d'assurer l'avancement du statut de la femme par des actions et des programmes concrets à travers le monde de promouvoir l'égalité entre l'homme et la femme; de l'intégration de la femme à l'effort total de développement; de la reconnaissance de la contribution particulière de la femme à la paix

mondiale. C'est pourquoi le thème de l'année s'exprime ainsi: Égalité, développement, paix.

Les objectifs de l'année sont d'assurer l'avancement du statut de la femme par des actions et des programmes concrets à travers le monde de promouvoir l'égalité entre l'homme et la femme; de l'intégration de la femme à l'effort total de développement; de la reconnaissance de la contribution particulière de la femme à la paix

mondiale. C'est pourquoi le thème de l'année s'exprime ainsi: Égalité, développement, paix.

Les objectifs de l'année sont d'assurer l'avancement du statut de la femme par des actions et des programmes concrets à travers le monde de promouvoir l'égalité entre l'homme et la femme; de l'intégration de la femme à l'effort total de développement; de la reconnaissance de la contribution particulière de la femme à la paix

mondiale. C'est pourquoi le thème de l'année s'exprime ainsi: Égalité, développement, paix.

Les objectifs de l'année sont d'assurer l'avancement du statut de la femme par des actions et des programmes concrets à travers le monde de promouvoir l'égalité entre l'homme et la femme; de l'intégration de la femme à l'effort total de développement; de la reconnaissance de la contribution particulière de la femme à la paix

mondiale. C'est pourquoi le thème de l'année s'exprime ainsi: Égalité, développement, paix.

Les objectifs de l'année sont d'assurer l'avancement du statut de la femme par des actions et des programmes concrets à travers le monde de promouvoir l'égalité entre l'homme et la femme; de l'intégration de la femme à l'effort total de développement; de la reconnaissance de la contribution particulière de la femme à la paix

mondiale. C'est pourquoi le thème de l'année s'exprime ainsi: Égalité, développement, paix.

Les objectifs de l'année sont d'assurer l'avancement du statut de la femme par des actions et des programmes concrets à travers le monde de promouvoir l'égalité entre l'homme et la femme; de l'intégration de la femme à l'effort total de développement; de la reconnaissance de la contribution particulière de la femme à la paix

mondiale. C'est pourquoi le thème de l'année s'exprime ainsi: Égalité, développement, paix.

Les objectifs de l'année sont d'assurer l'avancement du statut de la femme par des actions et des programmes concrets à travers le monde de promouvoir l'égalité entre l'homme et la femme; de l'intégration de la femme à l'effort total de développement; de la reconnaissance de la contribution particulière de la femme à la paix

mondiale. C'est pourquoi le thème de l'année s'exprime ainsi: Égalité, développement, paix.

Les objectifs de l'année sont d'assurer l'avancement du statut de la femme par des actions et des programmes concrets à travers le monde de promouvoir l'égalité entre l'homme et la femme; de l'intégration de la femme à l'effort total de développement; de la reconnaissance de la contribution particulière de la femme à la paix

mondiale. C'est pourquoi le thème de l'année s'exprime ainsi: Égalité, développement, paix.

Les objectifs de l'année sont d'assurer l'avancement du statut de la femme par des actions et des programmes concrets à travers le monde de promouvoir l'égalité entre l'homme et la femme; de l'intégration de la femme à l'effort total de développement; de la reconnaissance de la contribution particulière de la femme à la paix

mondiale. C'est pourquoi le thème de l'année s'exprime ainsi: Égalité, développement, paix.

Les objectifs de l'année sont d'assurer l'avancement du statut de la femme par des actions et des programmes concrets à travers le monde de promouvoir l'égalité entre l'homme et la femme; de l'intégration de la femme à l'effort total de développement; de la reconnaissance de la contribution particulière de la femme à la paix

mondiale. C'est pourquoi le thème de l'année s'exprime ainsi: Égalité, développement, paix.

Les objectifs de l'année sont d'assurer l'avancement du statut de la femme par des actions et des programmes concrets à travers le monde de promouvoir l'égalité entre l'homme et la femme; de l'intégration de la femme à l'effort total de développement; de la reconnaissance de la contribution particulière de la femme à la paix

mondiale. C'est pourquoi le thème de l'année s'exprime ainsi: Égalité, développement, paix.

Les objectifs de l'année sont d'assurer l'avancement du statut de la femme par des actions et des programmes concrets à travers le monde de promouvoir l'égalité entre l'homme et la femme; de l'intégration de la femme à l'effort total de développement; de la reconnaissance de la contribution particulière de la femme à la paix

mondiale. C'est pourquoi le thème de l'année s'exprime ainsi: Égalité, développement, paix.

Les objectifs de l'année sont d'assurer l'avancement du statut de la femme par des actions et des programmes concrets à travers le monde de promouvoir l'égalité entre l'homme et la femme; de l'intégration de la femme à l'effort total de développement; de la reconnaissance de la contribution particulière de la femme à la paix

mondiale. C'est pourquoi le thème de l'année s'exprime ainsi: Égalité, développement, paix.

Les objectifs de l'année sont d'assurer l'avancement du statut de la femme par des actions et des programmes concrets à travers le monde de promouvoir l'égalité entre l'homme et la femme; de l'intégration de la femme à l'effort total de développement; de la reconnaissance de la contribution particulière de la femme à la paix

mondiale. C'est pourquoi le thème de l'année s'exprime ainsi: Égalité, développement, paix.

Les objectifs de l'année sont d'assurer l'avancement du statut de la femme par des actions et des programmes concrets à travers le monde de promouvoir l'égalité entre l'homme et la femme; de l'intégration de la femme à l'effort total de développement; de la reconnaissance de la contribution particulière de la femme à la paix

mondiale. C'est pourquoi le thème de l'année s'exprime ainsi: Égalité, développement, paix.

Les objectifs de l'année sont d'assurer l'avancement du statut de la femme par des actions et des programmes concrets à travers le monde de promouvoir l'égalité entre l'homme et la femme; de l'intégration de la femme à l'effort total de développement; de la reconnaissance de la contribution particulière de la femme à la paix

mondiale. C'est pourquoi le thème de l'année s'exprime ainsi: Égalité, développement, paix.

Les objectifs de l'année sont d'assurer l'avancement du statut de la femme par des actions et des programmes concrets à travers le monde de promouvoir l'égalité entre l'homme et la femme; de l'intégration de la femme à l'effort total de développement; de la reconnaissance de la contribution particulière de la femme à la paix

mondiale. C'est pourquoi le thème de l'année s'exprime ainsi: Égalité, développement, paix.

Les objectifs de l'année sont d'assurer l'avancement du statut de la femme par des actions et des programmes concrets à travers le monde de promouvoir l'égalité entre l'homme et la femme; de l'intégration de la femme à l'effort total de développement; de la reconnaissance de la contribution particulière de la femme à la paix

mondiale. C'est pourquoi le thème de l'année s'exprime ainsi: Égalité, développement, paix.

Les objectifs de l'année sont d'assurer l'avancement du statut de la femme par des actions et des programmes concrets à travers le monde de promouvoir l'égalité entre l'homme et la femme; de l'intégration de la femme à l'effort total de développement; de la reconnaissance de la contribution particulière de la femme à la paix

mondiale. C'est pourquoi le thème de l'année s'exprime ainsi: Égalité, développement, paix.

Les objectifs de l'année sont d'assurer l'avancement du statut de la femme par des actions et des programmes concrets à travers le monde de promouvoir l'égalité entre l'homme et la femme; de l'intégration de la femme à l'effort total de développement; de la reconnaissance de la contribution particulière de la femme à la paix

mondiale. C'est pourquoi le thème de l'année s'exprime ainsi: Égalité, développement, paix.

Les objectifs de l'année sont d'assurer l'avancement du statut de la femme par des actions et des programmes concrets à travers le monde de promouvoir l'égalité entre l'homme et la femme; de l'intégration de la femme à l'effort total de développement; de la reconnaissance de la contribution particulière de la femme à la paix

mondiale. C'est pourquoi le thème de l'année s'exprime ainsi: Égalité, développement, paix.

Les objectifs de l'année sont d'assurer l'avancement du statut de la femme par des actions et des programmes concrets à travers le monde de promouvoir l'égalité entre l'homme et la femme; de l'intégration de la femme à l'effort total de développement; de la reconnaissance de la contribution particulière de la femme à la paix

mondiale. C'est pourquoi le thème de l'année s'exprime ainsi: Égalité, développement, paix.

Les objectifs de l'année sont d'assurer l'avancement du statut de la femme par des actions et des programmes concrets à travers le monde de promouvoir l'égalité entre l'homme et la femme; de l'intégration de la femme à l'effort total de développement; de la reconnaissance de la contribution particulière de la femme à la paix

mondiale. C'est pourquoi le thème de l'année s'exprime ainsi: Égalité, développement, paix.

Les objectifs de l'année sont d'assurer l'avancement du statut de la femme par des actions et des programmes concrets à travers le monde de promouvoir l'égalité entre l'homme et la femme; de l'intégration de la femme à l'effort total de développement; de la reconnaissance de la contribution particulière de la femme à la paix

mondiale. C'est pourquoi le thème de l'année s'exprime ainsi: Égalité, développement, paix.

Les objectifs de l'année sont d'assurer l'avancement du statut de la femme par des actions et des programmes concrets à travers le monde de promouvoir l'égalité entre l'homme et la femme; de l'intégration de la femme à l'effort total de développement; de la reconnaissance de la contribution particulière de la femme à la paix

mondiale. C'est pourquoi le thème de l'année s'exprime ainsi: Égalité, développement, paix.

Les objectifs de l'année sont d'assurer l'avancement du statut de la femme par des actions et des programmes concrets à travers le monde de promouvoir l'égalité entre l'homme et la femme; de l'intégration de la femme à l'effort total de développement; de la reconnaissance de la contribution particulière de la femme à la paix

mondiale. C'est pourquoi le thème de l'année s'exprime ainsi: Égalité, développement, paix.

Les objectifs de l'année sont d'assurer l'avancement du statut de la femme par des actions et des programmes concrets à travers le monde de promouvoir l'égalité entre l'homme et la femme; de l'intégration de la femme à l'effort total de développement; de la reconnaissance de la contribution particulière de la femme à la paix

mondiale. C'est pourquoi le thème de l'année s'exprime ainsi: Égalité, développement, paix.

Les objectifs de l'année sont d'assurer l'avancement du statut de la femme par des actions et des programmes concrets à travers le monde de promouvoir l'égalité entre l'homme et la femme; de l'intégration de la femme à l'effort total de développement; de la reconnaissance de la contribution particulière de la femme à la paix

mondiale. C'est pourquoi le thème de l'année s'exprime ainsi: Égalité, développement, paix.

Les objectifs de l'année sont d'assurer l'avancement du statut de la femme par des actions et des programmes concrets à travers le monde de promouvoir l'égalité entre l'homme et la femme; de l'intégration de la femme à l'effort total de développement; de la reconnaissance de la contribution particulière de la femme à la paix

mondiale. C'est pourquoi le thème de l'année s'exprime ainsi: Égalité, développement, paix.

Les objectifs de l'année sont d'assurer l'avancement du statut de la femme par des actions et des programmes concrets à travers le monde de promouvoir l'égalité entre l'homme et la femme; de l'intégration de la femme à l'effort total de développement; de la reconnaissance de la contribution particulière de la femme à la paix

mondiale. C'est pourquoi le thème de l'année s'exprime ainsi: Égalité, développement, paix.

Les objectifs de l'année sont d'assurer l'avancement du statut de la femme par des actions et des programmes concrets à travers le monde de promouvoir l'égalité entre l'homme et la femme; de l'intégration de la femme à l'effort total de développement; de la reconnaissance de la contribution particulière de la femme à la paix

mondiale. C'est pourquoi le thème de l'année s'exprime ainsi: Égalité, développement, paix.

Les objectifs de l'année sont d'assurer l'avancement du statut de la femme par des actions et des programmes concrets à travers le monde de promouvoir l'égalité entre l'homme et la femme; de l'intégration de la femme à l'effort total de développement; de la reconnaissance de la contribution particulière de la femme à la paix

mondiale. C'est pourquoi le thème de l'année s'exprime ainsi: Égalité, développement, paix.

Les objectifs de l'année sont d'assurer l'avancement du statut de la femme par des actions et des programmes concrets à travers le monde de promouvoir l'égalité entre l'homme et la femme; de l'intégration de la femme à l'effort total de développement; de la reconnaissance de la contribution particulière de la femme à la paix

mondiale. C'est pourquoi le thème de l'année s'exprime ainsi: Égalité, développement, paix.

Les objectifs de l'année sont d'assurer l'avancement du statut de la femme par des actions et des programmes concrets à travers le monde de promouvoir l'égalité entre l'homme et la femme; de l'intégration de la femme à l'effort total de développement; de la reconnaissance de la contribution particulière de la femme à la paix

mondiale. C'est pourquoi le thème de l'année s'exprime ainsi: Égalité, développement, paix.

Les objectifs de l'année sont d'assurer l'avancement du statut de la femme par des actions et des programmes concrets à travers le monde de promouvoir l'égalité entre l'homme et la femme; de l'intégration de la femme à l'effort total de développement; de la reconnaissance de la contribution particulière de la femme à la paix

mondiale. C'est pourquoi le thème de l'année s'exprime ainsi: Égalité, développement, paix.

Les objectifs de l'année sont d'assurer l'avancement du statut de la femme par des actions et des programmes concrets à travers le monde de promouvoir l'égalité entre l'homme et la femme; de l'intégration de la femme à l'effort total de développement; de la reconnaissance de la contribution particulière de la femme à la paix

mondiale. C'est pourquoi le thème de l'année s'exprime ainsi: Égalité, développement, paix.

Les objectifs de l'année sont d'assurer l'avancement du statut de la femme par des actions et des programmes concrets à travers le monde de promouvoir l'égalité entre l'homme et la femme; de l'intégration de la femme à l'effort total de développement; de la reconnaissance de la contribution particulière de la femme à la paix

mondiale. C'est pourquoi le thème de l'année s'exprime ainsi: Égalité, développement, paix.

Les objectifs de l'année sont d'assurer l'avancement du statut de la femme par des actions et

in brief en bref

UNIVERSITY OF THE SOUTH
PACIFIC, Fiji temporary buildings.

UNIVERSITE DU SUD-PACIFIQUE
Locaux temporaires, îles Fidji.

FIJI

A \$5.5 million grant from CIDA is to be used to finance the building of a School of Natural Resources at the University of the South Pacific in Suva, Fiji. The CIDA grant is to cover the planning, design, construction, and equipping costs of the new building. The facilities to accommodate a full range of science courses is scheduled to be completed by 1980. Since the university opened in 1968, the School of Natural Resources has occupied temporary buildings many of which are unsuitable for science teaching. Existing Canadian programs at the University of the South Pacific provide 15 scholarships for three students to attend the university, funds for a fisheries officer training program that includes scholarships for an additional 15 students, and support for training programs of printing. The Canadian grant of \$5.5 million is the single largest contribution to the development of the University of the South Pacific.

SOUTH PACIFIC

Scholarships, advised by CIDA, will be supplied by Canada to support a fisheries training program for the South Pacific region. The program, involving a Canadian commitment of up to \$750,000 over five years will be carried out in cooperation with the University of South Pacific School of Natural Resources, the Fiji College of Agriculture, the Fiji Technical Institute, and the Fiji Division of Fisheries. CIDA funds will provide 15 scholarships for students from the South Pacific region, a training vessel and research equipment, and the services of several experts. The goal is to create a pool of competent teachers available to meet demands from an expanding commercial fishing industry, to extend protective government services, and to provide specialized help to local enterprises and fishermen.

HONDURAS

The emergency relief phase of Canadian aid to Honduras through CIDA has been concluded, and CIDA officials are starting to plan a long-range program of assistance in cooperation with Honduran officials, after most of the country was devastated by Hurricane Fifi in mid-September. Hundreds died, others lost their homes, and a \$100-million dollar banana crop was ruined. Before the hurricane struck, Canadian assistance to Honduras consisted mainly of marketing studies for agricultural products and hardwoods. Since then, the Canadian government, through UNICEF, which is administering the project, organized to help the city's overloaded health services. More than a million people have sought refuge in and around Phnom Penh to escape disturbances in other parts of the country.

KHMER REPUBLIC

Canada has contributed \$500,000 to provide medical supplies and powdered milk for distribution to people in Phnom Penh, capital of the Khmer Republic. The Canadian contribution, through CIDA to the United Nations Children's Fund (UNICEF), which is administering the project, organized to help the city's overloaded health services. More than a million people have sought refuge in and around Phnom Penh to escape disturbances in other parts of the country.

FIDJI

Une subvention de \$5.5 millions de l'ACDI assurera la construction d'un bâtiment qui logera les étudiants de l'école des sciences naturelles de l'Université du Sud-Pacifique à Suva, dans les îles Fidji. La subvention de l'ACDI servira à payer la planification, la réalisation des plans, la construction et l'équipement du nouvel immeuble qui devrait disposer de 1978. Le nouvel immeuble pourra accueillir l'ensemble complet des cours scientifiques offerts par l'Université. Depuis l'ouverture de l'Université en 1968, l'Ecole des richesses naturelles occupe des locaux temporaires, qui sont plus que démodés. L'enseignement des sciences, le Canada fournit à plus de 30 étudiants qui fréquentent l'Université, finance un programme de formation des officiers pour les navires de pêche, qui devrait encore 15 bateaux d'étude et appuie la formation dans le domaine de l'imprimerie.

La subvention canadienne est la plus importante qui ait été faite au développement de l'Université du Sud-Pacifique.

HONDURAS

Le Canada a complété la phase "secours d'urgence" de son programme d'aide à Honduras. Les deux derniers mois, les représentants de l'ACDI s'est rendu au Honduras en novembre pour discuter avec les autorités gouvernementales de la façon dont le Canada pourrait réorienter son aide vers un programme à plus long terme d'assistance à la reconstruction de ce pays dévasté par louragan Fifi le 18 septembre.

Des centaines de personnes sont mortes, un nombre incalculable de gens se sont retrouvés sans abri, et le résultat de l'ouragan qui a détruit plusieurs millions de dollars a été détruit. L'aide canadienne, avant ce désastre se résument essentiellement à deux études de santé de la capitale déjà surchargées. Plus de un million de personnes se sont réfugiées à Phnom Penh afin de fuir les révoltes qui règnent dans d'autres régions du pays.

FÉC

More than \$50 million in supplementary food and agricultural aid is being provided by Canada to help India cope with current food shortages. Canadian potash, originally destined for India, has been purchased by India through a \$10 million CIDA loan arranged in December. Canada also shipped about 135,000 metric tons of wheat last summer under a \$25 million grain export agreement. Measures to respond to the emergency resulting from the energy crisis, are among the measures taken to meet Canada's pledge of an extra \$100 million in assistance to the developing countries, last April at the Special Session of the UN General Assembly. In addition, rapeseed and rapeseed oil will be financed through a \$16.7 million grant.

Fertilizer and food aid for India

More than \$50 million in supplementary food and agricultural aid is being provided by Canada to help India cope with current food shortages. Canadian potash, originally destined for India, has been purchased by India through a \$10 million CIDA loan arranged in December. Canada also shipped about 135,000 metric tons of wheat last summer under a \$25 million grain export agreement. Measures to respond to the emergency resulting from the energy crisis, are among the measures taken to meet Canada's pledge of an extra \$100 million in assistance to the developing countries, last April at the Special Session of the UN General Assembly. In addition, rapeseed and rapeseed oil will be financed through a \$16.7 million grant.

A list of 16 mm. films, many of which relate to development, are available through the United Nations film distributor in Canada by writing to: Cinemedia Ltd., P.O. Box 332, Aigincourt, Ont. M1S 3B9. Phone (416) 292-1384.

PÊCHERIES

Le Canada fournit des bourses d'études, des conseils et de l'équipement à un programme de formation en pêcherie dans la région du Sud-Pacifique grâce à un engagement de \$750,000 répartis sur cinq ans. Le projet sera mis en coopération avec l'Ecole des richesses naturelles du Sud-Pacifique, le Collège de l'agriculture des îles Fidji, l'Institut technique Derrick, et le ministère des pêches de Fidji. Les fonds canadiens proviennent de l'ACDI, et sont destinés aux étudiants de la région, un navire-école, du matériel de recherche et les services de plusieurs experts. Le projet a pour but de former des travailleurs compétents pour la pêche commerciale, et de développer les capacités de production du gouvernement, l'industrie, de la pêche, et de fournir de l'aide spécialisée aux entreprises et aux pêcheurs locaux.

HONDURAS

Le Canada a complété la phase "secours d'urgence" de son programme d'aide à Honduras. Les deux derniers mois, les représentants de l'ACDI s'est rendu au Honduras en novembre pour discuter avec les autorités gouvernementales de la façon dont le Canada pourrait réorienter son aide vers un programme à plus long terme d'assistance à la reconstruction de ce pays dévasté par louragan Fifi le 18 septembre.

Des centaines de personnes sont mortes, un nombre incalculable de gens se sont retrouvés sans abri, et le résultat de l'ouragan qui a détruit plusieurs millions de dollars a été détruit. L'aide canadienne, avant ce désastre se résument essentiellement à deux études de santé de la capitale déjà surchargées. Plus de un million de personnes se sont réfugiées à Phnom Penh afin de fuir les révoltes qui règnent dans d'autres régions du pays.

RÉP. KHMÈRE

Le Canada a fourni \$500 000 de médicaments et de lait en poudre qui seront distribués aux habitants de Phnom Penh, capitale du Cambodge khmère. Les fonds ont été fournis par l'ACDI au Fonds International de secours à l'enfance (UNICEF) qui administre le projet destiné à soulager les services de santé de la capitale déjà surchargées. Plus de un million de personnes se sont réfugiées à Phnom Penh afin de fuir les révoltes qui règnent dans d'autres régions du pays.

contact 36

IS-45-1
UNIL. OF TORONTO
LIBRARY, SERIALS DEPT.
TORONTO, ONT.
M5S 1A8

Agence canadienne de
développement international
122, rue Bank
Ottawa, Canada K1A 0G4

3rd Troisième
ass classé
A 064
national
agency
a K1A OG4

Agence canadienne de
développement international
122, rue Bank
Ottawa, Canada K1A 0G4

Fertilizer and food aid for India

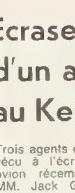
More than \$50 million in supplementary food and agricultural aid is being provided by Canada to help India cope with current food shortages. Canadian potash, originally destined for India, has been purchased by India through a \$10 million CIDA loan arranged in December. Canada also shipped about 135,000 metric tons of wheat last summer under a \$25 million grain export agreement. Measures to respond to the emergency resulting from the energy crisis, are among the measures taken to meet Canada's pledge of an extra \$100 million in assistance to the developing countries, last April at the Special Session of the UN General Assembly. In addition, rapeseed and rapeseed oil will be financed through a \$16.7 million grant.



Jack Godsell



Al Smith



Hunter McGill

Ecrasement d'un avion au Kenya

Trois agents de l'ACDI ont survécu à l'écrasement de leur avion récemment au Kenya. MM. Jack Godsell, directeur de la direction de l'Afrique du Commonwealth, Al Smith, deuxième secrétaire (développement), et Hunter McGill, chargé du commerce à Nairobi, étaient partis en mission de reconnaissance pour le projet de l'ACDI à Isiolo. MM. Godsell et Smith ont subi des blessures nécessitant une hospitalisation de plusieurs semaines à l'hôpital de Nairobi, alors que Mr. McGill a subi que des blessures superficielles et n'a pas été hospitalisé.

CIDA staff in Kenya air crash

Three CIDA officers survived a recent airplane crash in a remote part of Kenya. The three, Mr. Godsell, director of CIDA's Commonwealth Africa division, Al Smith, second secretary at the Canadian mission in Nairobi, and Hunter McGill, chargé du commerce à Nairobi, étaient partis en mission de reconnaissance pour le projet de l'ACDI à Isiolo. MM. Godsell et Smith ont subi des blessures nécessitant une hospitalisation de plusieurs semaines à l'hôpital de Nairobi, alors que Mr. McGill a subi que des blessures superficielles et n'a pas été hospitalisé.

Aide agricole à l'Inde

Le Canada fournit plus de \$50 millions d'aide agricole et alimentaire à l'Inde. Un prêt de \$10 millions, négocié en décembre, permettra d'acheter au Canada de la polasse dont l'Inde a besoin pour combler ses besoins en engrains. De plus deux subventions ont été accordées: l'une de \$16.7 millions supplémentaires à l'assistance aux pays les plus durement touchés par la crise de l'énergie

OVERSEAS OPENINGS

People are needed for the following positions in the field of overseas development:

BOTSWANA: Industrial Economist for Ministry of Commerce and Industry. Experience necessary in identification of potential small-scale industries.

GUYANA: Adviser to the general manager of Guyana Potash Ltd. (see below). Considerable experience necessary, English.

CAMEROON: Team leader, two professors of civil engineering, professor of mechanics, two economists, and air conditioning instructors, for Lycée de Bonabéri, French.

GABON: Educational Psychologist for teacher's college, French.

MALAWI: Legal advisor required by the Ministry of Justice. He must be a barrister and solicitor, and have considerable experience in law.

MINING ENGINEERS AND GEOLOGISTS: CIDA's roster of experienced mining engineers and geologists for overseas assignments is currently being developed. For those interested in being included on CIDA's roster, please contact the personnel listed above; for more information, write to: Human Resources Division, CIDA, 122 Bank St., Ottawa, Canada K1A 0G4.

On peut obtenir une liste de films 16mm dont beaucoup portent sur le développement, en s'adressant au distributeur des films de l'ONU au Canada Cinema Ltd., B.P. 332, Aigincourt, Ontario, M1S 3B9, (416) 292-1384.

CARRIERS À L'ÉTRANGER

Si vous désirez faire carrière dans le domaine du développement international pour le Ministère du Commerce et de l'Industrie. On exige une expérience dans l'identification des petites entités potentielles (anglais).

LA GUYANE: Un conseiller au directeur général de la section Guyane. Il doit posséder une expérience considérable dans ce domaine (anglais).

CAMEROUN: Un chef de travaux, deux professeurs de génie civil, un professeur de mécanique générale, 2 professeurs de réfrigération et climatisation pour le Lycée de Bonabéri (français).

GABON: Un psychopédagogue pour l'École normale supérieure (français).

TANZANIE: Un économiste du développement pour un projet d'apiculture. Un conseiller de l'administration intérieure qui a une expérience du développement rural sont de nets avantages (anglais).

INGENIERES MINIERS ET GEOLOGISTES: La liste d'ingénieries miniers et de géologues d'expérience de l'ACDI pour les postes suivants sont de nettes avantages (anglais).

MALAWI: rédacteur juridique: travailleur au bureau du Procureur général. Il doit posséder une expérience de loi, assister aux séances de l'Assemblée nationale et conseiller le gouvernement en matière juridique. Contrat de 2 ou 3 ans (anglais).

Pour plus de renseignements, écrire au Bureau des Ressources humaines, CIDA, 122, rue Bank, Ottawa, K1A 0G4.

contact 36

251

CIDA

ACDI

contact 37

Canadian International Development Agency

Agence canadienne de développement international

FEBRUARY/FEVRIER 1975

L'Equation de Rome et le Canada

"Nous ne pouvons trier les chances de vie ou de mort d'êtres humains en organisant un changement à l'alimentation. La survie d'êtres humains n'est pas un sujet statistiques. En réalité, la mort de chaque individu est une tragédie." Ainsi s'adresse Paul Gérin-Lajoie à l'Institut canadien des affaires internationales à Montréal, le 15 janvier. Dans son discours intitulé "L'équation de Rome", M. Gérin-Lajoie analyse la situation mondiale en regard des problèmes globaux de population, et présente les conclusions de l'Institut sur la crise de l'énergie. Dans son discours intitulé "L'équation de Rome", M. Gérin-Lajoie fait une analyse de la situation alimentaire mondiale actuelle en regard des problèmes globaux de population. Prétant à son compte les conclusions de l'Institut sur la crise de l'énergie, il dit: "C'est une illusion que de repérer sur l'inflation démographique l'insuffisance ou l'échec des politiques agricoles et alimentaires. C'est l'inverse: la surpopulation vient de la crise de l'énergie. Face à ce problème, il faut que nous ayons une population et une production suffisante pour répondre à la demande mondiale de nourriture et de produits agricoles. Mais l'opposition entre la population et la production est une illusion. La population mondiale croît et la production mondiale croît également. Face à ces problèmes, il avoue qu'il faut faire face à une équation difficile, celle de trouver l'équilibre entre la croissance de la population et la production agricole."

"Le concept de la coopération tripartite a été bien accueilli par le Kazakhstan et l'Iran," déclare le président de l'ACDI, M. Paul Gérin-Lajoie, au retour du voyage qu'il a effectué dans ces deux pays du 15 au 19 décembre dernier. Ce système de coopération permettrait de réaliser un partenariat dans le développement des pays du tiers-monde en conjoint avec les pays producteurs de fonds fournis par les pays producteurs de pétrole et l'assistance technique et économique assurée par le Canada. Au cours de sa visite au Kazakhstan, M. Gérin-Lajoie rencontrera le directeur-général du Fonds du Koweït, le président du Fonds Arab Fund for Economic and Social Development (AFESD) et autres officiels impliqués dans le développement et l'assistance internationale.

Le AFESD est une organisation régionale qui concorde des prêts aux pays membres de la Ligue arabe. La Tunisie, le Maroc, l'Algérie et la Mauritanie en sont parties. Le Fonds travaille (suite au verso)

CIDA studies new aid plan

The concept of tripartite cooperation has been well received by Kuwait and Iran, said CIDA President, Paul Gérin-Lajoie, on his return from a recent visit to those countries. The proposed tripartite cooperation would enable the financing support of some Middle East countries to work together in undertaking development projects of benefit to Third World countries. During his visit to the Middle East, he met with the prime minister of the Kuwait, the president of the Arab Fund for Economic and Social Development (AFESD) and other officials involved in international development and assistance programs.

AFESD is a regional organization which lends funds to Arab League members, including Tunisia, Morocco, Algeria and Mauritania. This fund supports projects which promote (suite au verso)

in brief

en bref

MALAGASY REPUBLIC

The Canadian Government, through CIDA, has authorized several long-term loans and grants to the Malagasy Republic to establish a school of civil aviation, and for hydroelectric and agriculture projects. The agreement followed an intensive study of the development needs and priorities of this island nation in the Indian Ocean off the south-east coast of Africa.

CIDA BUDGET:

**\$933 million
for 1975-1976**

International development expenditures are expected to reach \$933 million for fiscal year 1975-1976, an increase of 27 per cent. At current inflation rates, this will equal about 0.85 per cent of GNP. Information on Government spending plans for the new year, indicates that almost \$250 million of the allocation will be spent in a combination of bilateral and multilateral food aid. Bilateral programs will total \$570 million and multilateral \$302 million. Another \$31.7 million will go to support efforts by Canadian and international non-governmental organizations, and the International Development Research Centre will receive \$27 million. CIDA will spend an additional \$22.6 million, on administration, an amount equal to 2.4 per cent of total aid expenditure.



ANNUAL REVIEW
Copies of CIDA's Annual Review for 1973-1974 are now available. For copies of the 80-page illustrated booklet, write: Information Division, 122, rue Bank, Ottawa K1A 0G4.

You can obtain copies of the annual report of the CIDA, 1973-1974, at the Direction de l'information, 122, rue Bank, Ottawa. (80 pages, graphiques, photos, tableaux statistiques).

Women's Status

The Colombian Association for the Study of Population has received \$60,000 from the Canadian-funded International Development Research Centre (IDRC) for a two-year study on the status and role of the Colombian and Latin American women in a transitional society.

**Débat sur
l'ACDI aux
Communes**

(suite de la première page)

scrutinizing Canada's program of international cooperation and said he welcomed the fullest press scrutiny. He said some recent press criticism had been completely unfounded. It had been alleged that CIDA reports through its President to the Secretary of State for External Affairs led to secret negotiations between the two countries. Wagner suggested that CIDA should be responsible to a specific minister; he also proposed establishment of a national council for international cooperation which could provide regular advice to the Government on foreign aid policy. Mr. Wagner said Conservative questions about CIDA operations did not indicate antagonism towards CIDA but a concern that Canada is providing the most valuable help possible. Mr. MacEachen said Parliament had had ample opportunity to

scrutinize Canada's program of international cooperation and said he welcomed the fullest press scrutiny. He said some recent press criticism had been completely unfounded. It had been alleged that CIDA reports through its President to the Secretary of State for External Affairs led to secret negotiations between the two countries. Wagner suggested that CIDA should be responsible to a specific minister; he also proposed establishment of a national council for international cooperation which could provide regular advice to the Government on foreign aid policy. Mr. Wagner said Conservative questions about CIDA operations did not indicate antagonism towards CIDA but a concern that Canada is providing the most valuable help possible. Mr. MacEachen said Parliament had had ample opportunity to

scrutinize Canada's program of international cooperation and said he welcomed the fullest press scrutiny. He said some recent press criticism had been completely unfounded. It had been alleged that CIDA reports through its President to the Secretary of State for External Affairs led to secret negotiations between the two countries. Wagner suggested that CIDA should be responsible to a specific minister; he also proposed establishment of a national council for international cooperation which could provide regular advice to the Government on foreign aid policy. Mr. Wagner said Conservative questions about CIDA operations did not indicate antagonism towards CIDA but a concern that Canada is providing the most valuable help possible. Mr. MacEachen said Parliament had had ample opportunity to

contact

is produced by the Information Division, International Development Agency, under the authority of the Honorable Allan J. MacEachen, Secretary of State for External Affairs.

Editor:
Shereen Bannon,
Andrée Champagne,

Ottawa, March 1975

BUDGET DE L'ACDI:

\$933 millions

Les dépenses du programme de coopération au développement international du Canada devraient atteindre \$933 millions pour l'exercice 1975-1976, ce qui représente une augmentation de 27 pour cent. En termes d'inflation actuelle, cette somme équivaudrait à 0.85 pour cent de la GNP. Les informations sur les dépenses gouvernementales pour l'année prochaine indiquent que presque \$250 millions de l'allocation seront utilisés dans une combinaison de programmes bilatéraux et multilatéraux d'aide alimentaire. Les programmes bilatéraux dépasseront \$570 millions alors que le programme multilatéral disposerait de \$302 millions. Une somme de \$31.7 millions sera accordée pour appuyer les projets des organisations non gouvernementales canadiennes et internationales, alors que les pays producteurs tentent de fixer leurs propres prix pour les ressources primaires. Le budget d'administration de l'Agence sera de \$22.6 millions, soit 2.4 p. 100 des dépenses totales d'assistance.

**Brazilian
Archbishop
Addresses
Canadians**

Dom Helder Camara told his audience during a recent "Day of Development" at Ottawa University that rich countries consider perfectly normal, the absurdity that the price of primary resources from the poorer countries are unilaterally determined by the rich, industrialized nations. He added that while the producer countries attempt to set their own prices for primary resources, their actions are considered an affront to world peace. His address, entitled Freedom and Justice for All, condemned industrialized nations for continuing to oppress many Third World countries.

The Brazilian archbishop who has attained world-wide respect for his work on behalf of the poor, also decried the tendency of the capitalist bloc to crush the socialist bloc.

He compared the East-bloc authoritarian regimes with those of the West-bloc capitalists by saying that the difference between them was that the East-bloc suppressed its people through direct and brutal means, whereas the West-bloc maintains its stronghold on the poor nations through more civilized and subtle means.

Le débat fut suivi d'une motion de M. Claude Wagner (Saint-Hyacinthe) qui critiqua le rôle des affaires extérieures, qui soutenaient que les fonds doivent servir à renforcer les engagements faits par le Canada à la Conférence de l'alimentation à Rome, à fournir de l'aide aux populations les plus touchées par l'inflation, les coûts de l'énergie et la pénurie alimentaire.

Le débat fut suivi d'une motion de M. Claude Wagner (Saint-Hyacinthe) qui critiqua le rôle des affaires extérieures, qui soutenaient que les fonds doivent servir à renforcer les engagements faits par le Canada à la Conférence de l'alimentation à Rome, à fournir de l'aide aux populations les plus touchées par l'inflation, les coûts de l'énergie et la pénurie alimentaire.

Le débat fut suivi d'une motion de M. Claude Wagner (Saint-Hyacinthe) qui critiqua le rôle des affaires extérieures, qui soutenaient que les fonds doivent servir à renforcer les engagements faits par le Canada à la Conférence de l'alimentation à Rome, à fournir de l'aide aux populations les plus touchées par l'inflation, les coûts de l'énergie et la pénurie alimentaire.

Le débat fut suivi d'une motion de M. Claude Wagner (Saint-Hyacinthe) qui critiqua le rôle des affaires extérieures, qui soutenaient que les fonds doivent servir à renforcer les engagements faits par le Canada à la Conférence de l'alimentation à Rome, à fournir de l'aide aux populations les plus touchées par l'inflation, les coûts de l'énergie et la pénurie alimentaire.

Le débat fut suivi d'une motion de M. Claude Wagner (Saint-Hyacinthe) qui critiqua le rôle des affaires extérieures, qui soutenaient que les fonds doivent servir à renforcer les engagements faits par le Canada à la Conférence de l'alimentation à Rome, à fournir de l'aide aux populations les plus touchées par l'inflation, les coûts de l'énergie et la pénurie alimentaire.

CRDI: subvention

Le Centre de recherches pour le développement international a accordé une subvention de \$60 000, répartie sur deux ans, à l'Académie Colombienne para el estudio de la Población, à Bogota, pour étudier le statut et le rôle de la femme colombienne et latino-américaine vivant dans une société sans fondement.

During his stay in Ottawa, Archbishop Camara participated in "a day for development" at University of Ottawa, which included a panel discussion, an address by him, and a community meal. Throughout the day, Dom Helder mingled with participants.

(Photo: Fernando Yovera)

Dom Helder Camara

L'Archevêque du Brésil lance un appel aux Canadiens



He added that the astonishment of a challenge to their security was not only by those who addressed Dom Helder Camara at the university recently, but also by others. The superiority of the white race is challenged, because for centuries the whites have been convinced of their perpetual right to dominate the other races. Archbishop Camara says he has heard from the young of the world brought up in a consumer society, who he believes will discover that their societies' riches are paid for with the blood of those who provide the raw materials. He added that he has spoken with participants who take part in such groups as Ten Days for World Development, to spread the message of freedom and justice around the world. The great grand-nation of the blacks would not be able to constate that their inventiveness and complexity of imposition of superiority is greater, because it is the poor who pay the price.

Le plus grand étonnement des blancs ne serait-il pas celui de constater que leur inventivité et complexité de l'imposition de supériorité est égale, si ce n'est plus grande, que celle des autres races?

On donc se trouve l'espoir? Dom Helder le trouve d'une manière, cette jeunesse de la société, qui cherchent l'origine de sa richesse, découverte "le prix du sang payé par les pays producteurs de matières premières pour financer le haut niveau de vie des dénommées nations".

Il a également fait des observations sur les relations entre les deux blocs, le bloc Est et le bloc Ouest.

Le bloc Est a une meilleure position que le bloc Ouest.

Le bloc Est a une meilleure position que le bloc Ouest.

Le bloc Est a une meilleure position que le bloc Ouest.

Le plus grand étonnement des blancs ne serait-il pas celui de constater que leur inventivité et complexité de l'imposition de supériorité est égale, si ce n'est plus grande, que celle des autres races?

On donc se trouve l'espoir? Dom Helder le trouve d'une manière, cette jeunesse de la société, qui cherchent l'origine de sa richesse, découverte "le prix du sang payé par les pays producteurs de matières premières pour financer le haut niveau de vie des dénommées nations".

Il a également fait des observations sur les relations entre les deux blocs, le bloc Est et le bloc Ouest.

Le bloc Est a une meilleure position que le bloc Ouest.

Le bloc Est a une meilleure position que le bloc Ouest.

Le bloc Est a une meilleure position que le bloc Ouest.

Le plus grand étonnement des blancs ne serait-il pas celui de constater que leur inventivité et complexité de l'imposition de supériorité est égale, si ce n'est plus grande, que celle des autres races?

On donc se trouve l'espoir? Dom Helder le trouve d'une manière, cette jeunesse de la société, qui cherchent l'origine de sa richesse, découverte "le prix du sang payé par les pays producteurs de matières premières pour financer le haut niveau de vie des dénommées nations".

Il a également fait des observations sur les relations entre les deux blocs, le bloc Est et le bloc Ouest.

Le bloc Est a une meilleure position que le bloc Ouest.

Le bloc Est a une meilleure position que le bloc Ouest.

Le bloc Est a une meilleure position que le bloc Ouest.

Le bloc Est a une meilleure position que le bloc Ouest.

Le plus grand étonnement des blancs ne serait-il pas celui de constater que leur inventivité et complexité de l'imposition de supériorité est égale, si ce n'est plus grande, que celle des autres races?

On donc se trouve l'espoir? Dom Helder le trouve d'une manière, cette jeunesse de la société, qui cherchent l'origine de sa richesse, découverte "le prix du sang payé par les pays producteurs de matières premières pour financer le haut niveau de vie des dénommées nations".

Il a également fait des observations sur les relations entre les deux blocs, le bloc Est et le bloc Ouest.

Le bloc Est a une meilleure position que le bloc Ouest.

Le bloc Est a une meilleure position que le bloc Ouest.

Le bloc Est a une meilleure position que le bloc Ouest.

Le bloc Est a une meilleure position que le bloc Ouest.

Le plus grand étonnement des blancs ne serait-il pas celui de constater que leur inventivité et complexité de l'imposition de supériorité est égale, si ce n'est plus grande, que celle des autres races?

On donc se trouve l'espoir? Dom Helder le trouve d'une manière, cette jeunesse de la société, qui cherchent l'origine de sa richesse, découverte "le prix du sang payé par les pays producteurs de matières premières pour financer le haut niveau de vie des dénommées nations".

Il a également fait des observations sur les relations entre les deux blocs, le bloc Est et le bloc Ouest.

Le bloc Est a une meilleure position que le bloc Ouest.

Le bloc Est a une meilleure position que le bloc Ouest.

Le bloc Est a une meilleure position que le bloc Ouest.

Le bloc Est a une meilleure position que le bloc Ouest.

Le plus grand étonnement des blancs ne serait-il pas celui de constater que leur inventivité et complexité de l'imposition de supériorité est égale, si ce n'est plus grande, que celle des autres races?

On donc se trouve l'espoir? Dom Helder le trouve d'une manière, cette jeunesse de la société, qui cherchent l'origine de sa richesse, découverte "le prix du sang payé par les pays producteurs de matières premières pour financer le haut niveau de vie des dénommées nations".

Il a également fait des observations sur les relations entre les deux blocs, le bloc Est et le bloc Ouest.

Le bloc Est a une meilleure position que le bloc Ouest.

Le bloc Est a une meilleure position que le bloc Ouest.

Le bloc Est a une meilleure position que le bloc Ouest.

Le bloc Est a une meilleure position que le bloc Ouest.

Le plus grand étonnement des blancs ne serait-il pas celui de constater que leur inventivité et complexité de l'imposition de supériorité est égale, si ce n'est plus grande, que celle des autres races?

On donc se trouve l'espoir? Dom Helder le trouve d'une manière, cette jeunesse de la société, qui cherchent l'origine de sa richesse, découverte "le prix du sang payé par les pays producteurs de matières premières pour financer le haut niveau de vie des dénommées nations".

Il a également fait des observations sur les relations entre les deux blocs, le bloc Est et le bloc Ouest.

Le bloc Est a une meilleure position que le bloc Ouest.

Le bloc Est a une meilleure position que le bloc Ouest.

Le bloc Est a une meilleure position que le bloc Ouest.

Le bloc Est a une meilleure position que le bloc Ouest.

Le plus grand étonnement des blancs ne serait-il pas celui de constater que leur inventivité et complexité de l'imposition de supériorité est égale, si ce n'est plus grande, que celle des autres races?

On donc se trouve l'espoir? Dom Helder le trouve d'une manière, cette jeunesse de la société, qui cherchent l'origine de sa richesse, découverte "le prix du sang payé par les pays producteurs de matières premières pour financer le haut niveau de vie des dénommées nations".

Il a également fait des observations sur les relations entre les deux blocs, le bloc Est et le bloc Ouest.

Le bloc Est a une meilleure position que le bloc Ouest.

Le bloc Est a une meilleure position que le bloc Ouest.

Le bloc Est a une meilleure position que le bloc Ouest.

Le bloc Est a une meilleure position que le bloc Ouest.

Le plus grand étonnement des blancs ne serait-il pas celui de constater que leur inventivité et complexité de l'imposition de supériorité est égale, si ce n'est plus grande, que celle des autres races?

On donc se trouve l'espoir? Dom Helder le trouve d'une manière, cette jeunesse de la société, qui cherchent l'origine de sa richesse, découverte "le prix du sang payé par les pays producteurs de matières premières pour financer le haut niveau de vie des dénommées nations".

Il a également fait des observations sur les relations entre les deux blocs, le bloc Est et le bloc Ouest.

Le bloc Est a une meilleure position que le bloc Ouest.

Le bloc Est a une meilleure position que le bloc Ouest.

Le bloc Est a une meilleure position que le bloc Ouest.

Le bloc Est a une meilleure position que le bloc Ouest.

Le plus grand étonnement des blancs ne serait-il pas celui de constater que leur inventivité et complexité de l'imposition de supériorité est égale, si ce n'est plus grande, que celle des autres races?

On donc se trouve l'espoir? Dom Helder le trouve d'une manière, cette jeunesse de la société, qui cherchent l'origine de sa richesse, découverte "le prix du sang payé par les pays producteurs de matières premières pour financer le haut niveau de vie des dénommées nations".

Il a également fait des observations sur les relations entre les deux blocs, le bloc Est et le bloc Ouest.

Le bloc Est a une meilleure position que le bloc Ouest.

Le bloc Est a une meilleure position que le bloc Ouest.

Le bloc Est a une meilleure position que le bloc Ouest.

Le bloc Est a une meilleure position que le bloc Ouest.

Le plus grand étonnement des blancs ne serait-il pas celui de constater que leur inventivité et complexité de l'imposition de supériorité est égale, si ce n'est plus grande, que celle des autres races?

On donc se trouve l'espoir? Dom Helder le trouve d'une manière, cette jeunesse de la société, qui cherchent l'origine de sa richesse, découverte "le prix du sang payé par les pays producteurs de matières premières pour financer le haut niveau de vie des dénommées nations".

Il a également fait des observations sur les relations entre les deux blocs, le bloc Est et le bloc Ouest.

Le bloc Est a une meilleure position que le bloc Ouest.

Le bloc Est a une meilleure position que le bloc Ouest.

Le bloc Est a une meilleure position que le bloc Ouest.

Le bloc Est a une meilleure position que le bloc Ouest.

Le plus grand étonnement des blancs ne serait-il pas celui de constater que leur inventivité et complexité de l'imposition de supériorité est égale, si ce n'est plus grande, que celle des autres races?

On donc se trouve l'espoir? Dom Helder le trouve d'une manière, cette jeunesse de la société, qui cherchent l'origine de sa richesse, découverte "le prix du sang payé par les pays producteurs de matières premières pour financer le haut niveau de vie des dénommées nations".

Il a également fait des observations sur les relations entre les deux blocs, le bloc Est et le bloc Ouest.

Le bloc Est a une meilleure position que le bloc Ouest.

Le bloc Est a une meilleure position que le bloc Ouest.

Le bloc Est a une meilleure position que le bloc Ouest.

Le bloc Est a une meilleure position que le bloc Ouest.

Le plus grand étonnement des blancs ne serait-il pas celui de constater que leur inventivité et complexité de l'imposition de supériorité est égale, si ce n'est plus grande, que celle des autres races?

On donc se trouve l'espoir? Dom Helder le trouve d'une manière, cette jeunesse de la société, qui cherchent l'origine de sa richesse, découverte "le prix du sang payé par les pays producteurs de matières premières pour financer le haut niveau de vie des dénommées nations".

Il a également fait des observations sur les relations entre les deux blocs, le bloc Est et le bloc Ouest.

Le bloc Est a une meilleure position que le bloc Ouest.

Le bloc Est a une meilleure position que le bloc Ouest.

Le bloc Est a une meilleure position que le bloc Ouest.

Le bloc Est a une meilleure position que le bloc Ouest.

Le plus grand étonnement des blancs ne serait-il pas celui de constater que leur inventivité et complexité de l'imposition de supériorité est égale, si ce n'est plus grande, que celle des autres races?

On donc se trouve l'espoir? Dom Helder le trouve d'une manière, cette jeunesse de la société, qui cherchent l'origine de sa richesse, découverte "le prix du sang payé par les pays producteurs de matières premières pour financer le haut niveau de vie des dénommées nations".

Il a également fait des observations sur les relations entre les deux blocs, le bloc Est et le bloc Ouest.

Le bloc Est a une meilleure position que le bloc Ouest.

Le bloc Est a une meilleure position que le bloc Ouest.

Le bloc Est a une meilleure position que le bloc Ouest.

Le bloc Est a une meilleure position que le bloc Ouest.

Le plus grand étonnement des blancs ne serait-il pas celui de constater que leur inventivité et complexité de l'imposition de supériorité est égale, si ce n'est plus grande, que celle des autres races?

On donc se trouve l'espoir? Dom Helder le trouve d'une manière, cette jeunesse de la société, qui cherchent l'origine de sa richesse, découverte "le prix du sang payé par les pays producteurs de matières premières pour financer le haut niveau de vie des dénommées nations".

Il a également fait des observations sur les relations entre les deux blocs, le bloc Est et le bloc Ouest.

Le bloc Est a une meilleure position que le bloc Ouest.

Le bloc Est a une meilleure position que le bloc Ouest.

Le bloc Est a une meilleure position que le bloc Ouest.

Le bloc Est a une meilleure position que le bloc Ouest.

Le plus grand étonnement des blancs ne serait-il pas celui de constater que leur inventivité et complexité de l'imposition de supériorité est égale, si ce n'est plus grande, que celle des autres races?

On donc se trouve l'espoir? Dom Helder le trouve d'une manière, cette jeunesse de la société, qui cherchent l'origine de sa richesse, découverte "le prix du sang payé par les pays producteurs de matières premières pour financer le haut niveau de vie des dénommées nations".

Il a également fait des observations sur les relations entre les deux blocs, le bloc Est et le bloc Ouest.

Le bloc Est a une meilleure position que le bloc Ouest.

Le bloc Est a une meilleure position que le bloc Ouest.

Le bloc Est a une meilleure position que le bloc Ouest.

Le bloc Est a une meilleure position que le bloc Ouest.

Le plus grand étonnement des blancs ne serait-il pas celui de constater que leur inventivité et complexité de l'imposition de supériorité est égale, si ce n'est plus grande, que celle des autres races?

On donc se trouve l'espoir? Dom Helder le trouve d'une manière, cette jeunesse de la société, qui cherchent l'origine de sa richesse, découverte "le prix du sang payé par les pays producteurs de matières premières pour financer le haut niveau de vie des dénommées nations".

Il a également fait des observations sur les relations entre les deux blocs, le bloc Est et le bloc Ouest.

Le bloc Est a une meilleure position que le bloc Ouest.

Le bloc Est a une meilleure position que le bloc Ouest.

Le bloc Est a une meilleure position que le bloc Ouest.

Le bloc Est a une meilleure position que le bloc Ouest.

Le plus grand étonnement des blancs ne serait-il pas celui de constater que leur inventivité et complexité de l'imposition de supériorité est égale, si ce n'est plus grande, que celle des autres races?

On donc se trouve l'espoir? Dom Helder le trouve d'une manière, cette jeunesse de la société, qui cherchent l'origine de sa richesse, découverte "le prix du sang payé par les pays producteurs de matières premières pour financer le haut niveau de vie des dénommées nations".

Il a également fait des observations sur les relations entre les deux blocs, le bloc Est et le bloc Ouest.

Le bloc Est a une meilleure position que le bloc Ouest.

Le bloc Est a une meilleure position que le bloc Ouest.

Le bloc Est a une meilleure position que le bloc Ouest.

Le bloc Est a une meilleure position que le bloc Ouest.

Le plus grand étonnement des blancs ne serait-il pas celui de constater que leur inventivité et complexité de l'imposition de supériorité est égale, si ce n'est plus grande, que celle des autres races?

On donc se trouve l'espoir? Dom Helder le trouve d'une manière, cette jeunesse de la société, qui cherchent l'origine de sa richesse, découverte "le prix du sang payé par les pays producteurs de matières premières pour financer le haut niveau de vie des dénommées nations".

Il a également fait des observations sur les relations entre les deux blocs, le bloc Est et le bloc Ouest.

Le bloc Est a une meilleure position que le bloc Ouest.

Le bloc Est a une meilleure position que le bloc Ouest.

Le bloc Est a une meilleure position que le bloc Ouest.

Le bloc Est a une meilleure position que le bloc Ouest.

Le plus grand étonnement des blancs ne serait-il pas celui de constater que leur inventivité et complexité de l'imposition de supériorité est égale, si ce n'est plus grande, que celle des autres races?

On donc se trouve l'espoir? Dom Helder le trouve d'une manière, cette jeunesse de la société, qui cherchent l'origine de sa richesse, découverte "le prix du sang payé par les pays producteurs de matières premières pour financer le haut niveau de vie des dénommées nations".

Il a également fait des observations sur les relations entre les deux blocs, le bloc Est et le bloc Ouest.

Le bloc Est a une meilleure position que le bloc Ouest.

Le bloc Est a une meilleure position que le bloc Ouest.

Le bloc Est a une meilleure position que le bloc Ouest.

Le bloc Est a une meilleure position que le bloc Ouest.

Le plus grand étonnement des blancs ne serait-il pas celui de constater que leur inventivité et complexité de l'imposition de supériorité est égale, si ce n'est plus grande, que celle des autres races?

On donc se trouve l'espoir? Dom Helder le trouve d'une manière, cette jeunesse de la société, qui cherchent l'origine de sa richesse, découverte "le prix du sang payé par les

World Rice Production



World rice production declined by three million tons during 1974, according to the Food and Agriculture Organization estimates. They attribute the decline to unfavorable weather, particularly in the Far East, which produces two-thirds of the world's rice. However, the shortfall was concentrated in the importing countries, while exporting countries increased their production. The FAO Intergovernmental Group on Rice concludes that with world

Meeting

(from front page)
closely affected countries, has been fully committed to the provision of fertilizers and food aid.

The minister added that "We are deeply aware that measures of this kind are but the first steps on a long road. This conference is a further step down that road to improving the economic well-being of the developing countries." He also said: "To help meet demands of this magnitude we have been engaged in Canada in developing a new broad strategy for Canadian development assistance which is now in its final stages. It is intended to provide among other things, new guidelines which should result in a greater capacity to

Research

(from front page)
of foodstuffs throughout the world, with particular emphasis on the needs of low-income countries.

— to determine actions that could be taken or used to increase Canadian contributions to international organizations to alleviate constraints to food production and distribution through changes in policies and programs related to the produc-

contact

is produced by the Information Division, Communications Branch, Canadian International Development Agency under the authority of the Honourable Allan J. MacEachen, Secretary of State for External Affairs.

Editors:
Charleen Bannon,
André Champagne,

Ottawa, April 1975

and

Sharien Bannon.

André Champagne.

Ottawa, avril 1975

Production mondiale de riz

La production mondiale de riz a diminué de 3 millions de tonnes en 1974, selon l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Cette diminution serait due à la mauvaise température, surtout en Extrême-Orient où l'on prouve la plus grande partie de la production mondiale. Cette pénurie semble cependant avoir atteint surtout les pays importateurs alors que les nations exportatrices de riz augmentent leur rendement. Comme la qualité de riz que l'on peut exporter a augmenté et que les demandes en céréales se sont diversifiées, notamment en faveur du blé, l'équilibre entre l'offre et la demande dans le marché international du riz est meilleure en 1975 que durant les deux dernières années. On ne pourra cependant pas augmenter les réserves de riz de façon importante cette année.



Sean MacBride, United Nations Commissioner for Namibia and recipient of the Nobel Peace Prize, left, and the president, Dore Callemand, during a visit to Ottawa to discuss the programs of Canadian assistance to Namibia with officials.

MacEachen

(suite de la première page)

elles mesures ne constituent qu'un élément d'une solution. La présente Conférence marque une autre étape vers le relèvement du niveau de vie dans les pays en voie de développement.

— pour aider à combler ces immenses besoins, le Canada a entrepris et termine l'élaboration d'une nouvelle stratégie générale de l'aide au développement qui vise notamment à établir de nouvelles lignes directrices nous permettant de mieux répondre aux nouvelles priorités des bénéficiaires.

Cependant, a-t-il ajouté, "nos directives ne sont toutefois pas illimitées. Nous fabriquons relativement peu d'ins-

truments aratoires et pratiquement pas de tracteurs. Nous nous heurtons à la difficulté de recruter des professionnels de l'agriculture pour nos programmes d'aide au développement, malgré l'intensification de nos programmes de formation et de recrutement pour le travail à l'étranger."

"Nous sommes conscients, non seulement des limites de notre capacité de production alimentaire, mais aussi de l'utilité relative de notre expérience dans la recherche de solutions aux problèmes d'aménagement rural dans les pays en voie de développement. Nous cherchons donc, par la révision de notre stratégie d'aide internationale, à répondre plus adéquatement aux besoins de nos partenaires en matière de développement.

tion, trade, and distribution of food.

— to help familiarize individuals, governments, and organizations with the constraints and probable outcomes of alternative actions related to the problems of distributing, producing, and transporting foodstuffs.

The Institute is to be governed by a Board of Trustees drawn from developed and developing countries. Sir John Crawford of Australia is to be chair-

man. Nous sommes également conscient des limites de notre capacité de production alimentaire, mais aussi de l'utilité relative de notre expérience dans la recherche de solutions aux problèmes d'aménagement rural dans les pays en voie de développement. Nous cherchons donc, par la révision de notre stratégie d'aide internationale, à répondre plus adéquatement aux besoins de nos partenaires en matière de développement.

commerce et la distribution des produits alimentaires; en contribuer à familiariser les responsables, les gestionnaires et les gestionnaires sensibles à ces obstacles, avec leur présentation, les différentes voies possibles ainsi que les résultats probables des solutions proposées. L'institut sera gouverné par un conseil d'administration, comprenant des membres de pays développés et de pays en voie de développement. Sir John Crawford d'Australie a accepté d'en être le président.

Politiques

(suite de la première page)

particulièrement dans les pays à faible revenu; déterminer les actions que peuvent entreprendre ou influencer les gouvernements et les organisations internationales afin de réduire ces obstacles par le truchement d'une modification des politiques et des programmes portant sur la production, le

Electricity for Pakistan

Pakistan's massive rural electrification program is to benefit from Canadian assistance in the building of four plants to produce prestressed, precast concrete poles. The Government of Pakistan will contribute about \$1.6 million worth of local materials, engineering services and labor, while a CIDA grant of up to \$950,000 will finance Canadian engineering services, construction supervision, and capital equipment unavailable in Pakistan.

In thousand villages are to receive electricity each year under Pakistan's 1975-80 Five Year Plan, and many industrial and commercial firms outside major centres already await the coming of power lines.

Wooden poles are unavailable, while imported steel is expensive and subject to corrosion from the saline soil and air. Concrete poles offer large savings, particularly as the plants, which are labor-intensive and use appropriate technology, will be built at Lahore, Multan, Wah and Islamabad, near local supplies of cement and sand, and close to where the poles will be needed.

Successful experience with two earlier plants — built with Canadian help at Rohri for the Sindh power project and at Kotri for the Karachi power transmission line — will cut design and construction expenses and should make the new plants cost less, despite the general

rise of prices. Together, the six plants will form a network of interconnected lines and clusters of durable concrete poles, which Pakistan intends to use wherever possible in future efforts to bring electricity to people in rural areas.

Record loans for IDB

The Inter-American Development Bank has announced that it has authorized a record \$53 loan of a total of \$110.7 million during 1974, to foster the economic and social development of its member countries in Latin America.

The amount, equivalent to \$10.7 million, is the second phase of a hydroelectric project on the Uruguay River. The sectors which have benefited most from the bank's lending in the past year are electric power, agriculture, and transport and communications.

Also during 1974, the bank initiated moves to bring a group of non-regional nations into membership, which resulted in 13 nations indicating their intention of contributing \$755 million to the bank when their membership is ratified. These countries are: Argentina, Brazil, Chile, Costa Rica, Ecuador, El Salvador, Italy, Japan, Netherlands, Portugal, Spain, Switzerland, United Kingdom, and Yugoslavia. Canada has been a regional member since 1972.



These prestressed concrete poles will become a common sight in the countryside of Pakistan. Made from local material, they will be used in the Government's rural electrification program.

Ces poteaux en béton précontraint seront bientôt chose courante dans le paysage pakistanais. Fabriqués à partir de matériaux locaux, ils serviront à la réalisation du programme d'électrification rurale mis en place par le gouvernement.

Ces poteaux en béton précontraint sont bien choisis pour leur durabilité et leur coût. Les poteaux de béton entraîneront une économie considérable des usines, dont le coefficient de main d'œuvre utilise une technologie appropriée, et sont situées à proximité des réserves de ciment et de sable, et près des régions où les poteaux seront installés (Lahore, Multan, Wah, Nowshera).

Comme le Pakistan a déjà construit deux usines du genre avec l'aide du Canada, l'une à Rohri, pour le projet énergétique du Sindh, et l'autre à Kotri, pour la ligne hydroélectrique de la Jamaïque.

L'expérience acquise devrait réduire le coût total des nouveaux établissements. Le réseau des six usines permettra au Pakistan de fournir à bon compte les poteaux nécessaires au programme d'électrification national.

sur la rivière Uruguay. La BID a affecté des crédits surtout dans les secteurs de l'énergie électrique, de l'agriculture, des transports et des communications.

En 1974, la Banque a aussi initié des négociations pour faire admettre à la Banque des pays qui sont pas de la région à devenir membres. Treize pays ont répondu et ont indiqué qu'ils contribueraient \$755 millions aux fonds de la Banque, dès qu'il sera possible. Ces pays sont l'Autriche, la Belgique, le Danemark, l'Allemagne, Israël, l'Italie, le Japon, les Pays-Bas, le Portugal, l'Espagne, la Suisse, le Royaume Uni et la Yougoslavie. Le Canada est membre de la BID depuis 1972.

improve general levels of public health among Kabul's 500,000 people. By 1978, phase one will bring covered sewers to the oldest and most densely populated part of the city, and will create a reservoir to allow 24 hour day water supply. It is planned to be completed by 2005. The system will be constructed by Procter & Gamble International Limited of Toronto, selected earlier by WHO to create the master plan for the whole project. It is again being retained by the UN agency for the phase-one detailed design work.

Electrifier la campagne pakistanaise

Le Pakistan bénéficiera de l'aide du Canada pour construire une usine de fabrication de poteaux de béton préfabriqué et précontraint pour le programme d'électrification rurale du pays. Le gouvernement du Pakistan fourira \$1.6 million en matériaux locaux, services techniques et main-d'œuvre, alors qu'une subvention de l'ACDI pouvant aller jusqu'à \$950 000, couvrira les services canadiens d'ingénierie et de supervision de la construction, et l'acquisition de biens d'équipement.

Dans le cadre de son programme quinquennal (1975-1980), le Pakistan pourra électrifier un millier de villages par années, ainsi que de nombreuses sociétés industrielles et commerciales établies hors des grands centres. Comme le Pakistan ne produit pas de matériaux de bois, il que l'acier importé, qui coûte cher, est facilement corrodé par le sol et l'eau salins environnants, les poteaux de béton entraîneront une économie considérable des usines, dont le coefficient de main d'œuvre utilise une technologie appropriée, et sont situées à proximité des réserves de ciment et de sable, et près des régions où les poteaux seront installés (Lahore, Multan, Wah, Nowshera).

Successful experience with two earlier plants — built with Canadian help at Rohri for the Sindh power project and at Kotri for the Karachi power transmission line — will cut design and construction expenses and should make the new plants cost less, despite the general

rise of prices. Together, the six plants will form a network of interconnected lines and clusters of durable concrete poles, which Pakistan intends to use wherever possible in future efforts to bring electricity to people in rural areas.

Le CRDI a accordé trois subventions, totalling \$396 500 pour des études sur la condition sociale de la femme et les problèmes de démographie et de l'économie en Amérique latine. En 1975, on étudiera la situation des femmes vis-à-vis le travail, la loi, l'éducation et la santé. Les résultats serviront à orienter les politiques démographiques et les plans de développement.

Rapport annuel de la BID

Pour la première fois dans son histoire, le Comité exécutif du CRDI a accordé une subvention à une femme, Gail Greenlock.

Le CRDI Research a nommé une femme au sein de son conseil d'administration, Mme Dore Callemand, de la Jamaïque, à nommé directeur exécutif suppléant de la direction exécutive dominicaine, la Jamaïque, le Mexique et Panama. Mme Callemand détient un baccalauréat (1959) et une maîtrise (1961) en sciences économiques de l'Université de Toronto.

Le deuxième projet portera sur

des travaux de biologie générale et de contrôle de la fécondité. Ces projets viseront à améliorer la situation des femmes vis-à-vis le travail, la loi, l'éducation et la santé. Les résultats serviront à orienter les politiques démographiques et les plans de développement.

Le troisième projet couvrira l'impression des travaux d'un colloque sur l'urbanisation et la migration en Amérique latine tenu en 1973.

INTERNATIONAL WOMEN'S YEAR



ANNEE INTERNATIONALE DE LA FEMME

IWY Song by Montreal

The United Nations' musical theme for International Women's Year has been recorded by 30 year-old Montreal singer-composer Jacqueline Lemay who was born in Rouyn-Noranda, Quebec. The song, commissioned by the United Nations, is entitled Half the World. It was produced and recorded in Canada as a 45 single was subsidized by Quebec's Aid for Artistic and Literary Creations by Women (ACALF).

The third IDRC-supported project is to help scientists

conduct research in reproductive biology and the regulation of human fertility.

The project is to be supervised by an executive council of biomedical scientists from all regions of Latin America and is to be based in Bogota.

The fourth IDRC-supported project

is to help cover the cost of printing two volumes of papers dealing with migration and urbanization in Latin America.

The project, started in 1973 and a seminar attended by planners and scientists from all over Latin America who are concerned with the policies of migration, spatial distribution, and urbanization of the population and their effects on population policies.

The grants for these three projects total \$396,500.

CIDA-NGO Appointment

CIDA's Non-Governmental Organization Division now has a special liaison officer, Gail Greenlock, to help establish the relations between the Inter-American Development Bank, Dore Callemand, who has been named alternate executive director of the Bank for the Dominican Republic, Jamaica, Mexico, and Panama. She holds a B.A. degree in economics and an M.A. in economics from University of Toronto.

IDRC Research

Three research studies in Latin America on the status of women in society and on population and fertility are being supported by grants from the Canadian-funded International Development Cooperation program.

Mme Dore Callemand, de la Jamaïque, a été nommée directrice exécutive suppléante de la direction exécutive dominicaine, la Jamaïque, le Mexique et Panama. Mme Callemand détient un baccalauréat (1959) et une maîtrise (1961) en sciences économiques de l'Université de Toronto.

Le deuxième projet portera sur

des travaux de biologie générale et de contrôle de la fécondité. Ces projets viseront à améliorer la situation des femmes vis-à-vis le travail, la loi, l'éducation et la santé. Les résultats serviront à orienter les politiques démographiques et les plans de développement.

Eau pure pour Kaboul

Le Canada finira la conception du système d'eau pour Kaboul, capitale de l'Afghanistan.

Les 500 000 habitants de la capitale Afin de finir la première phase, en 1979, des égouts couverts auront été fournis au quartier le plus populeux et le plus vieux de Kaboul et un réservoir d'eau permanent aura été mis en place. Le système sera complété en 2005. La société Procter & Gamble International Limited de Toronto, sélectionnée plus tôt par l'OMS pour élaborer le master plan pour le projet de \$90 millions à venir, défraiera les coûts de cette première partie d'un projet de \$90 millions à trois composantes destiné à améliorer la santé des quel-

ques 500 000 habitants de la capitale Afin de finir la première phase, en 1979, des égouts couverts auront été fournis au quartier le plus populeux et le plus vieux de Kaboul et un réservoir d'eau permanent aura été mis en place. Le système sera complété en 2005. La société Procter & Gamble International Limited de Toronto, sélectionnée plus tôt par l'OMS pour élaborer le master plan pour le projet de \$90 millions à venir, défraiera les coûts de cette première partie d'un projet de \$90 millions à trois composantes destiné à améliorer la santé des quel-

ques 500 000 habitants de la capitale Afin de finir la première phase, en 1979, des égouts couverts auront été fournis au quartier le plus populeux et le plus vieux de Kaboul et un réservoir d'eau permanent aura été mis en place. Le système sera complété en 2005. La société Procter & Gamble International Limited de Toronto, sélectionnée plus tôt par l'OMS pour élaborer le master plan pour le projet de \$90 millions à venir, défraiera les coûts de cette première partie d'un projet de \$90 millions à trois composantes destiné à améliorer la santé des quel-

ques 500 000 habitants de la capitale Afin de finir la première phase, en 1979, des égouts couverts auront été fournis au quartier le plus populeux et le plus vieux de Kaboul et un réservoir d'eau permanent aura été mis en place. Le système sera complété en 2005. La société Procter & Gamble International Limited de Toronto, sélectionnée plus tôt par l'OMS pour élaborer le master plan pour le projet de \$90 millions à venir, défraiera les coûts de cette première partie d'un projet de \$90 millions à trois composantes destiné à améliorer la santé des quel-

ques 500 000 habitants de la capitale Afin de finir la première phase, en 1979, des égouts couverts auront été fournis au quartier le plus populeux et le plus vieux de Kaboul et un réservoir d'eau permanent aura été mis en place. Le système sera complété en 2005. La société Procter & Gamble International Limited de Toronto, sélectionnée plus tôt par l'OMS pour élaborer le master plan pour le projet de \$90 millions à venir, défraiera les coûts de cette première partie d'un projet de \$90 millions à trois composantes destiné à améliorer la santé des quel-

ques 500 000 habitants de la capitale Afin de finir la première phase, en 1979, des égouts couverts auront été fournis au quartier le plus populeux et le plus vieux de Kaboul et un réservoir d'eau permanent aura été mis en place. Le système sera complété en 2005. La société Procter & Gamble International Limited de Toronto, sélectionnée plus tôt par l'OMS pour élaborer le master plan pour le projet de \$90 millions à venir, défraiera les coûts de cette première partie d'un projet de \$90 millions à trois composantes destiné à améliorer la santé des quel-

ques 500 000 habitants de la capitale Afin de finir la première phase, en 1979, des égouts couverts auront été fournis au quartier le plus populeux et le plus vieux de Kaboul et un réservoir d'eau permanent aura été mis en place. Le système sera complété en 2005. La société Procter & Gamble International Limited de Toronto, sélectionnée plus tôt par l'OMS pour élaborer le master plan pour le projet de \$90 millions à venir, défraiera les coûts de cette première partie d'un projet de \$90 millions à trois composantes destiné à améliorer la santé des quel-

ques 500 000 habitants de la capitale Afin de finir la première phase, en 1979, des égouts couverts auront été fournis au quartier le plus populeux et le plus vieux de Kaboul et un réservoir d'eau permanent aura été mis en place. Le système sera complété en 2005. La société Procter & Gamble International Limited de Toronto, sélectionnée plus tôt par l'OMS pour élaborer le master plan pour le projet de \$90 millions à venir, défraiera les coûts de cette première partie d'un projet de \$90 millions à trois composantes destiné à améliorer la santé des quel-

ques 500 000 habitants de la capitale Afin de finir la première phase, en 1979, des égouts couverts auront été fournis au quartier le plus populeux et le plus vieux de Kaboul et un réservoir d'eau permanent aura été mis en place. Le système sera complété en 2005. La société Procter & Gamble International Limited de Toronto, sélectionnée plus tôt par l'OMS pour élaborer le master plan pour le projet de \$90 millions à venir, défraiera les coûts de cette première partie d'un projet de \$90 millions à trois composantes destiné à améliorer la santé des quel-

ques 500 000 habitants de la capitale Afin de finir la première phase, en 1979, des égouts couverts auront été fournis au quartier le plus populeux et le plus vieux de Kaboul et un réservoir d'eau permanent aura été mis en place. Le système sera complété en 2005. La société Procter & Gamble International Limited de Toronto, sélectionnée plus tôt par l'OMS pour élaborer le master plan pour le projet de \$90 millions à venir, défraiera les coûts de cette première partie d'un projet de \$90 millions à trois composantes destiné à améliorer la santé des quel-

ques 500 000 habitants de la capitale Afin de finir la première phase, en 1979, des égouts couverts auront été fournis au quartier le plus populeux et le plus vieux de Kaboul et un réservoir d'eau permanent aura été mis en place. Le système sera complété en 2005. La société Procter & Gamble International Limited de Toronto, sélectionnée plus tôt par l'OMS pour élaborer le master plan pour le projet de \$90 millions à venir, défraiera les coûts de cette première partie d'un projet de \$90 millions à trois composantes destiné à améliorer la santé des quel-

ques 500 000 habitants de la capitale Afin de finir la première phase, en 1979, des égouts couverts auront été fournis au quartier le plus populeux et le plus vieux de Kaboul et un réservoir d'eau permanent aura été mis en place. Le système sera complété en 2005. La société Procter & Gamble International Limited de Toronto, sélectionnée plus tôt par l'OMS pour élaborer le master plan pour le projet de \$90 millions à venir, défraiera les coûts de cette première partie d'un projet de \$90 millions à trois composantes destiné à améliorer la santé des quel-

ques 500 000 habitants de la capitale Afin de finir la première phase, en 1979, des égouts couverts auront été fournis au quartier le plus populeux et le plus vieux de Kaboul et un réservoir d'eau permanent aura été mis en place. Le système sera complété en 2005. La société Procter & Gamble International Limited de Toronto, sélectionnée plus tôt par l'OMS pour élaborer le master plan pour le projet de \$90 millions à venir, défraiera les coûts de cette première partie d'un projet de \$90 millions à trois composantes destiné à améliorer la santé des quel-

ques 500 000 habitants de la capitale Afin de finir la première phase, en 1979, des égouts couverts auront été fournis au quartier le plus populeux et le plus vieux de Kaboul et un réservoir d'eau permanent aura été mis en place. Le système sera complété en 2005. La société Procter & Gamble International Limited de Toronto, sélectionnée plus tôt par l'OMS pour élaborer le master plan pour le projet de \$90 millions à venir, défraiera les coûts de cette première partie d'un projet de \$90 millions à trois composantes destiné à améliorer la santé des quel-

ques 500 000 habitants de la capitale Afin de finir la première phase, en 1979, des égouts couverts auront été fournis au quartier le plus populeux et le plus vieux de Kaboul et un réservoir d'eau permanent aura été mis en place. Le système sera complété en 2005. La société Procter & Gamble International Limited de Toronto, sélectionnée plus tôt par l'OMS pour élaborer le master plan pour le projet de \$90 millions à venir, défraiera les coûts de cette première partie d'un projet de \$90 millions à trois composantes destiné à améliorer la santé des quel-

ques 500 000 habitants de la capitale Afin de finir la première phase, en 1979, des égouts couverts auront été fournis au quartier le plus populeux et le plus vieux de Kaboul et un réservoir d'eau permanent aura été mis en place. Le système sera complété en 2005. La société Procter & Gamble International Limited de Toronto, sélectionnée plus tôt par l'OMS pour élaborer le master plan pour le projet de \$90 millions à venir, défraiera les coûts de cette première partie d'un projet de \$90 millions à trois composantes destiné à améliorer la santé des quel-

ques 500 000 habitants de la capitale Afin de finir la première phase, en 1979, des égouts couverts auront été fournis au quartier le plus populeux et le plus vieux de Kaboul et un réservoir d'eau permanent aura été mis en place. Le système sera complété en 2005. La société Procter & Gamble International Limited de Toronto, sélectionnée plus tôt par l'OMS pour élaborer le master plan pour le projet de \$90 millions à venir, défraiera les coûts de cette première partie d'un projet de \$90 millions à trois composantes destiné à améliorer la santé des quel-

ques 500 000 habitants de la capitale Afin de finir la première phase, en 1979, des égouts couverts auront été fournis au quartier le plus populeux et le plus vieux de Kaboul et un réservoir d'eau permanent aura été mis en place. Le système sera complété en 2005. La société Procter & Gamble International Limited de Toronto, sélectionnée plus tôt par l'OMS pour élaborer le master plan pour le projet de \$90 millions à venir, défraiera les coûts de cette première partie d'un projet de \$90 millions à trois composantes destiné à améliorer la santé des quel-

ques 500 000 habitants de la capitale Afin de finir la première phase, en 1979, des égouts couverts auront été fournis au quartier le plus populeux et le plus vieux de Kaboul et un réservoir d'eau permanent aura été mis en place. Le système sera complété en 2005. La société Procter & Gamble International Limited de Toronto, sélectionnée plus tôt par l'OMS pour élaborer le master plan pour le projet de \$90 millions à venir, défraiera les coûts de cette première partie d'un projet de \$90 millions à trois composantes destiné à améliorer la santé des quel-

ques 500 000 habitants de la capitale Afin de finir la première phase, en 1979, des égouts couverts auront été fournis au quartier le plus populeux et le plus vieux de Kaboul et un réservoir d'eau permanent aura été mis en place. Le système sera complété en 2005. La société Procter & Gamble International Limited de Toronto, sélectionnée plus tôt par l'OMS pour élaborer le master plan pour le projet de \$90 millions à venir, défraiera les coûts de cette première partie d'un projet de \$90 millions à trois composantes destiné à améliorer la santé des quel-

ques 500 000 habitants de la capitale Afin de finir la première phase, en 1979, des égouts couverts auront été fournis au quartier le plus populeux et le plus vieux de Kaboul et un réservoir d'eau permanent aura été mis en place. Le système sera complété en 2005. La société Procter & Gamble International Limited de Toronto, sélectionnée plus tôt par l'OMS pour élaborer le master plan pour le projet de \$90 millions à venir, défraiera les coûts de cette première partie d'un projet de \$90 millions à trois composantes destiné à améliorer la santé des quel-

ques 500 000 habitants de la capitale Afin de finir la première phase, en 1979, des égouts couverts auront été fournis au quartier le plus populeux et le plus vieux de Kaboul et un réservoir d'eau permanent aura été mis en place. Le système sera complété en 2005. La société Procter & Gamble International Limited de Toronto, sélectionnée plus tôt par l'OMS pour élaborer le master plan pour le projet de \$90 millions à venir, défraiera les coûts de cette première partie d'un projet de \$90 millions à trois composantes destiné à améliorer la santé des quel-

ques 500 000 habitants de la capitale Afin de finir la première phase, en 1979, des égouts couverts auront été fournis au quartier le plus populeux et le plus vieux de Kaboul et un réservoir d'eau permanent aura été mis en place. Le système sera complété en 2005. La société Procter & Gamble International Limited de Toronto, sélectionnée plus tôt par l'OMS pour élaborer le master plan pour le projet de \$90 millions à venir, défraiera les coûts de cette première partie d'un projet de \$90 millions à trois composantes destiné à améliorer la santé des quel-

ques 500 000 habitants de la capitale Afin de finir la première phase, en 1979, des égouts couverts auront été fournis au quartier le plus populeux et le plus vieux de Kaboul et un réservoir d'eau permanent aura été mis en place. Le système sera complété en 2005. La société Procter & Gamble International Limited de Toronto, sélectionnée plus tôt par l'OMS pour élaborer le master plan pour le projet de \$90 millions à venir, défraiera les coûts de cette première partie d'un projet de \$90 millions à trois composantes destiné à améliorer la santé des quel-

ques 500 000 habitants de la capitale Afin de finir la première phase, en 1979, des égouts couverts auront été fournis au quartier le plus populeux et le plus vieux de Kaboul et un réservoir d'eau permanent aura été mis en place. Le système sera complété en 2005. La société Procter & Gamble International Limited de Toronto, sélectionnée plus tôt par l'OMS pour élaborer le master plan pour le projet de \$90 millions à venir, défraiera les coûts de cette première partie d'un projet de \$90 millions à trois composantes destiné à améliorer la santé des quel-

ques 500 000 habitants de la capitale Afin de finir la première phase, en 1979, des égouts couverts auront été fournis au quartier le plus populeux et le plus vieux de Kaboul et un réservoir d'eau permanent aura été mis en place. Le système sera complété en 2005. La société Procter & Gamble International Limited de Toronto, sélectionnée plus tôt par l'OMS pour élaborer le master plan pour le projet de \$90 millions à venir, défraiera les coûts de cette première partie d'un projet de \$90 millions à trois composantes destiné à améliorer la santé des quel-

ques 500 000 habitants de la capitale Afin de finir la première phase, en 1979, des égouts couverts auront été fournis au quartier le plus populeux et le plus vieux de Kaboul et un réservoir d'eau permanent aura été mis en place. Le système sera complété en 2005. La société Procter & Gamble International Limited de Toronto, sélectionnée plus tôt par l'OMS pour élaborer le master plan pour le projet de \$90 millions à venir, défraiera les coûts de cette première partie d'un projet de \$90 millions à trois composantes destiné à améliorer la santé des quel-

ques 500 000 habitants de la capitale Afin de finir la première phase, en 1979, des égouts couverts auront été fournis au quartier le plus populeux et le plus vieux de Kaboul et un réservoir d'eau permanent aura été mis en place. Le système sera complété en 2005. La société Procter & Gamble International Limited de Toronto, sélectionnée plus tôt par l'OMS pour élaborer le master plan pour le projet de \$90 millions à venir, défraiera les coûts de cette première partie d'un projet de \$90 millions à trois composantes destiné à améliorer la santé des quel-

ques 500 000 habitants de la capitale Afin de finir la première phase, en 1979, des égouts couverts auront été fournis au quartier le plus populeux et le plus vieux de Kaboul et un réservoir d'eau permanent aura été mis en place. Le système sera complété en 2005. La société Procter & Gamble International Limited de Toronto, sélectionnée plus tôt par l'OMS pour élaborer le master plan pour le projet de \$90 millions à venir, défraiera les coûts de cette première partie d'un projet de \$90 millions à trois composantes destiné à am

BANGLADESH

Canada must continue its generous food aid to Bangladesh and consider further contributions from Canadian citizens and other countries and institutions, CIDA's President, Paul Gérin-Lajoie, said in a report to the Secretary of State for External Affairs on mission he led to Bangladesh last March 19 to 21. In addition to continuing emergency food aid, Canada must support efforts by Bangladesh to increase food production, provide employment, and to launch programs in family planning, irrigation and flood control, he recommended. Despite the country's problems, Bengalis are struggling with courage and determination to build their country. Local committees are coming to life and emerging as true sites of national reconstruction", Mr. Gérin-Lajoie said. Critical problems that have arisen in food aid distribution, CIDA's President said the landless poor, most of whom are unemployed, receive "an extremely meagre share of the rationed food", although efforts are being made by Bangladesh to make the distribution system more equitable.

Increase
(from page 1)
Funds for the World Food Program are being increased from \$19.2 million to about \$94.5 million. Contributions of \$2 million earlier are being provided by UNICEF and the United Nations Relief and Works Agency.

A minimum of \$118.5 million in food aid will be distributed on a bilateral basis. The largest allocation, about \$56 million, will be made to India, followed with about \$29 million for Bangladesh. Other food aid contributions include \$7.6 million for the six Sahel countries (Mauritania, Senegal, Chad, Mali, Niger and Upper Volta), \$3.8 million for Ghana, \$2.9 million for Tanzania, \$1.9 million for Sri Lanka, \$1.9 million for Indochina, and \$500,000 for Indonesia.

There is also a bilateral reserve fund of \$15 million and an unallocated sum of \$38 million to permit CIDA to respond quickly to emergency situations.

Food

(from page 1)
Mr. MacEachen said that he would announce shortly a new set of guidelines that will govern CIDA's operations in the years 1975-80. Later he indicated that this could result in greater concentration of aid among developing countries and fewer countries receiving bilateral assistance.

Disbursements for the coming year will reach \$933 million. Bilateral aid will account for \$57.5 million or 61 per cent of the total, the multilateral share (see next page)

Priorités

(suite de la première page)

Les déboursés pour l'année qui viennent devraient atteindre \$933 millions, dont 61 p. 100 ou \$57.5 millions seront consacrés aux programmes bilatéraux. L'autre 39 p. 100 ou 560 millions programmes multilatéraux, le reste étant partagé entre le programme des organisations non gouvernementales, le Centre de recherche pour le développement international et d'autres organismes.

L'aide canadienne est de plus en plus dirigée vers les pays qui ont les plus grands besoins. Les pays les moins développés qui recevaient 4.5 p. 100 du budget bilatéral en 1970-1971, ont reçu l'an dernier 17 p. 100. En même temps, les déboursés aux pays dont le PNB par habitant est le plus élevé (\$75 ou plus) ont passé de 17 à 12 p.

100 (suite à la page 3)

contact

is produced by the Information Division, Communications Branch, Canadian International Development Agency, under the authority of the Minister responsible Allan J. MacEachen, Secretary of State for External Affairs.

Editors:
Marlana Holbrook
Andrée Champagne

Ottawa, May 1975



Allan J. MacEachen

International Women's Year

1975 Année Internationale de la Femme

Ceres medal for Mother Teresa

For her contributions to the world's poor people, Mother Teresa of Calcutta has been honoured by FAO. Last March the UN agency issued its latest Ceres medal, bearing a likeness of Mother Teresa.

Twenty-five years ago Mother Teresa founded the Missionary Sisters of Charity in Calcutta. The order now offers help to the hungry and poor from centers in 17 countries.

The Ceres medals are issued in recognition of the contributions of individuals who have contributed to agriculture and the FAO's *Fund for All* ideal. With this year designated International Women's Year by the UN, FAO is issuing more medals than in previous years.



The IWY symbol serves as an outline for a photographic mosaic of women of the developing and the developed world. The mosaic was made by CIDA for IWY. Graphic design: André Bergeron, ACDI

Photo: A. Bergeron, ACDI

Women's Lib reaches UN

NOW, the American's Women Liberation group, has been granted consultative status by the UN Economic and Social

Council. This will allow the group to attend UN meetings, submit written statements and be granted hearings.

\$20,000 for IWY Fund

Canada has contributed \$20,000 to the UN Voluntary Fund for International Women's Year. The CIDA funds will be used toward the participation of developing countries in the International Conference to be held in Mexico, June 19 to July 2.

Increase

(from page 2)

will be \$320.4 million (32 per cent) with balance being provided to assist non-governmental organizations, the International Development Research Centre, and other programs.

Also, Canadian assistance is increasing significantly to those countries in the greatest need. CIDA's disbursements to the 25 least developed countries has risen from 4.5 per cent of its bilateral budget in 1970-71 to 17 per cent last year.

At the same time, disbursements to developing countries in importance, received \$29 million.

Augmentation

(suite de la première page)

En augmentant substantiellement ses contributions aux agences multilatérales par plus du quadruple, le Canada effectue un mouvement important dans son programme d'aide alimentaire. Les déboursés d'aide multilatérale totaliseront \$98.5 millions cette année, comparativement à \$20.1 millions l'an passé.

Les fonds alloués au Programme alimentaire mondial passeront de \$19.2 millions à \$94.5, l'UNICEF et l'UNRWA recevront \$2 millions chacun.

Un minimum de \$118.5 millions en aide alimentaire sera distribué aux voies bilatérales. La plus grosse part, \$56 millions, le sera à l'Inde. Le Bangladesh, deuxième récipiendaire en importance, recevra \$29 millions.

Les autres contributions d'aide alimentaire incluent des som-

(suite à la page 3)

Mère Teresa, de Calcutta, fondatrice de la femme, NOW, est venu accorder un statut consultatif pour le Conseil économique et social de l'ONU. Ce statut lui donne le droit d'assister aux sessions de l'ONU, de soumettre des mémoires et de se faire entendre.

Augmentation

(suite de la page 2)

mes de \$7.6 millions pour les six pays du Sahel (Mauritanie, Sénégal, Tchad, Mali, Niger et Haïti), \$3.2 millions pour le Ghana, \$2.2 millions pour la Tanzanie, \$1.9 million pour la Sri Lanka, \$2 millions pour l'Indochine et \$500 000 pour le Honduras.

Les fonds bilatéraux comportent aussi une réserve de \$15 millions et une somme de \$38 millions non allouée, de façon à permettre à l'ACDI de répondre rapidement aux situations d'urgence.

(suite à la page 3)

action

A new tabloid-size newspaper entitled ACTION which will contain articles of interest to Canadian non-governmental organizations involved in development, will soon be available from CIDA. To obtain copies, write: Information Division, Communications Branch, Canadian International Development Agency, 122 Bank St., Ottawa K1A 0G4.

culture, L'ordre fondé par Mère Teresa en 1950 combat aujourd'hui la pauvreté et la malnutrition dans 17 pays

Le Canada à Mexico

Le Canada a versé \$20 000 au Fonds de contributions volontaires des Nations unies pour l'Année internationale de la femme. L'apport canadien, fourni par l'ACDI, servira à faciliter la participation des pays en voie de développement à la conférence mondiale qui se tiendra à Mexico, du 19 au 21 juillet.

La délégation canadienne à cette Conférence sera dirigée par le député Coline Campbell, secrétaire parlementaire de M. Marc Lalonde. Elle comprendra quatre hauts fonctionnaires fédéraux, trois représentants provinciaux et un membre du Conseil consultatif de la situation de la femme.

NOW admis à l'ECOSOC

Mère Teresa, de Calcutta, fondatrice de la femme, NOW, est venu accorder un statut consultatif pour le Conseil économique et social de l'ONU. Ce statut lui donne le droit d'assister aux sessions de l'ONU, de soumettre des mémoires et de se faire entendre.

action

(suite de la page 2)

mes de \$7.6 millions pour les six pays du Sahel (Mauritanie, Sénégal, Tchad, Mali, Niger et Haïti), \$3.2 millions pour le Ghana, \$2.2 millions pour la Tanzanie, \$1.9 million pour la Sri Lanka, \$2 millions pour l'Indochine et \$500 000 pour le Honduras.

Relief program for refugees

The first phase of Canada's relief program for Indochina now totals \$6.75 million. It includes a contribution of \$500,000 to be channeled through Canadian voluntary agencies and a \$25 million grant to international organizations helping refugees displaced by the current emergency.

CIDA will provide \$500,000 in grants to support activities of three Canadian voluntary agencies, the Canadian Churches, the Canadian Women's Fund, and OXFAM.

The \$25 million will be disbursed as follows. A food aid contribution totalling \$2.5 million will be used for the purchase and distribution of more than 700 metric tons of powdered skim milk and 1200 metric tons of canned fish by international organizations, including the International Red Cross, the Society of Friends and Cambodia. A cash grant of \$1.5 million will be made to the Special Fund administered by Sir Robert Jackson, recently appointed by the Secretary General of the United Nations High Commissioner for Refugees. An additional \$500,000 will be used to pro-



Le Canada a annoncé la première phase de son programme de secours aux réfugiés de l'Indochine. Photo: UNICEF World Photo.

Devant le Comité

Le Canada augmentera son apport aux pays du tiers-monde. Témoin devant le Comité permanent des Affaires extérieures et de la Défense de la Chambre des Communes, le député Coline Campbell, a déclaré qu'il souhaitait voir le Canada encourager les autres pays dans cette voie. M. Gérin-Lajoie s'est présenté le 18 avril devant le Comité réuni pour étudier les prévisions budgétaires de l'ACDI.

Les \$25 millions de secours d'urgence seront distribués comme suit: Une somme de \$2.5 millions servira à l'achat et au transport de plus de 700 tonnes métriques de lait écrémé en poudre et 1 200 tonnes métriques de poisson en conserve pour les missions internationales, dont la Croix-Rouge internationale. Une subvention de \$1.5 million en espèces sera faite au Fonds spécial administré par Sir Robert Jackson, nommé récemment par le Secrétaire général des Nations unies pour coordonner les efforts de secours d'urgence des Nations unies en Indochine. Une somme additionnelle de \$1 million sera utilisée pour défrayer le coût du transport aérien à partir du Canada des marchandises essentielles achetées au Canada et qui distribueront les organismes des Nations unies et la Croix-Rouge internationale.

Le reste de \$1.75 million a été contribué pour soutenir le programme d'urgence de l'UNICEF. M. Gérin-Lajoie a également demandé que l'ACDI encourage les autres pays dans cette voie. M. Gérin-Lajoie s'est présenté le 18 avril devant le Comité réuni pour étudier les prévisions budgétaires de l'ACDI.

M. Gérin-Lajoie a fait savoir par ailleurs que M. Roland Poirier, son adjoint adjoint pour la culture affecté aux questions économiques, avait été nommé vice-président aux Conseillers spéciaux de l'ACDI. M. Poirier aura pour tâche de coordonner les activités de l'agence dans les domaines de l'alimentation et de l'agriculture, domaines dont l'importance grandit considérablement.

Le somme restante de \$1.75 million a été donnée au Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), au Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés et au programme d'Indochine Operations Group de la Croix-Rouge internationale pour appuyer leurs programmes de secours.

Le nouveau Comité permanent de l'Université inauguré

The new United Nations University must insist on high standards if it is to attract the support of the world's leading scholars, scientists and thinkers, Dr. James M. Hester, rector-designate of the university, said in Tokyo on April 18, while it was con-

cerning CIDA estimates.

Canada, unlike many other countries, is increasing its assistance to the Third World. CIDA President Paul Gérin-Lajoie told the House of Commons Committee on External Affairs and Trade that he hoped that he could bring Canada to persuade other nations to do the same. Mr. Gérin-Lajoie appeared before the Committee on April 18, while it was con-

cerning CIDA estimates.

Aide aux réfugiés

La première phase du programme canadien de secours d'urgence pour l'Indochine s'est élevée à 6.75 millions. Cette somme comprend une subvention de \$500 000 qui sera distribuée par des organisations non gouvernementales canadiennes et \$25 000 à des organisations internationales d'assistance aux réfugiés et aux personnes déplacées par les événements actuels.

L'ACDI versera \$500 000 en subventions à trois organisations non gouvernementales canadiennes, les églises canadiennes, le Canadian Women's Fund et OXFAM.

Le Canada a annoncé la première phase de son programme de secours aux réfugiés de l'Indochine. Photo: UNICEF World Photo.

Committee examines CIDA

Le Canada augmentera son apport aux pays du tiers-monde. Témoin devant le Comité permanent des Affaires extérieures et de la Défense de la Chambre des Communes, le député Coline Campbell, a déclaré qu'il souhaitait voir le Canada encourager les autres pays dans cette voie. M. Gérin-Lajoie s'est présenté le 18 avril devant le Comité réuni pour étudier les prévisions budgétaires de l'ACDI.

M. Gérin-Lajoie a fait savoir par ailleurs que M. Roland Poirier, son adjoint adjoint pour la culture affecté aux questions économiques, avait été nommé vice-président aux Conseillers spéciaux de l'ACDI. M. Poirier aura pour tâche de coordonner les activités de l'agence dans les domaines de l'alimentation et de l'agriculture, domaines dont l'importance grandit considérablement.

Le somme restante de \$1.75 million a été donnée au Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), au Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés et au programme d'Indochine Operations Group de la Croix-Rouge internationale pour appuyer leurs programmes de secours.

UN University inaugurated

The new United Nations University must insist on high standards if it is to attract the support of the world's leading scholars, scientists and thinkers, Dr. James M. Hester, rector-designate of the university, said in Tokyo on January 20.

Earlier in the day, Japan's Prime Minister, Miki Takeo, had officially inaugurated the founding of the university when he addressed the fourth session of the University Council. With its headquarters in Tokyo, the university will be a worldwide network of scholars, research and training centres. Financed entirely by voluntary contributions from government and non-government sources, the university is expected to be fully operational by December 1976.

Contributions and "Empty Plate" pledges should be mailed to CARE WORLD HUNGER FUND, 63 Sparks St., Ottawa, K1P 5A6.

CARE

Through its "Empty Plate" campaign, CARE Canada is asking Canadians to skip or reduce one meal for the rest of the year and send the dollars saved to CARE's World Hunger Fund.

In anticipation of a heavy public response to its campaign, CARE is making an initial purchase of eight million pounds of wheat, beans and other foods for immediate shipment to areas desperately in need of food.

Contributions and "Empty Plate" pledges should be mailed to CARE WORLD HUNGER FUND, 63 Sparks St., Ottawa, K1P 5A6.

ONU: Université

L'université des Nations unies à Tokyo a été inaugurée officiellement à Tokyo le 20 janvier par le premier ministre du Japon, M. Miki Takeo, en présence du recteur désigné, M. James M. Hester. Dr. James M. Hester, le futur recteur recommandé par le Comité permanent des Affaires extérieures et de la Défense de la Chambre des Communes, a été nommé récemment par le Secrétaire général des Nations unies pour coordonner les efforts de secours d'urgence des Nations unies en Indochine. M. Hester a fait une recommandation sur l'avenir du programme de l'Université et a rappelé qu'il devait être un antidote à l'exode des cerveaux en encourageant les scientifiques et les penseurs à venir au Japon pour développer l'Université. Le siège est à Tokyo, une ville qui, avec ses 10 millions d'habitants, est l'une des plus grandes villes du monde. L'Université, dont le siège est à Tokyo, est une université mondiale de centres de recherche et de formation et sera financée par des contributions volontaires de sources gouvernementales et non gouvernementales.

in brief

en bref

COMMUNICATIONS



Canada will shortly sign agreements with five West African countries for the establishment of part of the Pan-African Telecommunications Network. The countries concerned are: Dahomey, Upper Volta, Mali, Niger and Senegal. The agreements involve a grant of \$4.5 million and loans of \$22.43 million furnished by CIDA. The loans will be allocated as follows: Mali \$6.72 million, Dahomey \$5.04 million, Niger \$4.08 million, Senegal \$3.84 million and Upper-Volta \$2.75 million.

The regional project consists of the construction of two sections of the network. The first will join Koudougou, Senegal to Bobo-Dioulasso in Upper-Volta, via Bamako, Mali; the second will join Kouepa, Upper-Volta to Bobon, Dahomey, via Niamey, Niger. It also includes the construction of a central or international telephone exchange in Bamako, Mali, Niamey, Niger and Colono, Dahomey.

POWER FOR BANGLADESH

The Salidpur diesel generating station in northern Bangladesh was officially commissioned March 28, marking another step in the Canadian-assisted rehabilitation of the country's power system. The station, an integral part of the program to restore and expand power facilities in Bangladesh, will have a direct impact on irrigation and industrial development by supplementing and making more reliable the supply of power for a nearby tubewell irrigation project.

The aim of the project is to shore up housing and employment problems which have plagued the community level, involving villagers in self-help and multi-help programs. Through the initial provision of partially-built units, basic accommodation can be offered for low-income householders.

TANZANIE

Le Canada a accordé un prêt de \$2 millions à la Banque d'investissements de la Tanzanie. Les fonds seront utilisés pour aider à améliorer la production de céréales dans le pays. L'aide canadienne accordée à la Banque, il y a trois ans, a permis la fourniture de l'équipement, des services de génie et l'assistance technique nécessaires à la réalisation de ce projet.

Les travaux de la centrale, un

des nombreux chantiers ouverts grâce à des crédits consentis par la Société pour l'expansion des exportations, avaient été interrompus par la guerre civile de 1970 et ont pu être terminés l'an dernier.

ECOSOC

M.R.S. Bhatt of India was elected chairman of the newly-formed UN Commission on Transnational Corporations at its first session held from March 17 to 28 in New York. During a two-week session, the 48-member commission will conduct a intensive work program for itself and the Information and Research Centre on a wide range of topics dealing with transnational corporations.

WORLD BANK TO SUPPORT HOUSING PROJECT

The World Bank and its affiliate, the International Development Association are supporting a project in El Salvador which could serve as a model for similar efforts to improve housing conditions and stimulate employment in the Central American country.

COMMUNICATIONS

Le Canada signera sous peu une entente avec cinq pays d'Afrique de l'Ouest pour la réalisation d'une partie du réseau panafrique de télécommunications. Les pays concernés sont le Dahomey, le Upper-Volta, le Mali, le Niger et le Sénégal. Les ententes porteront sur une subvention de 4 500 000 dollars et des prêts totaux de 22 430 000 dollars fournis par CIDA. Le Mali sera enlevé à \$6.720 000, le Dahomey \$5 040 000, le Niger, \$4 080 000, le Sénégal, \$3 840 000 et la Haute-Volta, \$2 75 000.

Le réseau panafrique de télécommunications aidera à faciliter la coopération entre les pays d'Afrique.

ELECTRICITÉ

La centrale thermique à diesel de Saidpur, dans le nord du Bangla-Desh, a été inaugurée le 28 mars, marquant ainsi une nouvelle étape de la remise en état du réseau d'électricité du pays.

La centrale, qui fait partie intégrante du programme de restauration et de développement du secteur de l'énergie, a été mise en service à la demande de l'Etat bangladaise.

Le but du projet est de résoudre les problèmes que le pays connaît dans le secteur de l'énergie. Les fonds seront utilisés pour aider à améliorer la production de céréales dans le pays. L'aide canadienne accordée à la Banque, il y a trois ans, a permis la fourniture de l'équipement, des services de génie et l'assistance technique nécessaires à la réalisation de ce projet.

Cassava starch coproduct provides more than half the calorie intake of between 200 and 300 million people in tropical regions of Latin America, Africa and Asia. It is also grown to provide starch for industry, and is processed in the form of chips and pellets for animal feed.

EL SALVADOR

Le Canada a récemment approuvé un prêt de \$2 million pour la Tanzanie Investment Bank. Ces fonds seront utilisés pour soutenir les efforts de l'Etat pour l'expansion des exportations, avaient été interrompus par la guerre civile de 1970 et ont pu être terminés l'an dernier.

Le projet est évalué au total à \$15,5 millions. \$2,5 millions seront fournis par la Banque, \$6 millions, par l'IDA, et le reste, par le gouvernement de El Salvador. Le programme prévoit la construction d'infrastructures pour les 7 000 unités, de certains services communautaires (écoles, centres de santé) et pour les matériaux de construction, des prés pour la petite industrie et de l'assistance technique.

Le projet est évalué au total à \$15,5 millions. \$2,5 millions seront fournis par la Banque, \$6 millions, par l'IDA, et le reste,

par le gouvernement de El Salvador. Le programme prévoit la construction d'infrastructures pour les 7 000 unités, de certains services communautaires (écoles, centres de santé) et pour les matériaux de construction, des prés pour la petite industrie et de l'assistance technique.

Le projet est évalué au total à \$15,5 millions. \$2,5 millions seront fournis par la Banque, \$6 millions, par l'IDA, et le reste,

people

Dr. C. Ian Jackson of Ottawa was recently appointed acting Executive Director of the Canadian Participation Secretariat for Habitat: United Nations Conference on Human Settlements. The IDRC-assisted projects are linked to the efforts of CIAT.

The UN conference, which will be held in Vancouver in June of 1976, will bring together experts from 135 countries to give immediate attention to the worldwide problems of human settlement.

At the time of his appointment Dr. Jackson was special adviser to the Hon. Barney Danson, Minister of State for Urban Affairs.

Research to improve animal feed

The International Development Research Centre is providing grants totalling \$604,200 to support cassava research and efforts to improve the use of animal feed using cassava as a basic ingredient.

IDRC funds will assist four projects in Malaysia, Thailand and Nigeria. In Malaysia a research program to breed improved varieties of cassava will be launched, while in the other three countries the emphasis will be on methods to process cassava as an animal feed.

Cassava starch coproduct provides more than half the calorie intake of between 200 and 300 million people in tropical regions of Latin America, Africa and Asia. It is also grown to provide starch for industry, and is processed in the form of chips and pellets for animal feed.

Les subventions du CRDI se partagent comme suit: \$200 000, sur quatre ans, à l'Institut de recherches et de développement agricoles de la Malaisie, \$16 800, sur trois ans, à l'Institut asiatique de technologie, et Thaïlande, \$153 300, sur trois ans, à l'Université Kho Kaen, \$114 100, sur deux ans, à l'Université d'Ife, au Nigeria.

ECOSOC

M.R.S. Bhatt of India was elected chairman of the newly-formed UN Commission on Transnational Corporations at its first session held from March 17 to 28 in New York. During a two-week session, the 48-member commission will conduct a intensive work program for itself and the Information and Research Centre on a wide range of topics dealing with transnational corporations.

In 1971 the International Centre for Tropical Research (CIAT) in Colombia began a major research program aimed at improving both a food for humans and as an animal feed. CIDA has financed the program through a \$2.5 million grant made directly to the Centre and a further \$750,000 for research in Canadian universities. The IDRC-assisted projects are linked to the efforts of CIAT.

Photographic competition

A worldwide photo competition will be held in conjunction with Habitat, the United Nations Conference on Human Settlements in Vancouver in June 1976.

Theme of the competition, sponsored by the International Federation of Photographic Art, is "A Better Way to Live". It is open to amateur and professional photographers, with winning photographs to be displayed in Vancouver during the conference.

Canadians interested in competing should contact Horst Haseleier, Color Photographic Association of Canada, Inc., 362 Fourth St., Midland, Ont. L4R 3T8.

Dictionary of development terminology

CIDA has published an English-French dictionary of International development terminology. Copies of the 110-page booklet, which contains a list of national and international agencies, and a general development section, may be obtained from CIDA's Bilingualism Section, Jackson Bldg., 122 Bank St., Ottawa K1A 0G4.

Tous les photographes amateurs ou professionnels sont invités à participer à un Concours photographique international organisé avec HABITAT. La Conférence des Nations unies sur les établissements humains qui aura lieu à Vancouver, en juin 1976. Le thème du concours est "Une meilleure qualité de la vie" et, comme dans le cas de la Conférence, l'accent doit porter sur les solutions aux problèmes rencontrés par les peuples.

Les photos prises seront exposées à Vancouver pendant la Conférence, après quoi l'exposition internationale déviendra itinérante. Tous les envois seront conservés par une collection photographique permanente "Habitat" pour les années 70. Pour obtenir plus d'information ou des formulaires de participation: Color Photographic Association of Canada, Inc., Mr. Horst Haseleier, 362 Fourth St., MIDLAND, Ont. L4R 3T8. Date limite: le 15 août 1975.



Larkin Kerwin, Rector of Laval University, Dr. Paul Gérin-Lajoie and Mr. J.J. Noreau, Director of CIDA's Human Resources Division at a meeting of CIDA, the Association of Universities and Colleges of Canada (AUCC), the Canadian Association of Research Directors (CARD). Discussions were held on the role of the universities in development.

M. Larkin Kerwin, recteur de l'Université Laval, et représentant de l'Association des universités et collèges de Canada (AUCC), M. Paul Gérin-Lajoie, et M. J.-J. Noreau, directeur de la Division des ressources humaines de l'ACDI, à l'occasion d'une réunion où l'ACDI, l'AUCC, et le CARD ont discuté de la participation universitaire à la coopération au développement.

Photo Photo Features

La participation canadienne à la Conférence des Nations unies sur les établissements humains, qui aura lieu à Vancouver, en juin 1976, sera dirigée par M. C. Ian Jackson. M. Jackson, conseiller spécial auprès du ministre d'État aux Affaires urbaines, a participé à la préparation de la Conférence sur l'environnement, qui a eu lieu à Stockholm, en 1972. La Conférence de Vancouver réunira des participants de 130 pays qui discuteront des problèmes mondiaux, comme la croissance urbaine, la circulation, la migration rurale, etc.

Paul Gérin-Lajoie, président de l'ACDI, a déclaré à la Commission que l'ACDI comme institution voulait être aussi ouverte que possible au Parlement et au public canadien.

"Nous avons pleinement conscience que l'assistance du Canada au développement international ne peut être vraiment efficace à long terme que dans la mesure où elle est transparente et appréciée chez-nous."

Les subversives signs of "aid fatigue" in western Canada and the United States temporary phenomena, the result of recent international problems. He predicted a "new spirit" in development assistance during the next five years, along with increasing understanding of the pre-occupations and objectives of the developing world.

In a brief to the Committee, the National Board of Directors of Cansave expressed concern that newspaper articles containing "overstated, one-sided criticisms based on a mix of

photo dim white

Photo Photo Features

photo white

<p

Committee

(from front page)

Information and misinformation were being exchanged about Canadian attitudes towards sharing resources with the Third World. Canseve said the establishment of CIDA's NGO Division in 1968 was one of the most imaginative steps taken by any democratically elected government. Canseve is not alone in his view. In 1969, CIDA policies, but the Agency has been responsive to suggestions and criticism.

Mr. Gérin-Lajoie told the Committee that the complexities of effective development cooperation should not be underrated. He said that the Agency had expressed surprise at the long-standing system under which food aid is normally sold by the recipient country and the local currency placed in a fund from which development projects of

Commonwealth

(from front page)

McIntyre, Secretary-General of the Caribbean Community, is to address itself to the issues and proposals elaborated in the UN Declaration and Program of Action of the Establishment of a New International Economic Order and its implications adopted in the Commonwealth Declaration, Singapore, 1971. The group will also pay attention to the transference of real resources and services from the developed to the developing countries.

Review group established

Canada has established an inter-departmental committee to review Canada's relations with the developing world. The Hon. Allan MacEachen, Secretary of State for External Affairs announced the formation of the committee while he was in Nigeria in April. He said the committee would "identify the possible areas where changes can be made and introduce them to establish a more balanced relationship between ourselves and other industrialized countries and the Third World."

contact

is produced by the Information Division, Communications Branch, Canadian International Development Agency, under the direction of Mr. Alan J. MacEachen, Secretary of State for External Affairs.

Editors: Mariana Holbrook Andree Champagne

Ottawa, June 1975

high priority are financed. Canada has used this system for 25 years and it is working well.

Canada now has more than two thousand projects in the developing world, and more than three billion dollars has been spent on development since the establishment of CIDA in 1968.

An information document titled "An Appraisal of Canadian Effective Development Cooperation" was presented to the result of "apprenticeship: in understanding the needs and interests of others, in learning how to transfer the appropriate skills, services and resources; in coordinating the multiple efforts necessary to increase world amity and to promote self-reliant development possible." Canada's involvement in development cooperation over 25 years has been a learning experience for Government, the private sector and voluntary organizations, it said.

The South African situation was also discussed at the Conference. The Heads of Government informally heard a statement from Bishop Muzorewa, President of the African National Council on the subject.

In their final communiqué the Heads of Government called for negotiations to maintain, and wherever possible, to increase their development assistance programs, particularly to those countries most affected by recent economic developments. They should also promote rapid industrialization of the Third World.

He went on to say Canada has, "become very much aware of the changes which are under way in the international environment. The most significant of these changes, perhaps, is the rapid growth of new nations in the concert of nations." He said Canada is adapting its policies to meet these new conditions and realities. While in Africa Mr. MacEachen visited five west African nations, Ghana, Nigeria, Cameroon, Ivory Coast and the Upper Volta. He held discussions with government leaders on the future of Canadian assistance to the area, the new economic order and other topics.

Commonwealth

(suite de la première page)

croître le transfert de ressources vers les pays en développement et entre eux, transfert de services aussi bien que de matières premières et sacondures.

Les chefs d'Etat avaient concentré leurs travaux sur les disparités économiques, le nouveau rapport des forces économiques et politiques dans le monde et le colonialisme, et le racisme en Afrique du Sud. A ce sujet, les chefs d'Etat ont entendu une communication qui a été présentée par Mgr Muzeorewa, président du Conseil national africain.

Le résultat final, les chefs d'Etat ont réitéré la nécessité pour les pays riches du Commonwealth de maintenir et même d'augmenter l'assistance au développement du tiers-monde, notamment en faveur des pays les plus directement touchés par la récente crise économique, et le besoin de promouvoir l'industrialisation des pays en développement.

Comité

(suite de la première page)

un certain désaccord sur le rôle du développement économique pour les nouvelles nations à maintenir, et wherever possible, to increase their development assistance programs, particularly to those countries most affected by recent economic developments. They should also promote rapid industrialization of the Third World.

Relations avec le tiers-monde

"Le Gouvernement du Canada a également établi un comité interministériel qui a pour mandat de réviser l'ensemble de nos relations économiques avec les pays du tiers-monde et d'identifier les secteurs où nous pourrions amener des changements pratiques pour assurer les liaisons entre le Canada et les autres pays industrialisés et le tiers-monde," a déclaré M. Allan J. MacEachen lors de son passage à Lagos, au Nigeria, le 15 avril. La visite de M. MacEachen dans la capitale nigériane a eu lieu à la fin d'une mission qu'il a menée à 5 pays de l'Afrique de l'Ouest, le Ghana, le Nigeria, le Cameroun, la Côte d'Ivoire et la Haute-Volta.

Cette mission avait pour but de rencontrer les membres des gouvernements de ces pays afin de discuter de la manière d'enrichir la coopération canadienne et d'autres sujets d'importance notamment, le nouvel ordre économique mondial présenté par certains.

Notamment que l'un des changements les plus importants à l'heure actuelle était une double tendance à aider dans le concert des nations. M. MacEachen a ajouté que son voyage en Afrique lui donnait l'occasion de réitérer la volonté du Canada de partager la volonté de paix et de promouvoir la complexité de la coopération. Notamment par exemple la surprise avec laquelle les membres du Comité avaient

apris normalement vendue par le pays récipiendaire et que l'argent nécessaire devait être dépensé dans un fonds qui servait à financer des projets de développement prioritaires, il a souligné que ce système était en vigueur depuis 25 ans et qu'il avait toujours donné de bons résultats.

Le Canada admettra à l'heure actuelle plus de 2000 projets de développement internationaux et régional dans le tiers-monde et plus de trois milliards de dollars ont été déboursés au titre de l'assistance au développement depuis la création de l'ACDI en 1968.

Dans un document d'information déposé devant le Comité par l'ACDI on déclare que "Une coopération efficace au développement résulte de l'entraînement à comprendre les besoins et les intérêts des autres, à apprendre comment transférer les compétences techniques, les ressources matérielles et les savoirs et expériences et à coordonner les nombreux efforts nécessaires pour accroître le bien-être et les possibilités d'autodéveloppement." Le travail accompli par le Canada dans la coopération au développement international depuis 25 ans a été un apprentissage, aussi bien pour le Gouvernement et pour le secteur privé, que pour les organisations bénévoles.

Relations avec le tiers-monde

Le Gouvernement du Canada a également établi un comité interministériel qui a pour mandat de réviser l'ensemble de nos relations économiques avec les pays du tiers-monde et d'identifier les secteurs où nous pourrions amener des changements pratiques pour assurer les liaisons entre le Canada et les autres pays industrialisés et le tiers-monde," a déclaré M. Allan J. MacEachen lors de son passage à Lagos, au Nigeria, le 15 avril. La visite de M. MacEachen dans la capitale nigériane a eu lieu à la fin d'une mission qu'il a menée à 5 pays de l'Afrique de l'Ouest, le Ghana, le Nigeria, le Cameroun, la Côte d'Ivoire et la Haute-Volta.

Cette mission avait pour but de rencontrer les membres des gouvernements de ces pays afin de discuter de la manière d'enrichir la coopération canadienne et d'autres sujets d'importance notamment, le nouvel ordre économique mondial présenté par certains.

Notamment que l'un des changements les plus importants à l'heure actuelle était une double tendance à aider dans le concert des nations. M. MacEachen a ajouté que son voyage en Afrique lui donnait l'occasion de réitérer la volonté du Canada de partager la volonté de paix et de promouvoir la complexité de la coopération. Notamment par exemple la surprise avec laquelle les membres du Comité avaient

INTERNATIONAL WOMEN'S YEAR

ANNEE INTERNATIONALE DE LA FEMME



World Congress of Women in Berlin

The Canadian Preparatory Committee for the World Congress of Women to take place in Berlin October 20 to 25 is looking for Canadian participants. The Congress, part of IWY, is being held for international, national and regional non-governmental organizations to discuss such topics as the role of women in social, economic and political development and equal rights. People interested in the Committee and Congress should write for further information to: IWY, Box 524, Port Credit Post Office, Mississauga, Ontario.

Never-ending hard work and the stigma of being inferior marks the life of many women in developing countries.

Photo: Adam Holbrook

La participation de la femme au travail agricole et rural, longtemps sous-estimée, sera examinée pendant la Conférence de Mexico.

Photo: Jim White

IWY Tribune

An International Women's Year Tribune is being organized by a committee appointed by the Conference of Non-governmental Organizations in Consultation with the United Nations and the United Nations Economic Commission for Europe. The Tribune is an independent activity to be held in Mexico City concurrent with the UN World Conference of IWY. Its purpose is to bring people from all regions and backgrounds together to exchange information and opinions on the role of women in economic and social life.

The Tribune program will have films, exhibits, cross-cultural dialogue, platform presentations and daily briefings on the UN Conference theme: Education, the population, the development rural, the participation of women in politics. The Tribune will not take a set position on issues discussed and will adopt no formal resolutions.

Cette Conférence organisée par les Nations unies s'ajoutera aux récentes rencontres internationales des exposés sur les travaux de la Conférence etc. Les deux dernières, la Population (Bucharest, 1974) et l'Alimentation (Rome, 1974), qui semblent devoir former la base d'une nouvelle perception internationale et globale des problèmes mondiaux.

Les délégués à la Conférence de Mexico seront appelés à se pencher sur les quatre points suivants:

1. Les objectifs et buts de l'Année Internationale de la femme: Politiques et programmes actuels.

2. Les nouvelles tendances et les changements dans statut et rôle des femmes et des hommes et les pistes possibles qu'il faut surmonter pour atteindre l'égalité en termes de droits, de chances et de responsabilités.

3. L'intégration des femmes au processus du développement en tant que partenaires égales

4. Plan mondial d'action

En plus des travaux officiels, diverses activités ont été organisées parallèlement à la Conférence, dont une rencontre et des ateliers pour les journalistes, et une réunion des organisations non-gouvernementales.

La délégation canadienne qui sera dirigée par Mme Coline Campbell, secrétaire parlementaire de M. Marc Lalonde, comprendra Mmes Sylva Gelbowitz, ministre du Travail, Freda Pellerin, ministre de la Santé nationale, M. Richard Burkhardt, des Affaires extérieures, Mme Hilda Bateman, de l'ACDI, Mme Yvette Rousseau, du Conseil du Statut de la femme, et trois représentantes de l'ACDI: Mme Laurette Robillard du Comité du Statut de la femme du Québec, Ethel McLellan, coordonnatrice des Programmes féminins du ministère du Travail de l'Ontario, et Gene Errington, coordonnatrice du programme du Statut de la femme de Colombie-Britannique.

En plus de l'œuvre officielle,

Photo: Jim White

Rural areas in Lesotho almost untouched by the modern world will soon be changed by an Integrated rural development program.

Photo: Jim White

Tribune parallèle

Parallèlement à la Conférence de l'Année Internationale de la femme, une Tribune de l'Année Internationale de la femme a été organisée par la Conférence des Organisations non-gouvernementales, organisme qui a un statut consultatif auprès de l'ECOSOC. Cette Tribune, qui comprendra un programme intégré et durant les travaux de la Conférence des Nations unies, a pour but de rassembler hommes et femmes de toutes origines et régions pour permettre un échange d'information et de faire un pas de vue sur le rôle de la femme dans la vie économique et sociale.

Le programme comprendra des films, des expositions, des conférences, des séances sur les travaux de la Conférence etc. Les deux dernières, la Population (Bucharest, 1974) et l'Alimentation (Rome, 1974), qui semblent devoir former la base d'une nouvelle perception internationale et globale des problèmes mondiaux.

Le programme comprendra des films, des expositions, des conférences, des séances sur les travaux de la Conférence etc. Les deux dernières, la Population (Bucharest, 1974) et l'Alimentation (Rome, 1974), qui semblent devoir former la base d'une nouvelle perception internationale et globale des problèmes mondiaux.

Le programme comprendra des films, des expositions, des conférences, des séances sur les travaux de la Conférence etc. Les deux dernières, la Population (Bucharest, 1974) et l'Alimentation (Rome, 1974), qui semblent devoir former la base d'une nouvelle perception internationale et globale des problèmes mondiaux.

Le programme comprendra des films, des expositions, des conférences, des séances sur les travaux de la Conférence etc. Les deux dernières, la Population (Bucharest, 1974) et l'Alimentation (Rome, 1974), qui semblent devoir former la base d'une nouvelle perception internationale et globale des problèmes mondiaux.

Le programme comprendra des films, des expositions, des conférences, des séances sur les travaux de la Conférence etc. Les deux dernières, la Population (Bucharest, 1974) et l'Alimentation (Rome, 1974), qui semblent devoir former la base d'une nouvelle perception internationale et globale des problèmes mondiaux.

Le programme comprendra des films, des expositions, des conférences, des séances sur les travaux de la Conférence etc. Les deux dernières, la Population (Bucharest, 1974) et l'Alimentation (Rome, 1974), qui semblent devoir former la base d'une nouvelle perception internationale et globale des problèmes mondiaux.

Le programme comprendra des films, des expositions, des conférences, des séances sur les travaux de la Conférence etc. Les deux dernières, la Population (Bucharest, 1974) et l'Alimentation (Rome, 1974), qui semblent devoir former la base d'une nouvelle perception internationale et globale des problèmes mondiaux.

Le programme comprendra des films, des expositions, des conférences, des séances sur les travaux de la Conférence etc. Les deux dernières, la Population (Bucharest, 1974) et l'Alimentation (Rome, 1974), qui semblent devoir former la base d'une nouvelle perception internationale et globale des problèmes mondiaux.

Le programme comprendra des films, des expositions, des conférences, des séances sur les travaux de la Conférence etc. Les deux dernières, la Population (Bucharest, 1974) et l'Alimentation (Rome, 1974), qui semblent devoir former la base d'une nouvelle perception internationale et globale des problèmes mondiaux.

Le programme comprendra des films, des expositions, des conférences, des séances sur les travaux de la Conférence etc. Les deux dernières, la Population (Bucharest, 1974) et l'Alimentation (Rome, 1974), qui semblent devoir former la base d'une nouvelle perception internationale et globale des problèmes mondiaux.

Le programme comprendra des films, des expositions, des conférences, des séances sur les travaux de la Conférence etc. Les deux dernières, la Population (Bucharest, 1974) et l'Alimentation (Rome, 1974), qui semblent devoir former la base d'une nouvelle perception internationale et globale des problèmes mondiaux.

Le programme comprendra des films, des expositions, des conférences, des séances sur les travaux de la Conférence etc. Les deux dernières, la Population (Bucharest, 1974) et l'Alimentation (Rome, 1974), qui semblent devoir former la base d'une nouvelle perception internationale et globale des problèmes mondiaux.

Le programme comprendra des films, des expositions, des conférences, des séances sur les travaux de la Conférence etc. Les deux dernières, la Population (Bucharest, 1974) et l'Alimentation (Rome, 1974), qui semblent devoir former la base d'une nouvelle perception internationale et globale des problèmes mondiaux.

Le programme comprendra des films, des expositions, des conférences, des séances sur les travaux de la Conférence etc. Les deux dernières, la Population (Bucharest, 1974) et l'Alimentation (Rome, 1974), qui semblent devoir former la base d'une nouvelle perception internationale et globale des problèmes mondiaux.

Le programme comprendra des films, des expositions, des conférences, des séances sur les travaux de la Conférence etc. Les deux dernières, la Population (Bucharest, 1974) et l'Alimentation (Rome, 1974), qui semblent devoir former la base d'une nouvelle perception internationale et globale des problèmes mondiaux.

Le programme comprendra des films, des expositions, des conférences, des séances sur les travaux de la Conférence etc. Les deux dernières, la Population (Bucharest, 1974) et l'Alimentation (Rome, 1974), qui semblent devoir former la base d'une nouvelle perception internationale et globale des problèmes mondiaux.

Le programme comprendra des films, des expositions, des conférences, des séances sur les travaux de la Conférence etc. Les deux dernières, la Population (Bucharest, 1974) et l'Alimentation (Rome, 1974), qui semblent devoir former la base d'une nouvelle perception internationale et globale des problèmes mondiaux.

Le programme comprendra des films, des expositions, des conférences, des séances sur les travaux de la Conférence etc. Les deux dernières, la Population (Bucharest, 1974) et l'Alimentation (Rome, 1974), qui semblent devoir former la base d'une nouvelle perception internationale et globale des problèmes mondiaux.

Le programme comprendra des films, des expositions, des conférences, des séances sur les travaux de la Conférence etc. Les deux dernières, la Population (Bucharest, 1974) et l'Alimentation (Rome, 1974), qui semblent devoir former la base d'une nouvelle perception internationale et globale des problèmes mondiaux.

Le programme comprendra des films, des expositions, des conférences, des séances sur les travaux de la Conférence etc. Les deux dernières, la Population (Bucharest, 1974) et l'Alimentation (Rome, 1974), qui semblent devoir former la base d'une nouvelle perception internationale et globale des problèmes mondiaux.

Le programme comprendra des films, des expositions, des conférences, des séances sur les travaux de la Conférence etc. Les deux dernières, la Population (Bucharest, 1974) et l'Alimentation (Rome, 1974), qui semblent devoir former la base d'une nouvelle perception internationale et globale des problèmes mondiaux.

Le programme comprendra des films, des expositions, des conférences, des séances sur les travaux de la Conférence etc. Les deux dernières, la Population (Bucharest, 1974) et l'Alimentation (Rome, 1974), qui semblent devoir former la base d'une nouvelle perception internationale et globale des problèmes mondiaux.

Le programme comprendra des films, des expositions, des conférences, des séances sur les travaux de la Conférence etc. Les deux dernières, la Population (Bucharest, 1974) et l'Alimentation (Rome, 1974), qui semblent devoir former la base d'une nouvelle perception internationale et globale des problèmes mondiaux.

Le programme comprendra des films, des expositions, des conférences, des séances sur les travaux de la Conférence etc. Les deux dernières, la Population (Bucharest, 1974) et l'Alimentation (Rome, 1974), qui semblent devoir former la base d'une nouvelle perception internationale et globale des problèmes mondiaux.

Le programme comprendra des films, des expositions, des conférences, des séances sur les travaux de la Conférence etc. Les deux dernières, la Population (Bucharest, 1974) et l'Alimentation (Rome, 1974), qui semblent devoir former la base d'une nouvelle perception internationale et globale des problèmes mondiaux.

Le programme comprendra des films, des expositions, des conférences, des séances sur les travaux de la Conférence etc. Les deux dernières, la Population (Bucharest, 1974) et l'Alimentation (Rome, 1974), qui semblent devoir former la base d'une nouvelle perception internationale et globale des problèmes mondiaux.

Le programme comprendra des films, des expositions, des conférences, des séances sur les travaux de la Conférence etc. Les deux dernières, la Population (Bucharest, 1974) et l'Alimentation (Rome, 1974), qui semblent devoir former la base d'une nouvelle perception internationale et globale des problèmes mondiaux.

Le programme comprendra des films, des expositions, des conférences, des séances sur les travaux de la Conférence etc. Les deux dernières, la Population (Bucharest, 1974) et l'Alimentation (Rome, 1974), qui semblent devoir former la base d'une nouvelle perception internationale et globale des problèmes mondiaux.

Le programme comprendra des films, des expositions, des conférences, des séances sur les travaux de la Conférence etc. Les deux dernières, la Population (Bucharest, 1974) et l'Alimentation (Rome, 1974), qui semblent devoir former la base d'une nouvelle perception internationale et globale des problèmes mondiaux.

Le programme comprendra des films, des expositions, des conférences, des séances sur les travaux de la Conférence etc. Les deux dernières, la Population (Bucharest, 1974) et l'Alimentation (Rome, 1974), qui semblent devoir former la base d'une nouvelle perception internationale et globale des problèmes mondiaux.

Le programme comprendra des films, des expositions, des conférences, des séances sur les travaux de la Conférence etc. Les deux dernières, la Population (Bucharest, 1974) et l'Alimentation (Rome, 1974), qui semblent devoir former la base d'une nouvelle perception internationale et globale des problèmes mondiaux.

Le programme comprendra des films, des expositions, des conférences, des séances sur les travaux de la Conférence etc. Les deux dernières, la Population (Bucharest, 1974) et l'Alimentation (Rome, 1974), qui semblent devoir former la base d'une nouvelle perception internationale et globale des problèmes mondiaux.

Le programme comprendra des films, des expositions, des conférences, des séances sur les travaux de la Conférence etc. Les deux dernières, la Population (Bucharest, 1974) et l'Alimentation (Rome, 1974), qui semblent devoir former la base d'une nouvelle perception internationale et globale des problèmes mondiaux.

Le programme comprendra des films, des expositions, des conférences, des séances sur les travaux de la Conférence etc. Les deux dernières, la Population (Bucharest, 1974) et l'Alimentation (Rome, 1974), qui semblent devoir former la base d'une nouvelle perception internationale et globale des problèmes mondiaux.

Le programme comprendra des films, des expositions, des conférences, des séances sur les travaux de la Conférence etc. Les deux dernières, la Population (Bucharest, 1974) et l'Alimentation (Rome, 1974), qui semblent devoir former la base d'une nouvelle perception internationale et globale des problèmes mondiaux.

Le programme comprendra des films, des expositions, des conférences, des séances sur les travaux de la Conférence etc. Les deux dernières, la Population (Bucharest, 1974) et l'Alimentation (Rome, 1974), qui semblent devoir former la base d'une nouvelle perception internationale et globale des problèmes mondiaux.

Le programme comprendra des films, des expositions, des conférences, des séances sur les travaux de la Conférence etc. Les deux dernières, la Population (Bucharest, 1974) et l'Alimentation (Rome, 1974), qui semblent devoir former la base d'une nouvelle perception internationale et globale des problèmes mondiaux.

Le programme comprendra des films, des expositions, des conférences, des séances sur les travaux de la Conférence etc. Les deux dernières, la Population (Bucharest, 1974) et l'Alimentation (Rome, 1974), qui semblent devoir former la base d'une nouvelle perception internationale et globale des problèmes mondiaux.

Le programme comprendra des films, des expositions, des conférences, des séances sur les travaux de la Conférence etc. Les deux dernières, la Population (Bucharest, 1974) et l'Alimentation (Rome, 1974), qui semblent devoir former la base d'une nouvelle perception internationale et globale des problèmes mondiaux.

Le programme comprendra des films, des expositions, des conférences, des séances sur les travaux de la Conférence etc. Les deux dernières, la Population (Bucharest, 1974) et l'Alimentation (Rome, 1974), qui semblent devoir former la base d'une nouvelle perception internationale et globale des problèmes mondiaux.

Le programme comprendra des films, des expositions, des conférences, des séances sur les travaux de la Conférence etc. Les deux dernières, la Population (Bucharest, 1974) et l'Alimentation (Rome, 1974), qui semblent devoir former la base d'une nouvelle perception internationale et globale des problèmes mondiaux.

Le programme comprendra des films, des expositions, des conférences, des séances sur les travaux de la Conférence etc. Les deux dernières, la Population (Bucharest, 1974) et l'Alimentation (Rome, 1974), qui semblent devoir former la base d'une nouvelle perception internationale et globale des problèmes mondiaux.

Le programme comprendra des films, des expositions, des conférences, des séances sur les travaux de la Conférence etc. Les deux dernières, la Population (Bucharest, 1974) et l'Alimentation (Rome, 1974), qui semblent devoir former la base d'une nouvelle perception internationale et globale des problèmes mondiaux.

Le programme comprendra des films, des expositions, des conférences, des séances sur les travaux de la Conférence etc. Les deux dernières, la Population (Bucharest, 1974) et l'Alimentation (Rome, 1974), qui semblent devoir former la base d'une nouvelle perception internationale et globale des problèmes mondiaux.

Le programme comprendra des films, des expositions, des conférences, des séances sur les travaux de la Conférence etc. Les deux dernières, la Population (Bucharest, 1974) et l'Alimentation (Rome, 1974), qui semblent devoir former la base d'une nouvelle perception internationale et globale des problèmes mondiaux.

Le programme comprendra des films, des expositions, des conférences, des séances sur les travaux de la Conférence etc. Les deux dernières, la Population (Bucharest, 1974) et l'Alimentation (Rome, 1974), qui semblent devoir former la base d'une nouvelle perception internationale et globale des problèmes mondiaux.

Le programme comprendra des films, des expositions, des conférences, des séances sur les travaux de la Conférence etc. Les deux dernières, la Population (Bucharest, 1974) et l'Alimentation (Rome, 1974), qui semblent devoir former la base d'une nouvelle perception internationale et globale des problèmes mondiaux.

Le programme comprendra des films, des expositions, des conférences, des séances sur les travaux de la Conférence etc. Les deux dernières, la Population (Bucharest, 1974) et l'Alimentation (Rome, 1974), qui semblent devoir former la base d'une nouvelle perception internationale et globale des problèmes mondiaux.

Le programme comprendra des films, des expositions, des conférences, des séances sur les travaux de la Conférence etc. Les deux dernières, la Population (Bucharest, 1974) et l'Alimentation (Rome, 1974), qui semblent devoir former la base d'une nouvelle perception internationale et globale des problèmes mondiaux.

Le programme comprendra des films, des expositions, des conférences, des séances sur les travaux de la Conférence etc. Les deux dernières, la Population (Bucharest, 1974) et l'Alimentation (Rome, 1974), qui semblent devoir former la base d'une nouvelle perception internationale et globale des problèmes mondiaux.

Le programme comprendra des films, des expositions, des conférences, des séances sur les travaux de la Conférence etc. Les deux dernières, la Population (Bucharest, 1974) et l'Alimentation (Rome, 1974), qui semblent devoir former la base d'une nouvelle perception internationale et globale des problèmes mondiaux.

Le programme comprendra des films, des expositions, des conférences, des séances sur les travaux de la Conférence etc. Les deux dernières, la Population (Bucharest, 1974) et l'Alimentation (Rome, 1974), qui semblent devoir former la base d'une nouvelle perception internationale et globale des problèmes mondiaux.

Le programme comprendra des films, des expositions, des conférences, des séances sur les travaux de la Conférence etc. Les deux dernières, la Population (Bucharest, 1974) et l'Alimentation (Rome, 1974), qui semblent devoir former la base d'une nouvelle perception internationale et globale des problèmes mondiaux.

Le programme comprendra des films, des expositions, des conférences, des séances sur les travaux de la Conférence etc. Les deux dernières, la Population (Bucharest, 1974) et l'Alimentation (Rome, 1974), qui semblent devoir former la base d'une nouvelle perception internationale et globale des problèmes mondiaux.

Le programme comprendra des films, des expositions, des conférences, des séances sur les travaux de la Conférence etc. Les deux dernières, la Population (Bucharest, 1974) et l'Alimentation (Rome, 1974), qui semblent devoir former la base d'une nouvelle perception internationale et globale des problèmes mondiaux.

Le programme comprendra des films, des expositions, des conférences, des séances sur les travaux de la Conférence etc. Les deux dernières, la Population (Bucharest, 1974) et l'Alimentation (Rome, 1974), qui semblent devoir former la base d'une nouvelle perception internationale et globale des problèmes mondiaux.

Le programme comprendra des films, des expositions, des conférences, des séances sur les travaux de la Conférence etc. Les deux dernières, la Population (Bucharest, 1974) et l'Alimentation (Rome, 1974), qui semblent devoir former la base d'une nouvelle perception internationale et globale des problèmes mondiaux.

Le programme comprendra des films, des expositions, des conférences, des séances sur les travaux de la Conférence etc. Les deux dernières, la Population (Bucharest, 1974) et l'Alimentation (Rome, 1974), qui semblent devoir former la base d'une nouvelle perception internationale et globale des problèmes mondiaux.

Le programme comprendra des films, des expositions, des conférences, des séances sur les travaux de la Conférence etc. Les deux dernières, la Population (Bucharest, 1974) et l'

Week for the world in Ottawa

The next five years will be as important for North-South relations as 1970-75 was for achieving a measure of détente in East-West relations, a meeting of the Ottawa Valley Chapter of the Society for International Development was told by CIDA's President Paul Gérin-Lajoie.

The meeting was part of the Week for the World, which is organized by CUSO, Pollution Probe and several non-governmental organizations in Ottawa. The object of the Week was to arouse interest in Ottawa in the quality of our life and to raise funds for development and food aid.

M. Gérin-Lajoie said "industry,

trial countries must adapt to a responsibility centred rather than a resource centred view of development and learn to share fully and fairly the international decision-making process that can obstruct world development more profoundly than purely national ambitions."

"As a concept and ideal, co-operation applies to all relations and exchanges between developed and developing countries, be they in any manner, material or immaterial, or in international organizations on matters of policy and voting right," he said.

Other highlights of a Week for the World included the opportunity to hear Cesar Chavez and Ralph Nader, a hunger lunch and Pedal for People, a 30 mile fund-raising bike-a-thon.

Mr. Gérin-Lajoie said "industry,

California, and Ralph Nader, ont aussi participé aux activités. Dans son allocution M. Gérin-Lajoie a dit que les pays indus-trialisés devaient s'adapter à une conception du développement davantage centrée sur la responsabilité qu'envers les ressources, et apprendre à partager pleinement et équitablement les processus internationaux de prise de décision qui peuvent, plus que les ambitions purement nationales, entraîner le développement mondial.

Le principe de la coopération, toutefois, devrait s'appliquer à tous les modes de relations et d'échanges entre les pays indus-trialisés et les pays en déve-lopement, que ce soit dans le domaine de l'aide, du com-merce, du tourisme et de l'immigration, ou au sein des organisations internationales en matière d'orientations politiques et de droits de vote.

Photo: World Bank

Canadians win CIDA scholarships

Nine Canadians have won scholarships offered by CIDA. They are Michael Adair, London, Ontario; Josette Blais, Sturgeon Falls, Ontario; Allan J. Castledine, Guelph, Ontario; Bob Conrad, Ottawa; Louis-Philippe Dufour, Quebec; Jim Montreal; G. B. Kirkland, Toronto; R. Keith Lansdell, St. Lambert, Quebec; and Gilles Montcalm, Comté Beauharnois, Quebec.

The objective of the program is to develop Canadian experts in the field of international development.

The value of the scholarships is determined by the nature and scope of the studies to be undertaken, which may reach as much as \$11,500 per year.

The tenure of the awards is normally two years but requests for extension may be considered at the end of the initial period.

Several of the scholarship holders plan to enrol in courses given at Canadian universities although this is not a basic requirement.

They must, however,

spend part of their time in one of the Third World countries doing field research related to the particular aspects of development they have chosen to study.

The scholarship applications were submitted to a selection committee made up of repre-

sentatives of CIDA, the IDRC,

the Association of Universities and Colleges of Canada and CUSO.

Committee

(from front page)

same kind of restraints that we have. They have certain criteria, they have conditions upon which they handle funds." Mr. Thompson said that in the last analysis it comes back to Parliament and to the Canadian people "as to what kind of programs they want to see take place, what kinds of development education, what kinds of programs overseas, they support."

contact

is produced by the Information Division, Communications Branch, Canadian International Development Agency, under the authority of the Honourable Allan J. MacEachen, Secretary of State for External Affairs.

Editors:
Mariana Holbrook
André Champagne

Ottawa, July 1975

Bourses d'études en développement

Neuf Canadiens ont reçu des bourses d'études en développement international de l'ACDI. Il s'agit de: Michael Adair, (London, Ont.), Josette Blais

(Sturgeon Falls, Ont.), Allan J. Castledine (Guelph, Ont.), Bob Conrad (Ottawa), Louis-Paul Gervais (Laprairie, Qué.), Dirk Jol (Montreal), G. B. Kirkland (Toronto), R. Keith Lansdell (St. Lambert, Qué.), et Gilles Montcalm (Comté Beauharnois, Qué.).

La plupart des récipiendaires entreprendront des études dans des institutions canadiennes et tous doivent faire un stage de recherches ou de formation pratique dans un pays du tiers-monde. La valeur des bourses dépend de l'endroit où les études sont effectuées, et les recherches entreprises, et peut atteindre \$11,500. La durée des bourses est normalement de deux ans. Les boursiers ont été choisis par un jury formé de représentants de l'ACDI, du CRDI, du SUCO et de l'Association des collèges et universités du Canada.

L'industrie canadienne

Les sociétés canadiennes s'intéressent de plus en plus aux nouvelles technologies qu'elles peuvent établir avec les pays en développement, d'après la Direction du Commerce et de l'Industrie de l'ACDI.

L'année dernière cette Direction a répondu à des demandes d'informations économiques formulées par plus de 200 entreprises canadiennes et à l'aide du programme de services aux entreprises canadiennes avec des partenaires possibles dans le tiers-monde.

L'ACDI a aussi contribué financièrement à 54 études de faisabilité, souvent la première étape avant l'établissement d'une entreprise en coparticipation.

Il vient de publier une brochure sur le Groupe andin, suite à une consultation tenue en octobre 1974 sous les auspices de la Direction du Commerce et de l'Industrie. Cette rencontre avait pour but de faciliter la coopération industrielle entre le Canada et le Groupe andin.

Mandat

(suite de la première page)

critères, des conditions qui régissent leur acheminement des fonds.

Cela nous ramène, ajoutait-il, au Parlement, et au peuple canadien qui doit décider du genre de programme qu'il veut voir réalisé, du genre d'éducation sur le développement, du genre, enfin, de programmes qu'il désire subventionner à l'étranger."

Further information on the conference can be obtained by writing to St. Mary's University, Halifax Conference, Halifax, N.S. B3H 3C3. Registration is \$25.

The countries forming the AWO are: Cameroon, the Central African Republic, Congo, Equatorial Guinea, Gabon, the Ivory Coast, Liberia, Madagascar, the République centrafricaine, the Tanzanie et le Zaïre.

Ottawa, juillet 1975

À Ottawa:

Semaine du tiers-monde

Je n'exagère aucunement quand je dis que ces cinq prochaines années pourraient être aussi décisives pour les relations Nord-Sud que les années 1970-1975 l'ont été pour l'établissement d'une certaine détente dans les relations entre l'Est et l'Ouest.

C'est en ces termes que le président de l'ACDI, M. Paul Gérin-Lajoie, s'adressait à un auditoire réuni à l'occasion de la Semaine pour le Monde, organisée par le SUCO, Enquête-Pollution, et diverses ONG de la région d'Ottawa.

Le but de la Semaine, qui s'est tenue du 6 au 8 juin, était d'aviver le public aux questions

concernant la qualité de la vie et le développement et de recueillir des fonds pour divers projets d'éducation au développement et d'aide alimentaire.

César Chavez, leader des Travailleurs agricoles unis de

Photo: World Bank

Californie, et Ralph Nader, ont aussi participé aux activités.

Dans son allocution M. Gérin-Lajoie a dit que les pays indus-trialisés devaient s'adapter à une conception du développement davantage centrée sur la responsabilité qu'envers les ressources, et apprendre à partager pleinement et équitablement les processus internationaux de prise de décision qui peuvent, plus que les ambitions purement nationales, entraîner le développement mondial.

Le principe de la coopération, toutefois, devrait s'appliquer à tous les modes de relations et d'échanges entre les pays indus-trialisés et les pays en déve-lopement, que ce soit dans le domaine de l'aide, du com-merce, du tourisme et de l'immigration, ou au sein des organisations internationales en matière d'orientations politiques et de droits de vote.

Photo: World Bank

With Canadian help, in the form of a fine credit, Pakistan will launch new development projects in its province of Baluchistan, the poorest region of the country.

Photo: World Bank

Le population du Baluchistan, la province la plus pauvre du Pakistan, sera la première à bénéficier des progrès qui pourront être réalisés grâce en partie à la ligne de crédit récemment accordée par le Canada.

Photo: Banque mondiale

Pakistan

To help Pakistan carry out basic development work in Baluchistan, its poorest province, Canada is providing a \$5 million line-of-credit loan. Baluchistan's 2.5 million people live scattered across vast tracts of desert, mountains and valleys, where essential infrastructure is almost totally lacking — there are few roads or tubewells, and almost no electrification. The line of credit will make available Canadian equipment for projects in sectors such as groundwater development, mining and power in support of Pakistan's intensive effort to develop one of the world's least-developed regions.

Photo: World Bank

Pakistan

Le Pakistan a reçu un prêt de \$5 millions du Canada pour assurer le développement du Baluchistan la plus pauvre province du pays. Ce prêt, fourni par l'ACDI sous forme d'un crédit, sera utilisé pour l'achat d'équipement canadien pour la réalisation de projets dans les secteurs des mines, des eaux et de l'énergie. Le Baluchistan compte quelque 2,5 millions d'habitants occupant un vaste territoire où l'on trouve peu de routes et où il n'existe presque aucune électrification ni irrigation.

Photo: World Bank

Communication

L'Université Saint-Paul en collaboration avec l'Institut de coopération internationale offre un cours intitulé "Communication Interculturelle" le 28 juillet au 15 août 1975, à l'Université Saint-Paul, Ottawa. Le professeur Michael H. Prosser, Chairman of the Department of Speech Communications at the University of Virginia. Requests for registration must be made in writing, before July 25, to the Director, The Institute of Social Communications, St. Paul's University, 223 Main Street, Ottawa, K1S 1C4, Ontario. The course costs \$120 and there are no prerequisites.

Photo: World Bank

Conference

"Le Canada et le Nouvel ordre économique mondial" sera le sujet d'un conférence à l'Université Saint Mary's de Halifax, le 29 juillet. Le professeur Gérard K. Helleiner, de l'Université de Toronto, présidera la conférence qui offrira l'occasion de connaître les nouvelles options et politiques dans le domaine du développement et du commerce international et du rôle du Canada dans ce nouveau monde.

Photo: World Bank

Conférence

"Canada and the New Economic Order" is the title of a conference to be held at St. Mary's University, Halifax, August 26-29. Speakers from Canada, the West Indies and Britain will discuss new directions in development policies and international trade, including the implications for Canada, in the context of the demands for a new international economic order. The discussions will be timely in view of the special session of the General Assembly in September and the Fourth UN Conference on Trade and Development next year in Nairobi.

Photo: World Bank

Wood group

Onze exportateurs de bois viennent de se regrouper pour créer l'Organisation africaine de l'industrie forestière (OAWO). L'organisation, modélisée sur l'OPEP, vise à assurer aux producteurs une meilleure maîtrise des marchés leur permettant de stabiliser les cours et d'agir d'une seule voix auprès des transporteurs pour obtenir des termes d'acceptation.

Photo: World Bank

Organisation

Onze pays exportateurs de bois viennent de se regrouper pour créer l'Organisation africaine de l'industrie forestière (OAWO). L'organisation, modélisée sur l'OPEP, vise à assurer aux producteurs une meilleure maîtrise des marchés leur permettant de stabiliser les cours et d'agir d'une seule voix auprès des transporteurs pour obtenir des termes d'acceptation.

Photo: World Bank

Wood group

Eleven exporters of wood have joined together to form the African Wood Organization (AWO). The organization, modeled on OPEC, is to ensure better market control and price stabilization. It will also give member nations a common front when negotiating transportation costs.

Photo: World Bank

Conference

"Canada and the New Economic Order" is the title of a conference to be held at St. Mary's University, Halifax, August 26-29. Speakers from Canada, the West Indies and Britain will discuss new directions in development policies and international trade, including the implications for Canada, in the context of the demands for a new international economic order. The discussions will be timely in view of the special session of the General Assembly in September and the Fourth UN Conference on Trade and Development next year in Nairobi.

Photo: World Bank

Wood group

Eleven exporters of wood have joined together to form the African Wood Organization (AWO). The organization, modeled on OPEC, is to ensure better market control and price stabilization. It will also give member nations a common front when negotiating transportation costs.

Photo: World Bank

Wood group

in brief

en bref

UNDP Report

The United Nations Development Program, which supports the efforts for economic growth and social progress of 140 countries and territories, should receive some \$410 million from 145 governments for its activities in 1975, an increase of about \$55 million over 1974. An additional \$10.8 million has been pledged by six nations, including Canada, for special assistance to the least developed countries.

The UNDP is financed in two ways. First, the developing countries themselves pay generally more than half the costs of their UNDP projects. These funds are used for local personnel's salaries, construction and maintenance of project buildings and facilities and the purchase of locally available supplies and services. In addition, almost every member of the UN and its associated Agencies makes a yearly contribution to the UNDP's central resources. Since 1959 these contributions have totalled \$3.2 billion.

Increase from the major donor countries as a group came to 14.4 per cent. The largest individual increases were those of New Zealand 75 per cent, Norway 40 per cent, Federal Republic of Germany 27 per cent, Sweden 25 per cent, Australia 20 per cent and Belgium 18 per cent. In all, 66 nations raised their pledges over the 1974 level, 35 by 15 or more per cent.

Photo: World Bank

Communication

works to support new approaches to resolving poverty. National Action for Development (NAD) is a coalition of non-governmental organizations (NGO) involved in rural development and development education programs. Three to four hundred delegates are expected to attend. For more information, write: Action for Development, FAO, Rome, Italy.

Photo: World Bank

Annual meeting planned

Action for Development is planning to hold its sixth annual conference in Rome during the first week of September. Jointly with the United Nations Food and Agriculture Organization (FAO) and governmental and non-governmental agencies, Action for Development

Photo: World Bank

works to support new approaches to resolving poverty.

National Action for Development (NAD) is a coalition of non-governmental organizations (NGO) involved in rural development and development education programs. Three to four hundred delegates are expected to attend. For more information, write: Action for Development, FAO, Rome, Italy.

Photo: World Bank

Food and Agriculture Organization (FAO) and governmental and non-governmental agencies, Action for Development

conservation du pétrole, ou de ses effets en vue de développer d'autres sources d'énergie. Les pays membres pourront emprunter au maximum 125% de leur dette à l'IMF, soit jusqu'à 85% de l'augmentation du coût de leurs importations pétrolières.

Le Fonds monétaire international (FMI) a annoncé les conditions dans lesquelles les pays membres pourront avoir recours en 1975 à son "mécanisme pétrolier" pour aider les pays producteurs de pétrole.

Le mécanisme est destiné à aider certains pays à faire face aux difficultés de balances de paiements provoquées par la hausse du prix du pétrole.

Le mécanisme du FMI, qui fonctionne à l'origine du paiement porté par les producteurs de pétrole au FMI sur les politiques suivies par les emprunteurs pour résoudre à moyen terme leurs problèmes de balances des paiements.

En outre, chaque membre devra faire état des mesures qu'il aura prises pour la

conservation du pétrole, ou de ses effets en vue de développer d'autres sources d'énergie.

Les pays membres pourront emprunter au maximum 125% de leur dette à l'IMF, soit jusqu'à 85% de l'augmentation du coût de leurs importations pétrolières.

La durée des emprunts dépendra de l'importance des émissions pétrolières.

Le montant des ressources dont disposeront les Fonds en 1975 au titre de ce mécanisme a déjà été fixé.

Le montant des ressources dont disposeront les Fonds en 1975 au titre de ce mécanisme a déjà été fixé.

Le montant des ressources dont disposeront les Fonds en 1975 au titre de ce mécanisme a déjà été fixé.

Le montant des ressources dont disposeront les Fonds en 1975 au titre de ce mécanisme a déjà été fixé.

Le montant des ressources dont disposeront les Fonds en 1975 au titre de ce mécanisme a déjà été fixé.

Le montant des ressources dont disposeront les Fonds en 1975 au titre de ce mécanisme a déjà été fixé.

Le montant des ressources dont disposeront les Fonds en 1975 au titre de ce mécanisme a déjà été fixé.

Le montant des ressources dont disposeront les Fonds en 1975 au titre de ce mécanisme a déjà été fixé.

Le montant des ressources dont disposeront les Fonds en 1975 au titre de ce mécanisme a déjà été fixé.

Le montant des ressources dont disposeront les Fonds en 1975 au titre de ce mécanisme a déjà été fixé.

Le montant des ressources dont disposeront les Fonds en 1975 au titre de ce mécanisme a déjà été fixé.

Le montant des ressources dont disposeront les Fonds en 1975 au titre de ce mécanisme a déjà été fixé.

Le montant des ressources dont disposeront les Fonds en 1975 au titre de ce mécanisme a déjà été fixé.

Le montant des ressources dont disposeront les Fonds en 1975 au titre de ce mécanisme a déjà été fixé.

Le montant des ressources dont disposeront les Fonds en 1975 au titre de ce mécanisme a déjà été fixé.

Le montant des ressources dont disposeront les Fonds en 1975 au titre de ce mécanisme a déjà été fixé.

Le montant des ressources dont disposeront les Fonds en 1975 au titre de ce mécanisme a déjà été fixé.

Le montant des ressources dont disposeront les Fonds en 1975 au titre de ce mécanisme a déjà été fixé.

Le montant des ressources dont disposeront les Fonds en 1975 au titre de ce mécanisme a déjà été fixé.

Le montant des ressources dont disposeront les Fonds en 1975 au titre de ce mécanisme a déjà été fixé.

Le montant des ressources dont disposeront les Fonds en 1975 au titre de ce mécanisme a déjà été fixé.

Le montant des ressources dont disposeront les Fonds en 1975 au titre de ce mécanisme a déjà été fixé.

Le montant des ressources dont disposeront les Fonds en 1975 au titre de ce mécanisme a déjà été fixé.

Le montant des ressources dont disposeront les Fonds en 1975 au titre de ce mécanisme a déjà été fixé.

Le montant des ressources dont disposeront les Fonds en 1975 au titre de ce mécanisme a déjà été fixé.

Le montant des ressources dont disposeront les Fonds en 1975 au titre de ce mécanisme a déjà été fixé.

Le montant des ressources dont disposeront les Fonds en 1975 au titre de ce mécanisme a déjà été fixé.

Le montant des ressources dont disposeront les Fonds en 1975 au titre de ce mécanisme a déjà été fixé.

Le montant des ressources dont disposeront les Fonds en 1975 au titre de ce mécanisme a déjà été fixé.

Le montant des ressources dont disposeront les Fonds en 1975 au titre de ce mécanisme a déjà été fixé.

Le montant des ressources dont disposeront les Fonds en 1975 au titre de ce mécanisme a déjà été fixé.

Le montant des ressources dont disposeront les Fonds en 1975 au titre de ce mécanisme a déjà été fixé.

Le montant des ressources dont disposeront les Fonds en 1975 au titre de ce mécanisme a déjà été fixé.

Le montant des ressources dont disposeront les Fonds en 1975 au titre de ce mécanisme a déjà été fixé.

Le montant des ressources dont disposeront les Fonds en 1975 au titre de ce mécanisme a déjà été fixé.

Le montant des ressources dont disposeront les Fonds en 1975 au titre de ce mécanisme a déjà été fixé.

Le montant des ressources dont disposeront les Fonds en 1975 au titre de ce mécanisme a déjà été fixé.

Le montant des ressources dont disposeront les Fonds en 1975 au titre de ce mécanisme a déjà été fixé.

Le montant des ressources dont disposeront les Fonds en 1975 au titre de ce mécanisme a déjà été fixé.

Le montant des ressources dont disposeront les Fonds en 1975 au titre de ce mécanisme a déjà été fixé.

Le montant des ressources dont disposeront les Fonds en 1975 au titre de ce mécanisme a déjà été fixé.

Le montant des ressources dont disposeront les Fonds en 1975 au titre de ce mécanisme a déjà été fixé.

Le montant des ressources dont disposeront les Fonds en 1975 au titre de ce mécanisme a déjà été fixé.

Le montant des ressources dont disposeront les Fonds en 1975 au titre de ce mécanisme a déjà été fixé.

Le montant des ressources dont disposeront les Fonds en 1975 au titre de ce mécanisme a déjà été fixé.

Le montant des ressources dont disposeront les Fonds en 1975 au titre de ce mécanisme a déjà été fixé.

Le montant des ressources dont disposeront les Fonds en 1975 au titre de ce mécanisme a déjà été fixé.

Le montant des ressources dont disposeront les Fonds en 1975 au titre de ce mécanisme a déjà été fixé.

Le montant des ressources dont disposeront les Fonds en 1975 au titre de ce mécanisme a déjà été fixé.

Le montant des ressources dont disposeront les Fonds en 1975 au titre de ce mécanisme a déjà été fixé.

Le montant des ressources dont disposeront les Fonds en 1975 au titre de ce mécanisme a déjà été fixé.

Le montant des ressources dont disposeront les Fonds en 1975 au titre de ce mécanisme a déjà été fixé.

Le montant des ressources dont disposeront les Fonds en 1975 au titre de ce mécanisme a déjà été fixé.

Le montant des ressources dont disposeront les Fonds en 1975 au titre de ce mécanisme a déjà été fixé.

Le montant des ressources dont disposeront les Fonds en 1975 au titre de ce mécanisme a déjà été fixé.

Le montant des ressources dont disposeront les Fonds en 1975 au titre de ce mécanisme a déjà été fixé.

Le montant des ressources dont disposeront les Fonds en 1975 au titre de ce mécanisme a déjà été fixé.

Le montant des ressources dont disposeront les Fonds en 1975 au titre de ce mécanisme a déjà été fixé.

Le montant des ressources dont disposeront les Fonds en 1975 au titre de ce mécanisme a déjà été fixé.

Le montant des ressources dont disposeront les Fonds en 1975 au titre de ce mécanisme a déjà été fixé.

Le montant des ressources dont disposeront les Fonds en 1975 au titre de ce mécanisme a déjà été fixé.

Le montant des ressources dont disposeront les Fonds en 1975 au titre de ce mécanisme a déjà été fixé.

Le montant des ressources dont disposeront les Fonds en 1975 au titre de ce mécanisme a déjà été fixé.

Le montant des ressources dont disposeront les Fonds en 1975 au titre de ce mécanisme a déjà été fixé.

Le montant des ressources dont disposeront les Fonds en 1975 au titre de ce mécanisme a déjà été fixé.

Le montant des ressources dont disposeront les Fonds en 1975 au titre de ce mécanisme a déjà été fixé.

Le montant des ressources dont disposeront les Fonds en 1975 au titre de ce mécanisme a déjà été fixé.

Le montant des ressources dont disposeront les Fonds en 1975 au titre de ce mécanisme a déjà été fixé.

Le montant des ressources dont disposeront les Fonds en 1975 au titre de ce mécanisme a déjà été fixé.

Le montant des ressources dont disposeront

More Flexible

(from front page)

celerate international development, the government is attempting, Mr. MacEachen said, "to end the singular isolation which has tended to characterize the development assistance program, within the spectrum of international economic policies, and the consequent reduction of Canada's international development policy". In other words, the Canadian perspective in world development is being widened".

The other theme of the Strategy — flexibility — he said "is a necessary corollary of the first one; it is also a necessary response to recent changes in the world's economic structure". The third theme of the new Canadian Strategy is to ensure that each development program or project will be tailored to the specific needs of recipient countries. Naturally, this flexibility will be exercised within a general framework — one whose parameters will be more explicit, perhaps, than in the past."

The Minister also talked of the need to value past proven policy.

Part one:

International analysis

Part one of the Strategy document, the international analysis, points out that the poorest of the developing countries are now in a state of "permanent emergency". As a result, "their development targets, adopted confidently at the start of the Second Development Decade, have been abandoned in favor of strategies aimed at the mere survival of their people".

Noting that the world is in a state of "increasing interdependence and therefore of increasing interdependence, the document points out two phenomena: "a substantial and rapid transfer of wealth and influence from one group of countries to another, and a degree of solidarity among the Third World countries that is changing international relations".

The Third World is seeking significant changes in the patterns of international trade, technology transfer, finance and resource ownership, in addition to increased aid on concessional terms.

Plus flexible

(suite de la première page)

au Corps diplomatique réuni à la Maison Pearson, le 2 septembre dernier. Voici comment M. MacEachen a qualifié le document dans sa déclaration: "Je ne dirais pas qu'il s'agit d'une approche nouvelle et différente, mais ce qu'il inscrit, à n'en point douter, l'effort canadien d'aide au développement dans une perspective nouvelle et plus vaste et bien qu'il contienne nombre de propositions dont la portée pourrait se révéler assez radicale, en ce qui concerne l'élargissement des responsabilités économiques et sociales dans le monde, si elles étaient mises en œuvre avec la collaboration active des autres pays, tant développés qu'en voie de développement... Je ne vais pas non plus succomber à la tentation d'appeler ce document une réévaluation anglo-saxonne de la politique canadienne de développement international".

Selon lui, la réévaluation de la Stratégie avait été "entreprise à un moment où l'économie mondiale sombrait dans la pire récession depuis plus de trente ans, subissant les plus terribles assauts de l'inflation depuis les années vingt et devait se remettre d'un renchement sans précédent des coûts de l'énergie".

Mr. MacEachen a terminé son allocution en invitant les représentants des pays en développement à examiner les "deux thèmes qui sous-tendent la stratégie et qui, au fur et à mesure qu'ils seront mis en œuvre dans les années à venir, détermineront la vraie dimension de la politique de développement internationale". Cependant, l'un est l'approche multidimensionnelle et l'autre, la flexibilité."

While recent crises call for immediate food and balance-of-payments measures, the analysis states, it is important not to lose sight of longer-term needs. Canada must broaden the scope of its relationships with the Third World, particularly by policy instruments to reach its development objectives and make its development assistance more precise in its thrust and more effective in the transfer of resources.

Première partie:

Analyse de la situation

La première partie du document, analyse de la situation internationale, met l'accent sur l'état de "crise permanente" existant dans les plus pauvres des pays en développement et souligne que, en conséquence, "les vastes objectifs adoptés en toute confiance au début de la deuxième Décennie pour le développement mondial ont dû être abandonnés en faveur de stratégies se limitant à un rôle de sauvegarde".

Le document fait état de la limitation des ressources mondiales et de l'interdépendance croissante entre les pays, et note deux phénomènes récents: "Un transfert des richesses et de l'influence à la fois substantiel et rapide d'un groupe de pays au sein de l'ensemble mondial qui affecte sensiblement les relations internationales".

Le tiers-monde travaille à changer les modalités du commerce mondial, du transfert de technologie, du contrôle des finances et des ressources, et à accroître l'aide consentie à des

contact

is produced by the Information Division, Canadian International Development Agency, under the authority of the Honourable Allan J. MacEachen, Secretary of State for External Affairs.

Rédaction:
Andrée Champagne
Ottawa, September 1975



International Research

Point 11 of the new CIDA Strategy commits Canada to support of national and international research centres.

The document states that development research can supply the basic information and new technologies needed to solve the chronic problems of underdevelopment. The government will emphasize three criteria in supporting such research:

- it must have an impact beyond one country or region. The Strategy pledges continued support for the International Group on International Agricultural Research (CGIAR). Canadian contributions, including both CIDA and IDRC funds, to the CGIAR-supported research centres are expected to total \$5.4 million in 1975, or about 11 per cent of total donor support.

- it must be directed to solving the major problems of food and rural development, training and extension, health care, population planning and energy.
- it must help developing countries advance their own

la recherche

IRRI: Institut International de recherche sur le riz

Centre international pour l'amélioration du maïs et du blé

International Maize and Wheat Improvement Centre

CIAT: Institut international d'agriculture tropicale

International Institute of Tropical Agriculture

CIP: Centre international d'agriculture tropicale

International Centre for Tropical Agriculture

ICRISAT: Institut International de recherches sur les cultures des zones tropicales semi-arides

International Crops Research Institute for the Semi-Arid Tropics

CIP: Centre international de la pomme de terre

LIRMA: Laboratoire international de recherche sur les maladies des animaux

ILRAD: International Laboratory for Research on Animal Diseases

CIEA: Centre international de l'élevage pour l'Afrique

ILCA: International Livestock Centre for Africa

CRG: Conseil des ressources génétiques

IBPGR: Institut international pour la biotechnologie et la recherche sur les plantes

ADRAC: Association pour le développement de la riziculture en Afrique de l'Ouest

WARDA: West Africa Rice Development Association

Global view

For the first time the Canadian Government is presenting the public and the Third World with a coherent overview of the principles which govern our cooperation with the developing world.

CIDA's President, Paul Gérin-Lajoie, explained this new aspect of Canada's program for international development — appearing in the Strategy for International Cooperation 1975-1980 — the International Strategic Review of the Diplomatic and Development Cooperation 1975-1980.

The fundamental element of the new orientation of CIDA and the Government is that from now on Canada will no longer consider international development to be just "assistance" or "aid" — that is to say the transfer of financial and technical resources to reach its development objectives and make its development assistance more effective in its thrust and more effective in the transfer of resources.

Bien que les crises récentes exigent une assistance immédiate en termes d'alimentation et de balance des paiements, il est important de ne pas perdre de vue les besoins à long terme. Le Canada doit élargir l'éventail de ses relations avec le tiers-monde, utiliser un grand nombre d'instruments de politique pour atteindre ses objectifs de développement et donner à son assistance au développement une plus grande justesse d'attaque et une plus grande efficacité dans le transfert des ressources.

Later in a letter to CIDA employees Mr. Gérin-Lajoie wrote that the Strategy is CIDA's principal policy document, and that "carrying out the Strategy is the most important, most challenging task that I am facing as President of CIDA", he said.

Mr. Gérin-Lajoie said "certain large sectors notably the establishment of new rules for International commerce, the regulation of the international monetary system and

— activités renforçant la capacité des pays en développement à promouvoir leurs propres recherches et leur propre innovation;

— activités ayant une incidence au-delà des frontières d'un pays ou d'une région.

La Stratégie réitère l'appui du gouvernement au Groupe de consultation sur la recherche internationale agricole. Les contributions canadiennes pour l'ACDI et l'IDRC aux centres de recherches agricoles devraient atteindre \$5.4 millions en 1975, soit environ 11 p. 100 de l'appui total des donateurs

Part two

21 points

Part two of the Strategy announces a comprehensive and organic approach to development assistance, including new forms of cooperation with countries enjoying bigger export earnings, continued support for multilateral organizations and "tripartite cooperation" with oil-rich countries.

The document also states

that the government will encourage the creation of a special voluntary organization which will facilitate the participation of provinces, of non-governmental organizations, and of individuals in the global Canadian food aid effort".

Interdepartmental Committee on Economic Relations with the Development Countries (IERDC) which will coordinate the activities of all government departments with activities affecting the Third World.

The document also states

that the government will

encourage the creation of

a special voluntary

organization which will

facilitate the participation

of provinces, of

non-governmental orga-

nizations, and of individu-

als in reforming the international

monetary system, permanent

control over their own natu-

ral resources, and increased

ex-

perts. They also want a code of conduct for international shipping and regulation of the activities of multinational corporations.

Quoi de neuf?

Bien que la Stratégie ne constitue pas une coupure dans la politique canadienne, mais plutôt une continuation et une mise en forme de certaines pratiques déjà établies, certains aspects sont pourtant nouveaux:

■ harmonisation des diverses politiques canadiennes qui ont

une incidence sur les pays en développement

■ utilisation des instruments autres que l'aide

■ nouvelles formes de coopération pour les pays qui tirent de

leur revenus de leurs exportations

■ coopération bilatérale, tripartite et multipartite

■ spécialisation sectorielle de l'aide

■ priorité au nombre des pays plus pauvres

■ limite de l'endettement des pays en développement

■ création d'un crédit annuel de \$200 000 à la portée d'un plus grand nombre de pays et administré par les missions canadiennes

■ accent sur la coopération régionale

■ accès accru des transferts

■ débouché immédiat des prêts bilatéraux aux pays en déve-

loppe-

ment

■ allégement de la dette du tiers-monde, cas par cas et quand les

circonstances le justifient

■ coopération soutenue avec la Société pour l'expansion des exportations

■ offensive contre les principaux problèmes mondiaux.

Certains aspects du programme d'aide seront maintenus et amé- liorés:

■ appui continu aux institutions internationales et augmentation du plafond des contributions multilatérales jusqu'à 35 p. 100

■ élargissement immédiat des transferts aux pays en déve-

loppe-

ment

■ maintien des objectifs définis dans la Déclaration de politique extérieure de 1970

■ volonté d'atteindre l'objectif de 0,7 p. 100 du PNB

■ appui continu à la recherche, notamment au CRDI

■ maintien des droits de libéralité du programme canadien à au moins 80 p. 100

■ maintien des programmes bilatéraux, multilatéraux et spéciaux

■ participation aux programmes internationaux de secours d'urgence

■ appui/soutien aux organisations non gouvernementales.

What is new?

The Strategy does not constitute a break with Canadian aid policies but a continuation and development of them. However, there are some new aspects in the Strategy:

■ the harmonization of policies which have an impact on the Third World;

■ use of new instruments;

■ new forms of cooperation with developing countries with significantly increased exports;

■ tripartite and multipartite cooperation;

■ focusing on sectoral problems;

■ giving priority to the poorest nations;

■ limitation of recipient countries for bilateral aid on the basis of greatest need;

■ creation of a financial facility of \$200,000 to be administered by aid agencies for high impact projects;

■ focusing on regional cooperation;

■ greater liquidity of transfers;

■ uniting of procurement for developing countries;

■ provision of debt relief on a case-by-case basis when exceptional circumstances warrant it;

■ cooperation with the Export Development Cooperation;

■ attack on many world problems.

Objectives of Canada's aid program are being maintained and/or improved:

■ the objectives of the 1970 Foreign Policy Review;

■ the objective of allocating 0.7 per cent of the GNP for aid;

■ continued support for research and the IDRC;

■ the degree of concessionality of the bilateral program will remain not less than 90 per cent;

■ the maintenance of the bilateral, multilateral and special programs;

■ increased support of international institutions of up to 35 per cent of total disbursement;

■ increased food aid;

■ increased response to international emergency situations;

■ continued support for non-governmental organizations.

La deuxième partie de la Stratégie présente une "approche globale et organique" de la coopération au développement, comprenant de nouvelles formes de coopération avec les pays dont les exportations ont considérablement augmenté les dernières années. Ces organismes multilatéraux et une "coopération tripartite" avec les pays riches en pétrole.

Certaines mesures dans ce sens ont déjà été adoptées, notamment, la mise en vigueur, à partir de 1976, du régime de transfert préférentiel généralisé qui autorisera l'entrée au Canada, à des tarifs préférentiels, de certains produits fabriqués dans les pays en développement, et la création du Comité interministériel sur les relations internationales des pays pauvres, au vote de développement.

Objectifs de l'aid program are being maintained and/or improved:

■ the objectives of the 1970 Foreign Policy Review;

■ the objective of allocating 0.7 per cent of the GNP for aid;

■ continued support for research and the IDRC;

■ the degree of concessionality of the bilateral program will remain not less than 90 per cent;

■ the maintenance of the bilateral, multilateral and special programs;

■ increased support of international institutions of up to 35 per cent of total disbursement;

■ increased food aid;

■ increased response to international emergency situations;

■ continued support for non-governmental organizations.

La Stratégie précise que le gouvernement adoptera une "approche multidimensionnelle" qui lui permettra de peser "le pour et le contre des

UN Special Session

The Seventh Special Session of the United Nations Assembly ended on Sept. 16 after 16 days of tense and difficult negotiations. Delegates from rich and poor nations with widely varied economic interests discussed "Development and Economic Cooperation," in an effort to smooth the way for a new international economic order. Developing countries have recently become more vocal in their determination to free themselves from economic dependence. The upshot of these demands was the endorsement at the Sixth Special Session in June 1974 of the Declaration and Program of Action on the Establishment of a New International Economic Order; another boost was given to Third World interests in the Charter of Economic Rights and Duties of States, adopted last December by the 29th regular session.

Aid

(Continued from page 1)

as well as placing greater emphasis on rural and agricultural development. MacEachen insisted that aid must be supplemented by trade, investment, and finance measures leading to wider economic cooperation. He approved of commodity arrangements, adding that the use of buffer stocks and alternative stock mechanisms might be an appropriate stabilizing technique for many commodities.

Canada will also consider debt-for-equity and removal of tariff escalation and non-tariff barriers. In the field of industrialization, Canada will encourage industrial cooperation in the form of investment, technical assistance, and management training and advice. In the wake of strong demands by developing countries for more concrete development measures by industrialized nations, the Canadian proposals were praised as both promising and progressive.

contact

Is produced by the International Division, Communications Branch, Canadian International Development Agency, under the authority of the Honourable Allan J. MacEachen, Secretary of State for External Affairs.

Editors:
Andrée Champagne
Lyne Racine

Ottawa, October 1975

Rédaction
Andrée Champagne
Lyne Racine

Ottawa, octobre 1975

Session

(Suite de la première page)

Ces documents ont également demandé l'établissement d'un nouvel ordre économique mondial dans les pays en développement, par exemple, l'indexation des prix des matières premières qu'ils exportent aux prix des produits manufacturés qu'ils importent des pays industrialisés. Devant l'opposition des pays de l'Ouest, on a recommandé que le CNUCED et le Comité suét de l'industrie dans la déclaration finale, l'Ouest a son tour levé son opposition à la possibilité que les pays producteurs de produits de base signent des ententes de stabilisation des prix.

Une autre demande contestée par les pays occidentaux visait au soutien objectif de 0,7 p. 100 du PNB pour l'aide au développement. Le tiers-monde voulait que les pays donneurs atteignent cet objectif d'ici 1980. On se mit finalement d'accord sur le besoin d'atteindre cet objectif, mais aucun pays n'a été tenu à le faire.

Les délégués ont finalement adopté à l'unanimité une série de principes et de recommandations qui devraient constituer le point de départ pour l'élimination du déséquilibre économique mondial. L'ambassadeur du Canada à l'ONU, M. Saul Rae, a déclaré que ces résultats étaient très encourageants et a indiqué que "le Canada entend travailler de façon constructive et positive, avec tous les gouvernements, dans toutes les institutions et conférences internationales dans les années à venir, afin de construire un nouvel ordre économique international."

Ces documents contenaient, notamment, des demandes suivantes: le droit de contrôles et d'exporter les entreprises étrangères, la souveraineté sur les ressources nationales, l'amélioration des termes des échanges commerciaux, l'accroissement de l'aide au développement, un code d'éthique pour le transfert de technologies, une plus grande participation dans les institutions internationales et la modification du système monétaire international. Mais certains pays occidentaux s'opposaient fermement à certaines de ces demandes et ce jusqu'à durant la Session Spéciale.

Durant la Session, malgré une opposition farouche sur certains problèmes clés, les deux

Session spéciale:

UN Recommendations

Following are the major recommendations adopted at the Seventh Special Session of the UN:

International Trade

- expansion and diversification of world trade to increase Third World contribution to world industry
- study by UNCTAD of indexation schemes and of market structures for raw materials and commodities
- reduction or removal by developed countries of non-tariff barriers
- new international division of labour
- system of consultations in UNIDO and other bodies

Food and Agriculture

- increased food and agricultural aid
- easier access to markets in developed countries for agriculture exports from developing countries
- voluntary pledges to International Fund for Agricultural Development
- building up of emergency food grain reserves
- reduced role of national reserve currencies in favor of SDRs
- increased access to capital markets and increased participation in international financial markets

Recommendations

Science and technology

- accroissement de l'aide scientifique et technologique
- étude de l'ONU sur la création d'une agence internationale de l'énergie
- analyse d'un code d'éthique international pour le transfert de la technologie

Industrialisation

- relocation mondiale des industries
- nouvelle répartition internationale de la main-d'œuvre
- mécanismes de consultation à l'ONUDI et dans d'autres agences

Administration et agriculture

- augmentation de l'aide alimentaire et agricole
- accès plus facile aux marchés des pays développés pour les produits importés des pays en voie de développement
- engagements financiers volontaires pour le Fonds international de développement agricole

Restructuration des ressources et réforme monétaire

- accroissement et délimitation de l'aide au développement
- efforts pour atteindre l'objectif de 0,7 p. 100 du PNB
- dons suffisants au Fonds spécial de l'ONU pour les pays les plus sévèrement atteints
- étude du FMI sur la possibilité de faire des Droits de tirage spéciaux (DTS) à l'aide du développement

Amélioration et développement

- création de réserves de céréales pour répondre aux urgences
- Restructuration du système des Nations Unies
- transformation des secteurs sociaux et économiques de l'ONU pour qu'ils répondent mieux à l'appel pour un nouvel ordre économique international

UN Recommendations

Following are the major recommendations adopted at the Seventh Special Session of Third World Science and Technology

- expansion of scientific and technological aid
- DN study on establishing international energy institution
- work on international code of conduct for transfer of technology

Industrialization

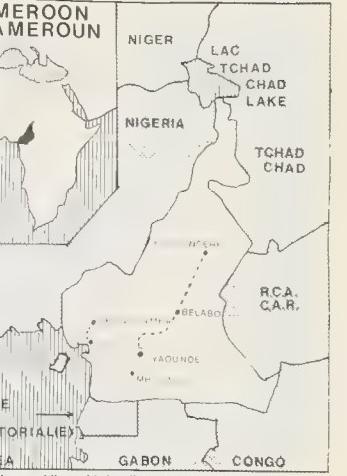
- redeployment of world industries
- new international division of labour
- system of consultations in UNIDO and other bodies

Food and Agriculture

- increased food and agricultural aid
- easier access to markets in developed countries for agriculture exports from developing countries
- voluntary pledges to International Fund for Agricultural Development

Industrialisation

- building up of emergency food grain reserves
- Restructuring the UN System
- making UN economic and social sectors more responsive to the call for a new international economic order.



Canada is providing aid for the reconstruction of the Trans-Cameroon Railway from Douala to Yaoundé.
Le Canada participe aux travaux de réfection du tronçon Douala-Yaoundé du chemin de fer transcamerounais.

Carrières à l'étranger

L'ACDI est à la recherche d'un économiste pour la Société de développement économique de Sarawak, en Malaisie (anglais). Pour plus de renseignements: Direction des Ressources humaines, ACDI, 122, rue Sparks, Ottawa K1A 0G4.

La Commission nationale du travail est à la recherche de spécialistes des coopératives: éducation et formation, gestion agricole, commercialisation et distribution, coopératives de consommation, petites industries et comptabilité. Divers postes sont ouverts à la Trinité-et-Tobago, en Guyane, en Aruba-Soudan, en Papoue-Nouvelle Guinée, au Soudan, au Bangladesh, et à Singapour.

Pour plus d'information: Marc Ryan, Chargé du développement international, Cooperative Union of Canada, 111, rue Sparks, Ottawa K1P 5B5.

Overseas Openings

CIDA requires a Senior Development Economist for the Sarawak Economic Development Corporation in Malaysia—English. For more information write to: Human Resources Division, CIDA, 122 Bank St., Ottawa K1A 0G4.

The International Labour Organization requires experts in cooperative training and education, agricultural cooperative management, marketing and distribution, consumer cooperatives, small-scale industries, and cooperative account. Openings are available in Trinidad and Tobago, Guyana, Saudi-Arabia, Papua-New Guinea, Sudan, Bangladesh, and Singapore. For more information contact Marc Ryan, International Development Officer, Cooperative Union of Canada, 111 Sparks St., Ottawa K1P 5B5.

Construction ferroviaire

Canada will provide Cameroon with a \$1 million grant and an \$8 million loan for the improvement of the African nation's railway line. The loan will be used to purchase materials for the construction and realignment of the railway while the grant is for technical training of Cameroonian personnel. The railway is expected to increase freight haulage through the port city of Douala from 60 to 70 per cent by 1980. Douala is now the transit centre for 90 per cent of the nation's exports and imports. The new railway system will also provide landlocked Chad and the Central African Republic with links to the sea.

Botsvana:

Relevé minier

Le Canada a accordé un prêt de \$2 millions au Botswana pour la réalisation d'un relevé aéro-magnétique de près de 80 p. 100 de son territoire. La société Terra Surveys d'Orlando réalisera le relevé qui aidera à identifier les régions qui se prêtent le mieux à l'appel d'explorations minières et géologiques plus poussées.

World Bank Annual Report — 1975

"For the 1,000 million people living in lower-income countries, the economic events of the past year have meant that average real incomes have not risen at all." Even worse, according to the World Bank's Annual Report for fiscal 1975, is that the incomes of these people may grow by less than 1 per cent yearly for the rest of the decade.

The report notes that during the past year, developing countries took dramatic and harsh measures, often at considerable political cost, to alleviate the adverse effects of the international economic climate. Nonetheless, "most developing countries cannot, by themselves, make the adjustments that will permit them not only to weather the current economic uncertainties, but also to increase growth rates. What is needed," the Report adds, "is a combination of measures to assist the attainment of a reasonable level of economic and social development.

Even more important is the need for adoption of liberal policies by the industrial countries on the importation of manufactured goods from the developing world. The Report also stresses the essentiality to the long-term prospects of the developing world. Exports can help the developing countries weather the current transitional period of economic disequilibrium, the Bank says, but beyond that point, long-term development finance and institutional terms will still be needed.

The 143-page Report is available from the World Bank, 1818 H Street, N.W., Washington, D.C. 20433, U.S.A.



Pour sensibiliser les jeunes

Une trousse multimédia destinée à éveiller l'esprit international chez les jeunes Canadiens d'âge scolaire a été préparée par l'ACDI par l'Office national du Plan (ONF) en collaboration avec UNICEF Canada. La trousse, également appelée "Coup d'œil sur le développement international," comprend des brochures, des livrets et quatre films fixes avec accompagnement sonore, qui examinent certaines cultures étrangères et divers aspects du développement international.

La trousse d'une valeur de 69 dollars contient aussi un livre de chant, un globe terrestre, et un album de bandes dessinées produit par l'ACDI, Les Aventures de Paul Paley en Afrique (The Adventures of Billy Buyer in Africa).

On peut obtenir de copies de cet album à la Direction de l'information de l'ACDI, 122 Bank, Ottawa K1A 0G4.

A ces éléments, UNICEF Canada a ajouté des échanges de correspondants; pour les classes canadiennes qui désirent échanger des lettres, des timbres, de la monnaie, des journaux, etc., l'UNICEF identifie des classes intéressées dans les pays participant.

Pour la version anglaise: Visual Education Centre, 115 Barkley St., Toronto M5A 2W8, pour l'Ontario, le Québec et les provinces Maritimes; et Scholar's Choice, 1150 Homer St., Vancouver V6B 2X8.

Orders for the French version of the kit, "Coup d'œil sur le développement international," should be sent to La Société Secas Internationale, 400 est, rue Notre-Dame, Montréal H2Y 2T6. Pour l'édition française: Visual Education Centre, 115 Barkley St., Toronto M5A 2W8, pour l'Ontario, le Québec et les provinces Maritimes; et Scholar's Choice, 1150 Homer St., Vancouver V6B 2X8, pour l'est, le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest.

La situation mondiale en 1975

A cause des bouleversements économiques de l'année dernière, il n'y a eu aucune augmentation des revenus réels moyens pour les quelque 1,000 millions de personnes habitant dans les pays à faible revenu. Et l'on prévoit dans le Rapport annuel de la Banque mondiale pour 1975, que ces revenus vont diminuer de moins de 1 p. 100 par année d'ici la fin de la décennie.

Gérin-Lajoie:

Annual Message

"The longest journey begins with the first step, this first step depends on the goodwill of each individual and each nation. The second step, however, can only be taken through a collective effort on the part of the whole world community. Some men yield easily to the paralysis of inertia; others, in other words, respond to the need for change; whatever their natural inclination the journey must go on because man's very destiny depends on it."

With these words, CIDA President, Paul Gérin-Lajoie closes his annual message to his col-



IMF — Aid Fund

Finance ministers from industrial countries known as the Group of Ten have established new currency exchange rates and have decided to allow the sale of International Monetary Fund gold reserves. Profits would be used as a trust fund to help the poorest countries. The new measures were submitted to the IMF meeting in Jamaica this month.

The agreement provides for continued floating of the dollar but countries will consult regularly to prevent "erratic movements."

During a transition period each country will be able to choose the exchange system it prefers (floating or fixed) in order to arrive before too long at stable but adjustable parities of exchange.

Details for the creation of an aid fund within the IMF's budget allocated to developing countries of the profits gained on the sale of one-sixth of its gold stockpile. A trust fund will be set up for making loans on favorable terms to the poorest countries.

The trust fund itself will sell the gold by auction over five years. Gold will be sold on the free market and central banks will not be able to purchase any until the reforms to the monetary system are ratified by the IMF member countries.

In the meantime only the Bank for International Settlements will have the right to buy gold. Moreover the trust fund will not buy gold in the market when prices are too low.

At present prices these sales should bring in \$400 million a year (\$300 million SDRs) which may be loaned on favorable terms.

The Group of Ten comprises the U.S., France, Great Britain, West Germany, Japan, Italy, the Netherlands, Belgium, Sweden and Canada.

Canada ranked fifth as a supplier of experts to the UNDP in 1974, according to the latest edition of the organization's Questions and Answers booklet.

Of the 9,809 UNDP experts serving in the field in 1974, 1,446 came from the U.K., 1,69 from France, 1,52 from the U.S., 472 from India, 373 from Canada, and the remainder from over 100 other countries.

contact

is produced by the Information Division, Communications Branch, Canadian International Development Agency, under the authority of the Honourable Allan J. MacEachen, Secretary of State for External Affairs.

Editor:
André Champagne
Associate Editor:
Lynne Racine
Ottawa, January 1976

est publié par la Direction générale des communications, Direction de l'information, de l'Agence canadienne de développement international, avec l'autorisation de l'honorable Allan J. MacEachen, Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères.

Redaction:
André Champagne
Lynne Racine
Ottawa, janvier 1976

Fonds fiduciaire chargé de faire

les prêts à des conditions de faveur aux pays les plus pauvres. Le FMI allouera cette plus-value en or que le fonds fiduciaire vendra lui-même lors de ventes aux enchères. Les établissements centraux qui participeront au marché libre et les banques centrales ne pourront se porter acquéreurs que lorsque la réforme du système monétaire sera ratifiée par les pays membres du FMI. Entre-temps, seule la Banque des régions internationales aura le droit d'acheter le dollar plus tard.

L'accord prévoit que le dollar continuera à flotter mais que les DIX se consulteront pour empêcher les mouvements déordrés dans le système de change qu'il préfère (flottant ou fixe) afin de parvenir, à moyen terme, à des parités stables mais ajustables.

Pour ce qui est des modalités de création du fonds d'aide, il a été convenu que le FMI allouera une plus-value en or sur les ventes d'un système de stock d'or aux pays en développement par la voie d'un Fonds fiduciaire chargé de faire

les subventions en espèces d'un montant global de \$825 000 ont été consenties à la Croix-Rouge pour des secours humanitaires aux victimes des conflits dans les anciennes colonies portugaises et au Liban.

La principale contribution de

CIDA a fait deux cash grants totaling \$825,000 to the Red Cross for their medical and paramedical assistance operations of strife in former Portuguese colonies and in Lebanon. The larger grant, \$750,000, is for emergency relief in Angola and Timor and in countries where refugees from these territories have found asylum. The remaining \$75,000 is to support the work of the International Committee of the Red Cross (ICRC) in Lebanon.

In recent weeks CIDA has also made grants of \$101,000 to the ICRC's emergency program in Angola, \$100,000 for relief of Angolans ex-patriated to Portugal, \$37,500 for relief work in Timor, and \$11,500 au titre de secours semblables au Mozambique.

OPEC:

Aid Fund

Finance ministers from the Organization of Petroleum Exporting Countries (OPEC) agreed at a meeting in Vienna in November to set up an aid fund for developing countries. Figures were suggested at the talks but details for accumulating the funds have yet to be ironed out. Other conferences will be held to determine rules and methods of operation of the fund.

Lors d'une rencontre tenue à Vienne en novembre, les ministres des Finances de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEC) ont convenu de créer un fonds d'aide aux pays en développement. On avait alors avancé certains chiffres, mais les détails concernant le rassemblement de ces fonds n'étaient pas encore établis. On doit déterminer les règlements et les méthodes de fonctionnement du fonds plus tard en 1976.

OPEC's 104 member countries, 85 are developing countries, including 29 in Africa.

Le Canada s'est classé cinquième parmi les pays fournissant des experts en assistance technique pour les programmes du PNUD. En 1974, dans la dernière édition de la brochure "Questions et réponses" publiée par cet organisme,

"The prospects ahead for most developing countries are bleak," according to Mr. Maurice J. Williams, Chairman of the OECD Development Assistance Committee (DAC). The DAC's published annual report, "Development Cooperation — 1975 Review" Mr. Williams cites the major causes as inflation and recession, the precarious world food situation and oil price increases, and that the 1975 current account deficit of non-oil developing countries appeared likely to reach \$45 billion, five times the \$9 billion deficit of 1973 (before the increase in oil prices).

He urges aid donors to give priority help to the poorest, worst-affected developing countries, and emphasizes socially-oriented rural development programs.

Dettes extérieures du tiers-monde

Un document intitulé "La totalité des dettes extérieures des pays en voie de développement" vient d'être rendu public par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Ce document, qui était destiné aux Etats-Unis, Ottawa, ou du Bureau des publications de l'OCDE, 2 rue André-Pascal, Paris XVII, contient différents tableaux statistiques portant sur les dettes encourues par les pays en voie de développement avant 1974.

On peut obtenir copie du document chez les agents de vente de l'OCDE dans les pays membres (Information Canada, 171, 171 St. Slater, Ottawa), ou du Bureau des publications de l'OCDE, 2 rue André-Pascal, Paris XVII.

M. Williams encourage les pays donateurs à accorder la priorité aux pays les plus pauvres et les plus sérieusement atteints, et à mettre l'accent sur les programmes de développement rural à forte incidence sociale.

Le Rwanda membre de la SFI

Le Rwanda est devenu le 104^e membre de la Société financière internationale (SFI) filiale de la Banque mondiale. Ce rôle est d'encourager la participation du secteur privé au développement du pays.

Le Rwanda a souscrit \$100 000 au capital de la SFI portant le capital souscrit de la Société à \$107 610 000. Depuis 1974, la SFI a investi \$9 millions dans le pays et a soutenu 15 projets dans 15 pays africains, et y a appuyé une institution régionale de développement.

Des 104 pays membres de la Société, 85 sont en voie de développement, et 29 sont situés en Afrique.

Assistance technique

Des 9,809 experts au service du PNUD, en 1974, 1,446 venaient de Grande-Bretagne, 152 des Etats-Unis, 472 de l'Inde, 373 du Canada, alors que les autres étaient originaires de plus de 100 autres pays.

Rapport annuel du CAD

"L'avenir sera sombre pour le plus grand nombre de pays en développement", d'après M. Maurice J. Williams, président du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE. Dans le dernier rapport annuel du CAD, Coopération internationale au développement, 1975, M. Williams relate que l'inflation, la récession, la situation alimentaire mondiale précaire et l'augmentation des prix du pétrole sont les facteurs qui affectent le plus les perspectives des tiers-mondes, alors que l'effort de développement non productif de pétrole devrait atteindre \$45 milliards en 1975, soit cinq fois plus que le déficit de \$9 milliards enregistré en 1973 avant l'augmentation des prix du pétrole.

M. Williams encourage les pays donateurs à accorder la priorité aux pays les plus pauvres et les plus sérieusement atteints, et à mettre l'accent sur les programmes de développement rural à forte incidence sociale.

Le Rwanda membre de la SFI

Le Rwanda est devenu le 104^e membre de la Société financière internationale (SFI) filiale de la Banque mondiale. Ce rôle est d'encourager la participation du secteur privé au développement du pays.

Le Rwanda a souscrit \$100 000 au capital de la SFI portant le capital souscrit de la Société à \$107 610 000. Depuis 1974, la SFI a investi \$9 millions dans le pays et a soutenu 15 projets dans 15 pays africains, et y a appuyé une institution régionale de développement.

Des 104 pays membres de la Société, 85 sont en voie de développement, et 29 sont situés en Afrique.

Assistance technique

Des 9,809 experts au service du PNUD, en 1974, 1,446 venaient de Grande-Bretagne, 152 des Etats-Unis, 472 de l'Inde, 373 du Canada, alors que les autres étaient originaires de plus de 100 autres pays.

Rapport annuel du CAD

"L'avenir sera sombre pour le plus grand nombre de pays en développement", d'après M. Maurice J. Williams, président du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE. Dans le dernier rapport annuel du CAD, Coopération internationale au développement, 1975, M. Williams relate que l'inflation, la récession, la situation alimentaire mondiale précaire et l'augmentation des prix du pétrole sont les facteurs qui affectent le plus les perspectives des tiers-mondes, alors que l'effort de développement non productif de pétrole devrait atteindre \$45 milliards en 1975, soit cinq fois plus que le déficit de \$9 milliards enregistré en 1973 avant l'augmentation des prix du pétrole.

M. Williams encourage les pays donateurs à accorder la priorité aux pays les plus pauvres et les plus sérieusement atteints, et à mettre l'accent sur les programmes de développement rural à forte incidence sociale.

Le Rwanda membre de la SFI

Le Rwanda est devenu le 104^e membre de la Société financière internationale (SFI) filiale de la Banque mondiale. Ce rôle est d'encourager la participation du secteur privé au développement du pays.

Le Rwanda a souscrit \$100 000 au capital de la SFI portant le capital souscrit de la Société à \$107 610 000. Depuis 1974, la SFI a investi \$9 millions dans le pays et a soutenu 15 projets dans 15 pays africains, et y a appuyé une institution régionale de développement.

Des 104 pays membres de la Société, 85 sont en voie de développement, et 29 sont situés en Afrique.

Assistance technique

Des 9,809 experts au service du PNUD, en 1974, 1,446 venaient de Grande-Bretagne, 152 des Etats-Unis, 472 de l'Inde, 373 du Canada, alors que les autres étaient originaires de plus de 100 autres pays.

Rapport annuel du CAD

"L'avenir sera sombre pour le plus grand nombre de pays en développement", d'après M. Maurice J. Williams, président du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE. Dans le dernier rapport annuel du CAD, Coopération internationale au développement, 1975, M. Williams relate que l'inflation, la récession, la situation alimentaire mondiale précaire et l'augmentation des prix du pétrole sont les facteurs qui affectent le plus les perspectives des tiers-mondes, alors que l'effort de développement non productif de pétrole devrait atteindre \$45 milliards en 1975, soit cinq fois plus que le déficit de \$9 milliards enregistré en 1973 avant l'augmentation des prix du pétrole.

M. Williams encourage les pays donateurs à accorder la priorité aux pays les plus pauvres et les plus sérieusement atteints, et à mettre l'accent sur les programmes de développement rural à forte incidence sociale.

Le Rwanda membre de la SFI

Le Rwanda est devenu le 104^e membre de la Société financière internationale (SFI) filiale de la Banque mondiale. Ce rôle est d'encourager la participation du secteur privé au développement du pays.

Le Rwanda a souscrit \$100 000 au capital de la SFI portant le capital souscrit de la Société à \$107 610 000. Depuis 1974, la SFI a investi \$9 millions dans le pays et a soutenu 15 projets dans 15 pays africains, et y a appuyé une institution régionale de développement.

Des 104 pays membres de la Société, 85 sont en voie de développement, et 29 sont situés en Afrique.

Assistance technique

Des 9,809 experts au service du PNUD, en 1974, 1,446 venaient de Grande-Bretagne, 152 des Etats-Unis, 472 de l'Inde, 373 du Canada, alors que les autres étaient originaires de plus de 100 autres pays.

Rapport annuel du CAD

"L'avenir sera sombre pour le plus grand nombre de pays en développement", d'après M. Maurice J. Williams, président du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE. Dans le dernier rapport annuel du CAD, Coopération internationale au développement, 1975, M. Williams relate que l'inflation, la récession, la situation alimentaire mondiale précaire et l'augmentation des prix du pétrole sont les facteurs qui affectent le plus les perspectives des tiers-mondes, alors que l'effort de développement non productif de pétrole devrait atteindre \$45 milliards en 1975, soit cinq fois plus que le déficit de \$9 milliards enregistré en 1973 avant l'augmentation des prix du pétrole.

M. Williams encourage les pays donateurs à accorder la priorité aux pays les plus pauvres et les plus sérieusement atteints, et à mettre l'accent sur les programmes de développement rural à forte incidence sociale.

Le Rwanda membre de la SFI

Le Rwanda est devenu le 104^e membre de la Société financière internationale (SFI) filiale de la Banque mondiale. Ce rôle est d'encourager la participation du secteur privé au développement du pays.

Le Rwanda a souscrit \$100 000 au capital de la SFI portant le capital souscrit de la Société à \$107 610 000. Depuis 1974, la SFI a investi \$9 millions dans le pays et a soutenu 15 projets dans 15 pays africains, et y a appuyé une institution régionale de développement.

Des 104 pays membres de la Société, 85 sont en voie de développement, et 29 sont situés en Afrique.

Assistance technique

Des 9,809 experts au service du PNUD, en 1974, 1,446 venaient de Grande-Bretagne, 152 des Etats-Unis, 472 de l'Inde, 373 du Canada, alors que les autres étaient originaires de plus de 100 autres pays.

Rapport annuel du CAD

"L'avenir sera sombre pour le plus grand nombre de pays en développement", d'après M. Maurice J. Williams, président du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE. Dans le dernier rapport annuel du CAD, Coopération internationale au développement, 1975, M. Williams relate que l'inflation, la récession, la situation alimentaire mondiale précaire et l'augmentation des prix du pétrole sont les facteurs qui affectent le plus les perspectives des tiers-mondes, alors que l'effort de développement non productif de pétrole devrait atteindre \$45 milliards en 1975, soit cinq fois plus que le déficit de \$9 milliards enregistré en 1973 avant l'augmentation des prix du pétrole.

M. Williams encourage les pays donateurs à accorder la priorité aux pays les plus pauvres et les plus sérieusement atteints, et à mettre l'accent sur les programmes de développement rural à forte incidence sociale.

Le Rwanda membre de la SFI

Le Rwanda est devenu le 104^e membre de la Société financière internationale (SFI) filiale de la Banque mondiale. Ce rôle est d'encourager la participation du secteur privé au développement du pays.

Le Rwanda a souscrit \$100 000 au capital de la SFI portant le capital souscrit de la Société à \$107 610 000. Depuis 1974, la SFI a investi \$9 millions dans le pays et a soutenu 15 projets dans 15 pays africains, et y a appuyé une institution régionale de développement.

Des 104 pays membres de la Société, 85 sont en voie de développement, et 29 sont situés en Afrique.

Assistance technique

Des 9,809 experts au service du PNUD, en 1974, 1,446 venaient de Grande-Bretagne, 152 des Etats-Unis, 472 de l'Inde, 373 du Canada, alors que les autres étaient originaires de plus de 100 autres pays.

Rapport annuel du CAD

"L'avenir sera sombre pour le plus grand nombre de pays en développement", d'après M. Maurice J. Williams, président du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE. Dans le dernier rapport annuel du CAD, Coopération internationale au développement, 1975, M. Williams relate que l'inflation, la récession, la situation alimentaire mondiale précaire et l'augmentation des prix du pétrole sont les facteurs qui affectent le plus les perspectives des tiers-mondes, alors que l'effort de développement non productif de pétrole devrait atteindre \$45 milliards en 1975, soit cinq fois plus que le déficit de \$9 milliards enregistré en 1973 avant l'augmentation des prix du pétrole.

M. Williams encourage les pays donateurs à accorder la priorité aux pays les plus pauvres et les plus sérieusement atteints, et à mettre l'accent sur les programmes de développement rural à forte incidence sociale.

Le Rwanda membre de la SFI

Le Rwanda est devenu le 104^e membre de la Société financière internationale (SFI) filiale de la Banque mondiale. Ce rôle est d'encourager la participation du secteur privé au développement du pays.

Le Rwanda a souscrit \$100 000 au capital de la SFI portant le capital souscrit de la Société à \$107 610 000. Depuis 1974, la SFI a investi \$9 millions dans le pays et a soutenu 15 projets dans 15 pays africains, et y a appuyé une institution régionale de développement.

Des 104 pays membres de la Société, 85 sont en voie de développement, et 29 sont situés en Afrique.

Assistance technique

Des 9,809 experts au service du PNUD, en 1974, 1,446 venaient de Grande-Bretagne, 152 des Etats-Unis, 472 de l'Inde, 373 du Canada, alors que les autres étaient originaires de plus de 100 autres pays.

Rapport annuel du CAD

"L'avenir sera sombre pour le plus grand nombre de pays en développement", d'après M. Maurice J. Williams, président du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE. Dans le dernier rapport annuel du CAD, Coopération internationale au développement, 1975, M. Williams relate que l'inflation, la récession, la situation alimentaire mondiale précaire et l'augmentation des prix du pétrole sont les facteurs qui affectent le plus les perspectives des tiers-mondes, alors que l'effort de développement non productif de pétrole devrait atteindre \$45 milliards en 1975, soit cinq fois plus que le déficit de \$9 milliards enregistré en 1973 avant l'augmentation des prix du pétrole.

M. Williams encourage les pays donateurs à accorder la priorité aux pays les plus pauvres et les plus sérieusement atteints, et à mettre l'accent sur les programmes de développement rural à forte incidence sociale.

Le Rwanda membre de la SFI

Le Rwanda est devenu le 104^e membre de la Société financière internationale (SFI) filiale de la Banque mondiale. Ce rôle est d'encourager la participation du secteur privé au développement du pays.

Le Rwanda a souscrit \$100 000 au capital de la SFI portant le capital souscrit de la Société à \$107 610 000. Depuis 1974, la SFI a investi \$9 millions dans le pays et a soutenu 15 projets dans 15 pays africains, et y a appuyé une institution régionale de développement.

Des 104 pays membres de la Société, 85 sont en voie de développement, et 29 sont situés en Afrique.

Assistance technique

Des 9,809 experts au service du PNUD, en 1974, 1,446 venaient de Grande-Bretagne, 152 des Etats-Unis, 472 de l'Inde, 373 du Canada, alors que les autres étaient originaires de plus de 100 autres pays.

Rapport annuel du CAD

"L'avenir sera sombre pour le plus grand nombre de pays en développement", d'après M. Maurice J. Williams, président du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE. Dans le dernier rapport annuel du CAD, Coopération internationale au développement, 1975, M. Williams relate que l'inflation, la récession, la situation alimentaire mondiale précaire et l'augmentation des prix du pétrole sont les facteurs qui affectent le plus les perspectives des tiers-mondes, alors que l'effort de développement non productif de pétrole devrait atteindre \$45 milliards en 1975, soit cinq fois plus que le déficit de \$9 milliards enregistré en 1973 avant l'augmentation des prix du pétrole.

M. Williams encourage les pays donateurs à accorder la priorité aux pays les plus pauvres et les plus sérieusement atteints, et à mettre l'accent sur les programmes de développement rural à forte incidence sociale.

Le Rwanda membre de la SFI

Le Rwanda est devenu le 104^e membre de la Société financière internationale (SFI) filiale de la Banque mondiale. Ce rôle est d'encourager la participation du secteur privé au développement du pays.

Le Rwanda a souscrit \$100 000 au capital de la SFI portant le capital souscrit de la Société à \$107 610 000. Depuis 1974, la SFI a investi \$9 millions dans le pays et a soutenu 15 projets dans 15 pays africains, et y a appuyé une institution régionale de développement.

Des 104 pays membres de la Société, 85 sont en voie de développement, et 29 sont situés en Afrique.

Assistance technique

Des 9,809 experts au service du PNUD, en 1974, 1,446 venaient de Grande-Bretagne, 152 des Etats-Unis, 472 de l'Inde, 373 du Canada, alors que les autres étaient originaires de plus de 100 autres pays.

Rapport annuel du CAD

"L'avenir sera sombre pour le plus grand nombre de pays en développement", d'après M. Maurice J. Williams, président du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE. Dans le dernier rapport annuel du CAD, Coopération internationale au développement, 1975, M. Williams relate que l'inflation, la récession, la situation alimentaire mondiale précaire et l'augmentation des prix du pétrole sont les facteurs qui affectent le plus les perspectives des tiers-mondes, alors que l'effort de développement non productif de pétrole devrait atteindre \$45 milliards en 1975, soit cinq fois plus que le déficit de \$9 milliards enregistré en 1973 avant l'augmentation des prix du pétrole.

M. Williams encourage les pays donateurs à accorder la priorité aux pays les plus pauvres et les plus sérieusement atteints, et à mettre l'accent sur les programmes de développement rural à forte incidence sociale.

Le Rwanda membre de la SFI

Le Rwanda est devenu le 104^e membre de la Société financière internationale (SFI) filiale de la Banque mondiale. Ce rôle est d'encourager la participation du secteur privé au développement du pays.

Le Rwanda a souscrit \$100 000 au capital de la SFI portant le capital souscrit de la Société à \$107 610 000. Depuis 1974, la SFI a investi \$9 millions dans le pays et a soutenu 15 projets dans 15 pays africains, et y a appuyé une institution régionale de développement.

Des 104 pays membres de la Société, 85 sont en voie de développement, et 29 sont situés en Afrique.

Assistance technique

Des 9,809 experts au service du PNUD, en 1974, 1,446 venaient de Grande-Bretagne, 152 des Etats-Unis, 472 de l'Inde, 373 du Canada, alors que les autres étaient originaires de plus de 100 autres pays.

Rapport annuel du CAD

"L'avenir sera sombre pour le plus grand nombre de pays en développement", d'après M. Maurice J. Williams, président du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE. Dans le dernier rapport annuel du CAD, Coopération internationale au développement, 1975, M. Williams relate que l'inflation, la récession, la situation alimentaire mondiale précaire et l'augmentation des prix du pétrole sont les facteurs qui affectent le plus les perspectives des tiers-mondes, alors que l'effort de développement non productif de pétrole devrait atteindre \$45 milliards en 1975, soit cinq fois plus que le déficit de \$9 milliards enregistré en 1973 avant l'augmentation des prix du pétrole.

M. Williams encourage les pays donateurs à accorder la priorité aux pays les plus pauvres et les plus sérieusement atteints, et à mettre l'accent sur les programmes de développement rural à forte incidence sociale.

Le Rwanda membre de la SFI

Le Rwanda est devenu le 104^e membre de la Société financière internationale (SFI) filiale de la Banque mondiale. Ce rôle est d'encourager la participation du secteur privé au développement du pays.

Le Rwanda a souscrit \$100 000 au capital de la SFI portant le capital souscrit de la Société à \$107 610 000. Depuis 1974, la SFI a investi \$9 millions dans le pays et a soutenu 15 projets dans 15 pays africains, et y a appuyé une institution régionale de développement.

Des 104 pays membres de la Société, 85 sont en voie de développement, et 29 sont situés en Afrique.

Assistance technique

Des 9,809 experts au service du PNUD, en 1974, 1,446 venaient de Grande-Bretagne, 152 des Etats-Unis, 472 de l'Inde, 373 du Canada, alors que les autres étaient originaires de plus de 100 autres pays.

Rapport annuel du CAD

"L'avenir sera sombre pour le plus grand nombre de pays en développement", d'après M. Maurice J. Williams, président du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE. Dans le dernier rapport annuel du CAD, Coopération internationale au développement, 1975, M. Williams relate que l'inflation, la récession, la situation alimentaire mondiale précaire et l'augmentation des prix du pétrole sont les facteurs qui affectent le plus les perspectives des tiers-mondes, alors que l'effort de développement non productif de pétrole devrait atteindre \$45 milliards en 1975, soit cinq fois plus que le déficit de \$9 milliards enregistré en 1973 avant l'augmentation des prix du pétrole.

M. Williams encourage les pays donateurs à accorder la priorité aux pays les plus pauvres et les plus sérieusement atteints, et à mettre l'accent sur les programmes de développement rural à forte incidence sociale.

Le Rwanda membre de la SFI

Guatemala

(from front page)

The transport of supplies was undertaken by CIDA in collaboration with the Canadian Armed Forces using Canadian Forces Hercules and Boeing 707 aircraft, a Boeing 707 supplied free of charge by the government of Canada and Transair of Winnipeg. One week after the first tremors, life in Guatemala is gradually returning to normal. One of the government priorities will be to provide shelter for the thousands of homeless before the rainy season begins in a few months. Tasks already begun include the construction of temporary shelters for 50,000 people at a cost of \$3 million. If need be, CIDA can adapt its long term cooperation program with Guatemala to better respond to the priorities established by that country.

The following donations were made by Canadian non-governmental organizations to the relief program in Guatemala: Canadian churches, \$165,000; of which \$100,000 came from the Canadian Catholic Organization for Development and Peace; CARE, \$100,000; OXFAM Canada, \$50,000; OXFAM Quebec, \$250,000; Canada World Youth, \$48,000; CANSAVE, \$5,000; the Salvation Army, \$20,000; the Canadian Red Cross, \$32,000.

Cameroon Loan

Harbor installations in Douala, Cameroon will be enlarged and modernized with the help of a \$29 million loan to be made available through CIDA. Mr. Martin Epie, Cameroonian Ambassador to Canada, and Mr. Bruce Williams, Executive Vice-President of CIDA signed a memorandum of understanding to this effect. The Canadian grant will be used for the training of Cameroon managers and technicians. Under the loan Canada will

\$1 Million for Suez Canal Zone

Canada has contributed \$1 million to the United Nations Development Program (UNDP) Special Account for the Reconstruction of the Suez Canal Zone. The Honorable Allan J. MacEachen made the announcement during his recent visit to Cairo in January. The Special Account, created by the UNDP at Egypt's request, will be used to rebuild the Canal Zone, to provide em-

contact

Is produced by the Information Division, Communications Branch, Canadian International Development Agency, under the authority of the Honourable Allan J. MacEachen, Secretary of State for External Affairs.

Editors:
Andrée Champagne
Lynne Racine
Ottawa, February 1976

Guatemala

(suite de la première page)

peut au Guatemala: les églises, \$165,000, dont \$100,000 de Développement et Paix, CARE, \$100,000, OXFAM Canadienne, \$322,000.

Prêt au Cameroun

Un prêt de \$29 millions et une subvention de \$1 million ont été accordés au Cameroun pour l'agrandissement et la modernisation des installations portuaires de Douala. Un protocole d'entente a été signé à ce effet par S. E. Martin Epie, ambassadeur du Cameroun au Canada et M. Bruce Williams, vice-président exécutif de l'ACDI.

La subvention canadienne servira à la formation de cadres et de techniciens camerounais. Le

prêt servira à la fourniture d'une drague, d'un dock flottant et de divers équipements, ainsi qu'à assurer le dragage de la principale partie du chemin et la surveillance des travaux. Le projet fera l'objet d'un financement alternatif grâce auquel le Canada est le principal bailleur de fonds, et permettra de doubler d'ici à 1985 le trafic entrées-sorties du port de Douala et de desservir l'industrie forestière camerounaise en expansion.

Suez: \$1 million pour la reconstruction

Le Canada a souscrit \$1 million au compte spécial du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) en vue de la reconstruction de la région du Canal de Suez à annoncé M. Allan J. MacEachen, secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, lors de son passage au Caire, en janvier.

Ce compte spécial a été créé par le PNUD sur les instances de l'Egypte afin de lui permettre de reconstruire la région du Canal de Suez, de fournir des

emplois dans les meilleures délais possibles et de mettre en valeur le potentiel économique de la région. Le programme comprendra la réclamation des terres, le développement de l'industrie pétrolière, hydroélectrique, touristique et des transports et des communications et d'habitations, et la mise en place d'infrastructures essentielles.

Les Pays-Bas, le Royaume-Uni, la Suède, l'Italie et la Danemark ont déjà souscrit un total de \$6 millions à ce compte.

Canada Prepares for UNCTAD IV

Some 140 member countries of the United Nations Conference on Trade and Development will meet from May 3-21 in Nairobi for UNCTAD's Fourth Session, mainly to discuss commodities trade liberalization, transfer of technology, aid issues, and financial issues including debt cancellation of developing countries. All are important concerns for developing countries seeking more equitable economic relations with industrialized countries.

Canada's Interdepartmental Committee on Economic Relations with Developing Countries (ICERDC) will participate in the preparatory meeting of the Trade and Development Board, UNCTAD's main governing body, to be held March 8-19 in Geneva.

MPs Hear Public Opinion on Aid

Canadians are sympathetic towards problems of starvation and mass poverty in the Third World but skeptical anything can be done about it without being preoccupied with domestic economic problems. These were among the findings of Irvin Pelleter (Lib), Andrew Brown (NDP) and Douglas Roche (PC) in a ten-day tour of eight Canadian cities.

The MPs' tour, coordinated by the Canadian Council for International Cooperation, was to inform the Canadian public about the new international economic order and to raise support for Canada's actions in this field.

After meeting hundreds of Canadians from all walks of life, the MPs affirmed a lack of information among the population, not only about Canadian aid, but also about the current world crisis and solutions offered by Canada and by international bodies. They also noted certain myths still prevalent in the public mind: that overpopulation causes poverty, when in fact the reverse is true; and that increasing aid is enough, when in fact aid is no longer enough and we must reassess our international trade and commerce systems.

Although the majority of Canadians are interested first and foremost in the Canadian situation, there is nevertheless a "creative minority" of persons

and organizations who denounce this attitude and who call for a change in our consumer habits and our management of resources.

At the conclusion of their tour, the three MPs made the following recommendations:

■ that the government support these programs.

The MPs intend to follow up their tour by meeting various government officials responsible for international development;

■ that the government take im-

mediate steps to inform the public about the 1975-1980 Strategy for Development;

■ that non-governmental organizations strengthen their educational programs on development;

■ that the government support these programs.

The MPs intend to follow up their tour by meeting various government officials responsible for international development;

■ that the government take im-

mediate steps to inform the provinces on development cooperation;

■ that non-governmental organizations strengthen their educational programs on development;

■ that the government support these programs.

The MPs intend to follow up their tour by meeting various government officials responsible for international development;

■ that the government take im-

mediate steps to inform the provinces on development cooperation;

■ that non-governmental organizations strengthen their educational programs on development;

■ that the government support these programs.

The MPs intend to follow up their tour by meeting various government officials responsible for international development;

■ that the government take im-

mediate steps to inform the provinces on development cooperation;

■ that non-governmental organizations strengthen their educational programs on development;

■ that the government support these programs.

The MPs intend to follow up their tour by meeting various government officials responsible for international development;

■ that the government take im-

mediate steps to inform the provinces on development cooperation;

■ that non-governmental organizations strengthen their educational programs on development;

■ that the government support these programs.

The MPs intend to follow up their tour by meeting various government officials responsible for international development;

■ that the government take im-

mediate steps to inform the provinces on development cooperation;

■ that non-governmental organizations strengthen their educational programs on development;

■ that the government support these programs.

The MPs intend to follow up their tour by meeting various government officials responsible for international development;

■ that the government take im-

mediate steps to inform the provinces on development cooperation;

■ that non-governmental organizations strengthen their educational programs on development;

■ that the government support these programs.

The MPs intend to follow up their tour by meeting various government officials responsible for international development;

■ that the government take im-

mediate steps to inform the provinces on development cooperation;

■ that non-governmental organizations strengthen their educational programs on development;

■ that the government support these programs.

The MPs intend to follow up their tour by meeting various government officials responsible for international development;

■ that the government take im-

mediate steps to inform the provinces on development cooperation;

■ that non-governmental organizations strengthen their educational programs on development;

■ that the government support these programs.

The MPs intend to follow up their tour by meeting various government officials responsible for international development;

■ that the government take im-

mediate steps to inform the provinces on development cooperation;

■ that non-governmental organizations strengthen their educational programs on development;

■ that the government support these programs.

The MPs intend to follow up their tour by meeting various government officials responsible for international development;

■ that the government take im-

mediate steps to inform the provinces on development cooperation;

■ that non-governmental organizations strengthen their educational programs on development;

■ that the government support these programs.

The MPs intend to follow up their tour by meeting various government officials responsible for international development;

■ that the government take im-

mediate steps to inform the provinces on development cooperation;

■ that non-governmental organizations strengthen their educational programs on development;

■ that the government support these programs.

The MPs intend to follow up their tour by meeting various government officials responsible for international development;

■ that the government take im-

mediate steps to inform the provinces on development cooperation;

■ that non-governmental organizations strengthen their educational programs on development;

■ that the government support these programs.

The MPs intend to follow up their tour by meeting various government officials responsible for international development;

■ that the government take im-

mediate steps to inform the provinces on development cooperation;

■ that non-governmental organizations strengthen their educational programs on development;

■ that the government support these programs.

The MPs intend to follow up their tour by meeting various government officials responsible for international development;

■ that the government take im-

mediate steps to inform the provinces on development cooperation;

■ that non-governmental organizations strengthen their educational programs on development;

■ that the government support these programs.

The MPs intend to follow up their tour by meeting various government officials responsible for international development;

■ that the government take im-

mediate steps to inform the provinces on development cooperation;

■ that non-governmental organizations strengthen their educational programs on development;

■ that the government support these programs.

The MPs intend to follow up their tour by meeting various government officials responsible for international development;

■ that the government take im-

mediate steps to inform the provinces on development cooperation;

■ that non-governmental organizations strengthen their educational programs on development;

■ that the government support these programs.

The MPs intend to follow up their tour by meeting various government officials responsible for international development;

■ that the government take im-

mediate steps to inform the provinces on development cooperation;

■ that non-governmental organizations strengthen their educational programs on development;

■ that the government support these programs.

The MPs intend to follow up their tour by meeting various government officials responsible for international development;

■ that the government take im-

mediate steps to inform the provinces on development cooperation;

■ that non-governmental organizations strengthen their educational programs on development;

■ that the government support these programs.

The MPs intend to follow up their tour by meeting various government officials responsible for international development;

■ that the government take im-

mediate steps to inform the provinces on development cooperation;

■ that non-governmental organizations strengthen their educational programs on development;

■ that the government support these programs.

The MPs intend to follow up their tour by meeting various government officials responsible for international development;

■ that the government take im-

mediate steps to inform the provinces on development cooperation;

■ that non-governmental organizations strengthen their educational programs on development;

■ that the government support these programs.

The MPs intend to follow up their tour by meeting various government officials responsible for international development;

■ that the government take im-

mediate steps to inform the provinces on development cooperation;

■ that non-governmental organizations strengthen their educational programs on development;

■ that the government support these programs.

The MPs intend to follow up their tour by meeting various government officials responsible for international development;

■ that the government take im-

mediate steps to inform the provinces on development cooperation;

■ that non-governmental organizations strengthen their educational programs on development;

■ that the government support these programs.

The MPs intend to follow up their tour by meeting various government officials responsible for international development;

■ that the government take im-

mediate steps to inform the provinces on development cooperation;

■ that non-governmental organizations strengthen their educational programs on development;

■ that the government support these programs.

The MPs intend to follow up their tour by meeting various government officials responsible for international development;

■ that the government take im-

mediate steps to inform the provinces on development cooperation;

■ that non-governmental organizations strengthen their educational programs on development;

■ that the government support these programs.

The MPs intend to follow up their tour by meeting various government officials responsible for international development;

■ that the government take im-

mediate steps to inform the provinces on development cooperation;

■ that non-governmental organizations strengthen their educational programs on development;

■ that the government support these programs.

The MPs intend to follow up their tour by meeting various government officials responsible for international development;

■ that the government take im-

mediate steps to inform the provinces on development cooperation;

■ that non-governmental organizations strengthen their educational programs on development;

■ that the government support these programs.

The MPs intend to follow up their tour by meeting various government officials responsible for international development;

■ that the government take im-

mediate steps to inform the provinces on development cooperation;

■ that non-governmental organizations strengthen their educational programs on development;

■ that the government support these programs.

The MPs intend to follow up their tour by meeting various government officials responsible for international development;

■ that the government take im-

mediate steps to inform the provinces on development cooperation;

■ that non-governmental organizations strengthen their educational programs on development;

■ that the government support these programs.

The MPs intend to follow up their tour by meeting various government officials responsible for international development;

■ that the government take im-

mediate steps to inform the provinces on development cooperation;

■ that non-governmental organizations strengthen their educational programs on development;

■ that the government support these programs.

The MPs intend to follow up their tour by meeting various government officials responsible for international development;

■ that the government take im-

mediate steps to inform the provinces on development cooperation;

■ that non-governmental organizations strengthen their educational programs on development;

■ that the government support these programs.

The MPs intend to follow up their tour by meeting various government officials responsible for international development;

■ that the government take im-

mediate steps to inform the provinces on development cooperation;

■ that non-governmental organizations strengthen their educational programs on development;

■ that the government support these programs.

The MPs intend to follow up their tour by meeting various government officials responsible for international development;

■ that the government take im-

mediate steps to inform the provinces on development cooperation;

■ that non-governmental organizations strengthen their educational programs on development;

■ that the government support these programs.

The MPs intend to follow up their tour by meeting various government officials responsible for international development;

■ that the government take im-

mediate steps to inform the provinces on development cooperation;

■ that non-governmental organizations strengthen their educational programs on development;

■ that the government support these programs.

The MPs intend to follow up their tour by meeting various government officials responsible for international development;

■ that the government take im-

mediate steps to inform the provinces on development cooperation;

■ that non-governmental organizations strengthen their educational programs on development;

■ that the government support these programs.

The MPs intend to follow up their tour by meeting various government officials responsible for international development;

■ that the government take im-

mediate steps to inform the provinces on development cooperation;

■ that non-governmental organizations strengthen their educational programs on development;

■ that the government support these programs.

The MPs intend to follow up their tour by meeting various government officials responsible for international development;

■ that the government take im-

mediate steps to inform the provinces on development cooperation;

■ that non-governmental organizations strengthen their educational programs on development;

■ that the government support these programs.

The MPs intend to follow up their tour by meeting various government officials responsible for international development;

■ that the government take im-

mediate steps to inform the provinces on development cooperation;

■ that non-governmental organizations strengthen their educational programs on development;

■ that the government support these programs.

The MPs intend to follow up their tour by meeting various government officials responsible for international development;

■ that the government take im-

mediate steps to inform the provinces on development cooperation;

■ that non-governmental organizations strengthen their educational programs on development;

■ that the government support these programs.

The MPs intend to follow up their tour by meeting various government officials responsible for international development;

■ that the government take im-

mediate steps to inform the provinces on development cooperation;

■ that non-governmental organizations strengthen their educational programs on development;

■ that the government support these programs.

The MPs intend to follow up their tour by meeting various government officials responsible for international development;

■ that the government take im-

mediate steps to inform the provinces on development cooperation;

■ that non-governmental organizations strengthen their educational programs on development;

■ that the government support these programs.

The MPs intend to follow up their tour by meeting various government officials responsible for international development;

■ that the government take im-

mediate steps to inform the provinces on development cooperation;

■ that non-governmental organizations strengthen their educational programs on development;

■ that the government support these programs.

The MPs intend to follow up their tour by meeting various government officials responsible for international development;

■ that the government take im-

mediate steps to inform the provinces on development cooperation;

■ that non-governmental organizations strengthen their educational programs on development;

■ that the government support these programs.

The MPs intend to follow up their tour by meeting various government officials responsible for international development;

■ that the government take im-

MALI

Education

With the help of a \$1.6 million CIDA grant, Mali will implement a program for the elimination of illiteracy among 50,000 peasants in the cotton-grain zone. Under the three-year program the peasants will acquire basic writing, reading and arithmetic skills through the teaching of their native language. The skills are necessary to understand technical innovations being introduced by agricultural extension workers to increase agricultural production. It will also ensure the training of Malian managers and technicians by Canadian technical assistants.

The projects include technical assistance (five Canadian experts for three years), equipment, training and retraining Malian managers, and implementation of a control and evaluation service.

Food Storage

Canada will provide Mali with a grant of \$2,650,000 in equipment and technical assistance over three years as part of a program to boost the efficiency of the Mali Navigation Company. The Company operates on the Niger river, exporting 100,000 tons of passengers and 60,000 tons of goods annually, thereby providing more than 10 per cent of the country's transport.

Technical assistance will include studies of the river and its management, provision of technical advisers, and a training program. Equipment supplied will include three barges, a push-boat and a radio-communications system.

The project is part of a more extensive program to improve the river transportation system. The Company provides the only means of transporting merchandise from Bamako to the country's fifth and sixth regions, the furthest points being Gao.

School Construction

Canada is to finance the construction of a multi-purpose laboratory at the Ecole Centrale pour l'Industrie le Mali et l'Administration (ECICA) in Mali. The \$250,000 project involves renovation of existing buildings, as well as construction of new laboratory-class-

rooms and provision of furnishings and technical equipment. The ECICA trains intermediate technicians, who are badly needed in the factories and industries being developed in Mali. The grant provided by CIDA will be totally utilized.



MALI

Alphabétisation

Le Mali réalisera un programme d'alphabétisation fonctionnelle à l'intention de 50 000 paysans de la zone coton-céréales grâce à une subvention de \$1.6 million de l'ACDI.

Ce programme de trois ans permettra aux paysans d'acquérir les rudiments d'écriture et de lecture et d'écouter en langage bambara. Ces connaissances sont indispensables à la compréhension des innovations techniques proposées par les agents de vulgarisation agricole pour augmenter la production agricole. Le programme comprend aussi la formation de cadres maliens qui prennent la relève de l'assistance technique canadienne.

Le projet comprend la fourniture d'assistance technique (5 experts canadiens pendant trois ans), la fourniture d'équipement, de formations diverses, l'accès à des séminaires touchant sur l'apport considérable d'aide alimentaire provenant de l'extérieur à la suite des sécheresses de 1973 et de 1974. L'entrepôt permettra un meilleur contrôle et une meilleure protection des céréales et des légumineuses et facilitera la distribution rapide et efficace de ces vivres vers les régions qui dépendent des importations pour leur alimentation. Il pourra aussi servir aux produits destinés à l'exportation (coton, arachides).

Ce projet fait partie du programme canadien de lutte contre la sécheresse au Sahel. Les fonds ont été entièrement dédiés et la réalisation du projet a été confiée au gouvernement du Mali.

ECICA

L'ACDI a accordé une subvention de \$250 000 au Mali pour la construction d'un laboratoire polyvalent à l'Ecole centrale pour l'industrie, le commerce et l'administration (ECICA).

Le projet comprend la réfection de constructions existantes, la construction de nouvelles salles de cours et de laboratoires ainsi que la fourniture d'équipement technique et de matériel pédagogique. L'ECICA est la seule institution du Mali à former des techniciens intermédiaires qui sont d'une nécessité absolue pour les usines et les industries qui s'installent au Mali. Les fonds accordés au Mali ont été entièrement dédiés.

La CMN assure la navigation sur le fleuve Niger, seul moyen d'atteindre les cinquième et sixième régions, les plus éloignées du Mali, et assurer le transport entre Bamako et Gao. La CMN transporte chaque année quelque 55 000 passagers et environ 60 000 tonnes de marchandises, contribuant ainsi à plus de 10 p. 100 de l'activité du secteur des transports. Le secteur des transports comprend diverses études techniques et administratives, la fourniture de conseillers techniques et un programme de formation ainsi que la fourniture d'un système de radio-communication et de trois bateaux et de un poussoir préfabriqués au Canada, mais assemblés dans un chantier de la CMN.

people

Mr. René Montpetit, Director-General of CIDA's Communications Branch, has been appointed Special Advisor on Social Communications in CIDA's Special Advisors Branch.

In cooperation with the branches concerned, Mr. Montpetit will define a sectoral policy for social communications, and will be responsible for identifying Canadian experts to participate in this firm examining countries and areas of interest, and selecting appropriate communications techniques. In creating this post CIDA is recognizing the importance of social communications, and responding to requests from developing countries for more information on this sector.

Mr. Paul Doucet has been appointed Director General of CIDA's Communications Branch. He replaces Mr. René Montpetit. Mr. Doucet came to CIDA on the Interchange Canada program, which invites managers from private industry to pursue their careers in the public service for a period of time.

Mr. Gilles Girard has been appointed Director of CIDA's Human Resources Branch. Mr. Girard was born in Montreal and graduated from the University of Ottawa with a B.A. in 1956. He has just finished a Masters degree in Philosophy and has completed his course work for a doctoral in Sociology of Organization and Communications.

Mr. Doucet was Assistant Director of the Magistrate and Justice Division and was responsible for the creation of a Division of Communications in the Department of Social Affairs in Quebec. He also acted as researcher, host and supervisor of several public affairs programs on CBC. He followed the events of the Seven Summits of the UN and the Paris Conference on International Economic Cooperation very closely.

The Director of Information, Mr. Charles Morrow, has been appointed Assistant Director General of Communications in addition to continuing his responsibilities as Director of the Information Division.

Mr. Michel Dupuy, Assistant Under-Secretary of State for External Affairs, has been appointed deputy to Mr. MacEachen in his role as Co-chairman of the Conference on International Economic Cooperation in Paris.

Originally from Montreal, Mr. Dupuy has a doctorate in International Law from the University of Paris, and is a

graduate of the Institute of Political Science in Paris. He joined the Department of External Affairs in 1955 and has been Assistant Under-Secretary of State since 1971.

Mr. Donald D. Tansley, former Senior Vice-President of the Multilateral Programs Branch at CIDA has been named Administrator of the government's Anti-Inflation Program. Born in Regina, Mr. Tansley held senior posts in the Saskatchewan and New Brunswick governments before becoming a Vice-President of CIDA in 1968.

From 1970 to 1973 he was CIDA's Executive Vice-President and then took a two year leave of absence to conduct a study in Geneva on the future role of the International Red Cross.

Mr. Paul Doucet has been appointed Director General of CIDA's Communications Branch. He replaces Mr. René Montpetit. Mr. Doucet came to CIDA on the Interchange Canada program, which invites managers from private industry to pursue their careers in the public service for a period of time.

Mr. Gilles Girard has been appointed Director of CIDA's Human Resources Branch. Mr. Girard was born in Montreal and graduated from the University of Ottawa with a B.A. in 1956. He has just finished a Masters degree in Philosophy and has completed his course work for a doctoral in Sociology of Organization and Communications.

Mr. Doucet was Assistant Director of the Magistrate and Justice Division and was responsible for the creation of a Division of Communications in the Department of Social Affairs in Quebec. He also acted as researcher, host and supervisor of several public affairs programs on CBC. He followed the events of the Seven Summits of the UN and the Paris Conference on International Economic Cooperation very closely.

The Director of Information, Mr. Charles Morrow, has been appointed Assistant Director General of Communications in addition to continuing his responsibilities as Director of the Information Division.

Mr. Michel Dupuy, Assistant Under-Secretary of State for External Affairs, has been appointed deputy to Mr. MacEachen in his role as Co-chairman of the Conference on International Economic Cooperation in Paris.

Originally from Montreal, Mr. Dupuy has a doctorate in International Law from the University of Paris, and is a

échos



Donald Tansley

Il a suivi de près les travaux de la Septième Session extraordinaire des Nations unies et de la Conférence de Paris sur la Coopération économique internationale. Le Directeur de l'Information, M. Charles Morrow a été nommé Directeur général adjoint des Communications, en plus de conserver ses responsabilités à la Direction de l'Information.

M. Michel Dupuy, Sous-secrétaire d'Etat adjoint aux Affaires extérieures, a été nommé suppléant de M. MacEachen à la présidence de la Conférence sur la coopération économique internationale de Paris.

Originaire de Montréal, M. Dupuy détient un doctorat en droit international de l'Université de Paris et est diplômé de l'Institut des sciences politiques de Paris. Il est entré au ministère des Affaires étrangères en 1955 et occupe le poste de Sous-secrétaire d'Etat adjoint depuis 1971.

M. René Montpetit, Directeur général des Communications à l'ACDI, a été nommé Conseiller spécial en Communications sociales au sein de la Direction générale des Conseillers spéciaux de l'ACDI.

À titre de chef, M. Montpetit sera chargé, en collaboration avec les directions générales concernant la direction d'application d'une politique sectorielle de communications sociales, de l'identification de l'expertise canadienne de l'analyse des pays et des secteurs d'intervention, et de la sélection des techniques appropriées de communication. En effet, au cours de la suite des réunions formulées par divers pays en développement, l'ACDI reconnaît l'importance du secteur des communications sociales dans le monde moderne.

M. Gilles Girard a été nommé Directeur de la Direction des Ressources humaines de l'ACDI. Originaire de Montréal, M. Girard obtint un Baccalauréat ès Arts de l'Université d'Ottawa en 1956 et vient de terminer une maîtrise en administration publique à l'École nationale d'administration publique (ENAP), à Québec.

M. Girard est entré au sein de la fonction publique fédérale dès sa sortie de l'université, et a détenu divers postes aux ministères des Affaires étrangères, de la Défense nationale, au Conseil du Trésor, à la Commission de la fonction publique et plus récemment à la Commission de l'Assurance-Chômage.

CIDA ACDI contact



Département
Publique

50

Pakistan Power Project

Canada and Pakistan will cooperate in creating the final link in one of the world's largest development projects - a national power grid that will carry low-cost hydroelectric power to Pakistan's industrial and agricultural heartland.

A \$50 million CIDA loan is to be repaid under a protocol signed February 24 by Foreign Minister Aziz Ahmed of Pakistan and Secretary of State External Affairs, Brian J. MacEachen, during Prime Minister Zulfikar Ali Bhutto's recent official visit to Canada.

As titre, M. Montpetit sera chargé, en collaboration avec les directions générales concernant la direction d'application d'une politique sectorielle de communications sociales, de l'identification de l'expertise canadienne de l'analyse des pays et des secteurs d'intervention, et de la sélection des techniques appropriées de communication. En effet, au cours de la suite des réunions formulées par divers pays en développement, l'ACDI reconnaît l'importance du secteur des communications sociales dans le monde moderne.



Photo David Spring CIDA/ACDI
Préparation des bases en ciment qui soutiendront les pylônes de la ligne de transport d'énergie à haute tension.
Workers preparing concrete foundation for pylon to carry power line.

Pakistan Transport d'énergie

Le premier ministre Zulfikar Ali Bhutto, au Canada

A cette occasion aussi des accords portant sur l'assurance-investissements et la double taxation ont été signés. Les discussions, des premiers ministres, MM. Trudeau et Bhutto, ont porté sur les investissements étrangers, le droit de la mer, la situation actuelle en Asie et le nouvel ordre économique international.

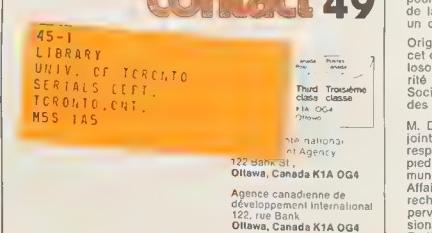
Le prêt au développement, sans intérêt, la plus importante contribution canadienne à un projet individuel de développement en Asie, servira à fournir du matériel et les services de génie canadiens pour la construction d'une ligne de transport d'énergie à haute tension entre Tarbela et Lyallpur. Une fois terminée, la nouvelle ligne sera le lien final d'un réseau électrique national stable et efficace, et aidera ce pays à surmonter l'insuffisance critique d'énergie électrique qui gêne sa croissance industrielle et agricole.

La ligne de 500 KV portera l'électricité depuis le barrage

current CIDA
CIDB: \$50 million/projet
actuel
l'ACDI: \$50 million
Tarbela-Lyallpur:
previous CIDB loan:
\$41 million/
prêt précédent de l'ACDI:
\$41 millions
A ce effet, un prêt de \$50 million sera négocié avec l'ACDI à la suite de la signature d'une déclaration d'intention, le 24 février, par le ministre des Affaires étrangères du Pakistan, M. Aziz Ahmed, et le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, M. Allan J. MacEachen, à l'occasion de la visite officielle du

(suite au verso)

contact 49



Agence canadienne de développement international
122, rue Bank
Ottawa, Canada K1A 0G4

Pakistan

(from page one)
the Kuwait Development Fund. Together these transmission lines will form the backbone of Pakistan's power system.

Electric power generated at the massive Tarbela Dam, with its 2100 MW capacity, is urgently needed in southern areas for industry and agriculture, which consume 80 per cent of Pakistan's power. Increased food production, for example, is made possible by 110,000 irrigation tubewells of which 64,000 are electrified, and by other new schemes being used increasingly to permit land reclamation through salinity control. By making inexpensive Tarbela power available throughout the country, the national grid will allow large savings by cutting the need for investment in generating capacity elsewhere and will free other resources such as oil and natural gas for use in the production of chemical fertilizers.

The project will include detailed engineering design, construction supervision, and equipment for a 500/220 kV substation and 260 miles of transmission line. Experience gained by Pakistan through construction of the first line will allow more equipment to be manufactured locally, with CIDA financing only the necessary Canadian material and equipment.

Canada has long been Pakistan's major partner in development of the power sector, in which Pakistan's developmental priorities match especially well with Canadian capabilities. Over the past 20 years Canada has provided about \$100 million for power projects in Pakistan. The 2100 MW Tarbela, completed in 1981, was that country's first major hydroelectric and irrigation project; it allowed 100,000 acres to be cultivated and 250,000 nomadic tribesmen to be resettled. The Canadian-built Sukkur Thermal Plant was Pakistan's first large thermal station, and the Karachi Nuclear Power Plant provides power for Pakistan's major industrial centre, railhead and port.

contact

Is produced by the Information Division, Communications Branch, Canadian International Development Agency, under the authority of the Honorable Allan J. MacEachen, Secretary of State for External Affairs.

Editors:
André Champagne
Lyne Racine
Ottawa, March 1976

Energie

(suite de la première page)

Le Canada est depuis longtemps le premier partenaire du Pakistan dans le secteur énergétique, où les priorités pakistanaises coïncident avec les compétences canadiennes. Depuis 20 ans, le Canada a fourni environ \$100 millions au Pakistan pour des projets énergétiques. Parmi ceux-ci, le barrage de Warsak, terminé en 1981, fut le premier grand projet d'hydro-électricité et d'irrigation du pays. Il a permis l'expansion du secteur agricole dans le nord du pays où se soutiennent, à Lyallpur, à d'autres lignes de 500 kV qui aboutissent à Karachi, plus au sud, et dont la construction est financée notamment par la Banque mondiale et le Fonds de développement du Koweït. Cet ensemble constituera l'épine dorsale du réseau national de l'électricité du Pakistan.

L'industrie et l'agriculture des régions méridionales, qui consomment 80 p. 100 de l'énergie produite au Pakistan, ont un urgent besoin de l'énergie supplémentaire produite par l'imposant barrage de Tarbela, dont la puissance atteint 2100 megawatts. Par exemple, 64,000 pompe utilisées pour l'irrigation et nécessaires à l'accroissement de la production alimentaire fonctionnent à l'électricité. De plus, des puits de ce type sont utilisés dans le contrôle salin pour permettre la récupération des sols cultivables. En fournissant de l'énergie hydroélectrique de grande qualité abordable, à tout le pays, le réseau national entraînera une économie importante d'investissements dans ce domaine et permettra le recours à d'autres ressources, notamment le pétrole et gaz naturel, pour la production d'engrais chimiques.

Les subventions à chaque pays

IDRC Grant

Un IDRC grant of \$492,360 will be used to help as many as nine Asian and African countries evaluate their study-service programs. By virtue of these programs, university students and graduates of rural development work as part of their studies. Research teams will evaluate the study-service programs and establish an information exchange between countries to assist in developing new programs.

The sub-

Subvention du CRDI

Le CRDI a accordé une subvention de \$492 360 pour aider neuf pays d'Asie et d'Afrique à évaluer leurs programmes "études-service". Ces programmes, dans lesquels étudiants consacrent une partie de leur formation à des travaux pratiques de développement rural.

Les programmes de ce genre se sont multipliés dans les pays en développement durant les deux dernières années et peuvent être considérés comme des personnes fondamentaux des communautés rurales. Le principal objectif du projet d'évaluation est de déterminer la structure la plus apte à maximiser le profit que tous les intérêts peuvent tirer de ce genre d'études et de permettre aux projets d'atteindre une envergure nationale.

The subject of the upcoming Habitat Conference in Vancouver, which will be held over a broad concept entailing much more than just housing or shelter. On May 31, delegates from all over the world will begin 12 days of discussions on "the totality of the human community — whether city, town or village — with all the social, material, organizational, spiritual and cultural elements that sustain it." This definition from a Habitat brochure gives some idea of the complexity of the subject.

The main goals of the conference will be to arrive at agreement on a Declaration of Principles, Recommendation for National Action, and a Program of International Cooperation. These are the subject of policy papers prepared by the United Nations Preparatory Committee for Habitat, for discussion and approval at the Conference.



A first-prize winner in the Habitat photo competition. P. Korniss, Hungary
Cette photo a remporté l'un des premiers prix du concours international de photos de Habitat. P. Korniss,

The Habitat Secretariat has arranged a series of tours to Canadian cities for members of national delegations, participating in Habitat Forum, the media and other delegations to Canada. The tour to eleven cities will be held before and after the conference for the purpose of studying human settlements issues in Canada. Applications for the tours may be obtained from the Habitat Secretariat, 8th Floor, 66 Slater St., Ottawa, K1P 5H1.

Audio-visual presentations from participating countries will provide a new and interesting facet to this international conference. The films and slide shows will depict demonstration projects representative of government efforts to improve human settlements.

Le Secrétariat canadien d'Habitat organisera des tournées de villes canadiennes à l'intention des membres des délégations nationales, participant au Forum d'Habitat, des représentants de la presse et d'autres visiteurs au Canada. Les visites de neuf à onze jours, auront lieu avant et après la Conférence, et ont pour but d'étudier la question des établissements humains au Canada. Les demandes pour les visites doivent en faire la demande au Secrétariat canadien d'Habitat, 8e étage, 66, rue Slater, Ottawa, K1P 5H1.

Habitat, la Conférence des Nations unies qui se tiendra à Vancouver, portera sur les établissements humains, un concept beaucoup plus vaste que l'abri ou l'habitation. Le 31 mai, des délégués venus de tous les coins du monde commenceront 12 jours de travaux portant sur l'ensemble de la communauté humaine — ville, ville, village — et tous ses éléments sociaux, matériels, organisationnels, spirituels et culturels. Cette définition tirée des documents préparatoires à la Conférence nous donne une idée de la complexité du sujet.

Les buts principaux de la Conférence sont d'arriver à un consensus sur la Déclaration de principes, les Recommandations pour l'action nationale et le Programme de coopération internationale, qui sont l'objet des documents de travail préparés par le Comité de préparation de l'ONU pour Habitat.

"A new international economic order and a new global system of economic management are not just something we must concede as a benefit to the developing countries, but an essential precondition for the functioning of the technology of civilization which is our own security and well-being depend." These are the words of Maurice Strong, President of Petro-Canada, former Executive Director of the UN Environment Program, and former President of CIDA, in his address to the sub-committee on International Development of the Standing Committee on External Affairs and National Defence.

In reply to a question by Mr. Roché on automaticity, Mr. Strong suggested that CIDA's bilateral program concentrate more on transferring resources than on projects, and that aid should be tied to procurement and management. He stated that in CIDA and IDRC, Canada has one of the most capable development assistance apparatus that any country has and he had special praise for CIDA's Strategy for International Development Cooperation 1975-1980, calling it "one of the most enlightened

documents that has been produced by a national government in recent times".

Mr. Strong stated that the challenge for international cooperation will be felt strongly in the next few years; either we will have a negotiated approach to a new international system or we will have an upheaval. We must work between two parameters: first, the need to assure that the system works in the basic needs, and second, the need to avoid the kind of disaster that would threaten the survival of the whole human family."

A more detailed presentation of Mr. Strong's views on international development, entitled "Technological Society and the Need for a New World Order — Implications for Canada" was submitted to the Sub-committee on the development of the international order in February.

Dans le mémoire présenté par le président de l'organisme, M. Joe Morris, le CTC demande aussi au Canada de prendre position durant les négociations multilatérales visant à abolir les droits de douane, les droits et semi-droits importés des pays du tiers-monde, afin d'encourager la croissance de l'industrie manufacturière dans ces pays.

Le CTC estime que le Nouvel ordre économique international devrait être basé sur une distribution plus équitable des richesses mondiales et croit que l'assistance au développement et les réformes commerciales devraient accroître le bien-être de toute la population en plus de protéger les nouveaux travailleurs industriels plutôt que de les remplacer.

En plus de réclamer les réformes du commerce international et une augmentation de l'assistance au développement, le CTC demande une réforme du système monétaire international, la création d'un mécanisme de stabilité monétaire, l'établissement de limites aux droits de tirage spéculatifs et l'assistance au développement et le contrôle des capitaux des sociétés multinationales.

Sub-Committee Hearings

Canadian Labor Congress

The Canadian Labor Congress has suggested that Canada play a larger part in the creation of a new international economic order. In a brief prepared for the sub-committee on International Development of the Par-

liamentary Committee on External Affairs and National Defence, the CLC proposes that Canada increase the development assistance to one per cent of the GNP, and take a stand in multilateral trade agreements to abolish duties on processed and semi-processed products from the Third World, thereby encouraging growth of manufacturing industries in developing countries.

The CLC asserted that "the new

international economic order has to mean fairer shares for all, among and within nations," and insisted that development assistance and trade reform should "increase the participation of the poor as well as those who are most affected by poverty, namely new industrialized workers, not exploit them."

Apart from trade reform and increased development assistance, the CLC also called for reform of the international monetary system, providing a mechanism to regulate capital flows, a link between Special Drawing Rights and development assistance, and control over the capital flows of multinational corporations.

Maurice Strong

"A new international economic order and a new global system of economic management are not just something we must concede as a benefit to the developing countries, but an essential precondition for the functioning of the technology of civilization which is our own security and well-being depend." These are the words of Maurice Strong, President of Petro-Canada, former Executive Director of the UN Environment Program, and former President of CIDA, in his address to the sub-committee on International Development of the Standing Committee on External Affairs and National Defence.

In reply to a question by Mr. Roché on automaticity, Mr. Strong suggested that CIDA's bilateral program concentrate more on transferring resources than on projects, and that aid should be tied to procurement and management. He stated that in CIDA and IDRC, Canada has one of the most capable development assistance apparatus that any country has and he had special praise for CIDA's Strategy for International Development Cooperation 1975-1980, calling it "one of the most enlightened

documents that has been produced by a national government in recent times".

Mr. Strong stated that the challenge for international cooperation will be felt strongly in the next few years; either we will have a negotiated approach to a new international system or we will have an upheaval. We must work between two parameters: first, the need to assure that the system works in the basic needs, and second, the need to avoid the kind of disaster that would threaten the survival of the whole human family."

A more detailed presentation of Mr. Strong's views on international development, entitled "Technological Society and the Need for a New World Order — Implications for Canada" was submitted to the Sub-committee on the development of the international order in February.

Dans le mémoire présenté par le président de l'organisme, M. Joe Morris, le CTC demande aussi au Canada de prendre position durant les négociations multilatérales visant à abolir les droits de douane, les droits et semi-droits importés des pays du tiers-monde, afin d'encourager la croissance de l'industrie manufacturière dans ces pays.

Le CTC estime que le Nouvel ordre économique international devrait être basé sur une distribution plus équitable des richesses mondiales et croit que l'assistance au développement et les réformes commerciales devraient accroître le bien-être de toute la population en plus de protéger les nouveaux travailleurs industriels plutôt que de les remplacer.

En réponse à une question de M. Douglas Roche sur l'automaticité, M. Strong a suggéré que les programmes bilatéraux de l'ACDI soient davantage axés sur le transfert de ressources plutôt que sur des projets, et que l'aide soit plus liée à la fourniture de ressources humaines ou matérielles, que au financement des provinces. Ces années à venir, nous devrons choisir entre l'approche négociée à un nouvel ordre international ou la révolution.

Nous devrons travailler avec deux variables, essentiellement, d'abord assurer "la satisfaction des besoins vitaux de toute personne", et ensuite "éviter toute catastrophe susceptible de mettre en péril l'humanité tout entière si bien en grande partie."

Ce nouvel ordre international, d'après M. Strong, doit se fonder sur: une nouvelle définition de l'humain et de l'écologie, la promotion de la participation des communautés rurales et urbaines à l'économie mondiale et la préservation de l'environnement.

Le CTC a remis au Sous-comité un document intitulé "La situation mondiale et les perspectives pour l'avenir".

Le CTC a passé devant l'ACDI une série de renseignements: Comité des ONG pour Habitat, B.P. 48360, Bentall Centre, Vancouver.

Le CTC et la coopération

Le Canada devrait jouer un rôle grand rôle dans l'élaboration d'un Nouvel ordre économique international et devrait consacrer 1 p. 100 de son produit national brut à la coopération au développement, d'après un mémoire soumis par le Comité de travail du Canada (CTC) au Sous-comité sur le développement international en février dernier.

Dans le mémoire présenté par le président de l'organisme, M. Joe Morris, le CTC demande aussi au Canada de prendre position durant les négociations multilatérales visant à abolir les droits de douane, les droits et semi-droits importés des pays du tiers-monde, afin d'encourager la croissance de l'industrie manufacturière dans ces pays.

Le CTC estime que le Nouvel ordre économique international devrait être basé sur une distribution plus équitable des richesses mondiales et croit que l'assistance au développement et les réformes commerciales devraient accroître le bien-être de toute la population en plus de protéger les nouveaux travailleurs industriels plutôt que de les remplacer.

En plus de réclamer les réformes du commerce international et une augmentation de l'assistance au développement, le CTC demande une réforme du système monétaire international, la création d'un mécanisme de stabilité monétaire, l'établissement de limites aux droits de tirage spéculatifs et l'assistance au développement et le contrôle des capitaux des sociétés multinationales.



Rapport sur la coopération française

"Il n'est donc pas question d'arrêter l'œuvre [de coopération] mais il faut bien proposer une nécessaire novation dont la création d'un Ministère de la Coopération à part entière est la première manifestation," dit-on dans un *Rapport sur la politique française de coopération*, présenté par Pierre Abelin, ministre français de la Coopération.

Le rapport, préparé par un Groupe de réflexion au terme d'une année d'étude, de contacts et de dialogues entre partenaires africains, malgaches, mauriciens et français, soumet au gouvernement un certain nombre de recommandations sur l'avenir de la coopération française.

Petit guide de la CNUCED

En préparation de la quatrième session de la Conférence sur le commerce et le développement, qui doit se tenir à Nairobi le 3 et 21 mai, la CNUCED vient de publier une brochure de 25 pages contenant des renseignements de base sur la CNUCED, son organisation et les questions qui sont actuellement au cœur de la Coopération. La brochure sera également publiée en collaboration avec le Centre de l'information, économique et sociale de l'ONU et peut l'être dans les bureaux CNUCED, New York, N.Y. 10017, USA.

Villages "ujamaa"

Le gouvernement du Canada a reconnu, le 9 février 1976, le gouvernement de la République populaire de l'Angola, que dirige M. Agostinho Neto. C'est ce qu'a annoncé M. Allan J. MacEachen, Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères. Un message à cet effet a été envoyé au Ministre des Affaires étrangères de l'Angola.

Angolan Government Recognized

On February 9 the Canadian Government recognized the Government of the People's Republic of Angola, led by President Agostinho Neto. The Honorable Allan J. MacEachen, Secretary of State for External Affairs, made the announcement and a message was sent to the Foreign Minister of the Angolan Government.

France: Development Policy

"It is not a question of stopping the work already begun (including) but rather suggesting required alternatives: the first evidence of this is the creation of a full-fledged Department of Cooperation." This statement is found in a Report on French Cooperation policy, presented by Pierre Abelin, the French Minister of Cooperation.

The report was prepared by a study group after a year's research, meetings and dialogue among African, Malagasy, Mauritian, and French partners, and makes certain recommendations on the future of French cooperation.

This report defines seven guiding principles for all action. (1) Cooperation is an essential element of general policy for relations between developed and developing countries; (2) it must be founded on permanent harmony among partner countries, and (3) respect their particular development poli-

UNCTAD Issues

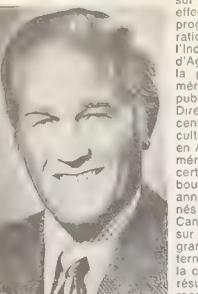
The issues and background of the Fourth United Nations Conference on Trade and Development to be held May 3-21 in Nairobi are the subject of a booklet recently published by UNCTAD and the UN Centre for Economic and Social Information. The 25-page booklet is available from the UN, New York, 10017 U.S.A.

people

échos

The highest public service merit award has been granted to Dr. J. E. Andrews of Agriculture Canada for his "outstanding service" during the Indo-Canadian Drylands Agricultural Research project sponsored by Agriculture Canada and CIDA.

Dr. Andrews, Director of Agriculture Canada's largest research station in Lethbridge, Alberta, earned the award (a merit certificate and \$2,500) for his seven years of work in dryland agriculture. He assumed leadership of the program in 1969, establishing a coordinating centre and an international research network. His achievements have been recognized by the agricultural experts of India and the world.



Dr. Andrews

Activités en matière de population

Le Fonds des Nations unies pour les activités en matière de population (UNFPA) prévoit dépenser \$433 millions au cours des quatre prochaines années pour la réalisation de ses programmes. Cet organisme s'occupe de la collecte de renseignements de base sur la population, et appuie des travaux dans les domaines de la dynamique et des politiques de population, de la planification familiale, des communications, et de l'éducation. Les programmes subventionnés par l'UNFPA sont le sujet d'un film de 20 minutes récemment produit par l'organisme intitulé "Le problème des problèmes".

Pour plus de renseignements

sur le sujet du travail de l'UNFPA et du film, s'adresser au Bureau d'information publique, UNFPA, 485 Lexington Avenue, New York, N.Y. 10017.

NFB Film: A New Bargain

In 1960, Malaysia earned enough money by exporting 25 tons of natural rubber. To buy six tractors. Today, the same 25 tons of rubber buy only two tractors. Obviously, something

is wrong. The issues of trade and development and the relationship between commodity producers and commodity consumers are treated in a new NFB 28-minute film, *A New Bargain*.

gain. The film explores the plight of the Ghanaian cocoa farmer and focuses on the role of UNCTAD, the UN Conference on Trade and Development. Recommended for audiences interested in the New International Economic Order; available from local NFB outlets on short term loan, and from CIDA.

UNFPA: Budget and Film

The United Nations Fund for Population Activities (UNFPA) expects to spend about \$433 million over the next four years, according to a revised work plan recently published. The organization reports collection of basic population and participation statistics, population policy, family planning, communication, and education, and program development. Fund-supported programs are the subject of a 20-minute film produced by UNFPA called "The Problem of Problems", which examines the population scene around the world. Enquiries about the work plan and about the film may be addressed to the Public Information and NGO Office of UNFPA, 485 Lexington Avenue, New York, N.Y. 10017.

IDRC: Tunisia

The IDRC has given a grant of \$204,800 to the National Forest Research Institute of the Tunisian Ministry of Agriculture for the improvement of the quality of the alfalfa and the mise au point d'arracheuses de conception simple pour moissonner la récolte. La Tunisie fournit au projet l'équivalent de \$144,700.

La subvention canadienne couvre les traitements de cinq membres du personnel tunisien, les frais de recherches et honoraires de consultants engagés pour un court laps de temps, des bourses de formation et des voyages d'études.

Nouveau film de l'ONF

En 1960, la Malaisie pouvait acheter six tracteurs en exportant 25 tonnes de caoutchouc naturel. Aujourd'hui, la même quantité de caoutchouc ne "vaut" plus que deux tracteurs. Quelque chose ne tourne pas rond! *A New Bargain*, film de 28 minutes récemment produit par l'ONF, traite de ces questions de commerce et de développement, et des relations entre producteurs et consommateurs de matières premières. Le film illustre des projets de producteurs de cacao du Ghana et examine le rôle joué par la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED), et des organismes publics intéressés au Nouvel ordre économique international. On peut obtenir des copies du film de l'ONF ou de l'ACDI.

contact

Canadian International Development Agency

Agence canadienne de développement international

LIBRARY

APRIL/AVRIL 1976

gerud Garcia, a remercié chaleureusement le peuple canadien pour son aide empressée et a ajouté: "Nous t'annonçons que l'Inde a octroyé \$825 000 sous forme d'aide alimentaire, de couvertures, de matériel orthopédique et de subvention à la Croix-Rouge."

M. Gérin-Lajoie a annoncé que le programme d'aide à la Guinée équatoriale à 3 millions sur trois ans sera modifié pour répondre aux nouvelles priorités du pays. Il a également signé un prêt de \$500 000 qui servira à la mise en pied de coopératives de petits producteurs de café.

Le Général Kjell Lauvås et le Docteur Miguel Uriarte, directeur de la planification, ont signé une déclaration d'intention portant sur un projet quinquennal de développement rural intégré d'une valeur de \$14 millions dans la partie atlantique de la Colombie. Ils ont également signé un accord de prêt de \$3 millions pour le financement d'études de faisabilité.

Le projet de développement rural accroîtra la production agricole des petites fermes et contribuera vers des projets de développement rural approprié, de mise en marché de formations agricoles de sylviculture, et de pisciculture, d'électrification rurale, de construction de routes et de réseaux d'approvisionnement en eau et en énergie.

Le prêt de \$3 millions permettra à l'ONF de financer des études de faisabilité.

Au Pérou, M. Gérin-Lajoie a annoncé que le pays a demandé un prêt de \$40 millions au cours des cinq prochaines années sous forme de subventions ou de prêts accordés par l'intermédiaire de la Banque interaméricaine de développement. Ces fonds serviront à la reconstruction des routes et réseaux d'approvisionnement en eau et en énergie.

During his recent stay in Guatemala, M. Gérin-Lajoie s'est rendu à San Andrés Itzapa et à San José Poaquil, villages de 10 000 habitants détruits à 90 pour cent par le tremblement de terre du 4 février, ou le Canada concentre ses efforts de reconstruction ou de prêts accordés par l'intermédiaire de la Banque interaméricaine de développement. Ces fonds serviront à ériger des abris provisoires, à déjaquer le Canada à destination du Guatemala. Au cours d'un entretien avec M. Gérin-Lajoie le Président du Guatemala, le Général Kjell Lau-

Gérin-Lajoie

Latin American Visit

Paul Gérin-Lajoie, President of CIDA, recently visited three Latin American countries, Guatemala, Colombia and Peru. During his two-day visit to Guatemala, Mr. Gérin-Lajoie and Mr. Gérin-Lajoie visited San Andrés Itzapa and San José Poaquil, towns of about 10,000 population where 90 per cent of the buildings were destroyed by the February 4 earthquake. Canadian reconstruction efforts are concentrated around these two towns. A first boat load of \$2 million worth of material for construction of temporary shelters in Guatemala was scheduled to leave Canada the week following Mr. Gérin-Lajoie's visit.

In Mr. Gérin-Lajoie's visit,

Mr. Gérin-Lajoie, Mr. Kjell Lauvås, Génaric Kiell Lauvås, Garcia, the President of Guatemala, warmly thanked the Canadian people for their swift and appropriate assistance. Immediately after the disaster Canada provided \$825,000 in direct grants of food aid, blankets and orthopedic material and in cash through the League of Red Cross Societies.

The CIDA President said Canada's long-term development assistance which is valued at about \$3 million spread over three years is being modified according to Guatemala's changed priorities. He also signed a \$500,000 no-interest, 50-year loan on behalf of Canada, which will be used to develop cooperative among owners of small coffee-producing farms.

At Cobán, in northern Guatemala, Mr. Gérin-Lajoie and Dr. Miguel Uriarte, Colombia's planning director, signed a declaration of intent to negotiate agreements totalling \$14 million for a five-year integrated rural development project on Cobán's Atlantic coast. They also signed a \$3 million loan agreement to finance feasibility studies.

The rural development project is designed to increase production on small farms. Sub-projects

La Canada a envoyé au Guatemala 7300 tonnes de matériaux de construction au coût de \$3 millions pour fabriquer 3000 abris dans les villages de San Andrés Itzapa et de San José Poaquil.

Canada shipped 7300 tonnes of building materials worth \$3 million, to Guatemala to build 3000 shelters in San Andrés Itzapa and San José Poaquil.

M. Gérin-Lajoie se rend en Amérique latine

Paul Gérin-Lajoie, président de l'ACDI a profité d'une récente visite au Guatemala, en Colombie et au Pérou pour annoncer que différents projets de développement seraient entrepris dans ces trois pays latino-américains. Dans son séjour au Guatemala, du 15 au 17 mars, M. Gérin-Lajoie s'est rendu à San Andrés Itzapa et à San José Poaquil, villages de 10 000 habitants détruits à 90 pour cent par le tremblement de terre du 4 février, ou le Canada concentre ses efforts de reconstruction ou de prêts accordés par l'intermédiaire de la Banque interaméricaine de développement. Ces fonds serviront à ériger des abris provisoires, à déjaquer le Canada à destination du Guatemala. Au cours d'un entretien avec M. Gérin-Lajoie le Président du Guatemala, le Général Kjell Lau-

Lesotho: Aid for Industries

Canada has agreed to a \$1.3 million grant to assist Lesotho in the development of small industries. This grant will be available to Basotho Enterprises Development Corporation, which was established in 1974 to help small locally-owned and managed firms by providing loans, organizational and technical assistance, equipment and buildings. Canadian assistance will support construction in Maseru, the capital, and a small industrial estate, and a trade centre housing retail outlets.

Ilies having an average annual income of about \$90 per capita. Landless laborers will also be given more employment opportunities.

The World Bank is loaning Thailand \$5 million for a Livestock Development Project, and \$21 million for a Northeast Rural Development Project which will provide roads, water and electricity. Half a million farming families will benefit from these two projects.

Other recently announced World Bank loans were a \$150 million credit to India for the purchase of equipment for power transmission, and \$13 million to Indonesia for equipment and technical assistance needed in a national resource survey and mapping project.

Sub-committee: NGO Brief

Canada's non-governmental organizations (NGOs) have urged that the government allot six to ten per cent of CIDA's non-food aid budget to NGOs. In a brief submitted to the Parliamentary Sub-committee on International Development, the Canadian Council for International Cooperation (CCIC), Canadian Overseas Services Overseas (CUSO) suggested that the target be reached by 1977-1978. The target was set in Point 17 of Canada's Strategy for International Development Cooperation 1975-1980.

CUSO and CCIC, the national coordinating and service body for NGOs, also urged a reduced share for the aid target of 0.7 per cent of GNP. The suggestion was made in the public participation program and an active program for permanent government-NGO dialogue.

The NGOs recommended that the Sub-committee become a permanent body, formulating international development policy and cooperating with NGOs and government to encourage acceptance by Canadians of a new international order.

Aide à la petite industrie

L'ACDI a consenti une subvention de \$13 million au Lesotho afin d'aider ce pays africain à développer sa petite industrie.

\$90 et augmentera les possibilités d'emploi pour les ouvriers agricoles sans terre.

La Thaïlande a reçu un prêt de \$5 millions pour un projet d'élevage des bestiaux et un autre de \$21 millions pour un projet de développement rural dans le Nord-Est du pays qui doit pourvoir la région de routes et de services d'eau et d'électricité. Ces projets profiteront à un demi-million de familles rurales.

Les fonds seront confiés à la Basotho Enterprises Development Corporation créée en 1974 pour aider les propriétaires de petites entreprises en leur fournant des prêts, de l'assistance technique, des services d'organisation, de l'équipement et des locaux. L'aide canadienne servira notamment à l'aménagement dans la capitale, Maseru, d'une petite zone industrielle et d'un centre commercial de vente au détail.

Parmi les autres prêts récents de la Banque mondiale, citons un crédit de \$150 millions à l'Inde pour l'achat d'équipement de transport d'énergie et un autre de \$13 millions à l'Indonésie pour la fourniture en équipement et en assistance technique pour un projet de cartographie et d'inventaire des ressources nationales.

Les ONG devant le Sous-comité

Le Lesotho espère créer 25 000 emplois d'ici 1980, dont 5 000 dans le secteur industriel, réduisant ainsi sa dépendance à l'égard du marché du travail de l'Afrique du Sud. L'aide canadienne touchera principalement les charpentiers, les tailleur, les boulanger, les travailleurs du cuir, les ferronniers, les vanniers et les vêtements. Le développement de l'infrastructure industrielle du Lesotho devrait lui permettre de réduire progressivement sa dépendance à l'égard des importations dont la valeur atteint à l'heure actuelle sept fois celle de ses exportations.

World Bank Helps Rural Poor

The rural poor of Bangladesh, India, and Thailand will benefit from loans recently announced by the World Bank. In Bangladesh, \$22 million will be used for the Karnauli Irrigation Project, which will increase rice production. In India, a rural development project will be assisted by an \$18 million loan. The increased production of cotton in India and rice in Bangladesh will benefit thousands of farm fam-

Pests in the Sahel

CIDA has made three grants totalling \$1,504,500 to assist in the fight against predators in the Sahel countries and to aid the people affected.

In 1975 rain ended the drought in the Sahel but brought on an ecological disaster, favoring an invasion of grasshoppers and other predators, which destroyed 40 per cent of the crops. This year a recurrence is expected. The first grant (\$700,000) will be used for protecting 750,000 acres of crops in Niger. Of this sum \$675,000 will be used by the FAO Office in Niamey, Relief Operations (OSRO) to supply insecticides and sprayers. The remainder will be used to provide parts and maintenance for the equipment.

A second grant (\$590,000) will provide similar assistance to Upper Volta. Of this sum, \$522,000 will be given to OSRO which will act as a purchasing agent. The remaining \$68,000 will be used to finance the ser-

vices of Canadian coordinators of operations and a mechanic. The Red Cross will receive a grant of \$214,500 to aid Senegal and neighboring countries seriously affected by an invasion of rodents. The funds will be used to buy powdered milk, sugar, first-aid kits and antibiotics. An eradication campaign has already begun through the collaboration of various countries and organizations of the UN.

Lutte contre les insectes et les rats

Trois subventions totalisant \$1,504 500 sont accordées par l'ACDI pour aider à la lutte contre les prédateurs dans les pays du Sahel et secourir les populations affectées. En 1975, le retour des pluies au Sahel a entraîné un déséquilibre écologique favorable aux invasions de sauterelles et d'autres insectes causant la perte de 40 % de la production agricole, et on s'attend, cette année, à une recrudescence de ce phénomène.

La première subvention (\$700 000) servira à la protection de 300 000 hectares de cultures au Niger. De cette somme, \$675 000 seront utilisées par le Bureau spécial pour les secours d'urgence (OSRO) de la FAO pour fournir les insecticides et les équipements nécessaires au programme de protection des récoltes. Le reste servira à la fourniture de pièces de rechange et à l'entretien de l'équipement.

La deuxième subvention (\$590 000) servira à fournir aux services de protection des végétaux de la Haute-Volta une aide similaire (insecticides, pulvérisateurs, épandeurs, assistance technique). Ce montant sera utilisé par l'OSRO, qui agira de nouveau comme agent d'achat. Le reste de la subvention (\$68 000) servira à financer les services de coordination des opérations et d'un mécanicien canadien La Croix-Rouge recevra une subvention de \$214 500 pour aider à la recherche.

Food Aid

The last shipment of Canada's record 1975 food aid contribution of \$225 million has now reached its destination. It was a cargo of 15,000 metric tons of Canadian wheat for Pakistan. Increasing its food aid by more than 41 per cent was one of the steps Canada took last year to help nations facing critical food shortages. Other measures to make countries more self-sufficient in food production included a greater emphasis on agricultural assistance and the pumping of many more aid dollars into research. Most of Canada's food aid is distributed bilaterally, and nearly all of it is sent by the recipient governments to reduce expenditures on food imports and to use food aid funds for development projects. Countries receiving Canadian food aid must agree to set up what development officials refer to as "counterpart" programs. This means that monies got from the sale of our food is deposited to these accounts. And the amounts deposited must equal the figures shown on the various bills of lading. If food receipts are less, the governments normally make up the difference. Under current policies, CIDA's approval must be obtained before governments can use counterpart funds for development projects. Mr. Goodyer said.

Le Canada contribuera \$150 millions au Programme alimentaire mondial (PAM) pour l'exercice 1977-1978, et devient ainsi le plus important fournisseur d'aide alimentaire au système de l'ONU. Durant la Conférence de la reconstitution des fonds tenue au début de février, 43 pays ont accepté de contribuer à ce projet, many of which would never have been started if these funds had not been available to the governments. Only food supplied as emergency assistance or allocated to multilateral organizations such as the World Food Program is not sold.

India is the major recipient of Canada's food aid and over the years it has made possible the construction of schools and colleges, power stations, railway lines and has supported soil

de développement. Les pays qui reçoivent des denrées doivent accepter de créer ce que les agents de développement appellent des "fonds de contingence". L'argent que les gou-

L'aide

(suite de la page 3)

vernements tiennent de la vente des denrées doit être dépensé dans un compte ouvert à cet effet. La somme qui y est déposée doit être égale aux montants figurant dans les documents d'expédition. Si les recettes des ventes sont moindres, les gouvernements fournissent la différence. D'après les règle-

ments en vigueur à l'heure actuelle, les gouvernements doivent obtenir l'approbation de l'ACDI avant d'affecter les fonds aux départs de programmes d'expédition. Si les recettes des ventes sont moindres, les gouvernements fournissent la différence. D'après les règle-

ments confiés au Programme alimentaire mondial (PAM) pour ses programmes, les transferts en vivres dans les régions rurales. Le PAM et l'UNICEF distribuent aussi des denrées aux enfants, aux femmes enceintes ou qui allaitent, et à ceux qui souffrent le plus des pénuries alimentaires.

Water Quality

IDRC

A grant of \$50,000 was made by the International Development Research Centre to a trust fund set up in 1974 to improve water and sanitation facilities for rural populations in developing countries.

The Ad Hoc Committee on Rural Water and Sanitation, which administers the program, includes representatives from the World Health Organization, the UNDP, the World Bank, the UN Environment Program, the Organization for Economic Co-operation and Development, and IDRC. Total contributions will be about \$250,000, to be used in establishing a network of international, national and regional information, training and research centres.



Residants de Kandara, Kenya, supply labor for a self-initiated water development project financed with the help of the Canadian Hunger Foundation and CIDA's NGO Division.

Les habitants de Kandara, au Kenya, réalisent un projet d'aménagement hydraulique avec l'aide de la Fondation canadienne contre la faim et de la Direction des ONG de l'ACDI.

Le CRDI a accordé une subvention de \$50 000 à un fonds fiduciaire créé en 1974 pour aider à améliorer la qualité de l'eau et des installations sanitaires dans les régions rurales des pays en développement.

Un Comité ad hoc pour l'amélioration en eau et l'hygiène dans les campagnes composé de représentants de l'OMS, du PNUD, de la Banque mondiale, de l'UNICEF, du Programme de l'ONU pour l'environnement, de l'OCDE et l'IDRC, administre ce fonds fiduciaire.

Le fonds, qui devrait bénéficier de \$250 000, servira à mettre sur pied un réseau de centres d'information, de formation et de recherche à l'échelle internationale, nationale et régionale.

BID

Un prêt de \$9.7 millions a été accordé à la Barbade par la Banque interaméricaine de développement pour la mise en place d'un réseau de traitement et d'évacuation des eaux dans Bridgetown. Le coût total du projet est de \$13.6 millions et le reste du financement proviendra de sources locales.

Le projet comprend la construction d'un collecteur système, un traitement et un système d'évacuation et d'un décharge souterraine. Le nouveau réseau affectera une zone d'environ 37 000 personnes dans une zone de la capitale où les problèmes d'eaux et d'ordures ont atteint des proportions critiques.

Le projet sera financé par la Banque interaméricaine de développement, qui contribuera à hauteur de 50 % du coût total. Le reste sera financé par la Barbade et l'agence de développement local, qui contribuera à hauteur de 20 % du coût total.

Le système d'évacuation sera mis en place pour assurer l'évacuation des eaux usées et les déchets solides dans les zones résidentielles et commerciales de la ville. Il sera également utilisé pour l'évacuation des eaux de ruissellement et des eaux pluviales.

Le système d'évacuation sera mis en place pour assurer l'évacuation des eaux usées et les déchets solides dans les zones résidentielles et commerciales de la ville. Il sera également utilisé pour l'évacuation des eaux de ruissellement et des eaux pluviales.

Le système d'évacuation sera mis en place pour assurer l'évacuation des eaux usées et les déchets solides dans les zones résidentielles et commerciales de la ville. Il sera également utilisé pour l'évacuation des eaux de ruissellement et des eaux pluviales.

Bibliothèques à l'Ile Maurice

L'Ile Maurice recevra une subvention de \$94 700 du CRDI pour la mise sur pied d'un cours expérimental en bibliothéconomie à l'Université Maurice. Le programme, auquel l'Université et le PNUD participeront, sera financé par la Banque mondiale.

Le programme comprend la construction d'un bâtiment pour abriter la bibliothèque universitaire et la salle de lecture. Le bâtiment sera construit par l'Université Maurice et sera financé par la Banque mondiale.

Le bâtiment sera construit par l'Université Maurice et sera financé par la Banque mondiale.

Le bâtiment sera construit par l'Université Maurice et sera financé par la Banque mondiale.

Le bâtiment sera construit par l'Université Maurice et sera financé par la Banque mondiale.

Aide aux coopératives

Le programme pourra servir de modèle à de nombreux autres pays où la pénurie de personnel qualifié freine le développement des bibliothèques.

Le programme pourra servir de modèle à de nombreux autres pays où la pénurie de personnel qualifié freine le développement des bibliothèques.

contact

is produced by the Information Division, Communications Branch, Canadian International Development Agency, under the authority of the Honorable Allan J. MacEachen, Secretary of State for External Affairs.

Rédaction
André Champagne
Lynne Racine
Ottawa, April 1976

Prêts de la Banque Mondiale

Les pauvres des régions rurales du Bangla-Desh, de l'Inde et de la Thaïlande bénéficieront de prêts consentis récemment par la Banque mondiale. Au Bangla-Desh, une somme de \$22 millions sera investie dans le projet d'irrigation de Karnauli, et l'établissement d'une structure permanente de dialogue entre le gouvernement et les ONG.

Le CCCI, l'agence nationale de service et de coordination pour les ONG, et le SUCO demandent aussi un renouvellement des efforts pour atteindre l'objectif de 0.7 % du PNB, un appui continu des programmes de participation du public et l'établissement d'une structure permanente de dialogue entre le gouvernement et les ONG.

Le CCCI, l'agence nationale de service et de coordination pour les ONG, et le SUCO demandent aussi un renouvellement des efforts pour atteindre l'objectif de 0.7 % du PNB, un appui continu des programmes de participation du public et l'établissement d'une structure permanente de dialogue entre le gouvernement et les ONG.

Le CCCI, l'agence nationale de service et de coordination pour les ONG, et le SUCO demandent aussi un renouvellement des efforts pour atteindre l'objectif de 0.7 % du PNB, un appui continu des programmes de participation du public et l'établissement d'une structure permanente de dialogue entre le gouvernement et les ONG.

Le CCCI, l'agence nationale de service et de coordination pour les ONG, et le SUCO demandent aussi un renouvellement des efforts pour atteindre l'objectif de 0.7 % du PNB, un appui continu des programmes de participation du public et l'établissement d'une structure permanente de dialogue entre le gouvernement et les ONG.

Le CCCI, l'agence nationale de service et de coordination pour les ONG, et le SUCO demandent aussi un renouvellement des efforts pour atteindre l'objectif de 0.7 % du PNB, un appui continu des programmes de participation du public et l'établissement d'une structure permanente de dialogue entre le gouvernement et les ONG.

Le CCCI, l'agence nationale de service et de coordination pour les ONG, et le SUCO demandent aussi un renouvellement des efforts pour atteindre l'objectif de 0.7 % du PNB, un appui continu des programmes de participation du public et l'établissement d'une structure permanente de dialogue entre le gouvernement et les ONG.

Le CCCI, l'agence nationale de service et de coordination pour les ONG, et le SUCO demandent aussi un renouvellement des efforts pour atteindre l'objectif de 0.7 % du PNB, un appui continu des programmes de participation du public et l'établissement d'une structure permanente de dialogue entre le gouvernement et les ONG.

Le CCCI, l'agence nationale de service et de coordination pour les ONG, et le SUCO demandent aussi un renouvellement des efforts pour atteindre l'objectif de 0.7 % du PNB, un appui continu des programmes de participation du public et l'établissement d'une structure permanente de dialogue entre le gouvernement et les ONG.

Le CCCI, l'agence nationale de service et de coordination pour les ONG, et le SUCO demandent aussi un renouvellement des efforts pour atteindre l'objectif de 0.7 % du PNB, un appui continu des programmes de participation du public et l'établissement d'une structure permanente de dialogue entre le gouvernement et les ONG.

Le CCCI, l'agence nationale de service et de coordination pour les ONG, et le SUCO demandent aussi un renouvellement des efforts pour atteindre l'objectif de 0.7 % du PNB, un appui continu des programmes de participation du public et l'établissement d'une structure permanente de dialogue entre le gouvernement et les ONG.

Le CCCI, l'agence nationale de service et de coordination pour les ONG, et le SUCO demandent aussi un renouvellement des efforts pour atteindre l'objectif de 0.7 % du PNB, un appui continu des programmes de participation du public et l'établissement d'une structure permanente de dialogue entre le gouvernement et les ONG.

Le CCCI, l'agence nationale de service et de coordination pour les ONG, et le SUCO demandent aussi un renouvellement des efforts pour atteindre l'objectif de 0.7 % du PNB, un appui continu des programmes de participation du public et l'établissement d'une structure permanente de dialogue entre le gouvernement et les ONG.

Le CCCI, l'agence nationale de service et de coordination pour les ONG, et le SUCO demandent aussi un renouvellement des efforts pour atteindre l'objectif de 0.7 % du PNB, un appui continu des programmes de participation du public et l'établissement d'une structure permanente de dialogue entre le gouvernement et les ONG.

Le CCCI, l'agence nationale de service et de coordination pour les ONG, et le SUCO demandent aussi un renouvellement des efforts pour atteindre l'objectif de 0.7 % du PNB, un appui continu des programmes de participation du public et l'établissement d'une structure permanente de dialogue entre le gouvernement et les ONG.

Le CCCI, l'agence nationale de service et de coordination pour les ONG, et le SUCO demandent aussi un renouvellement des efforts pour atteindre l'objectif de 0.7 % du PNB, un appui continu des programmes de participation du public et l'établissement d'une structure permanente de dialogue entre le gouvernement et les ONG.

Le CCCI, l'agence nationale de service et de coordination pour les ONG, et le SUCO demandent aussi un renouvellement des efforts pour atteindre l'objectif de 0.7 % du PNB, un appui continu des programmes de participation du public et l'établissement d'une structure permanente de dialogue entre le gouvernement et les ONG.

Le CCCI, l'agence nationale de service et de coordination pour les ONG, et le SUCO demandent aussi un renouvellement des efforts pour atteindre l'objectif de 0.7 % du PNB, un appui continu des programmes de participation du public et l'établissement d'une structure permanente de dialogue entre le gouvernement et les ONG.

Le CCCI, l'agence nationale de service et de coordination pour les ONG, et le SUCO demandent aussi un renouvellement des efforts pour atteindre l'objectif de 0.7 % du PNB, un appui continu des programmes de participation du public et l'établissement d'une structure permanente de dialogue entre le gouvernement et les ONG.

Le CCCI, l'agence nationale de service et de coordination pour les ONG, et le SUCO demandent aussi un renouvellement des efforts pour atteindre l'objectif de 0.7 % du PNB, un appui continu des programmes de participation du public et l'établissement d'une structure permanente de dialogue entre le gouvernement et les ONG.

Le CCCI, l'agence nationale de service et de coordination pour les ONG, et le SUCO demandent aussi un renouvellement des efforts pour atteindre l'objectif de 0.7 % du PNB, un appui continu des programmes de participation du public et l'établissement d'une structure permanente de dialogue entre le gouvernement et les ONG.

Le CCCI, l'agence nationale de service et de coordination pour les ONG, et le SUCO demandent aussi un renouvellement des efforts pour atteindre l'objectif de 0.7 % du PNB, un appui continu des programmes de participation du public et l'établissement d'une structure permanente de dialogue entre le gouvernement et les ONG.

Le CCCI, l'agence nationale de service et de coordination pour les ONG, et le SUCO demandent aussi un renouvellement des efforts pour atteindre l'objectif de 0.7 % du PNB, un appui continu des programmes de participation du public et l'établissement d'une structure permanente de dialogue entre le gouvernement et les ONG.

Le CCCI, l'agence nationale de service et de coordination pour les ONG, et le SUCO demandent aussi un renouvellement des efforts pour atteindre l'objectif de 0.7 % du PNB, un appui continu des programmes de participation du public et l'établissement d'une structure permanente de dialogue entre le gouvernement et les ONG.

Le CCCI, l'agence nationale de service et de coordination pour les ONG, et le SUCO demandent aussi un renouvellement des efforts pour atteindre l'objectif de 0.7 % du PNB, un appui continu des programmes de participation du public et l'établissement d'une structure permanente de dialogue entre le gouvernement et les ONG.

Le CCCI, l'agence nationale de service et de coordination pour les ONG, et le SUCO demandent aussi un renouvellement des efforts pour atteindre l'objectif de 0.7 % du PNB, un appui continu des programmes de participation du public et l'établissement d'une structure permanente de dialogue entre le gouvernement et les ONG.

Le CCCI, l'agence nationale de service et de coordination pour les ONG, et le SUCO demandent aussi un renouvellement des efforts pour atteindre l'objectif de 0.7 % du PNB, un appui continu des programmes de participation du public et l'établissement d'une structure permanente de dialogue entre le gouvernement et les ONG.

Le CCCI, l'agence nationale de service et de coordination pour les ONG, et le SUCO demandent aussi un renouvellement des efforts pour atteindre l'objectif de 0.7 % du PNB, un appui continu des programmes de participation du public et l'établissement d'une structure permanente de dialogue entre le gouvernement et les ONG.

Le CCCI, l'agence nationale de service et de coordination pour les ONG, et le SUCO demandent aussi un renouvellement des efforts pour atteindre l'objectif de 0.7 % du PNB, un appui continu des programmes de participation du public et l'établissement d'une structure permanente de dialogue entre le gouvernement et les ONG.

Le CCCI, l'agence nationale de service et de coordination pour les ONG, et le SUCO demandent aussi un renouvellement des efforts pour atteindre l'objectif de 0.7 % du PNB, un appui continu des programmes de participation du public et l'établissement d'une structure permanente de dialogue entre le gouvernement et les ONG.

Le CCCI, l'agence nationale de service et de coordination pour les ONG, et le SUCO demandent aussi un renouvellement des efforts pour atteindre l'objectif de 0.7 % du PNB, un appui continu des programmes de participation du public et l'établissement d'une structure permanente de dialogue entre le gouvernement et les ONG.

Le CCCI, l'agence nationale de service et de coordination pour les ONG, et le SUCO demandent aussi un renouvellement des efforts pour atteindre l'objectif de 0.7 % du PNB, un appui continu des programmes de participation du public et l'établissement d'une structure permanente de dialogue entre le gouvernement et les ONG.

Le CCCI, l'agence nationale de service et de coordination pour les ONG, et le SUCO demandent aussi un renouvellement des efforts pour atteindre l'objectif de 0.7 % du PNB, un appui continu des programmes de participation du public et l'établissement d'une structure permanente de dialogue entre le gouvernement et les ONG.

Le CCCI, l'agence nationale de service et de coordination pour les ONG, et le SUCO demandent aussi un renouvellement des efforts pour atteindre l'objectif de 0.7 % du PNB, un appui continu des programmes de participation du public et l'établissement d'une structure permanente de dialogue entre le gouvernement et les ONG.

Le CCCI, l'agence nationale de service et de coordination pour les ONG, et le SUCO demandent aussi un renouvellement des efforts pour atteindre l'objectif de 0.7 % du PNB, un appui continu des programmes de participation du public et l'établissement d'une structure permanente de dialogue entre le gouvernement et les ONG.

Le CCCI, l'agence nationale de service et de coordination pour les ONG, et le SUCO demandent aussi un renouvellement des efforts pour atteindre l'objectif de 0.7 % du PNB, un appui continu des programmes de participation du public et l'établissement d'une structure permanente de dialogue entre le gouvernement et les ONG.

Le CCCI, l'agence nationale de service et de coordination pour les ONG, et le SUCO demandent aussi un renouvellement des efforts pour atteindre l'objectif de 0.7 % du PNB, un appui continu des programmes de participation du public et l'établissement d'une structure permanente de dialogue entre le gouvernement et les ONG.

Le CCCI, l'agence nationale de service et de coordination pour les ONG, et le SUCO demandent aussi un renouvellement des efforts pour atteindre l'objectif de 0.7 % du PNB, un appui continu des programmes de participation du public et l'établissement d'une structure permanente de dialogue entre le gouvernement et les ONG.

Le CCCI, l'agence nationale de service et de coordination pour les ONG, et le SUCO demandent aussi un renouvellement des efforts pour atteindre l'objectif de 0.7 % du PNB, un appui continu des programmes de participation du public et l'établissement d'une structure permanente de dialogue entre le gouvernement et les ONG.

Le CCCI, l'agence nationale de service et de coordination pour les ONG, et le SUCO demandent aussi un renouvellement des efforts pour atteindre l'objectif de 0.7 % du PNB, un appui continu des programmes de participation du public et l'établissement d'une structure permanente de dialogue entre le gouvernement et les ONG.

Le CCCI, l'agence nationale de service et de coordination pour les ONG, et le SUCO demandent aussi un renouvellement des efforts pour atteindre l'objectif de 0.7 % du PNB, un appui continu des programmes de participation du public et l'établissement d'une structure permanente de dialogue entre le gouvernement et les ONG.

Le CCCI, l'agence nationale de service et de coordination pour les ONG, et le SUCO demandent aussi un renouvellement des efforts pour atteindre l'objectif de 0.7 % du PNB, un appui continu des programmes de participation du public et l'établissement d'une structure permanente de dialogue entre le gouvernement et les ONG.

Le CCCI, l'agence nationale de service et de coordination pour les ONG, et le SUCO demandent aussi un renouvellement des efforts pour atteindre l'objectif de 0.7 % du PNB, un appui continu des programmes de participation du public et l'établissement d'une structure permanente de dialogue entre le gouvernement et les ONG.

Le CCCI, l'agence nationale de service et de coordination pour les ONG, et le SUCO demandent aussi un renouvellement des efforts pour atteindre l'objectif de 0.7 % du PNB, un appui continu des programmes de participation du public et l'établissement d'une structure permanente de dialogue entre le gouvernement et les ONG.

Le CCCI, l'agence nationale de service et de coordination pour les ONG, et le SUCO demandent aussi un renouvellement des efforts pour atteindre l'objectif de 0.7 % du PNB, un appui continu des programmes de participation du public et l'établissement d'une structure permanente de dialogue entre le gouvernement et les ONG.

Le CCCI, l'agence nationale de service et de coordination pour les ONG, et le SUCO demandent aussi un renouvellement des efforts pour atteindre l'objectif de 0.7 % du PNB, un appui continu des programmes de participation du public et l'établissement d'une structure permanente de dialogue entre le gouvernement et les ONG.

Le CCCI, l'agence nationale de service et de coordination pour les ONG, et le SUCO demandent aussi un renouvellement des efforts pour atteindre l'objectif de 0.7 % du PNB, un appui continu des programmes de participation du public et l'établissement d'une structure permanente de dialogue entre le gouvernement et les ONG.

Le CCCI, l'agence nationale de service et de coordination pour les ONG, et le SUCO demandent aussi un renouvellement des efforts pour atteindre l'objectif de 0.7 % du PNB, un appui continu des programmes de participation du public et l'établissement d'une structure permanente de dialogue entre le gouvernement et les ONG.

Le CCCI, l'agence nationale de service et de coordination pour les ONG, et le SUCO demandent aussi un renouvellement des efforts pour atteindre l'objectif de 0.7 % du PNB, un appui continu des programmes de participation du public et l'établissement d'une structure permanente de dialogue entre le gouvernement et les ONG.

Le CCCI, l'agence nationale de service et de coordination pour les ONG, et le SUCO demandent aussi un renouvellement des efforts pour atteindre l'objectif de 0.7 % du PNB, un appui continu des programmes de participation du public et l'établissement d'une structure permanente de dialogue entre le gouvernement et les ONG.

Le CCCI, l'agence nationale de service et de coordination pour les ONG, et le SUCO demandent aussi un renouvellement des efforts pour atteindre l'objectif de 0.7 % du PNB, un appui continu des programmes de participation du public et l'établissement d'une structure permanente de dialogue entre le gouvernement et les ONG.

Le CCCI, l'agence nationale de service et de coordination pour les ONG, et le SUCO demandent aussi un renouvellement des efforts pour atteindre l'objectif de 0.7 % du PNB, un appui continu des programmes de participation du public et l'établissement d'une structure permanente de dialogue entre le gouvernement et les ONG.

Le CCCI, l'agence nationale de service et de coordination pour les ONG, et le SUCO demandent aussi un renouvellement des efforts pour atteindre l'objectif de 0.7 % du PNB, un appui continu des programmes de participation du public et l'établissement d'une structure permanente de dialogue entre le gouvernement et les ONG.

Le CCCI, l'agence nationale de service et de coordination pour les ONG, et le SUCO demandent aussi un renouvellement des efforts pour atteindre l'objectif de 0.7 % du PNB, un appui continu des programmes de participation du public et l'établissement d'une structure permanente de dialogue entre le gouvernement et les ONG.

Le CCCI, l'agence nationale de service et de coordination pour les ONG, et le SUCO demandent aussi un renouvellement des efforts pour atteindre l'objectif de 0.7 % du PNB, un appui continu des programmes de participation du public et l'établissement d'une structure permanente de dialogue entre le gouvernement et les ONG.

Women's Year – a review

"For women it has been a year of consciousness, wisdom and solidarity; a new recognition of their own potential and self-reliance... For the first time, we have studied questions of development at the micro level and we have seen the gap between the developing countries and the industrialized ones clearly reflected in the condition of women."

These are the words of Helvi Sipila, Secretary-General of International Women's Year (IWY). In a speech to the Third Committee of the UN General Assembly on November 26, 1975, she was summarizing IWY achievements.



Further IWY accomplishments are the UN General Assembly resolutions: participation of women in the strengthening of international peace; the proclamation of 1976-1985 as the UN Decade for Women; equality between men and women in the development process; and the elimination of discrimination against women; improvement of the economic status of women for their effective and speedy participation in the development of their countries; the gathering of data about the status and role of

- Helvi Sipila announced that the IWY Special Fund would continue its activities and support projects of benefit to women in developing countries.

- Most developing countries have formed National Women's Bureaus following recommendations of the Mexico Conference.

- In the USA all requests for aid in cooperation projects must contain a clause explaining how women will participate and benefit.

- Women's Year in Canada was marked by the organization last fall of a series of workshops by the National Council of Women in cooperation with Development and Peace and CIDA. Five women from the Canadian delegation spoke to some 300 representatives of women's organizations on the problems of international development.

Several recommendations were made as a result of the workshops, in particular a request to the government to reduce tariffs on goods from developing countries, the creation of an advisory group for CIDA to ensure that programs benefit women, and a reexamination by Canadian women of their own needs and consumption patterns.

Guide to

UNDP

A 40-page booklet recently published by the UNDP outlines the goals, operating methods, resources, organization and

achievements of that UN agency. A handy reference source, it is arranged in question and answer format, dealing with the new approaches to development and the UNDP's role in the process, and is available from UN, New York, 10017, U.S.A. Among many interesting items are the following tables:

SUCO New Team

The new Administrative Board of SUCO (the Francophone equivalent of CUSO) adopted budgetary estimates for 1976-77 at its first meeting on January 10. SUCO expects to spend \$3,313,375 during the coming year, 70 per cent of which will be for overseas operations and 30 per cent for Canadian activities.

The managing board of SUCO, which is composed of permanent members and sees to daily administrative tasks, was recently enlarged and will include a Secretary General (Yvon Madore), a Director of Cooperation (René Leduc), a Director of Education (Jacques Gauthier), a Director of Finance (Raphaël Assor), a Coordinator of Advisers' Services (Ghislain Valade), a Regional Information Officer (Litvinoff Martine of Quebec), and a Secretaries' Representative (Manon Labrèche).

Budget du SUCO

Les prévisions budgétaires du SUCO pour l'année 1976-1977 ont été adoptées à la première réunion du nouveau Conseil d'administration, le 10 janvier dernier. Le SUCO prévoit dépendre de 7,631 millions (\$1,943,8 millions) durant l'année prochaine, soit une augmentation de 10% par rapport à l'année dernière.

Le plupart des pays en développement ont créé des Bureaux nationaux de la condition féminine, à la suite des recommandations de la Conférence de Mexico.

• Aux Etats-Unis, toutes les demandes d'aide pour les projets de coopération doivent renfermer une clause expliquant comment les femmes seront à la fois bénéficiaires et participants.

• Une Conférence mondiale sera organisée en 1980 pour examiner le chemin parcouru durant la première moitié de la Décennie internationale de la femme.

Et maintenant? Maintenant que les femmes ont retrouvé leur place au soleil, il reste tout à faire. Sur la scène internationale diverses mesures ont déjà été annoncées.

Et maintenant?..

Le PNUD

Le PNUD a récemment publié une brochure expliquant ses buts, ses méthodes d'opération, ses ressources, son organisation et ses réalisations. Prése-
tée sous forme de questions et

réponses, le livre de 40 pages est une excellente source de références, indiquant notamment les nouvelles approches au développement et le rôle du PNUD et contenant différents tableaux statistiques. On peut téléphoner en s'adressant au PNUD, New York, N.Y. 10017, USA.

Geographic Distribution of UNDP Aid as of December 1974 Distribution géographique de l'aide du PNUD en décembre 1974

| Area/Région | No. of/Nombre de projets/projects | Cost to/Cost total (Millions) (\$Millions) | Percent/Pourcentage du total |
|--|-----------------------------------|--|------------------------------|
| Africa/Afrique | 2,110 | 626.0 | 32 |
| Asia and the Pacific/Asie et Pacifique | 1,956 | 459.9 | 24 |
| Europe, Mediterranean and Middle East/Europe, Méditerranée et Moyen-Orient | 1,838 | 400.5 | 21 |
| Latin America/Amérique latine | 1,593 | 409.4 | 21 |
| Intergovernmental/Interorganisational | 123 | 25.5 | 1 |
| Global/Globale | 13 | 12.5 | 1 |
| Total | 7,631 | \$1,943.8 | 100% |

Breakdown of Assistance in Economic and Social Fields Ventilation de l'aide du PNUD par secteur économique et social

| Sector/Secteur | No. of/Nombre de projets/projects | Cost to/Cost total (Millions) (\$Millions) | Percent/Pourcentage du total |
|---|-----------------------------------|--|------------------------------|
| Agriculture, forestry and fisheries/Agriculture, forêt et pêche | 1,589 | 576.5 | 30 |
| Industry/Industrie | 1,639 | 297.8 | 15 |
| Transport and communications/Transports et communications | 727 | 219.6 | 11 |
| General economic and social policy and planning | 912 | 106.0 | 10 |
| Education/Éducation | 556 | 157.6 | 9 |
| Science and technology/Sciences et technologie | 524 | 130.1 | 7 |
| Natural resources/Ressources naturelles | 238 | 99.3 | 5 |
| Health/Santé | 493 | 116.6 | 6 |
| Other/Autres | 923 | 145.6 | 7 |
| Total | 7,631 | \$1,943.8 | 100% |

sacres aux opérations canadiennes

L'Equipe de direction du SUCO composée de permanents et chargée de l'administration courante, a été récemment élargie et comprend désormais un secrétaire général (Yvon Madore), un directeur de la coopération (René Leduc), un directeur de l'éducation (Jacques Gauthier), un directeur des finances (Raphaël Assor), un coordinateur des services aux coopérants (Ghislain Valade), un agent d'information travaillant dans une région (M. Yves Labelle, qui était alors le président de la Commission d'enquête SUCO/CUSO), et une déléguée des secrétaires (Manon Labrèche).

contact 51

2nd Class Mail Reg. No.
Deuxième classe — Permis N° 3730

Return Requested
A renvoyer à l'expéditeur
Canadian International
Development Agency,
122 Bank St.,
Ottawa, Canada K1A 0G4
Agence canadienne de
développement international
122, rue Bank
Ottawa, Canada K1A 0G4

people échos

Yvon Madore, former Secretary General of CCIC (Canadian Council for International Cooperation), has been appointed Secretary General of SUCO. He replaces Yvan Labelle who is returning to the Study Committee (CUSO) (which he also chaired) and the Study Committee on SUCO, began his duties February 1. M. Yvon Madore a été nommé secrétaire général du SUCO, en remplacement de M. Yvan Labelle qui retourne à l'enseignement. M. Madore a été auparavant secrétaire général adjoint du Comité canadien de coopération (CUSO) et il a été délégué de la Commission d'enquête SUCO/CUSO. Il est entré en fonction le 1er février dernier.

M. Leo Dorais, rector-founder of the University of Quebec in Montreal, has been appointed Vice-President of CIDA's Policy Branch. Mr. Dorais has a Master's degree in Business Administration and a PhD in Educational Administration from the University of Chicago. He is a member of the first council of the Company of Young Canadians and the Canadian Council on Rural Development. He is presently a professor at the University of Quebec and Director of a Management Development Program.

- 655

CIDA
ACDI

Canadian International
Development Agency

Agence canadienne de
développement international

OCT 19 1976
LIBRARY
CNUCED IV

perishable commodities. These buffer stocks would be used to control market surpluses and deficits, help in the stabilization of prices. No agreement was reached on the subject of debt. The issue was deferred to a Ministerial session of the UNCTAD Board of Governors, some disparity of opinion among developed countries; some advocated write-off of official develop-

men assistance debt for least developed countries and others wanted to look at debt forgive-
ness as a case by case basis. On the subject of transfer of technology three resolutions were approved: (1) UNCTAD will review the international patent system and (2) complete the code of conduct on the transfer of technology, and (3) developed and developing countries (continued on page 2)

le résultat le plus important de la quatrième Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) fut la signature d'un accord portant sur l'un des sujets les plus importants pour le tiers-monde, les matières premières. Le 154 pays participants à cette conférence à Nairobi, en mai dernier, ont délibéré sur de nombreux problèmes liés au nouvel ordre économique dont les plus importants étaient les matières premières et l'allégement de la dette du tiers-monde. Certaines résolutions ont été adoptées à l'unanimité pour financer des stocks régulateurs de produits de base non périssables. Ces stocks serviraient à con-

trôler les surplus de marché et les déficits et aideraient à la stabilisation des prix. En ce qui concerne la dette extérieure, il n'y a pas eu d'accord finalisé mais il a été conclu. Le sujet sera abordé à la session ministérielle du Conseil de la CNUCED, en 1977. Il y avait divergence parmi les pays industrialisés; quelques-uns se prononçaient pour une quittance complète de la dette au tiers-monde.

Le résultat le plus important de la quatrième Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) fut la signature d'un accord portant sur l'un des sujets les plus importants pour le tiers-monde, les matières premières. Le 154 pays participants à cette conférence à Nairobi, en mai dernier, ont délibéré sur de nombreux problèmes liés au nouvel ordre économique dont les plus importants étaient les matières premières et l'allégement de la dette du tiers-monde. Certaines résolutions ont été adoptées à l'unanimité pour financer des stocks régulateurs de produits de base non périssables. Ces stocks serviraient à con-

Sectoral Guidelines

Canada will spend more than \$1 billion in aid to increase food production in developing countries over the next five years. Food production was named a priority. Canadian aid endeavours in the Strategy for International Development and Cooperation published last September. Following the direction of this policy statement, CIDA has just published the first of a series of sectoral guidelines intended to govern CIDA's work program. The first group of guidelines, titled "Rural Development and Renewable Resources", covers rural development, agriculture, rural water development, forestry and fisheries. The guidelines were conceived with CIDA officers in mind and (continued on page 3)

Le Canada consacrera plus de \$1 milliard pour aider à accroître la production alimentaire dans les pays en développement au cours des cinq prochaines années. La production alimentaire a été identifiée comme l'un des secteurs prioritaires des activités d'aide du Canada dans sa Stratégie de coopération publiée en septembre dernier. Pourtant, ces dernières sont, par cette déclaration de politique, l'ACDI vient de publier le premier d'une série de Guides sectoriels destinés à régir le programme canadien d'aide sur le Développement rural et les ressources renouvelables et examine les secteurs du dévelop-

(suite à la page 3)

Culture in terre sèche en Inde (Voir à la page 6)
Drylands Agriculture in India (see story, page 6)

Guide Sectoriel

Le Canada consacrera plus de \$1 milliard pour aider à accroître la production alimentaire dans les pays en développement au cours des cinq prochaines années. La production alimentaire a été identifiée comme l'un des secteurs prioritaires des activités d'aide du Canada dans sa Stratégie de coopération publiée en septembre dernier. Pourtant, ces dernières sont, par cette déclaration de politique, l'ACDI vient de publier le premier d'une série de Guides sectoriels destinés à régir le programme canadien d'aide sur le Développement rural et les ressources renouvelables et examine les secteurs du dévelop-

(suite à la page 3)

L'Année internationale de la femme — Et après...

• Pour les femmes, ce fut une année de sensibilisation et de solidarité, une nouvelle affirmation de leur potentiel et de leur auto-suffisance... Pour la première fois, elles avaient posé les questions du développement au niveau du microcosme et nous avons constaté que l'écart entre les pays développés et les pays en développement se reflétait dans la condition des femmes.

C'est ainsi que Madame Helvi Sipila s'adressait au Troisième Comité de l'Assemblée générale de l'ONU, le 26 novembre 1975. Elle résumait ainsi les expériences vécues par nombre de femmes durant 1975, l'Année internationale de la femme. Elles rappelaient, en particulier l'adoption par la Conférence de Mexico du Plan mondial d'action, premier guide d'action dans un contexte multidisciplinaire et intersectoriel. Le plan contenait des suggestions pour les planificateurs nationaux et pour la coopération internationale aux niveaux glo-

bal et régional, et souligne le besoin de recherche et de données statistiques. Mme Sipila a indiqué que l'action au niveau national était cruciale.

Durant l'AI, l'Assemblée générale a aussi passé diverses résolutions portant sur: la participation des femmes à la paix internationale; la proclamation de la Décennie internationale du développement et la paix; l'égalité entre les hommes et les femmes; l'élimination de la discrimination contre les femmes; l'amélioration de la situation économique des femmes pour assurer leur participation rapide et efficace au développement; et l'égalité entre les femmes et les hommes dans la condition sociale.

• Madame Helvi Sipila a annoncé que le Fonds spécial de l'Année internationale de la femme continuera ses activités au soutien des projets de développement et de coopération qui visent à aider les femmes en voie de développement

• Madame Helvi Sipila a annoncé que le Fonds spécial de l'Année internationale de la femme continuera ses activités au soutien des projets de développement et de coopération qui visent à aider les femmes en voie de développement

• Madame Helvi Sipila a annoncé que le Fonds spécial de l'Année internationale de la femme continuera ses activités au soutien des projets de développement et de coopération qui visent à aider les femmes en voie de développement

• Madame Helvi Sipila a annoncé que le Fonds spécial de l'Année internationale de la femme continuera ses activités au soutien des projets de développement et de coopération qui visent à aider les femmes en voie de développement

• Madame Helvi Sipila a annoncé que le Fonds spécial de l'Année internationale de la femme continuera ses activités au soutien des projets de développement et de coopération qui visent à aider les femmes en voie de développement

• Madame Helvi Sipila a annoncé que le Fonds spécial de l'Année internationale de la femme continuera ses activités au soutien des projets de développement et de coopération qui visent à aider les femmes en voie de développement

• Madame Helvi Sipila a annoncé que le Fonds spécial de l'Année internationale de la femme continuera ses activités au soutien des projets de développement et de coopération qui visent à aider les femmes en voie de développement

• Madame Helvi Sipila a annoncé que le Fonds spécial de l'Année internationale de la femme continuera ses activités au soutien des projets de développement et de coopération qui visent à aider les femmes en voie de développement

contact 51

2nd Class Mail Reg. No.
Deuxième classe — Permis N° 3730

Return Requested
A renvoyer à l'expéditeur
Canadian International
Development Agency,
122 Bank St.,
Ottawa, Canada K1A 0G4
Agence canadienne de
développement international
122, rue Bank
Ottawa, Canada K1A 0G4

Mr. Leo Dorais, rector-founder of the University of Quebec in Montreal, has been appointed Vice-President of CIDA's Policy Branch. Mr. Dorais has a Master's degree in Business Administration and a PhD in Educational Administration from the University of Chicago. He is a member of the first council of the Company of Young Canadians and the Canadian Council on Rural Development. He is presently a professor at the University of Quebec and Director of a Management Development Program.

(from page one)
will strengthen infrastructures to facilitate the flow of technology and establish an international network of technology transfer.
There was a broad resolution on trade liberalization: developing country interests will be taken into account in current multilateral trade negotiations and in

Canada's Stand

On Commodities

- accepts need for comprehensive integrated approach to commodities and will work for elaboration of elements of such an approach, particularly regarding individual commodities
- accepts principle of joint producer-consumer financial responsibility on a mandatory basis for the establishment of buffer stocks within commodity arrangements containing such stocks
- will make a contribution to the common fund if in the process of commodity meetings and negotiations it is felt that the fund would be effective and useful

On Debt

- urges that the international grant element threshold for official development assistance be raised above 25 per cent and is prepared to join other donors in setting the new threshold as high as 50 per cent
- is aware of particularly acute problems of the poorest countries and will look sympathetically at specific cases
- recommends that multilateral development finance institutions should consider committing new resources up to the equivalent of the debt service payments due them from countries for which an agreed debt reorganization is negotiated

On Trade Liberalization

- will continue to work through multilateral trade negotiations for measures which will have a beneficial impact on the economies of developing countries
- intends to propose a simplified system of tariff preferences to encourage exports from developing countries
- is examining alternatives for using aid funds to establish a trade facilitation office to assist developing countries seeking to export to the Canadian market

- on Technology Transfer
 - supports the development of appropriate technology through aid programs and the IDRC
 - intends to explore the creation of links between research institutions in Canada and corresponding institutions in developing countries
 - supports further work on a voluntary, universally applicable, code of conduct for the transfer of technology

Editors' Note
The editors regret that administrative and technical problems have delayed the publication of Contact these last few months. For this reason, this issue and the next one will cover the news and events from May through July. We hope to resume the normal monthly schedule with number 54 in September. We ask our readers to excuse these delays which have been beyond our control.

contact

is produced by the Information Division, Canadian International Development Agency, under the authority of the Honorable Allan J. MacEachen, Secretary of State for External Affairs.

Editors
Andrée Champagne
Lyne Racine
Ottawa, July 1976

improvements to the generalized system of tariff preferences of various developed countries. On the remaining agenda items including specific measures for less developed countries, a general cooperation among developing countries and economic cooperation between developing countries and socialist countries of Eastern Europe, no substantive decisions were made.

CNUCED

(suite de la première page)

La libéralisation des échanges a fait l'objet d'une résolution de l'aide publique au développement pour les pays les moins développés, et d'autres préféreraient que chaque cas soit étudié séparément. Le transfert de technologie fait l'objet de trois résolutions dans la CNUCED révisera le système international de brevetage, elle mettra au point le codage universel et versera des fonds pour l'universel réglementant le transfert de technologie, les pays industriels et les pays en développement renforcent les infrastructures qui permettent la circulation des connaissances techniques et établiront un réseau international de centres d'information sur la technologie.

La position du Canada

Sur les matières premières

- Le Canada accepte la nécessité d'une approche globale intégrée aux produits de base et est désireux de participer activement à l'élaboration des composantes d'une telle approche
- appuie le principe de la responsabilité financière conjointe et de l'obligation qu'ont producteurs et consommateurs de créer des stocks régulateurs dans le cadre d'accords sur les produits de base qui proposent l'établissement de tels stocks.
- contribuera à un fonds commun, si, à la lumière d'assemblées et de négociations, le fonds semble une solution efficace et utile.

Sur la dette

- demande instamment que le seuil international de libéralité soit porté au-delà de 25 p. 100 et est prêt à se joindre à d'autres donateurs en vue d'élever ce seuil jusqu'à 50 p. 100.
- est conscient de l'acuité des problèmes des pays les plus pauvres et considère d'un œil favorable des cas précis.
- recommande que les institutions financières multilatérales de développement songent à engager de nouveaux crédits jusqu'à concurrence des montants que leur doivent les pays pour lesquels un aménagement de la dette a été négocié.

Sur la libéralisation des échanges

- travaillera par la voie multilatérale à l'élaboration de mesures de libéralisation des échanges qui auront une incidence favorable sur la situation économique des pays en développement.
- étendra élargir la portée de son système généralisé des tarifs préférentiels afin d'encourager les exportations des pays en développement.

- étudie la possibilité d'utiliser des crédits d'aide pour créer un bureau de promotion des échanges destinés à aider les pays en développement qui cherchent à exporter vers le Canada.

Sur le transfert de la technologie

- appuie la mise au point d'une technologie adaptée aux besoins des pays en développement par l'intermédiaire de son programme d'aide et du CRDI.
- examine la possibilité de créer des liens entre les institutions de recherche scientifique des pays industrialisés et celles des pays en développement.
- appuie les efforts visant l'établissement d'un code de conduite volontaire et universel pour le transfert de la technologie.

Note de la rédaction

Certaines difficultés d'ordre technique et administratif ayant retardé la publication de Contact, la Rédaction a décidé de préparer deux numéros (52 et 53) qui résumeraient les principales activités et nouvelles couvrant les mois de mai et de juin et de juillet. Nous espérons reprendre le cours normal de publication avec le numéro du mois de septembre (54). Nous nous excusons auprès de nos lecteurs de ces retards qui sont indépendants de notre volonté.

Guidelines

(suite de la première page)

Les directives de la Stratégie sont basées sur les besoins pour l'aide publique au développement des pays en développement qui sont pris en considération lors des négociations commerciales multilatérales maintenant en cours et dans la révision du système généralisé de tarifs préférentiels de l'OMC.

Aucune décision n'a été prise concernant les autres sujets à l'ordre du jour, dont: mesures spéciales pour les pays les moins développés, coopération économique parmi les pays en développement, coopération économique entre les pays en développement et les pays socialistes de l'Europe de l'Est.

CIDA has adopted an integrated approach to development.

CIDA must foresee the possibility of detrimental effects of a development project on the environment, and in every case be careful to protect the environment.

The guidelines encourage the use of appropriate technology which respects the social and economic traditions of the area. Without local participation, a project has little chance of success.

The supply of water for villages and houses is one of CIDA's top priorities.

It is generally agreed that the ultimate cause of rural poverty is not to be found in the rural area itself, but in the lack of integration of rural zones into the socio-political and economic system.

CIDA must coordinate its efforts with those of other donors so that agricultural projects can be integrated with all aspects of the rural poor problem.

In the developing countries, agriculture remains the only sector capable of producing exports to earn badly needed foreign exchange, once domestic needs are met.

One of the most crucial problems for the coming years will be to increase the self-sufficiency in food production of the less developed countries.

Food aid will not be enough; food production and distribution systems must be examined.

CIDA must ensure that the sector must be part of long-term, integrated, national or regional programs, and developing countries must be encouraged to adopt a regional approach.

Aquaculture could triple production by 1985.

Canadian forestry experience is widespread and we could easily provide specialists and material. However, there are few experts with training in tropical forestry sciences.

Lumber exports are already the largest earners of foreign currency for some developing countries.

New CIDA Division

Dr. Gérard Ouellette has been appointed Director of the Renewable Resources Division, a new unit of CIDA's Special Advisors Branch which was formally established last March. Created in keeping with the Strategy 1975-1980, the division emphasizes the development of renewable resources and food production.

Dr. Ouellette was formerly Assistant Dean of Agriculture at Laval University and a former CIDA representative at the Canadian Embassy in Tunis.

Ressources renouvelables

Le Dr Gérard Ouellette a été nommé Directeur de la Direction des ressources renouvelables, nouvelle division de la Direction générale des conseillers spécialisés de l'ACDI, qui a été formellement constituée en mars. Cette unité a été créée dans le cadre de la Stratégie 1975-1980 où un accent spécial est mis sur le développement des ressources renouvelables et la production alimentaire. Elle re-

présentera les agriculteurs du développement rural, de l'agriculture, des forêts, de la pêche, de l'environnement et des coopératives rurales, qui agiront comme conseillers sur les politiques et les programmes touchant les agriculteurs respectifs et maintiendront des liens avec les institutions internationales afin de promouvoir l'échange d'expérience et d'experts canadiens et étrangers.

Le Dr Ouellette a été vice-doyen de la faculté de l'agriculture de l'université Laval et a été représentant de l'ACDI à l'ambassade du Canada à Tunisie.

Il a été confié à l'intention des agents de l'ACDI et est fondamentalement un document de travail pour l'avenir. Ses priorités sont à venir.

Trente pour cent du budget bilatéral de l'ACDI sera consacré à ce secteur d'ici 1980.

Il a été soumis, pour consultation, à plus de deux cents personnes au Canada et à l'étranger.

Chaque secteur est divisé en cinq sections: les Caractéristiques, les tendances actuelles, les Priorités, en termes de développement et en fonction des besoins propres des pays en développement, les Ressources canadiennes, humaines et matérielles auxquelles l'ACDI peut

apporter une Conclusion qui expose aussi les possibilités d'innovation et enrichit les Principes directeurs qui ont été formulés en tenant compte des données établies plus haut, de l'orientation adoptée par l'ACDI et les objectifs et destinés à guider l'action des agents de développement.

Dans ce premier Guide, l'accent est mis sur la production alimentaire et la mise en valeur des ressources renouvelables. Trente pour cent du budget bilatéral de l'ACDI sera consacré à ce secteur d'ici 1980.

À l'heure actuelle, plus de 800 projets, dont le coût doit s'élever à \$86,5 millions sont en cours dans quelque 70 pays. L'ACDI subventionne aussi des projets de recherche et de développement nationaux, non gouvernementaux et par son appui à la recherche agricole internationale. Environ 800 p. 100 des habitants du tiers-monde vivent et travaillent dans les régions rurales.

Le guide est divisé en cinq sections: les Caractéristiques, les tendances actuelles, les Priorités, en termes de développement et en fonction des besoins propres des pays en développement, les Ressources canadiennes, humaines et matérielles auxquelles l'ACDI peut

apporter une Conclusion qui expose aussi les possibilités d'innovation et enrichit les Principes directeurs qui ont été formulés en tenant compte des données établies plus haut, de l'orientation adoptée par l'ACDI et les objectifs et destinés à guider l'action des agents de développement.

Dans ce premier Guide, l'accent est mis sur la production alimentaire et la mise en valeur des ressources renouvelables. Trente pour cent du budget bilatéral de l'ACDI sera consacré à ce secteur d'ici 1980.

À l'heure actuelle, plus de 800 projets, dont le coût doit s'élever à \$86,5 millions sont en cours dans quelque 70 pays. L'ACDI subventionne aussi des projets de recherche et de développement nationaux, non gouvernementaux et par son appui à la recherche agricole internationale. Environ 800 p. 100 des habitants du tiers-monde vivent et travaillent dans les régions rurales.

Le guide est divisé en cinq sections: les Caractéristiques, les tendances actuelles, les Priorités, en termes de développement et en fonction des besoins propres des pays en développement, les Ressources canadiennes, humaines et matérielles auxquelles l'ACDI peut

in brief

MOZAMBIQUE

Canada has allocated up to \$3 million in CIDA grants for the provision of food aid to Mozambique. An additional \$40,000 will be contributed by the Canadian Commonwealth Fund for Technical Assistance to Mozambique. The project, which allows the government to standardize the quality of teaching, particularly in rural centres, is expected to benefit about 97,400 students by 1980. Other contributors are France, Belgium, Italy, the U.S.A., UNESCO, UNICEF, World Bank and UNDP.

MP's NEW BOOK

"A new global ethic is the moral expression of concern for well-being of people on the planet. But it is also a political imperative." This sense of the absolute, practical necessity of a new international order is the preoccupation of Douglas Roche in his new book, *A New Global Ethic for Canada*. The book, published in paperback by McClelland and Stewart, costs \$2.95 and is a must for all concerned with development.

SCHOLARSHIPS

Five Canadians have won CIDA scholarships of up to \$11,500 each per year to develop their careers in international development. All will pursue part of their studies in developing countries.

Charles P. Bassett, a former director-general of the Public Service Commission, has been named director-general of the World Food Program.

Thomas M. Robinson, an MP and member of the Sub-committee on International Development, has a firm grasp of the issues of international development and presents them along with recommendations for action to the average Canadian. The book, published in paperback by McClelland and Stewart costs \$2.95 and is a must for all concerned with development.

APPOINTMENTS

Thomas C.M. Robinson, des États-Unis, a été nommé directeur adjoint du programme mondial de développement international. Chaque boursier devra poursuivre une partie de ses études dans un pays en développement, ils sont Walter Bullock, de l'Université de Waterloo, en Ontario (architecte), Dr. Douglas Kittle, Edmon顿 (médecine), Thomas Mill, Toronto (agriculture et biologie), Dr. Rajean Paraché d'Edmonton (médecine) et Gordon Potts, Windham Centre, Ontario (agriculture).

Le Canada accroîtra son assistance à un projet de télévision éducative nationale en Côte d'Ivoire. Un accord prévoyant une contribution financière de 1,34 millions a été signé à Abidjan, où le Dr. Francisco Aquino, membre du Comité exécutif de l'ACDI, était, auparavant, directeur du Programme des cadres administratifs de la Commission de la Fonction publique.

CÔTE D'IVOIRE

Le Canada accroîtra son assistance à un projet de télévision éducative nationale en Côte d'Ivoire. Un accord prévoyant une contribution financière de 1,34 millions a été signé à Abidjan, où le Dr. Francisco Aquino, membre du Comité exécutif de l'ACDI, était, auparavant, directeur du Programme des cadres administratifs de la Commission de la Fonction publique.

en bref

MOZAMBIQUE

Le Canada affectera jusqu'à \$3 millions à l'aide similaire au Mozambique. Les fonds, sous forme de subventions, seront tirés du budget de l'ACDI. Le Canada versera de plus jusqu'à \$40 000 pour la fourniture de matériel complémentaire et d'imprimerie nécessaire. La Côte d'Ivoire apportera une contribution de \$5 millions en fonds de contrepartie. Le projet, qui vise à assurer la qualité de l'enseignement dans les établissements scolaires ruraux, profitera à quelque 97 400 étudiants d'ici 1980. La France, la Belgique, l'Italie, les États-Unis, l'UNESCO, l'UNCEF, la Banque mondiale et le FNUD y participent également.

BOURSIERS

Cinq Canadiens ont obtenu des bourses de l'ACDI d'un valeur de \$10 000 chacune, afin de poursuivre leurs études dans le domaine du développement international. Chaque boursier devra poursuivre une partie de ses études dans un pays en développement, ils sont Walter Bullock, de l'Université de Waterloo, en Ontario (architecte), Dr. Douglas Kittle, Edmon顿 (médecine), Thomas Mill, Toronto (agriculture et biologie), Dr. Rajean Paraché d'Edmonton (médecine) et Gordon Potts, Windham Centre, Ontario (agriculture).

PARUTION

Une nouvelle éthique globale est la mesure morale de notre intérêt au bien-être de nos voisins sur cette terre. Mais c'est également une obligation politique. Pour créer un nouvel ordre international est l'idée directrice du récent livre de Douglas Roche, *Justice not Charity: A New Global Ethic for Canada*.

Prévisions budgétaires

Les prévisions budgétaires de l'ACDI pour 1976-77 se chiffrent à peu près de \$1 milliard, soit environ 10 p. 100 de plus que les décaissements de l'an dernier. Lors d'une allocution devant le Comité des affaires étrangères et de la Défense nationale, M. Allan J. MacEachen a présenté le budget pour 1976-77 et déclaré satisfaits que le Canada se rapporte plus en plus de l'objectif de 0,7 p. 100 du PNB pour l'assistance publique aux Nations Unies pour les études évaluées à l'échelle mondiale. Il a également souligné que l'ACDI et l'IDB ont déclaré satisfaits que le Canada se rapporte plus en plus de l'objectif de 0,7 p. 100 du PNB pour l'assistance publique aux Nations Unies pour l'assistance publique au développement.

M. MacEachen a aussi annoncé que l'aide alimentaire passera de \$225 millions à \$251 millions cette année, qu'environ 100 millions de dollars de la réserve de \$33 millions avait été constitué en prévision de crises

HABITAT

(from page one)
bly of the United Nations." Canada was among 15 countries voting against the declaration, the primary objection being the inclusion of this implicit endorsement of the General Assembly resolution of November

1975 which characterized Zionism as a form of racism. Eighty-nine countries voted in favor of the declaration, 15 against, and 10 abstained. Canadian Justice Minister, Ron Basford, stated that generally the declaration is acceptable and that although it does not carry the weight of

(continued on page five)

HABITAT

(suite de la première page)

(regroupement de peuples en voie de développement qui compte maintenant 113 pays) et le Canada. Le passage le plus controversé est celui qui est du devoir de tous les peuples et de tous les gouvernements de participer à la lutte contre toute forme de colonialisme, d'agression ou d'occupation étrangères, de domination et d'apartheid et contre toutes les formes de racisme et de discrimination raciale, comme l'appel dans les résolutions adoptées par l'Assemblée générale de l'ONU. Quinze pays, dont le Canada, se sont opposés à la déclaration qui, selon eux, réaffirait implicitement une résolution de l'Assem-

blée générale adoptée en novembre 1975, laquelle considère le sionisme comme une forme de racisme. Quant à l'autre, il neuf pays ont voté en faveur, 15 contre et 10 se sont abstenus.

Le ministre canadien de la justice, M. Ron Basford, a reconnu que, dans ses grandes lignes, la déclaration est acceptable et que, bien que le poids du consensus fasse défaut, elle est néanmoins d'une valeur considérable.

HABITAT

(suite de la première page)

(regroupement de peuples en voie de développement qui compte maintenant 113 pays) et le Canada. Le passage le plus controversé est celui qui est du devoir de tous les peuples et de tous les gouvernements de participer à la lutte contre toute forme de colonialisme, d'agression ou d'occupation étrangères, de domination et d'apartheid et contre toutes les formes de racisme et de discrimination raciale, comme l'appel dans les résolutions adoptées par l'Assemblée générale de l'ONU. Quinze pays, dont le Canada, se sont opposés à la déclaration qui, selon eux, réaffirait implicitement une résolution de l'Assem-

blée générale adoptée en novembre 1975, laquelle considère le sionisme comme une forme de racisme. Quant à l'autre, il neuf pays ont voté en faveur, 15 contre et 10 se sont abstenus.

Le ministre canadien de la justice, M. Ron Basford, a reconnu que, dans ses grandes lignes, la déclaration est acceptable et que, bien que le poids du consensus fasse défaut, elle est néanmoins d'une valeur considérable.

blée générale adoptée en novembre 1975, laquelle considère le sionisme comme une forme de racisme. Quant à l'autre, il neuf pays ont voté en faveur, 15 contre et 10 se sont abstenus.

Le ministre canadien de la justice, M. Ron Basford, a reconnu que, dans ses grandes lignes, la déclaration est acceptable et que, bien que le poids du consensus fasse défaut, elle est néanmoins d'une valeur considérable.

Recommendations d'action nationale
The recommendations of action national, contraire à la déclaration de principes, ont été adoptées par consensus à l'exception de deux propositions

(suite à la page 51)

Declaration of principles

- governments should increase mobilization of economic resources, institutional changes and international solidarity and adopt effective human settlement policies and spatial planning strategies adapted to local conditions
- the solutions to problems of human settlements must be adopted as a priority of the development process of individual nations and the world community
- every State has the right to exercise full and permanent sovereignty over its wealth, natural resources and economic activities
- every State has the right to plan and regulate use of land; the use and tenure of land should be subject to public control and the oceans and end irrational exploitation of environmental resources
- all countries should make a firm commitment to promote general and complete disarmament under strict and effective international control
- it is essential to implement urgently the New International Economic Order
- efforts should be made towards the reduction of disparities between rural and urban areas
- governments should promote programs to encourage local authorities to participate to a greater extent in national development
- access should be granted on more favorable terms to modern technology

Some of the Recommendations for National Action

- human development policies must become an integral part of national development
- governments should report publicly on evaluations of settlements conditions
- development of rural settlements should become a focus of national programs
- rehabilitation of settlements must respect the rights and aspirations of inhabitants
- planning for temporary settlements should provide for community needs and integration into the permanent network of settlements

use should be made of available local materials and know-how to generate employment and income

new sources of energy should be identified and developed

security of land tenure for unplanned settlements should be ensured where appropriate

low-interest loans, rent subsidies and improved availability of housing alternatives such as low-cost rentals should be provided

clean water supply should be provided in urban and rural areas by 1990, if possible

waste should be turned into a resource

community services must be provided; services in rural areas will help reduce migration to the cities

land must be subject to public control in the interests of the nation

public participation is an indispensable element in all aspects of settlements management

Quelques recommandations d'action nationale

- une politique nationale pour les établissements humains et l'environnement doit être intégrée à toute politique nationale de développement
- tout Etat a le droit de maintenir sous son contrôle l'utilisation et la mise en réserve de la terre, d'administrer de façon que la croissance des centres de peuplement répondent à un plan d'occupation des sols
- les pays doivent faire de leur mieux pour préserver la biosphère et les océans et empêcher l'exploitation irresponsable de l'environnement
- tous les pays doivent s'engager fermement à promouvoir le désarmement total sous contrôle international efficace
- il est essentiel et urgent d'instaurer un Nouvel ordre économique international
- il faut s'appliquer à réduire les disparités entre le milieu urbain et le milieu rural
- les gouvernements doivent mettre sur pied des programmes pour encourager les autorités locales à participer davantage au développement national
- il faut garantir l'accès à la technologie moderne selon des termes plus favorables

for the development and transfer of technology were suggested.

On Migration: work in the home country should be made more attractive to avoid the need for workers to migrate; action was also taken to combat discrimination against migrants in migrant labor.

On Adjustment Assistance: changes in the international economic order should not be made at the expense of workers; regional or national funds could be set up to help workers and industries adjust to international economic changes.

Proposals from ILO Action: the ILO should set up a world-wide program to support surveys on the nature, extent and causes of poverty, help countries establish training programs, formulate basic needs policies and report on them before the end of the 70s.

Colloque latino-américain
mes de coopération que le Canada se propose d'instaurer et à établir dans tout le continent. Des représentants d'Afrique l'ont à cet égard. On a discuté des possibilités d'établir des liens entre les communautés industrielles du Canada et celles de l'Amérique latine et des moyens d'atteindre les parties les plus nécessiteuses des populations latino-américaines

pe de relève. Le programme de formation de l'Institut national de la pêche de La Union, où sont enseignées la mécanique navale, les techniques de la pêche, la navigation ainsi que les méthodes de préparation et d'entreposage des produits de la pêche. Le Canada fournit également une aide technique et financière à l'Institut national de la pêche de l'ACDI, a mis le cap vers La Union, fin juillet. L'équipage de six instructeurs qui confieront éventuellement leurs fonctions d'enseignement à des homologues salvadoriens

El Salvador:

Fisheries Training

Canada has provided El Salvador with a multi-purpose fisheries training vessel as part of five-year \$3.8 million fisheries training project begun in 1973. The 65-foot ship, built by *l'Industrie marine de Caraquet, N.B.* with \$1.2 million in CIDA funds, sailed for La Union in late June. The living crew will spend a year there training a Salvadorian crew to take over.

The recommendations of action national, contraire à la déclaration de principes, ont été adoptées par consensus à l'exception de deux propositions

(suite à la page 51)

De recommandations d'action nationale

The recommendations of action national, contraire à la déclaration de principes, ont été adoptées par consensus à l'exception de deux propositions

(suite à la page 51)

Le Canada a fait construire, à l'Université polyvalente de l'Institut national de la pêche de La Union, où sont enseignées la mécanique navale, les techniques de la pêche, la navigation ainsi que les méthodes de préparation et d'entreposage des produits de la pêche. Le Canada fournit également une aide technique et financière à l'Institut national de la pêche de l'ACDI, a mis le cap vers La Union, fin juillet. L'équipage de cinq hommes passera un an au Salvador où il formera une équipe de relève.

Le programme de formation de l'Institut national de la pêche de La Union, où sont enseignées la mécanique navale, les techniques de la pêche, la navigation ainsi que les méthodes de préparation et d'entreposage des produits de la pêche. Le Canada fournit également une aide technique et financière à l'Institut national de la pêche de l'ACDI, a mis le cap vers La Union, fin juillet. L'équipage de cinq hommes passera un an au Salvador où il formera une équipe de relève.

Le programme de formation de l'Institut national de la pêche de La Union, où sont enseignées la mécanique navale, les techniques de la pêche, la navigation ainsi que les méthodes de préparation et d'entreposage des produits de la pêche. Le Canada fournit également une aide technique et financière à l'Institut national de la pêche de l'ACDI, a mis le cap vers La Union, fin juillet. L'équipage de cinq hommes passera un an au Salvador où il formera une équipe de relève.

Le programme de formation de l'Institut national de la pêche de La Union, où sont enseignées la mécanique navale, les techniques de la pêche, la navigation ainsi que les méthodes de préparation et d'entreposage des produits de la pêche. Le Canada fournit également une aide technique et financière à l'Institut national de la pêche de l'ACDI, a mis le cap vers La Union, fin juillet. L'équipage de cinq hommes passera un an au Salvador où il formera une équipe de relève.

Le programme de formation de l'Institut national de la pêche de La Union, où sont enseignées la mécanique navale, les techniques de la pêche, la navigation ainsi que les méthodes de préparation et d'entreposage des produits de la pêche. Le Canada fournit également une aide technique et financière à l'Institut national de la pêche de l'ACDI, a mis le cap vers La Union, fin juillet. L'équipage de cinq hommes passera un an au Salvador où il formera une équipe de relève.

Le programme de formation de l'Institut national de la pêche de La Union, où sont enseignées la mécanique navale, les techniques de la pêche, la navigation ainsi que les méthodes de préparation et d'entreposage des produits de la pêche. Le Canada fournit également une aide technique et financière à l'Institut national de la pêche de l'ACDI, a mis le cap vers La Union, fin juillet. L'équipage de cinq hommes passera un an au Salvador où il formera une équipe de relève.

Le programme de formation de l'Institut national de la pêche de La Union, où sont enseignées la mécanique navale, les techniques de la pêche, la navigation ainsi que les méthodes de préparation et d'entreposage des produits de la pêche. Le Canada fournit également une aide technique et financière à l'Institut national de la pêche de l'ACDI, a mis le cap vers La Union, fin juillet. L'équipage de cinq hommes passera un an au Salvador où il formera une équipe de relève.

Le programme de formation de l'Institut national de la pêche de La Union, où sont enseignées la mécanique navale, les techniques de la pêche, la navigation ainsi que les méthodes de préparation et d'entreposage des produits de la pêche. Le Canada fournit également une aide technique et financière à l'Institut national de la pêche de l'ACDI, a mis le cap vers La Union, fin juillet. L'équipage de cinq hommes passera un an au Salvador où il formera une équipe de relève.

El Salvador:

Fisheries Training

The training program in El Salvador is managed by the National Institute of Navigation and Fishing, where naval mechanics, fishing, navigation, and processing and storage of fish are taught. Canada has also provided a coordinator and six instructors, all of whom have local counterparts who will eventually take over the teaching tasks.

The recommendations of action national, contraire à la déclaration de principes, ont été adoptées par consensus à l'exception de deux propositions

(suite à la page 51)

De recommandations d'action nationale

The recommendations of action national, contraire à la déclaration de principes, ont été adoptées par consensus à l'exception de deux propositions

(suite à la page 51)

Le Canada a fait construire, à l'Université polyvalente de l'Institut national de la pêche de La Union, où sont enseignées la mécanique navale, les techniques de la pêche, la navigation ainsi que les méthodes de préparation et d'entreposage des produits de la pêche. Le Canada fournit également une aide technique et financière à l'Institut national de la pêche de l'ACDI, a mis le cap vers La Union, fin juillet. L'équipage de cinq hommes passera un an au Salvador où il formera une équipe de relève.

Le programme de formation de l'Institut national de la pêche de La Union, où sont enseignées la mécanique navale, les techniques de la pêche, la navigation ainsi que les méthodes de préparation et d'entreposage des produits de la pêche. Le Canada fournit également une aide technique et financière à l'Institut national de la pêche de l'ACDI, a mis le cap vers La Union, fin juillet. L'équipage de cinq hommes passera un an au Salvador où il formera une équipe de relève.

Le programme de formation de l'Institut national de la pêche de La Union, où sont enseignées la mécanique navale, les techniques de la pêche, la navigation ainsi que les méthodes de préparation et d'entreposage des produits de la pêche. Le Canada fournit également une aide technique et financière à l'Institut national de la pêche de l'ACDI, a mis le cap vers La Union, fin juillet. L'équipage de cinq hommes passera un an au Salvador où il formera une équipe de relève.

Le programme de formation de l'Institut national de la pêche de La Union, où sont enseignées la mécanique navale, les techniques de la pêche, la navigation ainsi que les méthodes de préparation et d'entreposage des produits de la pêche. Le Canada fournit également une aide technique et financière à l'Institut national de la pêche de l'ACDI, a mis le cap vers La Union, fin juillet. L'équipage de cinq hommes passera un an au Salvador où il formera une équipe de relève.

Le programme de formation de l'Institut national de la pêche de La Union, où sont enseignées la mécanique navale, les techniques de la pêche, la navigation ainsi que les méthodes de préparation et d'entreposage des produits de la pêche. Le Canada fournit également une aide technique et financière à l'Institut national de la pêche de l'ACDI, a mis le cap vers La Union, fin juillet. L'équipage de cinq hommes passera un an au Salvador où il formera une équipe de relève.

Le programme de formation de l'Institut national de la pêche de La Union, où sont enseignées la mécanique navale, les techniques de la pêche, la navigation ainsi que les méthodes de préparation et d'entreposage des produits de la pêche. Le Canada fournit également une aide technique et financière à l'Institut national de la pêche de l'ACDI, a mis le cap vers La Union, fin juillet. L'équipage de cinq hommes passera un an au Salvador où il formera une équipe de relève.

Le programme de formation de l'Institut national de la pêche de La Union, où sont enseignées la mécanique navale, les techniques de la pêche, la navigation ainsi que les méthodes de préparation et d'entreposage des produits de la pêche. Le Canada fournit également une aide technique et financière à l'Institut national de la pêche de l'ACDI, a mis le cap vers La Union, fin juillet. L'équipage de cinq hommes passera un an au Salvador où il formera une équipe de relève.

Le programme de formation de l'Institut national de la pêche de La Union, où sont enseignées la mécanique navale, les techniques de la pêche, la navigation ainsi que les méthodes de préparation et d'entreposage des produits de la pêche. Le Canada fournit également une aide technique et financière à l'Institut national de la pêche de l'ACDI, a mis le cap vers La Union, fin juillet. L'équipage de cinq hommes passera un an au Salvador où il formera une équipe de relève.

El Salvador:

Fisheries Training

The training program in El Salvador is managed by the National Institute of Navigation and Fishing, where naval mechanics, fishing, navigation, and processing and storage of fish are taught. Canada has also provided a coordinator and six instructors, all of whom have local counterparts who will eventually take over the teaching tasks.

The recommendations of action national, contraire à la déclaration de principes, ont été adoptées par consensus à l'exception de deux propositions

(suite à la page 51)

De recommandations d'action nationale

The recommendations of action national, contraire à la déclaration de principes, ont été adoptées par consensus à l'exception de deux propositions

(suite à la page 51)

Le Canada a fait construire, à l'Université polyvalente de l'Institut national de la pêche de La Union, où sont enseignées la mécanique navale, les techniques de la pêche, la navigation ainsi que les méthodes de préparation et d'entreposage des produits de la pêche. Le Canada fournit également une aide technique et financière à l'Institut national de la pêche de l'ACDI, a mis le cap vers La Union, fin juillet. L'équipage de cinq hommes passera un an au Salvador où il formera une équipe de relève.

Le programme de formation de l'Institut national de la pêche de La Union, où sont enseignées la mécanique navale, les techniques de la pêche, la navigation ainsi que les méthodes de préparation et d'entreposage des produits de la pêche. Le Canada fournit également une aide technique et financière à l'Institut national de la pêche de l'ACDI, a mis le cap vers La Union, fin juillet. L'équipage de cinq hommes passera un an au Salvador où il formera une équipe de relève.

Le programme de formation de l'Institut national de la pêche de La Union, où sont enseignées la mécanique navale, les techniques de la pêche, la navigation ainsi que les méthodes de préparation et d'entreposage des produits de la pêche. Le Canada fournit également une aide technique et financière à l'Institut national de la pêche de l'ACDI, a mis le cap vers La Union, fin juillet. L'équipage de cinq hommes passera un an au Salvador où il formera une équipe de relève.

Le programme de formation de l'Institut national de la pêche de La Union, où sont enseignées la mécanique navale, les techniques de la pêche, la navigation ainsi que les méthodes de préparation et d'entreposage des produits de la pêche. Le Canada fournit également une aide technique et financière à l'Institut national de la pêche de l'ACDI, a mis le cap vers La Union, fin juillet. L'équipage de cinq hommes passera un an au Salvador où il formera une équipe de relève.

Le programme de formation de l'Institut national de la pêche de La Union, où sont enseignées la mécanique navale, les techniques de la pêche, la navigation ainsi que les méthodes de préparation et d'entreposage des produits de la pêche. Le Canada fournit également une aide technique et financière à l'Institut national de la pêche de l'ACDI, a mis le cap vers La Union, fin juillet. L'équipage de cinq hommes passera un an au Salvador où il formera une équipe de relève.

Le programme de formation de l'Institut national de la pêche de La Union, où sont enseignées la mécanique navale, les techniques de la pêche, la navigation ainsi que les méthodes de préparation et d'entreposage des produits de la pêche. Le Canada fournit également une aide technique et financière à l'Institut national de la pêche de l'ACDI, a mis le cap vers La Union, fin juillet. L'équipage de cinq hommes passera un an au Salvador où il formera une équipe de relève.

Le programme de formation de l'Institut national de la pêche de La Union, où sont enseignées la mécanique navale, les techniques de la pêche, la navigation ainsi que les méthodes de préparation et d'entreposage des produits de la pêche. Le Canada fournit également une aide technique et financière à l'Institut national de la pêche de l'ACDI, a mis le cap vers La Union, fin juillet. L'équipage de cinq hommes passera un an au Salvador où il formera une équipe de relève.

Le programme de formation de l'Institut national de la pêche de La Union, où sont enseignées la mécanique navale, les techniques de la pêche, la navigation ainsi que les méthodes de préparation et d'entreposage des produits de la pêche. Le Canada fournit également une aide technique et financière à l'Institut national de la pêche de l'ACDI, a mis le cap vers La Union, fin juillet. L'équipage de cinq hommes passera un an au Salvador où il formera une équipe de relève.

25th Anniversary

The Colombo Plan

"Canada is proud to have participated in the constructive work that has been accomplished by member countries in the past quarter century. We now look forward to sharing together what may prove to be the greatest human adventure: finding the new system that can make greater justice and a fuller life for every person." These words conclude the message sent by Prime Minister Trudeau to the Colombo Plan Bureau in honor of the organization's 25th anniversary.

Canada is one of the seven founding members which conceived the Plan at a meeting of Commonwealth Ministers in Colombo in 1950. Since that time the membership has grown to 27 including six developed and 21 developing countries. The Colombo Plan is not a huge organization; it is a coordination agency that tries to ensure the availability of funds available for participation in the work of construction, development and socio-economic development of South and Southeast Asia over the course of a quarter of a century. Nous sommes impatients de partager avec tous ceux qui se sont engagés à l'avenir une des plus grandes aventures humaines: trouver de nouvelles valeurs sur lesquelles nous pouvons ériger une nouvelle société. Les membres du Plan sont des amis et des partenaires qui contribuent à l'avenir à l'effacement des différences entre les peuples et les cultures. Nous sommes également impatients de voir comment les pays membres peuvent aider à l'avenir à l'effacement des différences entre les

NEW SECTION

A new Education Section has been set up under the direction of Mr. Louis Berubé in the Special Advisers Branch of CIDA. The section will advise Agency staff and educational organizations on all matters concerning assistance in the education sector.

force five years and is intended to prevent excessive fluctuations in the price of tin, help increase tin export earnings, and keep prices within a range agreed upon by consumers and producers. It includes the use of a buffer stock and the temporary application of export controls to adjust supply to demand.

**FOOD SUPPLY
COOPÉRATIVE
DEVELOPMENT**

Eight out of 40 developing countries for which information is now available have an average daily food supply below their people's energy requirements according to a Food and Agriculture Organization Monthly Bulletin. They are Bolivia (78% of requirement), Zaire (83%), Bangladesh (84%), Mozambique (85%), Philippines (87%), Ethiopia (88%), India (89%) and Guatemala (91%). The calculations are based on FAO figures on available net food supplies per capita per day, and take into account variables in energy requirements.

FAO

Un des derniers numéros du bulletin mensuel de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) nous apprend que, des 40 pays en développement sur lesquels on a des données, 8 ont une disponibilité quotidienne de nourriture au-dessous des besoins en énergie de leurs populations. Ce sont la Bolivie (78% des besoins), le Zaïre (83%), le Bangladesh (84%), le Mozambique (85%), les Philippines (87%), l'Ethiopie (88%), l'Inde (89%) et le Guatemala (91%). Ces statistiques sont basées sur les chiffres dont la FAO dispose quant à la quantité nette de nourriture disponible par personne quotidiennement et tiennent compte des variables inhérentes aux besoins en protéines.

**BANGLADESH
JOINS IFC**

Bangladesh became the 105th country shareholder in the International Finance Corporation in June. A World Bank affiliate, the IFC promotes private enterprise to encourage economic development in developing countries. Bangladesh paid \$713,000 for 711 shares, bringing the IFC's subscribed capital to \$108,323,000.

TIN PACT

Guatemala (from front page)

The second and third volumes of CIDA's Sectoral Guidelines have been published and are now available from the Information Division. A follow-up to the *Strategy for International Development* (see Contact 52-53, 1976), the guidelines examine various development sectors and define priorities for assistance, taking into account Canadian resources. The second volume is called "Social Development and Environment". Services focus on education, health, population, housing, social communications and cooperatives. The third volume, entitled "Infrastructures and Environment", covers telecommunications, energy, transportation, mining and environment. The first volume, "Rural Development and Renewable Resources", was published last spring (see Contact 52). The guidelines were conceived with CIDA staff and are not basically for internal use. However, anyone interested in obtaining copies may write to the Information Division, CIDA, 122 Bank St., Ottawa K1A 0G4.

IDRC Awards

The International Development Research Centre has announced four senior research awards. Professor Gelia Castillo of the Philippines and Dr. Jorge Enrique Hardoy of Argentina have been elected as Senior Research Fellows, and Dr. Constantine Vaitosis of Colombia and Dr. Antoine Zahlan of Lebanon were given Senior Research Associate awards.

Awards 1977-78

CIDA is offering awards for 1977-78 to Canadian citizens who have completed a post-secondary program of studies and intend to pursue a career in international development. Awards will normally be tenable for two years beginning any time after April 1, 1977. The value may be up to \$11,500 a year. PhD programs are not eligible because of an overlap with the IDRC awards program. The deadline for application is January 31, 1977. For more information, write to the Human Resources Division, CIDA, 122 Bank St., Ottawa, K1A 0G4.

The International Development Research Centre offers ten training or research awards to professionals wishing to take up careers in international development and to professionals in the development field wishing to improve their skills. The award includes a stipend up to \$16,500 plus travel costs, and research and training fees. The candidate may study any area dealing with international development; tenure will begin before January 1978 for one year only.

Applicants must be at least 35, Canadian citizens or landed immigrants with 3 years residence, and have 10 years of professional experience. Applications may be obtained from Research Associate Award, IDRC, P.O. Box 8500, Ottawa, Ontario, Canada, K1G 3H9 and must be submitted by February 15, 1977.

contact

is produced by the Information Division, Communications Branch, Canadian International Development Agency, under the authority of the Honorable Don Jamieson, Secretary of State for External Affairs

Rédaction
Andrée Champagne
Lynne Racine
Ottawa, January 1977



Guatemalan Indians assemble houses from Canadian materials.
Indiens guatémaltèques assemblent des maisons avec des matériaux canadiens

Guatemala (suite de la première page)

abri. Ces fonds s'ajoutent aux \$4,2 millions déjà fournis par l'ACDI en espèces, nourriture, couvertures, équipement orthopédique et matériaux de construction.

Le nouveau programme de l'ACDI comprend une subvention de \$7,7 millions pour la fourniture de matériaux pour la construction d'écoles, de centres sanitaires et d'habitations.

Les matériels serviront à la reconstruction et à la réparation,

et à d'autres organisations communautaires collaborant avec le gouvernement guatémaltèque.

Un prêt de \$3,5 millions servira à la reconstruction de quelque 200 écoles et de 100 maisons détruites ou endommagées par le séisme.

Une dernière subvention de \$1,8 million permettra à une équipe d'experts canadiens

Guides Sectoriels

L'ACDI vient de publier le deuxième et le troisième de la série des Guides sectoriels destinés à régir le programme canadien d'assistance. Ces documents se présentent dans le sillage de la Stratégie de coopération dans le développement international 1975-1980. Ils permettent de mieux cerner la définition d'un secteur, et offrent un aperçu des ressources et certaines directives générales susceptibles d'aider la réalisation de projets sectoriels.

Le deuxième guide porte sur le Développement social et les services aux communautés. Il regroupe des textes sur l'éducation, la santé, la population, l'habitat, les communications, l'industrie et les coopératives. Le troisième volet du Guide sectoriel porte sur les Infrastructures et l'environnement: transports, énergie, mines, télécommunications.

Bourses du CRDI

Le Centre de recherches pour le développement international vient d'annoncer deux nouveaux bourses de recherches supérieures. Le professeur Gelia Castillo, des Philippines, et Dr. Jorge Enrique Hardoy, d'Argentine, ont été désignés comme Fellows de recherche du CRDI. Ceux-ci ont obtenu à l'UN Secretary-General Kurt Waldheim's appeal for more contributions and pledged to cooperate in assuring a continuation of the essential humanitarian activities of UNWRA. It will be confined to the Isiolo

Prize For Excellence

The Montreal firm of Surveyor, Nenniger and Chênevert (SNC Incorporated) won the 1976 prize for excellence for its civil engineering work in the construction of the Idiki dam in India. The prize was awarded by the magazine Canadian Consulting Engineer and the Association of Consulting Engineers of Canada. The dam, which the ranges of Kerala State, is Asia's largest high arch dam, and is part of a three-dam hydroelectric and irrigation project. The powerhouse produces 780 megawatts of power, boosting the state's power supply by 15 per cent. Canada contributed to the project by making available more than \$20 million in grants and loans for the construction of the Idiki dam.



The Idiki Dam
Le barrage d'Idiki

District, some 200 kilometres from Nairobi. A dryland area, much like southwestern Saskatchewan, the Isiolo District needs reservoirs to store surface and ground water. The natural pasture land is inadequate for raising livestock so it must be developed.

A prime task will be to develop a sustainable grazing plan and to find water sources. Another important aspect of the project is the job-training for 200 Kenyans.

Kurt Waldheim, former Saskatchewan Lands Branch Director, will be project co-ordinator, and Dyane Climenhaga, formerly Assistant Director of the Conservation and Land Improvement Branch, will be the administrative engineer.

VADA

L'Ontario a fait don à la Croix-Rouge canadienne de 600 tonnes de haricots pois qui seront distribués parmi les réfugiés nylotes de la région d'Afrique du Nord. L'ACDI assumera les frais d'expédition (environ \$40 000) de ce chargement évalué à environ \$156 000.

Cet envoi constitue la première contribution fédérale-provinciale dans le cadre du Programme volontaire d'aide au développement agricole (VADA) de l'ACDI. Crée en juillet dernier, ce programme a pour but d'acheminer les contributions volontaires fédérales et provinciales vers les organismes appropriés oeuvrant dans les domaines du développement agricole, des pêcheries et de l'aide alimentaire. L'objectif global du VADA est d'accroître les efforts pour venir à bout des problèmes alimentaires mondiaux

More Funds For UNWRA

Canada has made a supplementary contribution of \$300 000 to the Office of the UN Special Fund and Works Agency (UNWRA) to help in its relief of Palestine refugees in the Near East. This sum is in addition to Canada's regular contribution for 1976, which amounted to \$3,350,000, an increase of \$150 000 over the 1975 contribution. Canada will contribute to the UN Secretary-General Kurt Waldheim's appeal for more contributions and pledged to cooperate in assuring a continuation of the essential humanitarian activities of UNWRA.

Le Canada a accordé une subvention supplémentaire de \$300 000 à l'Office de secours et de travail des Nations unies (UNWRA) afin de lui permettre de poursuivre ses activités en faveur des réfugiés palestiniens dans le Proche-Orient. Cette somme vient s'ajouter aux \$3,350 000 de la contribution canadienne pour 1976, montant qui représente déjà une augmentation de \$150 000 par

l'ACDI. L'élaboration d'un plan complet d'aménagement des pâturages et la construction de sources d'eau potable constitueront une des priorités du programme, sans oublier la formation sur place de 200 Kenyans.

M. Howie Rice, ancien directeur de la Direction de l'aménagement, du développement et de la promotion, coordonnera le projet, et Dyane Climenhaga, ingénieur, autrefois directrice adjointe de la Direction de la conservation et de l'amélioration des sols, administrera le projet.

Le Canada a accordé une subvention supplémentaire de \$300 000 à l'Office de secours et de travail des Nations unies (UNWRA) afin de lui permettre de poursuivre ses activités en faveur des réfugiés palestiniens dans le Proche-Orient. Cette somme vient s'ajouter aux \$3,350 000 de la contribution canadienne pour 1976, montant qui représente déjà une augmentation de \$150 000 par

l'ACDI. L'élaboration d'un plan complet d'aménagement des pâturages et la construction de sources d'eau potable constitueront une des priorités du programme, sans oublier la formation sur place de 200 Kenyans.

M. Howie Rice, ancien directeur de la Direction de l'aménagement, du développement et de la promotion, coordonnera le projet, et Dyane Climenhaga, ingénieur, autrefois directrice adjointe de la Direction de la conservation et de l'amélioration des sols, administrera le projet.

Le Canada a accordé une subvention supplémentaire de \$300 000 à l'Office de secours et de travail des Nations unies (UNWRA) afin de lui permettre de poursuivre ses activités en faveur des réfugiés palestiniens dans le Proche-Orient. Cette somme vient s'ajouter aux \$3,350 000 de la contribution canadienne pour 1976, montant qui représente déjà une augmentation de \$150 000 par

l'ACDI. L'élaboration d'un plan complet d'aménagement des pâturages et la construction de sources d'eau potable constitueront une des priorités du programme, sans oublier la formation sur place de 200 Kenyans.

M. Howie Rice, ancien directeur de la Direction de l'aménagement, du développement et de la promotion, coordonnera le projet, et Dyane Climenhaga, ingénieur, autrefois directrice adjointe de la Direction de la conservation et de l'amélioration des sols, administrera le projet.

Le Canada a accordé une subvention supplémentaire de \$300 000 à l'Office de secours et de travail des Nations unies (UNWRA) afin de lui permettre de poursuivre ses activités en faveur des réfugiés palestiniens dans le Proche-Orient. Cette somme vient s'ajouter aux \$3,350 000 de la contribution canadienne pour 1976, montant qui représente déjà une augmentation de \$150 000 par

l'ACDI. L'élaboration d'un plan complet d'aménagement des pâturages et la construction de sources d'eau potable constitueront une des priorités du programme, sans oublier la formation sur place de 200 Kenyans.

M. Howie Rice, ancien directeur de la Direction de l'aménagement, du développement et de la promotion, coordonnera le projet, et Dyane Climenhaga, ingénieur, autrefois directrice adjointe de la Direction de la conservation et de l'amélioration des sols, administrera le projet.

Le Canada a accordé une subvention supplémentaire de \$300 000 à l'Office de secours et de travail des Nations unies (UNWRA) afin de lui permettre de poursuivre ses activités en faveur des réfugiés palestiniens dans le Proche-Orient. Cette somme vient s'ajouter aux \$3,350 000 de la contribution canadienne pour 1976, montant qui représente déjà une augmentation de \$150 000 par

l'ACDI. L'élaboration d'un plan complet d'aménagement des pâturages et la construction de sources d'eau potable constitueront une des priorités du programme, sans oublier la formation sur place de 200 Kenyans.

M. Howie Rice, ancien directeur de la Direction de l'aménagement, du développement et de la promotion, coordonnera le projet, et Dyane Climenhaga, ingénieur, autrefois directrice adjointe de la Direction de la conservation et de l'amélioration des sols, administrera le projet.

Le Canada a accordé une subvention supplémentaire de \$300 000 à l'Office de secours et de travail des Nations unies (UNWRA) afin de lui permettre de poursuivre ses activités en faveur des réfugiés palestiniens dans le Proche-Orient. Cette somme vient s'ajouter aux \$3,350 000 de la contribution canadienne pour 1976, montant qui représente déjà une augmentation de \$150 000 par

l'ACDI. L'élaboration d'un plan complet d'aménagement des pâturages et la construction de sources d'eau potable constitueront une des priorités du programme, sans oublier la formation sur place de 200 Kenyans.

M. Howie Rice, ancien directeur de la Direction de l'aménagement, du développement et de la promotion, coordonnera le projet, et Dyane Climenhaga, ingénieur, autrefois directrice adjointe de la Direction de la conservation et de l'amélioration des sols, administrera le projet.

Le Canada a accordé une subvention supplémentaire de \$300 000 à l'Office de secours et de travail des Nations unies (UNWRA) afin de lui permettre de poursuivre ses activités en faveur des réfugiés palestiniens dans le Proche-Orient. Cette somme vient s'ajouter aux \$3,350 000 de la contribution canadienne pour 1976, montant qui représente déjà une augmentation de \$150 000 par

l'ACDI. L'élaboration d'un plan complet d'aménagement des pâturages et la construction de sources d'eau potable constitueront une des priorités du programme, sans oublier la formation sur place de 200 Kenyans.

M. Howie Rice, ancien directeur de la Direction de l'aménagement, du développement et de la promotion, coordonnera le projet, et Dyane Climenhaga, ingénieur, autrefois directrice adjointe de la Direction de la conservation et de l'amélioration des sols, administrera le projet.

Le Canada a accordé une subvention supplémentaire de \$300 000 à l'Office de secours et de travail des Nations unies (UNWRA) afin de lui permettre de poursuivre ses activités en faveur des réfugiés palestiniens dans le Proche-Orient. Cette somme vient s'ajouter aux \$3,350 000 de la contribution canadienne pour 1976, montant qui représente déjà une augmentation de \$150 000 par

l'ACDI. L'élaboration d'un plan complet d'aménagement des pâturages et la construction de sources d'eau potable constitueront une des priorités du programme, sans oublier la formation sur place de 200 Kenyans.

M. Howie Rice, ancien directeur de la Direction de l'aménagement, du développement et de la promotion, coordonnera le projet, et Dyane Climenhaga, ingénieur, autrefois directrice adjointe de la Direction de la conservation et de l'amélioration des sols, administrera le projet.

Le Canada a accordé une subvention supplémentaire de \$300 000 à l'Office de secours et de travail des Nations unies (UNWRA) afin de lui permettre de poursuivre ses activités en faveur des réfugiés palestiniens dans le Proche-Orient. Cette somme vient s'ajouter aux \$3,350 000 de la contribution canadienne pour 1976, montant qui représente déjà une augmentation de \$150 000 par

l'ACDI. L'élaboration d'un plan complet d'aménagement des pâturages et la construction de sources d'eau potable constitueront une des priorités du programme, sans oublier la formation sur place de 200 Kenyans.

M. Howie Rice, ancien directeur de la Direction de l'aménagement, du développement et de la promotion, coordonnera le projet, et Dyane Climenhaga, ingénieur, autrefois directrice adjointe de la Direction de la conservation et de l'amélioration des sols, administrera le projet.

Le Canada a accordé une subvention supplémentaire de \$300 000 à l'Office de secours et de travail des Nations unies (UNWRA) afin de lui permettre de poursuivre ses activités en faveur des réfugiés palestiniens dans le Proche-Orient. Cette somme vient s'ajouter aux \$3,350 000 de la contribution canadienne pour 1976, montant qui représente déjà une augmentation de \$150 000 par

l'ACDI. L'élaboration d'un plan complet d'aménagement des pâturages et la construction de sources d'eau potable constitueront une des priorités du programme, sans oublier la formation sur place de 200 Kenyans.

M. Howie Rice, ancien directeur de la Direction de l'aménagement, du développement et de la promotion, coordonnera le projet, et Dyane Climenhaga, ingénieur, autrefois directrice adjointe de la Direction de la conservation et de l'amélioration des sols, administrera le projet.

Le Canada a accordé une subvention supplémentaire de \$300 000 à l'Office de secours et de travail des Nations unies (UNWRA) afin de lui permettre de poursuivre ses activités en faveur des réfugiés palestiniens dans le Proche-Orient. Cette somme vient s'ajouter aux \$3,350 000 de la contribution canadienne pour 1976, montant qui représente déjà une augmentation de \$150 000 par

l'ACDI. L'élaboration d'un plan complet d'aménagement des pâturages et la construction de sources d'eau potable constitueront une des priorités du programme, sans oublier la formation sur place de 200 Kenyans.

M. Howie Rice, ancien directeur de la Direction de l'aménagement, du développement et de la promotion, coordonnera le projet, et Dyane Climenhaga, ingénieur, autrefois directrice adjointe de la Direction de la conservation et de l'amélioration des sols, administrera le projet.

Le Canada a accordé une subvention supplémentaire de \$300 000 à l'Office de secours et de travail des Nations unies (UNWRA) afin de lui permettre de poursuivre ses activités en faveur des réfugiés palestiniens dans le Proche-Orient. Cette somme vient s'ajouter aux \$3,350 000 de la contribution canadienne pour 1976, montant qui représente déjà une augmentation de \$150 000 par

l'ACDI. L'élaboration d'un plan complet d'aménagement des pâturages et la construction de sources d'eau potable constitueront une des priorités du programme, sans oublier la formation sur place de 200 Kenyans.

M. Howie Rice, ancien directeur de la Direction de l'aménagement, du développement et de la promotion, coordonnera le projet, et Dyane Climenhaga, ingénieur, autrefois directrice adjointe de la Direction de la conservation et de l'amélioration des sols, administrera le projet.

Le Canada a accordé une subvention supplémentaire de \$300 000 à l'Office de secours et de travail des Nations unies (UNWRA) afin de lui permettre de poursuivre ses activités en faveur des réfugiés palestiniens dans le Proche-Orient. Cette somme vient s'ajouter aux \$3,350 000 de la contribution canadienne pour 1976, montant qui représente déjà une augmentation de \$150 000 par

l'ACDI. L'élaboration d'un plan complet d'aménagement des pâturages et la construction de sources d'eau potable constitueront une des priorités du programme, sans oublier la formation sur place de 200 Kenyans.

M. Howie Rice, ancien directeur de la Direction de l'aménagement, du développement et de la promotion, coordonnera le projet, et Dyane Climenhaga, ingénieur, autrefois directrice adjointe de la Direction de la conservation et de l'amélioration des sols, administrera le projet.

Le Canada a accordé une subvention supplémentaire de \$300 000 à l'Office de secours et de travail des Nations unies (UNWRA) afin de lui permettre de poursuivre ses activités en faveur des réfugiés palestiniens dans le Proche-Orient. Cette somme vient s'ajouter aux \$3,350 000 de la contribution canadienne pour 1976, montant qui représente déjà une augmentation de \$150 000 par

l'ACDI. L'élaboration d'un plan complet d'aménagement des pâturages et la construction de sources d'eau potable constitueront une des priorités du programme, sans oublier la formation sur place de 200 Kenyans.

M. Howie Rice, ancien directeur de la Direction de l'aménagement, du développement et de la promotion, coordonnera le projet, et Dyane Climenhaga, ingénieur, autrefois directrice adjointe de la Direction de la conservation et de l'amélioration des sols, administrera le projet.

Le Canada a accordé une subvention supplémentaire de \$300 000 à l'Office de secours et de travail des Nations unies (UNWRA) afin de lui permettre de poursuivre ses activités en faveur des réfugiés palestiniens dans le Proche-Orient. Cette somme vient s'ajouter aux \$3,350 000 de la contribution canadienne pour 1976, montant qui représente déjà une augmentation de \$150 000 par

l'ACDI. L'élaboration d'un plan complet d'aménagement des pâturages et la construction de sources d'eau potable constitueront une des priorités du programme, sans oublier la formation sur place de 200 Kenyans.

M. Howie Rice, ancien directeur de la Direction de l'aménagement, du développement et de la promotion, coordonnera le projet, et Dyane Climenhaga, ingénieur, autrefois directrice adjointe de la Direction de la conservation et de l'amélioration des sols, administrera le projet.

Le Canada a accordé une subvention supplémentaire de \$300 000 à l'Office de secours et de travail des Nations unies (UNWRA) afin de lui permettre de poursuivre ses activités en faveur des réfugiés palestiniens dans le Proche-Orient. Cette somme vient s'ajouter aux \$3,350 000 de la contribution canadienne pour 1976, montant qui représente déjà une augmentation de \$150 000 par

l'ACDI. L'élaboration d'un plan complet d'aménagement des pâturages et la construction de sources d'eau potable constitueront une des priorités du programme, sans oublier la formation sur place de 200 Kenyans.

M. Howie Rice, ancien directeur de la Direction de l'aménagement, du développement et de la promotion, coordonnera le projet, et Dyane Climenhaga, ingénieur, autrefois directrice adjointe de la Direction de la conservation et de l'amélioration des sols, administrera le projet.

Le Canada a accordé une subvention supplémentaire de \$300 000 à l'Office de secours et de travail des Nations unies (UNWRA) afin de lui permettre de poursuivre ses activités en faveur des réfugiés palestiniens dans le Proche-Orient. Cette somme vient s'ajouter aux \$3,350 000 de la contribution canadienne pour 1976, montant qui représente déjà une augmentation de \$150 000 par

l'ACDI. L'élaboration d'un plan complet d'aménagement des pâturages et la construction de sources d'eau potable constitueront une des priorités du programme, sans oublier la formation sur place de 200 Kenyans.

M. Howie Rice, ancien directeur de la Direction de l'aménagement, du développement et de la promotion, coordonnera le projet, et Dyane Climenhaga, ingénieur, autrefois directrice adjointe de la Direction de la conservation et de l'amélioration des sols, administrera le projet.

Le Canada a accordé une subvention supplémentaire de \$300 000 à l'Office de secours et de travail des Nations unies (UNWRA) afin de lui permettre de poursuivre ses activités en faveur des réfugiés palestiniens dans le Proche-Orient. Cette somme vient s'ajouter aux \$3,350 000 de la contribution canadienne pour 1976, montant qui représente déjà une augmentation de \$150 000 par

l'ACDI. L'élaboration d'un plan complet d'aménagement des pâturages et la construction de sources d'eau potable constitueront une des priorités du programme, sans oublier la formation sur place de 200 Kenyans.

M. Howie Rice, ancien directeur de la Direction de l'aménagement, du développement et de la promotion, coordonnera le projet, et Dyane Climenhaga, ingénieur, autrefois directrice adjointe de la Direction de la conservation et de l'amélioration des sols, administrera le projet.

Le Canada a accordé une subvention supplémentaire de \$300 000 à l'Office de secours et de travail des Nations unies (UNWRA) afin de lui permettre de poursuivre ses activités en faveur des réfugiés palestiniens dans le Proche-Orient. Cette somme vient s'ajouter aux \$3,350 000 de la contribution canadienne pour 1976, montant qui représente déjà une augmentation de \$150 000 par

l'ACDI. L'élaboration d'un plan complet d'aménagement des pâturages et la construction de sources d'eau potable constitueront une des priorités du programme, sans oublier la formation sur place de 200 Kenyans.

M. Howie Rice, ancien directeur de la Direction de l'aménagement, du développement et de la promotion, coordonnera le projet, et Dyane Climenhaga, ingénieur, autrefois directrice adjointe de la Direction de la conservation et de l'amélioration des sols, administrera le projet.

Le Canada a accordé une subvention supplémentaire de \$300 000 à l'Office de secours et de travail des Nations unies (UNWRA) afin de lui permettre de poursuivre ses activités en faveur des réfugiés palestiniens dans le Proche-Orient. Cette somme vient s'ajouter aux \$3,350 000 de la contribution canadienne pour 1976, montant qui représente déjà une augmentation de \$150 000 par

l'ACDI. L'élaboration d'un plan complet d'aménagement des pâturages et la construction de sources d'eau potable constitueront une des priorités du programme, sans oublier la formation sur place de 200 Kenyans.

M. Howie Rice, ancien directeur de la Direction de l'aménagement, du développement et de la promotion, coordonnera le projet, et Dyane Climenhaga, ingénieur, autrefois directrice adjointe de la Direction de la conservation et de l'amélioration des sols, administrera le projet.

Le Canada a accordé une subvention supplémentaire de \$300 000 à l'Office de secours et de travail des Nations unies (UNWRA) afin de lui permettre de poursuivre ses activités en faveur des réfugiés palestiniens dans le Proche-Orient. Cette somme vient s'ajouter aux \$3,350 000 de la contribution canadienne pour 1976, montant qui représente déjà une augmentation de \$150 000 par

l'ACDI. L'élaboration d'un plan complet d'aménagement des pâturages et la construction de sources d'eau potable constitueront une des priorités du programme, sans oublier la formation sur place de 200 Kenyans.

M. Howie Rice, ancien directeur de la Direction de l'aménagement, du développement et de la promotion, coordonnera le projet, et Dyane Climenhaga, ingénieur, autrefois directrice adjointe de la Direction de la conservation et de l'amélioration des sols, administrera le projet.

Le Canada a accordé une subvention supplémentaire de \$300 000 à l'Office de secours et de travail des Nations unies (UNWRA) afin de lui permettre de poursuivre ses activités en faveur des réfugiés palestiniens dans le Proche-Orient. Cette somme vient s'ajouter aux \$3,350 000 de la contribution canadienne pour 1976, montant qui représente déjà une augmentation de \$150 000 par

l'ACDI. L'élaboration d'un plan complet d'aménagement des pâturages et la construction de sources d'eau potable constitueront une des priorités du programme, sans oublier la formation sur place de 200 Kenyans.

M. Howie Rice, ancien directeur de la Direction de l'aménagement, du développement et de la promotion, coordonnera le projet, et Dyane Climenhaga, ingénieur, autrefois directrice adjointe de la Direction de la conservation et de l'amélioration des sols, administrera le projet.

Le Canada a accordé une subvention supplémentaire de \$300 000 à l'Office de secours et de travail des Nations unies (UNWRA) afin de lui permettre de poursuivre ses activités en faveur des réfugiés palestiniens dans le Proche-Orient. Cette somme vient s'ajouter aux \$3,350 000 de la contribution canadienne pour 1976, montant qui représente déjà une augmentation de \$150 000 par

l'ACDI. L'élaboration d'un plan complet d'aménagement des pâturages et la construction de sources d'eau potable constitueront une des priorités du programme, sans oublier la formation sur place de 200 Kenyans.

M. Howie Rice, ancien directeur de la Direction de l'aménagement, du développement et de la promotion, coordonnera le projet, et Dyane Climenhaga, ingénieur, autrefois directrice adjointe de la Direction de la conservation et de l'amélioration des sols, administrera le projet.

Le Canada a accordé une subvention supplémentaire de \$300 000 à l'Office de secours et de travail des Nations unies (UNWRA) afin de lui permettre de poursuivre ses activités en faveur des réfugiés palestiniens dans le Proche-Orient. Cette somme vient s'ajouter aux \$3,350 000 de la contribution canadienne pour 1976, montant qui représente déjà une augmentation de \$150 000 par

l'ACDI. L'élaboration d'un plan complet d'aménagement des pâturages et la construction de sources d'eau potable constitueront une des priorités du programme, sans oublier la formation sur place de 200 Kenyans.

M. Howie Rice, ancien directeur de la Direction de l'aménagement, du développement et de la promotion, coordonnera le projet, et Dyane Climenhaga, ingénieur, autrefois directrice adjointe de la Direction de la conservation et de l'amélioration des sols, administrera le projet.

Le Canada a accordé une subvention supplémentaire de \$300 000 à l'Office de secours et de travail des Nations unies (UNWRA) afin de lui permettre de poursuivre ses activités en faveur des réfugiés palestiniens dans le Proche-Orient. Cette somme vient s'ajouter aux \$3,350 000 de la contribution canadienne pour 1976, montant qui représente déjà une augmentation de \$150 000 par

l'ACDI. L'élaboration d'un plan complet d'aménagement des pâturages et la construction de sources d'eau potable constitueront une des priorités du programme, sans oublier la formation sur place de 200 Kenyans.

M. Howie Rice, ancien directeur de la Direction de l'aménagement, du développement et de la promotion, coordonnera le projet, et Dyane Climenhaga, ingénieur, autrefois directrice adjointe de la Direction de la conservation et de l'amélioration des sols, administrera le projet.

Le Canada a accordé une subvention supplémentaire de \$300 000 à l'Office de secours et de travail des Nations unies (UNWRA) afin de lui permettre de poursuivre ses activités en faveur des réfugiés palestiniens dans le Proche-Orient. Cette somme vient s'ajouter aux \$3,350 000 de la contribution canadienne pour 1976, montant qui représente déjà une augmentation de \$150 000 par

l'ACDI. L'élaboration d'un plan complet d'aménagement des pâturages et la construction de sources d'eau potable constitueront une des priorités du programme, sans oublier la formation sur place de 200 Kenyans.

M. Howie Rice, ancien directeur de la Direction

Namibian Refugees

Fifty-five teenagers who have been refugees in Zambia after fleeing their homes in Namibia are resuming their education with help from the Commonwealth Fund for Technical Cooperation. The students are attending Heads of Government decided in Jamaica last year that Commonwealth should be made available for the development training needs of the people of Namibia. The students are attending

Nigeria

Land-use Study

One of the most comprehensive land-use studies ever undertaken in Africa was completed recently. It was the CIDA-supervised study of the agricultural potential of Nigeria's Hadejia and Jema River Basin. Prepared by the Schultz Organization, a Vancouver consulting firm, the six-volume report has been turned over to federal agricultural and government officials responsible for planning the development of the 45,000 square kilometre area in

north central Nigeria. The firm will also brief officials on the main points of the report, which many experts feel could serve as a master plan to improve the production of agricultural lands and boost the earning power of the some 2.5 million residents. The survey, which took three years to complete, concentrated on such things as soil and hydrological surveys, topographical mapping, soil and irrigation trials and sociological and economic surveys.

Swaziland

Dairy Industry

Canada is providing Swaziland with \$3.7 million in loan and grant funds over the next six years to help develop a dairy industry. The CIDA funds will be used to support the establishment of a modern processing farm and the building of a dairy processing plant, a feed mill, and milk collection centres. The assistance also includes the provision of Canadian advisers and the training of Swazi per-

sonnel in dairy operation and management. Some 400 Canadian calves will be provided for the breeding farm which will sell stock to local small farmers; they will be encouraged to take up dairying on a small scale and to increase their incomes by doing so. There is a fast-growing domestic demand for liquid milk which augurs well for the development of the dairy industry.

Foreign Aid Quiz

Do you know how much CIDA spent on official development assistance last year? And what else do you know about CIDA's aid programs or about the Third World? Test your knowledge in this quiz, it's CIDA's "Great Canadian Foreign Aid Quiz," a pamphlet available to anyone interested, from the Information Division, CIDA, 122 Bank St., Ottawa, K1A 0G4. Let us know if you get 100 per cent!

schools in Ghana, Sierra Leone and Gambia and further arrangements are being made to place more Namibian refugees in several Commonwealth countries.

Canada is the largest contributor to the Fund and is providing \$4 million in 1976-77. All Commonwealth governments contribute and this year's planned expenditure is \$11.4 million. The most aid from Canada in 1975, with resources of one million dollars and has grown in resources and operations each year.

Bourses d'étude

Cinquante-cinq adolescents namibiens qui s'étaient réfugiés en Zambie après avoir vu leur pays ont repris leurs études grâce à l'aide du Fonds du Commonwealth pour la coopération technique et scientifique. Ces Commonwealths, l'année dernière avaient convenu de la nécessité de fournir une assistance multilatérale pour assurer le développement et la formation du peuple de Namibie.

Les étudiants fréquentent diverses écoles au Ghana, en Sierra Leone et en Gambie, de nouvelles mesures permettent bientôt de placer d'autres réfugiés namibiens dans divers pays du Commonwealth.

Le Canada est le plus important contributeur du Fonds aussi il versera \$4 millions en 1976-1977.

Tous les gouvernements du Commonwealth y contribuent

et la somme totale sera de

11,4 millions de dollars.

Le Fonds d'entrée, établi en 1971 avec une mise de fonds de un million de dollars, s'est enrichi et a élargi ses opérations chaque année depuis sa création.

Swaziland

Industrie laitière

Le Canada fournit au Swaziland \$3.7 millions en prêts et subventions pour favoriser le développement de son industrie laitière. Ces fonds, qui sont décaissés par l'ACDI pendant les six prochaines années, contribueront à l'établissement d'une ferme d'élevage de vaches laitières ainsi qu'à la construction d'une usine de transformation de produits laitiers, d'une fabrique d'aliments de bœuf et de centres de collecte du lait. L'aide canadienne comprend également l'envoi d'experts canadiens et la formation des agriculteurs locaux dans le domaine de l'exploitation de la gestion laitière. La ferme d'élevage sera dotée d'un troupeau de quelque 40 veaux canadiens et vendra des animaux aux petits agriculteurs à pratiquer l'agriculture familiale à petites échelles, ce qui devrait leur permettre d'accroître leur revenu.

La demande intérieure de lait de consommation qui s'accroît rapidement au Swaziland est donc augure pour le développement de l'industrie laitière.

Nigeria

Étude des sols

Une des études les plus complètes jamais entreprises sur les sols en Afrique vient de s'achever. Appuyée par l'ACDI, du potentiel agricole du bassin des rivières Hadejia et Jemaara, au Nigéria.

Préparé par la firme d'experts-conseils Schultz Organization, de Vancouver, le rapport, qui a atteint 100 pages, a été remis aux fonctionnaires des gouvernements fédéraux et locaux du Nigéria qui seront chargés de planifier l'aménagement des 45 000 kilomètres carrés de terres dans cette région du pays.

La firme canadienne exposera également devant les autorités responsables les principaux résultats de son rapport, dont plusieurs experts pensent qu'il pourra servir de plan directeur en vue d'améliorer la productivité des terres agricoles et d'accroître le revenu de quelque 2,5 millions de résidents.

L'étude, qui a duré trois ans,

comprendra notamment, des levées hydrologiques, l'établissement de cartes, des projets-pilotes dans le domaine de l'irrigation et des enquêtes économiques et sociologiques.

Questionnaire sur l'aide extérieure

préparé par la Direction de l'information à l'intention de tous ceux qui sont curieux de savoir, par exemple, "Combien de pays reçoivent l'aide du Canada?" ou "Quel est le montant total d'aide?" L'ACDI vous donne maintenant l'occasion de vérifier vos connaissances en répondant à notre questionnaire "Épreuve-vérité — Que savez-vous de l'aide extérieure canadienne?" Ce test objectif a été

people Development Models

"The fate of man does not depend, in the last instance, on insurmountable physical barriers but on social and political factors in his environment and society." This is the conclusion reached by a group of 20 Latin American scientists in a report published recently in condensed form by the International Development Research Centre (IDRC). *Carrefour or New Society* describes a new world model, and adds a Third World perspective to the international dialogue on the ultimate direction of humanity. This new model is offered as an alternative to the school of thought particularly prevalent in developed countries that holds that the fundamental problems currently facing humanity are those of physical limits". When these limits are outstripped, the result will be social and political instability. The Latin American group offers an alternative to this view: a new society where physical limits are viewed in a larger perspective — a human environment based on egalitarian participation, sharing of resources, values and having as its objective the satisfaction of basic needs for nutrition, housing, education and health. Thus the options catastrophe or a new society.

The report's principal aim is to contribute to and promote the dialogue currently taking place, in Canada and elsewhere, between the main groups involved in attempts to establish a new international order.

It attempts to translate into political terms the first steps the

Conférence on the first three parts are founded.

The report's principal aim is to contribute to and promote the dialogue currently taking place, in Canada and elsewhere, between the main groups involved in attempts to establish a new international order.

It attempts to translate into political terms the first steps the

Conférence on the first three parts are founded.

Commissioner to Sri Lanka. Originally from British Columbia, Mr. Cooper joined the Department of National Defence and since 1969 has been Minister-Counselor (Administration) at the High Commission in London.



Pierre Charpentier

échos

M. Pierre Charpentier a été nommé ambassadeur du Canada en Algérie. Originaire d'Ottawa, il a obtenu une licence en droit de l'Université de Montréal et détient d'une maîtrise en Rhodes Scholar. Il a rejoint le Département d'External Affairs en 1952 et servit à Madrid, Warsaw et Paris et was Ambassador to Peru. Since 1973 he has been Director of the Latin American Division... Stewart Cooper has been named Canadian High

AI

E A 88

- C 55

International

Agency Agence canadienne de développement international

CIDA ACDI

contact

55

FEBRUARY/FÉVRIER 1977

Dupuy Named President

Michèle Dupuy, Assistant Secretary of State for External Affairs, has been named President of the International Order of Gérin-Lajoie. The appointment comes into effect March 1, 1977.

Mr. Dupuy is also Assistant Co-chairman of the Conference on International Economic Cooperation and will continue his duties there until the Conference's conclusion later this year.

Mr. Dupuy received the mandate of the Prime Minister to focus his attention on means to ensure that Canadian aid reaches those who need it most, while remaining true to the principles of democracy, equality and respect for the human dignity of all people.

Mr. Dupuy is also Assistant Co-chairman of the Conference on International Economic Cooperation and will continue his duties there until the Conference's conclusion later this year.

Mr. Dupuy received the mandate of the Prime Minister to focus his attention on means to ensure that Canadian aid reaches those who need it most, while remaining true to the principles of democracy, equality and respect for the human dignity of all people.

Mr. Dupuy is also Assistant Co-chairman of the Conference on International Economic Cooperation and will continue his duties there until the Conference's conclusion later this year.

Mr. Dupuy received the mandate of the Prime Minister to focus his attention on means to ensure that Canadian aid reaches those who need it most, while remaining true to the principles of democracy, equality and respect for the human dignity of all people.

Mr. Dupuy is also Assistant Co-chairman of the Conference on International Economic Cooperation and will continue his duties there until the Conference's conclusion later this year.

Mr. Dupuy received the mandate of the Prime Minister to focus his attention on means to ensure that Canadian aid reaches those who need it most, while remaining true to the principles of democracy, equality and respect for the human dignity of all people.

Mr. Dupuy is also Assistant Co-chairman of the Conference on International Economic Cooperation and will continue his duties there until the Conference's conclusion later this year.

Mr. Dupuy received the mandate of the Prime Minister to focus his attention on means to ensure that Canadian aid reaches those who need it most, while remaining true to the principles of democracy, equality and respect for the human dignity of all people.

Mr. Dupuy is also Assistant Co-chairman of the Conference on International Economic Cooperation and will continue his duties there until the Conference's conclusion later this year.

Mr. Dupuy received the mandate of the Prime Minister to focus his attention on means to ensure that Canadian aid reaches those who need it most, while remaining true to the principles of democracy, equality and respect for the human dignity of all people.

Mr. Dupuy is also Assistant Co-chairman of the Conference on International Economic Cooperation and will continue his duties there until the Conference's conclusion later this year.

Mr. Dupuy received the mandate of the Prime Minister to focus his attention on means to ensure that Canadian aid reaches those who need it most, while remaining true to the principles of democracy, equality and respect for the human dignity of all people.

Mr. Dupuy is also Assistant Co-chairman of the Conference on International Economic Cooperation and will continue his duties there until the Conference's conclusion later this year.

Mr. Dupuy received the mandate of the Prime Minister to focus his attention on means to ensure that Canadian aid reaches those who need it most, while remaining true to the principles of democracy, equality and respect for the human dignity of all people.

Mr. Dupuy is also Assistant Co-chairman of the Conference on International Economic Cooperation and will continue his duties there until the Conference's conclusion later this year.

Mr. Dupuy received the mandate of the Prime Minister to focus his attention on means to ensure that Canadian aid reaches those who need it most, while remaining true to the principles of democracy, equality and respect for the human dignity of all people.

Mr. Dupuy is also Assistant Co-chairman of the Conference on International Economic Cooperation and will continue his duties there until the Conference's conclusion later this year.

Mr. Dupuy received the mandate of the Prime Minister to focus his attention on means to ensure that Canadian aid reaches those who need it most, while remaining true to the principles of democracy, equality and respect for the human dignity of all people.

Mr. Dupuy is also Assistant Co-chairman of the Conference on International Economic Cooperation and will continue his duties there until the Conference's conclusion later this year.

Mr. Dupuy received the mandate of the Prime Minister to focus his attention on means to ensure that Canadian aid reaches those who need it most, while remaining true to the principles of democracy, equality and respect for the human dignity of all people.

Mr. Dupuy is also Assistant Co-chairman of the Conference on International Economic Cooperation and will continue his duties there until the Conference's conclusion later this year.

Mr. Dupuy received the mandate of the Prime Minister to focus his attention on means to ensure that Canadian aid reaches those who need it most, while remaining true to the principles of democracy, equality and respect for the human dignity of all people.

Mr. Dupuy is also Assistant Co-chairman of the Conference on International Economic Cooperation and will continue his duties there until the Conference's conclusion later this year.

Mr. Dupuy received the mandate of the Prime Minister to focus his attention on means to ensure that Canadian aid reaches those who need it most, while remaining true to the principles of democracy, equality and respect for the human dignity of all people.

Mr. Dupuy is also Assistant Co-chairman of the Conference on International Economic Cooperation and will continue his duties there until the Conference's conclusion later this year.

Mr. Dupuy received the mandate of the Prime Minister to focus his attention on means to ensure that Canadian aid reaches those who need it most, while remaining true to the principles of democracy, equality and respect for the human dignity of all people.

Mr. Dupuy is also Assistant Co-chairman of the Conference on International Economic Cooperation and will continue his duties there until the Conference's conclusion later this year.

Mr. Dupuy received the mandate of the Prime Minister to focus his attention on means to ensure that Canadian aid reaches those who need it most, while remaining true to the principles of democracy, equality and respect for the human dignity of all people.

Mr. Dupuy is also Assistant Co-chairman of the Conference on International Economic Cooperation and will continue his duties there until the Conference's conclusion later this year.

Mr. Dupuy received the mandate of the Prime Minister to focus his attention on means to ensure that Canadian aid reaches those who need it most, while remaining true to the principles of democracy, equality and respect for the human dignity of all people.

Mr. Dupuy is also Assistant Co-chairman of the Conference on International Economic Cooperation and will continue his duties there until the Conference's conclusion later this year.

Mr. Dupuy received the mandate of the Prime Minister to focus his attention on means to ensure that Canadian aid reaches those who need it most, while remaining true to the principles of democracy, equality and respect for the human dignity of all people.

Mr. Dupuy is also Assistant Co-chairman of the Conference on International Economic Cooperation and will continue his duties there until the Conference's conclusion later this year.

Mr. Dupuy received the mandate of the Prime Minister to focus his attention on means to ensure that Canadian aid reaches those who need it most, while remaining true to the principles of democracy, equality and respect for the human dignity of all people.

Mr. Dupuy is also Assistant Co-chairman of the Conference on International Economic Cooperation and will continue his duties there until the Conference's conclusion later this year.

Mr. Dupuy received the mandate of the Prime Minister to focus his attention on means to ensure that Canadian aid reaches those who need it most, while remaining true to the principles of democracy, equality and respect for the human dignity of all people.

Mr. Dupuy is also Assistant Co-chairman of the Conference on International Economic Cooperation and will continue his duties there until the Conference's conclusion later this year.

Mr. Dupuy received the mandate of the Prime Minister to focus his attention on means to ensure that Canadian aid reaches those who need it most, while remaining true to the principles of democracy, equality and respect for the human dignity of all people.

Mr. Dupuy is also Assistant Co-chairman of the Conference on International Economic Cooperation and will continue his duties there until the Conference's conclusion later this year.

Mr. Dupuy received the mandate of the Prime Minister to focus his attention on means to ensure that Canadian aid reaches those who need it most, while remaining true to the principles of democracy, equality and respect for the human dignity of all people.

Mr. Dupuy is also Assistant Co-chairman of the Conference on International Economic Cooperation and will continue his duties there until the Conference's conclusion later this year.

Mr. Dupuy received the mandate of the Prime Minister to focus his attention on means to ensure that Canadian aid reaches those who need it most, while remaining true to the principles of democracy, equality and respect for the human dignity of all people.

Mr. Dupuy is also Assistant Co-chairman of the Conference on International Economic Cooperation and will continue his duties there until the Conference's conclusion later this year.

Mr. Dupuy received the mandate of the Prime Minister to focus his attention on means to ensure that Canadian aid reaches those who need it most, while remaining true to the principles of democracy, equality and respect for the human dignity of all people.

Mr. Dupuy is also Assistant Co-chairman of the Conference on International Economic Cooperation and will continue his duties there until the Conference's conclusion later this year.

Mr. Dupuy received the mandate of the Prime Minister to focus his attention on means to ensure that Canadian aid reaches those who need it most, while remaining true to the principles of democracy, equality and respect for the human dignity of all people.

Mr. Dupuy is also Assistant Co-chairman of the Conference on International Economic Cooperation and will continue his duties there until the Conference's conclusion later this year.

Mr. Dupuy received the mandate of the Prime Minister to focus his attention on means to ensure that Canadian aid reaches those who need it most, while remaining true to the principles of democracy, equality and respect for the human dignity of all people.

Mr. Dupuy is also Assistant Co-chairman of the Conference on International Economic Cooperation and will continue his duties there until the Conference's conclusion later this year.

Mr. Dupuy received the mandate of the Prime Minister to focus his attention on means to ensure that Canadian aid reaches those who need it most, while remaining true to the principles of democracy, equality and respect for the human dignity of all people.

Mr. Dupuy is also Assistant Co-chairman of the Conference on International Economic Cooperation and will continue his duties there until the Conference's conclusion later this year.

Mr. Dupuy received the mandate of the Prime Minister to focus his attention on means to ensure that Canadian aid reaches those who need it most, while remaining true to the principles of democracy, equality and respect for the human dignity of all people.

Mr. Dupuy is also Assistant Co-chairman of the Conference on International Economic Cooperation and will continue his duties there until the Conference's conclusion later this year.

Mr. Dupuy received the mandate of the Prime Minister to focus his attention on means to ensure that Canadian aid reaches those who need it most, while remaining true to the principles of democracy, equality and respect for the human dignity of all people.

Mr. Dupuy is also Assistant Co-chairman of the Conference on International Economic Cooperation and will continue his duties there until the Conference's conclusion later this year.

Mr. Dupuy received the mandate of the Prime Minister to focus his attention on means to ensure that Canadian aid reaches those who need it most, while remaining true to the principles of democracy, equality and respect for the human dignity of all people.

Mr. Dupuy is also Assistant Co-chairman of the Conference on International Economic Cooperation and will continue his duties there until the Conference's conclusion later this year.

Mr. Dupuy received the mandate of the Prime Minister to focus his attention on means to ensure that Canadian aid reaches those who need it most, while remaining true to the principles of democracy, equality and respect for the human dignity of all people.

Mr. Dupuy is also Assistant Co-chairman of the Conference on International Economic Cooperation and will continue his duties there until the Conference's conclusion later this year.

Mr. Dupuy received the mandate of the Prime Minister to focus his attention on means to ensure that Canadian aid reaches those who need it most, while remaining true to the principles of democracy, equality and respect for the human dignity of all people.

Mr. Dupuy is also Assistant Co-chairman of the Conference on International Economic Cooperation and will continue his duties there until the Conference's conclusion later this year.

Mr. Dupuy received the mandate of the Prime Minister to focus his attention on means to ensure that Canadian aid reaches those who need it most, while remaining true to the principles of democracy, equality and respect for the human dignity of all people.

Mr. Dupuy is also Assistant Co-chairman of the Conference on International Economic Cooperation and will continue his duties there until the Conference's conclusion later this year.

Mr. Dupuy received the mandate of the Prime Minister to focus his attention on means to ensure that Canadian aid reaches those who need it most, while remaining true to the principles of democracy, equality and respect for the human dignity of all people.

Mr. Dupuy is also Assistant Co-chairman of the Conference on International Economic Cooperation and will continue his duties there until the Conference's conclusion later this year.

Mr. Dupuy received the mandate of the Prime Minister to focus his attention on means to ensure that Canadian aid reaches those who need it most, while remaining true to the principles of democracy, equality and respect for the human dignity of all people.

Mr. Dupuy is also Assistant Co-chairman of the Conference on International Economic Cooperation and will continue his duties there until the Conference's conclusion later this year.

Mr. Dupuy received the mandate of the Prime Minister to focus his attention on means to ensure that Canadian aid reaches those who need it most, while remaining true to the principles of democracy, equality and respect for the human dignity of all people.

Mr. Dupuy is also Assistant Co-chairman of the Conference on International Economic Cooperation and will continue his duties there until the Conference's conclusion later this year.

Mr. Dupuy received the mandate of the Prime Minister to focus his attention on means to ensure that Canadian aid reaches those who need it most, while remaining true to the principles of democracy, equality and respect for the human dignity of all people.

Mr. Dupuy is also Assistant Co-chairman of the Conference on International Economic Cooperation and will continue his duties there until the Conference's conclusion later this year.

Mr. Dupuy received the mandate of the Prime Minister to focus his attention on means to ensure that Canadian aid reaches those who need it most, while remaining true to the principles of democracy, equality and respect for the human dignity of all people.

Mr. Dupuy is also Assistant Co-chairman of the Conference on International Economic Cooperation and will continue his duties there until the Conference's conclusion later this year.

Mr. Dupuy received the mandate of the Prime Minister to focus his attention on means to ensure that Canadian aid reaches those who need it most, while remaining true to the principles of democracy, equality and respect for the human dignity of all people.

Mr. Dupuy is also Assistant Co-chairman of the Conference on International Economic Cooperation and will continue his duties there until the Conference's conclusion later this year.

Mr. Dupuy received the mandate of the Prime Minister to focus his attention on means to ensure that Canadian aid reaches those who need it most, while remaining true to the principles of democracy, equality and respect for the human dignity of all people.

Mr. Dupuy is also Assistant Co-chairman of the Conference on International Economic Cooperation and will continue his duties there until the Conference's conclusion later this year.

Mr. Dupuy received the mandate of the Prime Minister to focus his attention on means to ensure that Canadian aid reaches those who need it most, while remaining true to the principles of democracy, equality and respect for the human dignity of all people.

Mr. Dupuy is also Assistant Co-chairman of the Conference on International Economic Cooperation and will continue his duties there until the Conference's conclusion later this year.

Mr. Dupuy received the mandate of the Prime Minister to focus his attention on means to ensure that Canadian aid reaches those who need it most, while remaining true to the principles of democracy, equality and respect for the human dignity of all people.

Mr. Dupuy is also Assistant Co-chairman of the Conference on International Economic Cooperation and will continue his duties there until the Conference's conclusion later this year.

Mr. Dupuy received the mandate of the Prime Minister to focus his attention on means to ensure that Canadian aid reaches those who need it most, while remaining true to the principles of democracy, equality and respect for the human dignity of all people.

Mr. Dupuy is also Assistant Co-chairman of the Conference on International Economic Cooperation and will continue his duties there until the Conference's conclusion later this year.

Mr. Dupuy received the mandate of the Prime Minister to focus his attention on means to ensure that Canadian aid reaches those who need it most, while remaining true to the principles of democracy, equality and respect for the human dignity of all people.

Mr. Dupuy is also Assistant Co-chairman of the Conference on International Economic Cooperation and will continue his duties there until the Conference's conclusion later this year.

Mr. Dupuy received the mandate of the Prime Minister to focus his attention on means to ensure that Canadian aid reaches those who need it most, while remaining true to the principles of democracy, equality and respect for the human dignity of all people.

Mr. Dupuy is also Assistant Co-chairman of the Conference on International Economic Cooperation and will continue his duties there until the Conference's conclusion later this year.

Mr. Dupuy received the mandate of the Prime Minister to focus his attention on means to ensure that Canadian aid reaches those who need it most, while remaining true to the principles of democracy, equality and respect for the human dignity of all people.

Mr. Dupuy is also Assistant Co-chairman of the Conference on International Economic Cooperation and will continue his duties there until the Conference's conclusion later this year.

Mr. Dupuy received the mandate of the Prime Minister to focus his attention on means to ensure that Canadian aid reaches those who need it most, while remaining true to the principles of democracy, equality and respect for the human dignity of all people.

Mr. Dupuy is also Assistant Co-chairman of the Conference on International Economic Cooperation and will continue his duties there until the Conference's conclusion later this year.

Mr. Dupuy received the mandate of the Prime Minister to focus his attention on means to ensure that Canadian aid reaches those who need it most, while remaining true to the principles of democracy, equality and respect for the human dignity of all people.

Mr. Dupuy is also Assistant Co-chairman of the Conference on International Economic Cooperation and will continue his duties there until the Conference's conclusion later this year.

Mr. Dupuy received the mandate of the Prime Minister to focus his attention on means to ensure that Canadian aid reaches those who need it most, while remaining true to the principles of democracy, equality and respect for the human dignity of all people.

Mr. Dupuy is also Assistant Co-chairman of the Conference on International Economic Cooperation and will continue his duties there until the Conference's conclusion later this year.

Mr. Dupuy received the mandate of the Prime Minister to focus his attention on means to ensure that Canadian aid reaches those who need it most, while remaining true to the principles of democracy, equality and respect for the human dignity of all people.

Mr. Dupuy is also Assistant Co-chairman of the Conference on International Economic Cooperation and will continue his duties there until the Conference's conclusion later this year.

Mr. Dupuy received the mandate of the Prime Minister to focus his attention on means to ensure that Canadian aid reaches those who need it most, while remaining true to the principles of democracy, equality and respect for the human dignity of all people.

Mr. Dupuy is also Assistant Co-chairman of the Conference on International Economic Cooperation and will continue his duties there until the Conference's conclusion later this year.

Mr. Dupuy received the mandate of the Prime Minister to focus his attention on means to ensure that Canadian aid reaches those who need it most, while remaining true to the principles of democracy, equality and respect for the human dignity of all people.

Mr. Dupuy is also Assistant Co-chairman of the Conference on International Economic Cooperation and will continue his duties there until the Conference's conclusion later this year.

Mr. Dupuy received the mandate of the Prime Minister to focus his attention on means to ensure that Canadian aid reaches those who need it most, while remaining true to the principles of democracy, equality and respect for the human dignity of all people.

Mr. Dupuy is also Assistant Co-chairman of the Conference on International Economic Cooperation and will continue his duties there until the Conference's conclusion later this year.

Mr. Dupuy received the mandate of the Prime Minister to focus his attention on means to ensure that Canadian aid reaches those who need it most, while remaining true to the principles of democracy, equality and respect for the human dignity of all people.

Mr. Dupuy is also Assistant Co-chairman of the Conference on International Economic Cooperation and will continue his duties there until the Conference's conclusion later this year.

Mr. Dupuy received the mandate of the Prime Minister to focus his attention on means to ensure that Canadian aid reaches those who need it most, while remaining true to the principles of democracy, equality and respect for the human dignity of all people.

Mr. Dupuy is also Assistant Co-chairman of the Conference on International Economic Cooperation and will continue his duties there until the Conference's conclusion later this year.

Mr. Dupuy received the mandate of

Roche Visits Aid Projects in Asia

on the development of men and women in that society." He notes that "Canada must continue to help finance energy and transportation infrastructures in the developing world, but the main emphasis should be placed on ensuring that aid reaches the people themselves, meeting their needs at the village level."

Mr. Roche's treatment of Canadian aid constituted only a part of his speech, which entitled "Canada and the Third World: The Future." He began the speech with a discussion of the Chinese development experiment, praising its emphasis on self-reliance while rejecting its suppression of personal freedom. In the second part, he talked about Canadian aid and urged more attention to the promotion of human development and self-reliant effort. In the final part, he put Canada in the larger context of the new international economic order (NIEO). Mr. Roche criticized the aid programs of all industrialized nations, stating that they are largely motivated by self-interest, nationalism and desperation. He emphasized that aid should no longer be the focal point of our relations with developing countries. We must take their call for a NIEO seriously; large-scale changes to international monetary and trade policies are imperative. The NIEO "must be centred stage in Canadian foreign policy," and "with a unified approach we can help developing nations become self-reliant, and acquire stronger trading partners as a result."

Mr. Roche said he laments the quality of our aid, not the quantity. He praised smaller projects, stating that "these projects are often funded by private Canadian funds, all have one thing in common: they motivate people to take development into their own hands. They do not merely transfer Western technology into a local setting, as so many of our big bilateral projects do. Rather, they encourage the development of technology and production methods appropriate to local conditions. This key concept reflects the basic — but often forgotten — fact that the development of any society depends

on the development of men and women in that society." He notes that "Canada must continue to help finance energy and transportation infrastructures in the developing world, but the main emphasis should be placed on ensuring that aid reaches the people themselves, meeting their needs at the village level."

Mr. Roche's treatment of Canadian aid constituted only a part of his speech, which entitled "Canada and the Third World: The Future." He began the speech with a discussion of the Chinese development experiment, praising its emphasis on self-reliance while rejecting its suppression of personal freedom. In the second part, he talked about Canadian aid and urged more attention to the promotion of human development and self-reliant effort. In the final part, he put Canada in the larger context of the new international economic order (NIEO). Mr. Roche criticized the aid programs of all industrialized nations, stating that they are largely motivated by self-interest, nationalism and desperation. He emphasized that aid should no longer be the focal point of our relations with developing countries. We must take their call for a NIEO seriously; large-scale changes to international monetary and trade policies are imperative. The NIEO "must be centred stage in Canadian foreign policy," and "with a unified approach we can help developing nations become self-reliant, and acquire stronger trading partners as a result."

Mr. Roche said he laments the quality of our aid, not the quantity. He praised smaller projects, stating that "these projects are often funded by private Canadian funds, all have one thing in common: they motivate people to take development into their own hands. They do not merely transfer Western technology into a local setting, as so many of our big bilateral projects do. Rather, they encourage the development of technology and production methods appropriate to local conditions. This key concept reflects the basic — but often forgotten — fact that the development of any society depends

Universities

(continued from page 4)

at Radio-Canada, has been asked by the Canadian government to assist in the creation of the Centre. In consultation with Andrew MacFarlane, Dean of the School of Journalism at Western and Roger de la Garde, Director of the Sector Journalisme et Information at Laval, Mr. Sauvageau will present a statement of objectives, recommendations for legal status, operating budget and a proposed program. Mr. Sauvageau will visit publishers, editors, and news directors of television and radio networks to enlist their cooperation.

Visite en Asie Douglas Roche juge l'aide canadienne

"Les activités de l'ACDI sont beaucoup trop individualisées pour être un argument sans paradoxe qui les porte aux nues ou au contraire les condamne en faveur d'une plus grande insistance sur la promotion du développement humain et des efforts pour l'autosuffisance. Même partie, enfin, il situe l'aide canadienne dans le contexte plus large d'un nouvel ordre économique international (NOEI). M. Roche critique les programmes d'aide de tous les pays industriels, dont il juge que leur principal objectif est de servir les intérêts de leurs propres économies. Le Canada ne fait pas exception. Il souligne que l'aide ne devrait plus constituer le centre de nos relations avec les pays en développement. Nous devons nous tourner vers un autre moyen d'aider les pays à développer des politiques monétaires et commerciales internationales s'impose. Le NOEI "doit devenir l'axe de la politique étrangère du Canada"; avec une approche réaliste, nous pouvons appuyer l'autosuffisance à parvenir à l'auto-suffisance et nous accueillir dans le même coup de meilleurs partenaires commerciaux."

M. Roche a déclaré qu'il déplaçait non pas le montant mais la qualité de notre aide. C'est ainsi qu'il se félicite des petits projets sur le NOEI et "l'incertitude des fonds canadiens". Les publics qui ont été formés pour une vie en commun: ils motivent les gens à prendre en mains leur propre développement. Ils ne consistent pas en un simple transfert de la technologie occidentale, ce qui caractérise tant de nos projets. Au contraire, nous devons favoriser le développement d'une technologie et de méthodes de production appropriées aux conditions locales. Ce qui nous ramène au principe fondamental, malheureusement souvent oublié, que le développement de toute société reste indispensable du développement des hommes et des femmes qui la composent." Il souligne que "le Canada doit continuer à aider les pays en développement à mettre en place des systèmes de production et de distribution d'énergie et des transports", mais qu'il faudrait faire davantage pour que notre aide bénéfice concrètement et directement aux gens, au niveau des villages.

La critique du programme canadien a été bien formulée par les trois parties de sa conférence intitulée "Le Canada et le tiers monde: l'avenir". Son exposé débute par un examen de l'expérience chinoise de développement, dont il loue le souci de tout center sur l'auto-suffisance,

ce tout en déplorant la suppression des libertés individuelles. La seconde partie traite de l'aide canadienne et M. Roche y prend grande insistance sur la promotion du développement humain et des efforts pour l'autosuffisance. Même partie, enfin, il situe l'aide canadienne dans le contexte plus large d'un nouvel ordre économique international (NOEI).

M. Roche critique les programmes d'aide de tous les pays industriels, dont il juge que leur principal objectif est de servir les intérêts de leurs propres économies. Le Canada ne fait pas exception. Il souligne que l'aide ne devrait plus constituer le centre de nos relations avec les pays en développement. Nous devons nous tourner vers un autre moyen d'aider les pays à développer des politiques monétaires et commerciales internationales s'impose. Le NOEI "doit devenir l'axe de la politique étrangère du Canada"; avec une approche réaliste, nous pouvons appuyer l'autosuffisance à parvenir à l'auto-suffisance et nous accueillir dans le même coup de meilleurs partenaires commerciaux."

M. Roche a déclaré qu'il déplaçait non pas le montant mais la qualité de notre aide. C'est ainsi qu'il se félicite des petits projets sur le NOEI et "l'incertitude des fonds canadiens". Les publics qui ont été formés pour une vie en commun: ils motivent les gens à prendre en mains leur propre développement. Ils ne consistent pas en un simple transfert de la technologie occidentale, ce qui caractérise tant de nos projets. Au contraire, nous devons favoriser le développement d'une technologie et de méthodes de production appropriées aux conditions locales. Ce qui nous ramène au principe fondamental, malheureusement souvent oublié, que le développement de toute société reste indispensable du développement des hommes et des femmes qui la composent." Il souligne que "le Canada doit continuer à aider les pays en développement à mettre en place des systèmes de production et de distribution d'énergie et des transports", mais qu'il faudrait faire davantage pour que notre aide bénéfice concrètement et directement aux gens, au niveau des villages.

La critique du programme canadien a été bien formulée par les trois parties de sa conférence intitulée "Le Canada et le tiers monde: l'avenir". Son exposé débute par un examen de l'expérience chinoise de développement, dont il loue le souci de tout center sur l'auto-suffisance,

Return Requested
A renvoyer à l'expéditeur
Canadian International
Development Agency,
3730 Bloor St.
Ottawa, Canada K1G 0G4

Agence canadienne de
développement international

129th Street

Dakar, Sénégal

DDUH 125

UNIV. OF TORONTO LIBRARY SPECIALS 11
LIBRARY SERVICES 11
TORONTO, ONTARIO
Galt Pa! NSS

people



échos

M. Allan B. Roger, occupera le poste de haut-commissaire du Canada en Guyane. Originaire d'Ontario, diplômé de l'université de Toronto et DAP de l'université Carleton, M. Roger est au ministère des Affaires étrangères depuis 1954 et a occupé divers postes diplomatiques à l'étranger. Depuis 1964, il dirige la direction de l'information auprès du ministère.

M. Victor C. Moore a été nommé haut-commissaire du Canada en Zambie. Originaire de Colombie britannique, diplômé de l'université de l'Ontario et de l'université de l'Alberta, M. Moore est entré au ministère des Affaires étrangères en 1948. After serving in various posts abroad, he became director of the Commonwealth Division of the Canadian International Development Agency in 1962. He joined UNRWA in 1974 after teaching at the University of Dakar in Senegal and serving for some years as mass communications expert with External Affairs in several developing countries. He began his new duties on January 1, 1977.

M. Georges Galipeau assume depuis janvier dernier, la direction des affaires de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies (UNRWA) sur la rive est du Jourdain. Diplômé de l'Université de Montréal, M. Galipeau occupait jusqu'à cette date les fonctions de directeur délégué aux opérations de secours et d'administration, en poste pour la Jordanie. Anciennement professeur à l'Université de Dakar au Sénégal et spécialiste

des communications de masse pour l'UNESCO dans plusieurs pays en développement, il a joint les rangs de l'UNRWA en 1974. M. C. W. Hooper, originaire de l'Ontario, nommé haut-commissaire du Canada en Jamaïque. Maître ès arts de l'université Harvard et diplômé de l'université d'Oxford, M. Hooper est entré au ministère des Affaires étrangères en 1950. Après avoir occupé divers postes à l'étranger, il était depuis 1974 à la tête de l'agence de l'Europe de l'Est.

M. Victor C. Moore a été nommé haut-commissaire du Canada en Zambie. Originaire de Colombie britannique, diplômé de l'université de l'Ontario et de l'université de l'Alberta, M. Moore est entré au ministère des Affaires étrangères en 1948. After serving in various posts abroad, he became director of the Commonwealth Division of the Canadian International Development Agency in 1962. He joined UNRWA in 1974 after teaching at the University of Dakar in Senegal and serving for some years as mass communications expert with External Affairs in several developing countries. He began his new duties on January 1, 1977.

M. Georges Galipeau assume depuis janvier dernier, la direction des affaires de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies (UNRWA) sur la rive est du Jourdain. Diplômé de l'Université de Montréal, M. Galipeau occupait jusqu'à cette date les fonctions de directeur délégué aux opérations de secours et d'administration, en poste pour la Jordanie. Anciennement professeur à l'Université de Dakar au Sénégal et spécialiste

CAI EA88

-55

contact

CIDA

ACDI

contact

56

Canadian International
Development Agency

Agence canadienne de
développement international

MARCH/MARS 1977

\$1.1 Billion

Budget 1977-78

Canada's estimated spending in official development assistance (ODA) for 1977-78 is \$1.1 billion, a 10 per cent increase over last year's \$1,000,000 budget. From 1971 to 1976, ODA increases averaged 20 per cent, but in the light of the government's new policy of fiscal austerity, increases for 1976-77 and 1977-78 have been kept at about 10 per cent.

The Main Estimates for government spending in 1977-78 were tabled in the House of Commons on April 15, and in relation to the expansion of other government programs, official development assistance accounts for just over 2 per cent of the total. Domestic economic development and support accounts for about 16 per cent, and health and welfare, 33.7 per cent. The Defence Department's share of the pie is about 10.8 per cent.

The percentage of the Gross National Product (GNP) to be spent on ODA in 1977-78 is projected to be 0.27 per cent, up from 0.256 in 1976-77. The ODA/GNP ratio, which has been declining since 1971, is down from 0.56 per cent two years ago. Although Canada remains committed to the UN goal of 0.7 per cent of GNP for ODA, on December 1, 1976, the beginning of the Second Development Decade, the government had not set a date for reaching that goal.

Official development assistance includes CIDA's budget and all other assistance given by the Government of Canada on concessional terms. The financial resources available for follow-up to a 1976 project to protect crops from the attacks of grasshoppers. Each year they destroy a large part of the millet and sorghum crops which are vital to the economy and subsistence of this country.

(suite sur la page 2)

\$1.1 billion

Budget 1977-1978

Le Canada prévoit dépenser \$1.1 milliard au chapitre de l'aide publique au développement (APD) en 1977-1978, soit une hausse de 10% par rapport au budget de l'APD de l'an dernier. De 1971 à 1976, les dépenses d'APD ont croîtu de 2% de ses dépenses totales, alors que la relance et le développement économiques intérieurs en rétention 1976 et la santé et le bien-être social, 33,7%. Le ministère de l'APD a donc pour sa part 10,8% du total.

Le pourcentage du produit national brut (PNB) qui sera consacré à l'APD en 1977-1978 est estimé à 0,33, le même niveau que l'an dernier, ce qui représente une baisse par rapport au (suite sur la page 2)

Haute-Volta
Upper Volta

Map showing
Tributary Areas

Basin permanent
Permanent basins

Basin temporary
Temporary basins

Basin transitional
Transitional areas

Basin marginal
Marginal basins

Basin coastal
Coastal basins

Basin offshore
Offshore basins

Basin deepwater
Deepwater basins

Basin abyssal
Abyssal basins

Protection
des cultures

L'ACDI a accordé une subvention de \$4,8 millions pour financer un programme national de protection des végétaux en Haute-Volta. Ce programme (1977-1981) fait suite à un projet entrepris en 1976, pour protéger les cultures vivrières et maraîchères contre les attaques de sauterails qui ravagent chaque année une partie importante de la production de millet et de sorgho essentielle à l'économie de subsistance du pays.

L'an dernier, le Canada a appuyé une Campagne d'urgence contre les attaques de sauterails par l'ACDI. Ces dernières années, le nord-est volontaire par une subvention de \$522,000 qui couvrira l'application d'un conseiller canadien et la fourniture de plus de 300 tonnes d'insecticide. Sept bases permanentes d'intervention et 17 bassins de stockage ont été mises en place. La lutte sur le terrain s'opérait de deux façons

(suite sur la page 2)

\$4.8 Million for Upper Volta

Crop Protection Program

CIDA has provided Upper Volta with a \$4.8 million grant to assist in a major plant protection program. The first phase of the project, which follows up on a 1976 project to protect crops from the attacks of grasshoppers. Each year they destroy a large part of the millet and sorghum crops which are vital to the economy and subsistence of this country.

(suite sur la page 2)

Upper Volta

(from page one)

team maintained contact with the permanent bases, the supply bases and the regional agricultural development organizations. Last year's campaign brought to light the farmers' desire to reinforce Upper Volta's Plant Protection Service with a national program. The five-year program will see the establishment of a network for national operations and applied research. The campaign will also be participated between August and November 1976. The large participation by peasants was a result of the efforts of rural radio. The program was coordinated from Ouagadougou and a part.

McNamara Wants Private Commission

North-South Dialogue

Robert S. McNamara, President of the World Bank, has called for the creation of a new private commission to help break the current impasse in the economic relations between rich and poor nations.

Speaking at the World Affairs Council in Boston, in January, he pointed out that after a year of negotiations, there were no international figures of mutual competence in the field of independent development. They would formulate basic proposals on which global agreement is possible. Mr. McNamara suggested that a person of the political experience and stature of Willy Brandt, former Chancellor of the Federal Republic of Germany, should head such a commission. To ensure the commission's independence, funding would be shared by a number of governments, international institutions and private foundations.

Industrial Development

An international consultation with the objective of defining practical steps for CIDA to promote industrial development in developing countries was held March 2-4 in Montréal, Quebec. At the Conference, hosted by CIDA, participants examined the contributions made in developing countries by medium-sized foreign concerns, the role of transnational corporations, and the impact of foreign investment and transfers of technology from developed to developing

countries, among other subjects.

About 20 representatives of developing countries and international organizations and an equal number of Canadians from the public and private sectors attended the consultation. Among the representatives were Mr. John Leech from the Canadian International Development Corporation, Mr. Azmi Alifi from UNIDO's International Centre for Industrial Studies, and Mr. John Harker of the Canadian Labor Congress.

contact

is produced by the Information Division, Communications Branch, Canadian International Development Agency under the authority of the Honorable Don Jamieson, Secretary of State for External Affairs

Editor
André Champagne
Lynne Racine
Ottawa, March 1977

est publié de la Direction générale des communications, Direction de l'information, de l'Agence canadienne de développement international, avec l'autorisation de l'honorable Don Jamieson, secrétaire d'État aux Affaires étrangères et du commerce.

Rédaction
André Champagne
Lynne Racine
Ottawa, Mars 1977

Relancer le dialogue

La création d'une commission non gouvernementale destinée à relancer le dialogue entre les pays riches et les pays pauvres, composée de personnes ayant fait preuve d'une valeur professionnelle éminente dans le domaine du développement a été proposée par le président de la Banque mondiale, M. Robert McNamara. Il a immédiatement accepté d'établir une commission pour déterminer la forme des propositions de base susceptibles d'obtenir un consensus global.

M. McNamara estime qu'une personnalité de la stature et de l'expérience politique de l'ancien ministre allemand de l'Économie fédérale, allemande, M. Willy Brandt, pourrait diriger une telle commission. Pour assurer l'indépendance de l'organisme, son financement devrait être partagé par un certain nombre de gouvernements, d'institutions internationales et de fondations privées.

Budget

(suite de la première page)

l'ACDI s'établissait comme suit: \$500 500 000 pour l'assistance bilatérale (de gouvernement à gouvernement), à l'exclusion de l'aide alimentaire; \$191 799 000 pour les programmes multilatéraux, toujours à l'exclusion de l'aide alimentaire; \$200 000 pour l'aide alimentaire; \$2 000 000 pour les secours internationaux d'urgence, et \$41 000 000 pour des programmes spéciaux, notamment sous forme d'appui à des organisations non gouvernementales actives dans le développement international.

Malheureusement, la mise en oeuvre de la Stratégie de coopération au développement international 1975-1980, l'ACDI continue à diriger ses efforts vers les populations les plus démunies des pays en développement.

Le Information Division of UNDP-assisted CIDA during the past year by providing resources personnel for a journalists' seminar on world food problems, and is cooperating closely on preparations for a journalists' encounter on the role of the media in development, to be held later in 1977.

At the invitation of the Swedish government, two Canadian journalists recently joined a two-week study tour of Sri Lanka, organized by the Swedish aid agency SIDA. Michelene Drouin of Le Soleil, Quebec, and Tom Sloan, writing for Southam News Services, spent two weeks gaining an in-depth knowledge of social and economic problems in Sri Lanka, a nation which receives about \$70 million in external aid each year.

Charles Morrow, CIDA's Director of Information, accompanied the Swedish-Canadian party to Sri Lanka to observe how the Swiss government has attempted to help non media persons become more knowledgeable on development issues. He said "the Swedish journalists welcomed our participation. While our air programs have developed along different paths (Swedish aid is heavily multilateral and United) we both share the goal of fostering self-reliance and directing aid to the poorest

countries, among other subjects.

During the tour, the journalists

were

able to visit

various

agencies

and

organizations

in Sri

Lanka

and

to

see

firsthand

how

villagers

are

improving

their

living

conditions

through

self-help.

Journalists

sudéois

et

suédois

se sont

rendus

à

Switzerland

pour

échanger

sur

les

problèmes

mondiaux

et

internationaux

de

l'alimentation

et

du développement

international.

Les prévisions budgétaires de

l'ACDI

pour

1977

étaient

les

suivantes:

en

millions

de

pesos

suédois:

Embassy Fund

(continued from page one)
townpeople applied to the Canadian Embassy for the funds and received about \$4,200. The people did not have a road or even have a road which gives access to the market in Limón. The improved communications have prompted the government to provide a school, a small clinic and an agricultural adviser who supervises crop yields. In another part of Honduras 20 agricultural cooperatives received about \$16,000 to install hand pumps in small villages where there was a serious need for potable water. In Costa Rica the mission supplied \$5,000 for the purchase of outboard motors or small boats to service parts of the country accessible only by water. In Haiti a community movement in Jérémie received about \$11,000 to buy small farm implements to develop agricultural farms which produce crop yields. The list of MAF projects is long and touches 84 countries in the developing world.

Aid and Human Rights

Development is a fight for human emancipation in its fullest sense, and aid donors cannot turn aside from the moral dilemmas it poses, says Frank Judd, Britain's former Minister of Overseas Development. In an address to the Congressional Group for Peace through Law in Washington, Mr. Judd said the question of whether aid should be continued to repressive regimes becomes more acute as aid donors try to focus benefits upon the poorest groups in society. British aid now deliberately discriminates in favour of areas where there is the greatest economic and social injustice. And, said Mr. Judd, he believes unequivocally that aid should not be used cynically by the richnesses responsible for their own misery. But those who cut off aid "must not lose sight of whom it is we may be asking to pay the price. We could... be sparing still greater hardship on already oppressed peoples."

Jamieson

(continued from page one)
Mr. Jamieson stressed the importance of international development and the new economic order in today's world situation and the Government's wish for a successful conclusion to the Conference on International Economic Cooperation in Paris. Within this broad context he outlined CIDA's programs, noting our focus on the poor, and

CIDA Speakers Bureau

International economic order, health, the effectiveness of aid, the private sector, etc.) Audiences may also have their own suggestions. For more information: The Speaker's Bureau, Information Division, CIDA, 122 Bank St., Ottawa, K1A 0G4 (Tel. 995-6214).

contact

is produced by the Information Division, Canadian International Development Agency, under the authority of the Honorable Don Jamieson, Secretary of State for External Affairs

Branch, Canadian International Development Agency, under the authority of the Honorable Don Jamieson, Secretary of State for External Affairs

Editor:
André Champagne
Lynne Racine
Ottawa, April 1977

contact

is produced by the Information Division, Canadian International Development Agency, under the authority of the Honorable Don Jamieson, Secretary of State for External Affairs

Editor:
André Champagne
Lynne Racine
Ottawa, April 1977

Service de conférenciers

La Direction de l'information de l'ACDI vient de mettre sur pied un Service de conférenciers à l'intérieur du pays. Ce service répond aux préoccupations des divers auditeurs, qui pourront aussi faire leurs propres suggestions. Pour plus de renseignements, s'adresser au Service des conférenciers de l'ACDI, Direction de l'Information, 122, rue Bank, Ottawa (Ont.) K1A 0S4 (995-6214).

Droits de la personne

Le développement est un combat pour l'émancipation globale de l'homme et les donateurs d'aide ne sauront, pour cette raison, faire face des difficultés que l'on pose d'après M. Frank Judd, ancien ministre britannique du Développement ouvrier. Mais ceux qui sont coupés doivent "ne pas perdre de vue ceux qui en subraient les conséquences. Ce faisant... ils pourraient ajouter aux épreuves de peuples déjà durement opprimés."

emphasizing the role played by good communications in soliciting public support for international development.

In financial terms, he noted that CIDA's previous authority to approve expenditures applications of funds to future years would be eliminated. This will clarify the presentation of proposed expenditures. In Main Estimates, allowing better public understanding of CIDA spending.

Jamieson

(suite de la première page)

M. Jamieson a alors annoncé que, en collaboration avec le Conseil du Trésor, on avait reconstruit les pouvoirs de l'ACDI au chapitre des crédits et décrété qu'une nouvelle structure éliminait le report des crédits de sorte que toutes les dépenses seraient faites à même les allocations de l'année financière en cours. La présentation du budget général de l'Agence s'est trouvée donc simplifiée et rendue au souci d'informations toujours plus clairement le public.

\$16 millions

(suite de la première page)

condition qu'ils le récupèrent, le réparent et le pouvoient aux-mêmes de carburant. Les villageois sollicitèrent alors les fonds de l'ambassade qui leur remit \$4 200. Ils se sont mis à l'œuvre en tant que travailleurs de la Sainte pour préserver les régions éloignées uniquement par voie d'eau. Un mouvement communautaire de Jérémie, en Haïti, a reçu environ \$11 000 pour l'achat d'instruments agricoles destinés à la mise en valeur de terres propres à la culture. La liste de projets ainsi mis en œuvre est longue et s'étend à 84 pays du monde en développement.

Autrefois au Honduras, 20 coopératives agricoles ont reçu envi-

thèmes (la faim, le nouvel ordre économique international, la santé, l'efficacité de l'aide, etc.) et l'avenir du pays. Le nouveau service a pour but de fournir des conférenciers aux organismes professionnels, sociaux ou autres qui en font la demande. Des contacts seront établis avec les média locaux de façon à ce que leur visite reçoive la plus large couverture possible.

On a répertorié une série de

joindre les plus démunis de chaque société. C'est le cas de l'aide britannique qui va de l'énergie à l'éducation, mais aussi aux injures socio-économiques les plus graves. M. Judd a ajouté sans équivoque que l'aide ne devait pas servir à la consolidation cynique de pouvoirs répressifs déjà impitoyables. Ceux qui décideraient de ces politiques auraient donc à perdre de vue ceux qui en subraient les conséquences. Ce faisant... ils pourraient ajouter aux épreuves de peuples déjà durement opprimés.

M. Jamieson a par ailleurs tracé les grandes orientations de l'ACDI en insistant particulièrement sur l'approche consistante à aider d'abord les populations les plus démunies et à privilier les programmes d'apport, la volonté du Canada de voir aboutir le dialogue Nord-Sud. Il a enfin réitéré sa volonté de mobiliser davantage l'appui du public à la cause du développement et a souligné l'important programme d'information publique que l'ACDI a mis en œuvre à cette fin.

Impressed upon her trainees both to sell their products, and also to acquire dyes and other materials. The African Women's Development Task Force is part of the Training and Research Centre for Women, set up in 1975 by the United Nations Economic Commission for Africa, with the cooperation of UNICEF and Zonta International, a women's non-governmental organization. The Centre is headed by Mary Tadesse, a former Vice-Minister of the Ethiopian government. She and a team of six professional women travel all over Africa "training the trainers" at workshops during which they are joined by national experts. The need for such training is well recognized by governments in Africa. Ministries for Women's Affairs now exist in Gabon and Ivory Coast, and Ghana has its National Commission on Women and Development.

The need for such training is well recognized by governments in Africa. Ministries for Women's Affairs now exist in Gabon and Ivory Coast, and Ghana has its National Commission on Women and Development.

Craftsmen Learn Marketing Methods

The directors of artisan cooperatives in Guatemala are learning how to market their handicrafts in Canada. With the help of a \$25,000 CIDA grant, two representatives of Artexco, a federation of 30 cooperatives,

have learned about customs and tariff regulations, price structures, export development agencies and so on.

The training was provided by For more information contact Artexco, 5a, Calle 0-55, Zona 9, Guatemala City, Guatemala C.A.



Luis Tucush, sales manager for Artexco, models one of the many shirts which appeared in the display.

Luis Tucush, gérant des ventes d'Artexco, porte l'une des chemises exposées

Photos: Pirette Brothers

Unfortunately these black and white photos cannot do justice to the vibrant colors which are characteristic of Guatemalan handicrafts. Ces photos noir et blanc sont loin de rendre tout l'éclat bariolé de l'artisanat guatémalteque.

Women's Task Force At Work in Africa

Rebecca Agroh, a community development officer from Ghana, left her job for six months to teach tie-dye techniques to more than 2,000 women in Lesotho. She was the first volunteer with the African Women's Development Task Force, a corps of women who are paid living and travel expenses to share their skills and experience with other African women, thereby helping to integrate them in the development process. At the request of the Lesotho government, she parcourt l'Afrique pour former des femmes au procédé de tissage. Elle a non seulement enseigné le procédé du châlage à la branche, mais a aussi formé des instructeurs et donné un cours sur le "design" de tissu. Ses formations ont été très bien accueillies et ont suscité de nombreux intérêts dans les régions éloignées. Les gouvernements africains reconnaissent de plus en plus la nécessité d'une telle formation. Déjà la Côte d'Ivoire et le Ghana ont le ministère des Affaires féminines et la Ghana, sa Commission nationale des femmes et du développement.

helped to arrange two displays of handicrafts in Ottawa and Montreal recently. Owners of boutiques were invited to the displays to view hand-woven goods, silver jewelry, wood carvings and other items. An additional \$15,000 grant from CIDA covered the publication of a catalogue.

For more information contact Artexco, 5a, Calle 0-55, Zona 9, Guatemala City, Guatemala C.A.

Les directeurs de coopératives d'artisanat du Guatemala apprennent à commercialiser leurs produits au Canada. Grâce à une subvention de l'ACDI de \$25 000, deux représentants d'Artexco, fédération regroupant 30 coopératives quatéraiseuses, ont pu se familiariser avec les règlements et les tarifs douaniers, les structures de prix, les organismes de développement des exportations, etc.

La société de conseillers en gestion CGGL, de Montréal, a été chargée de leur formation et a aidé à monter deux expositions de produits d'artisanat à Montréal et Ottawa. Artexco avait, pour l'occasion, invité des propriétaires de boutiques à examiner les vêtements tissés à la main, les bijoux, d'argent, les sculptures sur bois et d'autres articles fabriqués par les artisans. Une subvention de \$15 000 de l'ACDI a servi à la publication d'un catalogue des produits exposés.

Pour plus de renseignements, s'adresser à Artexco, 5a, Calle 0-55, Zona 9, Guatemala City, Guatemala C.A.

Luis Tucush, sales manager for Artexco, models one of the many shirts which appeared in the display.

Luis Tucush, gérant des ventes d'Artexco, porte l'une des chemises exposées

Photos: Pirette Brothers

Unfortunately these black and white photos cannot do justice to the vibrant colors which are characteristic of Guatemalan handicrafts. Ces photos noir et blanc sont loin de rendre tout l'éclat bariolé de l'artisanat guatémalteque.

Femmes africaines

Mme Rebecca Agroh, agent de développement pour les femmes du Ghana, a laissé son travail pendant six mois pour enseigner la technique du châlage à la branche (tête-dye) à plus de 2 000 femmes du Lesotho. Elle devrait ainsi le premier membre de la force de travail féminine africaine qui se voient défrayer de leurs frais de déplacement et de subsistance pour aller partager leur expérience et leurs talents avec leurs collègues africaines de façon à les intégrer au processus du développement.

Le Groupe de travail sur le développement des Africaines fait partie du comité de recherche et de formation qui a été créé en 1975 par la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique avec la collaboration de l'UNICEF et de Zonta, une organisation féminine non gouvernementale.

Le Centre est dirigé par Mme Mary Tadesse, ancien vice-ministre du gouvernement éthiopien. Avec une équipe de sept spécialistes, elle parcourt l'Afrique pour former des femmes au procédé de tissage. Elle a non seulement enseigné le procédé du châlage à la branche, mais a aussi formé des instructeurs et donné un cours sur le "design" de tissu. Ses formations ont été très bien accueillies et ont suscité de nombreux intérêts dans les régions éloignées. Les gouvernements africains reconnaissent de plus en plus la nécessité d'une telle formation. Déjà la Côte d'Ivoire et le Ghana ont le ministère des Affaires féminines et la Ghana, sa Commission nationale des femmes et du développement.

Artisanat-Guatemala

A Step Towards a Cure

Sleeping Sickness

Scientists in Kenya have made a significant step toward developing a vaccine for the control of trypanosomiasis, or sleeping sickness. At the International Laboratory for Research on African Diseases (ILRAD) in Nairobi, Dr. Hirayuki Hironi and Dr. John J. Doyle have developed a laboratory method to propagate and maintain in cell culture an infective form of African trypanosome. In Africa, about 35 million people live at risk in endemic areas, and many hundreds of thousands of domestic animals are debilitated and die because of this parasite. Effective control would significantly improve human health, livestock production, and food supply.

ILRAD was established in 1973 as one of nine research centres supported by the Consultative Group on International Agricultural Research (CGIAR), a consortium of about 30 donor agencies and countries. CIDA supports ILRAD and contributed \$5.78 million in 1975-1976 toward CGIAR centres in developing countries.

Cooperatives in Quebec

A consultant committee has been formed by the Cooperative Council of Quebec (CCQ) to assist the Council's International Service in the planning and application of policies for international cooperation, education and information. Created in February 1976, the committee, which includes the Comité des représentants des principales institutions coopératives du Québec et des membres invités lors de la réunion annuelle de l'Assemblée générale de l'Université de Sherbrooke (CDECE), la Compagnie internationale de développement régional, le ministère de l'Industrie et du Commerce et le Service international du CCQ, a été mis sur pied en 1976 avec l'aide d'une subvention de l'ACDI. L'automne dernier, en collaboration avec le CDECE, il a organisé une mission réunissant 20

North-South Institute

The North-South Institute, a non-profit organization founded in 1976 to provide policy-relevant research on relations between the Third World and the industrialized countries, has published its objectives for this year. The Institute, which received its initial funding from the Donner Canadian Foundation and Carleton University, has four Secretaries-General: the Commonwealth, Other board members include Gerald Hellstein, Professor of Economics at the University of Toronto, and Bernard Wood, ancien sous-directeur du Bureau canadien pour l'agriculture. For more information: The North-South Institute, 185 Rideau St., Ottawa (Ont.) K1N 5X8.

tries, systematically examines Canadian institutions, policies and current performance in all aspects of their relations with the Third World. The study of the impact of developing countries' exports to Canada, with a view to suggesting adjustments. The Centre is directed by Mme Mary Tadesse, ancien vice-ministre du gouvernement éthiopien. Avec une équipe de sept spécialistes, elle parcourt l'Afrique pour former des femmes au procédé de tissage. Elle a non seulement enseigné le procédé du châlage à la branche, mais a aussi formé des instructeurs et donné un cours sur le "design" de tissu. Ses formations ont été très bien accueillies et ont suscité de nombreux intérêts dans les régions éloignées. Les gouvernements africains reconnaissent de plus en plus la nécessité d'une telle formation. Déjà la Côte d'Ivoire et le Ghana ont le ministère des Affaires féminines et la Ghana, sa Commission nationale des femmes et du développement.

Les résultats seront transmis aux législateurs, aux organismes intéressés et au grand public pour permettre une meilleure compréhension du développement, des perspectives commerciales très intéressantes. Les discussions éclairées dans ce domaine.

At the end of 1977, il sera une revue des réalisations du Ca-

Vaincre la maladie du sommeil

Au Kenya, des hommes de science viennent de faire un pas important vers la mise au point d'un vaccin contre la trypanosomiasis, ou maladie du sommeil. Au Laboratoire national de recherches sur les maladies animales (LIRMA), les Drs. Hirayuki Hironi et John J. Doyle ont élaboré un procédé de laboratoire permettant de cultiver en culture cellulaire d'une forme infectieuse du trypanosome africain. Environ 35 millions d'Africains sont exposés à la trypanosomiasis dans les régions où elle sévit de façon endémique et plusieurs centaines de milliers

d'animaux domestiques déparent et meurent en raison de la présence du parasite. Son contrôle efficace améliorerait de façon sensible l'hygiène sociale, l'élevage, le pétrole et la production agricole. Le LIRMA fut créé en 1973 et demeure l'un des 9 centres de recherches appuyés par le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGRAI), participant environ 30 organisations et plus de 50 donateurs. L'ACDI appuya le LIRMA et a versé \$5.78 millions en 1975-1976 aux centres du CGRAI dans des pays en développement.

Les coopératives du Québec
Les représentants du mouvement coopératif québécois qui ont visité des coopératives africaines au début de l'année dernière, le Comité OEGC a assuré le financement de la tournée. Le Service international s'est occupé de la préparation des membres de la mission et a également à leur disposition une délégation de coopératives québécoises, dont les représentants ont participé à l'ensemble des étapes de la mission, à l'organisation des visites et à l'analyse des réalisations pendant cette mission. Le comité se propose de plus d'organiser à l'intention des cadres dirigeants des coopératives des sessions intensives de formation sur l'action des coopératives de production (agricoles, de caisses populaires, de détaillants) réalisées pendant cette mission. Le comité a proposé de plus d'organiser à l'intention des cadres dirigeants des coopératives des sessions intensives de formation sur l'action des coopératives de production (agricoles, de pêcheurs et de consommation) du Québec.

Institut Nord-Sud
L'Institut Nord-Sud, société à équité entre le Canada et l'Afrique, a été fondé en 1976 grâce à une importante contribution de la Fondation canadienne pour la recherche et le développement, prochainement suivie du CRDI, pour publier ses objectifs et son programme d'activités pour 1977. Ses objectifs sont de promouvoir et d'encourager, tant au Canada qu'à l'étranger, une meilleure compréhension des problèmes et des possibilités du développement international. Le président du conseil d'administration est M. Arnold Smith, professeur de relations internationales à l'Université Carleton et ancien secrétaire général du Comité canadien pour l'agriculture. Les autres membres du conseil sont MM. Gerald Hellstein, professeur d'économie à l'Université de Toronto, et Bernard Wood, ancien sous-directeur du Bureau canadien pour l'agriculture. Pour plus de renseignements, s'adresser à l'Institut Nord-Sud, 185 rue Rideau, Ottawa K1N 5X8.

in brief

en brief

Course in Benin

The Institute for International Cooperation of the University of Ottawa is holding a study session on socio-cultural development in Benin from July 1-31. Courses will be given in French at Benin's national university. Socio-cultural activities and excursions will be arranged.

North-South Talks

(continued from page one)

Community world, for discussions at the Ministerial level on issues related to the shaping of a new international economic order: energy, raw materials, development and finance. There were 20 areas of agreement, including CIEC's recommendations, among governments, amending agreements on energy availability and conservation, national action and international cooperation in the energy field, establishment of a common fund for development, improving General Assembly System of Pretoria, achievement, revision of a \$1 billion special action program for individual low-income countries, volume and quality of aid, development of food and agriculture, and infrastructure especially in Africa.

\$973 millions

Aide canadienne 1976-1977

Les apports d'aide du Canada pour l'année fiscale 1976-1977 ont représenté 0,50 p. 100 du produit national brut, contre 0,55 p. 100 l'année précédente. En valeur absolue, le montant de cette aide s'est toutefois élevé à \$973 millions, contre \$950 millions en 1975. L'apport en pourcentage du PNB s'explique en partie par les restrictions budgétaires générales du gouvernement. D'autres facteurs

ont également contribué à cette aide, notamment la volonté de l'ACDI de consacrer une part accrue de son aide au développement rural, secteur qui exige de longs délais d'élaboration et de mise en œuvre des projets. On peut estimer qu'environ \$1,1 milliard de l'ACDI pour l'année écoulée équivalait à nouveau à 0,50 p. 100 du PNB, mettant ainsi fin à la baisse de l'année précédente.

\$40 millions sur 5 ans

Coopération Canada-Niger

C'est par l'octroi d'une enveloppe de \$40 millions pour les cinq prochaines années et la signature d'un rapport de synthèse que s'est achevée, le 20 mai dernier, à Ottawa, la cinquième réunion annuelle de consultation Niger-Canada sur le programme de coopération entre les deux pays. Les principaux objectifs de l'aide canadienne sont de permettre le désenclavement du Niger au niveau des infrastructures de transport, de favoriser l'autosuffisance alimentaire par des actions de développement rurale, de protéger les sols, les végétaux et d'approvisionnement en eau, d'aider à la mise en valeur du potentiel minier et de faciliter la formation rapide du personnel technique nigérien de relève.

Durement frappé par la sécheresse ayant sévi au Sahel, le Niger fait face à des problèmes particuliers de production vivrière et d'exploitation minière. Le taux de croissance du produit national brut par habitant atteint à peine \$130 par année et en fait un des pays les plus défavorisés auquel le Canada a promis une aide prioritaire. De 1968 à 1975, les dépendances financières relatives de l'ACDI au Niger se sont élevées à \$47 668 700, dont \$8 235 000 en aide alimentaire, faisant du Canada un des principaux pays

donateurs.

Il faut souligner que l'aide

canadienne a été utilisée pour

lutter contre la sécheresse et

pour aider à la mise en valeur

du potentiel minier et de faciliter

la formation rapide du per-

sonnel technique nigérien de

relève.

Le rapport de synthèse

est maintenant en cours de

élaboration et sera soumis

à l'Assemblée générale de

l'ONU lors de la reprise de ses travaux en sep-

tembre prochain.

La conférence a été suivie

par une réunion régionale

de haut niveau sur les

problèmes de la sécurité

alimentaire dans les pays

d'Afrique de l'Ouest et

l'Afrique centrale.

La conférence a été suivie

par une réunion régionale

de haut niveau sur les

problèmes de la sécurité

alimentaire dans les pays

d'Afrique de l'Est et

l'Afrique du Sud.

La conférence a été suivie

par une réunion régionale

de haut niveau sur les

problèmes de la sécurité

alimentaire dans les pays

d'Asie et d'Océanie.

La conférence a été suivie

par une réunion régionale

de haut niveau sur les

problèmes de la sécurité

alimentaire dans les pays

d'Amérique latine et

les Caraïbes.

La conférence a été suivie

par une réunion régionale

de haut niveau sur les

problèmes de la sécurité

alimentaire dans les pays

d'Europe et d'Afrique

du Nord.

La conférence a été suivie

par une réunion régionale

de haut niveau sur les

problèmes de la sécurité

alimentaire dans les pays

d'Asie et d'Océanie.

La conférence a été suivie

par une réunion régionale

de haut niveau sur les

problèmes de la sécurité

alimentaire dans les pays

d'Amérique latine et

les Caraïbes.

La conférence a été suivie

par une réunion régionale

de haut niveau sur les

problèmes de la sécurité

alimentaire dans les pays

d'Europe et d'Afrique

du Nord.

La conférence a été suivie

par une réunion régionale

de haut niveau sur les

problèmes de la sécurité

alimentaire dans les pays

d'Asie et d'Océanie.

La conférence a été suivie

par une réunion régionale

de haut niveau sur les

problèmes de la sécurité

alimentaire dans les pays

d'Amérique latine et

les Caraïbes.

La conférence a été suivie

par une réunion régionale

de haut niveau sur les

problèmes de la sécurité

alimentaire dans les pays

d'Europe et d'Afrique

du Nord.

La conférence a été suivie

par une réunion régionale

de haut niveau sur les

problèmes de la sécurité

alimentaire dans les pays

d'Asie et d'Océanie.

La conférence a été suivie

par une réunion régionale

de haut niveau sur les

problèmes de la sécurité

alimentaire dans les pays

d'Amérique latine et

les Caraïbes.

La conférence a été suivie

par une réunion régionale

de haut niveau sur les

problèmes de la sécurité

alimentaire dans les pays

d'Europe et d'Afrique

du Nord.

La conférence a été suivie

par une réunion régionale

de haut niveau sur les

problèmes de la sécurité

alimentaire dans les pays

d'Asie et d'Océanie.

La conférence a été suivie

par une réunion régionale

de haut niveau sur les

problèmes de la sécurité

alimentaire dans les pays

d'Amérique latine et

les Caraïbes.

La conférence a été suivie

par une réunion régionale

de haut niveau sur les

problèmes de la sécurité

alimentaire dans les pays

d'Europe et d'Afrique

du Nord.

La conférence a été suivie

par une réunion régionale

de haut niveau sur les

problèmes de la sécurité

alimentaire dans les pays

d'Asie et d'Océanie.

La conférence a été suivie

par une réunion régionale

de haut niveau sur les

problèmes de la sécurité

alimentaire dans les pays

d'Amérique latine et

les Caraïbes.

La conférence a été suivie

par une réunion régionale

de haut niveau sur les

problèmes de la sécurité

alimentaire dans les pays

d'Europe et d'Afrique

du Nord.

La conférence a été suivie

par une réunion régionale

de haut niveau sur les

problèmes de la sécurité

alimentaire dans les pays

d'Asie et d'Océanie.

La conférence a été suivie

par une réunion régionale

de haut niveau sur les

problèmes de la sécurité

alimentaire dans les pays

d'Amérique latine et

les Caraïbes.

La conférence a été suivie

par une réunion régionale

de haut niveau sur les

problèmes de la sécurité

alimentaire dans les pays

d'Europe et d'Afrique

du Nord.

La conférence a été suivie

par une réunion régionale

de haut niveau sur les

problèmes de la sécurité

alimentaire dans les pays

d'Asie et d'Océanie.

La conférence a été suivie

par une réunion régionale

de haut niveau sur les

problèmes de la sécurité

alimentaire dans les pays

d'Amérique latine et

les Caraïbes.

La conférence a été suivie

par une réunion régionale

de haut niveau sur les

problèmes de la sécurité

alimentaire dans les pays

d'Europe et d'Afrique

du Nord.

La conférence a été suivie

par une réunion régionale

de haut niveau sur les

problèmes de la sécurité

alimentaire dans les pays

d'Asie et d'Océanie.

La conférence a été suivie

par une réunion régionale

de haut niveau sur les

problèmes de la sécurité

alimentaire dans les pays

d'Amérique latine et

les Caraïbes.

La conférence a été suivie

par une réunion régionale

de haut niveau sur les

problèmes de la sécurité

alimentaire dans les pays

d'Europe et d'Afrique

du Nord.

La conférence a été suivie

par une réunion régionale

de haut niveau sur les

problèmes de la sécurité

alimentaire dans les pays

d'Asie et d'Océanie.

La conférence a été suivie

par une réunion régionale

de haut niveau sur les

problèmes de la sécurité

alimentaire dans les pays

d'Amérique latine et

les Caraïbes.

La conférence a été suivie

par une réunion régionale

de haut niveau sur les

problèmes de la sécurité

alimentaire dans les pays

d'Europe et d'Afrique

du Nord.

La conférence a été suivie

par une réunion régionale

de haut niveau sur les

problèmes de la sécurité

alimentaire dans les pays

d'Asie et d'Océanie.

La conférence a été suivie

par une réunion régionale

de haut niveau sur les

problèmes de la sécurité

alimentaire dans les pays

d'Amérique latine et

les Caraïbes.

La conférence a été suivie

par une réunion régionale

de haut niveau sur les

problèmes de la sécurité

alimentaire dans les pays

d'Europe et d'Afrique

du Nord.

La conférence a été suivie

par une réunion régionale

de haut niveau sur les

problèmes de la sécurité

alimentaire dans les pays

d'Asie et d'Océanie.

La conférence a été suivie

par une réunion régionale

de haut niveau sur les

problèmes de la sécurité

alimentaire dans les pays

d'Amérique latine et

les Caraïbes.

La conférence a été suivie

par une réunion régionale de haut niveau sur les problèmes de la sécurité alimentaire dans les pays d'Asie et d'Océanie.

La conférence a été suivie

par une réunion régionale de haut niveau sur les problèmes de la sécurité alimentaire dans les pays d'Amérique latine et les Caraïbes.

La conférence a été suivie

par une réunion régionale de haut niveau sur les problèmes de la sécurité alimentaire dans les pays d'Europe et d'Afrique du Nord.

La conférence a été suivie

in brief

en brief

Djibouti

Djibouti, the last European colony in Africa, declared its independence on June 27. The electorate of the colony, formerly known as the French Territory of the Afars and the Issas, voted for independence May 8. The 23,000 square km territory of 230,000 inhabitants, becomes Africa's 49th independent nation.

Kenya

An airborne geophysical survey of Kenya is being financed with a \$1 million loan from CIDA. As part of the country's plan to exploit mineral resources, the survey will provide information about areas for mining. It will cover about 25,000 square km of Kenya's coastal mineral belt and some 26,000 square km in its western provinces.

Personnel and equipment to support program follow-up and use of data obtained from the survey are also being provided through CIDA to the Geological Survey of Kenya.

Agriculture Fund

The \$1 billion International Fund for Agricultural Development (IFAD) could be made available to make its first loans early in 1978, according to Ambassador Abdalmuin M. Al-Sudeary, Chairman of IFAD's preparatory commission, who spoke to members of the FAO-Bankers Program in Ottawa.

The Fund, a proposal of the World Food Conference in 1974, was set up to increase resources for investment in agriculture and food production in the Third World. Of the \$1 billion available for lending over the first three years, 70 per cent will be loaned on highly concessional terms, especially to the 45 countries designated by the UN as most severely affected by poverty.

Conditions for these categories of loan terms and conditions for differing situations and up to 12.5 per cent of the fund's resources may be used as outright grants.

UN Conference

The United Nations is holding a conference on desertification in Nairobi from August 29 to September 9. The purpose of the conference is to examine the impact on man and the environment of spreading deserts and to agree on a plan of action to combat them. For more information contact the Secretariat of the UN Conference on Desertification, P.O. Box 30552, Nairobi, Kenya.

Gold Auctions

The International Monetary Fund (IMF) raised \$64 million on June 1 in the tenth of a series of gold auctions to finance a special trust fund to provide concessional balance of payments financing to the poorest developing countries. Since the gold auctions began a year ago, the IMF has raised \$616 million in profits on behalf of the fund. Profits made at the auctions represent the difference between the official price (the U.S. \$42.22 an ounce) and the free market price (\$143.32 on June 1). The IMF will continue to auction gold from its reserves for another

three years, selling one-sixth of its stockpile (25 million ounces) in all.

The decision to establish the fund was made by the IMF Interim Committee at meeting in Jamaica in January, 1976.

Boursiers

Onze Canadiens ont mérité des bourses d'études offertes par l'ACDI aux Canadiens intéressés à faire carrière dans le domaine de la coopération au développement.

Les lauréats sont: Richard Beardmore, de Montréal; C. Stuart Clark, de Brockville (Ont); Martha J. Davidson de Toronto; Glen R. Dunkley de Calgary; Brian G. Fife, de Toronto; M. Linda Snyder de Hagersville (Ont); Clifford G. Trowell, de Saltcoats (Sask); Ghislain Valade de Longueuil; Robert Wagner de Quebec; et Sheila H. Zubrigg, de London (Ont). Ces bourses, qui varient jusqu'à \$1 500 par année suivant la nature et l'envergure des études. Elles sont normalement accordées pour deux ans et les boursiers doivent consacrer une partie de leur temps à des recherches sur le terrain dans un pays en développement.

Le programme de bourses d'études de l'ACDI pour l'agriculture et le développement (IFAD) devrait être mis en place dans les deux prochaines années.

Les bourses d'études sont accordées pour deux ans et les boursiers doivent consacrer une partie de leur temps à des recherches sur le terrain dans un pays en développement.

Djibouti

Djibouti a proclamé son indépendance le 27 juillet 1977. Ainsi en ont décrit les électeurs de cette colonie française (autrefois Territoire français des Afars et Issas) sous voile de réferendum, le 8 juillet dernier. L'indépendance du territoire de 23,000 km² qui compte 230 000 habitants marque la fin de l'empire colonial européen en Afrique. Djibouti devient le 49^e Etat africain indépendant.

Kenya

Un prêt de l'ACDI de \$1 million finance un levé géophysique aérien au Kenya. Le levé s'inscrit dans le cadre du plan national d'exploitation des ressources minérales connues des régions riches en minerai. L'exploitation portera sur 25 000 km² de la ceinture minière de la côte et sur quelque 26 000 km² dans les provinces occidentales. L'ACDI pourra également aider le Kenya du personnel et de l'équipement nécessaires à l'interprétation et à l'utilisation adéquates des données recueillies.

New Section

Health and Population Secretariat (HPS) has appointed the direction of Dr. C. W. L. Jeanes in CIDA's Special Advisers Branch. Dr. Jeanes will cover health and population activities and Dr. S. Nobbe will cover population-demography including the social impact of health programs.

Desertification

Les Nations unies tiendront une Conférence sur la désertification à Nairobi du 29 août au 9 septembre prochain afin d'expliquer les disponibilités pour l'investissement dans l'agricul-

ture et la production alimentaire dans le Tiers monde. Du milliard de dollars destinée au financement des opérations au cours des trois premières années (70 p. 100 euros) seront donc été versés, soit essentiellement favorables, en particulier aux 45 pays que l'ONU a désignés comme les pays les plus directement touchés par la pauvreté. Il y aura trois catégories de prêts: les les plus pauvres (10 p. 100) et jusqu'à 12.5 p. 100 des ressources du fonds pourront être octroyées sous forme de dons purs et simples.

Nouvelle section

Une section de la santé et de la population vient d'être créée au sein de la direction générale des affaires et de la recherche de l'ACDI sous la direction du Dr. C. W. L. Jeanes. Le Dr Jeanes s'occupera des activités relatives à la santé et à la population et le Dr C. Nobbe, des problèmes de population-démographie, notamment de l'incidence sociale des programmes de santé.

Djibouti

Le \$1 billion International Fund for Agricultural Development (IFAD) could be made available to make its first loans early in 1978, according to Ambassador Abdalmuin M. Al-Sudeary, Chairman of IFAD's preparatory commission, who spoke to members of the FAO-Bankers Program in Ottawa.

Agriculture Fund

The Fund, a proposal of the World Food Conference in 1974, was set up to increase resources for investment in agriculture and food production in the Third World. Of the \$1 billion available for lending over the first three years, 70 per cent will be loaned on highly concessional terms, especially to the 45 countries designated by the UN as most severely affected by poverty.

Conditions for these categories of loan terms and conditions for differing situations and up to 12.5 per cent of the fund's resources may be used as outright grants.

FIDA

Le Fonds international de développement agricole (FIDA), de \$1 million, devrait pouvoir couvrir ses premiers prêts dès début de 1978, a déclaré M. Abdalmuin M. Al-Sudeary, président de la Commission préparatoire du FIDA, devant les membres du programme FAO-Bankers. Le FIDA a été créé par l'ONU à la Conférence mondiale de l'alimentation en 1974. Le Fonds a été créé afin d'accroître les disponibilités pour le FMI lors d'une réunion à la Jamaïque en janvier 1978.

people

Joseph H. Hulse, Director of the International Institute of Research Centre's Agriculture, Food and Nutrition Sciences Division, has received the International Award of the Institute of Food Technologists (IFT). He is the second Canadian to receive this award given yearly to IFT members who have made outstanding efforts to promote international understanding in food technology.

At IDRC he directed research in crop improvement, animal production, health, fisheries, agricultural engineering, food science and technology, and home sciences.

The IFT has members in 99 countries. The award is provided by the Australian chapter.

The following CIDA personnel have received postings as Development Secretaries in Canadian missions abroad: Gordon Walker to Accra (Ghana); Lavail Gobell to Pretoria (Afrique du Sud); David Holdsworth to Botswana, au Lesotho et au Swaziland; David Holdsworth to New Delhi (Inde); Ron Audel à Islamabad (Pakistan); Michel Roy à Ouagadougou (Haute-Volta); Jacques Lépine à Yaoundé (Cameroun) et François Gilbert à Tunis.

CIDA

Canada

improve its railway system with a \$60 million grant, the largest development program ever given by CIDA to a developing country. The announcement was made following discussions between Prime Minister Trudeau, President Nyerere of Tanzania, Don Jamieson, Secretary of State for External Affairs, and delegates from Tanzania in Ottawa. Aug. 1.

The railway system is vital to the country's agriculture-based economy. Other modes of transport being seriously underdeveloped, it is the only means for transporting agricultural inputs and products. The main line runs westward through the country from Dar es Salaam to Kigoma, and in addition to serving the economy of Tanzania itself, it is also a significant import/export channel for Burundi, Rwanda and Eastern Zaire.

The components of the aid package are a full repair and maintenance workshop for diesel locomotives, 15 main line locomotives, locomotive

spare parts, 180 miles of new rails and fittings, quarrying equipment for ballasting of the line bed, telecommunications equipment, and consulting services and technical assistance.

At least 75 per cent of the total package will be spent on the purchase of goods and services. The remaining 25 per cent of the grant brings to \$7.7 million the total CIDA financing for the Tanzanian railway system.

(continued on page 2)

Guyana

Information and technicians, and minor equipment.

This project represents the largest commitment of funds made by Canada to Guyana. In 13 years of development cooperation,

the Comité d'aide au développement de l'OCDE.

Colloque sur les femmes

Un colloque parallèle au Contact 60 a été tenu à Ottawa le 6 au 8 juillet dernier à l'occasion de l'ensemble de la question à des représentants de diverses organisations internationales comme le Comité d'aide au développement de l'OCDE.

Les délégués ont également convenu de la nécessité d'étudier l'ensemble de la question à des représentants de diverses organisations internationales.

Guyane

(suite de la page 3)

lance technique au ministère des Forêts de la Guyane, est à dire l'envoi de plusieurs ministères. Under the coordination of the Department of Industry, Trade and Commerce, discussions were held in Ottawa on a wide variety of bilateral economic interests, including trade and technical cooperation. It was the first time that members of the Sudanese parliament visited CIDA and a source said that they had been impressed by the work done by CIDA in the field of agriculture, transportation and education.

During their stay, the Sudanese group visited CIDA and pre-



Joseph Hulse

echos

M. Joseph H. Hulse, directeur de la Division des Sciences de l'agriculture, de l'alimentation et de la nutrition du CRDI, s'est vu décerner cette année le Prix international de l'Institut des technologies de l'alimentation (IFT). Il est le deuxième Canadien à recevoir this award given yearly to IFT members who have made outstanding efforts to promote international understanding in food technology.

At IDRC he directed research in crop improvement, animal production, health, fisheries, agricultural engineering, food science and technology, and home sciences.

The IFT has members in 99 countries. The award is provided by the Australian chapter.

CIDA

Canada

improve its railway system with a \$60 million grant, the largest development program ever given by CIDA to a developing country. The announcement was made following discussions between Prime Minister Trudeau, President Nyerere of Tanzania, Don Jamieson, Secretary of State for External Affairs, and delegates from Tanzania in Ottawa. Aug. 1.

The railway system is vital to the country's agriculture-based economy. Other modes of transport being seriously underdeveloped, it is the only means for transporting agricultural inputs and products. The main line runs westward through the country from Dar es Salaam to Kigoma, and in addition to serving the economy of Tanzania itself, it is also a significant import/export channel for Burundi, Rwanda and Eastern Zaire.

The components of the aid package are a full repair and maintenance workshop for diesel locomotives, 15 main line locomotives, locomotive

spare parts, 180 miles of new rails and fittings, quarrying equipment for ballasting of the line bed, telecommunications equipment, and consulting services and technical assistance.

At least 75 per cent of the total package will be spent on the purchase of goods and services. The remaining 25 per cent of the grant brings to \$7.7 million the total CIDA financing for the Tanzanian railway system.

(continued on page 2)

Guyane

(suite de la page 3)

lance technique au ministère des Forêts de la Guyane, est à dire l'envoi de plusieurs ministères. Under the coordination of the Department of Industry, Trade and Commerce, discussions were held in Ottawa on a wide variety of bilateral economic interests, including trade and technical cooperation. It was the first time that members of the Sudanese parliament visited CIDA and a source said that they had been impressed by the work done by CIDA in the field of agriculture, transportation and education.

During their stay, the Sudanese group visited CIDA and pre-

M. Jim McBride a été nommé directeur exécutif du Bureau canadien de l'agriculture internationale (BCEI). M. McBride détient une maîtrise en administration pédagogique de l'université McGill. Avant sa nomination au BCEI, il était vice-recteur à l'enseignement à l'Université Concordia, à Montréal. Le BCEI a pour centre de ressources des missions d'enseignement, des organisations et des personnes intéressées à l'éducation internationale au Canada et à l'étranger. Il reçoit l'appui financier de l'ACDI.

Les fonctionnaires suivants de l'ACDI ont été affectés à des postes de secrétaire au développement dans des missions canadiennes à l'étranger: Gordon Walker à Accra (Ghana); Lavail Gobell à Pretoria (Afrique du Sud); avec un poste supplémentaire au Lesotho et au Swaziland; David Holdsworth à New Delhi (Inde); Ron Audel à Islamabad (Pakistan); Michel Roy à Ouagadougou (Haute-Volta); Jacques Lépine à Yaoundé (Cameroun) et François Gilbert à Tunis.

CIDA

Canada

improve its railway system with a \$60 million grant, the largest development program ever given by CIDA to a developing country. The announcement was made following discussions between Prime Minister Trudeau, President Nyerere of Tanzania, Don Jamieson, Secretary of State for External Affairs, and delegates from Tanzania in Ottawa. Aug. 1.

The railway system is vital to the country's agriculture-based economy. Other modes of transport being seriously underdeveloped, it is the only means for transporting agricultural inputs and products. The main line runs westward through the country from Dar es Salaam to Kigoma, and in addition to serving the economy of Tanzania itself, it is also a significant import/export channel for Burundi, Rwanda and Eastern Zaire.

The components of the aid package are a full repair and maintenance workshop for diesel locomotives, 15 main line locomotives, locomotive

spare parts, 180 miles of new rails and fittings, quarrying equipment for ballasting of the line bed, telecommunications equipment, and consulting services and technical assistance.

At least 75 per cent of the total package will be spent on the purchase of goods and services. The remaining 25 per cent of the grant brings to \$7.7 million the total CIDA financing for the Tanzanian railway system.

(continued on page 2)

Guyane

(suite de la page 3)

lance technique au ministère des Forêts de la Guyane, est à dire l'envoi de plusieurs ministères. Under the coordination of the Department of Industry, Trade and Commerce, discussions were held in Ottawa on a wide variety of bilateral economic interests, including trade and technical cooperation. It was the first time that members of the Sudanese parliament visited CIDA and a source said that they had been impressed by the work done by CIDA in the field of agriculture, transportation and education.

During their stay, the Sudanese group visited CIDA and pre-

Tanzania

(continued from page one)

branch lines between 1925 and 1929, and in 1965, and despite efforts to maintain the track and repair limited resources available, the speed of train traffic is decreasing. Many of the locomotives and freight cars are also in need of repair or replacement if there is to be any attempt to meet future demands.

Canadian capability in the rail-

way sector has been demon-

strated in the past with other

African railway projects

in Malawi, Nigeria and Zambia.

\$206.8 Million Budget

FAO Aims for 1978-79

The reduction of food losses to increase the food available to the world's poor and hungry is one of the chief priorities of the 1978-79 FAO programme, which was announced recently.

This and other projects are to be supported by a budget of \$206.8 million proposed by the FAO Council. This amount represents a 23 per cent increase over the previous one, but most of this reflects anticipated inflation over the next two years. Final approval of the budget is expected at the FAO conference in November.

A \$10-million proposal has been made to launch the offensive against food losses. This would support projects for storage construction, rodent and pest control, introduction of drying and processing equipment at all levels.

Other proposed program goals of the FAO are:

- A technical cooperation program to answer requests for urgent small-scale technical assistance in developing countries.
- Increased attention to investment, with full cooperation with regional development banks, and support for new and emerging funds, particularly the International Fund for Agricultural Development.
- Increased financial and technical assistance from donor countries to help boost food production, and to build national food reserves.
- Recognition for journalists who focus attention on important aspects of the world food problem with the FAO's new A. H. Boerner Award, named for the former FAO Director-General. The \$10,000 prize is to be given every two years.

ONG au Brésil

Programmes ruraux

Le Canadian Lutheran World Relief group and the Saskatchewan government will each provide \$75,000 to assist some 15 communities in Brazil's north-east to raise their standard of living. The 30-month rural development program will affect around 250,000 inhabitants in the region, most of whom are subsistence farmers.

CIDA will match the grant with a \$150,000 contribution.

The project will cover preventive medicine, clean drinking water supply, agriculture and housing. Costs of the project are estimated at \$2.5 million and most of the funds will be donated by the Church World Service USA, the churches of West Germany and the Lutheran World Federation.

contact

is produced by the Information Division, Communications Branch, Canadian International Development Agency, under the authority of the Honorable Don Jamieson Secretary of State for External Affairs

Editor:
Andrée Champagne
Lynne Racine
Ottawa, September 1977

Engagements du Canada pour 1977-1979

Fonds du Commonwealth

Le Canada s'est engagé à verser \$6.5 millions au Fonds du Commonwealth pour la coopération technique (FCCT) pour 1977-78, un montant de 50% de plus qu'en 1976-1977, et \$7.8 millions en 1978-1979, soit 21,2% de plus que l'année précédente. L'annonce a été faite à l'occasion de la réunion des chefs d'Etat du Commonwealth. L'engagement biennal du Canada vise à aider le FCCT à planifier avec plus de certitude l'utilisation de ses ressources.

Le FCCT est le principal mécanisme multilatéral de développement mondial, au sein du Commonwealth et se caractérise par l'assistance mutuelle que se portent ses membres ainsi que par le haut niveau de

participation des pays en développement à son financement et à son administration et à l'exercice d'autorité. Ses principaux programmes portent sur l'assistance technique générale, l'éducation et la formation, la promotion des exportations et le maintien d'un groupe de sciences et techniques experts mobilisables rapidement pour offrir des conseils de haut niveau aux gouvernements. Le Canada est resté le principal pourvoyeur du FCCT depuis sa constitution en 1971, sa contribution allant de 29% du total en 1976-1977, contre 29% pour le Royaume-Uni, 8,4% pour l'Australie, 4,6% pour la Nouvelle-Zélande et, fait à souligner, 18,3% pour les pays en développement.

Budget de \$206,8 millions

FAO: Programme 1978-1979

Réduire les pertes de nourriture de façon à accroître la quantité de denrées nécessaires aux pauvres et aux affamés du monde sera l'une des grandes priorités du programme que l'Organisation de l'ONU pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) vient d'annoncer pour 1978-1979.

Pour le réaliser, le Conseil de la FAO a proposé un budget de \$206,8 millions, soit 23,8% de plus que l'année précédente, augmenté par une quote-part pour compenser l'inflation prévue pour les deux prochaines années. Le budget devrait être approuvé à la conférence de la FAO en novembre.

On a proposé de réservé \$20 millions pour lancer l'offensive contre les pertes d'aliments. Cet effort sera soutenu par l'constitution d'entreprises de contrôle des renouées et des déchets, l'achat d'équipement de séchage et de traitement et la prestation de cours de formation à tous les niveaux. Parmi les autres grands objec-

tifs du programme de la FAO, on note un programme de coopération technique pour répondre aux demandes urgentes d'assistance technique à petite échelle dans les pays en développement.

Une attention accrue aux investissements avec le concours actif des banques de développement régional, et un appui aux nouveaux fonds de développement, notamment le Fonds international de développement agricole;

une assistance financière et technique accrue de la part des donateurs afin d'aider à hausser la production alimentaire et à constituer des réserves nationales d'aliments;

la reconnaissance des efforts des jeunes agriculteurs dans le contrôle des renouées et des déchets, l'achat d'équipement de séchage et de traitement et la prestation de cours de formation à tous les niveaux. Parmi les autres grands objec-

tifs du programme de la FAO, on note un programme de coopération technique pour répondre aux demandes urgentes d'assistance technique à petite échelle dans les pays en développement.

La reconnaissance des efforts des jeunes agriculteurs dans le contrôle des renouées et des déchets, l'achat d'équipement de séchage et de traitement et la prestation de cours de formation à tous les niveaux. Parmi les autres grands objec-

tifs du programme de la FAO, on note un programme de coopération technique pour répondre aux demandes urgentes d'assistance technique à petite échelle dans les pays en développement.

Instructeurs will discuss the planning of an effective fisher-

CIDA — FAO Project

West Africa Fisheries

Countries along the west coast of Africa are working toward a more effective fisheries program and a better protein component in their diets with the help of a multi-media kit jointly sponsored by CIDA and the UN Food and Agriculture Organization (FAO).

The process of setting up an efficient fisheries program will be outlined in series of semi-monthly African government and industry seminars. This month, participants are members of the Commission for East Central African Fisheries, or CECAF, comprising about 20 African countries. Instructors will come from the FAO and Canadian Department of Fisheries and Environment.

The seminars will deal with all aspects of the social order affected by the development of the fisheries sector. They will last from two to four weeks and will be given in various locations along the African coast during the months preceding the CECAF countries are at varying stages in the development of their fisheries programs.

The information provided in the seminars will be contained in publications which participants will keep for future reference.

Instructors will discuss the planning of an effective fisher-



Photo: FAO

Progrès beaché à Mbour, Sénégal. Pêcheurs en Sénégal ont pêché 352 000 tonnes de poisson en 1975. La seconde plus importante activité après le poisson artisanal est le poisson des îles. Les pêcheurs ont pêché 79% de la production totale en 1975.

Produits échoués à Mbour, Sénégal. Avec des prises de 352 000 tonnes en 1975, le poisson artisanal est le secteur d'activité du Sénégal (14% du PNB) après les arachides. La pêche artisanale assurait 79% des prises et employait 33 000 pêcheurs-artisans.

de gouvernements africains et de spécialistes de la pêche. Les participants sont membres de la Commission des pêches pour l'Afrique centrale (CECAF), qui regroupe les pays de l'Afrique centrale et de l'est. Les séminaires porteront sur les aspects sociaux du développement d'un secteur des pêches. D'une durée de deux à quatre semaines, ils se tiendront à divers endroits sur la côte ouest africaine au cours des dix-huit mois du programme.

Les instructeurs traiteront de la planification d'un programme de pêches, de l'évaluation des ressources, du traitement et du conditionnement des produits, des problèmes d'entreposage et de distribution, de la mise en marché et d'autres sujets connexes.

Participants will learn about the various species of fish, some of which have never been considered worth harvesting. Misconceptions about certain species may be corrected, the importance of quotas discussed and new ways of preparing the fish for transport, storage or consumption will be outlined.

The information provided in the seminars will be contained in publications which participants will keep for future reference.

Les participants se familiariseront avec les diverses espèces de poissons, certaines desquelles n'avaient jamais été considérées comme valables pour la pêche. Des malentendus sur certains types de poissons peuvent être corrigés, l'importance des quotas discutée et de nouvelles méthodes de préparation du poisson en vue du transport, de l'entreposage et de la consommation.

Orders from Ontario, Quebec and the Atlantic provinces should be directed to: Visual Education Division, 78 Homer Avenue, Unit #1, Etobicoke, Ontario M8Z 4X5, telephone (416) 252-5907. Orders from the Western provinces, the Northwest Territories and the Yukon should be addressed to Scholastic's Choice Ltd., 1150 Homer St., Ottawa K1A 0G4.

Le prix conseillé de l'ensemble multi-média de l'ensemble est de \$100. Les commandes du Québec, de l'Ontario et des provinces maritimes doivent être adressées à Visual Education Centre, 75 Homer Avenue, Unit #1, Etobicoke, Ontario M8Z 4X5, telephone (416) 252-5907. Les commandes des provinces de l'Ouest et des Territoires du N.-O., à Scholastic's Choice Ltd., 1150 Homer Street, Vancouver, B.C., V6B 2X8, telephone (604) 681-6345. La version française de l'ensemble sera disponible en janvier. On pourra alors adresser les commandes à la Société Sécas Internationale, 400 rue Notre-Dame Ouest, Montréal (Québec) H2Y 1C8. Tél.: (514) 875-2222. Pour plus de renseignements ou pour obtenir un exemplaire gratuit de la carte du monde, s'adresser à la Direction de l'information de l'ACDI, 122 rue Bank, Ottawa, K1P 5N6.

From the multi-media kit filmstrip — What can be done to ensure that developing nations get a fairer deal at future tariff negotiations?

Image tirée du film de l'ensemble multi-média — Que faire pour que les pays en développement obtiennent un traitement juste lors des prochaines discussions tarifaires?

Nouvel outil scolaire

Ensemble multi-média

A toutes les conférences internationales depuis quelques années, les pays en développement réclament à cor et à cri l'instauration d'un nouvel ordre économique international plus juste. Soucieuse de faire prendre conscience aux jeunes canadiens de la réalité de ces problèmes, l'ACDI vient de réaliser avec l'Office national du film du Canada un ensemble multi-média pour initier les élèves des écoles secondaires à la problématique de la redistribution des richesses mondiales. Intitulé Street Vancouver, B.C. V6B 2X8, téléphone (604) 681-6345. A French version of the kit will be available in January. For more information and a free sample of the map, contact the Information Division, CIDA, 122 Bank St., Ottawa K1A 0G4.

\$33 millions du Canada en 1977

Le PNUD en chiffres

Le Canada s'est engagé pour la somme de \$33 333 333 envers le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) pour 1977, portant à \$289 022 522 le total des contributions depuis 1959. Ces chiffres sont tirés d'un feuillet récemment publié par l'ACDI sur les contributions du Canada au PNUD. On peut s' procurer des exemplaires à la Direction de l'information de l'ACDI, 122 rue Bank, Ottawa K1A 0G4.

Le PNUD a atteint son objectif de \$1,54 milliard d'assistance technique et d'enseignement pour 1977-1978. Ce bilan est contenu dans le Rapport de l'Administrateur pour l'année 1976, présenté à la session de juin du Conseil d'administration du PNUD. Dans le présent cycle de programmation (1977-1978), le PNUD prévoit dépasser \$2,51 milliards les pays en développement devant prendre en charge la moitié du coût estimatif des projets. Un rapport de l'ACDI, 122 rue Bank, Ottawa K1A 0G4.

Le PNUD a également atteint son objectif de \$2,51 milliard d'assistance technique et d'enseignement pour 1977-1978. Ce bilan est contenu dans le Rapport de l'Administrateur pour l'année 1976, présenté à la session de juin du Conseil d'administration du PNUD. Dans le présent cycle de programmation (1977-1978), le PNUD prévoit dépasser \$2,51 milliards les pays en développement devant prendre en charge la moitié du coût estimatif des projets. Un rapport de l'ACDI, 122 rue Bank, Ottawa K1A 0G4.

Le PNUD a aussi publié une brochure de 70 pages intitulée "The PNUD — Why, What, Where?". Quel est l'objectif? Quel est le contenu? Quel est le résultat? Une version mise à jour d'une publication antérieure intitulée "The PNUD — Questions and Answers" booklet. Copies sont disponibles aux pays les plus démunis (PNB par habitant de \$300 ou moins), soit 75%, contre 50% au cours du premier cycle.

Pour 1976, les dépenses effectuées par le PNUD au titre des projets sont élevées à \$406,1 millions, soit 6,9% de moins qu'en 1975, basse qui s'explique par l'inflation et la crise économique mondiale. Cette somme permet d'atteindre 8 987 experts dans 127 pays, 22 territoires en développement, à un coût de \$247,7 millions, de lourds de matériels d'une valeur de \$63,4 millions, dont 10,5 millions de services d'experts-conseils et de sous-traitance pour \$45,5 millions et enfin d'accorder 4 494 bourses d'études d'un valeur de \$32,5 millions des ressortissants de pays en développement. Pour obtenir le Rapport, s'adresser au PNUD, Direction de l'information, One United Nations Plaza, New York, N.Y. 10017 ou au PNUD, Groupe de l'information, Palais des Nations, Ch-1211, Genève 10, Suisse.

Le PNUD a aussi publié une brochure de 70 pages intitulée "The PNUD — Why, What, Where?". Quel est l'objectif? Quel est le contenu? Quel est le résultat? Une version mise à jour d'une publication antérieure intitulée "The PNUD — Questions and Answers" booklet. Copies sont disponibles aux pays les plus démunis (PNB par habitant de \$300 ou moins), soit 75%, contre 50% au cours du premier cycle.

Pour 1976, les dépenses effectuées par le PNUD au titre des projets sont élevées à \$406,1 millions, soit 6,9% de moins qu'en 1975, basse qui s'explique par l'inflation et la crise économique mondiale. Cette somme permet d'atteindre 8 987 experts dans 127 pays, 22 territoires en développement, à un coût de \$247,7 millions, de lourds de matériels d'une valeur de \$63,4 millions, dont 10,5 millions de services d'experts-conseils et de sous-traitance pour \$45,5 millions et enfin d'accorder 4 494 bourses d'études d'un valeur de \$32,5 millions des ressortissants de pays en développement. Pour obtenir le Rapport, s'adresser au PNUD, Direction de l'information, One United Nations Plaza, New York, N.Y. 10017 ou au PNUD, Groupe de l'information, Palais des Nations, Ch-1211, Genève 10, Suisse.

Le PNUD a aussi publié une brochure de 70 pages intitulée "The PNUD — Why, What, Where?". Quel est l'objectif? Quel est le contenu? Quel est le résultat? Une version mise à jour d'une publication antérieure intitulée "The PNUD — Questions and Answers" booklet. Copies sont disponibles aux pays les plus démunis (PNB par habitant de \$300 ou moins), soit 75%, contre 50% au cours du premier cycle.

Pour 1976, les dépenses effectuées par le PNUD au titre des projets sont élevées à \$406,1 millions, soit 6,9% de moins qu'en 1975, basse qui s'explique par l'inflation et la crise économique mondiale. Cette somme permet d'atteindre 8 987 experts dans 127 pays, 22 territoires en développement, à un coût de \$247,7 millions, de lourds de matériels d'une valeur de \$63,4 millions, dont 10,5 millions de services d'experts-conseils et de sous-traitance pour \$45,5 millions et enfin d'accorder 4 494 bourses d'études d'un valeur de \$32,5 millions des ressortissants de pays en développement. Pour obtenir le Rapport, s'adresser au PNUD, Direction de l'information, One United Nations Plaza, New York, N.Y. 10017 ou au PNUD, Groupe de l'information, Palais des Nations, Ch-1211, Genève 10, Suisse.

Deserts

(continued from page one)

ence were thorough and delegates spent most of their time and effort studying the scientific and technical aspects of desertification. A giant world map and detailed surveys by scientists showed delegates the gravity of the situation. Two thirds of the world's nations are suffering from spreading deserts. An area of 9.2 million square km., almost the size of China, has succumbed to desertification, which has intensified in recent decades. Fourteen per cent of humanity (628 million) now lives in deserts according to one document, if all the lands now tending to relative desertification were brought back to full production, the yearly gain in food production would be about \$1 billion.

At the conclusion of the Conference, Dr. Julian Koenig, Executive Director of ICA, said in his message that "without money and manpower all our beautiful recommendations and resolutions will come to nothing". He called on donors and financial institutions "to act generously, in this war for human survival".



Désertification

(suite de la première page)

Tolba, UNEP Director and Secretary-General of the Conference, "the implementation of the action plan depends first and foremost on the political will and enthusiasm demonstrated at the national level". Means for financing the action plan did not meet with similar unanimous consent. The African group proposed a special account to implement the plan, draw on existing funds, but no bilateral, multilateral taxation, donations, and interest-free loans. The proposal received 37 votes in favor, but 18 (mostly Western) nations voted against it. The developed countries stated that rather than contributing funds to yet another fund, they wanted vague terms of reference, they preferred for the moment to continue bilateral financing and support of traditional aid institutions such as the World Bank and the UNDP.

Preparations for the Conference

Nepal

(continued from page one)

a four year land assessment project, supported with up to \$4.5 million from CIDA. By June 1978, Canadian contractors will begin to prepare, from extensive aerial photography, maps of the entire area of Nepal. Water Resources and Energy Department and the Ministry of Water Resources and Energy Commission, to develop a sound national policy for energy and water.

The fourth project is the distribution of 7,000 metric tons of potash to bolster the eroded soil of Nepal's agriculture. A \$2 million grant will support this plan to increase production of food as well as cash crops. The fertilizer will be sold to farmers at subsidized prices and proceeds will help meet local costs for future development and policies. The techniques used will taught the Nepalese at the same time.

Nepal's heavy investment in modern roads over the last decade will be protected with a \$900,000 grant for road maintenance. Four Canadian engineers will pass on to the Nepalese skills in budgeting, equipment use and maintenance, per-

sonnel training and road planning.

The rich energy potential of the Ganges River will be explored with the help of a \$5.5 million grant. Twelve Canadian experts will participate in studies, projects and planning with the Electricity and Irrigation Departments of the Nepali government and the National Water Resources and Energy Commission, to develop a sound national policy for energy and water.

The fourth project is the distribution of 7,000 metric tons of potash to bolster the eroded soil of Nepal's agriculture. A \$2 million grant will support this plan to increase production of food as well as cash crops. The fertilizer will be sold to farmers at subsidized prices and proceeds will help meet local costs for future development and policies. The techniques used will taught the Nepalese at the same time.

Nepal's heavy investment in modern roads over the last decade will be protected with a \$900,000 grant for road maintenance. Four Canadian engineers will pass on to the Nepalese skills in budgeting, equipment use and maintenance, per-

sonnel training and road planning.

The rich energy potential of the Ganges River will be explored with the help of a \$5.5 million grant. Twelve Canadian experts will participate in studies, projects and planning with the Electricity and Irrigation Departments of the Nepali government and the National Water Resources and Energy Commission, to develop a sound national policy for energy and water.

The fourth project is the distribution of 7,000 metric tons of potash to bolster the eroded soil of Nepal's agriculture. A \$2 million grant will support this plan to increase production of food as well as cash crops. The fertilizer will be sold to farmers at subsidized prices and proceeds will help meet local costs for future development and policies. The techniques used will taught the Nepalese at the same time.

(suite à la page 4)

Népal

(suite de la première page)

canadiens transmettront à des négociateurs népalais leur savoir-faire en matière de planification routière, d'utilisation d'entretien d'équipement, de formation de personnel et de planification budgétaire.

On évaluera le riche potentiel énergétique du pays grâce à une subvention de \$5.5 millions. Douze experts canadiens collaboreront avec les ministères népalais de l'électricité et de l'irrigation et avec la nouvelle Commission nationale de l'énergie et des ressources hydrauliques, à l'élaboration d'une politique

nationale en matière d'eau et d'énergie.

Enfin, une quatrième subvention de \$1.6 million assurera la fourniture de 7 000 tonnes métriques de potasse et permettra de fertiliser les sols érodés et d'améliorer la productivité agricole et commerciale. L'engrangement sera vendu aux agriculteurs à prix subventionnés et les sommes recueillies serviront à financer la coopérative locale de futurs projets de développement financés par le Canada. Plus de 90% de la population active népalaise vit de l'agriculture.

contact

is produced by the Information Division, Communications Branch, Canadian International Development Agency, under the authority of the Honorable Don Jamieson, Secretary of State for External Affairs

Editors:
André Champagne
Lynne Racine
Ottawa, October 1977

Mestha Tolba, secrétaire général de la conférence, «la mise en application du plan d'action dépend d'abord de la volonté politique et de l'enthousiasme manifestés à son égard au niveau national».

L'unanimité s'est faite autour du plan d'action pour la sécurité sociale et la végétation (bois, chaumes et charbon de bois), l'exploitation particulière des steppes et des déserts en Amérique du Sud, la fixation des populations rurales, la sédentarisation des nomades et la réinstallation des ruraux qui ont émigré vers la ville. Le deuxième point concerne l'implication du public comme un élément essentiel de la lutte. Enfin il souligne que la principale cause de la désertification reste la mauvaise utilisation des terres par l'homme.

exhibition, open to nearby villagers who benefit from the knowledge passed on by the boys.

Much of the equipment needed for the school projects is constructed in the school's carpentry and machine shops. The basic building blocks were built there. But more remarkable, the school itself was built by students. It replaces a leaky ramshackle building that dated back to 1888.

Beginning in 1963, the boys took turns from lessons each day to work on the school's construction, the hillside and manufacture hollow bricks for the construction. In 1969 Father Abraham came to Canada to raise money for the \$570,000 project, and CIDA's Special Programs Branch provided \$100,000 in grants over four years.

Father Abraham's latest project is to buy land from absentee landlords using funds from Canadian families that support the school, and then set up cooperative farms for the school's students.

He expressed gratitude for the help he receives from Canadians and from CIDA, but his emphasis on self-reliance has been the obvious key to surviving the difficulties of life in Darjeeling.

One year a vegetable garden was installed in raised beds on the playground. Produce was displayed with exhibits of other school projects at the annual

Darjeeling, India

St. Alphonsus School

In the foothills of the Himalayas not far from Mount Everest there is a modern high school with 6,500 chickens on the roof. The students from poor Indian families learn mathematics not only in the classroom but also by practical on-the-job management.

The school's spirit is self-reliance and the driving force behind it is the principal, a Canadian Jesuit priest from Cape Breton, Father Murray Abraham.

During his 29 years in India, Father Abraham has made occasional trips back to Canada, and in mid-September he visited CIDA to present a slide show on the school, St. Alphonsus.

The boys sell their farm products in the local village, Kursoong (near Darjeeling), and every rupee, every egg, every chicken is accounted for. Cows, pigs and goats are also raised at the school.

He expressed gratitude for the help he receives from Canadians and from CIDA, but his emphasis on self-reliance has been the obvious key to surviving the difficulties of life in Darjeeling.

One year a vegetable garden was installed in raised beds on the playground. Produce was displayed with exhibits of other school projects at the annual

En Himâlaya

Ecole Saint-Alphonse

Dans les contreforts de l'Himâlaya, non loin du mont Everest, on trouve une école secondaire moderne avec 6 500 poulets perchés sur le toit. Ses élèves, issus de familles indiennes dé-

muniées, y apprennent les mathématiques tout en s'initiant à l'exploitation d'une ferme.

L'esprit de l'école est à l'autosuffisance et son âme dirigeante est un jésuite canadien du Cap-Breton, le père Murray Abraham. Vivant en Inde depuis 29 ans, le père Abraham est revenu au Canada à quelques reprises et, à la mi-septembre, il visitait l'ACDI pour y présenter des diaapositives sur son école, Saint-Alphonse.

Les élèves vendent les produits de la ferme au village, Kursoong (près de Darjeeling), et rendent compte de chaque roupe, de chaque œuf et de chaque poulet. Ils élèvent également des vaches, des porcs et des chèvres.

Une année, ils ont aménagé un potager sur leur terrain de jeu. Les produits récoltés et les œuvres réalisées dans le cadre d'autres projets furent présentés à l'exposition annuelle, où les villageois ont l'occasion de se faire connaître et de techniques apprises par les élèves.

La plupart de l'équipement requis pour les projets provient de la menuiserie et des ateliers de l'école.

On y a par exemple fabriqué les cages à poules en bambou. Mais le fait le plus remarquable est que l'école entièrement construite par les élèves eux-mêmes. Elle remplace un vieil édifice délabré plein de fuites qui datait de 1888. En 1963, les élèves commencèrent à prendre un peu de temps chaque jour pour aider les classes pour croiser les mandarines à flanc de colline et pour fabriquer des briques creuses.

En 1969, le père Abraham vint au Canada pour recueillir les \$570 000 nécessaires au projet et la Direction générale des programmes internationaux (CIDA) lui octroya une subvention de \$100 000 échelonnée sur 4 ans.

Le dernier en date des projets de l'école est d'utiliser les fonds reçus de familles canadiennes pour acheter des terres de grande production terrienne et y établir une ferme communautaire pour les diplômés de l'école.

Le père Abraham a exprimé toute sa gratitude à l'ACDI et aux Canadiens mais il est manifeste que c'est d'abord l'autosuffisance qui a permis de venir à bout des contraintes de la vie à Darjeeling.

munies, y apprennent les mathématiques tout en s'initiant à l'exploitation d'une ferme.

L'esprit de l'école est à l'autosuffisance et son âme dirigeante est un jésuite canadien du Cap-Breton, le père Murray Abraham.

Vivant en Inde depuis 29 ans, le père Abraham est revenu au Canada à quelques reprises et, à la mi-septembre, il visitait l'ACDI pour y présenter des diaapositives sur son école, Saint-Alphonse.

Les élèves vendent les produits de la ferme au village, Kursoong (près de Darjeeling), et rendent compte de chaque roupe, de chaque œuf et de chaque poulet. Ils élèvent également des vaches, des porcs et des chèvres.

Une année, ils ont aménagé un potager sur leur terrain de jeu. Les produits récoltés et les œuvres réalisées dans le cadre d'autres projets furent présentés à l'exposition annuelle, où les villageois ont l'occasion de se faire connaître et de techniques apprises par les élèves.

La plupart de l'équipement requis pour les projets provient de la menuiserie et des ateliers de l'école.

On y a par exemple fabriqué les cages à poules en bambou. Mais le fait le plus remarquable est que l'école entièrement construite par les élèves eux-mêmes. Elle remplace un vieil édifice délabré plein de fuites qui datait de 1888. En 1963, les élèves commencèrent à prendre un peu de temps chaque jour pour aider les classes pour croiser les mandarines à flanc de colline et pour fabriquer des briques creuses.

En 1969, le père Abraham vint au Canada pour recueillir les \$570 000 nécessaires au projet et la Direction générale des programmes internationaux (CIDA) lui octroya une subvention de \$100 000 échelonnée sur 4 ans.

Le dernier en date des projets de l'école est d'utiliser les fonds reçus de familles canadiennes pour acheter des terres de grande production terrienne et y établir une ferme communautaire pour les diplômés de l'école.

Le père Abraham a exprimé toute sa gratitude à l'ACDI et aux Canadiens mais il est manifeste que c'est d'abord l'autosuffisance qui a permis de venir à bout des contraintes de la vie à Darjeeling.

shortages of supplies occurred. A severe famine, an armed uprising and the disintegration of the administrative framework of the project led to political upheaval, helped them to survive. Six members made appearances throughout the duration of the project. Nevertheless, at the end of the four years (1973-77), the team left with the knowledge that the Ethiopians themselves had acquired the expertise to control further outbreaks of the dread disease — the main deterrent to improving the quality of cattle in Africa.

The vaccination program sponsored by a CIDA grant of \$1.1 million was launched in 1973 in the provinces of Oromia and Shewa.

America, the lorry and the team completed the work and returned home last year, but the team leader, Dr. Charles Morris of Vancouver, just returned recently after staying in Ethiopia for a year to ensure a smooth takeover of the project by Ethiopian veterinarians.

The vaccination program sponsored by a CIDA grant of \$1.1 million was launched in 1973 in the provinces of Oromia and Shewa.

The vaccination program sponsored by a CIDA grant of \$1.1 million was launched in 1973 in the provinces of Oromia and Shewa.

The team left with the knowledge that the Ethiopians themselves had acquired the expertise to control further outbreaks of the dread disease — the main deterrent to improving the quality of cattle in Africa.

The Canadian project was just one phase of an extensive vaccination campaign from many countries, and resulting in the vaccination of some 110 million cattle in the Sahel and some east African countries.

shortages of supplies occurred. A severe famine, an armed uprising and the disintegration of the administrative framework of the project led to political upheaval, helped them to survive. Six members made appearances throughout the duration of the project. Nevertheless, at the end of the four years (1973-77), the team left with the knowledge that the Ethiopians themselves had acquired the expertise to control further outbreaks of the dread disease — the main deterrent to improving the quality of cattle in Africa.

The vaccination program sponsored by a CIDA grant of \$1.1 million was launched in 1973 in the provinces of Oromia and Shewa.

America, the lorry and the team completed the work and returned home last year, but the team leader, Dr. Charles Morris of Vancouver, just returned recently after staying in Ethiopia for a year to ensure a smooth takeover of the project by Ethiopian veterinarians.

The vaccination program sponsored by a CIDA grant of \$1.1 million was launched in 1973 in the provinces of Oromia and Shewa.

The vaccination program sponsored by a CIDA grant of \$1.1 million was launched in 1973 in the provinces of Oromia and Shewa.

The team left with the knowledge that the Ethiopians themselves had acquired the expertise to control further outbreaks of the dread disease — the main deterrent to improving the quality of cattle in Africa.

The vaccination program sponsored by a CIDA grant of \$1.1 million was launched in 1973 in the provinces of Oromia and Shewa.

The team left with the knowledge that the Ethiopians themselves had acquired the expertise to control further outbreaks of the dread disease — the main deterrent to improving the quality of cattle in Africa.

The vaccination program sponsored by a CIDA grant of \$1.1 million was launched in 1973 in the provinces of Oromia and Shewa.

The team left with the knowledge that the Ethiopians themselves had acquired the expertise to control further outbreaks of the dread disease — the main deterrent to improving the quality of cattle in Africa.

The vaccination program sponsored by a CIDA grant of \$1.1 million was launched in 1973 in the provinces of Oromia and Shewa.

The team left with the knowledge that the Ethiopians themselves had acquired the expertise to control further outbreaks of the dread disease — the main deterrent to improving the quality of cattle in Africa.

The vaccination program sponsored by a CIDA grant of \$1.1 million was launched in 1973 in the provinces of Oromia and Shewa.

The team left with the knowledge that the Ethiopians themselves had acquired the expertise to control further outbreaks of the dread disease — the main deterrent to improving the quality of cattle in Africa.

The vaccination program sponsored by a CIDA grant of \$1.1 million was launched in 1973 in the provinces of Oromia and Shewa.

The team left with the knowledge that the Ethiopians themselves had acquired the expertise to control further outbreaks of the dread disease — the main deterrent to improving the quality of cattle in Africa.

The vaccination program sponsored by a CIDA grant of \$1.1 million was launched in 1973 in the provinces of Oromia and Shewa.

The team left with the knowledge that the Ethiopians themselves had acquired the expertise to control further outbreaks of the dread disease — the main deterrent to improving the quality of cattle in Africa.

The vaccination program sponsored by a CIDA grant of \$1.1 million was launched in 1973 in the provinces of Oromia and Shewa.

The team left with the knowledge that the Ethiopians themselves had acquired the expertise to control further outbreaks of the dread disease — the main deterrent to improving the quality of cattle in Africa.

The vaccination program sponsored by a CIDA grant of \$1.1 million was launched in 1973 in the provinces of Oromia and Shewa.

The team left with the knowledge that the Ethiopians themselves had acquired the expertise to control further outbreaks of the dread disease — the main deterrent to improving the quality of cattle in Africa.

The vaccination program sponsored by a CIDA grant of \$1.1 million was launched in 1973 in the provinces of Oromia and Shewa.

The team left with the knowledge that the Ethiopians themselves had acquired the expertise to control further outbreaks of the dread disease — the main deterrent to improving the quality of cattle in Africa.

The vaccination program sponsored by a CIDA grant of \$1.1 million was launched in 1973 in the provinces of Oromia and Shewa.

The team left with the knowledge that the Ethiopians themselves had acquired the expertise to control further outbreaks of the dread disease — the main deterrent to improving the quality of cattle in Africa.

The vaccination program sponsored by a CIDA grant of \$1.1 million was launched in 1973 in the provinces of Oromia and Shewa.

The team left with the knowledge that the Ethiopians themselves had acquired the expertise to control further outbreaks of the dread disease — the main deterrent to improving the quality of cattle in Africa.

The vaccination program sponsored by a CIDA grant of \$1.1 million was launched in 1973 in the provinces of Oromia and Shewa.

The team left with the knowledge that the Ethiopians themselves had acquired the expertise to control further outbreaks of the dread disease — the main deterrent to improving the quality of cattle in Africa.

The vaccination program sponsored by a CIDA grant of \$1.1 million was launched in 1973 in the provinces of Oromia and Shewa.

The team left with the knowledge that the Ethiopians themselves had acquired the expertise to control further outbreaks of the dread disease — the main deterrent to improving the quality of cattle in Africa.

The vaccination program sponsored by a CIDA grant of \$1.1 million was launched in 1973 in the provinces of Oromia and Shewa.

The team left with the knowledge that the Ethiopians themselves had acquired the expertise to control further outbreaks of the dread disease — the main deterrent to improving the quality of cattle in Africa.

The vaccination program sponsored by a CIDA grant of \$1.1 million was launched in 1973 in the provinces of Oromia and Shewa.

The team left with the knowledge that the Ethiopians themselves had acquired the expertise to control further outbreaks of the dread disease — the main deterrent to improving the quality of cattle in Africa.

The vaccination program sponsored by a CIDA grant of \$1.1 million was launched in 1973 in the provinces of Oromia and Shewa.

The team left with the knowledge that the Ethiopians themselves had acquired the expertise to control further outbreaks of the dread disease — the main deterrent to improving the quality of cattle in Africa.

The vaccination program sponsored by a CIDA grant of \$1.1 million was launched in 1973 in the provinces of Oromia and Shewa.

The team left with the knowledge that the Ethiopians themselves had acquired the expertise to control further outbreaks of the dread disease — the main deterrent to improving the quality of cattle in Africa.

The vaccination program sponsored by a CIDA grant of \$1.1 million was launched in 1973 in the provinces of Oromia and Shewa.

The team left with the knowledge that the Ethiopians themselves had acquired the expertise to control further outbreaks of the dread disease — the main deterrent to improving the quality of cattle in Africa.

The vaccination program sponsored by a CIDA grant of \$1.1 million was launched in 1973 in the provinces of Oromia and Shewa.

The team left with the knowledge that the Ethiopians themselves had acquired the expertise to control further outbreaks of the dread disease — the main deterrent to improving the quality of cattle in Africa.

The vaccination program sponsored by a CIDA grant of \$1.1 million was launched in 1973 in the provinces of Oromia and Shewa.

The team left with the knowledge that the Ethiopians themselves had acquired the expertise to control further outbreaks of the dread disease — the main deterrent to improving the quality of cattle in Africa.

The vaccination program sponsored by a CIDA grant of \$1.1 million was launched in 1973 in the provinces of Oromia and Shewa.

The team left with the knowledge that the Ethiopians themselves had acquired the expertise to control further outbreaks of the dread disease — the main deterrent to improving the quality of cattle in Africa.

The vaccination program sponsored by a CIDA grant of \$1.1 million was launched in 1973 in the provinces of Oromia and Shewa.

The team left with the knowledge that the Ethiopians themselves had acquired the expertise to control further outbreaks of the dread disease — the main deterrent to improving the quality of cattle in Africa.

The vaccination program sponsored by a CIDA grant of \$1.1 million was launched in 1973 in the provinces of Oromia and Shewa.

The team left with the knowledge that the Ethiopians themselves had acquired the expertise to control further outbreaks of the dread disease — the main deterrent to improving the quality of cattle in Africa.

The vaccination program sponsored by a CIDA grant of \$1.1 million was launched in 1973 in the provinces of Oromia and Shewa.

The team left with the knowledge that the Ethiopians themselves had acquired the expertise to control further outbreaks of the dread disease — the main deterrent to improving the quality of cattle in Africa.

The vaccination program sponsored by a CIDA grant of \$1.1 million was launched in 1973 in the provinces of Oromia and Shewa.

The team left with the knowledge that the Ethiopians themselves had acquired the expertise to control further outbreaks of the dread disease — the main deterrent to improving the quality of cattle in Africa.

The vaccination program sponsored by a CIDA grant of \$1.1 million was launched in 1973 in the provinces of Oromia and Shewa.

The team left with the knowledge that the Ethiopians themselves had acquired the expertise to control further outbreaks of the dread disease — the main deterrent to improving the quality of cattle in Africa.

The vaccination program sponsored by a CIDA grant of \$1.1 million was launched in 1973 in the provinces of Oromia and Shewa.

The team left with the knowledge that the Ethiopians themselves had acquired the expertise to control further outbreaks of the dread disease — the main deterrent to improving the quality of cattle in Africa.

The vaccination program sponsored by a CIDA grant of \$1.1 million was launched in 1973 in the provinces of Oromia and Shewa.

The team left with the knowledge that the Ethiopians themselves had acquired the expertise to control further outbreaks of the dread disease — the main deterrent to improving the quality of cattle in Africa.

The vaccination program sponsored by a CIDA grant of \$1.1 million was launched in 1973 in the provinces of Oromia and Shewa.

The team left with the knowledge that the Ethiopians themselves had acquired the expertise to control further outbreaks of the dread disease — the main deterrent to improving the quality of cattle in Africa.

The vaccination program sponsored by a CIDA grant of \$1.1 million was launched in 1973 in the provinces of Oromia and Shewa.

The team left with the knowledge that the Ethiopians themselves had acquired the expertise to control further outbreaks of the dread disease — the main deterrent to improving the quality of cattle in Africa.

The vaccination program sponsored by a CIDA grant of \$1.1 million was launched in 1973 in the provinces of Oromia and Shewa.

The team left with the knowledge that the Ethiopians themselves had acquired the expertise to control further outbreaks of the dread disease — the main deterrent to improving the quality of cattle in Africa.

The vaccination program sponsored by a CIDA grant of \$1.1 million was launched in 1973 in the provinces of Oromia and Shewa.

The team left with the knowledge that the Ethiopians themselves had acquired the expertise to control further outbreaks of the dread disease — the main deterrent to improving the quality of cattle in Africa.

The vaccination program sponsored by a CIDA grant of \$1.1 million was launched in 1973 in the provinces of Oromia and Shewa.

The team left with the knowledge that the Ethiopians themselves had acquired the expertise to control further outbreaks of the dread disease — the main deterrent to improving the quality of cattle in Africa.

The vaccination program sponsored by a CIDA grant of \$1.1 million was launched in 1973 in the provinces of Oromia and Shewa.

The team left with the knowledge that the Ethiopians themselves had acquired the expertise to control further outbreaks of the dread disease — the main deterrent to improving the quality of cattle in Africa.

The vaccination program sponsored by a CIDA grant of \$1.1 million was launched in 1973 in the provinces of Oromia and Shewa.

The team left with the knowledge that the Ethiopians themselves had acquired the expertise to control further outbreaks of the dread disease — the main deterrent to improving the quality of cattle in Africa.

The vaccination program sponsored by a CIDA grant of \$1.1 million was launched in 1973 in the provinces of Oromia and Shewa.

The team left with the knowledge that the Ethiopians themselves had acquired the expertise to control further outbreaks of the dread disease — the main deterrent to improving the quality of cattle in Africa.

The vaccination program sponsored by a CIDA grant of \$1.1 million was launched in 1973 in the provinces of Oromia and Shewa.

The team left with the knowledge that the Ethiopians themselves had acquired the expertise to control further outbreaks of the dread disease — the main deterrent to improving the quality of cattle in Africa.

The vaccination program sponsored by a CIDA grant of \$1.1 million was launched in 1973 in the provinces of Oromia and Shewa.

The team left with the knowledge that the Ethiopians themselves had acquired the expertise to control further outbreaks of the dread disease — the main deterrent to improving the quality of cattle in Africa.

The vaccination program sponsored by a CIDA grant of \$1.1 million was launched in 1973 in the provinces of Oromia and Shewa.

The team left with the knowledge that the Ethiopians themselves had acquired the expertise to control further outbreaks of the dread disease — the main deterrent to improving the quality of cattle in Africa.

The vaccination program sponsored by a CIDA grant of \$1.1 million was launched in 1973 in the provinces of Oromia and Shewa.

The team left with the knowledge that the Ethiopians themselves had acquired the expertise to control further outbreaks of the dread disease — the main deterrent to improving the quality of cattle in Africa.

The vaccination program sponsored by a CIDA grant of \$1.1 million was launched in 1973 in the provinces of Oromia and Shewa.

The team left with the knowledge that the Ethiopians themselves had acquired the expertise to control further outbreaks of the dread disease — the main deterrent to improving the quality of cattle in Africa.

The vaccination program sponsored by a CIDA grant of \$1.1 million was launched in 1973 in the provinces of Oromia and Shewa.

The team left with the knowledge that the Ethiopians themselves had acquired the expertise to control further outbreaks of the dread disease — the main deterrent to improving the quality of cattle in Africa.

The vaccination program sponsored by a CIDA grant of \$1.1 million was launched in 1973 in the provinces of

Fertilizers

CIDA provided \$3.84 million to the WFP. The objective for contributions in 1977-78 has been fixed at \$750 million, up from \$674 million in 1975-76. To obtain a copy of the brochure, write to WFP, Via delle Terme di Caracalla, 00100 Rome, Italy.

Prêt au Pakistan

Le Canada continuera à fournir au Pakistan des produits de base essentiels à son industrie et à son agriculture grâce à un prêt d'aide au développement de \$45 millions échelonné sur les trois prochaines années. Le prêt sera versé au Pakistan à faire face à une pénurie de ressources et à un important déficit de sa balance des paiements, se chiffrant à \$67.7 millions, ont été approuvés dans les secteurs suivants : agriculture, alimentation et nutrition, sciences sociales et ressources humaines, santé et information. Enfin, 42 projets auront été mis à bonne fin ce qui fait que 84 sont des projets suivis depuis la création du Centre. Pour obtenir un exemplaire du rapport, s'adresser au CRDI, B.P. 8500, Ottawa K1G 3H9.

Pakistan Loan

Canada will continue to supply Pakistan with essential commodities for its industry and agriculture through a \$45 million development loan covering the next three years. The agreement, designed to help Pakistan cope with resource scarcities and a large balance of payments deficit, was signed last week. It includes new projects, such as aluminum, asbestos, copper, lead, newsprint, rubber and zinc. Canada provided a \$30 million, three-year commodity loan. In 1973 and has since agreed to expand and accelerate the program because of its effectiveness.

IDRC Report

Among the accomplishments of the International Development Research Centre (IDRC) last year, was the key role it played in the establishment of the International Centre for Applied Research in the Developing Areas and the assembling of donors to support a new International Council for Research in Agroforestry. Details of these and other IDRC activities are available in the Centre's Annual Report for 1977-78 published recently.

New Loan Fund

A new multi-billion dollar fund has been established to help countries in serious balance of payments trouble. The agreement to set up the fund was reached in Paris in August at a conference attended by representatives of developing countries.

The IDRC, which conducts and supports research into the problems of developing countries, approved 137 new projects last year at a total cost of \$26.7 million. These projects are in developing countries, including Canada, and seven members of the Organization of Petroleum Exporting Countries (OPEC). A new multi-billion dollar fund has been established to help countries in serious balance of payments trouble. The agreement to set up the fund was reached in Paris in August at a conference attended by representatives of developing countries.

The IDRC, which conducts and supports research into the problems of developing countries, approved 137 new projects last year at a total cost of \$26.7 million. These projects are in developing countries, including Canada, and seven members of the Organization of Petroleum Exporting Countries (OPEC).

With a target of \$10 billion (US), the fund is to be administered by the International Monetary Fund (IMF) as a supplement to its conventional lending operations.

Plus de 100 pays se sont engagés à fournir produits, argent ou services au PAM. Le Canada est l'un des six pays qui, de 1963 à 1970, ont contribué pour le somme de 1 000 millions de dollars.

Cette année, sa contribution s'est élevée à \$83.4 millions.

Pour 1977-78, l'objectif des contributions au Programme a été fixé à \$750 millions, elles ont totalisé \$674 millions en 1975-76.

Pour obtenir la brochure, s'adresser au PAM, Via delle Terme di Caracalla, 00100 Rome, Italy.

WFP Brochure

The World Food Programme (WFP) has published a brochure on "What it is, what it does, and how it works". Set up in 1962 by the UN and the Food and Agricultural Organization, the WFP provides food to developing countries and aims to stimulate and advance economic and social development.

By the end of 1976, WFP had approved \$21 projects in 105 countries, totalling \$1.3 billion. Of the more than 100 countries pledging food, cash, or services to the WFP, Canada was one of six providing more than \$100 million during the period from 1963-76. This year

Rapport du CRDI

Le Centre de recherche pour le développement international (CRDI) vient de publier son rapport annuel 1975-1976, qui fait état d'une année bien remplie. Le CRDI, dont l'objectif est d'en-

treprendre et d'encourager des recherches sur les problèmes des régions en voie de développement, a joué un rôle préminent dans la réalisation du centre international de recherches agricoles dans les zones sèches et est parvenu à réunir un groupe d'organismes donateurs pour fonder le Conseil international pour la recherche en agroforesterie.

Ensuite, de nombreux projets, en particulier au Pakistan, à l'air libre, à l'école, à l'agriculture et à l'industrie, ont été approuvés dans les secteurs suivants : agriculture, alimentation et nutrition, sciences sociales et ressources humaines, santé et information. Enfin, 42 projets auront été mis à bonne fin ce qui fait que 84 sont des projets suivis depuis la création du Centre. Pour obtenir un exemplaire du rapport, s'adresser au CRDI, B.P. 8500, Ottawa K1G 3H9.

Brochure du PAM

Le Programme alimentaire mondial a élaboré une brochure détaillée sur les négociations et son fonctionnement, inscrit en 1962 par l'ONU et la FAO afin de stimuler et d'accélérer le développement économique et social des pays en développement.

Le PAM, qui a été créé en 1949, a obtenu jusqu'à présent des fonds intéressants 105 pays, pour une dépense totale de \$3 milliards.

Plus de 100 pays se sont engagés à fournir produits, argent ou services au PAM. Le Canada est l'un des six pays qui, de 1963 à 1970, ont contribué pour le somme de 1 000 millions de dollars.

Cette année, sa contribution s'est élevée à \$83.4 millions.

Pour 1977-78, l'objectif des contributions au Programme a été fixé à \$750 millions, elles ont totalisé \$674 millions en 1975-76.

Pour obtenir la brochure, s'adresser au PAM, Via delle Terme di Caracalla, 00100 Rome, Italy.

Jean-Marcel Touchette has been named Ambassador to Tunisia. Since 1973 he has been Ambassador to Egypt and concurrently to Libya and Sudan. He is from Lachute, Quebec with degrees from the University of Ottawa and Harvard. He joined External Affairs in 1959 and has served abroad previously in Beirut and Cairo.

Hylda Bateman, Head of the Administration Section at CIDA's NGO Division, recently marked her 25th anniversary working for the organization in the field of international development. She has worked for the NGO Division since 1973 and was a member of the Canadian delegation to the UN Conference on Women in Mexico in 1975.

In 1952 she immigrated to Canada from Britain and joined the staff of the International Economic and Technical Cooperation Division of the Department of Trade and Commerce. She started as a secretary in the Colombo Plan Division and within one year was finance and administrative officer for the Division.

Mrs. Bateman says that her main interest has been in "the people-aspect of development" and the recruitment and support of technical assistants. In 1961 she joined the Education Division of the Economic Aid Office, and later became Head of the Caribbean section, responsible for recruiting teachers and providing them with support in the field.

Born in Bonn, Germany in 1911, Dr. Schumacher was awarded a Rhodes scholarship in 1930. He emigrated to Britain in 1937 and was Economic Adviser to the National Coal Board from 1950 to 1970.

The Vanier Institute of the Family was to present the Wilder Award to his widow in Toronto this month in his name. The award is for "wisdom and leadership in the evolution of human society".

Return Requested
A renvoyer à l'expéditeur
Canadian International Development Agency
3730 122 Bank St
Ottawa, Canada K1A 0G4

Agence canadienne de développement international
122 rue Bank
Ottawa, Canada K1A 0G4

TUR 1217301 74 LR0100
ENG (001 COP) MFS DDM 123

INT'L OF TORONTO
LIBRARY SERIALS DEPT
TORONTO ONT

L'Institut Vanier de la famille. Cette distinction est décernée «en reconnaissance de la sagesse, et du leadership imprégnés à l'évolution de la société humaine».

M. Jean-Marcel Touchette a été nommé ambassadeur du Canada en Tunisie. Originaire de Lachute (Québec) et diplômé des universités d'Ottawa et d'Harvard, M. Touchette est entré au service des Affaires étrangères en 1959 et a servi à Beyrouth et au Caire. Depuis 1975, il était ambassadeur en Egypte avec accréditation en Libye et au Soudan.

Dr. E. F. (Fritz) Schumacher,

noted British economist, author of *Small is Beautiful* and founder and chairman of the Intermediate Technology Development Group Ltd., died suddenly on September 4 in Switzerland while on a European speaking tour.

His assessment of the damage resulting from the blind export of industrial technology to suit the economic and cultural patterns of the industrialized West led him to write and speak about an alternative — intermediate technology on a human scale: smaller units of work, communal ownership, and regional world-places making use of local resources and manpower.

Dr. Schumacher's work as Economic Adviser to the Prime Minister of Burma and as Advisor to the Planning Commission in India, and subsequently to the staff of the International Economic and Technical Cooperation Division of the Department of Trade and Commerce. She started as a secretary in the Colombo Plan Division and within one year was finance and administrative officer for the Division.

Mrs. Bateman says that her

main interest has been in "the people-aspect of development" and the recruitment and support of technical assistants. In 1961 she joined the Education Division of the Economic Aid Office, and later became Head of the Caribbean section, responsible for recruiting teachers and providing them with support in the field.

In 1970 she organized the Health and Social Development Sector of the Manpower Resources Division, and stayed with that section until the Division was absorbed into the Human Resources Division in 1973. When she joined the NGO Division she worked as Assistant to the Director for 18 months prior to becoming Head of Administration.

Le cours du sucre sur le marché libre sera stabilisé entre 11 et 21 cents la livre grâce à l'accord international sur le sucre adopté à Genève. Compte tenu de l'ONU, le 5 octobre dernier, l'entente marque le premier accord international sur les produits de base conclu sous les auspices de la CNUCED depuis que celle-ci inaugura ses réunions pour un programme intégré pour les produits de base à sa quatrième session, à Nairobi, en mai 1976.

La fixation de la fourchette des prix s'effectuera moyennant une combinaison de contingents d'exportations et des stocks de réserve, visant à éviter d'interférer dans les marchés du monde entier. Le financement des stocks sera assuré par une taxe à l'exportation et les pays les plus pauvres recevront une aide financière leur permettant d'acquérir la taxe et l'entente.

Le cours mondial du sucre s'établira actuellement autour de 7 cents la livre. Pour le porter au minimum de 11 cents la livre, on réduira les exportations de 17,5% au cours des deux prochaines années.

Le cours mondial du sucre devrait être arrêté à 21 cents la livre, lorsque les récentes années dont l'issue est toujours connue d'avance... (Toutes les questions sénéuses) soulèvent l'an dernier demeurant sans réponse et certaines d'entre elles les représentent à la partie et à la sécurité une menace encore plus grande qu'il y a 12 mois.

M. Jamieson a insisté sur la nécessité de réduire la prolifération des résolutions qui ont pu prendre d'être réalisées et qui peuvent entraîner une crise du public. Careful scrutiny of the agenda and "short, precise and practical resolutions" would restore their impact and the likelihood of implementation, he said.

"The performance of the United Nations is not good enough," according to Don Jamieson, Secretary of State for External Affairs, in his address last September, at the 32nd regular session of the United Nations. "There must be an end to the sterile debates of recent years where the outcome is always a foregone conclusion... (Many issues) raised last year remain unresolved and some now pose a greater threat to peace and security than they did 12 months ago."

Mr. Jamieson stressed the need to reduce the proliferation of resolutions which had little prospect of being implemented, and which fostered instead a sense of complacency in the public. Careful scrutiny of the agenda and "short, precise and practical resolutions" would restore their impact and the likelihood of implementation, he said.

(continued on page 2)

(suite à la page 4)

**UN Conference
Sugar Agreement**

The price of sugar on the world market will be stabilized between 11 and 21 cents per pound as a result of an international Sugar Agreement approved at a UN Conference in Geneva October 5. The sugar pact is the first international commodity agreement concluded under UNTAD, successor to the秘书处 of the Integrated Program for Commodities at its fourth session in Nairobi in May 1976.

The fixing of the price range will be established by the use of quotas restricting exports and by the creation of reserves to keep excess supplies off the market until they are needed.

The reserve stocks will be financed by a levy on exports, with financial assistance being provided to poorer countries to help them pay levy and storage costs.

The current world price for sugar is about seven cents a pound. In order to bring it up to the minimum price of 11 cents, exports will be reduced by 17.5% cent during the first two years of the accord.

The new agreement should bring an end to the history of wild fluctuations in the price of sugar on the world market, which saw lows of 2.7 cents a pound in the late 60s and a high of 65 cents a pound in 1974.

"Le travail des Nations unies n'est pas satisfaisant", a déclaré le secrétaire d'état aux Affaires étrangères, M. Don Jamieson, dans son discours à la 32e session ordinaire des Nations unies en septembre. Il faut mettre fin aux termes de l'accord, mais l'entente devra être renouvelée.

Le cours mondial du sucre s'établira actuellement autour de 7 cents la livre. Pour le porter au minimum de 11 cents la livre, on réduira les exportations de 17,5% au cours des deux prochaines années.

Le cours mondial du sucre devrait être arrêté à 21 cents la livre,

lorsque les récentes années dont l'issue est toujours connue d'avance... (Toutes les questions sénéuses) soulèvent l'an dernier demeurant sans réponse et certaines d'entre elles les représentent à la partie et à la sécurité une menace encore plus grande qu'il y a 12 mois.

M. Jamieson a insisté sur la nécessité de réduire la prolifération des résolutions qui ont pu prendre d'être réalisées et qui peuvent entraîner une crise du public. Careful scrutiny of the agenda and "short, precise and practical resolutions" would restore their impact and the likelihood of implementation, he said.

"The performance of the United Nations is not good enough," according to Don Jamieson, Secretary of State for External Affairs, in his address last September, at the 32nd regular session of the United Nations. "There must be an end to the sterile debates of recent years where the outcome is always a foregone conclusion... (Many issues) raised last year remain unresolved and some now pose a greater threat to peace and security than they did 12 months ago."

Mr. Jamieson stressed the need to reduce the proliferation of resolutions which had little prospect of being implemented, and which fostered instead a sense of complacency in the public. Careful scrutiny of the agenda and "short, precise and practical resolutions" would restore their impact and the likelihood of implementation, he said.

(continued on page 2)

(suite à la page 4)

Jamieson devant l'ONU

"The performance of the United Nations is not good enough," according to Don Jamieson, Secretary of State for External Affairs, in his address last September, at the 32nd regular session of the United Nations. "There must be an end to the sterile debates of recent years where the outcome is always a foregone conclusion... (Many issues) raised last year remain unresolved and some now pose a greater threat to peace and security than they did 12 months ago."

Mr. Jamieson stressed the need to reduce the proliferation of resolutions which had little prospect of being implemented, and which fostered instead a sense of complacency in the public. Careful scrutiny of the agenda and "short, precise and practical resolutions" would restore their impact and the likelihood of implementation, he said.

(continued on page 2)

(suite à la page 4)

Le cours du sucre sur le marché libre sera stabilisé entre 11 et 21 cents la livre grâce à l'accord international sur le sucre adopté à Genève. Compte tenu de l'ONU, le 5 octobre dernier, l'entente marque le premier accord international sur les produits de base conclu sous les auspices de la CNUCED depuis que celle-ci inaugura ses réunions pour un programme intégré pour les produits de base à sa quatrième session, à Nairobi, en mai 1976.

La fixation de la fourchette des prix s'effectuera moyennant une combinaison de contingents d'exportations et des stocks de réserve, visant à éviter d'interférer dans les marchés du monde entier.

Le cours mondial du sucre s'établira actuellement autour de 7 cents la livre. Pour le porter au minimum de 11 cents la livre, on réduira les exportations de 17,5% au cours des deux prochaines années.

Le cours mondial du sucre devrait être arrêté à 21 cents la livre,

lorsque les récentes années dont l'issue est toujours connue d'avance... (Toutes les questions sénéuses) soulèvent l'an dernier demeurant sans réponse et certaines d'entre elles les représentent à la partie et à la sécurité une menace encore plus grande qu'il y a 12 mois.

M. Jamieson a insisté sur la nécessité de réduire la prolifération des résolutions qui ont pu prendre d'être réalisées et qui peuvent entraîner une crise du public. Careful scrutiny of the agenda and "short, precise and practical resolutions" would restore their impact and the likelihood of implementation, he said.

(continued on page 2)

(suite à la page 4)

in brief

en bref

UNDP Pledge

academic program but also for professional development and discussion among leaders in government, business, industry and education.

Workshop

A two-day workshop and training seminar on rural development at home and abroad will be held at Auberge Mont Gabriel in Mont-Gabriel, Quebec on January 30 and 31. Called "Managing Rural Development", the workshop is sponsored by the Department of Economic and Social Sciences of Macdonald College and the Macdonald-Stewart Institute of Agriculture. For more information contact P.L. Appleton, Chairman, Box 224, Macdonald College, Ste-Anne de Bellevue, Tel. (514) 457-6580 ext. 292.

New UN Members

Djibouti and Vietnam became the United Nations' newest members at the opening of the 32nd session of the General Assembly in September. There are now 149 UN members.

Publications

The United Arab Emirates became the 107th member of the International Finance Corporation (IFC) on September 30. The function of the IFC is to assist the economic development through stimulation of the private sector, of its less developed member countries. Domestic and foreign capital is mobilized by the Corporation for this purpose.

Conferences

A series of international conferences has been co-sponsored by CIDA and the Asian Institute of Technology (AIT) in Bangkok, Thailand. Following are the dates and topics of the conferences as they apply to developing countries: Water Resources Engineering (Jan. 10-13); Water Pollution Control (Feb. 21-25); Materials and Construction (Aug. 22-24); Modern Topics in Structural Dynamics and Mechanics (August 1980). Information on the conferences can be found in the title of CIDA's report on the 1977 International Consultation on Industrial cooperation held in Montreal, Quebec. In addition to the report on proceedings is the list of participants and their addresses and the working paper used at the meeting.

AIT was established in 1959 and chartered in 1967 as an independent, international and non-profit educational institution. It provides advanced education in engineering, science and allied fields to the people of Asia. The conferences are not only for the

PNUD

Le Canada s'est engagé à verser \$39 millions au Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) en 1978, soit \$3 million de plus que l'an dernier. La représentante du Canada, Coline Campbell, a fait l'annonce lors d'une réunion du PNUD en même temps que celle d'une contribution prévue au fonds de renouvellement destiné à un fonds de mesures spéciales en faveur des pays les moins développés. Les deux contributions sont sujettes à l'approbation du Parlement.

Atelier

Un atelier-séance de formation sur le développement rural au Canada et à l'étranger aura lieu à l'Auberge Mont Gabriel, au Mont Gabriel, Québec, les 30 et 31 janvier. Intitulé "La gestion du développement rural", l'atelier est organisé par le département d'économie agricole du Collège Macdonald (l'Institut Macdonald-Stewart). Pour renseignements, s'adresser à M.P.L. Appleton, Président, C.P. 224, Macdonald College, Ste-Anne de Bellevue. Tél.: (514) 457-6580 poste 292.

ONU: 149 membres

Djibouti et le Vietnam sont devenus les 148e et 149e États membres de l'ONU à l'ouverture de la 32e session de l'Assemblée générale en septembre.

Conferences

L'ACDI et l'Institut asiatique de technologie (AIT) à Bangkok, Thaïlande, coparainnent une série de conférences internationales sur les problèmes de gestion des ressources hydrauliques (10-13 janvier); contrôle de la pollution de l'eau (21-26 février); élaboration de systèmes (8-11 mai); matériaux de construction (22-26 août); sujets d'actualité en matière de dynamique et de technologie de la construction (août 1980).

L'ACDI a contribué pour \$150 000 à la mise sur pied des conférences, dans la cadre d'un programme de \$2 830 000 inauguré en 1974. L'ensemble du quinquennal pouvait également à l'oeuvre de bourses de formation en tiers pays et au soutien du corps enseignant de l'AIT.

L'AIT a été fondé en 1959 et a recu en 1967 une charte lui conférant le droit d'établissement d'un enseignement universitaire et à but non lucratif. Il dispense aux peuples d'Asie un enseignement avancé du génie, des sciences et de matières connexes. Débordant dans le cadre universitaire, les conférences ont une vocation de perfectionnement et d'échanges pour de nombreux chefs de file des secteurs de l'éducation, du gouvernement de l'industrie et du commerce.

people

Dr. David Hopper, President of the International Development Research Centre, has been appointed Vice-President for South Asia with the World Bank in Washington. An agricultural economist, Dr. Hopper has been President of IDRC since it was established in 1970 under the chairmanship of the late Lester B. Pearson.

Prior to joining IDRC, Dr. Hopper spent eight years in India, as Assistant Director of the Indian Agricultural Research Institute, the Rockefeller Foundation in New Delhi, visiting professor of agricultural economics with the Indian Agricultural Research Institute, and agricultural economist and Director of Evaluation with the Ford Foundation.

Willy Brandt, former Chancellor of West Germany, will head an independent commission on international cooperation — a body designed to analyse and recommend solutions for the kind of deadlock which occurred at the North-South conference in Geneva last September by Robert McNamara, president of the World Bank. The new commission is intended to be a completely independent, apolitical body operating at a high level and manned by distinguished experts from industrial and developing countries.

Maurice F. Strong has been named Chairman of the Board of Governors of the International Development Research Centre. He has been Chairman of the Board of Petro-Canada since January 1976, and was previously Executive Director of the United Nations Environment Program from November 1970 to February 1972, he was Secretary-General of the UN Conference on Human Environment.

A former President of CIDA, Mr. Strong has also worked in private industry as assistant to the President of Dome Petroleum and as President of Power Corporation.

Louis Sabourin, founder and first Director of the Institute for International Cooperation of the University of Ottawa, has been appointed President of the Development Centre at the Organization for Economic Co-operation and Development in Paris.

A former Dean of Social Sciences at the university, Dr. Sabourin has represented Canada at international conferences and has carried out many assignments in the developing world



David Hopper

échos

M. David Hopper, président du Centre de recherches pour le développement international, a été nommé vice-président pour l'Asie du Sud, à la Banque mondiale. Un économiste agricole de profession, M. Hopper était le président du CRDI depuis sa fondation en 1970 sous la présidence de feu Lester B. Pearson.

Avant d'entrer au CRDI, M. Hopper a occupé divers postes aux directrices africaines et la Banque Rockfeller Foundation à la Nouvelle-Delhi, professeur invité d'économie agricole à l'Institut indien de recherche agricole et économiste agricole et directeur de l'évaluation pour la Fondation Ford, aux Indes.

M. Willy Brandt, ex-chancelier de l'Allemagne fédérale, va accéder à la présidence d'une commission indépendante sur la coopération internationale, dont la création a été proposée en septembre par Robert McNamara, président de la Banque mondiale. Il s'agira d'un organe totalement indépendant, de niveau élevé, dépourvu de caractère politique et composé de dirigeants politiques chevronnés de pays développés et développants. Son mandat sera d'analyser et de recommander les moyens de sortir de l'impasse à laquelle a abouti le dialogue Nord-Sud.

M. Maurice F. Strong a été nommé président du conseil des gouverneurs du Centre de recherches pour le développement international de l'Université d'Ottawa, a été nommé président du Centre de développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques, à Paris. Ex-doyen de la faculté des sciences sociales de l'Université d'Ottawa, M. Strong a représenté le Canada à des conférences internationales et a fait de nombreuses missions dans le tiers-monde pour le compte d'Orpe.

M. Louis Sabourin, fondateur et premier directeur de l'Institut de coopération internationale de l'Université d'Ottawa, a été nommé président du Centre de développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques, à Paris. A former Dean of Social Sciences at the university, Dr. Sabourin has represented Canada at international conferences and has carried out many assignments in the developing world

Operations in the two worst-hit areas, Guntur and Krishna. The Indian army was responsible for disposing of bodies and carcasses, inoculating victims, distributing water sources, providing drinking water, supplying clothing and medicine, clearing debris and restoring communications.

The international community responded quickly with contributions reaching \$3.3 million by December 1. Of this \$1.3 million came from the Canadian Red Cross Society, which provided \$200,000 through CIDA to the Canadian Red Cross Society, which provided \$200,000 itself. The Canadian Red Cross campaign was conducted and some \$70,000 had been raised from Canadian citizens and tourists by early December. The government of Ontario and Saskatchewan provided \$75,000 and \$25,000 respectively. Additional contributions to private Canadian aid agencies were expected to total \$1 million.

Rehabilitation has begun in Tamil Nadu, but despite efforts made so far, a Red Cross spokesman said that the situation in Andhra Pradesh remains appalling and emergency assistance will continue for some time; it is too early to even contemplate rehabilitation.



Charles Morrow

Canadian International Development Agency

Agence canadienne de développement international

ganismes canadiens et internationaux. Il détient un doctorat en droit public et en relations internationales de l'Université Columbia de New York

M. Charles Morrow, directeur de l'information à l'ACDI depuis 1972, a été nommé directeur de Public Information at the World Health Organization in Geneva. Prior to joining CIDA, he was Asst. Director of the Public Relations Branch at the Department of Labour. He joined the federal government in 1966, serving for four years in Geneva as chief of advertising and information to Western Europe with the Canadian Government Immigration Service. His journalism background included four years as Parliamentary correspondent in Ottawa for the radio and television (Broadcast News Voice) of the Canadian Press.

Maurice F. Strong a été nommé président du conseil des gouverneurs du Centre de recherches pour le développement international de l'Université d'Ottawa, a été nommé président du Centre de développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques, à Paris. A former Dean of Social Sciences at the university, Dr. Sabourin has represented Canada at international conferences and has carried out many assignments in the developing world

Ruines, survivants, bétail. This picture is typical of the devastated villages near the mouth of the Krishna River.

Ruines et dévastation. Il ne reste presque plus rien des villages situés près de la rivière Krishna.

CIDA ACDI

Gouvernement
Publications

Indian Cyclone Kills Thousands

Worst in 100 Years

India's worst storm in 100 years battered the south-eastern states of Andhra Pradesh and Tamil Nadu on November 19 leaving in its wake more than 150,000 dead, 100,000 homeless, and damage to crops and property amounting to hundreds of millions of dollars.

Sixty-five densely populated villages in the Krishna River Delta and Guntur districts were devastated by a 10-foot tidal wave spanning 50 miles and travelling at 20 mph. Of those villages 21 were completely washed away.

Crop damage was extreme. In Andhra Pradesh, 2.75 million acres were destroyed and in Tamil Nadu some \$10,000 acres were inundated. Rice fields were most severely affected, but banana, tobacco, sugar cane, and cotton crops were also damaged. Increased salinity in the soil caused by flood water will be a major problem in rehabilitation of agricultural lands in the fertile coastal region.

There were three cyclones in ten days. The first hit Tamil Nadu on November 12. Early warnings limited the number of casualties but crop and property damage was severe. The second strike concentrated mainly in Andhra Pradesh causing the most serious damage and loss of life. This cyclone then moved out to the Arabian sea, turned landward and struck Kerala state on November 21 and Karnataka on November 23. Damage was as severe on the west coast.

Relief operations began immediately after the first cyclone. The most serious threat after the second cyclone was the outbreak of an epidemic, but by November 25, a cholera vaccination campaign against cholera was already completed in several areas.

The Indian Red Cross was at the forefront of the emergency assistance and was designated the responsible agency for relief



Photo: SIPA Press/Philippe Sebouin

La pire catastrophe depuis 100 ans

Cyclone en Inde

Le cyclone qui a balayé les îles d'Andhra Pradesh et de Tamil Nadu sur la côte sud-est de l'Inde le 19 novembre dernier est la pire catastrophe naturelle à s'abattre sur ce pays depuis 100 ans. Il a laissé dans son sillage plus de 150 000 morts, 2 millions de personnes sans abri, des ravages et des dommages matériels se chiffrant dans des territoires de plusieurs centaines de millions de dollars.

Cette issue de Contact est la dernière de cette publication et la feature "Coopération Canadienne" (également publiée par CIDA) sera remplacée par un nouveau magazine intitulé "Développement Direct", à paraître en éditions anglaise et française. Les lecteurs de Contact recevront automatiquement le numéro 1 de ce magazine.

— The Editors

Le numéro 64 est le dernier numéro de CONTACT qui paraîtra. Ce bulletin mensuel et la revue Coopération Canadienne, aussi publiée par CIDA, seront remplacés par un nouveau magazine qui s'intitulera "Développement Direct". Les lecteurs de Contact recevront automatiquement le numéro 1 de ce magazine. Ceux qui ne désirent pas continuer à le recevoir seront invités à nous en faire part.

— La Rédaction.

contact 63

2nd Class Mail Registration No.
Deuxième classe — Permis N°

3730 122 Bank St
Ottawa, Canada K1A 0G4

Agence canadienne de
développement international

122, rue Bank
Ottawa, Canada K1A 0G4

Return Requested
A renvoyer à l'expéditeur

Canadian International
Development Agency

122, rue Bank
Ottawa, Canada K1A 0G4

Agence canadienne de
développement international

122, rue Bank
Ottawa, Canada K1A 0G4

Return Requested
A renvoyer à l'expéditeur

Canadian International
Development Agency

122, rue Bank
Ottawa, Canada K1A 0G4

Agence canadienne de
développement international

122, rue Bank
Ottawa, Canada K1A 0G4

Return Requested
A renvoyer à l'expéditeur

Canadian International
Development Agency

122, rue Bank
Ottawa, Canada K1A 0G4

Agence canadienne de
développement international

122, rue Bank
Ottawa, Canada K1A 0G4

Return Requested
A renvoyer à l'expéditeur

Canadian International
Development Agency

122, rue Bank
Ottawa, Canada K1A 0G4

Agence canadienne de
développement international

122, rue Bank
Ottawa, Canada K1A 0G4

Return Requested
A renvoyer à l'expéditeur

Canadian International
Development Agency

122, rue Bank
Ottawa, Canada K1A 0G4

Agence canadienne de
développement international

122, rue Bank
Ottawa, Canada K1A 0G4

Return Requested
A renvoyer à l'expéditeur

Canadian International
Development Agency

122, rue Bank
Ottawa, Canada K1A 0G4

Agence canadienne de
développement international

122, rue Bank
Ottawa, Canada K1A 0G4

Return Requested
A renvoyer à l'expéditeur

Canadian International
Development Agency

122, rue Bank
Ottawa, Canada K1A 0G4

Agence canadienne de
développement international

122, rue Bank
Ottawa, Canada K1A 0G4

Return Requested
A renvoyer à l'expéditeur

Canadian International
Development Agency

122, rue Bank
Ottawa, Canada K1A 0G4

Agence canadienne de
développement international

122, rue Bank
Ottawa, Canada K1A 0G4

Return Requested
A renvoyer à l'expéditeur

Canadian International
Development Agency

122, rue Bank
Ottawa, Canada K1A 0G4

Agence canadienne de
développement international

122, rue Bank
Ottawa, Canada K1A 0G4

Return Requested
A renvoyer à l'expéditeur

Canadian International
Development Agency

122, rue Bank
Ottawa, Canada K1A 0G4

Agence canadienne de
développement international

122, rue Bank
Ottawa, Canada K1A 0G4

Return Requested
A renvoyer à l'expéditeur

Canadian International
Development Agency

122, rue Bank
Ottawa, Canada K1A 0G4

Agence canadienne de
développement international

122, rue Bank
Ottawa, Canada K1A 0G4

Return Requested
A renvoyer à l'expéditeur

Canadian International
Development Agency

122, rue Bank
Ottawa, Canada K1A 0G4

Agence canadienne de
développement international

122, rue Bank
Ottawa, Canada K1A 0G4

Return Requested
A renvoyer à l'expéditeur

Canadian International
Development Agency

122, rue Bank
Ottawa, Canada K1A 0G4

Agence canadienne de
développement international

122, rue Bank
Ottawa, Canada K1A 0G4

Return Requested
A renvoyer à l'expéditeur

Canadian International
Development Agency

122, rue Bank
Ottawa, Canada K1A 0G4

Agence canadienne de
développement international

122, rue Bank
Ottawa, Canada K1A 0G4

Return Requested
A renvoyer à l'expéditeur

Canadian International
Development Agency

122, rue Bank
Ottawa, Canada K1A 0G4

Agence canadienne de
développement international

122, rue Bank
Ottawa, Canada K1A 0G4

Return Requested
A renvoyer à l'expéditeur

Canadian International
Development Agency

122, rue Bank
Ottawa, Canada K1A 0G4

Agence canadienne de
développement international

122, rue Bank
Ottawa, Canada K1A 0G4

Return Requested
A renvoyer à l'expéditeur

Canadian International
Development Agency

122, rue Bank
Ottawa, Canada K1A 0G4

Agence canadienne de
développement international

122, rue Bank
Ottawa, Canada K1A 0G4

Return Requested
A renvoyer à l'expéditeur

Canadian International
Development Agency

122, rue Bank
Ottawa, Canada K1A 0G4

Agence canadienne de
développement international

122, rue Bank
Ottawa, Canada K1A 0G4

Return Requested
A renvoyer à l'expéditeur

Canadian International
Development Agency

122, rue Bank
Ottawa, Canada K1A 0G4

Agence canadienne de
développement international

122, rue Bank
Ottawa, Canada K1A 0G4

Return Requested
A renvoyer à l'expéditeur

Canadian International
Development Agency

122, rue Bank
Ottawa, Canada K1A 0G4

Agence canadienne de
développement international

122, rue Bank
Ottawa, Canada K1A 0G4

Return Requested
A renvoyer à l'expéditeur

Canadian International
Development Agency

122, rue Bank
Ottawa, Canada K1A 0G4

Agence canadienne de
développement international

122, rue Bank
Ottawa, Canada K1A 0G4

Return Requested
A renvoyer à l'expéditeur

Canadian International
Development Agency

122, rue Bank
Ottawa, Canada K1A 0G4

Agence canadienne de
développement international

122, rue Bank
Ottawa, Canada K1A 0G4

Return Requested
A renvoyer à l'expéditeur

Canadian International
Development Agency

122, rue Bank
Ottawa, Canada K1A 0G4

Agence canadienne de
développement international

122, rue Bank
Ottawa, Canada K1A 0G4

Return Requested
A renvoyer à l'expéditeur

Canadian International
Development Agency

122, rue Bank
Ottawa, Canada K1A 0G4

Agence canadienne de
développement international

122, rue Bank
Ottawa, Canada K1A 0G4

Return Requested
A renvoyer à l'expéditeur

Zaire and Upper Volta

\$67 Million Aid Package

The Francophone African countries of Zaire and Upper Volta will receive over \$67 million in Canadian loans and grants for the next five years to assist in the development of various sectors of their economies.

Canada's Supply and Services Minister, Mr. Jean-Pierre Goyer, signed the new agreements on a recent visit to Upper Volta, Zaire and Gabon. Mr. Goyer is External Affairs Minister Donald Jamieson's adviser on francophone African affairs.

Zaire will receive \$10.4 million in long-term loans and \$7.5 million in grants to be disbursed over five years to Forescom, the state-owned forest development corporation which employs 20 per cent of the country's forestry labor force.

The loans are for the purchase of Canadian forest equipment, for cutting operations and the manufacture of wood products, and the grants are for technical assistance from Canadian experts.

Another \$5.5 million in loan

funds has been given by Canada for an \$18.3 million integrated rural development project in Zaire in which the World Bank, France and Germany are also participating. The CIDA funds will help boost traditional cattle raising methods, renovate Canadian veterinary clinics, medicines and equipment.

Technical assistance grants of over \$4 million complete the package by providing Zaire's departments of agriculture, environment and public works with diverse services and Canadian experts for three years.

The

Canadians will train local counterparts to take over at the end of their stay.

Under the agreements with Upper Volta, CIDA will provide up to \$40 million in grants to help the government build roads, improve its railways and protect crops.

Canada will provide scholarships for professional training in Canada, Upper Volta or another developing African country, specialists and two-thirds of all students and equipment for these projects.

Secondary roads will be built in important market gardening and rice-growing areas, to build up their economies and to pro-

vide a better way of life for the people. The agreement also provides for the purchase of Canadian forest equipment, for cutting operations and the manufacture of wood products, and the grants are for technical assistance from Canadian experts.

(continued on page 6)

Food Aid for Gambia

To help the small West African republic of Gambia through a drought, which has destroyed 70 per cent of its cereal crop, Canada has sent \$800,000 in food aid. This will go toward the purchase and shipment of Canadian semolina, wheat and powdered milk. Other countries have contributed food aid, and the World Food Program (WFP) has forwarded \$752,500 and 3,340 tons of sorghum as further support.

As part of its Sahel regional program CIDA is also financing a \$2 million road project in Gambia. The project is being carried out in conjunction with the UN Sahel Organization (UNSO) and the Interstate Committee for the Fight against Drought.

contact

is produced by the Information Division, Communications Branch, Canadian International Development Agency, under the authority of the Honorable Don Jamieson, Secretary of State for External Affairs.

Editors
Andrée Champagne
Lyne Racine
Ottawa, December 1977

est publié par la Direction générale des communications, Direction de l'information, Bureau canadien d'assistance internationale, avec l'autorisation de l'honorable Don Jamieson, Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères et du Commerce.

Rédaction:
Andrée Champagne
Lyne Racine
Ottawa, décembre 1977

Haute-Volta et Zaire

\$67 millions sur 5 ans

Deux pays africains francophones, le Zaire et la Haute-Volta, recevront du Canada au cours des 5 prochaines années, \$67 millions en subventions et en prêt de développement pour divers projets dans leurs économies. M. Jean-Pierre Goyer, ministre des Approvisionnements et Services du Canada, et conseiller pour les affaires francophones du secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, a rencontré deux autres experts lors d'un récent voyage au Haute-Volta, à Zaire et au Gabon.

La Zaire recevra \$10.3 millions en prêts à long terme et \$7.5 millions en subventions pour l'achat de matériel canadien par

(suite à la page 4)

Aide Alimentaire

Afin d'aider la Gambie à surmonter la sécheresse qui a détruit 70% de sa récolte céréalière, le Canada l'a octroyé une somme de \$800 000 qui serviront à l'achat et à l'expédition de 20 000 tonnes de céréales à Dakar, au Sénégal, et de 5 000 tonnes à Abidjan, en Côte d'Ivoire, s'inscrivent dans un plan destiné à éviter l'encerclement des ports et les problèmes de transport. On espère avoir atteint 100 000 tonnes de céréales dans les ports des deux îles d'janvier.

On devrait connaître le rendement des récoltes en novembre; les chiffres devraient indiquer un besoin de suppléments extérieurs. Le PAM exhorte les donateurs à préparer des plans d'aide et à annoncer leurs intentions afin de faciliter la planification.

Cyclone
(suite de la première page)
malin était très lourd. La saison tempête a surtout frappé l'Andhra Pradesh et y a causé les dégâts les plus sévères et le plus grand nombre de morts. Les cyclones s'élèvent vers la mer d'Orman pour ensuite frapper les Etats de Kérala et 21 autres districts de l'Inde. Les dégâts ont également été moins considérables que ceux du pays.

Les opérations de secours ont débuté dès après le premier cyclone. Un début d'épidémie s'est manifesté après que le passage du deuxième cyclone. On avait, dès le 28, achevé les inoculations dans diverses régions. La Croix-Rouge indienne était aux premières lignes et a été chargée des opérations de secours dans les deux régions touchées. L'armée de Krishna, l'armée indienne c'est occupée d'enlever les cadavres d'hommes et d'animaux, de vacciner les victimes, de désinfecter les sources d'eau, de distribuer l'eau potable, les vête-

ments et les médicaments, de dégager les débris et de rétablir les communications.

La communauté internationale a réagi rapidement et les contributions atteignaient \$3.3 millions le 1er décembre, dont \$1.3 millions par l'intermédiaire de la Croix-Rouge. L'ACDI a versé \$200 000. La Société canadienne de la Croix-Rouge a elle-même fait don de \$20 000. La campagne de la Croix-Rouge canadienne n'a eu de succès et avait permis, au début de décembre, de recueillir quelque \$70 000 auprès des Canadiens. Les provinces de l'Ontario et du Saskatchewan ont donné respectivement \$75 000 et \$25 000. On s'attend à ce que les dons d'autres organismes privés atteignent \$1 million.

La reconstruction a débuté au Tamil Nadu mais un portefeuille de la Croix-Rouge a été déclaré qu'il devait être dépensé jusqu'à ce que la situation en Andhra Pradesh demeurât épouvantable et exigerait encore les secours d'urgence; il est encore trop tôt pour envisager la reconstruction.

(suite à la page 4)

Report on Canadian Aid

Institut

North-Sud

destinés

à l'élaboration d'une pol

icité

de

coopérati

on

international

entre

les

minist

éries

et

les

gouvern

em

ments

canadi

ens

et

les

organis

ations

priv

es

et

les

partenai

res

int

erna

tion

au

de

l'ad

ministr

ation

des

gouvern

em

ent

de

l'ad</p

in brief

en bref

UN Pledges

At recent pledging conferences at the UN, Canada pledged \$1 million to the UN High Commissioner for Refugees (HCR) and \$1.65 million in cash and \$2.5 million in food grants to the UN Relief and Works Agency for Palestine Refugees in the Near East (UNRWA). The HCR donation is up 17 per cent from last year's \$850,000 pledge and the UNRWA contribution is up \$500,000 in food grants over last year.

Local Focus

A Canadian contribution of up to \$2 million spread over three years will go towards a special development program in some developing Francophone countries. The grants are being administered by the Agency for Cultural and Technical Cooperation, an organization of some 24 Francophone countries. Development projects in the areas of education, culture, science and technology will be launched with these funds and the contributions of 12 countries, including some of the world's poorest. Designed to ill-give in developing countries, the development programs, as well as vegetation. The work was part of a \$2.5 million CIDA program called KREMU (Kenyan Rangeland Ecological Monitoring Unit).

A Canadian pilot and three Kenyans were killed in a plane crash November 2 near Nairobi while conducting an aerial survey of the country as part of a CIDA project. Pilot Tom Tillotson, 22, of British Columbia, had been in Kenya for 18 months of a two-year stay and was working on a first-ever survey of the country's domestic and wild animal population as well as vegetation. The work was part of a \$2.5 million CIDA program called KREMU (Kenyan Rangeland Ecological Monitoring Unit).

The plane crashed near Mount Longonot, about 50 miles north of Nairobi, on the way to Lodwar in north-western Kenya where the project's aerial survey was being completed.

All four occupants of the plane, including the Kenyan co-pilot, were killed instantly.

The Kenyan department of civil aviation is conducting an investigation to discover the cause of the accident.

Food Seminar

CIDA Vice-President Roland Poirier addressed a session of the Agriculture and Food Marketing Board of the University of Manitoba in October. It was the third of a series of meetings from developing countries in Montreal last May.

Two Austrian companies have agreed to establish a logging operation, a sawmill and a planing mill. French manufacturers and consulting firm will set up a veneer mill.

Representatives of the companies met with Ghanaian businessmen at the investment-promotion meeting for the wood-processing industries of developing countries. In all 57 sessions were held with senior executives from 24 developing countries and representatives of 90 commercial organizations.

Outlining CIDA's policies in general and those concerning food aid in particular, Mr. Poirier outlined the need to increase production of food in developing countries and to set aside food resources in reserve while food is readily available in time of need. Other participants in the forum included R. A. Jones of the Economic Council of Canada, who underlined the move toward self-sufficiency in food in other countries and the effect of this trend on Canadian farmers. International Development and the United States Trade Policy was the speech topic of Geza

Feketeiuli from the Office of Special Trade at the White House. Speakers from Agriculture Canada, the University of Guelph and the C. D. Howe Research Institute addressed the gathering as well.

Proceedings of the forum will be available in mid-February from Prof. R. M. A. Loys, Department of Agricultural Economics, University of Manitoba, Winnipeg, Manitoba, R3T 2N2.

Pilot Killed

A Canadian contribution of up to \$2 million spread over three years will go towards a special development program in some developing Francophone countries. The grants are being administered by the Agency for Cultural and Technical Cooperation, an organization of some 24 Francophone countries. Development projects in the areas of education, culture, science and technology will be launched with these funds and the contributions of 12 countries, including some of the world's poorest. Designed to ill-give in developing countries, the development programs, as well as vegetation. The work was part of a \$2.5 million CIDA program called KREMU (Kenyan Rangeland Ecological Monitoring Unit).

A Canadian pilot and three Kenyans were killed in a plane crash November 2 near Nairobi while conducting an aerial survey of the country as part of a CIDA project. Pilot Tom Tillotson, 22, of British Columbia, had been in Kenya for 18 months of a two-year stay and was working on a first-ever survey of the country's domestic and wild animal population as well as vegetation. The work was part of a \$2.5 million CIDA program called KREMU (Kenyan Rangeland Ecological Monitoring Unit).

The plane crashed near Mount Longonot, about 50 miles north of Nairobi, on the way to Lodwar in north-western Kenya where the project's aerial survey was being completed.

All four occupants of the plane, including the Kenyan co-pilot, were killed instantly.

The Kenyan department of civil aviation is conducting an investigation to discover the cause of the accident.

Wood-Processing

Ghana may soon have an \$11 million wood-processing complex in Kumasi, as a result of a meeting between business leaders from developing countries in Montreal last May.

Two Austrian companies have agreed to establish a logging operation, a sawmill and a planing mill. French manufacturers and consulting firm will set up a veneer mill.

Representatives of the companies met with Ghanaian businessmen at the investment-promotion meeting for the wood-processing industries of developing countries. In all 57 sessions were held with senior executives from 24 developing countries and representatives of 90 commercial organizations.

Outlining CIDA's policies in general and those concerning food aid in particular, Mr. Poirier outlined the need to increase production of food in developing countries and to set aside food resources in reserve while food is readily available in time of need.

Other participants in the forum included R. A. Jones of the Economic Council of Canada, who underlined the move toward self-sufficiency in food in other countries and the effect of this trend on Canadian farmers. International Development and the United States Trade Policy was the speech topic of Geza

Mort tragique

Un pilote canadien et trois Kenyans sont morts dans l'écrasement d'un avion le 2 novembre près de Nairobi alors qu'ils effectuaient un relevé aérien dans le cadre d'un projet de l'ACDI. Le pilote, Tom Tillotson, 22 ans, de Colombie-Britannique, était au Kenya depuis 18 mois et travaillait au premier relèvement jamais effectué de la végétation et de la faune domestique et sauvage du pays. Il s'agissait d'un programme de deux millions de dollars de l'ACDI intitulé KREMU (Kenyan Rangeland Ecological Monitoring Unit). L'avion, un Cessna 185, s'est écrasé près du mont Longonot, à 50 milles au nord de Nairobi, en route vers Lodwar, où il devait rejoindre des pilotes qui avaient acheté le relèvement. Les quatre occupants de l'avion, dont un élève-pilote kényan, sont morts sur le coup.

Le ministère kényan de l'aviation civile mène une enquête en vue de découvrir les causes de l'accident.

Réfugiés

Le Canada s'est engagé à verser \$1 million au Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), soit 17% de plus que sa contribution de \$850 000 de l'an dernier, et s'est engagé à verser \$1,65 million en espèces et \$2,5 millions en denrées alimentaires. L'Office des secours et travaux pour les réfugiés de Palestine au Proche-Orient, soit \$500 000 de denrées plus que l'an dernier.

Wood-Processing

Ghana may soon have an \$11 million wood-processing complex in Kumasi, as a result of a meeting between business leaders from developing countries in Montreal last May.

Two Austrian companies have agreed to establish a logging operation, a sawmill and a planing mill. French manufacturers and consulting firm will set up a veneer mill.

Representatives of the companies met with Ghanaian businessmen at the investment-promotion meeting for the wood-processing industries of developing countries. In all 57 sessions were held with senior executives from 24 developing countries and representatives of 90 commercial organizations.

Outlining CIDA's policies in general and those concerning food aid in particular, Mr. Poirier outlined the need to increase production of food in developing countries and to set aside food resources in reserve while food is readily available in time of need.

Other participants in the forum included R. A. Jones of the Economic Council of Canada, who underlined the move toward self-sufficiency in food in other countries and the effect of this trend on Canadian farmers. International Development and the United States Trade Policy was the speech topic of Geza

Colloque

M. Roland Poirier, vice-président de l'ACDI, était l'un des conférenciers invités au Forum sur l'agriculture et la commercialisation alimentaire tenu à l'Université du Manitoba en octobre, troisième d'une série de rencontres sur les questions du commerce et de l'aide. Esquissant les grandes lignes de la politique de l'ACDI en matière d'assistance technique, M. Poirier a souligné les efforts du Canada en vue d'accroître la production alimentaire dans les pays du tiers monde et de constituer des réserves d'aliments pour les périodes de disette. Parmi les autres conférenciers, on note M. R. A. Jeness, du Conseil économique du Canada, qui a parlé du mouvement vers l'autosuffisance alimentaire dans les autres pays et de l'effet de cette tendance sur les agriculteurs canadiens.

people

échos

sculpteur Dora de Pétery-Hunt, and is on sale at the Numismatic Bureau of the FAO, Rome 00100, Italy.

David Laughton, Executive Director of the Inter-American Development Bank since 1972, has been appointed Ambassador to Colombia and concurrently to Ecuador. He succeeds James Edward McNaughton, named Ambassador to Haiti. He joined the Agency in 1968 and served abroad as the Agency's official representative in Abidjan, Ivory Coast from 1969-71.

Pierre Garceau, Ambassador to West Germany recently announced his appointment of a commission he set up to study and improve relations between developing and industrialized countries. Among the 16 members are four former heads of governments: Edward Heath (Britain), Georges Pompidou (France), Olaf Palme (Sweden) and Eduard Frei (Chile).

Other members include Shridath Ramphal, Secretary-General of the Commonwealth, and Canada's Joe Morris, President of the Canadian Labor Congress and former member of the International Labour Organization, Abdali Hamad, Director-General of the Kuwait Fund for Arab Economic Development, and Amir Jamal former Tanzanian Minister of Finance.

The commission conceived by World Bank President Robert McNamara, was to hold its first session December 9-11 in Bonn. Funding for the commission (which should be about \$2.5 million) will be from voluntary contributions.

Aid Package

(continued from page 2)

vide access for supplies in times of drought. This project involves a \$200 000 grant for improving the Upper Volta railway system will provide this inland nation with access to the Atlantic coast. Locomotives, rolling stock and maintenance equipment, technical management and skills transfer were all provided by the grant.

In the event of severe crop damage and infestations of pests, a national crop protection program will be able to act quickly thanks to a \$4.8 million CIDA grant, to cover costs of services, construction, equipment, technical assistance and training. Another CIDA grant will provide \$540 000 for the first phase of a remote sensing project. Data beamered from Landsat and other satellites will help all West African countries improve planning and development of land resources with Upper Volta as its regional centre. The grant covers technical assistance, training, services and equipment.

\$67 millions

(suite de la page 4)

ferroviaire, à construire des routes secondaires et à protéger ses végétaux. Il lui fournira des spécialistes, les deux tiers du matériel (biens et équipement) et des bourses de formation pour les cadres, au Canada, en Upper Volta ou en tiers pays africain. En premier volet permettra la relance économique et le déclassement d'importantes régions marécageuses et rizicoles grâce à la construction d'un réseau de routes secondaires. Il s'agit d'une subvention de \$20,5 millions.

Une subvention de \$14 millions pour l'amélioration du réseau ferroviaire permettra de donner au pays un accès à l'Atlantique et pourra à l'achat de locomotives et du matériel roulant

people

échos

finances de la Tanzanie. La commission, créée à l'initiative du président de la Banque mondiale M. Robert McNamara, devait tenir sa première réunion à Cologne du 9 au 11 décembre. Son financement (de l'ordre d'environ \$2,5 millions) sera assuré par des contributions volontaires.

Une médaille Cérès à l'effigie de Mme Pauline Jewett, personnalité canadienne marquante du monde de l'éducation, a été mise en circulation par l'Organisation internationale de l'agriculture (FAO). Première femme présidente d'une grande université mixte, Simon Fraser près de Vancouver, Mme Jewett est une avocate ardent des droits de la femme et des objectifs de l'ONU visant à combattre la faim de la FAO et de l'ONU. Originaire d'Ontario, elle détient une maîtrise ès arts de l'Université Queen's et un doctorat en sciences politiques de l'Université Harvard. Entré à l'ACDI en 1968, il en a été le représentant officiel en Côte d'Ivoire (Abidjan) de 1971.

L'ex-chancelier d'Allemagne fédérale, M. Willy Brandt, vient d'annoncer la composition de la commission internationale Nord-Sud destinée à améliorer les relations entre les pays du Sud et ceux du Nord dans le processus de la femme. La médaille Cérès servira à mettre en lumière le rôle important de la femme dans les problèmes du développement mondial et dans le progrès de la femme. La médaille Cérès est l'œuvre du sculpteur canadien Dora de Pétery-Hunt et est en vente au Bureau numismatique de la FAO, 00100 Rome, Italie.

M. David Laughton, directeur exécutif de la Banque inter-américaine de développement depuis 1972, a été nommé ambassadeur en Colombie. Entré au Service des délégués commerciaux du ministère de l'Industrie et du Commerce en 1949, il a occupé des postes à Caracas, Port of Spain, Mexico, Londres, Seattle et Washington.

et à la gestion et l'exploitation du réseau. Un programme national de protection des végétaux permettra de réduire rapidement aux feux naturels et aux attaques des ravageurs de récoltes. Une subvention de \$4,8 millions de l'ACDI couvrira le coût des services, de la construction, de l'équipement, de l'assistance technique et de la formation.

Enfin le Canada versera \$540 000 pour la réalisation de la première phase d'un projet de télédétection, qui aboutira éventuellement à la création d'un centre régional à Ouagadougou. Les données recueillies par satellite (données Landsat) aideront tous les pays Africains occidentaux à mieux mettre en valeur leurs ressources terrestres. La subvention assurera les frais de service, de formation, d'équipement et d'assistance technique.

contact 64

2nd Class Mail Registration No.
Deuxième classe — Permis N°

3730 122 Bank St
Ottawa, Canada K1A 0G4

Agence canadienne de développement international
122, rue Bank

TOR 1217301 ZN LR0101
ENG (001 CUP) MSS DOM 123
G4

UNITY OF TORONTO
LIBRARY SERIALS DEPT

TORONTO ONT

MSS 1A5

Return Requested
A renvoyer à l'expéditeur
Canadian International Development Agency,
3730 122 Bank St
Ottawa, Canada K1A 0G4

Agence canadienne de développement international
122, rue Bank

TOR 1217301 ZN LR0101
ENG (001 CUP) MSS DOM 123
G4

UNITY OF TORONTO
LIBRARY SERIALS DEPT

TORONTO ONT

MSS 1A5

31761115525602

